



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 19 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Conséquences de la crise sanitaire  
Reprise des activités des structures d'accueil  
Covid-19 : garantie de l'État

p. 651  
p. 655  
p. 665

Sommaire des séances publiques n° 42 à 44  
Sommaire des questions parlementaires

p. 687  
p. Q409

42<sup>e</sup> séance  
43<sup>e</sup> séance  
44<sup>e</sup> séance

Mardi 16 juin 2020  
Mercredi 17 juin 2020  
Jeudi 18 juin 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



## Remise du rapport OKaJu 2020: Bilan d'un mandat de 8 ans



Accompagné de Mme Françoise Gillen (2<sup>e</sup> de gauche), M. René Schlechter (au milieu) a remis son 8<sup>e</sup> rapport à M. Fernand Etgen, Président de la Chambre (2<sup>e</sup> de droite) en présence du Secrétaire général, M. Laurent Scheeck (à droite) et du Secrétaire général adjoint, M. Benoît Reiter (à gauche).

Depuis 1954, la Journée mondiale de l'enfance du 20 novembre vise à promouvoir les droits fondamentaux des enfants. Le 19 novembre 2020, à la veille de cette journée internationale, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), M. René Schlechter, a remis son 8<sup>e</sup> rapport sous le titre « Bilan

d'un mandat de 8 ans » au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Celui-ci a félicité M. Schlechter pour son engagement tout au long des années.

« Un de vos points forts est le fait que vous étiez toujours à l'écoute des gens et notamment des enfants et des jeunes. Votre travail

n'a pas été marqué par un formalisme exagéré, mais vous avez agi avec tact », a souligné M. Fernand Etgen. Il a annoncé que le rapport va être transmis aux commissions parlementaires respectives, à savoir la Commission de la Justice ainsi que celles de l'Education, de la Santé et de la Famille.

Le Président de la Chambre s'est également renseigné sur le travail de l'Ombudsman en temps de crise. M. René Schlechter a expliqué que la crise sanitaire n'a pas eu d'impact primordial sur le travail de l'institution, dont il assure la présidence depuis décembre 2012. Actuellement des entretiens ont lieu au niveau de la Conférence des Présidents pour désigner un successeur pour M. Schlechter qui prendra sa retraite à la fin de l'année.

### Comment la situation des enfants a-t-elle changé ?

En tout, 18 rapports ont été rédigés et publiés depuis 2003 par l'institution qui veille aux droits des enfants au Luxembourg. Les thèmes abordés représentent la panoplie de défis auxquels les enfants doivent faire face : la santé mentale, le manque de prise de parole, les enjeux auxquels sont confrontés les mineurs non accompagnés, etc.

C'est pourquoi l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher a profité de l'occasion pour publier en 2020 un rapport rétrospectif qui a comme fil rouge l'intérêt supérieur de l'enfant. Quelles recommandations ont eu des suites sur le terrain ? Comment la situation des enfants a-t-elle changé ?

En effet, des observations formulées par l'institution ont mené à une amélioration de la situation, par exemple pour les enfants venus en

tant que mineurs non accompagnés au Luxembourg.

### Une institution rattachée à la Chambre des Députés

Le 1<sup>er</sup> avril 2020 a marqué un changement pour l'institution : c'est à partir de cette date que l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) est devenu l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) grâce à un nouveau cadre légal. Depuis quelques semaines, l'OKaJu a pris son siège au numéro 65 route d'Arlon à Luxembourg. C'est aussi par la loi du 1<sup>er</sup> avril 2020 que l'institution a été rattachée à la Chambre des Députés, garant de son indépendance et de sa neutralité.

L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher veille au respect de la Convention relative aux droits de l'enfant datant de 1989 et veut la faire connaître au Luxembourg.

De son nouveau cadre légal, l'OKaJu a plus de visibilité et espère pouvoir davantage sensibiliser le grand public et les acteurs du terrain. En outre, ses missions pourront se développer à l'avenir, par exemple en émettant des avis sur des projets de loi qui ne concernent pas à première vue les enfants, mais qui auront par leur application un impact sur les droits des enfants.

Actuellement, des débats sur la modernisation et les défis dans le cadre de la fiscalité, le financement de projets d'infrastructure ainsi que le plan de développement culturel KEP 1.0 sont en préparation. Les députés interpellent le Gouvernement sur le thème du suicide en décembre et sur la politique d'intégration en janvier 2021.

## OTAN en 2030

## Mission accomplie pour les députés luxembourgeois

Les députés membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN se sont entretenus, le 26 octobre 2020, par vidéoconférence avec M. Mircea Geoană sur l'avenir de l'Alliance dans le cadre du processus appelé « OTAN 2030 ». L'APOTAN participe activement à ce processus et y attache une grande importance. Son Président, M. Attila Mesterházy (Hongrie), a souligné que l'Assemblée jouait un rôle important en tant que promoteur et défenseur engagé des valeurs de l'OTAN et en tant que plate-forme précieuse pour un dialogue politique ouvert et franc.

Trois sujets clés en particulier ont été soulevés au cours de cet échange : les partenariats de l'OTAN, les technologies émergentes et perturbatrices ainsi que la résilience.

M. Geoană a présenté son point de vue sur ces questions et la manière de s'adapter aux problèmes. À part les anciens, l'Alliance est confrontée à de nouveaux défis dans l'espace et le cyberspace, la mise en place de réseaux 5G, la lutte contre la désinformation et autres menaces hybrides et du changement climatique. En outre, l'Alliance continue d'être hanter par le fléau du terrorisme comme en témoignent les récents événements en France.

Face à ces risques, il est important de renforcer la résilience des États membres de l'Alliance et avant tout celle de nos sociétés. Dans ce contexte, il a été rappelé que les dépenses de défense et les investissements dans l'innovation et la technologie ne devraient pas être revus à la baisse.

La délégation luxembourgeoise était représentée par Mme Lydia Mutsch, Mme Nancy Arendt, M. Gilles Baum, Mme Semiray Ahmedova et M. Sven Clement.

Vérifier si les présidentielles américaines se sont bien déroulées comme prévu, sans être perturbées ou détournées, c'était la tâche d'une centaine d'observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Trois d'entre eux venaient du Grand-Duché de Luxembourg.

M. Gusty Graas, M. Claude Haagen et Mme Josée Lorsché, membres de la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, sont restés pendant cinq jours aux États-Unis pour accompagner l'*« Election Day »* en tant que *« short term observers »*.

C'était la première fois que les trois parlementaires ont agi en tant qu'observateurs indépendants internationaux aux États-Unis. Ils ont contrôlé une vingtaine de bureaux de vote à Washington et au Maryland.

### Quelles observations avez-vous faites le jour des élections dans les bureaux de vote ?

**M. Claude Haagen (LSAP)** : Le déroulement du vote a été très bien organisé, tant au niveau des élections elles-mêmes qu'en matière de lutte contre la Covid-19. En tant qu'observateurs internationaux nous avons pu faire notre travail sans être encombrés. Unique-ment dans un cas précis, on a voulu nous refuser l'accès au bureau de vote. Mais après avoir ex-

pliqué aux responsables du bureau qui nous étaient, ils nous ont laissé entrer et faire notre contrôle.

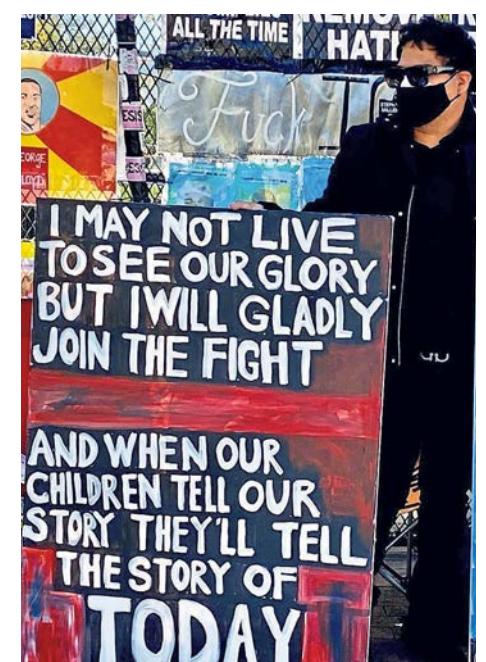
**Mme Josée Lorsché (déi gréng)** : Dans certains cas, les responsables de bureaux n'étaient pas informés de la présence des observateurs indépendants de l'OSCE. Ils étaient sceptiques et inquiets parce qu'ils ne savaient pas si nous faisions partie d'un parti politique, de la presse ou d'un autre organisme qui pourrait influencer ou mettre sous pression les électeurs.

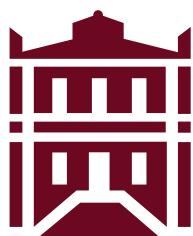
### Que pensez-vous des accusations de fraude entourant cette élection ?

**M. Gusty Graas (DP)** : Je pense que les élections ont été réalisées avec sérieux, mais qu'il y a un problème au niveau du système électoral. À mon avis, les États-Unis doivent uniformiser leur système électoral au niveau fédéral.

Dans certains États, les votes par correspondance ne comptent que s'ils sont reçus le jour avant l'élection. Dans d'autres, c'est

la date du tampon de la poste qui compte et ils peuvent être reçus plusieurs jours après l'élection. Cela mène à une certaine confusion. Le risque de fraude se situe pour moi ailleurs : dans certains États, on peut par exemple exclure des gens des listes électorales selon des règles différentes en fonction de leur casier judiciaire. C'est là que se situent pour moi les risques de fraude, rendant d'autant plus utiles des règles uniformisées.





# NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N° 19 • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

## Covid-19 : mise en place d'un régime d'aides

### 7559 - Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19

Ce projet de loi coule sous forme de loi le règlement grand-ducal du 8 avril 2020 visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19. Le règlement grand-ducal précité sera abrogé dès que le présent

projet de loi entre en vigueur. L'objet du régime d'aides est d'apporter un soutien financier aux entreprises qui portent un projet d'investissement ou de recherche et de développement lié à la lutte contre la pandémie Covid-19.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 14.04.2020

Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Président : M. Claude Haagen) :

- 07.05.2020 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État  
15.05.2020 Adoption d'un projet de lettre d'amendements  
11.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
18.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 508, page 1

## Covid-19 : célébration du mariage

### 7577 - Projet de loi concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Compte tenu des impératifs de santé publique en relation avec la pandémie du Covid-19, la continuité de l'application stricte des gestes barrières s'impose. Il en résulte que l'organisation des cérémonies de mariage dans la maison communale pose problème à un certain nombre de communes.

C'est la raison pour laquelle le projet de loi n° 7577 propose une dérogation temporaire à l'article 75 du Code civil afin de permettre à l'officier de l'état civil de célébrer le mariage dans un édifice communal autre que la maison communale. Les édifices visés devraient permettre, de par leur superficie plus grande, la présence de la famille et des amis des futurs époux lors de la célébration du mariage tout en respectant les gestes barrières.

Cet édifice de célébration autre que la maison communale doit être affecté à un service public communal permettant de respecter les consignes sanitaires en temps de pandémie fixées par la future loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre le virus SARS-CoV-2 (Covid-19) et modifiant 1. la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médica-

ments ; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments (projet de loi n° 7606).

L'édifice de célébration autre que la maison communale est déterminé par le collège des bourgmestre et échevins, sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

La durée d'application de la future loi est alignée à celle de la future loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre le virus SARS-CoV-2 (Covid-19) susmentionnée.

Il importe de noter qu'une disposition analogue pour les partenariats enregistrés n'est pas nécessaire. Dans la mesure où la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ne fixe aucun lieu pour la réception de la déclaration de PACS, l'officier de l'état civil peut recevoir les futurs partenaires dans les mêmes locaux que les futurs mariés, à savoir dans la maison communale ou dans l'édifice communal déterminé pour les mariages. Partant, il n'y a pas de discrimination de traitement.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, et Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 07.05.2020

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

(Président : M. Dan Biancalana) :

- 10.06.2020 Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'une série d'amendements

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

- 10.06.2020 Désignation d'un rapporteur  
Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'une série d'amendements  
12.06.2020 Adoption d'un projet de lettre d'amendements  
17.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020

Loi du 24 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 526, page 1

## Covid-19 : incapacité de travail et sécurité sociale

### 7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail

Le présent projet de loi vise à proroger les effets de certaines dispositions du règlement grand-ducal du 3 avril 2020 portant dérogation aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3, 14, alinéa 2 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail.

Plus précisément, le projet de loi crée la base légale permettant à l'assurance maladie-maternité de continuer à prendre en charge les indemnités pécuniaires de maladie des salariés jusqu'au dernier jour du mois de calendrier au cours duquel se situe la fin de l'état de crise.

En effet, la disposition en question avait été introduite par règlement grand-ducal en date du 3 avril 2020 pour éviter que les employeurs ne soient contraints de porter la charge financière supplémentaire qui découle de l'augmentation du nombre des périodes d'incapacité de travail personnelle des salariés.

Cette disposition est reprise au niveau du présent projet de loi afin de permettre à l'assurance maladie-maternité de continuer à prendre en charge les indemnités pécuniaires de maladie dues pour la fraction du mois se situant entre la fin de l'état de crise et le dernier jour du mois de calendrier au cours duquel se situe cette date – ceci en raison d'arguments techniques.

Il convient de rappeler qu'en dehors de cette disposition dérogatoire (et donc à nouveau à partir de juillet 2020), l'employeur est tenu de continuer à rémunérer le salarié en incapacité de travail jusqu'à la fin du mois au cours duquel se situe le 77<sup>e</sup> jour d'incapacité de travail.

Cette disposition est applicable à tous les salariés depuis l'introduction du statut unique par le biais de la loi du 13 mai 2008 portant intro-

duction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé.

Le présent projet de loi précise par ailleurs que, même si l'indemnité pécuniaire de maladie due à un salarié prend cours à partir du premier jour ouvré de l'incapacité de travail, la prise en charge par l'assurance maladie-maternité ne prive pas le salarié du droit au maintien intégral du salaire et des avantages découlant de son contrat de travail. Les éventuelles différences sont régularisées sur base des décomptes définitifs établis.

Le projet de loi proroge par ailleurs jusqu'au 31 décembre 2020 la disposition, introduite par le règlement grand-ducal du 3 avril 2020 pour la durée de l'état de crise, visant à suspendre le cours des intérêts moratoires pour les retards de paiement des cotisations à payer par l'employeur, fixés actuellement à 0,6 % par mois entier de calendrier.

Cette mesure devrait permettre à un employeur qui se trouve dans une situation financière difficile dans le contexte de la crise Covid-19 de gérer le paiement des cotisations de manière flexible, sans être frappé par des sanctions pécuniaires.

À noter que le règlement grand-ducal du 3 avril 2020 susmentionné (pris dans le cadre de l'état de crise) avait également suspendu l'application des dispositions de l'article 14, alinéa 2, du Code de la sécurité sociale concernant la mise en compte des périodes d'incapacité de travail personnelle dans le cadre de la limite du droit à l'indemnité pécuniaire de maladie, fixé à 78 semaines pour une période de référence de 104 semaines. Cette disposition n'est pas prorogée, étant donné que l'administration du Contrôle médical de la sécurité sociale a repris ses activités entre-temps.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 12.05.2020

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

- 04.06.2020 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État  
Désignation d'un rapporteur  
11.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 511, page 1

## Covid-19 : Code du travail (congé pour raisons familiales)

### 7583 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail

Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre de la gestion de la crise liée au Covid-19. Il a pour objet de compléter le dispositif existant en matière de congé pour raisons familiales, en élargissant le champ d'application aux cas qui ne sont pas directement dus à une maladie de l'enfant, mais qui sont tout de même liés à des mesures de santé publique visant à limiter la propagation d'une infection à large échelle.

En effet, au début de la proclamation des mesures de confinement pour lutter contre le Covid-19, le Gouvernement a pris la décision de fermer les établissements scolaires et de formation publics et privés, ainsi que les structures d'accueil. Par conséquent, il a pris des mesures exceptionnelles et immédiates motivées par la gravité de la situation, en introduisant le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 1999 définissant les maladies ou déficiences d'une gravité exceptionnelle en application de l'article 15, alinéa 2, de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales, afin de tenir compte du maintien à domicile d'enfants pour des raisons impérieuses de santé publique décidées par les autorités compétentes pour faire face à la propagation d'une épidémie.

Par la suite, le Gouvernement a pris la décision de rouvrir les établissements de l'enseignement par un retour en classe en alternance. Au vu de l'urgence particulière de la situation et afin de pallier la fermeture intégrale ou partielle des

structures d'accueil, le règlement grand-ducal du 20 mai 2020 portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail a été introduit, afin d'autoriser l'octroi du congé pour raisons familiales au salarié ou travailleur indépendant ayant à charge un enfant vulnérable au Covid-19, ou un enfant né à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2015 ou encore un enfant scolarisé de moins de 13 ans accomplis dont l'école est fermée. Il convient toutefois de noter que la durée de validité de ce règlement se limite à la période de l'état de crise alors que les dispositions auront des conséquences juridiques pouvant aller au-delà de l'état de crise.

Dès lors, le présent projet de loi doit assurer la continuation de ces dérogations jusqu'au 15 juillet 2020. Dans ce contexte, le présent projet de loi apporte des changements aux articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail afin de tenir compte de l'impact sur le plus grand nombre possible de situations spécifiques auxquelles les parents visés doivent faire face. Par conséquent, le champ d'application du congé pour raisons familiales s'élargit au salarié ou au travailleur indépendant ayant à charge :

- un enfant vulnérable au Covid-19 à condition de produire un certificat médical attestant cette vulnérabilité ;
- un enfant né à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2015 ;
- un enfant scolarisé de moins de 13 ans accomplis dont l'école est fermée ou dont les



cours restent suspendus pour des raisons directement liées à la crise sanitaire ou qui ne peut être pris en charge par aucune école ou structure d'accueil en raison de la mise en œuvre d'un plan de prise en charge en alternance des élèves ou de l'application de mesures barrières imposées, à condition de produire un certificat attestant la situation donnée,

émis par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. La limite d'âge de moins de 13 ans accomplis ne s'applique pas aux enfants qui bénéficient de l'allocation spéciale supplémentaire au sens de l'article 274 du Code de la sécurité sociale.

Les dispositions prévues par le présent projet de loi s'appliquent également aux frontaliers.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 13.05.2020  
Rapporteur : M. Georges Engel

#### Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Georges Engel) :

- 11.06.2020 Présentation du projet de loi et examen des avis du Conseil d'État  
Désignation d'un rapporteur  
15.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020  
Loi du 20 juin 2020  
Mémorial A : 2020, n° 512, page 1

- l'audition de témoins par des moyens de télé-communication audiovisuelle ou par audioconférence ;

- l'assistance d'une personne qui est privée de liberté par son avocat par des moyens de télé-communication ;

- des procédures écrites, remplaçant les procédures orales, devant les juridictions siégeant en matière pénale, à savoir les juridictions d'instruction et de jugement des tribunaux d'arron-

dissement et de la Cour d'appel, et cela tant pour l'instruction des affaires que pour les procédures d'appel, sur ce dernier point y compris en ce qui concerne le tribunal de police ;

- l'exécution fractionnée de certaines peines privatives de liberté, et

- la saisine de la chambre de l'application des peines par une procédure écrite visant à éviter des contacts physiques.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 19.05.2020  
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

#### Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

- 12.06.2020 Présentation du projet de loi  
Désignation d'une rapportrice  
Examen des articles et de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'une série d'amendements  
17.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020  
Loi du 20 juin 2020  
Mémorial A : 2020, n° 542, page 1

## Covid-19 : libre circulation des personnes et immigration

### 7585 - Projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Le projet de loi a pour objet la prolongation dans le temps des effets de certaines mesures introduites par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Dans ses articles 13 et 14, le règlement grand-ducal précité prévoit un certain nombre de mesures dérogatoires à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Ainsi, il est proposé de porter temporairement à six mois le délai accordé à certains ressortissants de pays tiers arrivés au Luxembourg depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour solliciter la délivrance de leur titre de séjour, de proroger temporairement la durée de validité des titres de

séjour expirés et de déclarer régulier le séjour de ressortissants de pays tiers dont le visa est échu ou dont le séjour vient de dépasser les 90 jours.

Par ailleurs, il est proposé d'ancrer dans la loi l'article 14 du règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, limitant l'entrée sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg aux ressortissants de pays tiers pour une durée déterminée, sauf exemptions et dérogations.

Il est ainsi donné suite aux recommandations et communications de la Commission européenne en la matière.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 19.05.2020  
Rapporteur : M. Yves Cruchten

#### Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

- 10.06.2020 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État  
12.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020  
Loi du 20 juin 2020  
Mémorial A : 2020, n° 536, page 1

## Covid-19 : justice II

### 7587 - Projet de loi portant :

#### 1<sup>o</sup> prorogation de mesures concernant

- a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;  
b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;  
c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et  
d) d'autres modalités procédurales ;

#### 2<sup>o</sup> dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

#### 3<sup>o</sup> dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

#### 4<sup>o</sup> modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

L'état de crise prévu à l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution a été déclenché en date du 18 mars 2020 dans le cadre de la lutte contre le virus Covid-19 pour une durée de dix jours.

Cet état de crise a été confirmé et sa durée prorogée pour une période de trois mois par la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le virus Covid-19.

L'article 32, paragraphe 4, de la Constitution prévoit que pendant l'état de crise le Grand-Duc peut prendre en toutes matières des mesures réglementaires qui peuvent déroger à des lois existantes.

Afin de garantir le fonctionnement du service public de la justice pendant l'état de crise, tout en endiguant le virus Covid-19 et en protégeant tous les acteurs du monde judiciaire, un certain nombre de règlements grand-ducaux ont été adoptés afin d'adapter les textes existants.

Or, les effets de ces règlements grand-ducaux cessent au plus tard à la fin de l'état de crise tel que prévu à l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution, c'est-à-dire au moment de l'abrogation de la loi du 24 mars 2020 précitée et au plus tard à l'expiration du délai de trois mois suivant l'entrée en vigueur de la loi du 24 mars 2020.

Or, la fin de l'état de crise au sens juridique du terme n'est pas synonyme de fin de la pandémie du virus Covid-19 au Luxembourg.

C'est pourquoi un certain nombre de mesures prises par voie de règlement grand-ducal pendant l'état de crise et dérogeant à des lois existantes doivent être maintenues temporairement au-delà de l'état de crise dans le cadre de la lutte contre le virus.

Trois nouvelles mesures ponctuelles sont également introduites dans le contexte de la lutte contre le virus.

La première concerne la tenue de la prochaine assemblée générale des barreaux et la durée du mandat actuel de leurs membres.

La deuxième concerne la tenue de la prochaine assemblée générale de la chambre des notaires et la durée du mandat actuel de ses membres.

La troisième prolonge un délai dans le cadre de la déclaration de recouvrement de la nationalité luxembourgeoise.

Le présent projet de loi s'inscrit donc à la fois dans la suite de la déclaration de l'état de crise du 18 mars 2020 dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ainsi que dans la stratégie de reprise et de sortie de crise.

Au vu de la levée progressive des mesures de confinement et en vue d'une reprise des activités, le seul maintien temporaire de mesures et jugées utiles et nécessaires dans le cadre de la stratégie de reprise et de sortie de crise est proposé.

Pour voir si et comment elle doit être maintenue, chaque mesure prise pendant l'état de crise a été analysée par rapport à sa finalité première en la mettant en balance avec les droits fondamentaux auxquels elle dérogerait le cas échéant, afin de garantir le plein respect du principe de proportionnalité.

Ces mesures se retrouvent dans les textes suivants :

- le règlement grand-ducal du 17 avril 2020 relatif à la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite et portant adaptation temporaire de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

- le règlement grand-ducal modifié du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales ; et

- l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Sont également modifiées dans ce contexte la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat et la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 19.05.2020  
Rapportrice : Mme Carole Hartmann

## Covid-19 : justice I

### 7586 - Projet de loi portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Le présent projet de loi s'inscrit dans le sillage de la fin légale de l'état de crise et vise, pendant une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2020, à tenir les audiences des juridictions conformément aux mesures anti-Covid-19 et à créer la possibilité d'effectuer certains actes de procédure pénale par des moyens de télécommunication.

Dans le cadre de la lutte contre le virus Covid-19, le Gouvernement a déclenché en date du 18 mars 2020 l'état de crise prévu à l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution pour une durée de dix jours. Cet état de crise a été confirmé et sa durée prorogée pour une durée maximale de trois mois par la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Les règlements grand-ducaux pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution cessent leurs effets au plus tard à la fin de l'état de crise. Vu qu'il convient toutefois de maintenir bon nombre de mesures pris par voie de règlement grand-ducal au-delà de la fin de l'état de crise, le présent projet de loi se propose d'ancrer, pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2020, les mesures jugées utiles et nécessaires dans une loi.

Aux termes de l'exposé des motifs, chaque mesure prise pendant l'état de crise a été analysée par rapport à sa finalité première en la mettant en balance avec les droits fondamentaux auxquels elle dérogerait le cas échéant, afin de garantir le plein respect du principe de proportionnalité.

Les mesures en cause trouvaient leur source dans les règlements grand-ducaux suivants :

- le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, article 5, alinéa 3 ;

- le règlement grand-ducal modifié du 25 mars 2020 portant suspension des délais en matière juridictionnelle et adaptation temporaire de certaines autres modalités procédurales, article 2, paragraphes 2 à 8, et

- le règlement grand-ducal du 29 avril 2020 portant adaptation de certaines modalités procédurales en matière pénale.

Le présent projet de loi prévoit des dispositions en ce qui concerne :

- des procédures écrites de notification des ordonnances de perquisition et de saisie prises par le juge d'instruction visant à éviter des contacts physiques ;



## Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Charles Margue) :

- 12.06.2020 Présentation du projet de loi  
Désignation d'une rapportrice  
Examen des articles et de l'avis du Conseil d'Etat  
Présentation et adoption d'une série d'amendements
- 17.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 523, page 1

**Covid-19 : reprise des activités des structures d'accueil****7588 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions :****1° des articles L. 151-1, alinéa 1<sup>er</sup>, et L. 151-4, du Code du travail ;****2° de l'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'Etat, dans les établissements publics et dans les écoles ;****3° des articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;****4° des articles 22, 25, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse**

Le présent projet de loi établit une base légale pour permettre l'organisation de la reprise des activités des structures d'accueil pour les élèves de l'enseignement fondamental entre le 25 mai 2020 et le 15 juillet 2020. Il vise à introduire des mesures temporaires et dérogatoires par rapport à des lois existantes concernant l'exercice des activités des services d'éducation et d'accueil, des mini-crèches et des assistants parentaux. Afin de pourvoir au besoin accru en personnel enseignant et éducatif qui découle de la mise en place de la prise en charge en alternance des élèves, l'article 1<sup>er</sup> du présent projet de loi prévoit de recruter des étudiants pour la période comprise entre le 25 mai 2020 et le 15 juillet 2020. Ceci constitue une dérogation aux articles L. 151-1, alinéa 1<sup>er</sup>, et L. 151-4, du Code du travail.

L'article 2 propose une dérogation à l'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'Etat, dans les établissements publics et dans les écoles. Le système d'enseignement en alternance est supposé augmenter le nombre d'élèves nécessitant un accueil extrascolaire. Face à la capacité limitée des établissements existants, et dans la mesure où le groupe d'enfants scolarisés est limité à dix, des locaux supplémentaires doivent être mis à disposition des structures d'accueil. Afin d'accélérer ce processus, les travaux y afférents sont exempts de l'examen préalable de l'inspecteur général.

L'article 3 déroge aux articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Dans le cadre de la prise en charge en alternance des élèves de l'enseignement fondamental, toute transformation

portant sur des établissements classés ayant pour objet l'accueil des élèves est exempté d'une demande d'autorisation préalable.

Finalement, l'article 4 prévoit des dérogations aux articles 22, 25, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse.

Pour la période du 25 mai 2020 au 15 juillet 2020, l'Etat met en place un accueil extrascolaire gratuit, ce qui libère les représentants légaux des enfants du paiement de leur participation au dispositif du chèque-service accueil. Sous certaines conditions, l'Etat peut octroyer des aides financières supplémentaires aux prestataires du chèque-service accueil. Cependant, toute sorte de double financement doit être évitée. En ce qui concerne la tarification des services d'éducation et d'accueil, il est interdit aux prestataires d'augmenter leur prix horaire par rapport à celui pratiqué avant le 18 mars 2020. En outre, la valeur de la participation de l'Etat via le chèque-service accueil est calculée sur la base des heures fixées dans les contrats en vigueur à la date du 18 mars 2020.

Suite aux modifications des plages horaires et des conditions d'accueil dans le cadre de la prise en charge en alternance des élèves de l'enseignement fondamental, tous les contrats conclus entre les requérants et les prestataires du chèque-service accueil avant le 25 mai 2020 seront suspendus.

Les contrats d'adhésion qui viendraient à échéance pendant la période comprise entre le 25 mai 2020 et le 15 juillet 2020 seront automatiquement prolongés jusqu'au 31 juillet 2020. Les étudiants engagés pour assurer l'accueil extrascolaire seront libérés du paiement de l'impôt sur le salaire.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

## Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

- 27.05.2020 Présentation du projet de loi  
Désignation d'un rapporteur
- 08.06.2020 Examen de l'avis du Conseil d'Etat  
Présentation et adoption d'une série d'amendements
- 10.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
- 15.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 545, page 1

**Covid-19 : garantie de l'Etat****7595 - Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19**

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à accorder une garantie de l'Etat dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19.

Afin de préserver la cohésion du marché unique et dans le but de permettre la lutte efficace de tous les États membres contre les conséquences socio-économiques de la crise actuelle, l'Eurogroup s'est mis d'accord sur un plan d'urgence avec trois filets de sécurité

pour un volume global de 540 milliards d'euros.

L'instrument de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence, connu sous sa dénomination « SURE », vise à aider les États membres à faire face aux dépenses liées à la préservation de l'emploi notamment par le biais du chômage partiel. Cet instrument est doté de 100 milliards d'euros et il sera garanti par les États membres pour un volume de 25 milliards d'euros, dont environ 77 millions d'euros seront garantis par le Luxembourg.

Un Fonds de garantie européen Covid-19 sera établi auprès de la Banque européenne d'investissement. Ce fonds sera garanti à hauteur de 25 milliards d'euros de la part des États membres et aura pour objectif de contribuer au financement des entreprises européennes pour un volume total de 200 milliards d'euros. La contribution du Luxembourg au fonds pré-cité s'élève à environ 33 millions d'euros. Le troisième filet de sécurité relève du Mécanisme

européen de stabilité (MES) qui permettra aux États membres de solliciter des lignes de crédits jusqu'à concurrence de 2 % du PIB de la zone euro, soit 240 milliards d'euros. Ces lignes de crédits seront accordées sans conditionnalité macroéconomique, outre la nécessité d'affecter les fonds empruntés à des dépenses liées directement ou indirectement à la crise sanitaire.

Par le présent projet de loi, il est proposé d'autoriser l'octroi de la garantie de l'Etat en faveur de la Commission européenne pour l'instrument « SURE », ainsi qu'en faveur de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour le Fonds de garantie européen Covid-19. Le montant global de la contribution du Luxembourg se chiffre à environ 110 millions d'euros et le montant à autoriser à travers les articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent projet de loi s'élève à 150 millions d'euros afin d'accorder au Gouvernement la flexibilité nécessaire pour un éventuel accroissement de la force de frappe des instruments en question.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.05.2020

Rapporteur : M. André Bauler

## Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

- 03.06.2020 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi
- 12.06.2020 Examen de l'avis du Conseil d'Etat  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 510, page 1

**Covid-19 : logement****7598 - Projet de loi portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil**

Le projet de loi n° 7598 a pour objet d'interdire toute augmentation de loyer d'un bail à usage d'habitation à partir de la fin de l'état de crise, tel que déclaré par le règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et prorogé par la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de

crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, et jusqu'au 31 décembre 2020, en dérogeant ainsi à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 22.05.2020

Rapportrice : Mme Semiray Ahmedova

## Travaux de la Commission du Logement

(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

- 28.05.2020 Désignation d'une rapportrice  
Présentation du projet de loi
- 15.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 517, page 1

**Covid-19 : Code du travail****7603 - Projet de loi portant****1. dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;****2. modification du Code du travail**

Le présent projet de loi vise à proroger les effets d'un certain nombre de mesures prises pendant l'état de crise sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution dans le domaine du travail et de l'emploi. Ces mesures, qui sont des dérogations essentiellement à des dispositions du Code du travail, ont été mises en œuvre par le biais de règlements grand-ducaux pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution afin de pouvoir mettre rapidement à disposition des salariés et des entreprises des règles spécifiques adaptées au caractère exceptionnel de la situation.

Il convient toutefois de noter que la durée de validité de ces règlements se limite à la période de l'état de crise alors que la majorité de ces dispositions auront des conséquences juridiques pouvant aller au-delà de l'état de crise. Le présent projet de loi doit dès lors assurer la continuation temporaire ou même permanente

de certaines de ces dérogations respectivement créer une sécurité juridique par rapport à celles qui continuent ou peuvent continuer à produire des effets après la crise pour ainsi préserver les effets de ces dispositions là où c'est nécessaire.

Dans ce contexte, le projet de loi envisage de prendre le relais de ces règlements grand-ducaux pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution dont les dispositions deviennent caduques à la fin de l'état de crise, notamment aussi et surtout pour les dispositions qui produisent leurs effets après la fin de l'état de crise. Les dispositions qui sont censées être maintenues de façon définitive sont intégrées dans le Code du travail par une modification des articles afférents.

Par contre, les dispositions dont les effets sont strictement limités à la période de l'état de crise et qui s'éteignent du fait de la fin de celu-



ci, aucune démarche législative supplémentaire n'est nécessaire : elles ne sont dès lors pas reprises dans le présent projet de loi.

Finalement, la mise en œuvre de certains instruments, dont notamment le chômage partiel, rendent nécessaire des dérogations temporaires par rapport au dispositif de droit commun sans que celles-ci n'aient été prévues par un règlement grand-ducal pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution, parce que le besoin ne s'est fait ressentir qu'après une certaine période d'application permettant d'analyser la situation avec le recul nécessaire.

Ainsi, vu le recours massif au chômage partiel du fait de la crise sanitaire et suite aux décisions gouvernementales prises par rapport à cette situation exceptionnelle, le contingent maximal de 1.022 heures de chômage partiel disponibles par an risque d'être éprouvé avant la fin de l'année en cours.

Les dérogations par rapport au Code du travail concernent plus particulièrement :

- Les heures de chômage partiel utilisées pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 juillet 2020, qui ne sont pas imputées à la réduction de la durée de travail maximale de 1.022 heures par année de calendrier.
- La suspension durant l'état de crise des différents délais prévus dans le cadre de procédures concernant :
- la clause d'essai prévue par un contrat d'apprentissage, un contrat de travail à durée indéterminée, un contrat de travail à durée déterminée ou un contrat de mission ;
- le reclassement ;
- la protection contre le licenciement en cas d'incapacité de travail pendant 26 semaines ;
- la négociation d'un plan social ;
- la proposition par l'Agence pour le développement de l'emploi d'une convention de collaboration individuelle pour le demandeur d'emploi ;
- les droits aux indemnités de chômage complet ;
- la dispense concernant l'acceptation de tout emploi approprié pour les demandeurs d'emploi dans le cadre d'une création d'entreprise ou la reprise d'une entreprise.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.05.2020

Rapporteur : M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale  
(Président : M. Georges Engel) :

- 15.06.2020 Désignation d'un rapporteur  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.06.2020  
Loi du 20 juin 2020  
Mémorial A : 2020, n° 538, page 1

## Covid-19 : formation des enseignants stagiaires

### 7604 - Projet de loi portant dérogation :

#### 1<sup>o</sup> aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale :

#### 2<sup>o</sup> à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire

Le projet de loi sous rubrique prévoit une série de mesures en vue d'adapter d'urgence les dispositifs de formation et d'évaluation de certains agents de l'éducation nationale en période de stage ou en période d'initiation.

À la suite de la propagation de la pandémie de Covid-19 et de la décision du Gouvernement de suspendre toutes les activités scolaires et éducatives à partir du 16 mars 2020, l'Institut de formation de l'éducation nationale a été contraint de suspendre ses programmes de formation et d'évaluation. Les mesures proposées se placent dans le contexte de la stratégie de déconfinement et de reprise des cours, décidée par le Gouvernement en date du 16 avril 2020.

Dans le cadre du présent projet de loi, il est proposé de réduire de huit heures le programme de la formation spéciale des enseignants en période de stage afin de maintenir une offre de formation adaptée au besoin des enseignants et de la rendre la plus pertinente et efficace possible.

En ce qui concerne les séances d'hospitalisation, telles que les visites de classes, d'environnement professionnel ou d'établissements, qui visent à favoriser l'échange de pratiques et d'expériences, il est proposé de supprimer la

- La suspension des examens médicaux d'embauche dans les domaines de la santé et des soins, mesure qui avait été prise par le règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> avril 2020 portant dérogation aux articles L. 322-2 et L. 326-1 à L. 326-12 du Code du travail, abrogé en date du 11 mai 2020 du fait de la reprise desdits examens.

- Les effets d'un contrat à durée déterminée de 40 heures par semaine conclu entre un étudiant et un employeur dans un domaine d'activité défini comme essentiel - ces contrats prennent fin à la date d'échéance initialement convenue, sans préjudice d'une résiliation d'un commun accord préalable, et ne peuvent pas être renouvelés après la fin de l'état de crise.

- La participation de l'employeur aux indemnités d'un stage de professionnalisation, d'un contrat de réinsertion, d'un contrat appui-emploi ou d'un contrat d'initiation à l'emploi qui sont pris en charge par l'Etat.

- Les gratifications, compléments et accessoires versés aux salariés des domaines d'activités définis comme essentiels, qui ne seront pas pris en compte pour le calcul du revenu cotisable au titre de l'assurance pension.

- Les salariés indemnisés en préretraite, dont le salaire versé dans le contexte d'une reprise d'activité dans un des domaines définis comme essentiels pendant l'état de crise est neutralisé par rapport au calcul du revenu accessoire annuel du salarié en préretraite.

Le projet de loi prévoit par ailleurs une dérogation à la loi du 28 avril 2017 relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses concernant la suspension de certains délais.

Les modifications définitives au Code du travail ont trait :

- aux sanctions prévues en cas de fraude ou de malversation de fonds liquidés au titre du chômage partiel ;

- à l'accès par l'Agence pour le développement de l'emploi à certaines données du Centre commun de la sécurité sociale dans le cadre du suivi des demandeurs d'emploi ou la liquidation des indemnités de chômage partiel.

l'épreuve de la formation pratique prévue dans le cadre de l'année scolaire 2019-2020.

Le projet de loi prévoit d'adapter les modalités de réussite au certificat de formation pédagogique des employés du groupe d'indemnité A2, sous-groupe de l'enseignement fondamental, dont notamment la remise de trois productions écrites avant le 30 juin 2020. En cas d'échec, les conditions permettant de suivre de nouveau les formations du certificat précité et

de se présenter aux épreuves sont celles actuellement fixées par la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale.

Finalement, il est proposé de prolonger de trois mois la période de trois ans actuellement en cours pendant laquelle les enseignants de l'enseignement secondaire participent à quarante-huit heures de formation continue obligatoire.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 27.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

10.06.2020 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Désignation d'un rapporteur

15.06.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 543, page 1

## Covid-19 : création d'un congé pour soutien familial

### 7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie du coronavirus Covid-19, le Gouvernement a dû se résoudre à la fermeture d'un certain nombre de structures pour limiter la propagation du coronavirus.

On citera tout d'abord la fermeture de l'ensemble des structures d'enseignement du 16 mars au 19 avril 2020, prolongée ensuite jusqu'au 11 mai 2020.

À côté des structures d'enseignement, de nombreuses structures pour personnes handicapées et pour personnes âgées, autres que les structures d'hébergement, ont également dû fermer leurs portes.

Il s'agit plus particulièrement des structures d'accueil et d'activités de jour, des structures de formation et de travail.

Ces services sont fréquentés :

- d'une part, par des personnes âgées qui souffrent d'une perte d'autonomie considérable telle qu'il leur est impossible d'assurer seules certains actes de la vie courante et qu'elles ne peuvent pas rester seules à la maison, et

- d'autre part, par des personnes en situation de handicap, pour la plupart majeures, qui sont fortement dépendantes de l'assistance d'une tierce personne.

Ces personnes habitent souvent chez un membre de leur famille ou un proche qui a été contraint de prendre congé pour s'occuper, pendant la journée, d'une personne handicapée ou âgée, suite à la fermeture des crédits services pour des raisons de lutte contre la pandémie du coronavirus Covid-19.

Au vu de ce qui précède, le Gouvernement avait créé le congé pour soutien familial par règlement grand-ducal du 3 avril 2020. Ce congé rémunéré visait à venir en aide à ces salariés et travailleurs indépendants qui étaient amenés à s'occuper de leurs proches le temps de la fermeture d'une structure pour personnes en situation de handicap ou pour personnes âgées, en raison de la pandémie. Il s'agissait d'éviter que ces salariés et travailleurs indépendants doivent avoir recours à leur congé de ré-

création pour s'occuper d'une personne majeure en situation de handicap ou d'une personne âgée qui est fortement dépendante et qui réside chez eux.

Pour mettre en œuvre cette mesure, il a été décidé de s'inspirer d'un côté du congé français pour proche aidant prévu à l'article L. 3142-16 du Code du travail français dont peut bénéficier tout salarié lorsque des personnes déterminées (conjoint, concubin, ascendant, collatéral, personne résidant avec le salarié, etc.) présentent « un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité ». De l'autre côté, cette mesure s'inspire également largement des dispositions législatives luxembourgeoises relatives au congé pour raisons familiales.

Par ailleurs, il a été décidé de se limiter aux travailleurs indépendants et salariés liés par un contrat de travail privé, car dans les domaines public et communal, les employés et fonctionnaires peuvent, dans ce cas, se voir accorder à titre exceptionnel une dispense de service.

À noter que le règlement grand-ducal du 3 avril 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial avait été pris sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution.

En d'autres mots, il s'agit d'un règlement d'urgence dont les dispositions peuvent être dérogatoires à la loi car prises dans le contexte de la crise internationale. Néanmoins, il faut savoir que ces règlements d'urgence ainsi que leurs mesures ne sont valables que pendant la durée de l'état de crise.

Le Gouvernement ayant toutefois estimé qu'il y a un besoin réel de maintenir ce congé pour soutien familial pour d'autres événements imprévisibles éventuels, il a été décidé d'élaborer une loi à cet effet.

Le présent projet de loi est donc une reprise de la mesure prévue dans le règlement précité tout en contenant quelques adaptations nécessaires au niveau de la forme pour que le congé pour soutien familial puisse être reconduit au-delà de la lutte contre la pandémie du Covid-19.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 02.06.2020

Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président : M. Max Hahn) :

17.06.2020 Désignation d'un rapporteur

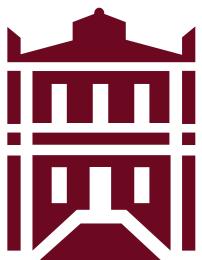
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 533, page 1



# SÉANCE 42

MARDI  
16 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

## Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
  - M. Fernand Etgen, Président
2. Communications
  - M. Fernand Etgen, Président
3. Ordre du jour
  - M. Fernand Etgen, Président
4. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen
  - Exposé : Mme Martine Hansen
5. Question urgente n° 2390 de M. Sven Clement relative au test de dépistage de la Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg
  - M. Sven Clement - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
6. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Roy Reding
  - M. Roy Reding
7. Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement
  - M. Roy Reding - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs
8. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19
  - Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Martine Hansen
9. Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement (suite)
  - M. Roy Reding
10. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite)
  - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
11. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation dans les établissements pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap
  - Exposé : M. Marc Spautz
  - Débat : M. Max Hahn - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du dialogue social et des conséquences de la crise sanitaire au niveau économique et social
  - Exposé : M. Marc Spautz (intervention de M. André Bauler)
  - Débat : Mme Carole Hartmann - M. Claude Haagen - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
  - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
13. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite)
  - Vote sur la motion (adoptée)
14. Ordre du jour (suite)
  - M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, Mme Corinne Cahen, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.03 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Une voix**.- Nee, Här President.

## 2. Communications

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lësch vun den neie parlementareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro depo-niert.

D'Lësch vun de Projeten, déi sät der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, an deem, dee vun dem Rôle gestrach ginn ass, ass verdeelt ginn.

D'Lësch mat de Petitiounen, déi sät der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

## Communications du Président - séance publique du 16 juin 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

**7613** - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du projet de logements subventionnés dénommé Elmen

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 09.06.2020

**7614** - Projet de loi portant modification 1<sup>o</sup> de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire et

2<sup>o</sup> du Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 09.06.2020

**7615** - Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Botswana for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 19 septembre 2018

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.06.2020

**7616** - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Luxembourg et à Nur-Sultan, le 14 octobre 2019, modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Astana, le 26 juin 2008, telle que modifiée par le Protocole, signé à Luxembourg, le 3 mai 2012

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 10.06.2020

**7617** - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions de l'article IV de la loi du 23 juillet 2015 portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 11.06.2020

**7618** - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2016

1. instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement ;

2. modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 12.06.2020

**7619** - Projet de loi portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1<sup>er</sup> août 2019 concernant les mutuelles

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 15.06.2020

3) La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :

**6830** - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Dépôt : M. Marc Lies, Député, le 30.06.2015

Retrait du rôle des affaires : 11.06.2020

4) La demande de pétition publique suivante a été déposée :

**1622** - Demande de pétition publique : Renforcement des mesures à l'aide à l'emploi dans le cadre de la crise sanitaire et économique

Dépôt : Jerry Paul Antoine Le Vaillant, le 10.06.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

## 3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat désem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

## 4. Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen

Da géif ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Martine Hansen gi fir den Depot vun enger Motioun. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

### Exposé

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Här President. Mir sollen déi nächst Woch Covid-19-Gesetzer ofstëmmen. D'Verantwortung kënnt also erém zréck bei d'Chamber. Fir dës Verantwortung awer kënnen ze iwwerhuelen, brauch d'Parlament u sech genau déi selwecht Informatione weí d'Regierung och. De Premierminister huet eis erkläert, d'Decisiounen vun der Regierung beim Deconfinement, déi géife sech baséieren op wëssenschaftlech Modelliséierunge vun der Uni.lu. A genau dës wëssenschaftlech Faktebasis hätte mer gären. Déi brauche mer, direkt, nach virum Vott vun de Gesetzer, well dat heiten däerf sécherlech kee Vott aus dem Bauchgefille eraus ginn.

Duerfir froe mer eebeen d'Regierung mat déser Motioun, fir eis d'Modelliséierunge ze ginn, op déi sech déi aktuell Covidreglementer an

déi geplangt Moosname vun de Covid-19-Gesetzer baséieren. Mir hunn der, mee déi datiéiere vum 15. Mee an déi si sécherlech elo net méi aktuell. Also, d'Modelliséierunge mat den entspreechende Simulationen vun de Konsequenzen, déi sech aus de proposéierte Mesuren erginn.

Ech soen lech Merci. Wannechgelift.

### Motion

#### La Chambre des Députés,

- considérant que, selon les déclarations de Monsieur le Premier Ministre, le Gouvernement s'est basé pour définir les différentes phases du déconfinement sur des modélisations scientifiques de l'évolution de la pandémie Covid-19 ;

- constatant que la dernière simulation sur le développement de la pandémie Covid-19 à moyen terme date du 15 mai 2020 ;

- considérant qu'avec les votes sur les projets de loi n°s 7606 et 7607 la responsabilité sur le cadre légal de la future gestion de la pandémie Covid-19 incombe à ce stade à la Chambre des Députés ;

- estimant qu'afin de pouvoir assumer cette responsabilité, les Députés doivent être en connaissance des données sur lesquelles le Gouvernement se base pour décider sur les nouvelles règles du déconfinement,

invite le Gouvernement

- à fournir immédiatement à la Chambre des Députés toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 sur lesquelles le Gouvernement s'est basé lors de l'élaboration des projets de loi n°s 7606 et 7607 ainsi que des différentes phases du déconfinement depuis le 15 mai 2020.

(s.) Martine Hansen, Léon Gloden, Octavie Moder, Marc Spautz, Claude Wiseler.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci.

## 5. Question urgente n° 2390 de M. Sven Clement relative au test de dépistage de la Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg

D'Chamber fänkt dës Sitzungswoch u mat der Question urgente Nummer 2390 vum Här Sven Clement iwwert de Covid-Test um Flughafen. Den Här Clement huet fénnef Minuten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an d'Regierung huet zéng Minuten Zäit, fir op dës Fro ze äntwerten.

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, säit dem 29. Mee ass um Findel erém Betrib. No bal zwee Méint Paus sinn déi eischt Fligeren da mat deenen ènnerschiddlechsten Destinations fortgeflunn an och erém zréckkomm. Hoffentlech, an dat ass, mengen ech, d'Hoffnung, déi mer allegueren hunn, ouni d'Krankheet erém mat op Lëtzebuerg ze bréngen!

D'Airlines hu sech selwer engagéiert, fir verschidde Sécherheitsmesuren u Bord respektiv och um Airport ze huelen. Gläichzäiteg huet den 30. Mee de Mobilitéitsminister zesumme mat der Direction de la santé annoncéert, datt jiddwereen, deen um Findel ukénnt, sech ka gratis teste loessen. Et kann een also och schonn op der Plaz um Findel en Test maachen an domadder relativ séier wëssen, ob een da krank ass oder net. Fir datt dat funktionéiert, kritt jiddwereen e Bong, mat deem e sech da kann teste loissen, entweeder um Findel oder an engem vun den agreeierte Laboratoire.

Zanterdeem déi Tester ugebuede ginn, gëtt et awer nach eng zweet Moosnam, déi d'Airlines op Basis vun enger Recommandatioun vun der International Civil Aviation Organization, der ICAO, geholl hunn. An entschëllegt, wann ech elo nach e puer englesch Wieder benotzen: U Bord vun all Fliger muss am Moment op Uweisung vun den Airlines e sougenannte „Public Health Passenger Locator Form“ ausgefellt ginn. Wat no vill kléngt, ass essentiellement en DIN A4-Blat, wou ee perséinlech Donnéeë muss uginn: Donnéeëen, wien een ass, wou ee souz am Fliger, mat wiem ee reest, wouhinner ee reest, wou een déi nächst 30 Deeg ze erreichen ass a wien am Zweifel een déi nächst 30 Deeg erreche kann. Dat heesch, hei ginn och Donnéeëen vun Drëtten, déi net forcement am Fliger sätzen, matrepertoriert.

Dés Donnéeëen gi legal erhuewen, dorunner besteeft weineg Zweifel. Mee no eise Kenntnisser si leider schonn um Findel oder bei Passagéier,



déi iwwert de Findel transitéiert sinn, positiv Covid-19-Tester duerchgefouert ginn, dat heescht, déi éischt positiv Tester um Findel hu statfonnt. An en conclusionen dovunner huet, erém eisen Informatiouen no, d'Direction de la santé bei der beträffener Airline nogefrot, fir d'Donnéeë vun deene sougenannte „Public Health Passenger Locator Forms“ ze kreien.

Elo ass et esou, datt mer am Kader vun der Covid-19-Gesetzgebung, iwwert déi mer jo e Méindeg sollen ofstëmmen, iwwer en Amendement parlementaire eebe grad eng Base légale geschafen hunn, datt déi Donnéeë kenne verschafft an accédéiert ginn.

Et stellt sech also fir mech d'Fro, Madamm Ministesch: Kénnst Dir confirméieren, datt d'Direction de la santé oder eng aner Administration d'Passagéierdonnaanen, déi op dése Formulair gespäichert sinn, ugefrot hunn? A falls jo, op Basis vu wat fir enger Base légale ass dat geschitt?

An dann déi zweet Fro: Kénnst Dir confirméieren, datt Passagéier um Findel zanter dem 29. Mee positiv op de Covid-19 getest goufen? Falls jo, wivill Fall sinn dat? An huet d'Santé hir Kontakter retracéiert? A wa jo, goufen déi aner Passagéier u Bord dorriwwer informéiert? A falls jo, mat wat fir enger Datebasis?

Ech soen lech Merci.

#### (Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. D'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert huet d'Wuert.

► **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.**- Merci, Här President. Jo, et ass zu Recht, wou an deem heite Kontext vum Här Clement op de Règlement sanitaire international vun 2005 verwise gëtt. Dëst internationaal Instrument ass dat eenzeg, wat verbindlech ass am sanitäre Beräich fir d'Länner.

Dëse Reglement ass eng Basis fir villes, wat mer am Moment maachen. Et ass notamment an deem Reglement, wou een och déi ganz Terminologi vu Quarantän, vun Isolement a vu Mesure-préventivë fir Leit, déi beispillsweis presuméiert sinn, infizéiert ze sinn, eréfénnt.

Oprond vun désem Reglement gi Recommandatioun vun der OMS ausgeschafft. A justement ass och elo eng Recommandatioun, déi Dir hei zitéiert, fir am Kader vum Fluchverkéier eng Rei vu Lëschten ze féieren.

Dir frot no der Base légale, fir dës anzefuerden. Mir sinn, Stand haut, dovunner ausgaangen, dass de Reglement selwer d'Base ass. Firwat ass dat eis Meenung? Majo, well am Kontext vun deem internationale Reglement en nationale „Focal Point“ muss designéiert ginn, an dee „Focal Point“ huet d'Befugnisser, dat, wat recommandéiert gëtt am Reglement, émzeseten.

Mir hunn esou e „Focal Point“. Dat ass den Dokter Schmit, deen lech alleguerte ganz gutt bekannt dierft sinn iwwert déi lescht Wochen. Dat heescht, hien ass en nom personnel „Focal Point“ fir deen internationale Reglement an huet och an där Qualitéit déi Informatioune gefrot.

Mir sinn eis awer bewosst - an dofir hu mer jo och als Regierung proposéiert, en Amendement ze maachen -, dass mer besser dostinn, wa mer wierklech eng Base légale hei bei eis hunn, déi déi dote Saache méiglech mécht. Well et ass immens wichteg, dass, wa mer elo méi ufänken ze reesen iwwert d'Grenzen eraus, mer ons esou opstelle müssen, dass mer do wierklech alles können an den Asaz bréngen, fir infizéiert Leit eeben esou schnell wéi méiglech ze identifizéieren an zum Schutz vun der Allgemeinheit déi Leit, déi mat hinnen a Kontakt waren an eebe riskéiert hunn, sech och ze infizéieren, deementspriechend können ze identifizéieren.

Wat elo d'Mesuren um Findel ugeet, hu mer effektiv zesumme mat lux-Airport gekuckt, fir eis Teststrategie dohinner auszeweiten. Et ass eng Fro gestallt ginn ... Dir hat dräi verschidde Froen an deem ganze Kontext, ech muss soen, ech hale se elo net méi richteg ausernein. Dir sot mer herno, ob ech en Aspekt vergiess hunn.

D'Presenz selwer vun enger Teststation - déi Käschte ginn iwwerholl vu lux-Airport. Mee d'Tester u sech ginn natierlech op d'Käschte vum Staat. Dat schreift sech an an eis ganz Teststrategie. Dat heescht, wat do gemaach gëtt um Findel, dat ass náischt anescht wéi d'Tester, déi mer anerwärts och maachen, an den Altersheimer oder op anere Plazzen oder eeben och elo am Large-Scale-Testing, soudass de Finanzement vum Volet Tester u sech natierlech à charge vum Staat ass.

Ech géif och gären énnersträichen, dass et sech hei ém eng Mesure handelt, déi d'Leit náischt kascht. Et ass e Service, dee mer gratis ubidden. Domadder wéile mer d'Leit wierklech och incitéieren, déi Tester ze maachen. An anere

Länner ass dat anescht. Ech mengen, an Éisträich, hunn ech mer soe gelooss, ass dat relativ deier: Wann een dann deen Test, deen ee muss maachen, mécht, ass dat op euge Käschten. Bei eis ass et staark recommandéiert, a mir faciliteren et an deem Senn, dass mer de Leit och scho wierklech d'Méiglechkeet ginn, soubal se erauskommen aus der Zon, dat da sur place ze maachen.

De Stand: Säit dem 14. Juni hu 508 Leit dovunner Gebrauch gemaach. Dat fannen ech relativ erfreelech. Et schéngt also relativ gutt unzukommen. Mir hunn do och scho Leit positiv getest, op verschiddene Volle schonn, direkt vun Ufank un, soudass dës Mesure wierklech gutt war, och wann et e bësse sportlech war, fir se méindes en place ze hunn. Mee et huet geklappt. An et ass e Service, dee genotzt gëtt an deen och scho seng Friichte gedroen huet.

A jo, mir hu schonn, also den Dokter Schmit huet och scho Lëschten ugefrot. Ech hunn awer keen Detail iwwert den Tracing, deen domadder gemaach ginn ass, well ech verbidde mer och, dat vu menge Leit ze kreien. Dat ass ganz kloer. Do si Perséinlechkeetsrecher drop, dat heescht, déi d'drop schaffen, deenen ass et erlaabt, fir dat ze traitéieren. Ech wéll déi Saachen eigentlech och als Minister net hunn. Och do gëllt dee Schutz.

Mee, wéi gesot, fir op Är Fro oder Är Suerg ze äntworten: Eis Positioun dozou ass, dass mer dervun ausginn, dass deen internationale Reglement à ce stade d'Base ass, fir dem nationale „Focal Point“ dann déi Befugnisse ze ginn, fir Recommandatiounen, déi am Kontext vun der Pandemie geschwat gi sinn, och émzeseten an anzefuerderen, surtout.

Voilà. Sinn domadder déi dräi Froen och beäntwert?

#### (Assentiment)

Okay. Tippopp! Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

## 6. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Roy Reding

Da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Roy Reding, fir d'éischt fir den Depot vun enger Proposition de révision.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci. Här President, leif Kollegen, méi prezis geet et ém eng Proposition de révision vum Artikel 32 vun der Constitution. Dat ass deen Artikel, énnert deem haut déi Mesures réglementaires geholl gi sinn, wéi mer se kennen. Deen Text ass vum 13. Oktober 2017. An e seet ganz formell, datt d'Mesures réglementaires musse konform sinn zur Constitution an zu internationalen Traitéen.

Leider Gottes gesait désen Text awer weeder en effiziente Contrôle nach iergendeng Sanktioun vir, wann d'Regierung Reglementer hält, Mesure-réglementairen hält am État de crise, déi eebe grad just net konform zur Constitution an zu den Traités internationaux sinn.

Mir als ADR an och vill Leit an der Zivilgesellschaft hu monéiert, datt gewësse Reglementer wäit iwwert d'Proportionalitéit erausgaange sinn an e gravéierenden Agréff waren an d'biergerlech Fräiheeten, wéi d'Versammlungsfräiheit an esou weider.

Fir deem an Zukunft können e „Riegel vorzuschieber“, proposéiere mir, datt en neien Tiert an den Artikel 32 kënnt, deen all Bierger et erlaabt, via einfach Requête un d'Cour constitutionnelle ze froen, datt d'Konformitéit vu Mesure-réglementairen vun der Regierung ka getest ginn, ob se dann also konform zur Verfaßung an zu internationalen Traitée sinn oder net.

Eis Propositioun gesait weider vir, datt en Arrêt définitif bannent zéng Deeg soll kommen. Dat ass extreem wichteg, fir datt engersäits ganz schnell eng Decisioun kënnt, déi de Bierger da Gewëssheet gëtt, mee awer och zéng Deeg, fir datt d'Cour awer an esou wichtige Froe mat deem néidegen Ofstand an där néideger Zäit kann en Arrêt huelen.

Voilà, dat ass d'Proposition de révision de l'article 32.

### 7620 - Proposition de révision de l'article 32 de la Constitution

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools.

## 7. Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement

An da kritt den Här Reding d'Wuert fir déi erwidert Fro Nummer 37 iwwert d'Rechter vum

Konsument bei de Ventes en état futur d'achèvement. Den Auteur vun der Fro huet fénnef Minuten Zäit, fir seng Fro an eng eventuell Zousazfro no der Antwort vum Minister ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minuten zou.

Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Jo, leif Kollegen, et geet hei a mengen Aen ém eng vun deene wichtegste Froe vum Konsumenteschutz. Mir hunn eng Hellewull vun Texter, déi de Konsument schützen an alle méigleche klenge Acquisitiounen vum Liewen. Mee hei geet et ém d'Appartement oder d'Haus, wat e Konsument keeft „en état futur d'achèvement“, dat heescht op Plang. An do gesi mer an der Praxis ganz vill Punkten, déi ganz, ganz schwarz sinn.

Dat Éischt ass d'Garantie décennale. Wat heescht dat? De Promoteur muss während zéng Joer d'Garantie iwwerhuelen, datt den Immeubel, deen do gebaut gëtt, net gréisser Vice-et-malfaçonen huet, datt en zolidd ass, an e muss bannent deenen zéng Joer agräffen.

Elo ass awer de Problem, datt, wann de Promoteur Faillite mécht an deenen zéng Joer, de Consommateur absolutt kee Recours méi huet. Hei wier et an eisen Ae wichteg, datt d'Garantie décennale géif obligatoresch duerch eng Assurance ofgedeckt ginn. Dat géif och bedeuten, datt all Schrëtt vum Bau iwwerwaacht gi vun engen Gesellschaft, déi vun däri Assurance engagéiert gëtt. An och dat géif zousätzlech de Konsument schützen.

Dat Zweet, wat ech opgeworf hunn, ass d'Bezuele vun den Tranchen. D'Tranchë solle laut Artikel 1601 (9) vum Code civil ganz klipp a kloer émmer némme bezuelt gi beim Achèvement vun deem, wat gebaut gëtt. Den Text seet: « Les sommes payées correspondent à tout moment à l'importance des travaux réalisés. »

An der Praxis ass et esou, datt dësen Artikel praktesch vu ganz, ganz wéinege Promoteure respektéiert gëtt. An hei wier et extreem wichteg, datt een éischtens eng Sanktioun virgesäit, datt, wann e Paiement gefrot gëtt virum Achèvement, et dann zu zolitte Strofe ka kommen, sief et zivilrechtler oder strofrechtler Natur, a virun allem, datt e Certificat muss virleien, datt déi Tranche fälleg ass, datt déi Aarbecht achievevient ass.

An dat ass dann nees mäin éischt Punkt: Hätte mer déi Assurance décennale, da géifen déi dat iwwerwaachen, an dat wieren dann och déi Leit, déi dee Certificat kéinten ausstellen.

Deen drëtte Punkt, deen ech opgeworf hunn, ass dee vum Cahier des charges. Jiddweree vun lech, dee schonn eng Kéier eppes kaift huet op Plang, weess, datt déi Cahier-de-chargen extreem déck an extreem illisibel sinn. Déi hu 50, 100 oder 150 Säiten. Do gëtt et zwee Haaptpunkten, déi ze monéiere sinn. Dat Éischt, dat ass, datt ganz oft Aarbechten an deem Cahier des charges expressis verbis ausgeschloss ginn, wat de Konsument awer net onbedéngt mierkt, well déi wéinegst Leit kennen esou e groussen, komplexen Text liessen an dat och wierklech verstoen.

Ech hunn lech einfach e Beispill matbruecht, eent parmi cent mille autres.

#### (M. Roy Reding montre une documentation.)

Do gesait een e schéint Haus en état futur d'achèvement, mat wonnerschéinem Gréngs virun der Dier, richteg lackeleg, do fillt ee sech schonn direkt dohem. An op der Säit 49 vun 52 vum Cahier des charges stet dann: « Les jardins privatifs restent à la charge de chaque propriétaire. » Dat heescht, dat, wat ech gesinn, wat mer gewise gëtt, fir mech unzelakelen, ass net dat, wat kontraktuell verflichtend am Cahier des charges stet.

Deen zweete grousse Problem ass, datt oft Standarde virgesi sinn, déi vu ganz, ganz schlechter Qualitéit sinn, an datt dann de Konsument en cours de route Choix muss maachen an dann extreem héich Suppléments muss bezuelen. Extreem héich Suppléments och duerfir, well de Promoteur ganz oft mat deenen Handwicker, déi dat maachen, eng Konvention huet, datt hien eng Kommissioun kritt op déi Suppléments, déi da fälleg ginn. An der Praxis gi ganz oft 10 % vum Kapräis vun engem Appartement oder engem Haus drop mat Suppléments.

An do wär d'Iddi fir ze soen, datt dee Cahier des charges muss vill méi lisibel ginn, datt muss klipp a kloer gesot ginn, wat ausgeschloss ass, an, bei gréissere Projekten zumindest, datt och muss entweider virtuell oder reell en Appartement témoign bestoen, soudatt ech gesinn: Fir de Basispräis, deen annoncéiert ass, kréien ech déi heite Qualitéit, déi heite Wuer, dat heite Buedzammer, déi heite Pläittercher. Dat géif de Konsument extreem schützen!

Ech hunn am Virfeld vun déser Fro mam Konsumenteschutz zesummegeschafft an déi hu mech nach op zwee aner Punkten opmiersksam geommaach, déi och ganz, ganz wichtig sinn.

Dat eent ass den Délai d'achèvement. Ganz oft steet en Delai d'achèvement do, dee fir den normale Bierger a souquer fir de Spezialist net onbedéngt lisibel ass. Do gëtt emol geschwatt vu „jours ouvrables“, vu „mois ouvrables“. Et kennt émmer erém zu Verzögerungen. Da kommen Intemperien. An do, fannen ech, misst vill méi prezis gesot ginn, wat meng Date d'achèvement ass. Fir wéini kann ech fest dermat rechnen, datt mäin Appartement färdeg ass, fir datt ech kann eraplénneren a kee Loyer méi muss bezuelen?

An da kënnt a mengen Aen dat Alleraller-schlëmmst: Dat ass d'Garantie d'achèvement. Déi gëtt ee jo zréck, wann achievevient ass. An do gëtt et Promoteuren, déi e reegelrechte Chantage bedreiwen a soen: „Soulaang wéi Dir mir net d'Garantie d'achèvement zréckgitt, sou laang maache mer net emol eng Visitt fir d'Reception“, oder „sou laang gi mir net d'Maintenée vun eise Priviléges de vendeur.“ Dat ass total inakzeptabel!

Wann de Konsument seet: „Et ass färdeg, et ass achievevient“, eréischt, dat muss en déi Garantie d'achèvement zréckginn. Och wann némme nach 5 % ze réalisiere bleiwen, och dann, well soss ass en à la merci vun der even-tueller Faillite vu sengem Promoteur!

Voilà. Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Reding. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- Merci, Här Reding, fir d'Fro, déi zwar net u mech adresséiert war, mee vu dass et awer relativ vill Code civile ass, hu mer fonnt, et wär méi pertinent, ech géif kommen, mat der Consommationsministesch wéi dem Logementsminister.

Den Droit de la construction ass esou eng vun deenen Never-ending-Storyen am Justizberäich. Do gëtt et Reformprojekten, déi schonn ugeduecht ware virun ém déi 20 Joer méttr-weil. Ech si schonn der Meenung, dass et och, grad vu déi aktuell ugespaant Situatioun beim Logement, relativ wichteg wär, wa mer eis däri Saach géifen unhuellen an eis och e bëssen erém méi géifen upassen un déi Reformen, déi notably an eisen Nopeschlänner gemaach gi sinn.

Dat heiten ass elo ee spezifische Volet dovunner, wou et och schonn en Aarbechtsgrupp gëtt téschent dem Logement an der Justiz, mat awer och de Professionelle vum Secteur.

Et ass och eng Formulatioun am Koalitounsaccord, déi och dës Problem hei opgräift vun de Faillitten, mee net némme vun de Faillitten, mee och vun de Situatiounen, déi mer émmer méi gesinn: vu Gesellschaften, déi extra gegrënnt gi fir ee spezifische Projet an déi dann, wann de Projet bis réalisiert ass, net méi existéieren an déi dann natierlech och relativ einfach, deemno wéi se sech ugeluecht hunn, net zur Rechenschaft kenne gezu ginn.

Dat ass glécklecherweis net bei all Projet esou. An et ass wéi émmer just eng Minoritéit vu Sociétéiten, déi déi Prozeduren do applizéieren. Mee nawell solle mer do dergéint virgoen. An do komme mer natierlech net laanscht eng Reform vun den Dispositiounen, déi misste virgesinn, dass een obligatoresch sech verséchert fir d'Garantie décennale.

Dat sinn Dispositiounen, déi gëtt et méttr-weil a Frankräich, et gëtt se an der Belsch. An der Belsch just fir kleng Projekten, wat ech elo hei manner gutt géif gesinn, well dat jo vläicht grad net all d'Projekten ofdeckt, déi awer vun engen gewëssener Wichtegkeet sinn. Dat Eenzeg, wat een natierlech muss bedenken: Dat huet och e Käschtepunkt! An dee Käschtepunkt wäert sech erém nidderschloen op de Consommateur.

Zum zweete Punkt, dat, wat muss bezuelt ginn. Bon, do ass de Code civil eigent



jo och kontrolléiert ginn, soudass ech do awer éischter retizent sinn.

An dann dee leschte Punkt, an do wäert d'Madamm Lenert nach derzou Stellung huelen: Och do hu mer haut schonn eng ganz Rëtsch Dispositiouen am Code civil, déi virgesinn, dass ee mat deemjéinegen, deem een eppes verkeeft, muss éierlech sinn. Et kann een deem net bewosst Saache soen, déi falsch sinn. Et kann een och net probéieren, een iwwert den Dësch ze zéien.

Ech mengen, mir hunn d'Erreurs, déi virgesinn ass, mir hunn den Dol, déi si virgesinn am Code civil. Och do muss sech an der Vente en état futur d'achèvement schonn haut dru gehale ginn. Natierlech soll ee sech iwwerleeeën - net némme bei der Vente en état futur d'achèvement, ech mengen, dat ass eppes, wat insgesamt am Secteur immobilier wichtig ass bei den Annoncen -, dass een esou transparent an esou kloer wéi méiglech ass mat de Consommateuren. Ech mengen, d'Madamm Lenert wéilt dozou och nach eppes soen.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci vilmools, Madamm Tanson. An d'Madamm Konsumenteschutzministerin, d'Paulette Lenert, iwwerhëlt elo de Relais fir d'Regierung.

► **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs.- Jo, merci, Här President. Et ass effektiv eng Thematik, déi vill beschäftegt. Ech muss och soen, dass mir am Konsumenteschutzministère schonn domadder befaasst gi sinn an eng Rei Viraarbechte gemaach hunn an deem Senn, dass mer ge-kuckt hunn: Wien ass fir wat zoustänneg?

Dir wësst, dass de Konsumenteschutzministère an där spezieller Situations ass, dass en also just Kompetenzen huet, déi em attribuéiert sinn, dat heesch, mir sinn zoustänneg fir de Code de la consommation, an da punktuell elo fir d'Sécurité alimentaire a verschidde Saachen. Mee alles, wat de Konsument betrëfft, geet awer wäit dorivwer eraus. Dat heesch, et ass eng Situation, wou mer wierklech interministeriell musse kucken, wéi wat zesummeleef. Dofir och déi gemeinsam Interventioun hei.

Wat awer opgefall ass, an ech denken, dass dat nach eventuell en Usaz ass: Mir hu jo och am Code de la consommation ganz vill Dispositiouen, déi de Konsument solle schützen ee-ben a Bezug op d'Publicitéit, déi gemaach gëtt, op Praxissen, déi net an der Rei sinn. Do ass et schonn erstaunlech, dass wuel d'Dispositiouen iwwert d'Pratiques commerciales déloyales applikabel sinn am Immobilieberäich, wuel och déi iwwert d'Fraude, mee net dat generell Kapitel iwwert d'Informatiouen.

Mir hunn am Code de la consommation den Artikel 113 (1), deen eng ganz Rei, eng ganz Oplëschung vun Elementer huet, déi wierklech à titre d'information virun dem Ofschloss vun engem Kontrakt un de Konsument adresséiert musse ginn. An do ass de Paragraf 3 vun deem selwechten Artikel, dee seet, dass dat sech net applizierte op Kontrakter „portant sur la construction d'immeubles neufs, transformations importantes“ an esou weider, dat heesch, genau dat, wat eis hei beschäftegt.

An ech géif mech engagéieren, och dat nach eng Kéier duerchzukucken, ob een eventuell do kann eng Auswältung maache vun där Informationsflicht. Dat wär sécherlech interessant, well dat heiten ass eppes - wann dat esou eng Praxis ginn ass, déi entdeckt ginn ass an och méifach erém ugewannt gëtt -, wou ee sécherlech muss nobesseren.

## 8. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite)

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 646 de ce compte rendu)

Ech géif vläicht, wann ech de Mikro hunn, zur Motioun eppes soen. Kann ech e Wuert dozou soe vun de Modellisationen? Ass dat erlaabt? Oder ...

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Jo, jo.

► **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé.- Jo?

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Dir hutt nach fénnef Minuten Zäit.

**Prise de position du Gouvernement**

► **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé.- Okay. Voilà, Dir hutt no de Modellisationen gefrot. Déi lescht Modellisationen, op déi mir eis basiert hunn, dat sinn effektiv déi

vum 15. Mee, déi jo och online sinn. An ech mengen, déi waren lech zougeschéckt ginn als Chamber. Mir hunn duerno keng méi ge-maach.

Firwat? Well d'Situatioun net weesentlech ge-ännert huet, fir net ze soen, guer net geännert huet, a wann, dann héchstens pour le mieux. Dat heesch, déi Basis, déi mir als Regierung do hñten, ass eis à ce stade duergangen, fir déi Mesuren ze huelen, déi mer elo hunn. Do si jo vill Zenarien duerchgespillet gewiescht, déi ons dat erlaabt hunn, a mir hate jo och déi Dis-kussioun an der Chamberskommissioun. Mir sinn op engem Punkt ukomm, wou d'Situatioun immens gutt ass, wou mer op de Model-lisatiounen relativ genee gesinn, wou d'Risikobräicher sinn, wéi a wat en Impakt huet an Terme vu Risikoimpakt.

Esou si mer mat deene Mesuren, déi mer elo geholl hunn, wierklech och an enger politischer Ofweiung: Wéi wäit wéllt ee goen a kann ee goen? Net ze vergiessen, dass mer jo an deem Paradigmewissel, deen elo ugestriefft ass, net soen: „Et gëlle keng Reegele méi!“ Mee mir ginn eebe ganz vill eriwwer op Recomman-datiounen, déi awer nach wie vor déi selwecht sinn. Dat heesch, den Degré d'alerte, op alle Fall am Discours vun der Santé, ass nach émmer dee selwechten, quitte dass mer oplockere bei deem, wat verfléchend ass, wou mer d'Leit wierklech an hire Grondrechter aschränken. Do hu mer jo elo scho ganz grouss Schrëtt gemaach am leschte Reglement an och an deene Projeten, déi mer nach de Pleséier hunn, herno am Detail ze beschwätzen.

Fir de Rescht, selbstverständliche, wann nei Modellisationen do sinn ..., oder wann därr nach gewënscht wären, kenne mer déi och nach relativ kuerzfristeg maache loessen. Mir si just der Meenung gewiescht, dass dat eis à ce stade net vill méi wäert wiederbréngen. Mir hu relativ alles elo um Dësch leien, wat ee brauch.

Mee déi Modellisationen, mengen ech, kenne mer méi oder manner iwwer Nuecht lufe loessen. Also, bannent engem Dag, annerhallwem Dag kenne mer nei Modellisationen maachen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci. D'Madamm Hansen huet eng Fro. An da kritt den Här Roy Reding d'Wuert fir eng Zousazfro.

► **Mme Martine Hansen** (CSV), auteure.- Ben, déi Ausso vun der Madamm Ministesch, déi erschreckt mech elo e bëssen, well de Premierminister huet eis erklärt, d'Decisiounen vun der Regierung géifen net aus dem Bauch eraus geholl ginn, mee déi géife sech baséieren op wëssenschaftlech Fakten, déi eebeen duerch déi Simulatiounen op den Dësch geliwwert géife gi vun der Uni. An déi lescht Simulatiounen, déi mer hunn, Modelliséierungen, do steet nach émmer eng Dinnerparty mat sechs Leit dran. A mir sinn awer schonn, mengen ech, vun därr Dinnerparty mat sechs Leit fort. Mettlerweil gi ganz aner Saachen erlaabt.

An do si mir dervunner ausgaangen, datt dat duerchgerechent gi wär, mat all deem, wat elo opgeet, wat dat fir Konsequenzen huet, an opgrond vun där Modelliséierung wär dann eeben déi Decisioun geholl ginn, datt et u sech keng gravéierend Konsequenzen hätt, fir do méi opzelackeren.

Also, wéi gesot, de Premierminister huet émmer drop gepocht, oder drop gepocht no laangem Nofroen, datt d'Decisiounen sech géifen op d'Modelliséierunge baséieren. A wéi gesot, ech sinn elo zimmlech erschreckt, datt dat dann awer elo e bëssen aus dem Bauch eraus decidéiert gëtt.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Madamm Hansen. Mir wëllen awer fir d'éischt elo d'Fro vum ...

► **Mme Martine Hansen** (CSV), auteure.- Jo.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- ... Här Reding ofschléissen. Jo, genau, fir d'éischt huet elo mol d'Wuert den Här Reding, fir d'Zousazfro ze stellen zu senger erweiderter Fro. Här Reding, wannechgelift.

## 9. Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement (suite)

► **M. Roy Reding** (ADR).- Merci, Här President. Mir kommen nees zréck bei de Bau. Fir d'alleréischt emol sinn ech extreem frou, datt op Regierungssäit och e Bewossti bestëet fir d'Gravitéit vun de Problemer an dësem Feld. An ech sinn och frou iwwert d'Engagementer, do Saachen ze énnerhuelen.

Ech muss awer trotzdem drop hiwiesen, datt et hei fir Leit ém existenziell Problemer geet.

Wann e Mensch e Budget huet vun 350.000 Euro fir säin neit Appartement, da kann e sech keng 400.000 leeschten. An do komme Leit a grouss Laberenten, soulang wéi mer net hei ganz seriö eppes énnerhuelen.

Da waren zwee Punkten, wou ech wollt der Justizministesch äntworten. Dat eent ass der Käschtepunkt vun der Garantie décentrale, iwwer eng Assurance ofgedeckt. Jo, do ass och de Konsumenteschutz sech därr Saach duerchaus bewosst, datt dat e Käschtepunkt huet, mee dee Prozentsaz ass minim par rapport zu der Sécherheet, déi dat dem Konsument gëtt, datt dat, wat e fir deiert Geld keeft, och dat deiert Geld wäert ass.

An dat Lescht ass: Do ass de Code civil, woumat Der ganz Recht hutt, ganz, ganz kloer. Mee wann ee sech net drun hält, dann huet déi aner Partei némme de Gang virun en Zivilgericht. Or, dat ass jo komplett onméglich! Ech sinn amgaang, dat hHaus ze bauen, ech hu mech verschält, ech bezuele Loyer, da kann ech net téschenduerch emol och nach iwwer e Paiement vun enger Tranche en Zivilprozess feieren, de sech zwee, dräi oder fénnef Joer hinzitt.

Hei brauche mer ganz kloer eng Sanktioun fir Promoteuren, déi deen doten Artikel violéieren, wat fir enger Natur och émmer. A fir déi Saach elo ze beschleunegen, wäert ech dann an enger vun deenēn nächste Sëtzungen eng Proposition de loi op deem dote Punkt proposéieren.

Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci vilmools, Här Reding. Wéllt d'Regierung nach eppes dozou soen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

## 10. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite)

Wéllt d'Madamm Lenert nach op dat reagéieren, wat d'Madamm Hansen gesot huet?

► **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé.- Jo. Et ass net grad, wéi wann et ganz aus dem Bauch eraus wär. Mir hu jo och eisen normale Monitoring, dee mer maachen, wou mer gesinn, dass mer eebe mat deenen Zuelen un Neiinfektionen an och un der Belebung vun de Better absolut an der Rumm oder sou-guer énnert deem sinn, wat virausgesat ginn ass. Dat heesch, et ass alles wierklech am gréngé Beräich.

An et war jo och e Set vu Recommandatiounen, dee scho méi laang am Virus gemaach gi war, wou d'Ausgangspositioun guer net esou gënschteg war, wou een och scho konnt den Impakt gesi vu méi groussen Evenementer, soudass mer effektiv vun eiser Säit zur Konklusioun komm sinn, dass mer à ce stade genuch Informatiounen virlein hättent, fir kennen an déi do Richtung ze goen.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci vilmools.

## 11. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation dans les établissements pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap

Ech mengen, da kéinte mer elo zum nächste Punkt kommen. D'Chamber féiert haut de Mëttag eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Situatioun an den Altersheimer souwéi an de Strukture fir behënnert Leit, déi vun der CSV-Fraktion ugefrot ginn ass. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz als Vertrieben der vun der CSV-Fraktion.

Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

**Exposé**

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, eng Familljepolitik fir Chancéglächheet, eng Familljepolitik, wou all Familljember d'Méiglechkeet huet, deen aneren ze besichen, egal a wat fir enger Generatioun dat ass, ob d'Eltere wëlle bei d'Kanner, d'Kanner wëlle bei d'Elteren, d'Enkelkanner wëlle bei d'Grousseltern, dat ass dat, wat fir eis wichteg ass!

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frénn, Lëtzeburg huet des Coronaviruzäit am Verglach zu verschiddenen anere Länner gutt iwwerstanen. Wann een d'Statistike kuckt, déi mer gesinn, stelle mer fest, dass mer an der Groussregioun an och a ganz Europa ganz gutt dostinn. An dat ass och, well eebe Leit mat Asaz, mat Iwwerzeegung un deen Dossier erugaange geet, well mer gutt Personal haten an den Al-

ters- a Fleegeheimer, well mer decidéiert haten, wat mir als Oppositioun och matgestëmmt hñnen, e Lockdown ze maachen. Dat huet Lëtzeburg erlaabt, besser aus der Kris erauszekomme.

Och an de CIPAE, an den Alters- a Fleegeheimer, an de Strukture fir Leit mat Behënnert, och do ware ganz grouss Erausfuerderungen. An och do huet d'Personal eng fantastesch Aarbecht geleest, well wann Der dat vergläicht mam Ausland - an do hñiert een, dass plazeweis, net wäit ewech vun eis, awer méi Richtung d'Elsass erop, Altersheimer komplett voll ware mat Leit, déi de Virus erwësch hñnen -, ass dat och eng Leeschtung vun deene Leit, déi an den Alters- an an de Fleegeheimer schaffen, a genau dat selwecht an den Ariüchtunge fir Leit mat Behënnert.

Awer eppes muss een och soen, wann een dat alles kuckt, an d'Familljeministesch war den 30. Abrëll an den 13. Mee an der Familljekommissioun an huet eis och do e Bericht gemaach gehat, wéi et an deenēn Haïser ausgesetzet. Ech wéll awer soen: Déizäit ware se nach net all ofgeschloss. D'lescht Woch ass erauskomm, dass vun 49 Haïser da 6.000 Leit getestet gi sinn. Dat war déizäit nach net, do ware mer eréischt bei der Hallschent eraus. Mee dat huet eeben d'Zäit mat sech bruecht. An dat beweist och, dass - mat deene Prozent-sätz, déi do erauskomm si vun deene Leit, déi bereet waren, sech testen ze loessen - e Besoin bei deene Leit do war, fir déi Sécherheet ze hñnen, ob dat de Patient war, oder de Client, wéi dat jo haut heesch, oder ob dat och bei de Salariée war, wou et 80 % sinn.

Mee en anere Phenomeen ass doriwver vergiess ginn! En anere Phenomeen ass doriwver vergiess ginn an dat ass dat Sozialt, dat ass dat Menschlecht, dat ass dee menschleche Kontakt. An ech war agreeabel iwwerhasscht, wéi ech de Weekend hñieren hñnen, dass d'Madamm Gesondheetsministesch an d'Madamm Familljeministesch nach eng Kéier en Appell gemaach hñnen un d'Bedreiver, fir dach d'Familljen zesummen ze loessen an d'Familljen zesummenzeféieren. Well ech hu ganz vill Bréiwer a Maile kritt vu Leit, awer ech muss éierlech soen, an där doter Generationen méi Bréiwer wéi Mailen, wou ech gesot kritt hñnen: „Hei lauschtert, et ass jo alles schéin a gutt, hei an där Struktur leeft och alles wonnerbar. Ech kréien de Virus zwar net, mee ech sinn amgaang, en ale Gräis ze ginn. Ech kann náisch méi maachen. Ech sinn a mengem Zémmer oder och nach op mengem Stack agespaart. Ech gesi kee Mensch méi ausser dee vun der Fleeg, dee bei mech kënt. Ech hätt awer gär Kontakt, Kontakt mat der Famill. Ech géif gär meng Enkelkanner gesinn.“ An dat vun den Enkelkanner stoung méi oft am Bréif wéi dat vun de Kanner.

Do wéllt ech just soen: Ech verstinn déi Leit! A mir verstinn déi Leit ganz gutt, dass do eppes geschitt ass, eng Aart Vereinsamung. An dat Schlëmmst, wat ee mer geschriwwen huet, deen huet gesot: „Ech gesinn zwar elo tippott aus an eich hñnen de Virus net kritt, mee ech hätt da léiwer de Virus gehat an ech hätt meng Famill gesi wéi émgedréit.“ An däers muss ee sech bewosst sinn an deene Strukturen, dass do vill Leit sech déi Fro stellen, well se de sozialen an dee menschleche Kontakt vermësst hñnen. Den Telefon war zwar do, an aner Leit hu geäntwert: „Et ass och méiglech, iwwer e Computer mat der Famill a Kontakt ze trieden“, mee och an deene Strukturen gëtt et Leit, déi sinn deenēn neie Medie mächtig, an et sinn der do, déi sinn deenēn neie Medien net méi mächtig.

An och, wat net gutt war, an dat solle mer eis allegierte mat op de Wee huelen, do si Leit, déi hñten op eemol d'Chance, bei hire Partner ze kommen, da wollte se awer mat em schwätzen, an dat ass net gaangen: Dach, si konnte schwätzen, mee do war dann éischtens Plexiglas dertëschent an et stoung och nach dräi Meter hannendrun ee fir opzepassen, dass se och allen zwee beim Plexiglas géife stoe bleiwen. An déi hñnen dann net geschwat. Oder si hu vläicht geschwat, awer net dat, wat se am Fong wëlles haten ze schwätzen. An dat ass dat, wat net gutt ass. An dat ass dat, wouriwver mer eis allegierte solle Fro stellen.

Et ass gutt gelaf, wat mer am Ufank gemaach hñnen, mee et ass net gutt gelaf elo zum Schluss. Vill vun deene Leit konnte sech den Dokter net eraussichen. De Kiné ass net méi komm. An do muss ee sech och d'Fro stellen, ob dat och alles konform ass zu eisem Gesetz vun 2014 iwwert d'Rechter vum Patient! Do steet am Artikel 5: „libre choix du prestataire de soins de santé“. Do steet och dran, dass een als Patient Mé



# SÉANCE 42

MARDI 16 JUIN 2020

Ech weess, dass d'Familljeministesch an och d'Gesondheetsministesch Appeller gemaach hunn, mee émmer erém hannendrugesot hunn: „Et ass net un eis, enger Struktur eppes virzeschreiwen. Mir hunn enger Struktur näischt virzeschreiwen.“ An et ass do, leíf Kolleeginnen a Kolleegen, wou mir dat anesch gesinn. Et ass net um Ministère, engem Prestataire eppes virzeschreiwen, mee et ass awer um Ministère, de Lead ze iwverhuelen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Très bien!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Um Ministère, de Lead ze iwverhuelen an ze soen: „Dat do an dat do hätte mer gär.“ A wa mer kucken, wivill Prestatairé mer hu bei deenen 52 Haiser, dat si jo net 52 verschidde Prestatairen. Dee gréisssten ass een, deen dem Ministère och nosheet, well et ass de Servior, deen huet 15 Haiser. Et sinn der zwar elo nach méi am Bau, mee am Moment sinn et der 15. An et gëtt och nach anerer. An do hätt ee missen de Lead iwverhuelen an do hätt ee misse soen, wat ee wëllt an op wat fir eng Aart a Weis ee wëllt higoen a wat ee wëllt do maachen.

An ech hu mer erlaabt ze kucken, wéi et och an anere Länner war, op anere Plaze war. An do ass et esou: All Altersheem huet missen e Schutz- an en Hygiènesplang opstellen an dem Ministère zoukomme loassen. An duerno konnt ab der Effnung, ab der Effnung, wou d'Leit d'Méiglechkeet haten, an en Altersheim ze goen, eng Persoun pro Dag aus dem Familljekrees d'Leit besiche goen. An dat ass decidéiert ginn net vun der Heemleitung, mee dat ass decidéiert gi vun engem Landesminister an deem gréissste Land, wat hei niewent eis läit, déi déi Decisioun geholl hunn.

An dat ass dat, Dir Dammen an Dir Hären, leíf Frénn, wat mir och musse maachen, dass et de Ministère ass, deen de Lead gëtt, an dass et net un deenen 52 Haiser ass. Well och innerhalb vun deene Gruppen, an dat weess d'Ministesch esou gutt wéi ech, sinn et och énnerschiddlech Behandlunge ginn, souguer am Grupp. Woubäi ee bei deenen engen all Woch konnt ee besiche goen oder all drëtten Dag, bei aneren Haiser huet et 14 Deeg gedauert, bis een deen anere konnt besiche goen. An dat ass net gutt! Mir brauchen do och Gläichbehandlung ee vis-à-vis vun deem aneren. A mir mussen och do derfir suergen, dass dat d'selwecht geet.

Do hätt een a menge Virstellungen, an de Virstellungen och vun der CSV, de Lead vum Ministère aus kënnen huelen a soen: „Da musse mer hëlfelen, Strukturen opstellen.“ Ech weess, dass a verschidde Altersheimer Chaleate vi run d'Dier gesat ginn, dass se d'Méiglechkeet hunn, dass Familljembere sech treffen. Bei aneren ass, ech hunn et virdru scho gesot, Plexiglas dertëschent gemaach ginn. An aneren, wou Gäärt waren, huet d'Méiglechkeet bestanen, dass een do an der fräier Natur, wann d'Wieder et erlaabt huet - net wéi de Mëttetg um Véierer op zwou, mee wann d'Wieder et erlaabt huet -, konnt mat deene Leit schwätzen an diskutéieren, fir dass se sech net vernaliséseggt fillen an dass d'Leit net d'Flemm hunn doduerch, dass kee méi no hinne kucke kënnt.

An dann ass jo nach en anere Grupp derbäi, dat sinn d'Leit mat Alzheimer, déi verstinn net, dass op eemol kee méi vun der Famill kënnt an dass dräi Méint, och wa se keen Zäitgefill méi hunn, mee dass quer kee méi laanschtgaangen ass. An do ass den Zoustand och vun deene Leit net besser ginn déi dräi Wochen, wou kee Mensch do war.

Wa mer bei den Handicapéiertestrukture kucken, wou ee wierklech muss de Leit all feli-citéieren, dass kee Fall opkomm ass, mee do si Leit, déi ware richteg vulnerabel, an do waren der awer och, déi soen: „Ma mir hätte können erausgoen. Mir hunn zwar en Handicap, mee mir sinn net esou krank, dass mer net hätté kënnen énnert d'Leit.“ An och déi konnten dat net maachen. An do ass dat, leíf Kolleeginnen a Kolleegen, wou mir der Meenung sinn, dass een dat schnellstens muss analyséieren an dat och schnellstens op de Leesch huelen.

D'Madamm Minister huet e Gesetz deposéiert, wou mer amgaange sinn, drun ze schaffen, iw-wert d'Qualitéit vun deene Soinen, déi ugebude ginn. An ech mengen, dass mer dat Gesetz müssen op de Leesch huelen - nämlech dat Gesetz ass komm virun dem Covid-19 - an dass et elo drëm geet, fir all déi Saache mat-anzebauen, wou mer gemierkt hu beim Covid-19, wat net gutt ass an eisem System a wat net gutt ass, wéi et leeft, dass keng Weisungsbefugnis do ass. Well némme op déi Aart a Weis ass et dann awer méiglech - ech wénschen eis zwar allegueren, dass mer kee Covid-19 méi erliewen -, mee wa mer nach eng aner Kéier eng Pandemie kréien, och aneschters ze reagéieren an och vläicht da kënnen esou ze reagéieren, dass mer de Bewunner vun deenen Alters- a Fleegeheimer wéi och de Bewunner vun den Handicapéiertestrukture

kënnen méi Rechnung droen. Et ass wichteg, dass mer deene Leit och net d'Gefill ginn, dass se vernaliséseggt sinn.

Ech gesinn hei bei verschiddene Leit, déi soen: „Wat wëllt hien?“ Ma ech kann lech soen: D'Madamm Minister, do ginn ech dovun aus, huet d'Hallschent vun deene Bréiwer, oder duebel esou vill kritt wéi ech, an d'Hallschent vun deenen, déi ech kritt hunn, wäert si och nach eng Kéier kritt hunn. An et sinn der nach heibannen, déi déi Bréiwer kritt hunn. Déi Generatioun huet sech dës Kéier e bësse vernaliséseggt gefüllt. A mir sollen eis dat och zu Håerz huelen! Dat kann een net vun haut op muer änneren, mee et ass awer wichteg, dass et kloer ass.

An ech wéll och dorun erénnern - an allegueren déi Leit, déi an der Santéskommissiou si respektiv am Bureau, déi hunn dat matkritt -, wéi oft mir, ob dat de Laurent Mosar war, d'Martine Hansen war oder ech, seet de Geck, oder och nach anerer, d'Fro gestallt hunn: „Wéini kréien d'Leit endlech d'Méiglechkeet, hir Familljembere besichen ze goen? A wéini ass d'Méiglechkeet do, dass och do eppes kann énnher ginn?“ An dat, leíf Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass dat, wou mir der Meenung sinn, dass dat am Ufank ganz gutt gelaf ass, mee dass mer do vill Nohuelbedarf hunn an dass et och do wichteg ass, dass mer eppes maachen.

Gëschter huet e Mann zu mer gesot: „Für d'éischt war d'Freed ganz grouss, wéi de Besuch huet därfere kommen. Mee duerno koum d'Ernütcherung: Si därfen émmer némme all dräi Woche kommen.“ An de Punkt ass: Si därfen emol net spontan kommen, well dat muss alles ugefrot ginn. An deemno wou s de wunns an du muss bei deng Elteren an e Fleegeheim goen, wat Kilometere wält ewech ass, stells de der och dozou Froen. An dofir ass et och wichteg, dass mer do eppes énnherhuelen.

An et wier och wichteg gewiescht, dass all déi Haiser hätté missen an de Ministère oder an eng Administratioun alles dat eraginn, wou allegueren d'Konditiouné geífe stoen, wéi et an deene jeeweilegen Haiser ass, well all Haus huet et aneschters gemaach. Ech hat eng Fra aus engem Altersheim um Telefon, hei an der Stad Lëtzebuerg, déi huet gesot: „Ech wollt just bei den Namur eng Rieslingspaschtéitchen iesse goen. Ech hunn net därfere goen! Ech sinn net erausgelooss ginn. Ech hunn awer guer næisch. Mee mäi Partner huet Alzheimer a sätzet am Zëmmer niewent mer an dofir därf ech och net eraus. Well ech kéint jo erém eppes mat erabréng.“

Alles dat, Kolleeginnen a Kolleegen, ass de Be-wäis, dass mer villes richteg gemaach hunn, dass och villes gutt gelaf ass, mee dass mer och op verschiddene Punkten, an notamment deene vun den eelere Leit, e groussen Nohuelbedarf hunn. A mir mussen do kucken, gemeinsam, dass mer do déi Reegle schafen, dass esou eppes wéi dat, wat elo virkomm ass vis-à-vis vun där Generatioun, vun deene Generatiounen, deene mer vill ze verdanken hunn, net méi esou virkennet, dass si sech ausgeschloss fillen.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci vill-mools, Här Spautz. Als éische Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

► **M. Max Hahn** (DP).- Merci, Här President. Déi lescht Zäit war keng einfach, fir kee vun eis. Ech mengen awer, d'Personen an Alters- a Fleegeheimer, awer och a Behénnertestrukturen, jo, déi haten et besonnesch schwéier. Net némme war hir Beweegungsfräieheit age-schränkt, mee virun allem de Verloscht u soziale Kontakter, déi fir si esou wichteg sinn, huet si haart getraff. Et war dowéinst natierlech keng einfach Decisioun, fir d'Visite fir d'éischt komplett ze verbidden a se duerno némme limitiert ze erläben. Spontan Visite sinn nach émmer net méiglech, d'Visite müssen uge-mellt sinn. An och déi aktuell Geste-barrièrë gëlle selbstverständlech weiderhin.

Eeler Leit a Leit mat Virerkrankunge gëllen nach émmer als vulnerabel. Fir si ze schützen, musse mir, soulaaeng déise Virus nach do ass, léieren, mat déise neier Situatioun érnzegoen. Dass déi streng Mesuren, déi geholl goufen, eppes bruecht hunn, beweisen eis virun allem d'Zuelen. Op de 5. Juni waren an den Alters- a Fleegeheimer bal 92 % vun de Bewunner a bal 81 % vum Personal op de Virus getest ginn. Vun insgesamt 11.025 Leit waren der némme 22 positiv.

De Virus ass awer, wéi mir alleguerete wëssen, nach net verschwonnen. De Familljeministère huet eng laang Lëscht u Recommandatiounen fir d'Betreibungsstrukturen erausginn, fir de lues-

Wee zréck an d'Normalitéit ze begleeden. Mee et ass fir d'Strukturen, déi fir d'Sécherheet vun hire Bewunner an hirem Personal responsabel sinn, net émmer einfach, e gesonden Equilibre ze fannen.

An enger Struktur ass een en Deel vun der Communautéit, wou een net némme fir sech eleng verantwortlech ass, mee fir allegueren d'Leit, déi do zesumme mat engem lieuten. Verschidde Strukturen hate Fäll vu Covid-19. Si wësse genau, wéi schlëmm dat ass. An och fir Infizéierter, déi a Quarantän gesat musse ginn, ass et keng angeneem Situations. Dass sech streng un d'Hygiènesmesurë gehale muss ginn, ass dowéinst verständlech, well némme esou Neiinfektionen bei deene vulnerabelste Leit verhennert kënnen ginn.

Innerhalb vun enger Betreibungsstruktur sinn och net all d'Bewunner homogeen. Och hei kënnen d'Leit énnerschiddlech op de Virus reagéieren. Wärend déi eng schwéier krank ginn, kann et sinn, dass anerer asymptomatic bleiwen. Och dat ass e Grond, firwat d'Strukturen esou gutt oppasse müssen, dass de Risiko vun enger Infektionen esou kleng ewéi méiglech gëtt. Een eenzege Fall, deen net direkt entdeckt gëtt, kann hei katastrophal Auswirkungen hunn.

Déi laang Aschränkunge kënnen awer zu anere gesondheetleche Problemer féieren, an ech denken hei un déi mental Gesondheet, déi net zu engem Kollateralschued därf ginn. Mir Mënsche si schlësslich sozial Wiesen a mir schätzen eis Autonomie. Och eeler Leit a Leit mat engem Handicap, och si verlaangeren no hirer Famill an hire Frénn, och si wëlle sech érem fräi beweegen. Mënsche mat enger Behénnierung, déi an d'Schoul ginn oder eng Aarbecht hunn, wëllen dësen Deel vun hirem Liewen och érem ophuelen. D'CPPen (ndl: Centres de propédeutique professionnelle) an d'Atelier-protégéé sinn dowéinst zum Deel érem opgemaach ginn. An dat gëtt vun der Regierung och énnertstetzt. Mee d'Gesondheet vun de Leit muss am Mëttelpunkt stoen.

Mir liewen an enger Zäit, wou mir, trotz physescher Distanzierung, ivver Mittel verfügen, fir de soziale Kontakt oprechzeihalen. Traditionell Kommunikationsmoyene wéi Bréiwer an Telefon goufen an dëser Kris erém méi benotzt. Virun allem an den Altersheimer sinn awer och d'digital Medie méi an den Asaz komm, fir esou gutt et geet um soziale Liewe kënnen deelzuhuelen. Obwuel den direkte Kontakt also net méiglech war, konnt een zum Beispill ivver Videochat d'Famill op d'mannst gesinn oder mat hir schwätzen. Dofir goufe vun de Betreibungsstrukturen Tablets zur Verfügung gestallt an d'Personal huet do, wou et néideig war, de Leit beim Émgang mat deenen neien Technologié gehollef.

D'Regierung hat sech nämlech schonn am leschte Koalitionsaccord virgeholl, fir den Zou-gang op déi nei Technologien an d'Benotze vun den digitale Medie bei der eelerer Populatioun ze férderen, an dést och an den Alters- a Fleegeheimer. An dësem Kontext goufen och scho virun der Kris Aktivitéiten organiséiert, fir déi eeler Leit mat den neien Technologié vertraut ze maachen. Dés Entwécklung gouf vun der Kris beschleunegt, esou wéi den Teletravail am Aar-bechtssektor.

Här President, d'Normalitéit wäert nach fir eng laang Zäit eng aner sinn, wéi mer se virun der Kris kannt hunn. Mir musse weiderhin all ope-neen oppassen, och fir déi Vulnerabelst énnereis net enger onnéideger Gefor auszesetzen. An hoffentlech dauer et net méi laang, bis mir ein Leíst erém ouni Limitatiounen an den Aarm huelen.

Ech soen lech Merci, besonnesch dem Kolleg Marc Spautz, fir dës Aktualitésstonn op den Ordre du jour gesat ze hunn. An ech géif awer och der Ministesch op dëser Plaz Merci soe fir hir Disponibilitéit, fir eis émmer als Kommissiou och déi aktuell Zuele présentiert ze hunn an do dernieft och émmer probéiert ze hunn, eise Remarke beschtméiglech Rechnung ze droen.

Merci!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci vill-mools, Här Hahn. Nächsten ageschriwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP).- Här President, leíf Kolleeginnen a Kollegen, d'Coronakris, de Lockdown an de Confinement ware fir eis all keng einfach Zäit. An ech sinn net dat Éischt an ech wäert och net dat Lescht sinn, wat dat hei op dëser Tribün wäert soen. Den Deconfinement an och elo den Émgang mat dem Erlieften ass och net einfach a bréngt aner Schwierigkeiten mat sech.

Wann een awer eppes Positives aus dëser Erfahrung kann erauszeien, dann ass et, dass ee gesinn huet, wat am Liewe wierklech wichteg ass

an op wat bezéiungsweis op wien et ukënnnt. An do gehiéiere ganz sécher d'Famill an all engem seng Léifsten derzou. Och wann et vläicht heiansdo ustregend war, vill méi do-heem ze si wéi soss, war et fir vill Leit eng ganz flott Zäit, fir méi intensiv a wäertvoll Momenter mat de Kanner an der Famill kënnen ze ver-bréngen.

Fir d'Elteren an d'Grousseltere war d'Situatioun awer leider eng ganz aner, virun allem fir déi, déi an Alters- a Fleegeheimer wunnen, déi konnten aus Virsüütsmoosnamen hir Famill net méi gesinn. D'Altersheemer souwéi all aner Strukture fir eeler Leit, ouni awer och d'Strukture fir Leit mat engem Handicap ze vergiessen, well et huet een heiansdo den Androck, dass déi e bësse méi an deem Ganze vergiess gi sinn, hunn d'Diere missen zouraachen. D'Duechter, de Jong, d'Enkelkanner oder d'Urenkele konnten d'Mamm an de Papp an d'Boma an de Bopa net méi gesinn. An dat war eng extreem Belaaschtung, virun allem fir déi eeler Leit. Et ass eng Gratwanderung téschtent dem Schutz vun de schwaachen, vulnerabele Leit an dem Sech-agespaart-Fillen. Mee vu déi grouss Ausbreedung, déi de Virus ugangs kannt huet, gouf et leider keng aner Optioun. Mir sinn eis och sécherlech allegueren heibanne bewosst, wéi schwierig et war an och ass, déi richteg Decisiounen an de jeeweile Situationsen ze huelen. Ech kann némme mäi Respekt ausdrécke fir jiddweree, dee gehollef huet, Decisiounen ze huelen!

A kucke mer haut op d'Zuele vu positive Fäll, déi mer an den Altersheimer haten, a wa mer nach dës Zuele mat deenen am Ausland vergläichen, këinne mir als LSAP némme voll a ganz hannert dësen Decisiounen stoen. Och hei muss een ervirsträichen, dass d'Gesondheetministesch direkt alles an d'Wéi geleet huet, dass all Struktur hir Leit konnt testen. An dat war déi richteg Strategie. De Schutz vu Mënscheliewe stoung un éischter Stell. A genau do muss en och émmer stoen.

Ech wéilt awer och hei profitéieren, fir all de Responsable vun de Strukture fir eeler a behénnert Leit e grouss Merci ze soe fir hir Engagement a fir hir Asaz. Si hu ganz séier Prozeduren opgestallt an émgesat, fir hir Haiser no baussen ze schützen, an hunn alles drugesat, dass et hire Bewunner gutt geet. Sou hunn déi meesch zum Beispill probéiert, hir Bewunner via Videokonferenz, Skype oder Anleches de Kontakt mat hire Familljen ze erméiglen. Ech hu Foto gesinn, wou d'Bewunner mat Laachen op hirem Gesicht mat hirer Famill konnte poteren. Dat war ganz schén.

Op d'mannst gradesou e grouss Merci a Respekt geet awer och un d'Mataarbechter aus den Haiser: Infirmer, Infirmière, Aide-soignant, Aide-soignante, Aide socio-familiale, Educateur, Educatrice, jiddweree, dee sech dagaus dagan an engem extreem ustregende Beruff esou gutt ém eis eeler Generationen an eis behénnert Matbierger këmmert, huet elo en plus och nach de Rôle vum Ersatz vun der Famill missen anhuelen a sech esou dacks et némme goung net némme kierperlech, mee och moralesch ém d'Bewunner gekëmmert. Si all hu ganz séicher no dëser Kris méi wéi némme e waarmen Applaus verdéngt. An et muss thematiséiert ginn, dass d'Fleege- a Santéberuffer et verdéngt hunn, dass ee sech richteg mat hire Besoinen, Problemer an Demanden auserne-setzt a se elo net an enger Hauruckaktiou mat enger klenger Prim. Wéi eng richteg an iwverfälleg Opwäertung verdéngt!

Här President, dass d'Leit sech fille wéi an engem Prisong, därf et hei zu Lëtzebuerg net ginn. An ech mengen, dass et absolut wichtig ass, do ze intervenéieren. Net all behénnert Matmënsche gehiéieren zu enger Risikogrupp. An och si musse kënnen hir eegen Decisiounen huelen. Et ass natierlech och richteg, dass déi ganz Bevölkerung am Lockdown war a jiddweree sech huet missen aschränken. Mee Leit doheem, déi net an der Risikogrupp waren, konnten awer fir sech selwer decidéieren an och emol erausgoen.

Wéi ech dat d'lescht Woch an enger Question parlementaire gefrot hunn, muss de Familljeministère Verantwortung ivverhuelen a kloer Richtlinne fir all eis Haiser a Strukturen erausginn. Momentan ass d'Situatioun esou, dass weeder d'Bewunner nach d'Familljen nach déi Responsabel vun Alters- a Behénnertenheemer richteg wéssen, wéi eng Reegelen elo nach gëllen. Dat féiert dozou, dass all Haus aner Reegelen appliziéiert an esou bei villen e Gefill vun Onverständnis opkënnent:



Leschte Sonndeg konnte verschidde Mamme fir Mammendag heemgoe bei hir Kanner an anerer konnten dat vläicht net oder eischter mat ganz strengen Oplagen. Haut de Moien ass effektiv e Rappell fir d'Recommandatiounen gemaach ginn. An déi nächst Woch wäerte jo nach weider Recommandatiounen kommen. Mee et si Recommandatiounen a keng Richtlinnen, un déi jiddweree sech soll halen. An esou ass och d'Antwert op meng Question parlementaire haut de Moien erakomm. Ech mengen awer trotzdem, dass de Familljeministère hei séier fir Kloerheet muss suergen. Dat géif jiddwerengem zugutkommen.

Leif Kolleginnen a Kollegen, et schéngt mer och ganz wichteg, dës Kris a virun allem Zäit no der Kris ze notzen, fir all déi Problematiken, déi elo opgetaucht sinn, wéi zum Beispill d'Diskussioun ronderëm d'Blannenheem oder d'Matsproocherecht vun de behennerte Matbierger, déi a Strukture liewen, op de Leesch ze huelen an zesummen no Léisungen se ziche mat den Acteure vum Terrain. Mir denken awer, dass mat deem Gesetz iwwert d'Qualitéit vun de Strukture fir eeler Leit, dat d'Madamm Ministesch jo virun e puer Woche presentéiert huet, e ganz gudden Ufank gemaach ass an och e Schrëtt an déi richteg Richtung. Hei huele mer Responsabilitéite fir d'Haiser a Rich tung Qualitéit an Transparenz, an dat ass och gutt esou.

Här President, leif Kolleginnen a Kollegen, jo, dës Kris huet eis geléiert, wéi wichteg eis eis Famill ass. Dofir loosst eis hinne, awer och all de Leit, déi sech am Alldag ém si këmmeren, den néidege Respekt an déi néideg Énnerstétzung zuokomme loossen! Well, fir mat enger klenger kultureller Nott a mam Serge Tonnar opzehalen, géif ech da soen: „Wien ass nach do, wa soss náischt méi geet? Hey, meng Boma!”

Merci!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Djuna Bernard (déi gréng).** - Merci, Här President. Leif Kolleginnen a Kollegen, mäi Bopa hat Chance. Hien huet d'Chance, an engem Altersheem an der Stad ze wunnen, wou hie konnt duerch den hauseegene Park trëppelen a wou op där anerer Säit och konnten d'Leit vu baussen duerch de Stater Park trëppelen a wou duerch d'Gitter op dräi Meter Distanz konnt mat him geschwatt ginn. Dës Begéignung mat der Famill, fir mech perséinlech, gouf ganz schnell zu engem extreeme Privileeg fir hie selwer a fir eis an den Héichpunkt vun deem soss awer relativ tristen, deprimanten an isoléierten Alldag.

Eng Isolatioun, déi natierlech néideg war, an dat stellen ech hei net a Fro. Eng Isolatioun, fir de Risiko vun enger Infektioun bei enger vulnerabler Bewunnerschaft ze miniméieren. Minimérien heesch awer och net komplett evitéieren, dat war leider net möiglech. An esou huet de perfide Covidvirus och an den Altersheemer seng Affer gefuerert. Mee trotzdem konnt vill Schlëmmeres duerch drastesch Mesuren evitéiert ginn.

Loosse mer eis awer náischt virmaachen: Déi drastesch Mesuren, déi mer geholl hunn, andeems mer Dausende Bewunner vun eisen Altersheemer an hiren Heemer vun der Bausse-welt isoléiert hunn, hinnen hir Fräiheit ewechgeholl hunn, hinnen zwar eng möiglech Infektioun duerch e béisartege Virus erspuert, mee op anere Punkte süchtbar gemaach, wéi wichteg de mënschleche Kontakt ass. De Kontakt mat Servicer am Altersheem, ob dat mat dem Coiffer ass oder dem klenge Supermarché oder och mam Kiné oder dem Ergotherapeut, dee reegelméisséng an d'Haus komm ass.

Och d'Amenagement an de gebailechen Opbau vun den eenzelnen Haiser hat en immensen Impact op d'Liewensqualitéit vun de Bewunner. Dëst huet een net némme beim Grad vun der Isolatioun gesinn, mee eeben och dorun, wou d'Bewunner nach konnten iessen, gemeinsam oder am Zëmmer, ob se konnten erausgoen oder och, wéi elo an der leschte Phas, wéi se konnte mat Besuch a Kontakt kommen.

Déi selwecht Problematik stellt sech och an Heemer fir Mënschen, déi mat enger Behënnerung liewe müssen. Leider hunn d'Meldungen aus de leschte Woche gewisen, dass et och hei zu deelweis ganz dramatesche Situations komm ass, an dat an engem Secteur, deen och scho virun der sanitärer Kris net émmer ganz vill Opmierksamkeet vun der breeder Êffent-lechkeet kritt huet. Inklusioun bedeut och, dass

all Mensch, onofhängeg vun engem eventuelen Handicap, un der Gesellschaft kann deel-huelen. Isolatioun ass awer genau de Géigendeel. An dofir musse mer elo am Deconfinement eis Efforten nach verstäeren, fir eis Gesellschaft méi inklusiv ze gestalten.

Déi grouss Schwieregkeet, déi och zu ville Frustratioun gefouert huet, ass déi, dass d'Haiser bis haut d'Recommandatiounen vum Ministère de la Famille an der Santé énnerschiddlech a jee no Capacitéiten a logistescher Méiglechkeet émsetzen. Heibäi bleift letztendlech d'Verantwortung beim eenzelnen Direktor vum Haus. An dat ass eng grouss Verantwortung, déi individuell jee no Fall an de Méiglechkeete muss gepréift ginn. An dat ass net émmer eng Verantwortung, an eng Entscheidung, déi op d'Verständnis vu ville Leit stéisst. An et ass no vollzéibar, dass do déi eng oder aner Frustrationen draus geschitt sinn an nach émmer geschéien.

Dofir ass et immens wichteg, dass déi eenzel Haiser zesumme mam Ministère sech reegelméisséng concertéieren, Best Practices austauschen, fir dat Bescht fir hir Bewunner ze maachen an hirer ganzheetlecher - an ech betounen d'Wuert „ganzheetlech“ - Gesondheet gerecht ze ginn. Hei, denken ech, sinn och zwee Punkte besonnesch wichteg, an dat ass eng verständlech a kloer Kommunikatioun mat de Bewunner, fir hinnen d'Situatioun ze erklären, hinnen d'Verantwortung, fir Rechter a Flichten nozeleecën, an zum aneren d'Kommunikatioun mat de Familljen dobaussen, déi sech och Froe stellen, déi hir Léist vermëssen, déi sech këmmere wëllen, déi Angschten hunn. An och si brauchen eng kloer Kommunikatioun an d'Gefill, dass d'Direktioun, d'Haus am ganzheetlechen Interêt vun de Bewunner agéiert.

Leif Kolleginnen a Kollegen, e Sonndeg feieren ech mat mengen Bopa bei mir doheim mäi Gebuertsdag. An aller Virsicht gi mer hie sichen, mat Mask, beschtméiglecher Distanz, mee virun allem mat vill Freed, fir können zesummen ze sinn, ze laachen, ze erzielen a fireneen do ze sinn. Well al ginn ass déi eng Saach, mee wéi een al gétt, ass déi vill méi wichteg.

Altersheemer sinn net just en Hotel, net just e Prestataire de services, nee, si sinn dat neit Doheim vun eiser drëtter a véierter Generation. Si ze schützen, mee och, hinne. Liewensqualitéit, medezinnesche Support an Énnerstétzung ze bidden, ass hir Aufgab. Eng Aufgab, déi vu ganz engagéiertem Personal virun, während an no der Kris iwwerholl gétt a mat vill mënschlechem Gespier, Wëssen an de Soinen a perséinlechem Engagement ausgeübt gétt. Si hunn ee vun deene ville systemrelevante Beruffer an hinne géllt mäi ganz grousse Respekt.

Merci!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat engem grouss Merci un den Här Spautz an un d'Madamm Hansen, déi hei dése Punkt op den Ordre du jour setze gelooss hunn. Et ass ganz wichteg, datt mer eng Kéier iwwert d'Situatioun an den Altersheemer an och fir déi behennert Leit hei schwätzen.

Ech wéilt ufänke vläicht mat enger Bemerkung: Mir brauche méi Respekt fir déi eeler Leit an eiser Gesellschaft. Zu deene Léieren, déi aus der Kris ze zéie sinn, gehéiert jo och déi Diskussioun vun haut, an et gouf Defiziter an deen Heemer. An dofir ass et ganz wichteg, datt mer eis iwwerleeën: Wat kenne mer maachen, fir och deen drëtten Alter méi ze respektéieren?

Et gouf heiansdo abstrus Diskussiounen an deene leschte Méint hei. Ech erénnere mech, nom Brexit ass gesot ginn: „Jo, dat ass esou ausgaangen, well virun allem eeler Leit ofgestëmmt hunn.“ Eeler Leit hunn einfach vollwäerteg Matsproocherecht an der Gesellschaft. Mir all profitéiere vun hire liewenslaange Leeschungen. An ech mengen, et ass wichteg, datt mer eis däers bewosst sinn, och wa mer dat hei elo haut diskutéieren.

Ech wéilt ufänke vläicht mat enger Diskussioun, déi och hei am Land geféiert ginn ass nach virun der Kris, dat ass déi vum Adproto. Do ass eeben déi Diskussioun geféiert ginn, déi eigentlech derzou gefouert huet, fir d'Mobilitéit vun deenen eelere Leit ze reduzéieren, zum Deel aus Käschtegréenn. Dann ass gesot ginn: „Mir maachen elo Sammeltaxien.“ Mir müssen och op déi Diskussioun zréckkommen, well eleng aus sanitäre Grénn ass dat natierlech haut net méi denkbar, Sammeltaxie beim Adproto!

Mir hätte gär eng ganz aner Approche. Ech mengen, eng vun deene Léieren, déi mer müssen zeien, ass, datt mer solle kucken: Wat kenne mir maachen, fir d'Mobilitéit vun dee-

nen eelere Matbierger ze verbesseren? Wat kenne mer maachen, fir esou e Modell Taxi, Adproto oder esou anzeféieren, fir einfach déi Leit, och déi an Heemer sinn, kenne méi mobil ze maachen, net némme an hirer Gemeng, mee datt se och aner Saache kenne maachen? Ech mengen, mir sollten op de Wee goe vu méi Grousszügegkeet an deem do Beräich an déi ganz Adproto-Diskussioun nach eng Kéier op de Leesch huelen.

Mir haten an den Heemer grouss Problemer. Mir haten och mam Stierwen déi schlëmm Situations, wa Leit hir Leit net konnte besichen, déi um Stierwe louchen, oder eeben, datt déi Leit hu missen eleng stierwen. Dat ass alles ganz dramatesch. Mir hunn eng Aufgab, eng Flucht als Staat, fir all Form vu Gewalt, och psychescher Gewalt vun deenen eelere Leit ewechzehalen. Dat gëllt och an deem Sënn, datt mer hir Dignitéit musse respektéieren. Et ass net normal, datt eeler Leit némme kenne mat hirer Famill an der Presenz vun engem Member vum Fleegepersonal schwätzen! Wéi soll een da matenee kenne schwätzen iwwer Familljesaachen, iwwer Gesondheetssaachen, iwwer Finanzaachen, wann een derbäisteet, deen net zu der Famill gehéiert? Dat ass einfach eng Manéier, fir mat de Leit émzegoen, déi hir Dignitéit net genuch respektéiert.

A mir müssen och oppassen, datt all Form vun Humiliatioun evitéiert gétt. Irgendwou stoung och, datt zum Deel behennert Leit hu misse bei der Liwwerantenentrée, bei der Entrée des fournisseurs Kontakt hu mat hire Leit. Dat ass alles net néideg. A mir müssen déi Léieren, déi mer aus déser Kris zéien, dohi benotzen, datt mer musse kucken, wat mer maachen, fir méi Dignitéit an déi do Situations kennen eranzebréngen.

Ech muss awer och soen, datt d'Regierung an déser Diskussioun ganz schwaach war. Et geet net duer, wéi d'Madamm Familljeminister und gemaach huet, fir ze soen: „Jo, dat si privat Strukturen. Déi si privat, do kenne mir náischt maachen als Staat.“ Den Här Educatiounminister, den Här Meisch, deen ass vill méi wäit gaangen. Deen ass, a mengen Ae souquer énner Verletzung vu gesetzleche Grondprincipien, higaangen an et huet a privat kontraktuell Kontrakter agegraff téschent de Leit a Crèchen an esou weider, fir do aner Dispositiounen ze huelen. Dat ass vläicht ze vill wäit gewiescht. Mee de Staat kann net einfach sech aus senger Verantwortung fir d'Matbierger erausléise fir ze soen: „Ma dat do si privat Strukturen, do kenne mir náischt maachen.“ Nee, et hätt ee kennen!

Et hätt ee kennen, de Staat hätt kenne besser accompagnéieren, en hätt kenne méi kloer Instruktiounen erausginn, en hätt kenne héllefen, fir einfach dat Wuel vun all deene Leit méi an den Zentrum vun de politeschen Iwwerleevenungen ze stellen. Et wor schwaach! Et wor net náischt, an d'Madamm Minister huet dat jo och e puermol erkläert, et kann een net soen, si hätt náischt gemaach, mee si huet schwaach agéiert an an eisen Aen net staark genuch eeben.

Mir hunn och en Optrag, fir d'Liewenskonditioun fir déi eeler Leit ze iwwerdenken a fir et émmer besser ze maachen. Dozou gehéiert selbstverständliche d'Sprooch, mee dozou gehéiert och déi digital Exklusioun. Besonnesch och dës Regierung huet an hirem Modernitéitsfimmel einfach déi Tendenz, fir alles op dat Digitalt ze setzen. Et ass net jiddweree Léit an deen Sënn vum Digitalen. Et muss een einfach émmer matbedenken, datt et Leit an eiser Gesellschaft gétt, déi deen Deel vun der Kommunikatioun net benotzen, an dann och drun denken, fir déi Leit net falen ze loessen.

Mir brauche méi Fuerschung am Sënn vu besser al ginn, méi gesond al ginn. Mir brauchen eng fréndlech Émgéigend, och an eisem Urbanismus an esou weider, fir d'Liewensqualitéit vun deenen eelere Matbierger émmer ganz héich ze halen.

Mir hunn och eng ganz konkreet Konklusioun als ADR, déi mer wëllen hei proposéieren. Mir denken, datt institutionell den drëtten Alter an eiser Gesellschaft net genuch representéiert ass. Wat gétt et dann? Mir hunn de Siorenlelefón. Mir hunn och dee CET, dee Centre pour l'égalité de traitement, deen emol ka Reklamatiounen entgéinthalen. Mee mir denken, mir sollte fir déi Problemer vum drëtten Alter eppes Änleches maachen, wéi mer et maache beim Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher. Do sollte mer och esou eppes hu fir den drëtten Alter.

Mir sollten einfach eng Struktur hunn, déi d'Leit kann opfänken, déi se ka beroden, déi hinne kann héllefen, déi ka vermettele mat Administratiounen. Ob mer dat elo maachen iwwert de Wee vun engem Ausbau vun de Kompetenze vum Ombudsman, dee mer hunn, oder vun enger heier Struktur, dorïwwer kann ee selbstverständliche diskutéieren. Awer

mir sollten institutionell och dee Schrëtt mache fir ze soen, mir müssen den drëtten Alter an eiser Gesellschaft opwärten an déi Problemer, déi déi Leit hunn, och besser behandelten.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech wéilt och ufänken domat, dem Här Spautz Merci ze soe fir d'Ufro vun déser Heure d'actualité. A wann een och elo de Virriedner alleguer nogelauschtet huet, dann, mengen ech, kann een eng traureg Konklusioun elo schonn zéien, nämlech datt den Deconfinement, vun deem mir alleguer profitéieren a wou mer alleguer frau drivver sinn, datt mer eis erém beweige kenne, datt mer erém en Deel vun eiser Normalitéit zréckgewonnen hunn, datt deen an de Strukture vum drëtten Alter nach net ukomm ass. An dat ass eng bedenklich Situations!

Ech mengen, a vill Virriedner hunn dat virdrun och scho gesot, datt déi Decisiounen richteg waren, déi virun dräi Méit geholl gi sinn, déi radikal Decisiounen vum Lockdown, notammt och an den Alters- a Fleegestrukturen, besonnesch well déi Leit vulnerabel sinn, duerch hir Situations souwisou schonn, duerch deelweis fortgeschritten Alter, duerch deelweis eng ugeschloë Gesondheet an awer och, well dee Virus bei deene Leit am heftegsten zouschloe kann. An dat gesi mer och, oder hu mer, leider, misse gesinn un den Doudeszuelen. An et ass net émsoss, datt de Medianalter vun deene Leit, déi leider um Covid gestuerwe sinn, esou héich ass. Duerfir waren déi Decisiounen, wéi se am Ufank geholl gi sinn, mengen ech, och déi absolutt richteg, och wann ee vergläch, wéi mer am Verglach mat eisen Nopeschregiounen ofgeschnidden hunn.

An ech verstinn och, datt den Deconfinement an deene Strukture schwéier ass, well all déi Strukturen énnerschiddlech Bevölkerungen hunn, énnerschiddlech Personalstrukturen hunn, énnerschiddlech Fonctionnement hunn, an datt et net eng Reglementatioun ka ginn, déi passe-partout ass an déi duerfir op all Betrib ze applizéieren ass. Mee grad well dat d'Erausfuerderung ass, mengen ech och, hätt grad hei de Familljeministère eng weesentlech méi aktiv Roll missen iwwerhuelen, wéi en dat bis elo gemaach huet.

Ech mengen och, datt den Här Spautz huet et genannt „de Lead iwwerhuelen“, datt dat an däri doter Fro dat gewiescht wier, wat een an deene verschidde Etappe vum Deconfinement hätt misse maachen a sech hätt kennen erwaarde vum Familljeministère, a wat menger Meening no, oder eiser Meening no och net an deem Mooss geschitt ass, wéi dat néideg war.

Well émmer, och an de Kommissiounen, wa mer déi dote Problematik ugeschwat hunn, Deputéierter drop opmierksam gemaach hunn, dann hat een émmer erém den Androck, wéi wa Pingpong géif gespillet ginn. Eng Kéier ass gesot ginn: „Jo, ech sinn net responsabel. Dat sinn d'Recommandatiounen vun der Santé“, dat war eng Verteidegungslinn. An déi zweet Verteidegungslinn ass: „Jo, et ass d'Responsabilitéit vun de Gestionnaire. Do kann ech náischt maachen.“

Ech mengen, datt dat awer net duergeet. An ech mengen och, datt an däri Situations, wou mer am Moment dra sinn, wou mer elo nach gesinn, datt déi énnerschiddlech Strukturen awer komplett verschidde Aart a Weisen hunn, wéi se mat däri Situations vum Deconfinement émgin, datt et eppes ass, wou spéistens elo awer de Familljeministère an d'Familljeministéisch gefrot sinn, fir do ze reageieren. Well ech mengen och, datt et eeben net duergeet - wann ech haut de Moien d'Zeitung richteg gelies hunn -, datt géschter um DP-Kongress gesot ginn ass, datt engem d'Häerz blutt, wann een un déi al Leit denkt. Ech hätt mer vun engem Familljeministère erwaart oder vun engem Familljeminister erwaart, datt e seet: „Mir leeft de Schweess d'Stier erof, esou vill schaffen ech dorunner.“

Wat hätt ech mer erwaart! Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Merci der CSV an dem Här Marc Spautz fir dës wichteg Fro. Et huet ee gemierkt, dass, zénter d'Situatioun vum Covid komm ass,



déi Fro ganz vill Famillje beschäftegt huet. Den Här Spautz huet et elo richteg gesot: Et si ganz vill Bréiwer komm. Eis Partei ass vläicht e bësse méi digital. Bei eis si ganz vill Leit, déi ugeruff hunn, eis awer och E-Maile geschriwwen hunn. An ech kann lech soen, informatesch ausgedréckt: Et war net null an et war net eent. Et war wierklech eng Diskussiouen an deene leschte Wochen, wou d'Familljen, déi eng gesot hunn: „Et ass gutt, wa meng Elteren an der Seniorie geschützt sinn“, an anderer hu gesot: „Wéi kann een némmen! Et hält een deenen eelere Leit allegueren d'Fräieheit!“

Gutt, mir si selwer eng Famill, wou d'Elteren an de Seniorie sinn. Et ass net einfach! Eist Klengt doheem huet och gefrot: „Wou ass dann elo d'Urgroussboma? Firwat kommen ech net méi dohin?“ Dat ass keng einfach Situations! Et ass awer nun emol och esou, dass een do muss eng Kéier soen a réckblécken, wéi d'Situations ugefaangen huet.

Wéi mer nämlech déi Entscheidungen an der Familljekommissiouen och presentéiert kruten, huet d'Bild sech vill méi düster duergestallt. An du war et zu deem Moment och sécherlech, an den Ae vun de Piraten zumindest, déi richteg Entscheidung fir ze soen: „Mir huelen de Risiko aus de Seniorien eraus a mir kucken, dass keng Infektionen erakommen.“ Et ass kee Geheimnis, ech kommen aus enger Gemeng, wou de Covid an de Seniorien e groust Theema war, ech hunn et hautno materlieft. Wann ee Familljemberen huet, déi an den Zémmerre setzen an da ruffe se doheem un: „Wat soll ech maachen? Am Zémmer niewendrun, do hänkt en Ziedel un der Dier, déi huet Covid! Wat gechitt elo mat mir? Wéi geet dat elo weider?“

Do ass et sécherlech ee grousse Problem gewiescht, dass et net zentral gelést ginn ass. Dat ass sécherlech och aus dem politesche System eraus. Et war een einfach net virbereet op déi Situations, déi eng Kéier géif antrieben, dass eng Seniorie virun - kommt, mir nennen et awer esou! - enger esou grousser Gefor géif stoen an esou schnell missten Entscheidunge getraff ginn. Well ech ka mer och virstellen, dass d'Madamm Ministesch iwwer Nuecht Verschiddenes huet missen decidéieren, fir d'Seniorens deementspreichend ze schützen.

Wat mir Piraten aus der Diskussiouen gäre géife mat eraushuelen, ass den Denkustouss, fir méi zentral Entscheidungen ze huelen. Et ass nämlech esou, dat hu mer och selwer elo gemierkt: An der Nopeschgemeng ass dann op eemol eng ganz aner Reegel. Do ass et an där enger méiglech, dass ee vläicht nach iwwert den Drot mam Familljember geschwatt huet, wat bei där anderer guer net méiglech war.

#### (Brouaha)

Oder bei där anderer war eng vill méi grouss Ouverture. Wat sécherlech d'Situations fir d'Famillje vill méi kompliziert gemaach huet.

Deementspreichend géife mir gären der Ministesch mat op de Wee ginn, dass ee sech Gedanke mécht, wéi een an Zukunft, wann esou Situations opnrieden, allgemeng Reegelen, déi national gëllen, kann opstellen. Well secherlech, et kann een all Vertrauen hunn an d'Direktioun vun den Haiser, mee och do sinn heiansdo d'Entscheidungen net, nenne mer et emol „nozevollzéie“ gewiescht. Deementspreichend wär et flott, wann an Zukunft dat vun uewen eroft kéis.

E grousse Merci gëllt dem ganze Personal an de Seniorien, déi awer wierklech vill Iwwerstonne geschafft hunn a sech och hu misse komplett nei organiséieren. Ech krut dat selwer mat. Wann een an d'Seniorien elo besiche geet an och virdrun, wou et jo awer Méiglechkeete gouf wéi iwwert den Drot, fir mat Familljemberen a Kontakt ze kommen am Fräien: Et kann een net genuch Merci soe fir dat, wat d'Personal an däit Zäit gelescht huet! A sécherlech ass et un der Politik, fir elo déi richteg Schlussfolgerungen aus dëser Situation zu zéien an deementspreichend sech virzubereeden, sollte weider Situations antrieben.

Merci.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

#### Prise de position du Gouvernement

► **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Villmools merci, Här President. Ech géif fir d'eischt gären dem honorablen Deputierte Marc Spautz an och der honorabler Deputéierter Martine Hansen villmools Merci soe fir dés Aktualitéitsstonn. Esou wéi mer dat och schonn an der Vergaangeneet gesot hunn an de Chamberskommissiouen, mee och hei, solle mer ons dacks austauschen, well et gétt hei kee „one size fits all“. An ech mengen, jiddwereen ass verschidden. All Haus ass verschidden. All Mënsch ass verschid-

den! An am Fong geholl misst ee jo quasi 6.500 verschidde Recommandatiounen erausgi fir all Mensch eenzel, well et ass eeben net ee wéi deen aneren. Wann een an der Communautéit lieft, dann ass een nun emol net némme fir sech selwer verantwortlech.

Mee ech deelen awer Är Suergen. An ech deelen och dat, wat Dir gesot hutt, Här Spautz: Dat si keng Prisongen, d'CIPAAen an d'Maison-de-soinen. Et kann een d'Leit net aspären. Woubäi ech awer drun erënnerre wéll, dass jiddweree vun ons am Fong agespaart gouf mam „Bleif doheem!“. An et goung dréms, justement déi vulnerabel Leit ze schützen. Mir wëssen, dass Leit an engem gewëssenen Alter méi e schwéiere Krankheetsverlauf hu vum Covid-19 an do ass et eeben dréms gaangen, déi virun allem ze schützen.

Et ass e puermol elo de Mëtten ugeklonget, dass iwwert d'Ausland geschwatt ginn ass, wéi et do war. Abeey, ech soen lech, ech si frou, dass et hei zu Lëtzebuerg net war ewéi am Ausland! Ech si frou, dass hei zu Lëtzebuerg d'Leit besser versuergt goufe respektiv dass d'Krankheet manner eragedroe ginn ass. Well, wéi den honorablen Deputierte Marc Goergen grad gesot huet: Wann de Virus bis an engem Haus dobanne war, da war dat wierklech ganz kompliziert, och fir déi, déi net krank waren, och fir d'Personal. Extrem kompliziert! An ech si wierklech frou, dass d'Personal haut de Mëttag méi wéi eng Kéier gelueft ginn ass a Merci gesot krus, well si hunn net némmen eng formidabel Aarbecht gemaach, si hunn och deelweis probéiert, dat opzefänken, wat d'Bewunner net haten, well eeben hir Léifsten net konnte kommen.

An ech mengen, Här Spautz, Dir hutt gesot, „eng Generatioun, déi sech vernoléissegt gefüllt huet“. Mir hunn dat jo alles gemaach justement, fir si ze schützen! A wann ee sou wéi mir dat gemaach hunn - well dee Virus wierklech Europa, soen ech elo emol, iwwerschwemmt huet -, fir ons all ze protegérieren, ons Vulnerabel ze protegérieren, alles esou séier zumécht, da mierkt een haut, an ech mierken dat och, dass et nach laang net esou einfach ass, nees alles esou séier opzemaachen, wéi et zougaangen ass - zoumaache fir Alters- a Fleegeheemer war vill méi einfach -, well et eng ganz Organisations ass!

An d'Djuna Bernard huet vu sengem Bopa geschwatt, deen hei an der Stad am Pescatore ass. Do sinn 345 Awunner! A wann natierlech d'Regierung seet: „D'Visite sinn nees erlaabt“, da si jo net némmen 345 Leit, déi uraffen, mee 345 mol all d'Kanner an d'Enkelkanner a vläicht Briddher, Schwésteren a soss Familljemberen a Frénn, déi uraffen, dass se wéilte kommen. Dat heescht, dat ass natierlech fir esou en Haus eng riseg Organisations.

Et ass awer och esou, dass et dee Virus nach émmer gëtt. Dee Virus existéiert nach émmer. An déi Angschit virus Virus bei verschidene Chargé-de-directionen, déi existéiert och nach émmer. Dofir war d'COPAS extrem virsichteg. Mir hunn bal alldéegleche Kontakt mat der COPAS, och mat der FEDAS, fir ze kucken, wéi mer den Haiser kennen hëllefen. An am Ufank ass dann, wéi den Här Spautz gesot huet, Plexiglas opgericht ginn. Et ass aus Angschit ze vill gemaach ginn. Well effektiv, wann zwou Persounen e Mask unhunn an et ass nach e Plexiglas dotséchent an et sätzt ee véier Meter vuneneen an déi eeler Persoun aus dem Alters- oder Fleegeheem héiert vläicht souwisou schonn net ganz gutt, dann, mengen ech, gesi mer allegueren, dass dat násicht gëtt an dass do am Fong keng Visitt bal besser ass wéi eng, déi een awer dann extreemst frustriert.

Ech mengen, dass d'Gestionnaire alleguer hiert Bescht gemaach hunn. Mee et ass un der Zäit, méi wäit ze goen, awer andeems mer oppassen, andeems mer d'Geste-barrièren alleguer respektéieren. An et ass richteg, dass net een Haus wéi dat anert gehandelt huet, well d'Population an engem Haus net wéi déi an engem aneren ass! Et kann een net verlaugen, dass eng Persoun, déi dement a krank ass, d'Geste-barrièren all kennt, woubäi awer een, dee kärgesond ass an an engem Alters- oder Fleegeheem lieft, vun deem kann een dat awer schonn erwaarden.

Ech wéll just un eng Situations erënneren, déi ech hat. Dat war wéi ech freides e Chargé de direction vun engem Altersheim um Telefon hat - en Altersheim, wat Verschidener heibanne ganz gutt kennen -, dee mer gesot huet: „Ha, also Madamm Minister, ech sinn esou frou, well mir hu keen ee Fall bei ons! Mir hunn esou Chance!“ An dënschdes drop hate se der zwielef! Dat ass e Schock. Dat ass e Schock net némme fir de Chargé de direction, dat ass e Schock fir d'ganzt Personal an dat ass e Schock fir déi ganz Bewunner.

An ech mengen, mir sollten allegueren e bësse Respekt hu virun deem luesen Deconfinement vun den Alters- a Fleegeheemer. Mir sollten do

e bëssen och Gedold hunn a mir sollte se énnerstëtzen. An ech mengen, deen neien Text, dee mer amgaange sinn eeben ze beschaffen, deen am Moment beim Staatsrot ass, dat neit Gesetz vum ASFT, dat leet de Schwéierpunkt op en aktiiv Zesummeliewen, op eng aktiv Participatioun och vum Bewunner. Dat stéet elo net am Text!

An Dir hutt Recht - also ech géif mech scho gäre méi aktiv do abréngen, mee mir müssen ons awer och un d'Gesetzer halen. An ech mengen, dat wësst Dir am allerbeschten.

Dat heescht, mir gi Recommandatiounen eraus, an ech sinn och sécher, mam Schluss vum État de crise wäerten och do nach eng Kéier d'Recommandatiounen iwwerschafft ginn. Mir sinn amgaangen, dat ze maachen, well Dir hutt Recht, ech kréie warscheinlech bal déi nämlech Courriere wéi Dir, méi oder manner. An ech muss soen, wann ech all déi Courriere kucken, an ech hunn och ronderëm mam Ombudsmann, mat Politiker, mat e lauter Leit geschwatt: Mir hunn 52 Haiser. Et sinn émmer déi dräi, véier selwecht Haiser, wou d'Reklamatiounen kommen. Da muss ee jo awer soen, dass an 48 Haiser dat einwandfrei fonctionéiert.

Mir wëssen och, dass an engem an deem selwechten Haus eng Famill seet: „Mir wéllen onbedéngt elo d'Bomi mat eraushuelen.“ An eng aner Famill aus dem Nopeschzëmmer seet: „Mir wéllen op kee Fall, dass nach iergende Friemen an d'Haus erakénnt!“ Mee elo, wou d'Personal deconfinéiert ass, wou déi owes no der Aarbecht jo e Patt huele ginn an nees hiert Liewe liewen, mengen ech, ass et och méi wéi un der Zäit, dass och déi eeler Leit da ganz sécher deconfinéiert sinn. An an deenen allermeeschten Haiser ass dat de Fall.

Ech kucken emol a meng Notten, ob ech eppes vergiess hunn. Ech wéilt nämlech nach gäre vum Rescht vun der Zäit profitéieren, fir e puer Wuert iwwert de Behënnerteberäich ze soen, well mir schwätzte ganz vill vum Aleberäich, mee mir schwätzte ganz wéineg vum Secteur Handicap.

Firwat ass dat esou? Ma well de Secteur Handicap, deen ass behandelt gi wéi mir allegueren! Eng Behënnérung ass jo och net gläichzesetze mat enger anderer Behënnérung. Et kann een net soen, dass dat, wat fir deen ee gëllt, fir jiddweree gëllt!

De Familljeministère, wéll ech hei eng Kéier kloer soen, huet zu kengem Ament eng Instruktioun erausginn, dass verschidde Servicer missen zougemaach ginn. Et war allerdéngs normal, dass verschidde Servicer zougemaach gi sinn, notamment d'Atelier-protégéen, natierlech d'CPPen. Et si 14 Services d'information, de consultation et de rencontre, déi mer hunn. Do waren der 6 zou, 8 hunn e Service réduit ugebueden.

Vun de Services d'activités de jour war just dee vun der FAL (ndl: Fondation Autisme Luxembourg) nach op, all déi aner haten zougemaach. Dowéinst hate mer och de Congé pour soutien familial agefouert, well eeben d'Leit net méi an d'Dagesstruktur konnte goen.

Mee wat d'Wunnstrukturen ubelaangt, déi liewe wéi an enger Famill. Dat si kleng Unitéiten, contrairement zu engem Alters- oder Fleegeheem. Déi liewan zesummen, déi kachen zesummen, déi hunn zesummen Hobbyen, déi verbréngen Zäit zesummen. An déi waren esou confinéiert wéi mir a si sinn och elo gradesou deconfinéiert. An och do ass d'Fräieheit eppes, wat ganz, ganz wichteg ass, dass een d'Leit nees liewe léisst, dass een d'Geste-barrièren natierlech respektéiert.

An deem Senn hat ech och en Appell gemaach, dass vum 25. Mee un d'Aktivitéiten nees solle progressiv an d'Luucht gesat ginn. Si können am Moment nach net alleguerete stattfannen, well mer nach émmer Geste-barrièren hunn, well mer nach zu manner därfen am Sall vläicht si wéi virdrun. An dofir wäerte mer och en Donneschdeg nach eng Kéier iwwert d'Gesetz vum Congé pour soutien familial schwätzte fir déi Leit, déi dann net kenne schaffe goen, well se eng behënnert oder eng eeler Persoun, déi net méi selbststänneg ass, doheem hunn, op déi se dann daagsiwwer mussen oppassen, déi se da musse betreien, wa se net kann an hire CPP oder soss an hir Dagesstruktur goen.

Also ech sinn absolutt oppen, och wa mer nach eng Kéier iwwert d'Gesetz schwätzten, fir ze kucken, wat mer verbessere können. Mee ech mengen, doduerch, obwuel mer net woussten, wéi eng Pandemie kéint gehandhaabt ginn, steet an deem Text zum Beispill schonn, dass déi Wunnberäicher an Zukunft net méi wéi 30 Awunner därfen hunn. Dat heescht jo am Fall vun enger Pandemie wéi därf heiten, dass net méi e ganzt Haus muss a Quarantän kommen, wann ee krank ass. Mee wann ee méi kleng Wunnberäicher huet, da kann een och dat e bësse méi limitéieren op eeben de Wunnberäich.

Also, et läit mir immens um Häerz. Ech si ganz freiheitsliebend. An ech mengen, mir sollten allegueren d'Gestionnaire énnerstëtzen, mee net bruskéieren. Et muss lues goen. Et kann net vun engem Dag op deen anere sinn.

Mee ech ginn lech Recht, Här Spautz: Et kann net sinn, dass e Friemen derbäisteet, wann ee matenee wéilt schwätzzen! Et kann net sinn, dass ee sech net versteet, well een ze wäit vuneneen ewech sëtz! Mee et muss awer och de Gestionnaire zoustoen, dass se ganz, ganz séier ganz vill Material bestallt hunn, fir et iwwerhaapt nees méiglech ze maachen, sech kënnen ze gesinn.

Mee ech freeë mech op deen Dag, wou ee sech nees ka gesinn, ouni Rendez-vous ze huelen, a wou een einfach no der Aarbecht nees ka bei seng Léifsten erasprangen, Moie soen an hoffentlech geschwënn och nees eng Bees ginn an eng Kéier knuddelen.

Villmools merci!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools der Madamm Familljeministesch Corinne Cahen. Dese Punkt ass domat ofgeschloss.

#### 12. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du dialogue social et des conséquences de la crise sanitaire au niveau économique et social

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun haut hu mer eng Aktualitéitsstonn iwwert de sozialen Dialog an d'Konsequenze vun der sanitärer Kris um wirtschaftlechen a sozialen Plang, déi vun der CSV-Fraktioun ugefrot ginn ass.

An nach eng Kéier ginn ech d'Wuert un den Här Marc Spautz als Vertreter vun der CSV-Fraktioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

#### Exposé

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här President, leif Kolleginnen a Kollegen, mir hunn eng Sozialkris gehat mam Covid, wéi d'Welt nach keng erlief hat. Mee elo muss ee sech d'Fro stellen: Wat kënn do alles hannendrun? Eng ekonomesch Kris? Gëtt et kee Wuesstum méi? Wéi gesäßt et aus mam Chômage?

Geschter hunn eis Kolleginen aus der Finanzkommissiou matgedeelt kritt, wéi d'Situatioun ausgesäßt mat de Staatsfinanzen.

► **M. André Bauler** (DP).- E Freidegewond.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- E Freideg, pardon, Här President vun der Finanzkommissiou!

Bei de Gemengen ass d'Alarmluucht ugaangen a si hu matgedeelt kritt, et gëtt e gudde Batz manner. An allegueren déi, déi ech elo erwäint hunn, d'Gemengen, sinn e ganz groussen Investors! A wa manner Geld kënnnt, da kann och manner investéiert ginn.

Alles dat bréngt mat sech, dass och verschidde Betriben a verschidde Leit, déi all Dag schaffe ginn, sech Gedanke maachen: Wéi geet et virun a wat bedeutet dat fir mech?

Ech hat virun e puer Wochen eng Fro gestallt un de Staatsminister, ob et net Zäit wier, fir driwwer nozedenken, eng Tripartite anzeberufen. Ech hat och esou eng Remark gemaach an engem Debat, deen ech heibannen hat mam Aarbechtsminister. An do hat ech d'Gefill, dee war net ofgeneigt. Aus der Antwort vum Staatsminister geet awer ervir, et sollt een net virun de Won lafen.

Dir Dammen an Dir Hären, leif Frénn, ech sinn der Meenung, dass et wichteg ass, dass eng Tripartite zesummekënnt, dass et wichteg ass, dass d'Sozialpartner sech do kënnen austauschen. An et war fir mech, dee sech e bësse mat der Geschicht vun der Tripartite beschäftigt huet, dach awer iwweraschend, dass en DP-Staatsminister dat Gremium net wéll aberuffen, wat emol en aneren DP-Staatsminister 1977 gebréint huet. Dat war mer dach dofir awer e bësse komesch, dass do vun deene selwechten, vun därf selwechter Partei e Premierminister genau de Contraire vun deem gesot huet, wat sái Virvirvirvirgänger gemaach huet.

Well et ass nämlech wichteg, dass mer elo schonn eis domat beschäftegen an dass mer net waarden, bis dass de Chômage klë



méi schwierig wäert ginn, wat den Emploi ubelaagt. An net méi spéit wéi virgéschter huet d'Direktesch adjointe vum Arbeitsamt an engem Interview bestätigt, dass et net gutt ausgesäit, wat de Moment geschitt, well vill Leit, déi mat engem net festen Aarbeitsvertrag énnerwee waren, dee Vertrag net méi verlängert kritt hunn, ob dat en CDD war oder ob dat och e Prêt temporaire de main-d'œuvre war, well een net weess, wéi et an deene Betriber weidergeet.

Dofir ass et an eisen Ae wichteg, dass eng Tripartite zesusummekénnnt, wou een och do ka kucken, wat déi Weeér sinn, déi ee wéllt goen. An et brauch een do d'Rad jo net nei ze erfanden. Schonn 1997 ass eng Kéier eng Strategie festgehale gi vun engem europäesche Plan d'action, wéi mer och eng Kris haten, déi zwar net esou schlëmm war wéi déi heiten, wou och duerno e Plan d'action national eraus komm ass aus engem Tripartite - fir d'éischte en europäesche Sommet, duerno ass eng Tripartite gewescht -, wou och Mesuren decidéiert gi sinn, fir alles ze maache géint de Chômage a fir den Emploi.

An dat ass wichteg, Kolleginnen a Kollegen, dass dat och elo op de Wee bruecht gëtt. An dat kann net unilateral sinn, dat muss diskutéiert gi mat de Sozialpartner. An do ass et wichteg, dass d'Sozialpartner vun Ufank u matagebonne sinn. Wat fir ee Wee wéllt een do goen?

Et muss een awer och mat de Sozialpartner a mat der Chamber zesusumme kucken an d'Revision maache vun all deene Mesuren, déi mer déi lescht Joren a Joréngte geholl hunn am Emploi: Wat huet eppes bruecht, wat huet náischte bruecht? Wat ass déser Zäit nach ugepassat a wat ass déser Zäit net méi ugepasst?

Wéi gesäit et aus mat der Réinsertion professionnelle fir Leit, déi eng Aarbeitsplatz verléieren, a wou et där Aarbeitsplätze mat deene ganz einfache Gesten émmer manner ginn, wéi kenne mer déi Leit erém zréck an d'Aarbecht féieren? Wat musse mer do investéieren, fir dass déi Leit d'Méglechkeet hunn, och an Zukunft duerch d'Aarbecht kennen ze lieuen a virun allem ze iwverliewen?

Et ass émmer besser, an Aarbecht ze investéiere wéi a Chômage. An dofir ass et och gutt, dass de Chômage partiel verlängert ginn ass. Mee et ass awer genausou kloer, dass och de Moment wäert kommen, wou mussen a verschidde Betriber - dat sinn net mir, mee dat muss zwéschent de Sozialpartner gekuckt ginn - strukturell Veränderunge kommen, deemno wéi d'Situatioun ass. Well och dat ass wichteg. An da muss een elo schonn doriuwer schwätzzen, wat een maache kann a wéi een déi Leit begleede kann, déi dann net méi déi Chance hunn, an deem do Job oder an deem heiten Job kenne virunzegoen.

Et muss ee sech d'Fro stellen: Wéi ass et mat der Aide à la création d'entreprise? Ech war iwwerascht, ech héieren op ville Plazen - wat heesch op villen, op e puer Plazen -, dass Leit soen: „Ma ech géif mech elo gär selbststänneg maachen, ech géif gär e Buttek opmaachen!“

Ech hunn hei an déser Kris gemierkt, wéi et ass, wann s de alkéiers kilometerwàit muss fueren, bis de iergendeppe hues, soudass et och wichteg ass, dass mer do emol erém eppes opbauen, méi no beieneen. A wéi gesäit et do aus mat der Aide à la création d'entreprise? Musse mer elo net grad an désem Moment extra Héllefe ginn, fir do eppes kennen ze énnerhuelen?

Wéi gesäit et aus mat der Concurrence déloyale? D'Concurrence déloyale, wéi gesäit et do aus mat der Schwaarzaarbecht? Wéi gesäit et aus, dass déi eng Betriber hire Produit konnte verkafen an anerer, déi dorop spezialiséiert sinn, hunn de Betrib missen zourmaachen? Beispiller, déi mer d'lescht Woch heibanne schonn diskutéiert haten. Wéi gesäit et do aus? Wat kenne mer maachen an der Concurrence déloyale, dass déi net kënnt? Well dat ass jo elo eng Gefor opgrond vun dár Kris, déi do war, an och enger anerer, déi wäert op eis zoukommen, wa mer do net direkt der Concurrence déloyale e Reedel virschiben.

Ass et gutt - d'Decisioun ass geholl ginn -, dass mir elo e Congé collectif maachen, dräi Woche Congé collectif am Bau? Also net mir, mee de Congé collectif am Bau kënnt. Ech häfft mer och aner Saache kenne virstellen: Dräimol dräi Wochen, an dann häfft dee Secteur kenne virulafen. Et ass zwar elo méi einfach fir d'ITM fir ze kontrolléieren, ob Schwaarzaarbecht ass déi dräi Wochen oder net, wéi wann dat aneschters gewiescht wier.

Mee ech wéll awer soen, et muss ee sech d'Fro stellen: Häfft dat net kenne virugoen? Häfft do net kenne virugeschafft ginn, wann d'Sozial-

partner vläicht éischter an aneschters doriuwer diskutéiert hätten? Well d'Festleeung vum Congé collectif ass jo eng Precautioun, déi d'Sozialpartner iwwert de Wee vum Kollektivvertrag an duerno iwwert déi spezial Dispositiounen maachen, a wou den Direkter vun der ITM dár Kommissiou virsëtzet.

Musse mer net schwätzten iwwer eng aner Aart a Weis, eng Modernisatioun vun der Organisation du temps du travail? Et ass eng Diskusioun, déi mer scho laang féieren.

Teletravail, do hat ech d'Eier an d'Chance, hei mat lech zesusummen ze diskutéiere virun engem Mount. Wat bedeut den Teletravail elo an der Organisatioun vun der Aarbecht? A verschidderen vun lech wäerte jo och drop ugeschwat gi sinn. Et si verschidde Saachen, déi si fantastesch beim Teletravail: fir moies net brauche fir d'éischte énnert d'Dusch ze goen, ier mer de Computer umaachen. Mee anerer sinn awer méi schlecht! Schwätzet emol mat der Restauratioun op verschidde Plazzen, wou déi Leit soen: „Mir spieren, dass kee méi bei eis kënnt, well d'Leit net méi schaffe kommen.“ Oder: „Si kommen nach bei eis, awer et kommen der manner bei eis.“ Och déi Diskusioun musse mer féieren.

Wéi ass et mam Temps partiel, elo wou et méi lues geet? En Droit au temps partiel, deen op ville Plazzen diskutéiert gëtt, wou d'Sozialpartner jo och villes an de Kollektivvertrag festgeschriwwen hunn? Mee wéi ass et do mat engem Droit de retour? En Droit de retour, fir dass ech och op eemol erém eng Kéier ka ganz schaffe goen, wa meng ekonomesch Situations oder meng Loscht oder meng familiär Situations eng aner ginn ass?

Wéi gesäit et aus, wa mer de Marché de l'emploi net sollten an de Gréff kréien, mat der Pretraite? Muss een do net iwwer nei Iddien nodenken? An iwwer nei Iddien nodenken elo schonn, dass och d'Sozialpartner d'Méglechkeet hunn, op deene verschidderen Niveaue drivver ze diskutéieren an och iwwer e Kollektivvertrag verschidde Saache festzehalen? Mee dat geet just, wa mer all zesusummen de Lead huelen. A wa si all d'Méglechkeet hunn, sech auszetauschen an och ze wéssen, wat d'Regierung an och mir heibanne bereet sinn, wat de Budget ubelaagt, fir déi eenzel Fongen ze maachen.

Wéi gesäit et aus mat de Reserve vun de Pensionskeesen, wann am Emploi en Abroch kënnt? A wann ech dat richteg gelies hunn - de President vun der Finanzkommissoen huet de Bericht schonn auswenng geléiert - ass e Freideg dorop opmierksam gemaach ginn, wat geschitt, wann en Abroch kënnt, wa mer elo bei verschidderen Aarbeitsplaze manner Cotisationen kréien, wa manner Aarbeitsplätze kommen, an och, wann déck - pardon, net déck, mee héich - Salairen ewechfalen, wéi et da mat de Cotisationen geet. Och domat huet jo dee Rapport, deen e Freideg an der Finanzkommissoen virgestallt ginn ass, sech beschäftegt.

Wat geschitt, wann d'Reserves an der Sécurité sociale weider erofginn oder wa se net méi opgefellt ginn? Alles dat sinn déi Punkten, wou et elo gëlt, Decisiounen ze huelen, a wou et och elo wichteg ass, dass mer eis als Chamber do mat beschäftegen, mee virun allem, dass sech d'Sozialpartner dermat beschäftegen an zesusumme mat der Regierung an der Tripartite un den Dësch sätzen. Dat bedeut jo net, dass se mussen zu engem Resultat kommen! D'Tripartite huet scho positiv Resultater bruecht, d'Tripartite ass awer och scho kéiereweis gescheitert. An dann ass et aleng um Parlament, seng Decisiounen ze huelen.

Mee et solt een awer virdrun, am Virfeld, an engem Situations wéi elo, zesusumme mat de Sozialpartner alles probéieren, fir dass mer déi Situations an de Gréff kréien. An dann ass et och herno méi einfach, allegueren déi Punkten an déi Saachen émzeseten.

E leschte Punkt, deen ech wéll soulevéieren, dat ass virun allem, dass fir déi Eeler um Aarbechtsmaart och dés Kéier d'Gefor émmer do ass. Well wann ee weess, wat de Káschtepunkt ass, a wann ee weess, wann dat dann a Betriber ass, wou eng Kollektivvertragskultur ass, dass et da meeschte vun d'Anciennetéit oder den Alter sinn, déi iwwert de Káschtepunkt oder iwwert d'Pai decidéieren: Misste mer net vläicht dee Projet de loi iwwert d'Politique d'âges, dee sät 2015 an der Chamber ass, op de Leescht huele respektiv en zréckzéien - also dat sinn net ech, mee de Minister misst en zréckzéien - an en neie Projet bréngen, dass mer och deene Leit können héllefen, dass déi och d'Méglechkeet hunn, um Aarbechtsmaart ze bestoen?

An e leschte Punkt, dat ass am Fong deen: Wat maache mer mat deene Jonken, deene Jugendlechen, déi elo de 15. September op den Aarbechtsmaart kommen? Wéi sinn hir Perspektiven, fir op den Aarbechtsmaart ze kommen? Wéi sinn hir Perspektiven, fir eng Léierplaz ze fannen? Ass et net wichteg, dass mer och

Aktiounen maachen an dass mer déi Mesurë fir déi Jonk, déi mer jo schonn zesusummen decidéiert huet hei an der Chamber, müssen ivverschaffen an dass mer do nei Usätz müsse maachen, fir dass och déi Leit d'Méglechkeet hunn, um Aarbechtsmaart ze bestoen an och en Astig an den Aarbechtsmaart kréien. Well dat Wichtegst ass, dass mer sollen d'Aarbecht énnerstëtzen an net de Chômage!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vill-mools, Madamm Hartmann. Nächsten age-schriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

widderstandsfäeg aus déser Kris ervirgoe kennen. Et gëlt also weider zesusummenzahlen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Här President. Merci och dem Marc Spautz fir dës Heure d'actualité. Kolleginnen a Kollegen, d'Coronakris, initialement eng sanitär Kris, huet sech métterweil an eng enorm wirtschaftlech Kris émgewandelt, mee si därf net nach zu enger Sozialkris ginn. Dëst hu mer als LSAP schonn e puermol betount. A fir eis ass et wichteg, datt mer déi schwaachst a vulnerabelst Persounen an eiser Gesellschaft net némnen net vergiessen, mee awer och voll schützen.

De Lëtzebuerger Sozialmodell, deen an eiser nationaler Aarbechtsgesetzgebung verankert ass, gesäßt am Fall vun enger Verschlechterung vun der wirtschaftlecher a sozialer Situations vir, datt d'Regierung direkt eng Tripartite abräfft, fir zesusumme Lösungen op wichteg wirtschaftlech a sozial Froen ze fannen. Dofir sti mir och weider als LSAP a mir ware vun Ufank vun der Kris un iwwerzeugt, datt et wichteg wier, schnellstméiglech eng Tripartite anzeberuffen.

An enger Pandemie vun désem Ausmooss a mat déser Entvécklung ass dat natierlich schwéier, fir énner esou Konditiounen hei direkt ze reagieren. Dofir begréisse mer natierlich, datt dëst elo decidéiert ginn ass an och ufangs Juli wäert stattfannen. Da sinn och d'Donnéen an d'Erfarungen, souwält wéi méiglech, méi kloer wéi direkt am Ufank.

D'Wirtschaftskris an hire sozialen Impakt, an dat hu verschidde Riedner scho gesot, wäerten eis warscheinlech nach fir Jore beschäftegen. Wéi de Statec d'lescht Woch während der Présentation vum leschte Konjunkturpak erwänt huet, soll dës Kris eng Baisse vu 6% vum PIB mat sech bréngen, wann een de Scénario de base ganz einfach kuckt. Dat ass eng eemolek Rezessioun zenter der Stolkris vun 1975. Dës Donnéeen nicht aneren Zuelen a Previsiounen sinn am Kader vun der Présentation vum PSC och vun der Regierung op Bréissel kommunizéiert ginn.

Dést ass awer och eng Kris, déi eis alleguerete betréfft, den Här Spautz huet et scho gesot, an net némnen ee bestëmmte Secteur. D'Solidaritéit an de géigeséite Versteedeméch, deen d'Tripartite zu engem Modell fir den Erfolleg während der Stolkris gemaach huet, sinn haut émsou méi noutwendeg a wichteg, wéi se Joréngte gewescht sinn.

Et schéngt eis op jidde Fall an der aktueller Situations absolut opportun an onémgänglech, am Senn vum Sozialdialog an der sozialer Kohäsion mam Instrument vun der Tripartite ze schaffen. Dofir déi novollzéibar Fuerderung och vun de Gewerkschaften. An et war an et ass och un der Regierung, fir hei deen néidegen a richtege Schratt ze maachen, fir de gemeinsame Sozialdialog erém starten ze loosse an em hei eng nei Dynamik ze ginn.

Dofir, an dat wéll ech awer och betounen, musse sämtlech Partner - sämtlech Partner! - dofir mat op dëse Wee goen. Mir müssen elo zesusumme versichen, den Impakt vun der Covid-19-Kris op d'Wirtschaft an eis Gesellschaft esou vill wéi méiglech ze verhënneren an ofzefieder. D'Kris huet gewisen, datt e staarke Sozialstaat, an domadder e staarke Staat am Ganzen, richteg a wichteg ass. Dofir steet op jidde Fall d'LSAP.

Esou wéi de Staat eng wichteg Roll am Ufank vun der Kris gespilt huet, andeems en direkt staark Moosnamen ergraff huet, fir de wirtschaftlechen Abroch, deen dës Kris mat sech bréngt, ofzeschwächen an de Bierger ze héllefen, oder während der Kris mat de wirtschaftleche Stabilisierungspack, déi hei virgestallt gi sinn, esou muss och no der sanitär Kris zesusumme gehandelt ginn. An, ech hunn et och schonn eng Kéier gesot, aussergewéinlech Émstänn verlaangen och aussergewéinlech Mesuren!

Et ass och elo an der Verantwortung vun der Politik ze decidéieren, datt laangfristeg weider Moosnamen ausgeschafft müsse ginn, enger-säits ekonomesch Moosnamen, awer och net ze vergiessen, fir d'sozial Sécherheet ze garantieren.

Zesumme musse mer déi sozial a wirtschaftlech Erasfuerderungen, an dat ass och schonn an der Ried ugeklögen, vun eiser Zäit ugoen. De Sozialdialog muss weider genutzt ginn, fir laangfristeg extra Mesuren auszeschaffe fir énnerschiddelech Beräicher, wéi d'Situatioun vum Aarbechtsmaart am Kampf géint de Chômage. Zesumme muss hei decidéiert ginn, wéi et mat extra Mesurë fir d'Mise au travail an esou



weider ausgesät. Dee richtegen Equiliber muss fonnt ginn, fir engersäits alles ze maachen, fir d'Betriben an d'Aarbechtsplazien ze retten an, wat wichteg ass, eng héich Investementspolitik op jidde Fall báizebehalen.

D'Analys an den dauernde Suivi vun der wirtschaftlecher a finanzieller Situations vun de Mëttel- a Klengbetriben muss gemaach ginn, d'sozial Ofsécherung an d'sozial Héllegen.

A mir därfen net vergiessen, datt mer hei, wéi scho gesot, déi Vulnerabelst aus eiser Gesellschaft musse schützen. Dofir ass et wichtig, datt gläichzäitig muss gekuckt ginn, wéi ee vermeide kann, datt d'sozial Inegalitéite weider an d'Lucht ginn. Et muss diskutéiert ginn, wéi déi nei Facetté vun Inegalitéit, déi esou eng sanitär a wirtschaftlech Kris géif mat sech bréngen, verhennert kenne ginn.

D'LSAP verdeedegt déi duebel Fonction vum Létzebuerg Modell mat engersäits dem Interessi vun de Salaréen an Employéen an aner-säits enger dynamicscher, nohalteger a wirtschaftlecher Entwécklung. Trotz Kris sëtze mer hei um Enn all zesummen an engem Boot an hunn ee gemeinsamen Interêt, nämlech praktikabel Leisungen auszeschaffen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Haagen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Carlo Back (dái gréng).**- Här President, fir d'éisch géif ech emol dem Här Marc Spautz Merci soen, fir dés Heure d'actualité ugefrot ze hunn, déi am Fong jo zwee Voleten huet, déi wirtschaftlech a sozial Konsequenze vun der Covidkris, mee och de Sozialdialog oder respektiv déi Problemer, déi do entstane sinn. A merci virun allem, dës Fro gestaltt ze hunn, dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn an dësem Moment eebe vun där Kris. Ech mengen, dat erlaabt et och dem Parlament, der Chamber, iwwert dee Sujet do nozedenken, virun allem de Sozialdialog, op deen ech e bësse méi aginn, Reflexionen ze maachen a virun allem och, vläicht Propositionen ze maache fir d'Zukunft.

Eng Rei Constaten am Ufank: De Chômage partiel huet eng Explosioun vun der Aarbechtslosegeet kenne verhennert. No der Ouverture vun de Chantieren an dem Secteur Horeca fänkt d'Wirtschaft nees u mat dréien. Dat gesäit een dobaussen op den Terrassen, wat jo och ganz gutt a flott ass. Mee déi allgemeng Verosécherung wäert och um Aarbeitsmarché ze spiere sinn.

Bis elo ass d'Zuel vun den neien Demandeurs d'emploi nach net signifikant geklomme par rapport zum leschte Joer. Mee déi, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, déi fannen natierlich déi Aarbecht vill méi schwéier, an déi fanne virun allem wéineg oppé Plazien. Et ass also ze erwaarden, datt de Chômage nach weider wäert klammen.

Mee, wéi gesot, den Här Marc Spautz huet deen doten Theema relativ gutt ofgedeck. Ech wäert dann och do net méi weider drop agoen a wéilt mech e bësse méi mam Sozialdialog beschäftegen.

Eng Crise sanitaire, déi eng Crise économique provoziert huet an domat och eng Rei gréisser Problemer um Aarbeitsmaart provoziert huet, an initialement kee Konflikt téschent Patronen an Employéen! Nee, fir eng Rei Betriben geet et hei ém d'Iwwerliewen, net, well ee Problemer huet mam Ofsaz, zum Beispill an der Restauratioun, a virun allem och net, well et e Streik gouf, nee, hei ass en drëtten Ausseeständen, an dee war bis elo ganz onbekannt, an d'Spill komm, de Covid-19. A mat deem ass et ganz schwierig, e Sozialdialog ze féieren.

De Gouvernement huet d'Crise sanitaire ausgebuff. D'Noutstandsgesetz gouf hei am Parlament gestëmmt. D'Employéé krute vun der Regierung verbueden, op hir Aarbecht ze goen. D'Regierung huet Mesuré geholl, fir d'Employéé finanziell zu énnertzteten. Anerer hu vun doheem aus geschafft. Dat Ganzt ass op Initiativ vun der Regierung aus der Staatskeess, mat engem groussen Acte de solidarité nationale, géif ech emol soen, méiglech gemaach ginn. An ech muss soen: och ouni Sozialdialog.

Wéi stet et ém de Sozialdialog um Niveau vun den Entreprisen? De Confinement war eng Épreuve d'effort fir den Dialogue social. Am Betrib goufen d'Employéé vun där selwechter Entreprise vun engem Dag zum aneren an de Chômage, de Chômage partiel oder den Tele-travail versat. Hei huet déi sanitär Urgence warscheinlech och derzou gefouert, datt d'Decisiounen ganz schnell geholl hu misse ginn. D'Distanz erschwéiert natierlich dorivwer eraus och nach d'Aarbecht vun den Delegatiounen am Betrib.

Et wier interessant ze wéessen, ob den Aarbechtsminister iwwer seng Administratioun,

d'Inspection du travail et des mines, d'ITM, méi iwwert dat sozial Klima an de Betriben weess. Gouf et méi Plainte bei der ITM sät dem Ufank vun der Covid-19-Kris, a Relatioun natierlech émmer zu der Kris selwer?

Wéi gesot, an der Urgence war leider och de Sozialdialog en éischt Affer vun der Kris. D'Decisiounen goufe séier an och ouni Consultatioun geholl. Mam Deconfinement muss also och elo e Retour vum Sozialdialog stattfannen. Um nationalen Niveau huet d'Regierung dat jo scho mat enger Serie vu Reuniounen agelaut.

Déi vum Virus ausgeléiste Kris ass eng Geleeënheet, fir nees zu engem nationale Konsens ze fannen. Mee dat ass net einfach. An de leschte Jore gouf et émmer nees Konflikter zwéschent de Sozialpartner, wéi dann elo en nationale Sozialdialog kann ausgesinn an a wéi enge Gremien deen nach soll stattfannen.

Eng national Tripartite ass sécher e ganz wichtig Zeechen. Et weist, datt d'Regierung d'Ambition huet, d'Sortie aus der Kris op Basis vun engem gesellschaftliche Konsens virunzebrén-gen. Mee d'Parlament ass och mam Sozialdialog befasst.

De Projet de loi 7518, dat ass d'Ratifikatioun vun der OIT- oder BIT-Konventioun 144 iwwert d'Consultation tripartite, ass jo elo um Instanze-wee. Dëse Projet ka sécher mat eiser Héllef an eiser Ennerstzung zu enger Verbesserung vun dësem Sozialdialog báidroen. An am Kader vun der Verfassungsreform hu mir hei am Haus jo och Iwwerleunge gefouert, de Sozialdialog an eiser Constitutioun ze verankeren. Mir schéngé jo och hei e Konsens ze fannen.

Dëse Sozialdialog gétt och am Traité vun der Europäischer Unioun am Artikel 152 als Zil vun der Sozialpolitik vun der EU definéiert, esou wéi mir et zu Létzebuerg an der Vergaangenheit scho praktizéiert hunn.

Fir eis Gréng ass et och wichtig, follgend Realitéit ervirzesträichen: 50 % vun den Employéen hu Kee Contrat collectif. Kollektivvertrag sinn e ganz essenziell Instrument vun eisem Aarbechtsmaart an an der Sozialpartnerschaft. Mee net all Salarié schafft an engem Betrib oder Secteur, wou et aktuell e Kollektivvertrag gëtt.

Wat heesch Sozialdialog fir déi Employéen, déi an engem Secteur ouni Kollektivvertrag schaffen? Hei wier de Moment an d'Plaz, fir dësen Theema unzegoen, am Parlament. Sollte mir net als Parlament iwwert de gesetzleche Kader vun de Verhandlungen nodecken a kucken, wéi mer eng Auswältung vun de Kollektivvertrag encourageéieren kenne?

Fir dës Problematik awer besser ze verstoen, do feelen eis nach eng Rei Elementer. Do muss beispillsweis oder soll beispillsweis de Statec e kloren Optrag kréien, fir dee Suivi ze maachen, wéi een Undeel vun eisem Emploi zu Létzebuerg énner Kollektivvertrag fält.

Ech kommen zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dofir och follgend Konklusioun vun eis Gréng: De Sozialdialog huet sech fir Létzebuerg, fir eist Land, verdéngt gemaach. Hien ass en Element vun eisem Zesummenhalt a Liewen. Et ass de Modell Létzebuerg. Mir sollten hie schätzen, uppassen an ausbauen!

Ech soen lech vill-mools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Back. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jeff Engelen (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech wéll fir unzéfanken, datt ech et net vergiessen, dem Kolleeg Marc Spautz Merci soe fir dés Heure d'actualité.

Beim Ufank vun dësem État de crise ass kee gefrot ginn. Et huet misse gehandelt ginn. Et war dréngend. Elo beim Deconfinement, wat de Moment nach deels énnert d'Gesetzgebung fält vun dem aktuellen État de crise bis de 24. Juni, do hätté mir ons gewünscht, datt d'Regierung sech beim Eraiscklammern oder beim Eropfuere vun der Ekonomie mat de Sozialpartner ofgeschwat hätt. Zum Beispill, et hätt ee kenneen do en Zäitraffer opstellen, wéi een déi eenzel Etappe ka méeschteren. Dat hätt vill onnétz Diskussionen verhennert a jiddereen hätt sech kenneen am Virfeld aneschers oder besser organiséieren.

Zweetens, déi eenzel Phase vum Deconfinement, do hat d'Regierung wuel d'Chamber reegelméisseg informéiert, mee déi eenzel Sozialpartner an deem Mooss net. Dat huet een all déi Zäit elo héieren un deene villen Echoen, déi an der Press ze héieren an ze lieze waren.

Dobái ass de Sozialdialog ganz wichtig. Hei hätte mir ons gewünscht, datt méi Dialog do gewiescht wier. Ech mengen, eng Tripartite huet sech hei am Land iwwer 40 Joer bewäert, zwar mat Héichten an Déiften, wéi iwwerall a

mat alle Partner. Wéi dés Regierung viru siwe Joer ugetratt ass, du war hire Slogan „Dialog“, mee et war en dënnen Dialog. Mee et ass ni ze spéit, fir et gutt ze maachen. An am Liewe muss ee feststellen, wa jiddereen agebonne gétt, dann hélleft en och éischter mat droen. An ech mengen, dat ass wichtig, datt mer eis an därf Saach do Leitlinne ginn.

Besonnensch gëllt dat elo, wou mer d'Ekonome héichfueren. A mir wéissen all, datt dat keng einfach Zäit gétt. Et gétt eng schwierig Zäit, eng ganz schwéier Zäit, wou mer warscheinlich finanziell nach Joerzéngten drun droen.

Dobái ass et wichtig, datt mer mat alle Partner schwätzen. Well no enger Wirtschaftskris kénnt jo bekanntlech eng Sozialkris hannendrun. Et muss een duerfir all Meenung vun all Partner eranhuelen, dat huet ee scho geléiert. Ech hat emol e Kolleeg, en erfuerene Mann, deen huet mer virun 30 Joer mat op de Wee ginn: „Du muss émmer kenne mat egal weem an iwwer egal wat fir e Sujet matenee schwätzen.“ A wann ee matenee schwätz, da kénént och epes eraus. Dann huet ee keng Oppositoun, net an deem Mooss, wéi et ass. Mee, ech mengen, dann hélleft een droen.

An deem Senn do begréisse mer, datt elo zwar eng Tripartite ass, mee et huet een awer schonn héieren, datt déi huet misse vun anere Leit gefuerert ginn. An ech mengen, et wier besser, et wier een do virun de Won gespron-gen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Engelen. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (dái Lénk).**- Merci, Här President. Deem, wat mi Sozialdialog nennen, läit d'Ausenanersetzung vun engem fundamentalen a konstituierenden Interessekonflikt zugrond: Op därf enger Säit sinn déi, déi iwwer Kapital verfügen an iwwer Produktionsmöyen, an op därf anerer Säit déi, déi hir Aarbechtskraaf verkafen un déi aner. Dat ass e fundamentalen Interessekonflikt, deen traditionell „Klassenkampf“ heescht, an deem seng gezäamte Form „Sozialdialog“ heescht.

De Sozialdialog hält zu Létzebuerg um nationalpoliteschen Niveau traditionell d'Form vun der Tripartite un. A reegelméisseg Ofstänn oder wa wäitgräifend Entscheidungen dat néideg maachen, setze sech Salariats-, Patronats- a Regierungsvertreider un een Dësch a versichen, e Kompromiss ze fannen. A fir datt dat effikass fonctionéiere kann, gouf dése Prozess och institutionaliséiert mat permanente Gremien, déi dës Verhandlunge vibbereeden a koordinéieren sollen. An d'Regierung huet dobái de Lead. Ouni hir Initiativ kénént an der Regelung et wier Tripartite zusummen.

Also ech mengen, datt ee festhale muss, datt de Sozialdialog keng bisounours Veranstaltung ass, mee datt et doréms geet fir ze probéieren, déi énnerschiddlech Interessien énnert der Schiermeherrschaft vun der Regierung énner een Hutt ze kréien. An dat fonctionéiert emol, dat fonctionéiert awer och emol net.

An et kann ee soen, datt zénter der leschter grousser Kris, nämlech zénter 2008, de Sozialdialog schwéier lädéiert ass. Et gouf deemoos kee Kompromiss. D'Regierung huet ee Spuer-pak nom aneren iwwer e puer Joer opgeluecht géint de Widerstand vun de Gewerkschaften, déi deemoos zu Recht Angsch haten, d'Leit misste fir d'Kris bezuelen, déi vun de Finanzmäert ausgelést ginn ass.

An déi Entwicklung, musse mer feststellen, déi zitt sech och bis haut fort. Och an der Covid-kris, vum Shutdown duerch déi eenzel Deconfinementsphasen erduerch, sinn d'Gewerkschaften net matabeu gewiescht. Si sinn zwar evenuell informéiert ginn iwwer déi Decisiounen, déi d'Regierung geholl huet, eventuell och informéiert ginn, ier d'Press informéiert ginn ass, mee abezu ware se net, an dat obwuel si jo awer déi waren, déi d'Interessie vun de Salariéé vertrueden hunn, déi eis mat hirem Courage an hirem Asaz iwwerhaapt emol eréisch d'Leit misste fir d'Kris bezuelen, déi vun de Finanzmäert ausgelést ginn ass.

D'Regierung ass émmer erém virgeprescht mat Annoncen, sieft et bei der Aarbechtszäit, bei der Reouverture vun de Schoulen oder insgesamt bei der Deconfinementsstrategie, ouni dobái déi sougenannt Sozialpartner matanzbezéien. A bei der Ausaarbechtung vun de Covidgesetzter ware si bis zum leschten Ament ausgeschloss. An den Taskforcé ware si, zumindes d'Gewerkschaften, och net vertrueden. An dat huet an eisen Aen zwee Problemer mat sech bruecht: Engersäits gouf et dowéinst émmer erém widderspréchlech Aussoen oder Decisiounen, déi den Dag drop oder kuerz drop erém hu misse revidéiert ginn oder zu Recht gebeugt

ginn oder richtegestallt ginn. A wat ganz vill zu deem báigedroen huet, wat Méssverständnisser, Duercherneen an eng mangelhaft Kommunikatioun war.

Aneräsait, an dat ass awer an eisen Ae méi schlëmm, hu mer duerch den Alleingang vun der Regierung och e Retard kritt bei der sozialer a wirtschaftlecher Politik fir d'Zäit, déi elo wäert ugoen.

Déi Mesuren, déi mer an den nächsten Deeg wäerten decidéieren, déi en Deel vun engem Relanceplan sinn an déi eis awer an der Form vun zesummegefleckte Gesetzer virleien, si vir-drudn och net mat de Sozialpartner ausgehandelt ginn.

An domadder riskéiert ee wichtig Element, nämlech wéi mer d'Zukunft vu Létzebuerg gestalte sollen, an enger Form ze geschéien, wou déi droend Acteure vun därf Zukunft net matagebonne sinn.

Duerfir menge mer, datt d'Decisioun fir eng Tripartite, déi elo fir Juli annoncéiert ass, richteg ass. Mee ech mengen, datt déi Tripartite just en Ufank ka si vun enger ganz grouss gesellschaftlecher Debatt ronderém d'Zukunft vum Land, déi wäit iwwert déi Gesetzer erausgeet, déi mer elo an deenen nächsten Deeg hei votiéiere wäerten. An do gehéiert och d'Abézéie vun deenen antagonistischen Interessien, déi eis Ekonomie duerstellen, dozou.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, leíif Kolleginnen a Kollegen, ech wéll als Alleréisch der CSV a virun allem och dem Marc Spautz Merci soe fir dés Aktualitéitsstonn, well si ass alles anescht wéi anodin.

Grad an dësen Zäiten, déi geprägt si vun Onsécherheit an Zukunftsängscht, sollte mer de Sozialdialog ganz grouss schreiwen. D'Gewerkschaften hunn hire Wëllen, fir sech mat der Regierung un een Dësch ze setzen, schonn zénter dem Ufank vun der Coronakris verlaude geloos.

Och mir Piraten hunn eis derfir ausgeschwat, de Sozialdialog un déi éisch Plaz, nieft der wirtschaftlecher Relance, ze setzen. Dofir hate mer ewell viru Kuerzem hei an der Chamber an enger Motiou gefuerert, fir e Rapport spécial de sortie de crise zesumme mat der Zivilgesellschaft auszeschaffen. Dozou wäert et, wéi d'Majoriéit et heibannen decidéiert huet, net kommen, well d'Motiou gouf ofgeleent.

Här President, scho virun der Coronakris koume säitens dem Patronat Stëmmen op, an ech wéll hei keng Nimm nennen, déi gemengt hunn, de Modell vun der Tripartite wier obsolet, well net konsensfaeg. Ech erénnere mech un eng Emissioen op der Antenn vun RTL, wou émmer erém vun „Dialog“ geschwat gouf. Dësen Dialog sollt, wann et nom Patronat geet, just nach an enger Zweeerkonstellatioun gefouert ginn an net méi an enger Dräierkonstellatioun.

Mir Piraten halen et awer grad an de Krisenzäiten fir imminent wichtig, datt mer elo keen Dialogue de sourds féieren. D'Tripartite huet eisem Land ewell fréier aus schwéieren Zäite gehollef, an dat geneesou am Senn vun de Patrone wéi an deem vun de Salariéen.

Haut liewe mer awer an aneren Zäiten, kéint ee mengen. Zum sozialen an ekonomeschen Aspekt geselle sech och nach aner politesch Agendaen, wéi notamment de klimateschen Enjeu oder dee vun der Cohésion sociale.

Här President, leíif Kolleginnen a Kollegen, de Lockdown ass eriwwer. D'Verbreedung vum Virus schéngt ofgeschwächt an den État de crise geet lues awer sécher op en Enn. No der sanitärer Kris riskéiere mer awer elo, vun enger wirtschaftlecher a sozialer Kris getraff ze ginn. D'Konsequenzen vun dëser Entwicklung können énner Emstänn desastréis sinn. Och virun der Kris hate mer a Saachen Aarmut, Accès zum Logement, Klimaziler oder sozial Kohäsion ewell Nohuelbedarf.



zesummen un den Dësch setzen, fir d'Problemer, déi mer hunn, an déi, déi eis bevirstinn, gemeinsam unzepaken. Mir gesinn awer och, datt de Sozialdialog muss reforméiert ginn. Eng Tripartite ass schéin a gutt, mee mir brauchen e moderne Sozialdialog, deen iwwer eng reng Tripartite erausgeet an deen och aner Acteure vun der Zivilgesellschaft mat un den Dësch hält.

Wien haut e Gesetz mécht, dee muss méi Parametere matabezéien, wéi dat nach virun 20 Joer de Fall war. Mir liewen an enger Zäit, wou keng Decisioun méi ka getraff ginn, ouni de sozialen, ekologeschen, demokrateschen an digitalen Aspekt ausser Uecht ze loosken (veuillez lire: Aspekt mat ze betreuechten).

Här President, mir liewen am Zäitalter vun de Reseauen. Och d'Politik kann dovu profitéieren, fir gutt Gesetzer ze maachen: Gesetzer, déi mat de Biergerinnen a Bierger ofgestëmmt sinn, Gesetzer, déi basisdemokratesch legitiméiert sinn, Gesetzer, déi contrairement zu fréier kee méi ausschléissen an eng Hellewull u Parametere matabezéie können, jo, sougouer müssen.

Wa mir wölle Konsequenze vun der Kris anticipéieren, da kommt, mir hunn de Courage, mat de Biergerinnen a Bierger ze schwätzen: Wou leien d'Doleancen? Wéi kenne mer e Maximum u Biergerinnen a Bierger mat eiser Politik erreechen? Wéi kenne mer wierklech e Sozialdialog op d'Rei bréngen?

Mir duerfen net riskéieren, datt dat, wat mer hei schwätzen, dobausse kee Mensch méi erreich. Mir müssen net némmen ufánken, d'Zivilgesellschaft aktiv anzebannen, an dat op villes Niveauen, mee mir müssen och ufánken, iwwer alternativ Participatiounsmodeller nozedken, zum Beispill „liquid democracy“. Well, Här President, ech soen lech eppes: Déi Leit, déi d'Politik haut vergésst, bei deenen d'Mesuren net gräifen, déi wende sech vun der Politik of. An dat ass grav.

Mir Piraten si fir e modernen, participativen, sozialen an ekologeschen Dialog, dee sech den Enjeue vun haut a muer bewosst ass, deen d'Leit sech bedeelege léisst, deen de Biergerinnen a Bierger d'Gefill gëtt, datt d'Politik fir si do ass, fir hinnen an hirem alldéegleche Liewe wierklech ze hëllefen. An dat heesch, fir den Eenzelen an d'Kollektivitéit an de Vierdergrond ze stellen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci vill-mools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

#### Prises de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.- Merci, Här President. A merci och dem Här Spautz, fir dës Aktualitéitsstonn, mengen ech, zum richtegen Zätpunkt gefrot ze henn. Et ass effektiv elo dee richtegen Zätpunkt, fir sech iwwert den intensivierete Sozialdialog ze ennerhalen a wéi een dee sollt organiséieren.

Ech mengen, et ass kee Geheimnis, dass d'Regierung vun Ufank u gesot huet, dass eng Tripartite ze organiséiere matten an engem État de crise wuel net déi richteg Mesure wär, mee dass ee sech misst Zäit loosken, fir dat virzebereeden. Déi Zäit ass elo komm. An dass d'Regierung de Sozialdialog ganz eescht hält, dat gesitt Den eleng un deem Fait, dass haut dräi Ministeren hei sinn, fir dës Debatt nozelauschten, och wa mer eis d'Wuert ginn hunn, dass net jiddweree wäert d'Wuert elo hei huellen, well dat soss de Kader wäert sprengen. No mir wäert da just nach de Franz Fayot d'Wuert iwwerhuelen.

Den Här Spautz huet gesot, en hätt d'Gefill gehat, de Staatsminister hätt eppes géint d'Tripartite. Ech muss lech soen, Här Spautz, wann Der dat Gefill hat, dann hat Der e falscht Gefill.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Dan Kersch**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.- Dann huet Äert Gefill lech getäuscht, well jo an der Tëschenzäit feststeet, dass eng Tripartite soll organiséiert ginn, an zwar sougouer och schonn en Datum am Raum stéet - ech mengen, et ass den 3. Juli -, wou mer eis da wäerten zu dräi Partner treffen, fir iwwert d'Zukunft vum Land ze diskutéieren.

An d'Regierung huet, mengen ech, gutt dru gedoen, fir, éier mer eis zesummesetzen, eng Rei vu Spillreegle festzehalen: engersäits, dass, wa mer eng national Tripartite zesummeruffen, mer net iwwer sektoriel Problemer wäerte schwätzen, an zweetens, dass mer eis d'Wuert

ginn hunn, dass d'Partner allegueren eng gewësse Confidentialitéit wäerte behalen, fir net d'Verhandlunge vu vireran zum Scheiteren ze verurteelen. An allegueren d'Partner ware sech eeneq, dass mer sollten esou virgoen.

Ech mengen, dass et wichtig ass, dass mer déi Tripartite hei gutt, ganz gutt vibbereeden. Duerfir huet d'Regierung och decidéiert, d'Theemen net vu vireran oder vun uewen erof festzeleeën. Mee mir hunn d'Sozialpartner opgefuerdert, selwer Virschléi ze maachen, wéi eng Theemen dass sollen diskutéiert ginn an och, op wéi eng Aart a Weis dass se sollten diskutéiert ginn, fir dass mer de Feeler net widderhuele vun der leschter Kris, wou ee sech emol an der Analys net eeneq war. A wann ee sech an der Analys net eeneq ass, ass et natierlech schwéier, fir herno zu gemeinsame Resultater ze kommen.

De Sozialdialog, iwwregens, war am État de crise net ausgeschalt, sou wéi dat awer hei bei deem engen oder anere Riedner ugeklungen ass. An och ouni formell Aberuffung vun enger Tripartite huet e ganz gutt fonctionéiert.

Ech selwer hunn zesumme mat der Héllef, wat deen ee Volet ugeet, vum Franz Fayot zwee ganz wäitgeéend Arrangementer fonnt, déi vun alle Sozialpartner sougouer énnerschriwwen gi sinn: engersäits wou et dréims gaangen ass, en Arrangement ze fannen, dass déi Leit, déi an Zukunft Chômage partiel kréien - elo si mer schonn an der Vergaangeneheit -, mee déi Leit, déi da Chômage partiel kritt hunn, dass déi net énnert de Mindestloun falen duerch déi berütt 80 %-Reegeling, eng Reegeling, déi vun alle Sozialpartner énnerschriwwen ginn ass an déi mer dann och esou éngesat hunn, a last but not least och dat Arrangement, wat mer elo eréischt viru Kuerzem fonnt hunn, wéi mer dann de Chômage partiel bis un d'Enn vum Joer wäerte reegelen. Och hei waren d'Sozialpartner alleguerete bedelegt an hunn allegueren hiren Input erabruucht, fir dass mer eng cohärent Léisung do konnte presentéieren.

An och déi Bipartitten, an da widderhuelen ech dat Wuert, wat de Staatsminister gebraucht huet, ware keng „Kaffiskräñzercher“, wou mer just nogelauschtet hunn, mee do hu mer eng ganz Rei vun deene Virschléi, déi souwuel vu Patronatssäit komm si wéi och vu Gewerkschaftssäit komm sinn, an eise Moossnamepak matafléisse gelooss.

D'Loyersbrems war eppes, wat vun de Salariée gefrot ginn ass a wat mer mat an eise Moossnamepak opgeholl hunn. D'Héllef weiderféiere fir d'Betriber, haapsächlech och geziilt Héllef fir d'Betriber, dat war eppes, wat mer am Detail och mat de Patronen diskutéiert hunn a wou eng ganz Rei vun hire Virschléi matagefloss sinn.

Déi berütt Reegeling, vun där ech virdruscho geschwat hunn, dass keen énnert de Mindestloun fält, war u sech geduecht bis zum Enn vum État de crise. Mee opgrond vun enger Diskussioun, déi d'Gewerkschafte mat opbruecht hunn, hu mer decidéiert, fir déi bis mindestens zum Enn vum Joer weiderféléieren.

An dann de Congé pour raisons familiales, dee mer weiderféléiere bis de 15. Juli op eng ganz, soen ech mol, mëtschgieweg Aart a Weis, och dat ass eppes, wat vun de Gewerkschaften zu Recht an d'Diskussioun erabruucht gouf a wat mer opgeholl hunn.

A sougouer de Virschlag, dee jo vun der Chambre des Salaris kénnt, fir all Bierger e Bong vun 200 Euro ze ginn, ass, an enger verännerter Form wuelwéssend, awer och éngesat ginn, andeem dass mer all Bierger e Bong vun 50 Euro zur Verfügung stellen, deen iwwregens och fir Frontalieren ass, fir dann eis Hotellerie hei zu Lëtzebuerg ze treffen.

Mir mengen iwwregens, dass dat méi zilférerend ass, wéi jiddwerengem Eenzelnen 200 Euro ze ginn - iwwert de Betrag kann een émmert schwätzen -, déi een da kann ausginn, wéi e wéllt. Et helleft eiser Lëtzebuerger Ekonomie net ganz vill, wann déi Suen herno bei Amazon gëffen ausgi ginn. Dofir menge mer, dass et besser ass, fir dat zilférerend op eis Lëtzebuerger Ekonomie dann och auszerluchten.

An dann hate mer stänneg Gespréicher mat de Sozialpartner, och während der ganzer Kris. Eng Hellewull vun deene Krisereglementer, déi mer geholl hunn, fir d'Salariéen ze schützen - ech schwätzen zum Beispill vum Schutz virum Licencement während dem État de crise oder dass mer de Chômage verlängert hu fir déi Leit, déi vum Chômage beträff sinn, oder dass mer déi Leit, déi am Reklassement sinn, geschützt hunn iwwert déi Règlement-de-crisen -, dat war d'Ergebnis vun enger ganzer Rei vun Diskussiounen, déi mer mat de Sozialpartner wärend dem État de crise gefouert hunn.

Et ass also falsch ze behaapten, de Sozialdialog hätt wärend der Kris net fonctionéiert. De Contraire ass sougouer de Fall. Ech hat sougouer den Androck, dass méi intensiv an och méi offe ma-

teneen diskutéiert ginn ass. Och wann de Sozialdialog, an dat ass vlächt richteg, an der Kris net émmert virun de Kameraen an der grousser Effentlechkeet stattfonnt huet, esou war en dach ganz intensiv. An ech mengen och, dass et gutt war, dass mer esou virgaange sinn.

Ech wollt just vlächt da „pour la bonne histoire“ eng Kéier nach hei énnesträichen, dass deen Arrangement, dee mer fonnt hunn, wéi mer mam Chômage partiel solle weiderfueren, wierklech an engem klasseschen Tripartite-Modell fonctionéiert huet an och éngesat ginn ass. An déi Demande ass da komescherweis sougouer vun der UEL komm, fir eis op deem doten Niveau ze treffen, fir dann en Arrangement ze fannen zu dräi, wéi mer mam Chômage partiel bis zum Enn vum Joer sollte weiderfueren.

Et gesäßt een also do eng gewësse Bewegung dran, déi insgesamt och bei de Patronen do ass, fir aneschters un d'Fro eruzegoen, wéi dat nach vlächt virun der Kris de Fall war.

An ech sinn net der Meenung, dass d'Regierung vlächt besser gehat hätt, esou wéi dat elo hei ugeklungen ass, „virun de Won ze sprangen“. All Kéiers, wann ee virun de Won spréngt, da riskéiert een, dass een énnert d'Rieder kénnt. An ech mengen, wa mer an dësem Fall, an dat soll ee wéssen, wa mer an dësem Fall hei énnert d'Rieder wäerte falen, dann ass de Sozialdialog, esou wéi mer en zu Lëtzebuerg zénter Jorzungéte kennen, fir éiweg dout. Duerfir ass et richteg, fir net virun de Won ze sprangen a fir déi Tripartite hei, esou wéi mer et geplant hunn, wierklech am Detail ze prépareréieren, fir dass mer och eng Chance hunn, dass et eng Reussite gëtt.

Dat wéllt net heesch, dass et par force eng Reussite gëtt. Och wa mer et gutt vibbereeden, heesch dat net, dass mer onbedéngt elo scho wéssen, dass et herno eng Reussite gëtt. Mee mir müssen alles maachen, fir d'Chancen esou grouss wéi méiglech ze maachen, dass mer eben hei zu gudde Saache kommen.

D'Instrumenter vum Sozialdialog hu während dem ganzen État de crise net geschlof. Den CES ass eent vun deenen Instrumenter, an ech wéll dann hei soen, well den Teletravail och hei nach eng Kéier kuerz en Theema war, dass mer ausgemaach hunn, dass fir d'éischt den Avis vum CES ofgewaart gëtt - dee soll virun der Vakanz nach kommen, spéitstens awer am Hierscht -, éier d'Regierung wäert eng Initiativ huelen, fir d'Sozialpartner zu genau deenen doten Theemen nach eng Kéier ze consultéieren.

Et ginn nach weider Gremien: De Comité de conjoncture, dee praktisch zweemol an der Woch getaagt huet - e Modell vum Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg! -, zweemol an der Woch, kann ech soen, hu mer eis praktisch getraff, de Comité de coordination tripartite, dann de CPTE, wou mer eng Rei Couacken dran hate virun der Kris, wou ech awer elo eng ganz Rei vu Chancé gesinn, fir deen erém nei ze believen, a last but not least d'Quadripartite.

De Sozialminister ass heibannen. Muer de Moie wäert en d'Partner gesinn. An en huet sech jo och schonn engagéiert, der Chamber an ausféierleche Rapport iwwert déi Gespréicher virzelleen. An och iwwert d'Pensiounen, wat jo kuerz ugeschwatt ginn ass, wäert spéitstens 2021 e Rapport erauskommen, wou mer dann allegueret wäerten driwwer diskutéieren, wéi et an deem Beräich wäert weidergoen.

D'Bekämpfung vum Chômage, dat ass richteg, wäert eng vun deene groussen Erausforderunge ginn a bleiwen. Mir hate jo scho kuerz heiriwwer geschwat.

Ech wollt nach kuerz soen, dass ech also der Meenung sinn, dass mer dee Sozialdialog, deen elo uestet, als eemoleg Chance sollte gesinn, fir dést Land erém zesummenzféieren. D'Regierung ass dozou bereet!

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci vill-mools, Här Kersch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhelt elo den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie.- Merci, Här President. Och vu menger Sait merci un de Marc Spautz fir déi Heure d'actualité, déi en initiéiert huet. Et ass scho ganz vill gesot ginn an ech géif just nach gären e bësse méi prezis agoen op dee wirtschaftliche Kontext, deen hei maassgeblech ass an deen och natierlech e ganz staarke Lien huet mat därs sozialer Fro.

Et ass schonn e puermol gesot ginn, de Statec huet et och elo nach d'lescht Woch constatéiert a senger leschter Note de conjoncture: D'Land wäert enger Rezessioun entgéintkucken, enger déiwer Rezessioun, héchstwarscheinlech ém déi fénnef bis sechs Prozentpunkte Rezessioun fir dést Joer. Da geet de Statec, wéi och d'Europäesch Kommissiou, dervun aus, dass mer eng relativ staark Reprise

kréien. Dat ass dee faméise „scénario en v“, wou mer dann och d'nächst Joer géifen erém 6 % wüessen.

Trotzdem ass et kee gudden Zenario. De Chômage wäert an d'Luucht goen. D'Inégalitéité gi ganz staark ofgefiedert duerch déi Mesuren, déi d'Regierung geholl huet a vun deenen den Dan Kersch och elo geschwat huet. Mee trotzdem ass d'Jobonsécherheet bei de Leit eppes, wat wiisst, an dat ass net gutt. An dofir musse mer deem entgéintwierken.

Ech géif gären an deenen nächste puer Minuten just kuerz agoen op déi Relance, déi mer virhunn, déi am „Neistart“ schonn ugeklungen ass. A verschidde Riedner, d'Carole Hartmann zum Beispill, sinn agaangen op verschidderen vun deene Programmen, déi d'Regierung entscheet huet, fir eeble eise Secteuren ze hëllefen, fir erém aus därs Kris hei erauszekommen, fir erém neie Wuessum ze kréien, am Beräich vum Tourismus, mee awer och de Programm Fit 4 Resilience, dee vu Luxinnovation zesumme mam Wirtschaftsministère, mee och mat deene verschidderen Beruffskummeren initiéiert ginn ass an dee justement de Betriber soll hëllefen, méi resilient, méi résistant ze ginn, fir wann d'nächst Kéier esou eng Kris kénnt, fir do eeble besser draus erauszekommen, mee och, fir besser ze resistéieren an esou Circonstances.

Eppes, wat och wichtig ass, dat ass, dass mer dës Kris an d'Sortie vun dëser Kris net verpasst. Et geet elo drëm an et ass drëm gaangen, fir eis Betriber an och d'Aarbechtsplazene ze schützen, fir ze kucken, dass esou vill wéi méiglech Aarbechtsplazene géife gerett ginn. Dat ass eis gelonge mat der Deelzäit, mat der Kuerzaarbecht, mam Chômage partiel. Mee et geet elo och drëm, fir an der Relance eng Reorientéierung vun eiser Wirtschaftspolitik ze kréien.

Do muss ee kucken, dass et am europäische Kontext bougieret. Dat, wat geschitt fir de Moment an der Europäischer Unioun mat deem europäische Plan de relance, dee 750 Milliarde staark ass a wou wierklech eng historisch Avancée komm ass doduerch, dass d'Länner sech fir d'éischt Kéier an der Geschicht vun Europa eens ginn, eng Dette ze mutualiséieren, zesumme solidaresch ze investéieren a wierklech eng Verdéitung vun der europäische Politik hinzekréien, dat ass eppes, wat remarkabel ass a wat mech optimistesch stëmmt. Ech weess, dass dee Pak nach net am Dréchenen ass, dass do nach ganz vill Traktioune sinn, déi amgaange sinn. Mee et geet an déi gutt Richtung! Dat ass dat eent.

An och wat d'Orientéierung ugeet vun dësem neien europäische Pak, geet et an déi richteg Richtung. Mir gesinn, dass d'Kommissiou propoosiert, wierklech resolutt a Richtung vu Green New Deal ze goen, dass se och seet, dass mer müssen an d'Richtung vun der Digitalisierung goen an dass d'Gesundheet eppes ass, wou mer ganz staark müssen als Europa dran investéieren.

An dann natierlech d'Realisatioun, dass mer och eis Industrie erém müssen zréck an Europa bréngen, haapsächlech a strategesche Beräicher wéi an de Medikamente, mee awer och an der Produktioun vu Stol a vun anere Matière-premières, déi strategesch si fir eis Industrie.

Dat sinn och Richtungen, déi mer zu Lëtzebuerg huelen, déi mer scho geholl hu virun der Coronakris an déi elo u sech renforcéiert ginn, déi acceleréiert ginn no dëser Kris. Dofir benotze mer dësen Après-crise, dës Sortie de crise, fir déi Richtungen do ze verstärken.

An een Instrument, wéi mer dat maachen, dat ass am Neistart-Pak dran, dat ass e Projet de loi, deen um Instanzewee ass. An dat ass eppes, wou mer Pionéier sinn an Europa. An ech géif dat hei wierklech gären énnesträichen!

Mir hinn een Aideninstrument, wou mer massiv Investissementer subventionéieren do duerch, dass mer bis zu 50 % Héllef gi fir Infrastrukturen, déi émweltfréndlech sinn, fir Infrastrukturen, déi konform sinn zu der Digitalisierung, an nach eng Kéier eng Tranche dozou fir de Beräich vun der Kreislaufwirtschaft. Dat heesch, wann e Betrieb investéiert an nohalte Investissementer, an Digitalisierung, an dobäi nach en Element huet vu Kreislaufwirtschaft, wou mer allegueret wéssen, dass dat d'Zukunft



# SÉANCE 43

MERCREDI 17 JUIN 2020

madder. Mee wa mer gären déi sozial Kris esou kleng wéi méiglech gestalten, wa mer gären dat alles offiederer, wa mer gären d'Leit an der Aarbecht halen, wa mer och déi Leit, déi hir Aarbechtsplatz verléieren, an dëser Kris erëm gär géife fir en neien Job fit maachen, da musse mer an déi Richtung goen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

## 13. Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite)

Mir kommen dann elo zur Diskussioun respektiv dem Vott vun där Motioun, déi am Ufank vun der Sitzung vun der Madamm Martine Hansen am Numm vun der CSV-Fraktioun deposéiert gouf.

Sinn do Wuertmeldungen do? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(**Interruption**)

De Vote électronique ass gefrot vum Här Roth.

**Vote sur la motion**

De Vott fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Lucht hiewen, wannechgelift.

**Appel nominal (votes par procuration)**

Domadder ass dës Motioun mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc

Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

## 14. Ordre du jour (suite)

De Projet de loi 7603, dee fir en Donneschdeg virgesi war, ass an der Tëschenzäit fäerdege. Ass d'Chamber d'accord, datt mer dése Projet als leschte Punkt op den Ordre du jour vu muer Mëttwoch huelen?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou decidéiert.

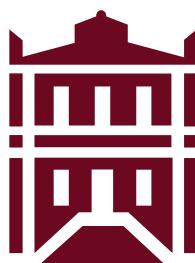
Domadder si mer um Enn vun der Sitzung fir haut ukomm. D'Chamber kënt muer de Mëtten nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

An alleguer déi, déi an der Santékommissiou respektiv an der Justizkommissiou sinn, déi mussen heiblewei fir eng Réunion jointe vun deenen zwou Kommissiouen.

Merci villmools.

(**La séance publique est levée à 16.35 heures.**)



# SÉANCE 43

MERCREDI  
17 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

### 2. 7588 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions :

1° des articles L. 151-1, alinéa 1er, et L. 151-4, du Code du travail ;

2° de l'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'Etat, dans les établissements publics et dans les écoles ;

3° des articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

4° des articles 22, 25, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum

- Discussion générale : Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 3. 7604 - Projet de loi portant dérogation :

1° aux chapitres 2 à 3quarter de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

2° à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum

- Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Gilles Baum) - M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 4. 7579 - Projet de loi portant dérogation à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum

- Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Viviane Reding - Mme Françoise Hetto-Gaasch (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 5. 7603 - Projet de loi portant

1. dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;

#### 2. modification du Code du travail

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel

- Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Ministre.

(**La séance publique est ouverte à 15.00 heures.**)

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Ech bieden direkt èm Äert Versteedemech, datt mer d'Sitzung mat enger Stonn Verspéléidung ugefaangen hunn, well nach eng Kommissioussitzung war vun der Santékommissiou zesumme mat der Commission de la Justice.

## Le Saviez-VOUS ?

### AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

### 2. 7588 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions :

#### 1° des articles L. 151-1, alinéa 1er, et L. 151-4, du Code du travail

2° de l'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'Etat, dans les établissements publics et dans les écoles ;

3° des articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

4° des articles 22, 25, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëttég u mam Projet de loi 7588, enger Ofännerung vum Aarbechtsrecht. Et hu sech schonn ageschriwwen:

d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Fernand Kartheiser an den Här David Wagner. D'Wuert kritt elo direkt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum.

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

► **M. Gilles Baum** (DP), rapporteur.- Merci d'Wuert, Här President. Kolleginnen a Kollegen, no zéng Woche „Schoul doheem“ gouf et héich Zäit fir d'Reprise vum Presenzunterrecht. An de 25. Mee war dann dee groussen Dag, wou d'Kanner endlech nees zréck hunn däerfen an d'Schoul goen. Vill vun hinnen hu sech op dee Moment gefreet a konnten et net erwaarden, hir Kolleegen an och hir Enseignantes erëmzegesinn. D'Schoulrentrée war souwuel fir d'Schüler wéi och fir d'Léierpersonale ganz wichtige Schrëtt a Richtung Normalität.

Nieft de Schoulen hunn de 25. Mee awer och d'Betreibungsstrukturen hir Dieren nees opgeamaach. Souwuel d'Maison-relais wéi d'Crèchen, d'Minicrèchen an d'Assistants parentaux duerften hir Servicer nees ubidden.

Genau wéi an der Schoul goufen an dése Strukturen awer déi néideg Mesuré geholl, fir e maximale Schutz fir d'Gesondheet vun de Kanner a vum Personal ze garantieren. Gestes barrières, ech mengen, dat ass mëttlerweil jiddwerengem heibannen an och dobaussen awer e Begrëff.

Duerch déi enk Zesummenaarbecht téschent de Betreibungsstrukturen an der Schoule gouf e spezielle System ausgeschafft, fir d'Unzel vun de Kanner, déi sech glächzäiteg an engem Raum befannen, op e Minimum ze reduzéieren. Sou soll d'Gefor vun der Infektion mam Coronavirüs limitéiert ginn. D'Klasse goufen an zwou Gruppen agedeelt, d'Grupp A an d'Grupp B. An den Unterrecht verleeft op Basis vun engem wéchentleche Wiessel vu Presenzunterrecht a Schoul doheem. Déi Wochen A, do sinn d'Kanner an der Schoul, an d'Woch B, dat ass eng Übungswoch, do si se dann entweeder an enger Betreibungsstruktur, wou se gehollef kréien an ènner Opsicht da kénne schaffen, oder awer si maachen hir Aufgaben, déi se kritt hunn, fir dat, wat se geléiert hunn, ze verdéiwen. Dat däerfe se dann och doheem maachen.



Et ass gewosst, dass vill Elteren opgrond vun hirem berufflechen a familiäre Kontext an him Engagament net émmer d'Méiglechkeet hunn, fir Kanner selwer doheem ze betreien. Wärend der B-Woch kréien d'Kanner also d'Méiglechkeet, déi fakultativ Étude surveillée ze suivéieren, déi an de Betreibungsstrukturen organiséiert gëtt. Vun aacht Auer bis eng Auer éinnerstëtzten dann d'Educateuren d'Kanner beim Léieren a beim Schreiwe vun hiren Hausaufgaben.

Och innerhalb vun de Betreibungsstrukturen dierfe sech d'Schülergruppen net kräizen. Dofir gi mëttes vun 13.00 bis 18.00 Auer zwou verschidde Gruppe fir den Accueil organiséiert. Déi Schüler, déi moies am Unterrecht sinn, fir déi gëtt den Accueil innerhalb vum Schoulgebai organiséiert. Déi Kanner, déi an d'Betreitung ginn an d'Maison relais oder bei d'Assistants parentaux, bleiwen och mëttes dann an därs Struktur.

Dëse Projet de loi schaft eng legal Basis fir d'Organisatioun vun der Kannerbetreibung fir d'Period vum 25. Mee bis de 15. Juli. Dësen Text baséiert sech op verschidden Derogatiounen, déi unhand vum Règlement grand-ducal vum 15. Mee geholl gi sinn. A well dës Derogatiounen awer némme wärend dem État de crise gëllen, brauche mer eng zousätzlech gesetzlech Basis, fir dës Mesurë bis un d'Enn vum Schouljoer, also bis de 15. Juli, ze verlängeren.

Durch d'Opsplécke vun de Klassen ass och de Besoin un Educateure vill méi grouss gi wéi virun der Kris. Fir de Manktum u Personal auszegläichen, huet den Educationministère decidéiert, op d'Hëlfel vu Studenten zréckzegräffen. Dës sollen d'Educateuren an de Betreibungsstrukturen éinnerstëtzten. A laut de Virschréfte vum Code du travail kéint d'Studenten allerdéngs net fir dee geplangten Accueil rekrutéiert ginn. Eischent därf e Student maximal zwee Méint pro Joer schaffen. An zweitens därf der Student just wärend senger Fräizait oder sengen Vakanze schaffen.

Dëse Projet de loi proposéiert eng temporaire Derogatioun par rapport zum Code du travail, déi all Student betréfft, deen iwwert d'Period vum 25. Mee bis de 15. Juli fir den Accueil extrascolaire engagéiert gëtt. An zwar soll dës Period net fir de Cumul vun de maximalen Aarbechtswoche vun zwee Méint consideréiert ginn. Et wëllt een dëse Studenten also och erméiglechen, wärend der grousser Vakanze nach kënne schaffen ze goen, falls si dat wëllen.

Wéi de Bildungsministère betount, sinn d'Tâché vun der Kannerbetreibung mat vill Responsabilitéit verbonnen. A well d'Studenten op Basis vun hire Kontrakter just 80 % vum Mindestloun verdéngen, wëllt en hinnen entgéintkommen a si brauchen deemno keng Steieren op hirer Pai ze bezuelen.

Nieft dem gréissere Besoin u Personal brauche mer och vill méi Raimlechkeeten, fir e sécheren Accueil ze garantéieren. A fir schnellstméiglech nei Lokaler zur Verfügung ze stellen, proposéiert dëse Projet de loi zwou Derogatiounen, déi fir de Fonctionnement vum Accueil en alternance néideg sinn. Déi éischt Derogatioun gesäit vir, dass dës Lokaler direkt kënne benotzt ginn, ouni dass se virdru vun der Generalinspektionen gepréift gi sinn. An déi zweet Derogatioun betréfft all déi Lokaler, déi énnert d'Gesetz vun den Établissements classés falen an déi fir den Accueil en alternance agesat ginn. An dëse Gebaier kënne do déi néideg Embauarbechten, falls der ufalen, ouni prealabel Autorisatioun duerchgefouert ginn.

An engem leschten Artikel proposéiert de Projet de loi e puer Derogatiounen zum Gesetz iwwert de Chèque-service accueil. D'Kannerbetreibung fir de Rescht vum Schouljoer ass fir jiddwéree gratis. D'Eltere ginn also hei vun hirem finanzielle Bäitrag um Chèque-service befreit. Normalerweis mussen d'Eltere fir d'éischt eng Demande d'adhésion maache bei hirer Gemeng, fir kënne vum Chèque-service ze profitéieren. Dëse Projet derogéiert allerdéngs zu därt Prozedur: Déi Elteren, déi bis elo nach net vum Chèque-service profitéiert hunn, brauchen dat net extra ze maache fir d'Period vum 25. Mee bis de 15. Juli, fir un deem Programm deelzuhuelen. An all déi aner Elteren, déi schonn e Contrat d'adhésion haten, deen ofleeft téschent dem 25. Mee an dem 15. Juli, gëtt dee Kontrakt automatesch verlängert.

Eng weider Ännérung betréfft de Montant vun de staatleche Bäihéllefen um Chèque-service. D'Berechnung vun dësem Montant muss un déi nei Horairé vum Accueil en alternance ugepasst ginn. Déi al Horairen, déi an de Kontrakt-

ter vu virun der Kris festgehale goufen, ginn net méi fir de Calcul berücksichtegt. Ausserdem verbitt dëst Gesetz eng Haussé vun de Stonnentariffer. D'Betreibungsstrukturen müssen déi selwecht Tariffer ubidde wéi virun der Kris an däerde keng supplementar Käschte verrechnen.

Eng aner Derogatioun betréfft d'Contrats d'éducation et d'accueil téschent den Elteren an de Betreibungsstrukturen. All Kontrakt, dee virum 25. Mee énnerschriwwen ginn ass, gëtt bis de 15. Juli ausgesat. Doduerch dierfen och keng Prestatiounen op Basis vun dëse Kontrakter fakturéiert ginn.

Zu gudden Lescht gesäit dëse Projet eng finanziell supplementar Hëllef fir d'Betreibungsstrukturen vir. Dës finanziell Énnerstëtzung soll déi negativ Effete vun der Kris ausbalancéieren, déi eventuell wärend der Period vum 25. Mee bis de 15. Juli kéinten optrieden. Niemmen déi Strukturen, déi trotz der Reprise vun hiren Aktivitéiten eng Perte maachen, kënne dës Hëllef ufoen. Eng weider Konditioun setzt natierlech viraus, dass kee Member vum Personal wéinst wirtschaftleche Grënn kann entlooss ginn.

Kolleeginnen a Kollegen, am Kader vun der Schoulrentree war et der Regierung wichtig, d'Chancégéleichheet vun de Kanner ze garantéieren. Dofir huet de Ministère decidéiert, d'Kannerbetreibung bis de 15. Juli gratis ze maachen a soumat den Elteren och nach eng Kéier finanziell énnert d'Aerm ze gräifen. All Kand soll d'Chance kréien, dëst Schouljoer sou gutt wéi méiglech ofzeschléissen. An all Kand soll sái Schoulparcours ouni Retard an ouni Schued kënne fortsetzen.

Durch déi exceptionell Organisatioun vun de Schoulzäiten ass d'Nofro fir d'Betreibungsstrukturen natierlech an d'Lucht gaangen. A fir dësem gerecht ze ginn, hunn de Syvicol an d'Gemengen a kuerzer Zäit d'Raimlechkeete vun de Schoulen émstrukturéiert an zousätzlech Lokaler fir d'Betreitung vun de Kanner en place gesat. Am Numm vun der DP kann ech déi enk Zesummenaarbecht téschent dem Ministère, de Gemengen an dem Syvicol némme luewen. An ech denken, dass se déi Herkulesaarbecht exzellent gemeeschert hunn. E grousse Merci dofir!

An ech ginn och direkt den Accord vun der Fraktiou vun der DP zu dësem Gesetz.

#### ► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vill-mools, Här Baum. Als éischt Riedner ass déi honorabel Madamm Françoise Hetto-Gaasch agedroen. Madamm Hetto, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci awer virun allem och dem Rapporteur Gilles Baum fir sái wierklech explizitte schriftechen an och mëndleche Rapport.

Wéi de Minister am Abrëll seng Iddi presentéiert huet, fir d'Klassen an A- a B-Gruppen opsplécken an déi zwou Gruppen och en alternance a Schouldeeg an Übungsdeeg opzesplécken, war hie sech warscheinlech, ech huelen emol un, der Komplexitéit vu senger Iddi nach net bewosst. Et louch och kee weider ausgeklügelt Konzept um Dësch. A wat d'Schoul, de Syvicol, d'Schoulpresidenten, d'Leit vun de Maison-relaisen an awer och déi Gemengeresponsabel sech méi de Kapp zerbrach hunn, fir dat Ganzt och kënne um Terrain émzesetzen, fir dann och déi A- a B-Gruppe souwuel an de Schoule wéi och an de Maison-relaisen kënne ze trennen, fir A- a B-Bussen anzesetzen, sou dass déi zwou Gruppe sech net géife kräizen, wat sech méi Froe gestallt hunn.

Émmer erém koumen och nei Consigné vum Ministère bái. A wann et am Ufank geheescht huet, et sollt ee just versichen, d'Geséchster an dee selwechte Grupp ze tässelen - d'Schoulpresidenten hunn da ganz äifreg Lëschten opgestallt -, sou huet et eng Woch méi spéit geheesch, et sollt een dach, wannachgelift, och nach duerno kucken, all déi Kanner an dee selwechte Grupp ze setzen, déi och ab 13.00 Auer géife Betreibung brauchen. Kloer, domader konnt Personal agespurt ginn, mee dat, wat virdrun alles schonn ausgeschafft gi war, dat war fir d'Kaz an et gouf nees bei null ugefaangen.

Dat alles hätt wierklech kënne evitéiert ginn, wann e kloert Konzept dès le départ bei der Annonce vun der Reprise um Dësch geleeën hätt. Et war eng Navigation à vue. An et war e richtege Challenge fir d'Schoulpresidenten, fir d'Maison-relaisen an och fir d'Gemengeresponsabelen.

An elo liest een dann, dass de Minister eventuell déi lescht Wochen d'A- a B-Gruppen nees wëllt ofschafen. An do wäre mer natierlech vrou, Här Minister, wann Der eis doriwver këint Kloerheet ginn a wann Der eis dann och këint

soen, wat mat deene Leit geschitt, déi awer elo fir déi Übungswochen, déi jo dann am Fong geholl wäerten ewechfalen, extra agestallt gi waren.

Dat do elo just reng zum organisatoresche Volet. Elo wéilt ech awer eppes soen zu engem Theema, wat weider net ugeschwat ginn ass déi ganz Zäit: Dat ass d'Pedagogik. Well déi bleift hei total op der Streck!

Vertrauenspersonen, Bezugspersounen, wat ass dat dann? Well elo hunn d'Kanner zum Deel mat ganz villen neie Gesichter ze dinn, mat ganz ville verschiddenen Intervenanten. Friemer assuréieren am Haff den Accueil. Si kennen d'Kanner net an d'Kanner kenne si net. Dat schéngt keen ze stéieren! Et war souguer eng Zäit vum SNJ virgeschloe ginn, dass d'Kanner och kéinten, wann Nout um Mann oder u Raimlechkeete wier, an déi aner Structure-d'accueile goen an do vun deene Leit encadréiert ginn, wann dat da misst sinn. Nach friem Leit, nach méi e frieme Kader, nach besser!

An da komme mer zu den Divergenzen, wat d'Bezuele vun de Studenten ubelaangt. D'Studenten, déi an der Maison relais mëttes intervenéieren, déi solle vun de Steiere befreit ginn, wéi mer elo héieren hunn, also speziell remuneréiert ginn. Soi-disant, well si fir den SEA (ndl: Service d'éducation et d'accueil) eng empathesch a besonnesch responsabel Aufgab mat Mannerjärgen iwwerhuelen. A sengem éischt Avis hat de Conseil d'Etat sech och dorunner gestouss. Mee am zweeten Avis huet en dëse „geste de faveur“ akzeptéiert als Erklärung.

Mir als CSV empfannen dat awer nach wie vor als eng Inégalité de traitement. Et gëtt dach bestëmmt och nach aner Studenten, déi an anere Secteure schaffen elo an der Covidkris, déi och responsabel an empathesch Aufgaben iwwerhuelen. Ech denken un den Hospitalier, un d'Altersheimer, mee virun allem awer och un d'Schoul, wou Studenten an den Übungsgruppen intervenéieren. Mir haten och gefrot an der Kommission, fir eng Oplëschung ze kréie fir ze vergläichen, wéi vill Studente mat deene selwechten Ofschléiss géife verdéngen, jee nodeem a wéi engem Secteur se tätteg wieren. Mir sinn nämlech der Meenung, dass een à compétence égale och d'selwecht misst verdéngen. Bis elo hu mer déi Zuelen awer net geliwwert kritt.

An dann d'Kiischt um Kuch: Dee ganze Spaass kascht, laut Fiche financière, 590.000 Euro den Dag zousätzlech zum allgemeine Käschtepunkt vun der Schoul. Et ass bal net ze gleewen: am Ganzen 19 Millioonen! Just zum Verglach: Een Dag vun därt A-a-B-Reprise kascht bal duebel sou vill wéi déi 350.000 Euro, déi de Landwirtschafts- a Wäibauminister gëschter als Direkthéllefen annoncéiert huet.

Mir si frout fir d'Kanner, dass se nees dierfen an d'Schoul goen. Mee mir sinn net frout, éischent, wéi kompliziéiert a wéi deier dat Ganzt ass, zweetens, wéi onkohären an ongerecht och d'Remuneration vun de Studenten ass. An drëttens si mir net frout, dass hei all pedagogesch Iwwerleeunge carrement aus de Féiss geräumt si ginn, fir dat Ganzt mordicus kënne duerchesetzen.

Aus all dësen Ursache wäerte mir als CSV eis bei dësem Projet de loi enthalten.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Hetto-Gaasch. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener agedroen. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Francine Closener (CSV).** - Vill-mools merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, den aktuelle Schoulsystem an A- a B-Gruppen, wéi en zanter dem 25. Mee an der Grondschoul praktiséiert gëtt, huet Auswirkungen op d'Organisatioun vum Accueil extra-scolaire. Vu datt d'Gruppen net dierfen ze grouss sinn, goufen a ginn notamment méi Personal a méi Sall gebraucht. Fir därt Nofro nozkommen, gesäit dëse Projet eng ganz Rei vun temporairen Derogatiounen zu besteeënde Gesetzer vir, wéi de Reporter dat exzellent erkläert huet.

Et ass scho ganz dacks gesot ginn, datt et net einfach war, fir dee ganze System op d'Been ze stellen. An émsou méi positiv ass et, datt déi verschidden Acteure sou gutt a sou effikas zsummegeschafft hunn, souwuel wat d'Organisatioun vum eigentlechen Unterrecht wéi och vun der Übungswoch an natierlech och vun der Reprise vun de Betreibungsstrukturen ugeet.

Et war eng reell Erausforderung fir all déi Concernéiert: Kanner, Elteren, Enseignant, Educateuren, Gemengen a Ministère. Duerfir ass et émsou méi flott, datt et den Émstänn entspreechend gutt fonctionéiert a jidderé sech eigentlech elo och gutt op dee System agestallt huet. An duerfir hoffen ech och, datt

dem Minister säi Virstouss, fir déi lescht zwou Wochen d'Schoul virun der Summervakanz warscheinlech erém „normal“ funktionéieren ze loessen, datt dee Virstouss gutt iwwerluecht a mat allen Acteuren ofgeschwat ass.

Wann et gesondheetlech onbedenklech ass, fir de Kanner e weider Steck Normalitéit zréckzeggin, wa se nees dierfen zesumme bei hiren Enseignant oder hir Enseignante goen, dann éinnerstëtzte mir déi Initiativ natierlech. D'Kanner géife sech immens freeën, dorunner besteet keen Zweifel. Mir géifen dat also éinnerstëtzten, natierlech awer énnert der Konditioun, datt a puncto Organisation a Logistik net elo nach eemol eng Herkulesaufgab op den Terrain duerkéint, an der Schoul oder an de Betreibungsstrukturen. Ech denken an ech gi fest dervun aus, datt de Minister sech däers bewosst ass an dat och net wëllt.

Wann ech dat richteg gesinn hunn, da soll et jo awer op alle Fall bis zum 15. Juli bei den Horaien 8.00 bis 12.00 Auer respektiv bis 13.00 Auer bleiwen. An deem Kontext ass et menger Partei ganz wichteg, datt mer déi richteg Léieren aus dëser Kris zéien. An do ass absolutt iwwerleeënwäert, ob een deen aktuellen Horaire an der Grondschoul net këint esou oder esou änlech bääbehalen. Moies sinn d'Kanner konzentréiert. Déi zwou Pausen, déi elo bestinn, hellefen, datt se och nach bis kuerz virun eng Auer derbäbleiwen. Den aktuelle Modell kënn bei ville gutt un, virun allem bei de Kanner. An ém si geet et jo schliisslech hei. D'Kanner musse bei allen Iwwerleeungen am Mëttelpunkt stoen.

Jiddefalls kënn mir eis als LSAP e Modell vun enger moderner Ganzdagsschoul, wéi mer se schonn zénter Laangem fuerderen, ganz gutt virstellen: moies bis an de fréie Mëttag eran zesumme schaffen, zesummen iessen, fir dann nomëttes disponibel ze sinn, fir Sport, Kultur, vläicht och fir Nohëllestonnen ze maachen. Et wär och net vu Muttwéll, emol méi genee ze kucken, wéi zäitgeméiss de Break vun zwou Stonnen téscht 12 an 2 méindes, mëttwochs a freides nach ass, respektiv ob d'Kanner déi Paus apprécierien, ob se an der Maison relais wierklich zur Rou kommen a sech dann nomëttes nach eemol bis 16.00 Auer kënn konzentréieren. Dat ass eigentlech scho bal eng rhetoresch Fro.

Vill Lycéeën, déi op de System vu Schoul téschent 8.00 an 14.30 Auer inklusiv enger méi kuerzer Mëttespaus émgestallt hunn, hu jo eigentlech scho positiv Erfarunge gemaach. Mir sinn der Meenung, datt en änleche Modell fir d'Grondschoul duerhaus interessant këint sinn, natierlech adaptéiert un d'Besoine vun de méi jonke Kanner an a ganz enker Ofstëmmung mat den Experten vun der nonformaler Bildung.

Dat gesot, Här President, ginn ech zu dësem Projet de loi natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktiou.

#### ► Une voix.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci vill-mools, Madamm Closener. An da wier et un därt honorabler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Djuna Bernard (d'éi gréng).** - Merci, Här President, looset mech domat ufanken, fir dem Reporter en häerzleche Merci ze soe fir sain exzellente schrifteche wéi mëndleche Rapport.

Et gouf scho vill gesot. Ech wëll och elo net méi op den Detail agoen, mee ech wollt ervirsträichen, dass aus deem aktuelle Modell, och wann en aus enger Notsituatioun eraus zustane kommen ass, definitiv och eng Rei positiv Léiere wäerte kënn fir eis gezu ginn, an zwar fir d'Zesummenaarbecht téscht der formaler an der nonformaler Bildung, déi jo scho sätte ville Joren iergendwou parallel niewentee funktionéieren, emol méi, emol besser an heiansdo och emol manner gutt vernetzt agéieren. An ech mengen, dass mat deem aktuelle System déi Zesummenaarbecht nach eng Kéier vill besser ka funktionéieren an dass deen Iwwergang zunee méi smooth an awer och vun de Ressourcen an de Raimlechkeeten hier besser matenee vernetzt ka ginn.

Dat ass, mengen ech, eng Léier, déi wichtig ass an därt mer och sollten an Zukunft e Suivi ginn, grad wa mer kucken, dass mer vill Menschen vu baussen agestallt hunn, fir hei ze agéieren, fir eng Nobereedung ze maache vun den educative Projekte vum Léieren, fir awer och nonformal Léiere matanzebezéien an de Bildungswee vun eise Kanner. Ech mengen, dass dat hei geschitt. An dat ass sécher eng luewenswäert Konklusioun, déi mer hei kënnen zéien.

Natierlech, a puncto Raimlechkeete si mer viru komplett nei Erausforderunge gestallt ginn



# SÉANCE 43

MERCREDI 17 JUIN 2020

klenge Gruppe konnten zesummefannen. An dat ass, mengen ech, och eng flott Konklusoun, dass een dat Léieren an dee Prozess vum Zesummesinn och kann op ganz anere Plaze fanner, wéi zum Beispill och am Bësch, an der Natur, an dass een do och op eng flott Aart a Weis ka léieren.

Ech wollt nach ganz kuerz op d'steierlech Exemptiou fir d'Studenten aus der Kannerbetreuung agoen. Do kénnt de Staat enger Fuerderung vun der FEDAS no, eebe grad och, fir där Inegalitéit an de Paien iergendwou entgéintzekommen. Dat ass ze begréissen. An do muss een natierlech och kucken, dass een an Zukunft och bei de Studenten, déi natierlech am Schoulwiesen aktiv sinn, am SEA, déi Paientdiskrepanz, déi awer do present ass, muss um Schiern hunn. Wa mer an deem Beraich vun engem Sechunnäheren téschent formaler an nonformaler Bildung schwätzen, ass dat sécher en Aspect, deen een och an Zukunft ka weider am A behalen.

Dass d'Kannerbetreuung gratis gëtt, ass, mengen ech, ganz positiv. Dat ass jo och eppes, wat mer an Zukunft och an der Koalioun nach wéille weider verlängeren a méi dauerhaft, méi nohalteg gestalten. An do zéie mer och elo hei schonn déi richteg Konsequenzen aus déser Kris, fir d'Familljen och ze entlaaschten a fir et ganz kloer ze maachen, dass d'Kanner onbedéngt mussen erém an d'Schoul goen an och mussen eng Betreuung kréien, e Suivi kréien, fir déi Retarden opzeschaffen, fir déi Inegalitéiten opzeschaffen, déi awer entstane sinn. A fir d'Wuel vum Kand ass dat, mengen ech, e ganz wichtige Schrëtt.

An deem Senn ginn ech heimadder ganz gären den Accord vun der grénger Fraktiou.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufánke mat engem groussen Merci un den Här Baum, deen eis hei dee Projet wierklech ganz am Detail erkläert huet. An ech wéilt vläicht zwou Virbemerkunge maachen an dann op dräi Punkten e bësse méi genee agoen.

Déi éischt Virbemerkung ass: Dat heiten ass keen harmlose Projet an deem Senn, datt en net och méi eng wáit Bedeutung hätt wéi némmen d'Éducation nationale. Hei gëtt per Gesetz agegraff a kontraktuell Relationen téschent Privatleit a privaten, och net konventioniéierten Entitéiten. Dat ass eppes, wat gerechtfertegt ginn ass an der Antwort op eng Question parlementaire, déi mer zu deem Theema gestallt hunn, mat dem Hiweis op d'Noutwendegkeet vun dár Léisung elo an deem Kontext vun der Covidkris, well de Ministère eeben déi Optioun geholl huet, fir d'Kanner zréck an d'Schoul ze huellen, wéi mer dat elo an deene leschte Woche gesinn hunn.

Mee geet dat duer? Kann de Staat dat mat deem Hiweis? An ech mengen, hei wär ee Beispill fir ze soen, et wär gutt, wa mer kéint e Contrôle a priori vun de Gesetzer duerch eng Cour constitutionnelle hunn. Et ass heiansdo derwåert, déi Saache préiwen ze loessen. An dofir huet d'ADR émmer déi consequent Position gehat, bei verschidde Froen, déi vu grousser juristescher Portée kenne sinn, sollte mer dat kënnen iwverpréiwen, ier mer iwver e Gesetz ofstëmmen. Et däerf net némmen eng Fro si vun der politescher Opportunitéit.

Émsou méi well de Minister jo och selwer déi Noutwendegkeet, déi e behaapt, vläicht net esou honnertprozenteg iwverzeegend konnt duerleeën. Wivill Gewerkschaften, niewent eis natierlech elo an der Politik, mee wivill Gewerkschaften, wivill Acteuren um Terrain hu gesot: „Dat do ass net noutwendeg. Et gëtt aner Modeller, fir d'Schüler weider ze scolariséieren“?

An och deen Duerjerneen, deen entstanen ass an deen elo nach eng Kéier énnestrach gëtt duerch deen Abandon vun deem A-a-B-Modell, deen elo warscheinlech erém op eis duerként, weist eigentlech, wéi onkloer a wéi oniwwerzeegend déi Argumentatioun vum Ministère an deene leschte Woche war.

Eng zweet Virbemerkung, déi ech vläicht wéilt maachen, ass iwvert d'Roll vun de Familljen. D'Familljen, an dat wësse mer, hu vill Groussaarteges geleescht an deene leschte Wochen. Vill Groussaarteges! Well si hunn, niewent dem Léierpersonal, iwvert den Homeschooling d'Kanner énnestrézt. Heiansdo ass dat eben net méiglech gewiescht. Dat wësse mer. An do hu mir och als ADR gesot: „Et muss méiglech sinn, fir verschidde Kanner erém ze scolariséieren, fir datt et eeben net kann zu Nodeeler kommen.“ Mee dat wor an der Reegel net de Fall.

An et ass eis opgefall, datt och an deenen Texter, déi mer presentéiert kruten - dat wor vläicht net einfach eng Lacune -, vun de Familljen, vun den Elteren eigentlech net méi rieds goung, mee vun de „représentants parentaux“ oder vun den „détenteurs de l'autorité parentale“. Mee dee Begräff „Elteren“, dat ass anscheinend e Begräff, mat deem dës Koalioun e Problem huet. Mir hu keen!

## (Interruption)

Mir hätte gär, datt d'Famillje gestäerkert ginn. Et huet gefeelt. Et huet gefeelt! An de Staatsrot huet et och ervirgehuewen a senger Argumentatioun.

Et ass fir eis net iwverraschend, datt d'LSAP de Mëtten hei hikënt an da seet: „Mir hätte gär eng Ganzdagsschoul.“ Dat ass e Modell, do hu si natierlech d'Recht, dat ze fuerderen. Mee mir als ADR, mir soen: De Staat däerf net déi komplett Kontroll iwvert d'Kanner kréien!

Mir hätte gär, datt d'Famillje gestäerkert ginn. Mir hätte gär, datt d'Kanner och kenne mëttes, wann et geet, mat hiren Elteren zesumme sinn. Mir wëllen net, datt d'Kanner dee ganzen Dag, wann eng aner Méiglechkeet bestëet, müssen an der Schoul oder an engem Foyer och an enger anerer Struktur sinn. Mir hätte gär, datt déi Méiglechkeet vum Familljelieuwe weiderbesteet. An dofir hu mir och déi politesch Konzepter wéi d'Elteregeld, wéi d'Stäerkung vun der Famill. All déi Saache leien eis um Häierz. A mir soe kloer: De Staat däerf net d'Souveränitéit iwvert d'Kanner hunn, praktesch vu ganz kleng bis eebe speider, wa se erwuesse sinn.

Et sinn dräi Punkten aus dem Gesetz, déi ech wéll kommentéieren. Dat Eischt ass den Abandon vun de Sécherheitsiwverpréiungen. Dat ass eng Iddi, déi ass irresponsabel. Et kann een net higoen a soen: „Mir brauchen elo méi Platz, dofir maache mer Ofstrécher bei de Sécherheitskontrollen op deene Plazzen, wou d'Kanner solle versuergt ginn.“

Dat ass eppes, wat een aus praktesche Grënn ka verstoen, mee et ass irresponsabel! A mir wäerte sécher kee Gesetz matstëmmen, wou mer soen: „Do maache mer Ofstrécher.“ Et hätt ee sécher kënnen higoen an aner Forme vun der Kontroll nach kënnen ervirhiewen. Dat ass hei an deem Gesetz net ze erkennen. Et ass irresponsabel.

Den Engagement vu Studente wëfft och vill Froen op. Wat ass hei genee d'Definitioun vum Student? Wéi eng Qualifikatiounen huet en? Wéi eng Sprooche schwätzet en? Mir hu ganz vill Leit engagéiert, de Ministère huet ganz vill Leit engagéiert. Et ass net ganz transparent, wien a wéi enger Kategorie engagéiert ginn ass, wéi eng Garantié gemaach gi sinn, wéi déi Leit iwverpréift gi sinn, och wat hir Moralitéit ueget, wéi eng Sproochen datt se schwätzten. Alles dat ass an eisen Aen och net kloer. Andobäi wësse mer, datt déi Leit net némmen elo d'Kanner empfänken oder esou, mee datt se och an anere Rôle müssen asprangen - ganz einfach, well esou vill Léierpersonal feelt, och well déi zum Deel vulnerabel sinn - an einfach datt se musse kënnen och agräifen. An dofir sinn all déi Froe vu Qualifikatioun vun deene Leit wichteg.

Eng lescht Bemerkung iwvert déi Fro vun der Steierexemptiou. Do huet de Staatsrot och mat Recht gesot: „Dat ass eng Diskriminéierung. Et geet net, datt déi eng Leit musse Steiere bezuelen an déi aner net.“ An déi Argumentatioun ass wierklech alles aneres ewei stéchhalteg.

Wivill Leit hunn Empathie gewisen, e besonnescht Verantwortungsgefill, och bei Männerjärgen, am Gesondheetssecteur, op anere Plazzen? An dat ass einfach als Argumentatioun net staark genuch! Mir kënnen net eng Diskriminéierung aféieren einfach opgrond vun enger verständlecher Revendicatioun. Et ass net, datt een dat net kéint novollzéien oder verstoen, mee de Staat muss och fir Gerechtegkeit suergen, Steiergerechtegkeit, net Diskriminéierung!

Dat si jo Saachen, déi mer awer alleguer wëllen iergendwéi verdeedegen an héichhalen. An da kann een net op de Wee goen, fir esou punktuell Moosnamen ze huele mat enger Argumentatioun, déi genesou och op vill aner Kategorië vu Leit géif passen, déi besonnesch an deene leschte Woche Groussaarteges geleescht hunn, fir datt mer zesummen iwvert déi Kris ewechkommen.

Mir wäerten als ADR déise Projet also net mat-énnertstézen a kloer, wéi eis Politik nun eemol ass, drécke mer dat och duerch en däitlechen Nee aus.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech mengen, ech wäert direkt domadder ufánken, fir e puer Wiederer ze verléieren eeben iwvert d'Betreuungsstrukturen. Mir wëssen, zénter enger Partie Joren ass de Besoin u Betreuungsstrukturen phenomenal an d'Lucht gaangen. Mir als Lénk gesinn dat net esou, datt den Ausbau vu Betreuungsstrukturen glächzesetze wär mat enger Kontroll vum Staat iwvert d'Kanner. Dat ass net d'Philosophie dovunner. Ech mengen, dat entsprécht enger Necessitéit.

Et ass awer natierlech esou, datt Leit, déi de Choix maachen, Kanner ze hunn, sech och ém déi Kanner wëlle bekëmmeren, well et wichtig ass, vill Zäit wëlle mat deene Kanner ze verbréngen, a well d'Kanner selver och Zäit mat hir Eltere wëlle verbréngen.

Dat ass awer hautzudaags net émmer esou méiglech. Dat huet domadder ze dinn, datt u sech d'Liewen émmer méi kascht, datt déi zwee Eltere gezwonge sinn ze schaffen, minimum aacht Stonnen den Dag, wann net méi, mat Iwwerstonnen, ouni och nach den Transport matanzebezéien, an datt se u sech guer keng Zäit méi hunn, fir sech ém hir Kanner ze bekëmmeren, respектив datt se wierklech midd sinn owes, fir sech iwverhaapt ém hir Kanner ze bekëmmeren. Da bleift vläicht nach e bëssen de Weekend iwreg.

Do kann een natierlech soen: „Voilà, dat ass eeben den État des lieux, dat ass eeben déi Gesellschaft, an där mer liewen.“ Wou émmer méi Salariéen émmer méi musse schaffe - fir émmer manner Geld a Wierklechkeet - an émmer méi mussen erdroe kënnen an duerno hir Kanner net méi kenne gesinn!

Dat mécht natierlech eng aner Diskussioun op: Wann een dorriwur wëllt diskutéieren, ob een Zäit huet, fir se mat senge Kanner ze verbréngen, da muss een iwvert d'Aarbechtszäitverkierzung diskutéieren. Da muss een awer och iwvert d'Paier diskutéieren. Wann de Papp en Aarbechter ass, wann d'Mamm Botzfra ass, se an onméigleche Konditiounen musse schaffen, déi och nach dem Aarbechtsrecht op eng illegal Aart a Weis derogéieren, ouni datt de Staat iergendwéi richteg interveniéiert, wat awer d'Realitéit ass, an onméiglech Zäite muss schaffen, dann hunn déi guer keng Zäit méi fir hir Kanner.

Dorauser ergétt sech e Business. Well mir hu jo gesinn, mat deem System och vun de Chéquen, déi net vun déser Regierung agefouert goufen, étant donné datt zu Léizebuerg déi éffentlech Betreuungsstrukturen ni ausgebaut goufen, mee étant donné, datt et awer e Besoin gëtt, dee ganz wichtig ass, sinn déi privat Betreuungsstrukturen wéi Champignonnen aus dem Buedem geschoss. An natierlech war duerno d'Antwort vun der Regierung fir ze soen: „Ma okay, mir subventionéieren dat!“ Dat heescht, de Staat, de Steierzueler, dee subventionéiert de fräie Maart!

Ech stelle mer eppes anescht énnner Liberalismus vir. Wa vill Leit iwver Liberalismus schwätzzen, dat ass et natierlech och net. Mee vu datt déi Betreuungsstrukturen esou deier sinn, da kann et net aneschers goen. Et ass e richtege Business dorauser entstanen.

An ech mengen, wann déi Leit vun hautzudaags, zu eisen Zäiten, deemoools regéiert hätten, wéi d'effentlech Schoul zu enger Generalitéit gi war, da wiere mer an enger Situations hautzudaags, datt mer och fir an d'Primärschoul ze goen haapsächlich privat Infrastrukturen hätten, déi da vum Staat géife subventionéiert ginn. Dat ass glécklecherweis net de Fall.

Ech fannen dat nach émmer erstaunlech, datt mir als Lénk quasi déi Eenzeg sinn, déi sech dru stéieren, datt d'Betreuungsstrukturen hei am Land zum gréisssten Deel privat sinn a vum Staat finanzéiert ginn. Dobäi misst et u sech ass sinn, datt se effentlech wieren an datt dat misst d'Reegel sinn, déi grouss Reegel, wéi bei der effentlech Schoul, an datt se natierlech och misst gratis sinn. An echhoffen, datt et awer wäert an déi Richtung goen.

Et kann een iwvert d'Käschtepunkt schwätzzen. Jo, natierlech, de Käschtepunkt ass héich. Hätte mer natierlech e ganz breede Reseau, deen effentlech wär, dann hätte mer an déser aktueller Situation warscheinlech och e Käschtepunkt, well mir missten natierlech och zousätzlech astellen, wéi mer dat lo hei maachen an déser Krisituatioun. Mee e wär warscheinlech aneschers ze moossen. An et géif och an der Rumm vun der Effentlechkeet bleiwen.

Ech wollt dat erém eng Kéier soen, mir hinn dat e puermol gesot. Ceci étant dit, et sinn e puer Froen zu deem Projet de loi, déi ee wierklech kann erhiewen, déi och erhieuwe goufe vu Kollegee virdrun. Mee mir mengen trotzdeem, datt et wichtig ass, deen elo awer unzehuelen, datt mer kenne sécherstellen, datt d'Kanner an der aktueller Situation kenne betreit gi vu Leit, déi dann, wat d'Paien ueget, mat der Libera-

tion vun der Steier, wat d'Studenten ueget, och nach korrekt do bezuelt ginn.

Voilà. Ceci étant dit, mir wäerten dat matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Här President, l'éí Kolleginnen a Kollegen, ier ech ufánken, iwvert dëse Projet ze schwätzten, wollt ech ganz kuerz op d'Umierkunge vum Education minister agoen, deen ugékennegt huet, driwwer nozedenken, d'A- an d'B-Wochen erém ofzeschafen a fir déi lescht zwou Wochen all d'Schülerinnen an d'Schüler ze summen an d'Klassen ze ruffen.

De Moie konnt een um soziokulturelle Radio eng vu menge fréiere Proffen aus dem Lycée héieren, déi gesot huet: „Majo, dat ass eng gutt Propos, mee et ass net de Problem, deen d'Schülerinnen an d'Schüler am Moment hunn, an och net d'Léierpersonal.“ Et geet net dréim, sech onbedéngt erém a méi grouss Gruppen ze gesinn, et geet dréim, iwverhaapt erém en normalen Unterrecht kënnen ze hunn, sech erém kënnen an d'Gesicht ze kucken, net gedämpft duerch Plexiglas oder duerch Masken, datt een d'Distanzen anhält, mee vläicht ouni Mask, oder vläicht mat Mask, awer ouni déi grouss Distanzen - déi nàmmlech Reegelen, déi mer fir jiddwer aneren och hunn.

Ech mengen, datt et méi wichtig ass, e gutt Schoulhalen ze erméiglen. An dozou gehéiert och, dem Léierpersonal an dem ganze Personal, wat d'Schoul encadréiert, d'Méiglechkeet ze ginn, e Plang ze maachen a mat deene Plang dann och kënnen ze schaffen. An ech mengen, genau do ass d'Kromm an der Heck. Well wa mer elo nach eng Kéier fir zwou Wochen de Plang op d'Kopp werfen, da mussen erém ganz vill Iwwerstonne gelesen ginn, fir déi Plang ze arrangéieren. D'Personal muss sech reorganiséieren, d'Léierpersonal, wat elo deelweis fräiwelleg Iwwerstonne mécht, fir op déi 25 Stonnen ze kommen. Falen déi zréck an hir al Systemer? Maache se weider fräiwelleg Iwwerstonnen?

Bref, do sinn eng ganz Rëtsch oppe Froen, wou ech mer dach léiwer géif erwaarden, mir géifen déi Diskussioun op d'Schoulorganisatioun am September schiben an de Schülerinnen, de Schüler an dem Léierpersonal e gutt an dach en esou normal wéi méiglech Enn vun désem Joer erméiglen.

Här President, mir hinn an deem exzellente Rapport, deen de Gilles Baum eis virgedroen huet, iwver eng ganz Rëtsch Punkten an désem Gesetz eppes héieren an duerfir wéll ech net op all eenzelne Punkt nach eng Kéier agoen, well ech mengen, datt ganz vill do scho gesot gouf. Ech plécke vläicht just zwou Saachen eraus.

Da eent, dat ass sécherlech de Volet vun der Steierbefreiung vun de Studenten. Ech deele sécherlech d'Suerg, datt dat eng ongläich Behandlung ass. Mee wann et eng ongläich Behandlung ass, da misst ee sech d'Fro stellen, ob et net nach ganz aner ongläich Behandlungen an deem System gëtt, wou Leit, déi déi nàmmlech Schoulen hunn, awer duerch énnerschiddlech Kontrakter engagéiert sinn, énnerschiddlech bezuelt ginn an deement-sprechend och énnerschiddlech Charge-sociale bezuelen, énnerschiddlech Steiere bezuelen an um Enn vun hirer Karriär mat enger énnerschiddlecher Pensioun dostinn, obwuel se eventuell 40 Joer genau déi nàmmlech Aarbechte gelesen ginn.

Dat sinn och ongläich Behandlungen, iwvert déi ganz weineg Wieder verlieren ginn. Mir sollten eis also hei elo wierklech net dorriwur opreegen, datt grad déi, déi am mannte verdéngegen an deem System an déi mer gebraucht hinn, fir en anstännegt Schoulwiesen elo déi lescht Wochen iergendwéi oprechtzeihalen, e klänge Bonus kréien. Ech wär och gespaant, ech hinn de genaue Montant net erausfonnt, op wivill sech dann déi Steiererlichterunge chiffréieren. Ech mengen, datt dat an deem ganze Projet hei sécherlech dee kengste Batz ass. Do kann de Minister eis jo vläicht herno e bëssen eppes nach derzou verzielen.

Wat ech och gutt fannen, an dat ass, mengen ech, déi zweet Mesure, dat ass dat mat de Chèques-services d'accueil. Ech fannen et gutt, datt



# SÉANCE 43

MERCREDI 17 JUIN 2020

Brutto um Enn vum Mount ze loessen, an dat ganz ouni datt se sech Suerge mussen drémaachen, wéi hir Kanner encadréiert sinn. Esou hu mer eng Kontinuitéit vun der Kannerbetreuung. An ech mengen, déi Kontinuitéit, esou wéi ech et bei den A- a B-Wochen ugeschwat hunn, ass eppes, wat mer sollte bis d'Enn vum Schouljoer bääbehalen, soudatt d'Elteren, déi déi Choixe getraff hunn, net nei Choixe müssen treffen.

Dat gesot, Här President, markéieren ech den Accord vun de Piraten fir dése Projet, well mer der Meenung sinn, datt d'Kontinuitéit wichteg ass an datt mer soltten dést Schouljoer esou gutt wéi méiglech op en Enn bréngen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Ganz gutt.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsmminster Claude Meisch.

## Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci un de Reporter an och un déi aner Intervenanten. Jo, mir perenniséieren hei nach eng Kéier e Spezialregimm bis de 15. Juli, bis d'Enn vum Schouljoer, dee mer och iwwert d'Reglement vum État d'urgence a Kraft gesat hunn, well mer e brauchen, well mer momentan eebeen aneschters musse fonctionéieren an der Schoul, an der Kannerbetreuung, well de Virus jo awer nach émmer present ass, eisen Alldag bestëmmmt an eebeen och de Schoulladdag an den Alldag an de Betreuungsstrukture matbestëmmmt.

Sécherlech kann een, wann een herno nach eng Kéier zréckkuckt, dat eent an dat anert hei kritiséieren. Sécher hu mer och déi eng oder déi aner Erkenntnis gewonnen am Laf vun deene leschte Wochen, andeems mer dat heiten organiséiert hunn. An ech sinn eigentlech gespaant an ech waarden nach émmer op deen, dee vu sech selwer ka behaapten, hien hätt de 16. Abrëll oder iergendwa virun der Covidkris gewosst, wéi een dat doten alles géif zur Perfektion maachen a wat en zu wat fir engem Zäitpunkt da wéini hätt missen a Kraaf setzen.

Mir hunn hei eng eemoleg Situatioun, eng total aussergewéinlech Situatioun, mir hu mat absolutt aussergewéinleche Moosname mussen dorobber reagéieren. An d'Resultat ass dat, denken ech, wat zielt, an dat ass awer remarkabel.

Et ass remarkabel, datt mer et zesumme fäerdegruecht hunn, datt mer eent vun deene wéinege Länner an Europa sinn, wou all Kand gläichermoossen an d'Schoul geet, wou all Kand gläichermoosse vun där selwechter Bildungsoffer ka profitéieren. Dat ass nach net déi, déi mer gären hätten, dat sinn nach net déi 100 %, wéi dat a regulären Zäiten ass. Mee all Kand kënnit all zweet Woch gläichermoossen an d'Schoul.

Vu villen anere Länner, wësse mer, datt emol e puer Klassen zréckgeruff goufen, datt d'Ofschlossklassen zréckgeruff goufen, datt d'Iwwergangsklassen zréckgeruff goufen, datt vläicht am Fondamental dann déi, déi an den nächste Cycle géife kommen d'nächst Joer, zréckgeruff gi sinn. Mee ganz vill anerer sinn eigentlech do nach guer net an d'Schoul komm. Wann ech an eenzelnen däitsche Bundesländer liesen, datt et d'Zil ass, datt all Kand nach zwee Deeg Schoul bis zur Summervakanz soll kréien, dann, denken ech, ass et remarkabel, wat mir hei zesummen, d'Schoulen, d'Enseignanter, d'Direktiouen, an awer och virun allem am Fondamental d'Gemengenauitoritéiten, fäerdegruecht hunn. Dat soll awer och emol eng Kéier énnerstrach ginn! An et gëtt do sécherlech émmer nach Saachen, déi mer, wa mer déi nächst Covidkris eng Kéier sollte kréien, nach kënnne besser maachen. Dat ass wuel och ganz, ganz kloer!

Ech wéll kuerz op een Aspekt agoen, deen hei ugedeit ginn ass: Dat ass, wéi wa Raimlechkeeten elo momentan géife genotzt ginn, wou d'Sécherheet net garantéiert wär. Dat ass net esou! Mir hunn hei op Raimlechkeeten zréckgeraff, wou d'Sécherheet schonn op eng aner Manéier eng Kéier, nämlech fir aner Aktivitéiten, fir sportlech Aktivitéiten, fir assoziativ Aktivitéiten, fir kulturell Aktivitéiten, garantéiert gouf. A wann een do elo mat e puer Schüler dra Cours hält oder e puer Schüler dran animéiert, denken ech, misst dat jo awer och ze verkraafte sinn.

Duerfir wéll ech dat awer nach eng Kéier ganz kloer énnersträchien, datt dat sécherlech néie-

rens stattfénnt, datt mer an iergendengem Raum momentan Schoul halen oder Betreuung assuréieren, wou d'Sécherheet fir déi Aktivitéit do net ze veräntwerte wär.

## (Interruption)

E Wuert vläicht och nach zu der Fro vun der Steierfräheit vun deenen eenzelnen oder vu spezifesche Studentekontrakter hei. Dat ass effektiv, esou wéi d'Djuna Bernard gesot huet, eng Demande gewiescht vun der Federatioun vun den Träger vun de sozioeducativen Aktivitéiten, der FEDAS. A mir hunn deem Rechnung gedroen, well si schonn d'Suerg haten, datt, wa mer dat doten net maachen, mer vläicht e Problem kréichen, fir hei elo genuch Jonker ze mobiliséieren.

Et gëtt elo e bëssen duergestallt, an dat wonnert mech eigentlech hei, et gëtt duergestallt, wéi wann et eng ongläich Behandlung wär zugonschte vun deene Jonken, déi eeben an deem dote Beräich schaffen, déi da vun däi Steierfräheit do kéinte profitéieren. Mir wésen, datt et op däi aner Sät momentan och Tariffer gëtt, déi méi héich sinn, déi momentan och fir Studente bezuelt ginn.

Hei ass et net drëms gaangen, datt jiddweree lo momentan d'selwecht bezuelt gëtt. Mee mir hu Regimmer, un déi mer eis awer müssen halen. Et gëtt eeben dee Regimm fir wann ech an d'Schoul ersetze ginn, an da kréien ech deen Tariff, deen een normalerweis kritt, fir an der Schoul ze ersetzen. An déi, déi moies bei der Éducation nationale momentan do hëllefe komm sinn, déi hu grosso modo déi selwecht Bestëmmungen a Konditiounen missen erfëlle wéi déi, déi normalerweis bei d'Éducation nationale an d'Grondschoul ersetze ginn, an déi hinn duerfir och die selwechte Kontrakt kritt, mat däi selwechter Karriär dorunner a mat deem selwechte Louen dorunner.

Déi, déi bei d'Gemengen oder bei déi aner Träger vun de Maison-relaisen elo hëllefe gaange sinn, déi kréien dee Kontrakt, dee Studenten eeben do an der Reegel kréien. A well dee méi niddreg ass, war ech och domadder d'accord, fir mat der Regierung ze schwätzien, a virun allem mam Pierre Gramegna ze schwätzien, datt déi hei eeben net noch nach misste Steieren drop bezuelen, wat jo normalerweis net de Fall ass a Studentekontrakter. Mee well mer dee jo exceptionnellement hei méi laang virgesinn hunn, fir déi ganz Period können ofzedecken, an och vun de Stonnen hier méi e grousse Volume virgesinn hunn, wollte mer do déi ongläich Behandlung iergendwéi kompeniséieren.

An et ass elo einfach fir ze soen, do misst elo jiddweree d'selwecht behandelt ginn. Ech denken, domadder géif een awer sécherlech och soen, datt mer dat, wat momentan iwwert d'Croix-Rouge, iwwert d'Caritas, iwwer Arcus a ganz vill aner Plaze vu privatréchtechen Träger organiséiert gëtt an der Kannerbetreuung, quasi misste verstaatlechen, wa mer gären hätten, datt dat alles dat selwecht d'Personal wär a mer et dann och géife wéi an der Éducation nationale bezuelen. An ech denken, datt dat net d'Motivatioun wär vun däi Fuerderung. Duerfir soll een do vläicht och e bësse méi diférenciéiert virgoen.

Ech mengen och, datt ee sech et e bëssen einfach mécht, fir elo ze soen, hei wären all d'pedagogesch Iwwerleeungen iwwer Bord gaangen. Ech verteidegen net, datt mer d'Gruppen trennen. Ech verteidegen net déi Sterilitéit, déi mer momentan an der Schoul hunn, an datt d'Kanner sech eigentlech net méi kënnne fräi ausliewen, hire Beweegungsdrang zum Beispill net kënnne fräi ausliewen.

Mir wëssen awer, firwat mer dat hunn. Mir wëssen, datt mer et nach émmer wéinst dem Covid-19 maachen an net wéinst soss iergendeppe. An ech hinn awer genuch Vertrauen an déi professionell Acteuren, an d'Léierpersonal an de Schoulen, an d'Educateuren an de Maison-relaisen, a jiddweree do, datt en an deem méi rigide Kader et fäerdegréngt, dach der Pedagogie hir Plaz ze ginn, datt en et awer fäerdegréngt, elo sénnooll Aktivitéiten ze maachen.

Ech hinn dee ganze Moie mat Enseignanté geschwatt - dee ganze Moien! -, an déi hu mer eigentlech alleguerete gesot, wéi flott a wéi wäertvoll et eigentlech och ass, momentan an deene klenge Gruppen ze schaffen, wat fir e Benefiss dat huet, fir eeben och do emol eng Kéier, grad no däi langer Covidzäit doheem, kënnens op d'Kanner anzeegoen a se wierklich individuell ze betreien an ze encadréieren. An da kann ee sech jo awer elo net hei virstellen, wann dat de Feedback ass vum Terrain, vun den Enseignanter, déi elo momentan all Dag mat de Kanner schaffen, heihinnerzekommen an ze soen, all pedagogesch Iwwerleeung wär do iwwer Bord gaangen!

Ech wéll natierlech betounen, datt, och wann dat esou flott ass an esou gutt ass, momentan a klenge Gruppen ze schaffen, mer nach

émmen kënnmen an der Situatioun sinn, datt d'Schüler kënnmen all zweet Woch kënnne kommen. Duerfir wär ech vrou, wa mer mat den Acteuren - a mir haten de Mëtten de Syvicol begéint, de Moie vun Enseignantsgewerkschaften, Direktiouen an och anerer - et géife fäerdegréngt, dach virum Enn vun désem Schouljoer nach eng Kéier d'Kanner allégüerte beieneenzkréien, wa mer et géife fäerdegréngt, datt d'Klasse sech erém géifen zesumfannen, datt A- a B-Gruppen dach zur selwechter Zäit erém bei hirem Enseignant an engem Klasses wären.

Ech weess, datt dat, wann och sécherlech net komparabel mat deem, wat mer rwell fir de 25. Mee hu misse leeschten, dach awer nach eng Kéier déi eng oder aner Ustrengung vun de Gemengen, vun den Enseignanter, vun de Ministèreservicer a vun den Direktioune wäert verlaangen. Mee trotzdem mengen ech, datt et derwärt wär. Trotzdem denken ech, datt mer deen dote Schrëtt a Richtung Normaliséierung vun der Educatioun awer elo sollte goen.

Ech froe mech d'ailleurs: Wéini sollte mer en da goen? Well vill manner Infektiounen, wéi zwou oder dräi den Dag wäerte mer warscheinlech net kënnne kréien. Wa mer deen dote Schrëtt net elo maachen, weess ech eigentlech net méi, wéini datt mer e kënnne maachen.

Ofschléissend, Här President, wéll ech nach just eng Kéier énnersträchien: Et si ganz vill gutt Proposéen elo scho komm, wat alles esou immens gutt gewiescht wär an dése Wochen. An ech menge schonn, datt een do soll draus léieren, datt een dat och mat Recul iergendwann eng Kéier soll analyséieren. Do gëtt vum Horaire geschwatt. Awer och vum Digital Learning gëtt geschwatt. Wéi konnte mer eigentlech d'Aufgaben opdeelen à distance? Wat kënnen d'Schüler doheem maachen? Wéi kënnen mer se och op Distanz iwwer nei digital Outilen dach ganz gutt encadréieren?

Mee dat soll een net an der Kris maachen. Dat soll een net während der Kris maachen. Dat soll een net énnert dem Androck vun der Kris maachen! A wa mer dat heiten, wat mer elo nach konkreet virun eis hinn, geschéllert hinn, dann, mengen ech, soll een duerno eng Kéier ganz konkreet kënnen de Réckbléck maachen a kucken, wat fir eng Léiere mer gezunn hunn a wat mer hei eigentlech dach konnte feststellen, wat misst perenniséiert ginn. Mee bis dohinner hu mer awer nach munnech Arbechte virun eis a munnech Hürd ze huelen.

Villmools merci.

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Här Meisch. Dann nach Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, villmools merci, Här President. Ech soen och dem Här Minister Merci fir déi Explikatiounen, déi en eis huet.

Ech wollt trotzdem nach eng Kéier op déi Fro vun der Sécherheet vun de Kanner zréckkommen. Ech huelen zur Kenntnis, an dat ass jo och esou an deenen Dokumenter, déi mer kritt hunn, datt déi verschidden Installatiounen, wou d'Kanner elo sinn, iergendwéi eng Kéier sécherheetsméissig iwwerpréift goufen. Awer d'Fro ass: Wann iergendeng Installatiounen vläicht fir kulturell oder sportlech Zwecker ofgeholl gouf, da stellt sech nach émmer d'Fro, ob se da géeegent ass, fir do mat klenge Kanner émzegoen. Do sinn aner Besoinen, aner Virschrëften, och am sanitäre Beräich.

Fir just am sanitäre Beräich ee Beispill ze nennen, wat och e bëssen einfach mécht, fir elo ze soen, hei wären all d'pedagogesch Iwwerleeungen iwwer Bord gaangen. Ech verteidegen net, datt mer d'Gruppen trennen. Ech verteidegen net déi Sterilitéit, déi mer momentan an der Schoul hunn, an datt d'Kanner sech eigentlech net méi kënnne fräi ausliewen, hire Beweegungsdrang zum Beispill net kënnne fräi ausliewen.

Also ech mengen, et sinn einfach Problemer an deene Raimlechkeeten do. An d'Argument ass, jiddefalls eiser Iwwerzeegung no, datt et net duergeet, datt e Kulturzentrum oder eng Sportshal eng Kéier ofgeholl gouf fir d'Besoine vun Erwuassenen, wa se elo solle fir eng ganz aner Kategorie vu Leit mat anere Sécherheitsproblemer genotzt ginn. An do soe mir: „Do ass eng Lacune!“

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Ech ginn d'Wuert zréck un den Educatiounsmminster. Nee? Dann ass d'Diskussioun domat ofgeholl.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7588. Den Text stéet am Document parlementaire 7588<sup>4</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7588 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech elo den Appel nominal fir de Vote par procuration. Wien e Vote par procuration wéllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

## Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dése Projet de loi mat 36 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen an 20 Abstentionen ugehol.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7588 est adopté par 35 voix pour, 4 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

## (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 3. 7604 - Projet de loi portant dérogation :

### 1° aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

### 2° à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire

Den zweete Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7604, eng Upassung vun der Ausbildung a vun der Bewäertung vum Léierpersonal, dat sech am Stage befénnt. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporteur vun désem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum.

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

► **M. Gilles Baum** (DP), rapporteur.- Merci, Här President. Esou wéi Der et scho gesot hutt, geet et hei ém déi jonk Enseignanter, déi nach am Stage vun zwee Joer sinn an déi och net all hir Formationen an all hir Projete konnten duerchzéien, well eis Schoulen eng Zäit laang zou waren.

Konkreet ännere mer zäitweileg d'Gesetz vum 30. Juli 2015 betreffend d'Organisation vum IFEN



# SÉANCE 43

MERCREDI 17 JUIN 2020

Konkreet schwätze mer vun désen Upassungen: D'Formation spéciale vun den Enseignants am Stage gëtt ém acht Stonne gekierzt, fir dës Formationen awer kënne effikass ze halen an op dat Weesentlech ze begrenzen. Wat d'Séances d'hospitalité ugeet, dat heesch Visitten an anere Klassen oder an anere Schoulgebaier, wou et ém den Austausch vu Best Practices an Erfarunge geet, do wäert déi zweet Sëtzung am Schouljoer 2019/2020 ewechfalen, well se net énnert de gëegeente Konditiounen kann ofgehale ginn. D'Kontinuitéit vun désem Dispositif bleift awer garantéiert, well an der éischter Hallschent vum Schouljoer schonn esou Seancë stattfonnt hunn an och weider am zweete Joer vum Stage organiséiert wäerte ginn. Aus Sécherheitsgrënne gëtt och virgeschloen, déi zwou Seancë vum Regroupement entre pairs, déi fir déi zweet Hallschent vum Schouljoer virgesi waren, dést Joer ausfalen ze loossen.

De Projet de loi gesäßt och vir, d'Bewäertungsperiod vum Bilan des compétences didactiques et pédagogiques a vum Portfolio op d'Vérédéwungsperiod, déi de 15. September dést Joer ugeet, auszedeenen. Esou kënne d'Epreuve gutt virbereet ginn an och énnner normalen Emstänn ofgehale ginn.

Et gëtt och virgeschloen, fir déi zweet praktesch Epreuve op dat éischt Trimester vum neie Schouljoer ze verleeën, soudass d'Stagiaire sech nach eng Kéier kënne am Fong virbereeden an hir Kompetenzen opschaffen.

Och op dat éischt Trimester 2020/2021 ginn d'Formatione vum Certificat de formation pédagogique vum Grupp A2 ausgedeent. Verschidden theoreetesche Epreuven an och déi praktesch Formatione ware jo fir dést Joer virgesinn.

Och d'Modalitéité fir d'Employéen am Grupp A2 fir de Certificat de formation pédagogique, wéi zum Beispill d'Ofgi vun dräi Produktioune vu Schoultonne bis den 30. Juni, ginn ugepasst. Wann een net reüssiert, fir de Certificat ze kréien, däerf ee sech erém mellen no de Konditiounen vum Gesetz vun 2015.

Fir d'Enseignant aus dem Lycée gëtt d'Period vun dräi Joer, fir déi 48 Stonne Formation continue ze maachen, ém dräi Méint verlängert. Esou kann d'Unzuel vun de Stonne bâibehale ginn an déi concerneert Enseignanté kréie genuch Zäit, fir d'Formation op Distanz ze absolvéieren oder u Presenzcoursen deelzuehlen.

Dëse Projet de loi, fir déi, déi sech en am Detail ugekuckt hunn, ass schonn immens technesch. Ech verweisen duerfir fir weider Detailer op de schrifteleche Rapport a ginn heimat den Accord vun der DP-Fraktioune.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Här Baum. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

## Discussion générale

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Här President. Och merci dem Reporter fir sain, ech mengen, fénnefté Rapport schonn an deene leschten zwou Wochen, oder sechste Rapport. An et kënnt nach een haut.

Mat désem Projet de loi gesäßt mer elo verschidde Upassunge vir an den Ausbildunge vun den énnerschiddleche Stagiairen am Enseignement. An och hei soll de Prinzip gëllen: „Kee soll en Nodeel opgrond vu Covid-19 hunn!“ Duerfir kënne mer och am Prinzip averstane si mat, éischtens, verschiddenen theoreeteschen a praktesche Coursen, déi gekierzt ginn, an zweetens, verschiddenen Evaluatiounspérioden an Epreuven, déi no hanne geréckelt ginn. Dat natierlech énnert der Konditioun, datt all déi Exzepțiounen kloer limitéiert sinn op dést Schouljoer. Dat ass am Text net émmer esou kloer geschriwwen, mee ech ginn emol dervun aus, datt et esou ass.

Mee mir hunn awer Problemer domaddert, wa mer riskéieren, datt opgrond vu verschiddenen Decisiounen an der Coronakris d'Qualitéité vum Enseignement kóint leiden. An do ginn ech u sech just op zwee Punkten an, eng Kéier dee prakteschen Deel vun der Ausbildung:

D'Hospitaliounen an d'Regroupements entre pairs, dat gëtt ganz staark reduzéiert vun zwee op eent, respektiv vun dräi op eent. Mir krute gesot, dat wär wéinst de sanitäre Consignen u sech net méiglech. Mir mengen awer, datt et ze organiséiere wär, well och wann d'Stagiairen zwar enk mussen encadréiert ginn, esou ass awer och bei den Hospitaliounen, mengen ech, en Ofstand vun zwee Meter méiglech. Dat ass also net direkt eng Entschéllégung, fir dat net ze maachen. A virun allem ass et e wichtegen Deel vun der Ausbildung, aner Stonne kucken ze goen. A Leit, déi bei ee selwer eng

Stonn kucke kommen, wou een Hiweiser kritt, wat ee kóint verbesseren, dat ass, mengen ech, ee ganz wichtegen, bal dee wichtigsten Deel vun der Ausbildung.

Deen zweete Punkt sinn d'Quereinsteiger. Et ass hei déi politesch Decisioun geholl ginn - mir kruten nämlech gesot, datt et eng politesch Decisioun wär, et wär och anescht méiglech gewiescht -, fir d'Evaluatioun vun de Quereinsteiger just nach formativ ze maachen. Dat heesch, si packen den theoreeteschen Deel, wa si dräi Production-écritte matzäit ofginn. Och de Legislatiounsexamen ass just nach formativ. Et muss een en also just nach maachen.

Dann ass et och déi politesch Decisioun, fir de prakteschen Deel vun hirer Ausbildung, nämlech d'Inspektion vum Unterrecht, och just formativ ze bewäerten. Wa si dést Trimester net kóint gemaach ginn, datt se dann an d'nächst Trimester verluecht gëtt, dat fanne mer normal. Dat ass gutt. Mee firwat énnert een awer hei d'Aart vun der Evaluatioun? Et kann u sech net sinn, datt ee just eng Stonn muss halen, iwwertéit Stonn diskutéieren, mee datt een de Certificat kritt, onofhängig dovunner, ob déi Stonn elo schlecht oder gutt war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si fest dervun iwwerzeegt, datt mer ganz vill ganz gutt Quereinsteiger hunn an datt mer och solle frô sinn, datt mer déi hunn. Mir hunn awer och Quereinsteiger, déi net onbedéngt gëegeent sinn, fir Schoul ze halen, déi dann awer och eventuell désen Examens net géife packen, déi deen awer elo einfach esou net musse maachen.

Duerfir, ech mengen, ech hunn dat schonn e puermol hei gesot: Wa mer vun Enseignement schwätzen, da geet et ém d'Zukunft vun eise Kanner, Jugendlechen! An do kënnt et op den Enseignant un. An dee muss definitiv pedagogesch a fachlech topp sinn. An da kann et net sinn, datt hei, aus wéi enge Grénn och émmer, náischt méi zertifikativ ofgepréift gëtt. D'Schoulen an d'Lycéen, déi hunn et faerdég-kritt, fir d'Schüler, d'Studenten zertifikativ ze préiwen. Da ginn ech dervun aus, datt och den IFEN dat selwecht misst fir d'Enseignanté färdégekréien!

Mat déser politescher Decisioun kënne mir also net averstane sinn. An duerfir wäerte mer eis bei désem Projet de loi enthalten.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Madamm Hansen. An dann ass et un der honorabler Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Francine Closener** (LSAP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, well den IFEN seng Formatiounsprogrammer a Coursé während der Kris huet missen op Äiséen, konnten d'Enseignant-stagiairen hir Formatiounen net wéi geplangt maachen. Well awer och si net fir déi Kris kënne, dierge si och net an hirem beruffleche Parcours bestrooft ginn.

Duerfir ass et wichtig, duerch dést Gesetz eng Rei Upassunge ronderem de Stage an d'Période d'initiation virzehuelen. Esou soll d'Formationen vun de Stagiairen nach méi effikass a méi pertinent ginn. Dorivwär eraus kréien d'Kandidate méi Zäit, fir d'Mindestzuel u Formatiounen kënne ze maachen. An och wat d'Epreuvé vum zukünftege Léierpersonal ugeet, ginn duerch dést Gesetz eng Rei Adaptatiounen gemaach. De Reporter ass am Detail drop agaangen, an och him vu mir nach eng Kéier e grousse Merci.

Här President, wéi aus villen anere kann een och aus dése Krisendispositiounen eventuell Léiere fir no der Kris zéien, net direkt, Här Minister, mee awer à moyen terme!

Ech sinn iwwerzeegt dervun, dass eng Analys vun de Formatiounen ubruecht ass, fir eeben eis Stagiairen optimal op hire Beruff virzubereeden, awer och déi aktuell Enseignanté mat enger wierklech effikasser a pertinenter Formation continue ze énnerstézzen.

Här President, d'Coronakris soll esou mann wéi méiglech negativ Auswirkungen op de Parcours, d'Formatioun an d'Karriär vun eisen Enseignant-stagiairen hunn. Dat gëtt duerch dése Projet séchergestallt. An duerfir ginn ech och do zuou den Accord vun eiser Fraktioune.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Madamm Closener. An da fuere mer weider mat der honorabler Madamm Djuna Bernard.

► **Mme Djuna Bernard** (d'éi gréng).- Merci, Här President. Ech schwätze vun hei. Merci dem Reporter fir sain exzellente Rapport. Jo, et ass nach net esou laang hier, d'lescht Joer, wou mer de Stageopbau reforméiert hunn. Do hu mer vill iwwert d'Hospitaliounen, de Regroupement entre pairs a sou weider geschwat.

Ech fannen et novollzéibar, dass dat net konnt stattfannen. Ech weess awer vu villen Echangé mat Leit aus dem Secteur, déi grad elo wärend der Kris esou vill Echangé mat hire Pairen hate wéi seelde virdrun, well se sech natierlech concertéiert hunn, wéi se elo déi ongewénlech Situations kënne léisen. Dowéinst vertrauen ech och do op d'Conscience vun deene ville Professionellen am Secteur, fir deen Echange awer ze féieren.

Dass de Bilan vun den didaktesche Kompetenzen a vum Portfolio op dat nächst Joer verréckelt gëtt, erschéngt mer evident. Dat ass logesch an novollzéibar, well einfach eng Rei Kompetenzen elo net konnte gepréift a certifiéert ginn. An och, dass d'praktesch Prüfung kënne am Trimester 2020/2021 (veuillez lire: am éischten Trimester 2020/2021) nogeholl ginn, erschéngt mer total legitim en vue dovunner, dass déi einfach net konnte stattfannen an dass och elo natierlech déi Enseignant, déi am Stage sinn, och voll age spaant sinn an der Organisatioun vun der Schoul, déi jo awer fir jiddwereen usprochsvoll ass. Dass d'Formation-continuen iwwert déi nächst dräi Méint nogeholl ginn, ass wichtig a richteg. Déi solle jo och dowéinst elo net verluer goen.

Wat mir hei ze soen iwwreg bleift, ass, dass ech et wichtig fannen, dass dës Mesuré kloer an transparent alle Stagiaire kommuniziert ginn, dass si wéssen, wou se dru sinn, wat op se duerként elo, wat spéider nach op se duerként. A wa mer dat maachen, dann, mengen ech, gi mer hinne gerecht, well si sinn natierlech och gradesou wéi vill amerer d'Affer vun enger sanitärer Kris a sollen net drénnner leiden.

An deem Senn ginn ech heimadder den Accord vun der grénger Fraktioune.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Madamm Bernard. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmoos merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och nach eng Kéier merci un den Här Baum, dee wierklech haut vill, vill Rapporte muss présentiéieren. An e mécht dat, wéi gesot, émmer ganz gutt a ganz komplett.

Mir hinn eng Rei Froen, wat dést Gesetz ugeet. Awer mir deelen d'Absicht vum Gesetz, och mir sinn der Iwwerzeegung, datt duerch dës Kris kengem soll en Nodeel entstoen. Dofir wäerte mer och dést Gesetz net matstëmmen, well mer awer Froen hunn, awer och net dergéint stëmmen. Mir wäerten eis enthalten.

Mee déi Froen, déi mer hunn, dat sinn der eng ganz Partie. Déi éischt ass emol eng Kéier zu de Matières, déi elo net vermettelt ginn um IFEN: Wéini kënne déi Leit dat nohuelen? Well wa mer dervun ausginn, datt alles dat, wat do enseignéiert gëtt, och wichtig ass, da stellt sech eben d'Fro: Gëtt wierklech alles nogeholl?

Déi zweet Fro ass déi vun deenen Épreuves certificatives, déi an Épreuves formatives émgewandelt gi sinn. Ech mengen, d'Madamm Hansen hat dee Punkt och schonn ernimmt. Et ka jo net sinn, datt eigentlech keen Examéi iwwert d'Gesetzer gemaach gëtt. Et wore jo scho bal keng Épreuves certificatives méi um IFEN. Dat meesch ass schonn némmen nach formativ. Et worn net méi vill Matières, wou iwwerhaapt nach en Examéi war. A fir dat och elo nach émzwandelen, dat geet vlaicht ee Schrétt ze wäit.

Et kann een net higoen a Leit an eise Schoul-system eralosesse mat enger Verantwortung, wou mer awer net sécher sinn, datt se eis Gesetzer an deem Beräich kennen. Dofir ass dat eng Fro, déi mer eis awer stellen.

Dat Drétt sinn d'Formatiounsméiglechkeiten um IFEN elo wärend der Kris. Wéi wäit ass et dann eigentlech do - well mer jo hei gewuer ginn, datt verschidde Formatiounen ganz ewechgelooss goufen an esou weider - a wéi wor et dann do mam Enseignement à distance? Ech mengen, eng vun deene Kompetenzen, déi eis Stagiairen um IFEN solle léieren, ass jo eigentlech d'informatesch Kompetenz. Wéi wäit ass dat do am Enseignement benotzt ginn?

D'Madamm Closener huet och hei gesot, datt d'LSAP à long terme wéilt kucken, wéi den Enseignement um IFEN soll organiséiert ginn, wat do de Leit soll bâibruecht ginn. Dat denke mir och, vlaicht énner engem anere Bléckwénkel.

Well énnert deenen néng Kompetenzen, wéi dat hei genannt gëtt am Gesetz iwwert den IFEN: „neufs compétences professionnelles“, do feelt eigentlech déi wichtigst an eisen Aen. Ech wéll lech emol kuerz déi néng Kompetenzen hei zitéieren, déi am Gesetz sti vum IFEN, déi de Stagiairen do bâibruecht ginn.

Do steet: „agir en professionnel“, et soll een eng kollektiv Dynamik kënne entwéckelen, et

soll ee mat den Eltere kënne zsummeschaffen, et soll een eng Situation d'apprentissage kënne imaginéieren „concevoir“, et soll een e Fonctionnement vun engem Grupp kënne maîtriséieren, et soll ee Saache kënne bewäerten, et soll ee psychopedagogesch Kenntnisser hinn, et soll ee kënne mat de Schüler kommunizieren an et soll een d'Technologies de l'information beherrschen.

Souwält d'Gesetz. Mee dat Allerwichtegst, dat feelt doranner. An dat Allerwichtegst, wat ee soll kënne, wann een an eng Schoul geet, dat ass einfach: Wéssen vermettelen - savoir enseigner des connaissances. Dat ass eppes, wat feelt! Néng Kompetenzen, déi wichtigst feelt.

An dofir denke mir och, datt ee vlaicht eng Kéier muss higoen an iwwerhaupt d'Formation vun de Stagiairen an de Contenu, de Contenu an d'Qualitéité vum Enseignement um IFEN esou op de Leesch huelen, datt mer sécher sinn, datt wierklech déi beschtméiglech Virbereedung vun de futur Enseignant do bruecht gëtt.

Mir sinn als ADR, dat hinn ech hei dacks gesot, der fester Iwwerzeegung, datt eise Schoulsystem muss erém opgebaut ginn, datt mer müssen erém probeieren, méi Wéssen an d'Schoul eranzebréngen, datt mer d'Qualitéité an den Niveau vun de Schoule musse lues a lues erém an d'Luucht hiewen, well mer och am internationale Vergläch grouss Problemer hinn. Pisa oder Verglächstester an der Informatik weisen eis dat émmer erém. Mir musse Konklusiounen zéien, Konsequenzen zéien an eis Kanner, och am Vergläch zu den Nopesch-Regionen, beschtméiglech op hir Zukunft virbereeden.

Dat heiten, d'Ausbildung vun den Enseignant, ass een Deel dovunner. A mir engagéieren eis, jiddefalls als ADR, fir hei den IFEN an d'Formation vun den Enseignanten och an deem Senn unzegoen, datt mer welle méi Wéssen, méi Fachwéssen an d'Vermëttlung vu Fachwéssen an dee Studium materabréngen. Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Här Kartheiser. Erlaabt Der, datt den Här Baum lech eng Fro stellt?

► **M. Gilles Baum** (DP), rapporteur.- Et ass keng Fro, et ass eng erklärend Remark. Ech wollt awer just op déser Platz soen: Dir hutt déi néng Punkten opgezielt an deen zéngten, wou Der sot, dass ee muss wéssen, wéi een enseignéiert.

Mir schwätzen hei vu Leit, déi jo awer véier Joer Formatioun gemaach hinn. A wann ech net schlecht informéiert sinn, da géif ech mengen, an deene véier Joer hätte se 18 Wochen an de Klasse verbruecht, bei de Klasse verbruecht. An ech mengen - 18 Wochen ass en halleft Schouljoer -, dass se do déi Kompetenzen schonn énner Beweis gestallt hinn, soss hätte se hire Bachelor net gepackt.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Här Baum, fir déi Prezisioun.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ech wéll dem Här Baum kuerz drop äntworten, op eng Manéier, mengen ech, déi och hien akzeptéiert. Ech wéll einfach säi Minister zitéieren. Well den Här Minister Meisch huet viru Kuerzem en Interview am „Létzebuerger Wort“ ginn, ech hinn em et och hei matbruecht, ech kann et nosichen, wann den Här Baum insitéiert, wou den Här Minister selwer gesot huet, datt d'Student Lacunnen hinn.

Hie weess och, an en huet et am „Létzebuerger Wort“ gesot, datt eeben déi do Theorie leider net méi stëmmt an datt mer musse kucken an der Formation vun den Enseignanten no de Wéssensréckstänn an de Kompetenzen am Franséischen, am Rechnen, an der Mathematik, well do einfach Lacunnen hautzudaags bestinn.

A mir musse kucken, datt mir och déi Formation universitaire an alles, wat am Virfeld vun engem IFEN steet



# SÉANCE 43

MERCREDI 17 JUIN 2020

dee ganze Curriculum, souwuel d'Grondausbildung, d'Fachwëssen, d'Pedagogik vum Fach an herno déi praktesch Vírbereedung an der Pedagogie zesummen awer dozou féieren, datt d'Léierpersonal ouni Wéssenslacunne ka seng Funktiounen do ausfëllen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner** (déri Lénk).- Merci, Här President. Et kéint ee laang iwwer Lacunne schwätze vun engersäits den Enseignanten, anersäits de Schülerinnen a Schüler. Dat ass eng Diskussioun, déi net nei ass. Ech mengen, virun 20, 30, 40, 50 Joer gouf émmer gesot: "Hautzudaags ass alles méi schlecht! D'Leit sinn émmer manner qualifizéiert."

Dat ass eng laang Diskussioun. A mengen Geschichtsstudium, kann ech mech erënneren, do hat ech al mesopotamesch Geschicht geholl, a mir hunn eng Plakett a Käilschréft analyséiert, wou e Mann am drëtte Jordausend viru Christus op Toun geschriwwen huet, d'Jugend vun haut, déi wier katastrophal, si géif de Géitter net méi huldegen. Si géif sech némme nach fir Päerdscourssen interesséieren - dat war d'Formule 1 deemoos - ...

## (Hilarité)

... an némme Béier drénken. Dat war schonn deemoos in. An d'Zivilisatioun géif énnergoen. Déi Zivilisatioun huet nach eng gewëssen Zäit gedauert.

Mee, niewebäi ...

## (Interruptions)

Dat huet de Proff eis gesot, dee sot eis: „Erzielt dat eng Kéier, wann der en Här oder eng Madamm héiert soen: „Passt op! D'Jugend vun haut, aus dár gétt náischt méi!““

Mee natierlech, wann een elo haut kuckt, ...

## (Interruption)

... wien och an de Secondaire ka goe par rapport zu fréieren Zäiten: De Secondaire huet sech opgemaach fir aner Bevölkerungschichten, dee virdur vill méi reservéiert war fir Leit aus dem Bildungsbürgertum, Kanner aus dem Bildungsbürgertum, déi natierlech schonn e gewëssene Privileeg haten an d'Schoul konnten, an engem gewëssene Format, och vill besser matmaachen.

Ech mengen, de Problem ass jo och deen - ech äntwerten e bëssen op dat, wat mäi Virriedner gesot huet -: Natierlech muss en Enseignant am Secondaire säi Fach maîtriséieren. Mee e Fach maîtriséieren ass eng Saach. Capabel sinn, esou e Fach och nach weiderzevermëttelen, ass eng aner Saach, an eng ganz aner. Et kann een e Fach ganz gutt maîtriséieren an incapabel sinn, fir dat weiderzevermëttelen.

A mir mengen och hei, hautzudaags ass de Problem net onbedéngt deen, datt d'Enseignanten déi Formation net onbedéngt hätten, fir kennen hiert Fach weiderzevermëttelen an der Schoul, mee et ass och eng Fro vu Mëtteleen, déi d'Enseignanten hunn an déi d'efféntlech Schoul iwwerhaapt hei zu Lëtzebuerg huet. Dat deet natierlech de Kader vun déser Debatt explodéieren.

Mir wäerten deen heite Projet de loi matdroen, well mer der Meenung sinn, datt en awer enger gewëssener Urgence entsprécht. Mir sinn eis awer natierlech och bewosst, datt een déi ganz Diskussioun iwwert de Stage vun den Enseignanté muss weiderfeieren, well do gétt et nach ganz, ganz vill Nachholbedarf. A mir wësse jo och, datt et net vun náischt kennt, datt vill Enseignantes, zemoools vun deene méi jéngere Generationen, och soen, datt de Beruff émmer méi ustregend gétt. An en ass et och. En ass et och objektiv ginn. Et ass keen einfache Beruff hautzudaags. An och déi Period, déi Formationsperiod, mécht d'Saach och net méi einfach. Mee ech mengen, dat ass nach eng Diskussioun, déi mer weider wäerte feieren.

Voilà. Mee dovunner ofgesinn, mir stëmmen dat heite mat.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci vill-mools, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsmister Claude Meisch.

## Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Och e grouse Merci nach eng Kéier un de Gilles Baum, deen eis, d'selwecht wéi d'lescht Woch,

hei duerch den Educatiounsmarathon guidéiert an eis an déi eenzel Matière ganz gutt a kompetent aféiert.

Ech wëll vläicht just e puer Remarken hei nach zu deem maachen, wat gesot ginn ass. Et hat een e bëssen d'Impressioun, den IFEN, dee wär zougewiescht während d'r ganzer Kris. Dat ass net de Fall.

Den IFEN war ganz aktiv. E war op Distanz ee-been aktiv par rapport zu senge Clienten, an dat sinn d'Enseignanten. E war esou aktiv, datt en émmerhin 300 Formation-continuen uegueuden huet, ebeen op Distanz, mat 8.000 Inscriptiounen während d'r doter Phas. Ganz dacks natierlech Formation-continuen, déi grad elo geopasst hunn, déi grad am Digitalen ebeen do thematiséiert waren, fir den Enseignanten doheem kennent énnert d'Aerm ze gräifen an ebeen ze kucken, wéi se och elo à distance kennen hir Schülerinnen a Schüler esou gutt wéi méiglech encadréieren.

Dat wat natierlech gefeelt huet, dat war d'Méiglechkeet, an d'Schoul ze goen, als Stagiaire an d'Schoul ze goen. Dat war ebeen den Échange entre pairs, dat war d'Hospitatioun. A ganz einfach, well d'Schoul laang zou war. A well d'Schoul eebé momentan och nach énnér anere sanitäre Bedéngunge fonctionéiert. An et ass awer och, denken ech, hei elo dacks genuch gesot ginn an deene leschte Wochen an der Chamber: Mir wëssen, datt d'Enseignanté momentan och nach aner Saachen ze dinn haten an nach ze dinn hunn, an déser exzéptioneller Situatioun. An duerfir hu mer ebeen och dovunner ofgesinn, elo nach zousätzlech d'Obligation zu maachen, do Stagiaires ze empfänken, déi ze encadréieren, déi nokucken ze loossen an hinnen ze erklären, wat hir Methode sinn.

Mir haten einfach elo eng Prioritéit. An dat war de Covid-19 an dat war, d'Schüler erëm zréck an d'Schoul ze kréien. An dat war, déi Lacunnen, déi entstane sinn, esou gutt wéi méiglech am Presenzunterrecht respektiv à distance kennen ze combléieren.

Een anert Wuert vläicht zu de Quereinsteiger. Also, hei ass et e bëssen esou duergestallt ginn: „Wann déi elo keng Epreuves certificatives méi musse maachen, da kréie mer se guer net méi aus der Education eraus.“ Ech wëll hei just soen: Déi hunn allegueren e Contrat à durée indéterminée! Hei geet et jo virun allem dréms, ob se duerndo an eng Karriär als Fonctionnaire kennen kommen; well si hunn allegueren als Salarié et Statut à durée indéterminée. A si wäerten dann och iwwert déi nächst Joren - egal wéi, ob se déi Epreuve gepackt hätten oder net - kennen enseignéieren. Datt een natierlech duerndo iwwer aner Weeér, Formation continue an esou weider, kuckt, op eventuell Lacunnen anzegoen, ass kloer, dat hätte mer souwouss gemaech. Dat kenne mer och elo maachen, wa bei enger formativer Epreuve dann do sech sollt erausstellen, datt dat eent oder dat anert vläicht awer net esou sétzt.

Ech wëll och drop hiwiesen, datt mer jo mat der Reform vum Stage en zousätzlech Joer och geschafen hunn, eng Année d'approfondissement. Wa mer also elo formativ Evaluatiounen hunn, wou een émangaproochlech gesot „net kann duerchfaaren“ doduerjer, mee eigentlech eng Informatioun kritt, wat da vläicht nach net esou perfekt ass, da kann ee sech jo och grad a senger Année d'approfondissement mat deene Matière beschäftegen an dat eebe verdéiwen. An duerfir, hei geet et jo grad doréms an duerfir denken ech och, dass dat doten e gudde Wee ass, an déser Noutsituatioun par rapport zu de Quereinsteiger ze reagéieren.

Wat mir och wichteg war, dat ass, datt mer déi Engagementer, déi mer geholl hu par rapport zu de Quereinsteiger, wat hire Parcours ubelaangt, och den zäitlechen Olfaf vun deem Parcours ubelaangt, kennen anhalen. Dat trotz der Covidkris. Mir wäerten nämlech och déi nächst Joren op Quereinsteiger ugewise sinn.

An do ass et ebee wichteg, datt dat, wat mer déi Generation vu Quereinsteiger, déi elo bei eis komm sinn, versprach hunn, datt mer dat och kennen anhalen. Well némmen da wäerten och déi nächst Joren d'Leit eis gleewen, hire Beruff opginn, hiren Engagement op enger anerer Plaz opginn, fir bei d'Education nationale ze kommen an eis do kenne weiderzehéllfen.

Dat waren déi Prezisiounen, déi ech nach wollt ginn. Fir de Rescht wollt ech lech allegueren Merci soe fir déi Zoustëmmung respektiv déi Énnerstëtzung, déi Der dann op anere Maniéieren hei zum Ausdruck bruecht hutt.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci dem Här Educatiounsmister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7604. Den Text steet am Document parlementaire 7604<sup>2</sup>.

## *Vote sur l'ensemble du projet de loi 7604 et dispense du second vote constitutionnel*

D'Ofstëmmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

## *Appel nominal (votes par procuration)*

De Vott ass ofgeschloss. D'Resultat vum Vott ass: De Projet de loi ass mat 33 Jo-Stëmme bei 24 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7604 est adopté par 35 voix pour et 25 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly KAES, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Léon Gloden) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

## *(Assentiment)*

Et ass also esou décidiert.

## **4. 7579 - Projet de loi portant dérogation à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental**

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7579 iwwert d'Léierpersonal an der Grondschoul. An nach eng Kéier ginn ech direkt d'Wuert un de Rapporter vun désem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum.

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

## *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

► **M. Gilles Baum** (DP), rapporteur.- Merci, Här President. Esou wéi Der et gesot hutt, geet et effektiv hei ém d'Astellung vun enger ganzer Rei Studenten fir an eise Primärschoul, am Fundamental, ze héllefen. Ech erënneren nach eng Kéier kuerz un d'Opdeelung an d'Woch A an d'Grupp B mam Zil, d'Gruppen an de Klassen esou kleng ze hale wéi méiglech, fir de Virus anzedämmen. Doduech ginn natierlech méi Personal a méi Raimlechkeete gebraucht. Ech mengen, mir hunn de Mëttele schonn driwwer geschwat, do brauch ech net nach eng Kéier an den Detail ze goen. Et geet awer och dréim, fir Léierpersonal, dat vulnerabel ass, ze ersetzen.

Am Ganze goufen, an dat no Ofsprooch mat de Studentenorganisationen, 1.012 Persounen rekrutiert fir auszehéllfen. Och op den Unien an op den Héichschoulen am Ausland si wärend der Kris Courses ausgefall respektiv ass villes online uegebueden ginn, soudass vill Lëtzebuerger Studenten zu désem Moment och nach am Land sinn.

Ze notéieren ass, dass dës Studenten, déi 1.012, duerch déi zwielef Direktiounen (veuillez lire: déi 15 Direktiounen) an déi 105 Gemenge verdeelt gi sinn.

## *(Interruption par M. Gilles Roth)*

Pardon! Hunn ech gesot 105? Ech entschëllege mech! Merci, Här Roth, fir d'Rektifikatioun!

Vun deene Studenten hunn der 827 eng Première, 126 hunn e Bachelor an 59 hunn e Master. An ech mengen, et ass onnéideg zu énnérsträichen, dass allegueren déi Jongen a Meedercher, déi jo op der Uni.lu d'Formation maachen, fir de Bachelor ze kréien, och um Terrain engagéiert sinn.

Dést Gesetz derogéiert an engem Punkt zum Schoulgesetz vun 2009, an zwar an deem Senn, dass Leit kennen agestallt ginn, déi dee Brevet fir erseten ze goen net hunn, einfach fir d'r grousser Demande u Personal nozékomen téschent dem 25. Mee an dem 15. Juli.

Ech énnérsträichen elo nach eng Kéier ganz kloer an däitlèch, dass allegueren déi Leit eng Première hunn, mat Ausnam natierlech vun de Chargé-de-courses, déi scho virun 2009 beim Staat agestallt waren an elo an der Réserve des suppléants sinn.

D'Kontrakter lafen iwwer zwee Méint, och wann d'Gesetz bis de 14. September leeft. An domat soll séchergestallt ginn - an dat ass dat jo, wat mir d'lescht Woch hei an enger Motion festgehalten hunn, wat mir zesumme gestëmmt hunn - dass och kann op Leit zréckgegraff ginn, fir de Kanner op d'Spréng ze héllefen, déi dat virun der Rentrée géife brauchen.

Dést Gesetz huet e puer Ronne gedréint beim Staatsrot, well de Staatsrot gären am Gesetz gesinn hätt, vivill déi Leit verdéngen, an och wéinst enger Rei textuelle Prezisioounen, deene mer nokomm sinn.

D'Remuneration als also opgelësch fir déi Leit, déi e BAP, e Brevet d'aptitude pédagogique, oder e CEP, e Certificat d'études pédagogiques, hunn. Zweet Kategorie sinn déi Leit, déi eng Première hunn oder den Equivalent zu enger Lëtzebuerger Première; an dann d'Char-gés de cours.

„Aussergewénlech Zäiten erfuerderen aussergewénlech Moosnamen“, hu mer oft gesot. Awer wat ech esou vum Terrain matkreien, ass awer duerhaus positiv. A vläicht - ech soe souguer „hoffentlech!“ - kréie mer deen een oder anere vun deene jonke Leit, déi elo engagéiert sinn, fir de Beruff begeeschtert.

Voilà, dat war elo mäi siwente Projet an der Educatioun. Mee mir sinn awer nach net fäerdig an d'Educationskommissioun wäert och nach net an d'Vakanz goen. Mir hunn nach de Projet iwwert den ECG, wou de Claude Lamberty Rapporteur ass. Dann hu mer de Projet iwwert d'Professeurs sursitaires, d'Studiebähéllfen an de Medezinnstudium op der Uni, wou de Kolleeg André Bauler Rapporteur ass. An, ech mengen, et ass mäin erkläert Zil, dass mer awer esou vill wéi méiglech vun deene Projeten, wann de Staatsrot eis héllefen, virun der Vakanz clôturéieren an och evakuéieren. Also, wéi gesot, et bleift an der Educatiounskommissioun nach genuch Aarbecht.

Merci soen ech elo just eng Kéier fir déi siwe Projeten an déi véier, déi hännendrukkommen, allegueren de Beamte vum MENJE, déi ganz, ganz fläissig waren, dem Staatsrot, op dee mer eis wierklich konnten immens verloossen, an dann och eiser ganz, ganz fläissiger Sekretarin, der Madamm Joëlle Merges, a ganz besonnesch awer och allegueren de Memberen aus der Educatiounskommissioun, fir dat aktiiv an engagéiert Matschaffe bei all deene Projeten.

Ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei zu désem Projet.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand**



# SÉANCE 43

MERCREDI 17 JUIN 2020

contribuer ainsi à garantir le bon fonctionnement des écoles et des maisons relais/foyers scolaires ».

Elo ass et awer esou, datt déi Studenten, déi moies an der Schoul asprangen, déi ginn direkt iwwert de Ministère bezuelt an déi kréien, wa se eng Première hunn, ronn 39 Euro pro Stonn. Dat ass, loosse mer emol soen, kee schlechte Studenteloun!

Dat ass awer alles fir eis an der Rei. Fir eis ass awer net an der Rei, wann et grouss Ennere scheeder ginn. Well genau déi selwecht Studenten, déi sech op déi selwecht Annonce gemellt hunn an déi dann eeben zoufälleg méttes agestallt ginn, déi ginn iwwert d'Prestatairé bezuelt - also och indirekt iergendwéi iwwert de Staat subventionéiert - an déi kréien esou ronn 12 bis 14 Euro d'Stunn.

Ech weess och nach net, wéi déi Aarbecht opgedeelt ginn ass a wéi d'Studenten opgedeelt gi sinn. Wie konnt moies goen? Wie konnt méttes goen? Ech weess just, datt déi, déi méttes agestallt gi sinn, datt déi am Prinzip déi schlecht Kaart gezunn hunn.

Wéi gesot, d'Regierung huet d'Decisioun geholl, fir op Studenten zréckzegräifen. Fir eis ass d'Aarbecht moies genausou wichteg wéi méttes a miettes genausou wichteg wéi moies. An duerfir soll d'Regierung derfir suergen, an do ginn et sécherlech och Léisungen, datt Studente mat vergleichbaren Diplomer och d'selwecht honoréiert ginn. Dat ass dat Éisch. An zweetens soll d'Regierung d'Káschte fir all déi Studenten zu 100% iwwerhuelen an net dat zum Deel op d'Prestatairen ofwälzen.

An aus dése Grénn wäerte mir eis bei désem Projet de loi och enthalen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Madamm Hansen. Da wier et un der honorabeler Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Francine Closener (LSAP).**- Här President, l'éif Kolleginnen a Kollegen, et ass weeder de Schoulsystem nach de Programm an och net d'Klassegreiss, wat déi schoulesch Karriär vun engem Kand am meeschte beafloss. Determinant ass den Enseignant: wéi hien d'Schüler encouragéiert, motivéiert, wéi e Froen an Theemen diskutéiert, ob e selwer vun engem Theema begeeschtert ass. Némnen da kann en och seng Schüler dovunner begeeschtert.

Dat ass empiresch bewisen an de Meta-Etude vum vill zitéierte Bildungsexpert John Hattie. A wärend dem Confinement an dem Homeschooling huet sech och eemol méi gewisen, datt den digitalen Unterrecht sécherlech eng Ergänzung kann an och soll sinn, awer ganz sécher keen Ersatz ass vum reelle pedagogesche Setting mat engem Pedagog, wa méiglech de préférence mat engem ausgebilte Pedagog.

Mee a Krisenzaite muss ee flexibel si wéinst der Opdeelung an A- a B-Klassen. Wéi de Rapporteur et jo ganz richteg erklärt huet - a merci och nach eng Kéier vun eiser Sait fir dése Rapport -, ass et mam Contingent u Léierpersonal, dat schonn an eisem System war, eeben net méi duergaangen.

Aus deem Grond stëmme mer elo dése Projet de loi, deen et erlaabt, op méi Personal fir den Asaz am Fondamental zréckzegräifen. Ouni dése Renforcement vun eisem Corps enseignant wier d'Organisatioun vun der Schoul, wéi mer se elo wärend der Kris gemaach hunn, ganz einfach guer net méiglech gewiescht! Deemno gëllt och all deenen, déi sech hei esou séier gemellt hunn - an et waren der jo iwwer 1.000 - ee ganz grousse Merci!

An et kéint natierlech och e ganz interessanten Exercice sinn, fir bei deene Studenten, déi quasi aus dem Stand eraus an eise Schoulsystem erakomm sinn, eng Enquête ze maache fir ze héieren, wéi si dee System empfannten, wéi si en erlieft hunn. Dobái kíme ganz bestëmmé konstruktiv Denkustéiss a Konklusiounen eraus.

Gradesou interessant wier et fir ze kucken, fir déi Leit effektiv och weiderhin un d'Schoul ze bannen, zum Beispill fir Nohélfecourses, zum Beispill awer och fir Hausaufgabenhëlf. An deem Sénns ass et jo och gutt, datt hir Kontrakter iwwert d'Summervakanz nach weiderlafen.

De groussen Zesummenhalt hei zu Lëtzembourg, Här President, deen dréckt sech och an désem Projet de loi aus. Et geet schlüsslech ém náischt anesch wéi ém d'Oprechterhale vun eisem Bildungssystem an ém d'Ersetze vu vulnerabele Leit, an désem Fall vulnerabelen Enseignanter. Duerfir ginn ech natierlech och heizou den Accord vun der LSAP-Fraktiou.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Madamm Closener. An ech ginn d'Wuert direkt virun un déi honorabel Ma-

damm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Djuna Bernard (déri gréng).**- Léif Kolleginnen a Kollegen, nach eemol e grousse Merci un de Rapporteur Gilles Baum fir déi lescht zwou Woche vull Aarbecht, déi Der geleescht hutt an den exzellente Rapporten, déi eis hei virlouchen an déi Der natierlech exzellent presentéiert hutt.

Et goufen iwwer 1.000 Leit rekruétéiert, hu mer héieren. An et geet net némnen duer, hinne Merci ze soen, mee mir mussen hinnek och eng Rechtssécherheet bidden.

Si, dat si vill Jonker, déi och scho virdrun a Jugendhauser, an de Scouten, a ville Kolonie sech benevoll engagéiert hunn. Dat si Studenten, deenen hir Uni ofgebrach gouf oder déi nieft hiren digitale Coursé sech méttes nach an de Maison-relaisen oder an de Schoule weider engagéieren.

Et geet dréms, dass mer fir si Responsabilitéit iwwerhuelen an dass mer net just hei stinn an opzielen, wat net geet, mee och als Staat hei d'Responsabilitéit assuméiere fir dee ganze System, dee mer opgebaut hunn a wou mer hinnek eeben och hei eng Rechtssécherheet mussen ginn, esou wéi ech dat grad scho gesot hinn.

De Ministère huet probéiert, an däri ganzer Pandemie a senger Schoulpolitik eng "evidence-based policy" ze maachen, also fir sech un der Gesondheet ze orientéieren an net just un ekonomeschen Imperativen. An dat ass fir d'éischt emol luewenswäert, well et geet émmerhin ém d'Wuel vun der Kanner an natierlech den Enseignanten. An dëst bedeit, dass ee muss flexibel sinn an dass dynamesch Decisiounen musse geholl ginn, déi een net émmer kann am Viraus previsibel a perfekt kommuniziéiert presentéieren.

Evidenzbaseiert Politik heescht am Kader vun deem, wat mer hei maachen, natierlech och, dass mer schnell musse reagéieren. An dat ass net émmer confortabel. Esou diskutéiere mer grad elo am Moment erém driwwer, ob d'Schoulen net awer erém op deen ale System sollen émschwéngen. Op däri anerer Sait, wa mer no de Grénn kucken oder der wissenschaftlecher Approche, wou mer am Fong awer elo kee Virus méi esou present an eiser Gesellschaft hunn a glächzäiteg gesinn, dass Kanner net esou vun der Schoul kenne profitéieren, just all zweet Woch a Kontakt mat hirem Enseignant kommen, da muss een och hei erém kenne sech iwwerleeën, ob een net en fonction vun den Zuele seng Politik erém muss kenne flexibel ännern.

Ech mengen, genau dat, deen Exercice mécht de Ministère am Moment. Dat ass ganz sécher net einfach an et fuerdert alt erém eng grouss Flexibilitéit vun den Enseignanten um Terrain a vun däri ganzer Schoulorganisatioun. Ech hinn en enorme Respekt virun deem, wat si an deene leschte Wochen hu misse leeschten a wat natierlech och dann elo eventuell kann op si zoukommen.

Ech wéll awer och hei ganz kuerz soen, éier mer ophalen an däri Diskussioun, dass ech och grousse Respekt hu virun de Mataarbechter um Ministère, fir déi et definitiv och net einfach ass, allegueren déi Saachen do ze berechnen. Déi Modeller, dat ass sécher eng grouss Frausforderung gewiescht fir si. An och do, fannen ech, gehéiert hinnen e grousse Merci, fir eeben dee Courage och ze hunn, an déser Situations émmer erém à courte vue mussen Decisiounen ze huelen an déi natierlech och dobaussen ze verteidegen. Dat ass ganz sécher net einfach. Mee d'Wuel vun de Schüler ass dat, wat muss am Vierdergrond stoen. An dat ass déi héchsten Direktiv, no däri mer eis solle riichten, souwuel gesondheetlech, mee awer och an der ganzheetlecher Approche, fir d'Bildung vun eise Schüler ze garantéieren.

An deem Sénns droe mir och dése Projet de loi ganz gäre mat. Et geet ém Rechtssécherheet an ém eng gutt Continuation vun eisem Schoul-system. An an deem Sénns soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Madamm Bernard. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Vill-mools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och dann nach eng Kéier de Merci un den Här Baum fir seng wierklech grouss Fläissaarbecht.

An eisen Aen, mengen ech, ass et wichteg, hei nach eng Kéier ze betounen, datt mer jo hei an engem Zenario si vun enger Gestioun vun enger relativ chaotescher Situations. Et ass hei dréim gaangen, an dat huet de Staatsrot och gesot, fir méiglechst séier manner qualifizéiert Leit, méiglechst vill manner qualifizéiert Leit kennen ze engageieren, fir dee Modell vun

Enseignement, vu Rentrée, deen den Här Meisch proposéiert huet, kennen ze réalisieren. Dat ass natierlech keng optimal Viraussetzung.

An ech fánke vläicht un, ech hinn e puer Kommentaren, mee ech fánke vläicht un, deen Aspekt vun der Qualifikatioun e bësse méi zu belichten, an zwar vläicht och a sproochlecher Hisicht. Well ech wär net bei der ADR, wann dat net wichtig wär.

Mir hinn hei gesot kritt: „Et ass wichteg, datt d'Leit Lëtzebuergesch können“, well Lëtzebuergesch ass an däri ganzer Primärschoul an och virdrun en Deel vum Programm. Ech mengen, et ass émmer virgeschriwwen, datt d'Leit mussen kenne Lëtzebuergesch schwätzen an datt d'Kanner dat solle léieren.

Elo ass et awer esou, datt net jidderee mat Première iwwerhaapt nach Lëtzebuergesch kann oder datt mer dat einfach kenne virussetzen. Mir hinn an der Téschenzäit an eisem Schoul-system och Klassen à régime linguistique spécifique, wou net méi garantiéiert ass, datt jidderee déi dräi administrativ Sprooche vum Land op engem gudden Niveau kann. Mir hinn och ewell international Schoule mat engem Diplom aus der Lëtzebuerger éffentlecher Schoul a mir mussen ufánken an eis froen: Wat ass dann eigentlech die Sproochenniveau? Wéi eng Sprooche kenne déi Leit nach, déi mat enger Lëtzebuerger Première wierklech untrieben?

Dann: Hunn déi Leit wierklech alleguer den Niveau Première? Den Här Baum huet eis dat hei gesot. En huet gesot, ech mengen, et worn iwwer 1.000 Leit, an en huet eis do énnerstrach, datt jidderee eng Première huet, op d'mannst. Mee firwat ass dat Gesetz dann esou redigéiert?

Wann een d'Gesetz kuckt, da gesäßt een, datt op d'mannst zwou Dispositiounen drastinn, wou eigentlech Ausname virgesi sinn. Et steet do bei enger Dispositioun am Gesetz an enger op enger Websäit vum Unterrechtsministère. De Gesetzesprojet, dee mer hei solle stëmmen, deen huet eng extra Dispositioun fir Leit, déi keng Première hunn. Do steet: « Le chargé de cours ne pouvant pas se prévaloir des diplômes cités aux lettres a) et b) » - an do steet d'Première dran -, dee kritt eeben déi an déi Indemnitéit.

Firwat brauche mer dat dann, wann de Welle besteet, datt jidderee eng Première huet? Op däri Websäit, wou d'Leit sech konnte melle fir de Pool national études surveillées oder Pool national accueil d'enfants, do konnt ee säi Profil ukräizen. A bei deem Profil, deen ee kann hinn, stéet cloer „sans diplôme“. Och déi Leit konnte sech mellen!

Ass dat dann elo wierklech esou, datt jidderee eng Première huet? A wann dat da wierklech de Welle vun der Regierung ass, firwat sinn déi Ausnamen oder déi Méiglechekeiten iwwerhaapt virgesi, fir sech ouni Diplom kenneze mellen? An dat Gesetz erméiglecht och, datt déi Leit remuneréiert ginn.

Eng zweet Consideratioun betrëfft, wéi déi Leit agesat ginn. Ech wéll dat elo net weider verdiéwen, well mer scho virdrun an Diskussiounen hei waren. Mee mir mussen einfach wëssen, datt esou vill Kanner an deenen Etudes surveillées sinn, an och nométtes, an och well esou vill Enseignanté feelen, zum Deel, well se vulnerabel sinn, datt et einfach esou ass, datt déi Leit hei och schoulesch Aktivitéité musse maachen. Do féiert kee Wee derlaanscht. Dat ass einfach eng normativ (veuillez lire: eng objektiv) faktesch Saach. An da musse mer eis eebe froen: Ass dat eng optimal Situations, datt déi Studenten, bei deene mer scho virdrun iwwer verschidden Defiziter geschwät haten, och an deene Funktiounen aktiv sinn?

Eng drétt Consideratioun, dat, mengen ech, hinn d'Virriedner och schonn ugeschwat, ass einfach déi vun der Gerechtegeket, datt déi eng Studenten anesch bezuelt gi wéi déi aner, datt déi eng eng steierlech Exemptioun hinn, déi aner net. Do gesi mir esou a grondleech Problem, datt mer dése Projet och net wäerte matstëmmen.

An eng véiert Consideratioun betrëfft d'Durée vum Engagement. Mir haten an deem Projet virdru Leit, déi hu mer engagéiert bis de 15. Juli. Hei engagéiere mer Leit bis de 15. September. An interessant ass, datt hei gesot gëtt, datt déi Leit och Nohélfstonne kenne ginn an der Vakanz. Dobái ass ze wëssen, datt souwuel an der Ouschtervakanz wéi an der Päischtvakanz de Minister gesot huet, et sollte keng Vakanzaarbechten organiséiert ginn. Déi Kanner hätten hir Vakanz zegutt. Elo an der grousser Vakanz soll et gemaach ginn.

Mee wie vun deenen 1.000 Leit soll dann déi Nohélfstonne ginn? Ass dat obligatoresch? Wéi gëtt gesot, wéi eng Kanner sollen Nohélfstonne kréien a wéi eng net? Mussen d'Eltern d'accord sinn? Däerfe se an d'Vakanz fueren, wa se sollen Nohélfstonne kréien,

souwuel d'Enseignanté wéi déi Schüler, déi eventuell nach Defiziter opweisen?

Firwat gëtt net méi brevetéiert Personal geholl? Mir gesinn haut nach, datt brevetéiert Léierpersonal geholl gëtt fir an de SCRIPT oder an aner Instanzen, déi éischter zum administrative Waasserkapp vum Unterrechtsministère gehéieren. Besonnes och an désen Zäite wär et wichtig gewiescht, fir brevetéiert Léierpersonal bei d'Schüler ze huelen, elo wou mer higginn a mir musse bis zu 1.000 Leit, déi net déi selwecht Qualifikatiounen hinn, ganz séier rekruéieren.

Wéi eng Formatioun hinn déi Leit kritt? Mir haten dat och an enger Question parlementaire schonn opgeworf. An ech mengen, mir hinn nach keng Antwort dorobber kritt. Do ass gesot ginn, déi kriten een Dag Formatioun. Wéi si de kontrolléiert ginn? Wéi wësse mer, ob hir Moralitéit wierklech deem entsprécht, wat mer mussen hinn, fir bei d'Kanner ze kommen?

Et sinn esou vill Froen an dofir kommen ech op dat zréck, wat ech am Ufank gesot hinn. Mir sinn iwwerzeegt, datt mer hei eng Gestiooun oder de Versuch vun enger Gestiooun vun enger chaotescher Situations hinn, déi mer net hätte missen hinn. Dat war e Choix, e politesche Choix vun der Regierung, fir d'Rentrée esou ze organiséieren.

Vill Froen, vill Ongerechtegeeten, vill Onsécherheiten, dat ass net esou, wéi mir eis eng Legislatioun am Unterrechtswiesen oder iwwerhaapt virstellen. An dofir wäerte mir dëst Gesetz net matdroen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déri Lénk).**- Merci. Ech wäert mech ganz kuerz faassen. Ech felicitéieren och dem Här Baum fir säi siwente Rapport dozou. Mir wäerten deen heite Projet de loi matstëmmen.

Et ware länger Diskussiounen natierlech an der Educationskommissioun, zemoools wou et ém déi Remplaçanté goung, déi keng Première wäerten hinn. Sou wéi ech et verstehen hinn, ass et de Wonsch, fir éischter op Leit zréckzegräifen, déi eng hinn an déi och en Diplom hinn. Mee falls dat net de Fall ass, a mir si jo awer an enger komplizéierter Situations, da wier dee Problem awer och esou greegelt. Et ass net ideal. Ech weess och net, wéi mir et an deem Fall do aneschters gemaach hätten.

Et muss een heiansdo och e bëssen ..., et muss een och heiansdo éierlech sinn. Dofir wäerte mer deen heite Projet matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, l'éif Kolleginnen a Kollegen, als Éisch vill-mools merci, sou wéi den David Wagner et gesot huet, fir de siwente Rapport an deenen heite Dossiere vum Gilles Baum. Ech denken, datt der do nach e puer nokomme virun der Summervakanz, en huet eis et annoncéiert. An deementspriechend wäerte mer nach e bëssen eppes ze schaffe kréien hei.

Wéi scho beim Projet de loi 7588 ugedeut, si mir weiderhin derfir, d'Schoulklassen an zwou Gruppen anzedeeilen, a mat der Zoustëmmung zum 7588 ass et dann och logesch, datt mer d'Konsequenzen vun engem Zweegruppensystem natierlech matdroe müssen. Et ass esou, datt, wien A seet, och B matdroe muss, respektiv, wien eng A-Grupp huet, brauch och eng B-Grupp. Et ass námlech esou, datt, wa mer méi Gruppen hinn, mer méi Personal brauchen. A grad wa mer dann och nach vulnerabel Personal hinn, musse mer dat ersetzen.

Optimal wär et, wa mer iwwerall gutt ausgebilte Leit op Ofrruff prett hätten, déi déi Ausfäll oder déi Méiaarbecht kéint ersetzen. Mir wéssen allegueren, datt dat grad am L



# SÉANCE 43

MERCREDI 17 JUIN 2020

Mir Piraten begrissen duerfir, datt et séier goung, schonn am Règlement grand-ducal d'urgence geholl gouf an elo eebe per Gesetz. Mir stëmmen awer och der Kritik vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics zou, datt d'Kandidaten awer wéinstens e Minimum un Experienz am Beräich Kannerbetreuung sollten hunn, wann dat och némmen iergendwou méiglech ass, an ech soen: „wann dat iergendwou méiglech ass“. Dat ass, wann ee realistesch bleift, natierlech net émmer méiglech. A mir hunn einfach, och mat den Unien, déi ausgesat sinn, net genuch qualifiziéert Studentinnen a Studenten, fir der aktueller Demande kenne gerecht ze ginn.

Duerfir deelen ech dem David Wagner säi Gefill, datt ech net weess, wéi een et anescht hätt kenne maachen, wann ee genuch Personal an der Schoul wéllt a muss mobiliséieren. Et wär also gutt, wann déi Kandidaten eng intensiv Formatioun geífe kreien.

Et wär gutt, wann déi Kandidate vläicht och duerch dat Schnupperen hei um Schoulwiese de Goût dru kreichen a vläicht am nächste Schouljoer eebeen da sech op de Wee maachen, fir regular kérne rekrutéiert ze ginn. Wann e puer vun deene Kandidaten, déi do konnte rekrutéiert ginn, dee Wee géifen aschloen, dann hätt dëse Gesetzestext net némmen den Avantage gehat, datt mer enger Urgence konnte Rechnung droen, mee och deen, datt mer vläicht souguer eng Klenggekeet gutt gemaach hunn, fir laangfristeg méi Personal am Unterrechtswiesen ze mobiliséieren.

Här President, leíf Kolleginnen a Kolleegeen, et ass en Noutnol, dee mer hei stëmmen. Mee nichtsdestotrotz musse mer e stëmmen. An duerfir wäerten och d'Piraten den Accord ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educationssminister Claude Meisch.

## Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nach eemol dem Gilles Baum merci. A merci all den Intervenanten. Ech wéll e puer Remarken nach just derbäfügen.

D'Qualifikatioun, ech mengen, do si mer eis an der Interpretatioun eens, datt mer hei némme Leit rekrutéiert hunn, fir Schoul ze halen, fir an der Schoul ze ersetze wéi och an deene B-Woche moies déi Études surveillées ze assuréieren, déi eng Première hunn, och wann dat net nach eng Kéier explizitt esou am Text hei steet. Do gëllt dat normaal Gesetz vun de Chargéen, vun deenen, déi mer als Remplaçanté bis elo émmer konnten huelen. Dét eenzig Exception, déi mer hei gemaach hunn, dat ass, datt mer déi véier Woche Stage, fir Remplacementer kënne ze maachen, net konnte maachen, noutgedrongen, well keng Schoul war virdrun a well mer déi véier Wochen net haten.

Domadder hu mer also näisch Exceptionnelles gemaach. Domadder hu mer eigentlech déi Grondviraussetzungen erfëllt, déi d'Leit och bis elo hu missen erfëllen, wa se e puer Deeg, e puer Wochen, heiansdo e puer Méint, jo heiansdo e ganz Joer eng Klass à charge hatten, an dat eleng an dat fir déi komplex Situatioun, déi dann awer den Titulaire de classe souguer heiansdo huet missen assuréieren.

An deem Senn hu mer hei sécherlech näisch gemaach, wat net schonn an deene leschten 30 Joer de Fall gewiescht wär. Well ech denken, jiddereen heibannen ass sech jo bewosst, datt mer an deene leschten 30 Joer émmer nees Chargé-de-courses hu missen rekrutéieren, fir de Fonctionnement vun de Grondschoulen ze assuréieren, an datt dat émmer op Basis vun engger Première war, wou do rekrutéiert ginn ass.

Mir hunn duerfir och gekuckt, datt mer déi Leit, déi eng Première hate bei deenen, déi sech gemellt haten, och vun de Studenten, datt mer déi natierlech a Richtung vun de Schoulaktivitéiten, de Moiesaktivitéiten eischter orientéiert hunn. An déi, déi keng Première haten, deenen hu mer eischter proposéiert, och vläicht méttes da bei de Maison-relaisen kënne aktiv ze ginn. An dat erkläréet eeben och nach eng Kéier, datt dee Student, dee moies bei der Schoul intervenéiert oder an der Etude surveillée intervenéiert, datt deen eeben och énner anere Konditiounen agestallt gouf wéi deen, dee méttes bei de Gemengen, bei de Maison-relaisen intervenéiert huet. Moies huet deen eebe genau déi selwecht Konditioun

kritt wéi een, dee soss och par ailleurs iwwert d'Joren ersetze kënnt an der Education nationale. A méttes huet deen eebeen déi Konditioun kritt, déi Studenten an esou enger änlecher Aktivitéit eebe kreien, déi se zum Beispill bei Vakanzenaktivitéite bei deene selwechten Träger an der Reegel och proposéiert kreien.

Dat erkläréet déi Kohärenz, déi hei applizéiert gouf. A mir hunn hei net probéiert, datt mer soen: „Elo maache mer eppes isoléiert fir de Covid a mir wennen do just déi Konditiounen un“, well do hätte mer jo da Widderspréch kritt téshent deenen, déi an der Reegel bei eis zum Beispill ersetze kommen an deene mer émmer ganz dankbar sinn, datt se do sinn, par rapport zu deenen, déi elo genau déi selwecht Aarbecht gemaach hätten an déi awer net déi selwecht Unerkennung do kritt hätten. Dat war déi Logik, déi mer do applizéiert hunn. An dat huet zu dár Situatioun gefouert, déi mer hei huet.

Wann een och aner Konditiounen huet missen erfëllen, net émmer erfëllt huet, mee huet missen erfëllen, fir eng Aufgab och kënne hei an dësem Kontexte ze iwwerhuelen, erkläréet dat, denken ech, och nach eng Kéier, wéi et iwwerall an der Fonction publique ass, op ganz villem anere Plazen ass, wann et ém Remuneratioun, ém Karriäre geet, datt een dann och deement sprichend anescters remuneréiert ginn ass. An deen Énnerscheid hunn ech jo hei och elo nach eng Kéier téshent de Moiesaktivitéite fir d'Education nationale an de Méttesaktivitéite fir Maison-relaisen a Gemengen erkläréet.

Ech hoffen, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Dir allegueren, datt mer hei vun deenen 1.000, iwwer 1.000 jonke Leit virun allem, déi mer mobiliséiert hunn, déi glécklecherweis disponibel waren, déi eisem Opruff ganz schnell nokomm sinn a gesot hunn: „Jo, ech hunn elo Zäit. Jo, ech hu mäi Studium missen énnerbrieché weinst der Covid-situatioun. Ech hu keng Virliesungen. Jo, ech wéll hei elo eng Hand mat upaken an en Job mat iwwerhuelen“... Ech wéll deenen e grosse Merci soen an ech hoffen eigentlech, datt deen een oder deen anere sech inspiréiert fillt duerch dat, wat e gemaach huet, an erausfonnt huet, ob e géeegent ass fir en educative Beruff, fir vläicht dat zu senger Beruffung ze maachen, an sech duerno dann och professionell an déi dote Richtung ka weiderentwéckelen. Dat wär sécherlech e ganz flotten Nieweneffet dann nach eng Kéier nodréiglech, dee mer vläicht an e puer Joer dann eréischt kenne feststellen, vun déser Coidsituatioun.

Ofschléissend no déser Staffel vu Covidgesetzer ronderém den Domän vun der Education, och lech allegueren, Här President, souwuel vun der Chamber wéi och dem President vun der Educationssministrioun an de Membres ganz besonnesch vun der Educationssministrioun, mee och jidderengem hei am Haus e grosse Merci.

Mir waren eis net émmer allegueren eens an deene Punkten do. Ech fannen et richteg a gutt, datt och alles kritesch hannerfrot ginn ass, well och a Krisenzäite muss munches kritesch hannerfrot ginn. Och wa ganz besonnesch schnell heiansdo Decisiounen hu missen geholl ginn, déi net allegueren konnten ofge-wie ginn, ass et wichtig, datt och emol kritesch Stëmmen do sinn. An dár sinn och hei am Haus komm, an aus alle Fraktiounen, denken ech, si se komm, heiansdo emol vun deenen engen e bësse méi haart a vun deenen aneren e bësse méi lues. Mee dat gehéiert och zu de Reegelen hei am Haus. An ech denken, datt dat finalement dann awer nach dozou bâigedroen huet, datt mer hei gutt Léisungen zsumme konntte fannen an datt mer awer elo am Réckbléck kenne soen, datt mer dach relativ gutt do der-duerckomm sinn, wat d'Education ubelaangt, an awer nach eng Rei vun Etappe virun eis hunn, bis mer komplett zur Normalitéit kënne zréckfannen.

Villmoos merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Här Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zu ...

Do ass nach eng Wuertmeldung vun der honarabler Madamm Reding. Madamm Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Reding** (CSV).- Här President, wann Der erlaabt, ech wollt eng Bemerkung maachen, well et sinn esou vill Mercie gefall haut, souwuel vum Minister an och vun den Députéierten, a ganz richteg Mercien un déi allegueren, déi sech drëms bekëmmert hunn, fir datt den Unterrecht awer énner schwierege Konditiounen iergendwéi konnt stattfannen.

Ech sinn elo ee vun deene Raren hei am héijen Haus, déi keng Responsabilitéit an der Gemeng hunn. An dofir mengen ech, däerft ech a sollt ech Follgendes soen: Ech hunn elo während all dár Zäit observéiert, wat eis Gemengepappen a

-mammen hu misse leeschten, fir datt den Unterricht konnt stattfannen. An dat war eng Leeschung! An ech mengen, eleng fir dat Ganzt ze organiséieren, fir den Transport hinzerkréien, fir d'Säll, fir, fir, fir ...

Ech hunn dat matkritt, vun alle Parteien iwwregens, an ech wollt emol am Numm vun eis all-egueren hinne Merci soen: « Vous êtes des héros ! »

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

(Brouaha)

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Madamm Reding. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung ...

D'Madamm Hetto nach.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Jo, merci, Här President. Ma ech wollt nach eng Fro un den Här Minister stellen, wann Der erlaabt. Mir si jo elo beim Personal gewiescht, a wann ech lech richteg verstanen hunn, hunn ech gespuert elo éinescters, dass Der eigentlech vrou wiert, wann Der kéint déi lescht Woch oder déi lescht zwou Wochen déi A- a B-Gruppen eventuell érém zsummeféieren. Et stellt sech awer fir d'Leit dobaussen um Terrain, fir déi jonk Studenten, déi Der engagéiert hutt, fir d'Übungswochen d'Fro: „Wat geschitt mat eise Kontrakter?“ An ech hat lech déi Fro elo éinescters gestallt. Dir hat mer awer net geantwort. Do wär ech vrou, wann ech elo kéint eng Antwort kreien.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Ech ginn d'Wuert un den Här Meisch.

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Här President, ech soen der Madamm Hetto villmoos Merci fir dee klenge Rappel. Ech mengen, et ass wichtig, dat kloerzestellen. Wa mer et esou maachen, datt mer déi lescht zwou Woche respектив méindes den 29. Juni nach eng Kéier d'A- an d'B-Gruppe géifen zsummeféieren, da géife mer och d'Personal zsummeféieren. Dat heescht, déi Kontrakter lafe weider. Mir wäerte weider och op déi Leit zréckgräifen. Dat gëllt zum Beispill fir Salariéen, déi an deene Entreprise schaffen, déi hu missen zoumaachen oder/an de Chômage partiel Covid-19 kruten. Dat gëllt och fir de Schutz virun der Entloossung am Krankheitsfall während de 26 Wochen. Dat gëllt och beim Reklassement oder an de Verhandlungen am Kader vun engem Sozialplang.

Änlech Derogatiounen gëtt et och am Senn vun de Leit, déi am Chômage sinn. D'Recht op eng Indemnitéierung vum Chômage gëtt ém d'Dauer vum Etat de crise verlängert. Dat selwecht gëllt fir d'Dispens, fir all proposéiert Aarbechten unzehuelen fir Chômeuren, déi sech wélle selbstst  nig maachen. D'ADEM kritt och méi Zäit, fir dem Chômeur eng Konvention unzebidden, eng Convention de collaboration individualisée, wéi déi genannt gëtt, an och fir anerersäits den Entreprise Kandidaturen ze proposéieren.

Déi Stonnen, déi téshent dem 1. Januar an dem 31. Juli vun dësem Joer opgrond vum Chômage partiel manner geschafft gi sinn, déi ginn dann och immuniséiert bei der Berechnung vun den 1.022 Stonnen am Joer, ém déi d'Aarbeitsz  t ka verkierzt ginn. Dat ass zimmlech technesch, mee déi Leit, ém déi et geet, an déi Leit, déi domadder befaast sinn, déi w  sse genau, ém wat datt et geet, an déi sinn och vrou iwwert d  s Mesure.

Administrativ Vereinfachunge bei der Demande vum Chômage partiel respектив beim Dekont um Enn vum Mount ginn och iwwert d'Enn vum Etat de crise eraus verlängert. A fir déi Z  t vum Etat de crise iwwerh  lt de Staat déi finanziell Bedeelegung bei den Employeurs, déi normalerweis den Employeur misst bezuelen am Fall vun engem Contrat, déi do heeschen: „de réinsertion-emploi“, „d'appui-emploi“ oder „d'initiation à l'emploi“. Eng gutt H  llef also vum Staat och do fir den Employeur.

E puer Best  mmunge betreffen de Fonctionnement vun der Commission mixte de reclassement. Wärend dem Etat de crise war op d'Obligation fir d'Personal aus dem Spidols- a Fleegesecteur, fir bei den Aarbechtsdokter ze goen, verzicht ginn. D  s Derogatioun zum Aarbechtsrecht gouf zwar entre-temps opgehuewen, mee well d  s Suspensioun och iwwert den Datum vum 25. Juni eraus nach eng Rei vu Repercussionen huet, g  tt et heizou och eng Dispositioun an d  sem Projet de loi.

Weider Derogatiounen gouf et, fir Studenten, Leit am Reklassement oder an der Preretraite k  nnen ze mobiliséieren, fir an deenen essentielle Ber  cher, déi mer haten an déi onbedéngt wichtig waren, datt déi besat waren, och k  nnen temporaire ze schaffen.

Studenten, déi an deem Kontext e Kontrakt kruten, fir 40 Stonnen ze schaffen, déi k  nnen d  se Kontrakt nach färdeg maachen. Si kréien awer elo an d  r Form keen neie Kontrakt m  i.

Indemnitéiten, déi Leit am Reklassement fir esou essenziell Aarbechte kruten, ginn net vun hirer Indemnité compensatoire ofgezunn. An esou Montante ginn och fir Leit an der Preretraite neutraliséiert bei der Berechnung vum Revenu accessoire annuel.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 5. 7603 - Projet de loi portant

### 1. dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;

### 2. modification du Code du travail

Dee leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7603, eng weider Of  nnierung vum Aarbechtsrecht. An ech ginn direkt d'Wuert un den honorabelen H  r Georges Engel als Rapporteur vun d  sem Projet. H  r Engel, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel** (LSAP), rapporteur.- Merci villmoos, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wärend dem Etat de crise goufen eng ganz Rei vun Derogatiounen zum gelenden Aarbechtsrecht geholl. Mam Enn vum Etat de crise sinn d  s Reglementer dann opgehuewen. Duerfir brauche mer elo e Gesetz, well eng ganz Partie Mesuren, déi gi w  t iwwert den Etat de crise eraus. D'Auswirkunge ginn iwwert déi Period eraus, soudass mer deem an engem Gesetz musse Rechnung droen. A bei engen ganzer Rei vu Best  mmunge ginn d'Delaie verlängert oder d'Z  t vum Etat de crise g  tt fir d'Berechnunge vun deen Delaien ausgeklamert.

Dat g  llt zum Beispill fir Salariéen, déi an deene Entreprise schaffen, déi hu missen zoumaachen oder/an de Chômage partiel Covid-19 kruten. Dat g  llt och fir de Schutz virun der Entloossung am Krankheitsfall wärend de 26 Wochen. Dat g  llt och beim Reklassement oder an de Verhandlungen am Kader vun engem Sozialplang.

Änlech Derogatiounen g  tt et och am Senn vun de Leit, déi am Chômage sinn. D'Recht op eng Indemnitéierung vum Chômage g  tt ém d'Dauer vum Etat de crise verlängert. Dat selwecht g  llt fir d'Dispens, fir all proposéiert Aarbechten unzehuelen fir Chômeuren, déi sech w  lle selbstst  nig maachen. D'ADEM kritt och méi Z  t, fir dem Chômeur eng Konvention unzebidden, eng Convention de collaboration individualisée, w  i déi genannt g  tt, an och fir anerersäits den Entreprise Kandidaturen ze proposéieren.

Déi Stonnen, déi téshent dem 1. Januar an dem 31. Juli vun d  sem Joer opgrond vum Chômage partiel manner geschafft gi sinn, déi ginn dann och immuniséiert bei der Berechnung vun den 1.022 Stonnen am Joer, ém déi d'Aarbeitsz  t ka verkierzt ginn. Dat ass zimmlech technesch, mee déi Leit, ém déi et geet, an déi Leit, déi domadder befaast sinn, déi w  sse genau, ém wat datt et geet, an déi sinn och vrou iwwert d  s Mesure.

Administrativ Vereinfachunge bei der Demande vum Chômage partiel respектив beim Dekont um Enn vum Mount ginn och iwwert d'Enn vum Etat de crise eraus verlängert. A fir déi Z  t vum Etat de crise iwwerh  lt de Staat déi finanziell Bedeelegung bei den Employeurs, déi normalerweis den Employeur misst bezuelen am Fall vun engem Contrat, déi do heeschen: „de réinsertion-emploi“, „d'appui-emploi“ oder „d'initiation à l'emploi“. Eng gutt H  llef also vum Staat och do fir den Employeur.

E puer Best  mmunge betreffen de Fonctionnement vun der Commission mixte de reclassement. Wärend dem Etat de crise war op d'Obligation fir d'Personal aus dem Spidols- a Fleegesecteur, fir bei den Aarbechtsdokter ze goen, verzicht ginn. D  s Derogatioun zum Aarbechtsrecht gouf zwar entre-temps opgehuewen, mee well d  s Suspensioun och iwwert den Datum vum



# SÉANCE 43

MERCREDI 17 JUIN 2020

A schliisslech gëtt et nach eng Suspensioun vu bestëmmten Delaien am Kader vu groussen Accidenter mat geféierleche Substanzen.

Et gëtt awer och nach Modifikatiounen, déi definitiv an de Code du travail ageschriwwen ginn. Si betreffen engersäits d'Sanktiounen am Fall vu Bedruch oder vun der Zweckentfremdung vu Gelder, déi fir de Chômage partiel ausbezuelt goufen, an anersäits d'Donnéeën, op déi d'ADEM kann zréckgräffen, fir de Suivi ze maache vun den Aarbechtslose respektiv vun den Indemnitéiten, déi u Leit an dem Chômage partiel ausbezuelt goufen. Dat gëtt dann definitiv an de Code du travail ageschriwwen.

Et sollt een och nach erwänen, dass am initialen Text eng Bestëmmung dra war fir sécherzestellen, dass just déi Leit kéinte vum Congé pour raisons familiales profitéieren, déi mer aner Méiglechkeet hunn, fir hir Kanner ze betreien. E Cumul vum Chômage partiel a vum Congé pour raisons familiales an engem Stot sollt verhennert ginn. De Staatsrot huet awer hei opgrond vun enger Insécurité juridique eng Opposition formelle gemaach an d'Kommissioune huet dunn decidéiert, dës Dispositioun zu sträichen.

All déi Mesuren, déi hei geholl goufe säit dem État de crise, déi goufen an enger gewëssener Urgence geholl. Mee déi hu ganz, ganz ville Leit a ganz, ganz ville Betriben gehollef, fir plus ou moins gutt iwwert deen État de crise an déi Krisenzäit hei ewechzekommen. Déi waren also extreem wichteg a si waren och extreem rich teg.

Ech wéilt de Membere vun der Aarbechtskommissioune grousse Merci soen, dass se esou flexibel waren, fir dat Gesetz hei an engem ganz séieren Tempo ze analyséieren, ze beschwätzen an och iwwert de Rapport ofzestëmmen, gradso wéi och de Mataarbechter vun der Chamber, vun der Fraktioun, vum Staatsrot an och de Leit aus dem Ministère. Hei gouf ganz gutt geschafft a ganz effikass geschafft.

An ech géif och heimadder den Accord vun der LSAP ginn.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Spautz. An als éischte Riedner ass den honorablen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

## Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Merci, Här President. Fir d'éischt e grousse Merci un de Reporter fir deen ausférleche Bericht. Mir wären en déi nächst Deeg nach e puermol erém erliewe bei anere Gesetzer, déi mer och musse vu Reglementer a Gesetzer émwaldeien, well den Artikel 32 (4) vun der Verfassung iwwert d'Reglementer jo en Dënschdeg ofleeft.

Dir Dammen an Dir Hären, l'éif Frénn, bei mir geet et just drëm, eng Fro an zwou Remarken ze maachen. Ech wollt vum Minister wéissen, dat wat elo am Artikel 13 stet vun deenen 100 % vun dem „jeune demandeur d'emploi“, ob hien zoutfälleg weess, wivill Leit an déser Phas dovu profitéiert hunn an ob een do Chifferen huet. Och wann et net haut ass, hie kann eis déi vläicht an den nächsten Deeg nolivwernen, well mäi Kolleeg, de Paul Galles, huet dozou och hei eng Demande gemaach beim Chamberspresident, fir dorivwer kennen ze diskutéieren.

Mir geet et awer och drëm, eng Kéier ze soen, well ech an deene leschten Deeg heibannen an och dobaussen drop ugeschwat gi sinn, wéi dat mat deenen 1.022 Stonnen ass, fir dat eng Kéier an zwee Wuert ze soen. Dir wësst allegueren, d'Joer huet 365 Deeg oder 366, wann et e Schaltjoer ass. An dann huet Der eng Kéier 52 Samschdege ewech an 52 Sonndeger ewech an da laut legalem Kader 26 Deeg Congé an 11 Feierdeeg - dat ass nämlech de Minimum, deen all Mensch huet -, an da kommt Der op 224 Schaffdeeg. A wann Der dat mat 8 Stonne multipliéiert, kommt Der op dat, wat Der musst schaffe goen.

A mat deene Facteuren do kënnnt Der allegueren dat rechnen, wat déi 80 % ausmaachen. Mee Dir musst émmer ufänken: 365 minus d'Samschdeger, minus d'Sonndeger, minus d'gesetzlech Feierdeeg, minus de Congé. An da kann een alles dat dote rechne mat deene Prorataen, an do kommen déi 1.022 hier an do kommen déi 2.044 hier, déi Der och an der Sozialversécherung hutt. Ech wollt dat eng Kéier gesot hunn, well ech oft elo déi lescht Deeg d'Fro gestallt kritt hunn: „Wou kënnnt dat hier mat deenen 1.022 Stonnen?“ Da wollt ech dat just als Remark gemaach hunn.

An als leschte Punkt wollt ech nach d'Fro stellen oder drun erënneren: Mir hunn hei elo vill Dispositiounen verlängert, mee mir kommen

nach op anerer déi nächst Deeg zréck, wou ee vläicht nach déi eng oder déi aner weider Remark ze maachen huet.

Villmools merci. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun. Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Spautz. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Carole Hartmann (DP).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, de Rapporteur huet et grad schonn ugeschwat - e Merci fir sái schréftlechen a ganz gudde mëndleche Rapport -. Wärend dem État de crise sinn divers Reglement-grand-ducale geholl gi mat Mesuren, déi d'Aarbechtsrecht temporaire un déi exceptionnel Situation, an däi mir eis befannten, ugepasst hunn.

Och wann déi Reglementer vun der Regierung geholl goufen, hu mir dës als Députéiert awer an der zoustänneger Aarbechtskommissioune presentéiert kritt a konnten esou eisen Input zu de verschiddene Mesurë ginn. Dëst ass iwwregens, an dat ass wichteg ze soen, kommissiounswiergräifend esou gemaach ginn, sou dass mir als Députéiert allegueren eis Froen a Suggestiounen zu de Reglementer konnte maachen. Mir begréissen dës Approche vun der Regierung ausdrécklech.

Sou sinn och an der Aarbechtskommissioune en cours de route eng Rei Upassunge vun de Reglementer proposéiert an och émgesat ginn, notamment eng Prezisioun, dass och während dem État de crise e kranke Mataarbechter net däerf pour faute grave licenciéiert ginn, an zum Beispill eng Ajoute, dass d'Delaien, fir Recoursen um Conseil arbitral anzeleeden, och suspendéiert sinn, wat entre autre och Recourse géint Decisiounen vun der ADEM betréfft.

Mam Enn vum État de crise halen d'Problemer fir d'Betriben an d'Salarieën awer net all op. Et ass dowéinst wichteg, dass mir mat dësem Gesetzesprojet sécherstellen, dass si och nom Enn vum État de crise vu gewëssene Mesurë profitéiere kënnen.

Mir begréissen als Demokratesch Partei ausdrécklech, dass de Chômage partiel vu verschiddeinen Entreprises och nom État de crise nach ugefrot ka ginn an dass dëse Gesetzesprojet proposéiert, d'Period vum 1. Januar 2020 bis den 31. Juli 2020 eebe just net bei deenen 1.022 Stonnen am Joer ze consideréieren, op déi d'Kuerzaarbecht am Prinzip limitéiert ass.

Dës Mesure hélleft haupsächlech deene Betriben, déi nach méi laang vun den negativen Auswirkunge vun der Coronakris beträff sinn an och nom Enn vum État de crise nach net nees 100 % produktiv kënnne sinn.

De Lockdown hat onweigerlech och en Impakt op Leit, déi sech beim Ausbroch vun der Pandemie nach an der Proufzäit befondt hunn. Doduerch, dass d'Leit heemgeschéckt goufen, konnt d'Proufzäit net komplett genotzt ginn. Den haitege Projet de loi confirméiert dofir, dass d'Proufzäite während dem État de crise ausgesat an deementsprechend verlängert ginn.

Als DP hu mir an der Kommissioune awer betount, dass dës Ausnamereegel just bei deene Leit Senn mécht, déi während hirer Proufzäit tatsächlech net schaffe konnten. E Salarié, dee weiderschaffe konnt, konnt sech nämlech e Bild maache vum neien Job an de Patron e Bild vum neie Mataarbechter.

D'DP begréiss och, dass nom Avis vum Staatsrot preziséiert gouf, dass Leit, déi am État de crise krank waren, hire Kënnungsschutz verlängert kréien an dass dës Verlängerung awer net d'office déi ganz Period vum État de crise beinhalt, mee just déi Zäit, wou een effektiv net schaffe konnt. Anerefalls wiere mer an eng Situationskomm, wou net nämmen d'Salarieën énnerschiddlech behandelt, mee och d'Patronen dovunner negativ beträff gi wären.

Ee weidere positive Punkt an dësem Gesetzesprojet, deen den Employeuren an hire Salariéen entgéintkënnt, beträfft d'Contrats d'appui-emploi an d'Contrats d'insertion à l'emploi (veuillez lire: d'Contrats d'initiation à l'emploi). D'Indemnitéiten, déi de jonken Demandeurs d'emploi mat esou Kontrakter während dem État de crise bezuelt gi sinn, ginn nämlech komplett vum Fonds pour l'emploi iwwerholl. De Promoteur muss deemno dem Fonds pour l'emploi net déi 50 % vum soziale Mindestloun rembourséieren. Mat déser Mesure bleiwe Liquiditéiten, déi soss debourséiert gi wären, an den Entreprises.

Mir allegueren hunn an déser Kris erkannt, wéi eng wichteg Roll verschidde Secteuren an der Kris iwwerhuelen. De Gesondheets- a Liewens-mëttelsecteur, den Transport public an déi éffentlech Administratiounen, fir der just e puer ze ernimmen, sinn essenziell, well si fir e gudde Fonctionnement vun eiser Gesellschaft suer-

gen. An dëse Secteuren hu mer an der Kris ausnamsweis op Persounen zréckgegraff, déi eigentlech schonn an der Pensioun waren. Dëse Leit kënnnt dëst Gesetz finanziell entgéint, andeems et festleet, dass den zousätzleche Revenue, dee während dem État de crise ausbezuelt gëtt, net beim Plaffong vun de Revenue berücksichtegt gëtt.

Och nom nationalen Noutstand musse mir d'Betriben an hir Aarbechter op hirem Wee an d'Normalitéit weider begleeden. D'Mesuren an dësem Text suergen derfir, dat déi gutt Aarbecht, déi bis elo geleescht gouf, net verluer geet.

Ech ginn domat den Accord vun der DP-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolaschzteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Madamm Hartmann. An da ginn ech d'Wuert un den honorablen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Charles Margue (d'éi gréng).**- Merci, Här President. Ech schléissee mech menge Virriedner un a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun fir dése Projet. Ech soen dem Reporter Merci. Ech sinn och frou, wierklech kennen ze éinnersträichen, dass dee Chômage partiel wierklech de Retter an der Nout war zu Lëtzebuerg, mee och a ganz Europa. All déi Länner, déi keng esou Moossnamen hunn, do gesi mer, wéi déi wäerten an d'Gette goen, och no der Covidkris selwer.

Mir hunn elo dee Projet hei verlängert bis Enn Juli. An ech sinn immens frou, dass d'Sozialpartner sech an deene leschten Deeg fonnt hunn, fir en Accord ze fannen, fir och no der immediater Postkris weider ze kucken, wéi mer mat däi Kris émiggn, wéi mer de Chômage partiel, méiglecherweis aner Modelle fannen, fir dass deen Effort, dee mer elo geleescht hunn - vu ronn 800 Milliounen ass bis ewell geschwatt ginn, 300.000 Leit, 14.000 Betriben -, dass dee wierklech net émsoss war.

Et ass mer wichteg ze éinnersträichen, dass dat elo perpetuéiert gëtt mat deem heite Gesetz a mat deenen Negociatiounen am Kader vum Sozialdialog, dee mer och dës Woch ugeschwatt hunn, ka verlängert ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Margue. Ech ginn d'Wuert weider un den honorablen Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen (ADR).**- Merci, Här President. Ech wéll mech dann den Owend méi kuerz faassen. Ech géif dem Reporter, dem Här Georges Engel, en häerzleche Merci soe fir sái Rapport. Ech mengen, mir hu gesi gehat, et sinn insgesamt 19 Punkten, wou eist Aarbechtsrecht modifiéiert oder geännert gëtt. Dat ass op ville Facetten an op ville Punkten. Ech denken do zum Beispill un d'Stagenräйт, d'Proufzäit - ech wéll Der just e puer opzielen -, Kënnungsschutz, begrenzte Aarbechtskontrakt, Medico, Chômage partiel, Preretraite, Studentenaarbecht. All eenzel Delaie goufen och genannt. Ech mengen, et kann ee soen, queesch duerch de Gaart geet dëst Gesetz hei.

Ech mengen, dat Gesetz hei war néideg. Opgrund vun de Coronareglementer am Fong geholl, kann ee soen, huet et sech erginn, dat mer nom État de crise erém an den Droit commun zréckkommen. An déi eenzel Saachen, déi mer hei gestëmmt hunn oder déi mer elo stëmmen, do lafen déi eng bis Enn des Joers, anerer lafen nach dorivwer eraus. Ech mengen, op den Detail wéll ech net agoen, den Här Georges Engel huet et gemaach. An ech mengen, mir müssen elo all deem Rechnung droen, wat an der Coronakris gestëmmt gouf, well soss wiere mer do an engem Vide hannendrop an da kréiche mer Problemer zu alle Säiten.

Ech ginn dann den Accord vun der ADR zu déser Propose de loi. An ech hoffen, dat mer elo, well dee Gesetzesprojet an Zäitrock gemaach ginn ass, näisch vergiess hunn, am Interesse vun de schaffende Leit.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un den honorablen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (d'éi Lénk).**- Merci, Här President. Eng ganz Retsch vun de Virriedner hunn et scho gesot, datt dëst Gesetz eigentlech d'Weiderfierung vun enger Panoplie vu Mesuren ass, déi mer am État de crise geholl hunn an déi sech natierlech aschreiwen an eng ganz onsécher Zäit; eng onsécher Zäit, déi och weidergeet nom Etat de crise, wa mer versichen, zréckzfannen an eng sougenannt Normalitéit.

Ech soe „sougenannt Normalitéit“, well mer nach guer net wéissen, wéi déi nächst Méint a Joren ausgesinn. Gëtt et eng zweet Well am

Hierscht? Wéi sinn déi dauerhaft sozial an ekonomesch Awierkungen anzeschätzen? A wéi musse mer d'Aarbechtsrecht an d'sozial Systemer opstellen, fir dësen Erausfuerderungen entgéintzkommen an dës Erausfuerderungen ze meescheren? Anesch ausgedréckt: Wéi suerge mer derfir, datt no der sanitär Kris an däi Wirtschafts- a Sozialkris, déi mer elo am gaange sinn ze entdecken oder déi sech um Horizont ofzechent, wéi brénge mer et fäerde deg, eis sozial Systemer an eist Aarbechtsrecht esou opzestellen, datt mer deem entgéintgoe kënne? An dat ass fir eis een Element an eng ganz zentral Fro bei dësem Gesetz.

Mir sinn eis natierlech bewosst, datt et net eleng duergeet, e puer Veränderungen vum Aarbechtsrecht virzehuele fir ze verhënneren, datt déi sozial Schéier an der nächster Zäit nach weider auserneeget, mee vereenzelt Puzzlestücke fanne sech awer an dësem Gesetz.

Zil muss et an eisen Ae sinn, fir dräi Saachen ze maachen: éischens, de Verloscht vun Aarbechtsplazien an domadder verbonnen och Entloossungen ze verhënneren, zweitens, Leit a prekärem Aarbecht oder op der Sich no Aarbecht ze schützen, an drëttens, d'Entsteeung vun enger verluerener Covidgeneratioun ze verhënneren, déi ouni wirtschaftlech Perspektiven an déi nächst Méint a Jore goe muss.

Bei deem éischte Punkt begréisse mer natierlech d'Verlängerung vum Chômage partiel. Et ass en effikas Mëttel, fir d'Salariéen weider an hirer Aarbechtsverhältnis ze halen, mat all de soziale Rechter, déi domadder verbonne sinn. Wéi de Chômage partiel genee soll gehandhaabt ginn, war jo Géigestand vu Verhandlunge mat de Gewerkschaften an dem Patrontat. A mir kennen eis elo natierlech net am Detail dozou äusseren, well d'Detailer jo och nach zum Deel an der Diskussioun sinn.

Mir begréissen awer och, datt an dësem Gesetz no der Interventioun vum Staatsrot déi Anticumulreegel erausgeholl ginn ass, wat de Congé pour raisons familiales mat dem Chômage partiel ugeet, well do esou vill Onkloerheeten awer dra waren a virun allem Häertefäll hätte kennen entstoan, datt et, mengen ech, ganz sénnvoll war, dëst erauszehuelen.

Ech mengen awer, datt et och immens wichteg ass, bei der zweeter Fro, nämlech dem Verloscht vun Aarbechtsplazien, datt deen direkt verbonnen ass mat der Prekaritéit vu Leit an Aarbecht a Leit op der Sich no Aarbecht. An dozou gëtt et och eng Rei Elementer ervirzehuelen. D'Salariatskummer weist drop hin, datt zum Beispill vun Leit an der Période d'essai während dem État de crise hire Kontrakt gekënnegt kruten, well se net protegéiert waren. Dat tréfft an dësem Fall wuel an alleréischter Linn Jonker. An dat si Leit, déi riskéieren, aussichtslos an de Chômage ze falen an och net wierklech gehollef ze kréien, wann hir Rechter op Chômage sech niemmen em dräi Méint verlängeren.

D'Salariatskummer proposéiert duerfir eppes, wat mir als Lénk natierlech och éinnerstéten an och schonn eng Zäitche fuerden, nämlech datt dës Chômagerechter ém déi zwieler Méint verlängert ginn, egal ob se virdru geschafft hunn oder net, fir ze verhënneren, datt se eebe justement an de REVIS falen, wat en Instrument ass, wat, mengen ech, net terribel géeegent ass, fir Leit erém op den Aarbechtsmaart ze bréngen an enger Situations, wou mer eng Peñurie un Aarbechtsplazien hunn.

Drëttens, Här President, an ech mengen, dat ass ganz wichteg, musse mer onbedéngt Weeér fanne fir ze verhënneren, datt déi jone Leit, déi nach an Ausbildung sinn oder déi elo no enger Plaz sichen a vläicht scho virun der Kris geschafft hunn, mee eeben nach an der Proufzäit waren, de Präis musse bezuele fir d'Covidpandemie.

Schonn am Abrëll dëst Joer louch de Jugendch



# SÉANCE 43

MERCREDI 17 JUIN 2020

Aen och grad elo émsou méi dréngend, fir an deem dote Beräich ze legiferéieren.

Här President, mir mengen, datt mer eis an deenen nächste Méint a vläicht Jore musse rüste fir déi sozial Situationsa fir déi Situations um Aarbeitsmaart, déi riskéiert, op eis duerzenkommen. A mir mengen, datt dat hei wierlech just kann en Ufark sinn, fir iwwert déi Situations vum État de crise erauszekommen, an datt d'Regierung an den Aarbeitsminister gefuerert sinn an domadder natierlech och d'Chamber an enger zweeter Etapp, fir déi Erafuerderungen unzegoen, déi mer brauchen, fir eebe genau déi dote Problemer kënnen ze behiewen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Här President, leif Kolleginnen a Kollegen, den État de crise huet villes mat sech bruecht, wat aarbeitsrechtliche net ideal ass. A mir probéiere métteles Projet-de-loie wéi désem, mee och deenen, déi schonn annoncéiert sinn an déi mer haaptsächlich och muer wäerten traitéieren, eis der Situations beschtméiglech ze adaptéieren a se esou fair wéi méiglech fir jiddereen ze machen.

Ech wéll bei déser Geleeënheet awer och op d'Kritik vun der Chambre des Salariés verweisen, déi ze bedenke gëtt, datt d'Rechter vum Salarié bei désem Gesetzesprojet net wäitreichend genuch geschützt sinn. Heizou zielt enner anerem d'Verlängerung vum Delai betreffend de Kënnegungsschutz vu 26 Wochen, deen een hirer Meenung no misst iwwert den Etat de crise eraus bis Enn des Joers verlängeren. Hei hätt een effektiv e bësse méi wäit kënne goen.

Och d'Interimmen, en Theema, wat d'Piraten hei am héijen Haus ewell des Ëfteren ugeschwatt hinn, müssen an déser Kris besonnesch geschützt ginn. Schonn an Netkrisenäite leiden dës Leit enner prekären an heiansdo schlecht bezuelten Aarbeitsverhältnisser.

Mir Piraten schléissen eis der CSL hirer Kritik an a fannen, datt dës Leit vum selwechte Schutz misste kënne profitéieren, sieft dat am Beräich vum Aarbeitsrecht, bei der Sozialversécherung oder beim Zugang zu der Gesundheetsversuergung.

Här President, wéi mer wéssen, wäert den Impakt vun der Kris nach laang ze spiere sinn. Dofir mécht et Senn, verschidde Moosnamen, déi wärend dem État de crise am Beräich vum Aarbeitsrecht ergraff goufen, iwwert désen eraus ze verlängeren. Ma, vill Leit leide wéinst der Kris, engersäits ènnert der Angscht an Onsécherheet, hiren Job ze verléieren, anerersäits wéinst vill méi triviale Froe vum Alldag, wéi et generell soll weidergoen. Et hinn och rezent Studie gewisen, datt Leit duerch d'Kris zu méi verstäerkten Angschttéierung kommen. E starke Kënnegungsschutz keint déser Angscht definitiv entgéintwerken.

Här President, leif Kolleginnen a Kollegen, mir sinn der Meenung, datt de Chômage partiel de Patronen d'Decisioun kann erlichten, Aarbeitskontrakter vun de Salariéen och wärend der Coronakris an duerno ze erhalten.

Mir Piraten stëmmen dëse Gesetzesprojet mat an der Hoffnung, datt d'Regierung an Zukunft nach verstäert Efforte wäert maachen, fir datt dee mat désem Gesetzesprojet votéierte Schutz

och allen anere schaffende Leit kann zegutt kommen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbeitsminister Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

## Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'éischt wollt ech och dem Rapporteur Merci soe fir sain exzellente Bericht. Et war net Åren drëtte fir haut an och net Åre siwenten insgesamt. Et war Åren éischte fir haut, mee e war wéi émmer ganz explizitt an e mécht mir d'Saache weesentlech méi einfach, dass ech net méi muss op all eenzelne Punkt vun deem Gesetz hei agoen.

Et ass virdru richtegerweis bemierkt ginn, dass dëse Gesetzesprojet insgesamt 19 Punkten émfaast. Gëschter hat ech hei frank a fräi behaapt, de Sozialdialog hätt während dem État de crise ganz exzellent fonctionéiert. An haut liwwere mer de Beweis dofir. Well allegueren déi Punkten, déi mer haut u sech iwwert den État de crise weider fonctionéiere loessen, sinn de Beweis dofir, dass mer wärend deem État de crise Suerg hatten, fir d'Rechter vun de Salarién ofzesécheren an och op däri anerer Sait de Betriber entgéintzkommen, fir esou vill wéi méiglech Leit an engem Aarbeitsverhältnis ze behalen.

Et ass zu Recht gesot ginn, dass de Chômage partiel warscheinlech déi entscheidend Moosnamen war, fir eis Ekonomie ze stäerken. An ech wéll och der Chamber eng Rei vun interessanten Zuelen net virentalen, déi ech haut kritt hunn.

Fir de Mount Mäerz waren et insgesamt 12.800 Betriber, déi Chômage partiel kritt hinn. Am Abrëll, an dat war de Rekord, waren et der 14.100. Am Mee ass et erofgaangen op 9.900 an am Juni waren et nach 6.000 Betriber, déi eng Demande gemaach hinn, fir Chômage partiel ze kreien. Am Ganzen hu mer iwwer 800 Milliouen ausginn, woubäi, an dat hat ech scho gesot, en Deel dovunner mat Sécherheet ka recuperéiert ginn, wann d'Dekonte kommen.

De Comité de conjoncture war de Moien och zesummen an huet zwou wichtig Decisiounen geholl: engersäits ab Juli en neie Formulaire, deen awer och informatiséiert ass an iwwer guichtet.lu fonctionéiert. D'Demandé kënne bis de 26. Juni - de 26.6. also - gemaach gi fir de Mount Juli, e bësse par Derogatioun zu deem, wéi mer soss émmer gefuer sinn.

A fir de Mount August - an do ass et och wichteg bázifügen, dass an Zukunft fir all eenzelne Mount muss fréisch ugefrot ginn, sou wéi dat och fréier émmer de Fall war - ass de leschten Delai den 12.7. fir d'Joer 2020. Wuel wéssend, esou wéi ech et virdru gesot hinn, dass émmer muss iwwert deen neie Formulaire gefuer ginn, deen ab dem 20. Juni normalerweis misst och aktiv sinn.

Ech wéilt mech dann och nach vläicht, well och hei nach eng Kéier speziell de Jugendchômage ugeschwatt ginn ass, der Meenung ugeschlëissen, dass dat eng vun deene gréissten Erafuerderunge vun der nächster Zukunft wäert ginn.

Ech wierte mech awer e bësse géint déi Duerstellung, déi mer haut an der Press gelies hinn, dass dat keen Theema gewiescht wier bei der Politik. Souwuel an eiser Kommissioun wéi gefuerert.

awer och bei verschiddenen öffentleche Geleehéheiten hinn ech ganz kloer drop higewisen, dass dat a mengen Aen déi gréisst Eraufuerderung fir d'Zukunft gëtt an dass mer do müssen e ganz besonnescht Aemierk drop geheien.

Ech wéilt dann och, e bëssen entgéint der normaler Praxis, der Chamber och zwou weider Zuelen net virentalen, déi ech och haut de Moie kritt hinn.

Engersäits an entgéint deem, wat mer nach virun enger Woch gemengt hinn, geet de Chômage Enn Mee net zréck am Verglach zu Enn Abrëll, mee e bleift praktesch stabel. Mir bleiwen also iwwert däri faméiser Grenz vun 20.000 Leit, Residenten, déi fir den Aarbeitsmarché disponibel sinn. An de Chômagetaux geet insgesamt vu 6,9 % op 7 % erop. Enn Mee, wéi gesot, ass hei d'Referenzperiod, vun där mer schwätzen.

Dat weist also, dass mer nach laang net iwwert de Bierg sinn. Mir ginn dervun aus, an ech hinn ni en Heel draus gemaach, dass mer Enn Juli déi schlëmmsten Zuele wäerde verzeechen an dass dat sech och nach bis an de speiden Hierscht wäert mat eriwwerzéien. Wuel wéssend, dass dann eng Rei vu Betriber op Chômage partiel net méi wäerten zréckgräifen, well se dat esou fir sech decidéiert hinn, an dass dann awer och de Risk besteet, dass se eng Rei Leit wäerten entloossen.

An op däri anerer Sait hu mer selbstverständliche d'Schoulofgänger vun désem Joer. A mir hoffe jo, dass Der vill den Exame gepackt hinn an domadder och vill Leit da fir den Aarbeitsmaart disponibel sinn. Mee op däri anerer Sait wäert dat natierlech d'Saach net vereinfachen, fir hinnen allegueren esou séier wéi méiglech dann och eng würdeg Aarbeitsplatz ze verschaffen.

Dat gesot, nach eng Kéier zréckommend op den Text: Hei ass et drëms gaangen, fir eng Sécurité juridique ze kreéiere fir allegueren déi Règlement-de-crisen, déi mer geholl hinn am Interêt och vun de Betriber, fir hinnen entgéintzkommen, wa se d'Leit an den Aarbeitsverhältnisser gehalen hinn. An anersäits geet et natierlech drëms, fir déi faméis 1.022-Stonne-Reegeling, vun däri elo och schonn e puer Riedner geschwatt hinn, praktesch esou ze gestalten, dass net duerch déi Reegeling herno eng Rei Leit duerch de Sift falen an net kéinte vum Chômage partiel profitéieren.

Ech wéilt awer och nach vläicht soen, well dat awer och eng wichteg Informatioun ass, déi elo net an désem Gesetz steet, mee Dir wéssst, dass mer och decidéiert hinn, dass zumindest bis um Enn vum Joer keen, dee Chômage partiel kritt, wéinst der 80 %-Reegeling ènnert de Mindestloun wäert falen. Dat leeft iwwer Règlement grand-ducal, och wann de Staatsrot doruwver net frou war an éischter gär gehat hätt, dass mer dat sollten an d'Gesetz schreiwen.

Ech mengen och, dass de Staatsrot do Recht huet, soudass mer also gefuerert sinn, innerhalb vu kierzester Zäit déi ganz Reegeling, wéi de Chômage partiel ausbezuelt gëtt, wat haut actuellement - an dat war traditionell esou - an engem Règlement grand-ducal steet, dass mer dat eeben och müssen op de Gesetzesniveau erophuelen. Ech si jiddefalls op, fir dat dann och ze maachen.

Ech wollt dann e ganz besonnesche Merci um Schluss lassginn un allegueren déi Leit, déi matgehollef hinn, dass mer dëst Gesetz an den Deliae konnten hei zur Ofstëmmung bréngen. Dat war net evident. Dat huet eng ganz gewësse Portioun Pragmatismus vun alle Säite gefuerert.

Ech soe ganz besonnesch och der Oppositioen Merci, dass se mat op dése Wee gaangen ass an och, dass se allegueren, vun alle Bänken, d'Zoustëmmung fonnt hinn, fir dése Gesetzesprojet, deen, mengen ech, am Interêt vu ganz, ganz ville Leit ass, dann och kënnen eestëmmeg ze verabschiden. E ganz grousse Merci vu menger Säit och vis-à-vis vun de Leit vum Staatsrot, déi eng exzellent Aarbecht geleescht hunn.

Merci nach eng Kéier.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci dem Här Aarbeitsminister Dan Kersch. D'Diskusioen ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7603. Den Text steet am Document parlementaire 7603<sup>3</sup>.

## Vote sur l'ensemble du projet de loi 7603 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmme fänkt un. Fir d'éischte de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wéll ofginn, soll d'Hand an d'Lucht hiewen, wannechgelift.

## Appel nominal (votes par procuration)

Dëse Projet de loi ass domadder mat 59 Jo-Stëmme bei 1 Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7603 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Léon Gloden), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ?

## (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

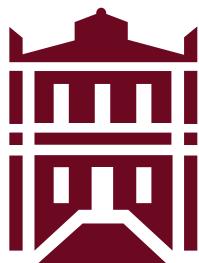
Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.30 heures.)

**Suivez la Chambre des Députés  
sur Facebook, Twitter et  
Instagram**





# SÉANCE 44

JEUDI  
18 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

## Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
  - M. Fernand Etgen, Président
2. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar
  - Exposé : M. Laurent Mosar
3. 7595 - Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
  - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Claude Haagen - M. François Benoy - M. Gast Gibéryen - M. David Wagner (intervention de M. Gast Gibéryen) - M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler)
  - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. André Bauler)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. Question urgente n° 2412 de M. Mars Di Bartolomeo et de M. Dan Biancalana au sujet de l'avenir incertain du site à Dudelange du groupe verrier américain Guardian
  - M. Dan Biancalana - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
5. 7585 - Projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
  - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
  - Discussion générale : M. Paul Galles - M. Gusty Graas - Mme Djuna Bernard - M. Yves Cruchten - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Sven Clement (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Gast Gibéryen)
  - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. 7559 - Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19
  - Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Claude Haagen
  - Discussion générale : M. Laurent Mosar (dépôt de la motion 1) - M. André Bauler - M. Roy Reding - M. Claude Haagen - Mme Semiray Ahmedova - M. Marc Baum - M. Sven Clement
  - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie (interventions de M. André Bauler et M. Laurent Mosar) - M. André Bauler (parole après ministre) (intervention de M. Laurent Mosar)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - Vote sur la motion 1 (rejetée)
7. 7598 - Projet de loi portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
  - Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
  - Discussion générale : M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Mars Di Bartolomeo - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement (intervention de M. André Bauler)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. 7586 - Projet de loi portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale
  - Rapport de la Commission de la Justice : Mme Carole Hartmann
  - Discussion générale : M. Léon Gloden - Mme Cécile Hemmen - M. Charles Margue - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Gilles Roth (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. 7587 - Projet de loi portant :
  - 1° prorogation de mesures concernant
    - a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;
    - b) certaines adaptations de la procédure de référendum exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;
- c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et
- d) d'autres modalités procédurales ;
- 2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
- 3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et
- 4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise
  - Rapport de la Commission de la Justice : Mme Carole Hartmann
  - Discussion générale : Mme Cécile Hemmen - M. Charles Margue - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. 7577 - Projet de loi concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19
  - Rapport de la Commission de la Justice : M. François Benoy
  - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. François Benoy (parole pour fait personnel) - M. Pim Knaff - M. Dan Biancalana - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen - M. Marc Baum (intervention de M. Sven Clement)
  - Prises de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
11. 7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19
  - M. Fernand Etgen, Président
12. Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378
  - Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
  - M. Laurent Mosar
  - Vote sur la motion (rejetée)
13. 7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)
  - Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn
  - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Chantal Gary - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
14. 7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail
  - M. Fernand Etgen, Président
15. Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378 (suite)
  - Mme Martine Hansen (intervention de M. André Bauler)
16. 7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail (suite)
  - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Mars Di Bartolomeo
  - Discussion générale : M. Aly Kaez - M. Frank Colabianchi - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
  - Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
17. 7583 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail
  - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
  - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. Pim Knaff - M. Charles Margue - M. Jeff Engelen - M. Marc Baum - M. Sven Clement
  - Prise de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, Mme Corinne Cahen, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

### Exposé

► **M. Laurent Mosar** (CSV), auteur.- Här President, merci fir d'Wuert. Ech wollt de Mëtten eng Motioun hei deposéieren. Et geet do èm déi ganz Thematik vum Virkafrecht. Dir kénnt lech erënneren, datt ech viru gutt sechs Wochen hei eng Kéier eng Question élargie an 'D'Madamm Inneministesch gestallt hat, wou ech sechs Froen opgelscht hat, notamment ob se net géif gedenken, déi Circulaire iwwert d'Virkafrecht zréckzezéien.

Ech hu keng Äntwert dorobber kritt. Dorobber hin hutt Dir, Här President, nach eng Kéier d'Madamm Inneministesch drop opmierksam gemaach, si misst mer onbedéngt op all meng Froen äntwerfen. Dat war ganz genau de 26. Mee. Bis haut hunn ech nach èmmer keng Äntwert kritt vun der Madamm Inneministesch.

Hei geet et awer èm e weesentleche Punkt, nämlech d'Virkafrecht vun de Gemengen. An dofir deposéieren ech elo hei eng Motioun, déi och matgedroe gëtt vun de Kolleege vun de

Piraten, vun der ADR, an ech ginn och dovun aus, datt d'Kollege vun déi Lénk, wa se hei sinn, déi och matdroen, wou mir formell d'Ministesch opfuerderen, fir déi Circulaire endlech zréckzezéien, well déi mécht am Moment alle Gemengen den Exercice vum Virkafrecht onméiglech.

An ech ginn och dovun aus, datt ech e ganz grousse Konsensus hei an deem Haus kréien, well hei sëtze ganz vill Gemengenpolitiker, déi Responsabilitéiten hunn. An déi sinn alleguer terribel geplot. Ech mengen, et geet och hei èm de Respekt, deen eng Regierung enger Chamber gëtt; enger Chamber, awer och de Gemengen. An duerfir insistéiere mir och drop, Här President, datt déi Motioun nach haut hei ofgestëmmt gëtt.

Ech wëll iwwregens preziséieren, déi Motioun gëtt och matsignéiert vu mengem Kollegéen Serge Wilmes. Mir zwee deposéieren also déi heite Motioun.

Merci.

### Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant les déclarations de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat lors de la présentation du programme gouvernemental 2018 à 2023 au sujet de la politique du logement :

« Fir séier an effikass virunzekommen, brauche mer déi privat an déi effentlech Acteuren a mir brauche virun allem och d'Gemengen, déi méi agebonnen a méi an d'Verantwortung geholl ginn. »;

- notant que l'engagement des communes pour l'acquisition de terrains en vue de la création de logements sociaux et à coût modéré ne date pas d'hier ;



- convaincue que les communes sont disposées à s'investir encore davantage, si elles ne sont pas freinées dans leur élan ;

- considérant toutefois les lourdeurs qui se dégagent pour les communes de l'interprétation de l'arrêt de la Cour administrative n° 43240C, telle que proposée par Madame le Ministre de l'Intérieur dans sa circulaire n° 3378 du 5 mars 2020 ;

- que ces lourdeurs proviennent de :

• la saisine du conseil communal pour prise de décision,

• la soumission de la décision communale pour approbation au Ministre de l'Intérieur, et enfin

• le respect de la procédure administrative non contentieuse,

alors que l'arrêt précité ne vise à proprement parler que le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat ;

- considérant que le respect des termes de la circulaire revient à rendre quasiment impossible l'exercice du droit de préemption par les autorités communales,

invite le Gouvernement

- à retirer la circulaire n° 3378.

(s.) Laurent Mosar, Gast Gibéryen, Marc Goergen, Serge Wilmes.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauer. Als éische Riedner ass den honorablen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

### 3. 7595 - Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19

Den éische Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëttet ass de Projet de loi 7595 iwwert d'Staatsgarantie als Instrument, fir d'sozioirtschaftlech Konsequenze vum Covid-19 ofzeschwâchen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Claude Haagen, den Här François Benoy, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporter vun désem Projet de loi, den honorablen Här André Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauer (DP), rapporteur.** - Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 7595 geet et drëms, der Regierung d'Erlabnis ze ginn, fir der Europäischer Kommissiou an der Europäischer Investitutionsbank eng Staatsgarantie auszestellen.

Dës Staatsgarantie schreift sech an de Stabilisierungsplang vun der Europäischer Unioun a mam Zil, fir déi sozial a wirtschaftlech Konsequenze vum Covid-19 ofzfriederen. An dëser sanitärer Kris, déi sech lues a lues awer sécher an eng ekonomesch Kris entwéckelt huet an nach entwéckele wäert, hu mer gesinn, dass jo all Memberstaate vum selwechte Schock erwëschkt goufen, awer d'Ausmooss vun der Antwort vu Memberstaat zu Memberstaat énnerschiddelech war respektiv ass.

Ville Memberlänner feelt haut de finanzielle Spillraum, den néidege Sputt, wéi de Pierre Gramagna émmer esou schéi seet, fir mat der erforderter Firepower dëser Kris entgéintzwerken. An désem Stabilisierungsplang sinn dowéinst dräi Mesurë virgesinn.

Primo, de Programm SURE, deen de Memberstaaten héllef soll, fir déi effentlech Depensen eropzesetzen, fir Aarbechtsplazien ze schützen, andeems virun allem d'Kuerzaarbecht énnerstézt gëtt. Hei sinn 100 Milliarden Euro virgesinn, déi zu 25 %, also 25 Milliarden, vun de Memberstaate garantéiert ginn. D'Kontributioun vu Lëtzebuerg beleeft sech heibäi op maximal 105 Milliounen.

Secundo, de sougenannte Fonds de garantie européen Covid-19 gëtt grénnent. Dëse Fong, deen der Europäischer Investitutionsbank BEI énnersteet, wäert an der Héicht vu 25 Milliarden Euro duerch d'Memberstaate garantéiert sinn.

D'Zil vun désem Fong ass et, fir sech um Finanzement vun den Entreprises a besonnesch de mëttelstännegen Entreprises, de PMEen, déi duerch d'Coronakris a Liquiditéitschwierigkeiten sinn, ze bedeelen.

D'BEI proposéiert hei den Entreprises uechter ganz Europa e Mix vu Produite mat Hélf vun de lokale Banke mat engem globale Volume

vun 200 Milliarden Euro, fir se ze énnerstézzen. De Bäitrag vu Lëtzebuerg beleeft sech hei op maximal 25 Milliounen Euro.

Tertio, de Méchanisme européen de stabilité, ESM, stellt de Memberstaaten Ligne-de-crédite bis zu 2 % vum PIB vun der Eurozon, soit 240 Milliarden Euro, zur Verfügung. Dës Kreditter sinn u keng makroökonomesch Konditionalité gekoppelt, wann d'Fongen direkt oder indirekt am Kampf géint de Covid-19 agesat ginn.

D'Strächte vun der Konditionalité ass e Meilesteen an déi richteg Richtung, fir an Europa och an Zukunft besser zesummenzeschaffen. Dëse Projet de loi, iwwert dee mer also haut schwätzen, wäert awer némme déi zwou éischtgenannte Moosname viséieren, also de SURE-Programm iwwert d'Kuerzaarbecht an de Fonds de garantie vun der Banque européenne d'investissement.

D'Zomm vun de Garantien, déi Lëtzebuerg am Kader vun dësen zwee Instrumenter bâisteiere muss, beleeft sech op den Total vun 110 Milliounen Euro, 77 Milliounen fir de SURE-Programm an 33 Milliounen fir de Fonds; also de Fonds européen de garantie, fir prezis ze sinn.

Fir der Regierung awer eng Flexibilitéit ze loosen, falls d'Force de frappe fir dës Instrumenter erhéicht misst ginn, stinn an désem Projet de loi 150 Milliounen Euro, à savoir 105 Milliounen Euro fir de SURE a 45 Milliounen Euro fir de Fong, zur Verfügung.

Mir hunn an der Finanz- a Budgetskomissiou vum Finanzministère Prezisioune gefrot zu den Émstänn, énnert deenen dës Garantie missten debourséiert ginn. Eis ass vergewëssert ginn, datt et hei net ém a Vergemeinschafte vun de Scholde geet, eng Mutualisation des dettes, wéi émmer gesot an dacks kritiséiert gëtt, mee et geet vill méi drëm, eng Hiewelwirkung ze erzilen, also déi gehiewelt Force de frappe auszenotzen, déi d'Memberstaaten zesummen opbréngt kënnen, wa mer zesummen agéieren, amplaz dass jiddereen a sengem Eck Moosnamen ergräift an domat en eegene Wee geet.

Besonesch ass dëst fir d'Memberstaate mat engem manner gudde Rating wichteg, déi soumat dank dem Triple-A vun der EU relativ gënschteg hir Mesuren an der Lutte géint de Koran..., Coronavirus - en Zungenbrecher - finanzéiere kënnen. Et geet ém d'Veerdeelung vun de Risiken, de „risk sharing“, deen um europäischen Niveau soll gedeelt ginn, an net ém d'Mutualiséierung vu Scholden. Dat soll hei nach eemol énnerstrach sinn.

Dowéinst gesait och d'Fiche financière zu désem Gesetzesprojet keen direkten Impact op de Staatsbudget vir. Op Lëtzebuergesch gesot: Mir müssen hei d'Suen net direkt op den Dësch leeën, wéi dat och op Nofro vun Députéierten an der Finanzkommissiou vu Beamtesät, nämléch vun Här Nima Ahmadzadeh aus dem Finanzministère, gesot a preziséiert gouf.

Wat de SURE-Programm ugeet, gëtt d'Probabilitéit, datt d'Garantie gezu misst ginn, als éische geréng ageschat, vu datt d'Destinataire Memberstaate sinn. D'Garantie erlaabt et jo, datt d'Europäisch Kommissiou d'Kreditter méi gënschteg kann ophuelen, doduerch dass hiren Triple-A-Standard duerch d'Garantie vun de Memberstaate weider gestäpt gëtt.

Wat d'Garantie fir de Fonds de garantie européen Covid-19 bei der Banque européenne d'investissement, der BEI, ubelaangt, sinn d'Beneficiairen Entreprises. Do ass de Risiko vun engem Appel de garantie evidenterweis méi grouss, awer natierlech net am Viraus ze bezifferen.

Här President, de Staatsrot huet sech a sengem Avis vum 9. Juli 2020 mam Zesummeschmëlle vun deenen zwou Garantien an engem Article unique net d'accord gewisen. Vu datt d'Eege-schaften an d'Risike vun den zwou Garantie verschidde sinn, missten déi zwou Garantien, aus Transparenzgrënn a fir der Chamber hir Kontrollfonctionen ze erméiglechen, preziséiert ginn.

De Staatsrot huet op Basis vum véierte Saz vum Artikel 99 vun eiser Verfassung eng Opposition formelle formuléiert. Dëse Passage gesait nämléch vir, Dir wësst dat, dass all Engagement vum Staat iwwer 40 Milliounen Euro iwwer e Spezialgesetz muss autoriséiert ginn. Aus désem Grond freet déi héich Kiersperschaft, dass all Garantie hiren eegenen Artikel an désem Gesetzesprojet kritt.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 29. Mee de Stabilisierungsplang vun der Europäischer Unioun begréisst, och wa se dovunner ausgeet, dass déi decidéiert Mesuren net wäerten duergoen, fir de Liquiditéitsdürfnisser vun de Betriber Rechnung ze droen. D'Handelskummer freet, datt d'Énnerstézunge schnell an ouni onnéidegen administrativen Opwand ausbezuelt kenne ginn.

Eng lescht Remark vun der Chambre de Commerce viséiert de Programm SURE, deen och den Independanten zegutkennet, déi vun enger Baisse vun hirem Revenu a vun der Aktivitéit betraff sinn. Si géife sech eng glächwäerteg Moosnam um nationalen Niveau wënschen.

D'Salariats- an d'Handwierkerkummer konnten duerch hir respektiv Avise wichteg Remarken zu désem Gesetzesprojet formuléieren. Fir méi Detailer verweise ech do op dee schrifftlechen Avis.

Dat gesot, bleift mer nach just, lech Merci ze soe fir d'Nolauschteren. Ech soen och emol eng Kéier op déser Plaz Merci der Sécrétaire-administrateur vun eiser Kommissiou, dem Caroline Guezennec, déi a leschter Zäit ganz vill Aarbecht och ze leeschens hat, an och dem Loris Meyer aus eiser Fraktiou fir déi administrativ an inhaltech Begleedung a ginn dann och am Numm vun der DP-Fraktiou den Accord fir dése Gesetzesprojet.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauer. Als éische Riedner ass den honorablen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech soen dem André Bauer och Merci fir sain extensive mëndlechen a schrifftleche Bericht. Ech ka weesentlech méi kuerz sinn a ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktiou.

Ech wéll awer allegueren deene Leit, déi sech mat dem Militärsatellitt beschäftegen, eng Kéier recommandéieren, d'Lecture vun dem Avis vum Conseil d'Etat ze maache par rapport zur Applikatioun vum Artikel 99 vun eiser Verfassung, well deen huet eng ganz strikt Lecture vum Artikel 99 vun eiser Verfassung. An allegueren, déi gemengt haten, wéi 2018 d'Chamber in extremis de Militärsatellittsdossier gestëmmt huet, dass do niewent de Fabrikatiounskäschten och d'Gestiounskäschte scho mat beinhalt wieren, ech mengen, déi wiere mat désem Avis vun dem Conseil d'Etat Lige gestrooft ginn.

Fir de Rescht ginn ech selbstverständliche d'Zoustëmmung vun eiser Fraktiou.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Claude Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (SAP).** - Merci, Här President. Fir d'éischte géif ech gären a menge Numm an och am Numm vun der LSAP dem Rapporter Merci soe fir dee gudden an exzellente schrifftlechen a mëndleche Rapport.

Mir hu schonn e puermol hei iwwer Covid-19 geschwat, déi Pandemie, déi keng Staatsgrenze kennt a wou am Fong all Regiounen vun der Welt an net némme vun Europa beträff sinn. Et ass jo och schonn ugeklöngen, datt mer am Fong hei vun enger sanitärer Kris op eng wirtschaftlech Kris komm sinn. Dofir kucke mer och a begréissen och, wa mer d'Zuele gesinn, d'Fréijoersprevisione vun der EU-Kommissiou, wéi se de 6. Mee matgedeelt gi sinn, si rechne mat engem Minus vu 7,5 % vum PIB an der EU fir dëst Joer. Dës Zuel seet natierlech némmeen een Deel vun der Wouericht, well verschidde Staaten, notamment Italien a Spuenien, vill méi staark getraff gi si wéi de Grand-Duché, respektiv Länner wéi Griicheland a Portugal um sanitäre Plang relativ verschont bliwwen sinn, awer nach émmer ekonomesch ganz béis leiden an och béis getraff gi sinn, well hir Wirtschaft sech no der Finanzkris 2009 nach émmer net esou richteg erholl huet.

D'EU-Kommissiou grad ewéi d'Staats- an d'Regierungscheffen hunn op d'mannst aus deem Émberg mat däri Wirtschaftskris a Finanzkris vun 2009 geléiert. An ech hunn dat scho gesot am Kader vum Debat vum PSC, datt déi Clause dérogatoire générale, déi am Kader vum sougenannte Sixpack an de Pacte de stabilité et de croissance intégréiert ginn ass, a Krafft geset ginn ass. Domadde sinn net némme déi méi bekannte Maastricht-Kritären temporaire ausser Krafft gesat, mee och d'Anhale vum Objectif à moyen terme, dat heescht vum OMT.

Den internationale Währungsfong, IWF, hat fir déi global Wirtschaft am Abrëll e Minus vun 3 % fir 2020 geschat. D'Weltbank geet vun engem Minus vu 5,2 % aus. An den IWF wäert seng Previsiounen, ech mengen, de 24. Juni komme se eraus, warscheinlech nach korrigiéieren, soudatt d'Schätzung vun den Zuelen an och allegueren déi Entwicklungen, déi mer gesinn, villes vun däri sanitärer Kris an an désem Fall och vun der Wirtschaft wäert ofhänken.

Dofir ass an eisen Aen als LSAP d'Wuert vun der Stonn „Solidaritéit“. An esou schwéieren Zäite wéi dése muss een dëst Wuert mat Liewe fällen. D'Europäisch Unioun muss op der Héicht si vun däri Solidaritéit, déi den EU-Bier-

ger ganz einfach freet. Et ass gutt, dass d'Europäisch Zentralbank fir dëst Joer virgesät, europäisch Obligatione vu Staaten an Entreprises an Héicht vu méi wéi 1.000 Milliarden Euro um Marché secondaire ze kafen. Et ass och sécher net verkéiert, datt se dëse Programm wäert bis Juni 2021 verlängeren. Sou hu mer momentan 20 % vun der Staatsschold vun de Länner vun der Eurozon an hirem Bilan.

D'europäisch Solidaritéit téscht de Memberstaaten ass warscheinlech esou dréngend gefuerert wéi nach ni virdrun. D'Solidaritéit därf awer net just vun der Europäischer Zentralbank eleng verkierpert ginn. Et ass wichtig, datt d'EU no baussen e Bild vu Geschlossenheit a Reaktivitéit vermëttelt. Den Droch vun de Finanzmäert op Länner wéi zum Beispill Italien oder Spuenie muss sech a Grenzen halen. Et geet hei manner ém d'Etikett vun der Hélf, mee ém de Prinzip, datt d'EU an däri Solidaritéit zusammen handlungsfäig bleibt.

De Paquet an der Héicht vu 540 Milliarden Euro, op dee sech d'Finanzministere vun der EU den 9. Abrëll gëegeet hunn an ém deen et hei geet, ass een éische wichtige Schrëtt. Mee et geet awer och nach net duer, fir mételfristeg eng Relance ze erméiglechen. Den EU-Kommis-sär fir Ekonomie huet ee Volume vun 1.000 bis 1.500 Milliarde genannt, deen néideg wier.

D'LSAP bleift weiderhin der Meenung, datt et vum Prinzip hier richteg wier, wann d'EU-Kommissiou kéint en europäischen Emprunt ophuelen, deen un den EU-Budget ugeglidert gëtt, sou wéi dat notammt vun der franséischer Regierung och proposéiert ginn ass.

D'Ursula von der Leyen huet hirersäits op hirer Pressekonferenz nom leschte Conseil vum 23. Abrëll d'Noutwendegkeet énnerstrach, de Plafond vum järleche Budget vun den Egemëttel vun der EU fir zwee bis dräi Joer op 2 % vum europäischen RNB eropzeschraufen, amplaz vun aktuell 1,2 % vum RNB, andeems d'Memberstaaten d'Garantie fir déi Suen, déi d'EU-Kommissiou souscrivéiere leisst, dréit.

All déi, denken ech, déi nach émmer mengen, datt et eis net sollt këmmeren, wann a verschieden EU-Länner oder soss enzwousch an der EU europäisch Bierger a Prekaritéit gedréckt ginn an d'Ekonomie an d'Knéie geet, déi gesinn déi vernetzte Relatiounen net an der Ekonomie. Dofir brauche mer Solidaritéit. An déi Solidaritéit brauche mer net némme an der Finanzpolitik.

Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporter ass schonn drop agaang: Déi dräi sougenannte Filets de sécurité, un deene sech och Lëtzebuerg mat dësem Gesetz wäert bedelegen, si wichtig. Virun allem d'Hélf SURE ass an den Ae vun der LSAP en zentraal Instrument, well et Aarbechtsplazien an domadder och d'Perspektive vu ville Salariéé queesch duerch Europa erhält. D'EU-Kommissiou geet an hirer makroökonomescher Projektioun dövun aus, datt den Emploi an der Eurozon wäert ém 4,7 % erofoen, Spuenie mat minus 8,7 % an Italien mat minus 7,5 % wäerten hei am besonnesche Mooss beträff sinn. De Volume vun 100 Milliarden Euro, deen de Programm SURE huet, ass deemno batter noutwendeg.

D'LSAP begréisst och, datt sech d'Memberstaaten duerchgerongen hunn, fir 240 vun deene 410 Milliarden Euro aus dem ESM, deen 2012 opgebaut ginn ass, deene Memberstaaten zur Verfügung ze stellen, déi besonnesch vun der sanitärer Kris beträff sinn.

Et ass an eisen Aen immens wichtig, dass mer kee Memberstaat hänke loessen an déser graver Situations. Wann d'LSAP begréisst, datt d'Memberstaate sech kenge strukturelle Reforme mussen énnerzéien, ier se déi Kreditter aus dem ESM kréien, sou hätte mer an der EU allerdéngs den Deckel vun 2 % vum PIB pro Memberstaat net gebraucht. Am Fall vun Italien, an ech hunn dat scho gesot bei den Diskussionen iwwert de PSC



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

► **Une voix.**- Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Haagen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Benoy** (déri gréng).- Här President, Dir Dammen an Hären, et geet bei deem heite Gesetzesprojet ém d'europäesch Solidaritéit, déi an der Vergaangeneheit leider dacks ze kuerz komm ass. An dat ass positiv, an dofir huet dat heite Gesetz och eis voll Énnerstétzung.

Europawäit ginn esou 540 Milliarden Euro zesummegeluecht, fir Aarbeitsplazien ze erhalten, fir Entreprisen ze énnerstétzen, fir d'Staatsfinanzen ze stabiliséieren an och am Kampf géint de Coronavirus. A fir Lëtzebuerg bedeut dat 150 Milliouen Euro an zwar a Form vu Garantien, déi am Fall vu Kredittausfäll agesat ginn.

Mat dësem Gesetzesprojet si mer solidaresch mat onse Partnerländer an der Europäischer Unioun, deenen et manner gutt geet. An ons Ekonomie selwer profitéiert jo och vill vun dem Bannemaart a mir si gutt duerch déi heite Kris komm, an dofir ass et och wichteg a richteg, dass mer eis Responsabilitét huelen, fir deenen aneren, déi et brauchen, ze hëllefén.

Et gouf aus der Eurokris hei geléiert. Dái Hëllefen hei sinn net un Austeritéitsmesuré gekoppelt, déi e grosse Schued an de betraffene Länner ugericht hunn, zum Beispill duerch forcieré Privatiséierunge vun éffentleche Servicer, Kierzungen an de Sozialprogrammer oder an de Gehälter, déi zu Aarmut a Prekaritéit a betraffene Länner zum Deel gefouert hunn.

D'Investissementer an d'Infrastrukturen an och de Gesondheetssystem hu gelidien an deene betraffene Länner, an dat hu mer net méi spéit eréisch wéi an där heite Kris geléiert. An dofir ass et wichteg, dass mer net déi selwecht Feeler maachen an dass mer staark éffentlech Servicer hunn an d'Investissementer och an deene Länner an Zukunft net vernoléissegen. An dofir ass dat heite Gesetz an déi heiten Aart a Weis virzegoen e wichtige Schratt, andeems mer amplaz vun enger Spuerpolitik Solidaritéit hei weise mam Rappel, andeems mer eng Garantie ginn.

Et ass och e gutt Zeeche fir d'Wärungsunioun an och d'Zukunft vun der Europäischer Unioun, well mer relativ séier budgetär eng Äntwert ginn hunn op déi heite Kris, eng europäesch Äntwert. D'Europäesch Unioun huet gewisen, dass se handlungsfäeg ass. A mir hunn och gewisen, dass mer aus där leschter Kris geléiert hunn an nei Instrumenter konnten developpéieren.

A ganz onofhängig vun deem Solidaritéitsgedanken, deen ech elo hei beschriwwen hunn, hu mer als Land och en Interêt, fir den anere Länner ze hëllefen, Länner wéi Italien, Spuenien, Griicheland, fir just si ze nennen, déi ferm verschéilt sinn, well esou riskéiere mer, eng nei Eurokris ze verhennener, andeems mer déi Länner eeben net am Ree stoe loosser. An dovunner hu mir allegueren eppes, dass mer hinnen hëllefen.

Här President, Dir Dammen an Hären, geet dat heiten dann elo duer? Dat heiten, wéi gesot, si Kreditter a Garantien, et si keng direkt Hëllefen. Et ass eng richteg éischt europäesch Reaktiou. Mee si ginn awer fir vill europäesch Länner net duer, menge mir.

Länner, déi virun der Kris schonn ugeschlooe waren, mussen nei Scholden ophuelen, wann och zu bessere Konditiounen, wéi wa se dat géifen um fräie Marché maachen. A mir brauchen elo zusätzlech europäesch budgetär Moyen, fir de betraffene Staaten ze hëllefen an domadder d'Stabilitéit an der Eurozon und ze garantéieren. Et ass eppes, ech hunn et och scho gesot, wouvunner mer allegueren eppes hunn, Gaichzäiteg och ass et d'Relace vun der europäischer Ekonomie, eng Relance, déi natierlich muss gréng sinn am Respekt vun onsen Ziler am Klimaschutz an och aneren Ziler.

An déi méi schwaach Länner, grad si kréien déi Relance net esou hin, wa mer hinnen net hëllefen, wa mer se net énnerstétzen. An et geet doduerjer hei och ém d'Handlungsfäegkeet vun der Europäischer Unioun an ém d'Vermeidung vun zusätzleche Krisen.

Ech wéll kuerz dann op de Recoverypak vun de 750 Milliarden Euro vun der Kommissiou agoen, wouvunner en Deel jo och Direkthëllefe solle sinn. Dat geet an eisen Aen eeben an déi richteg Richtung, well hei eng weider Verschélldung vun deene schwaache Staate verhennert gëtt. An déi Konditiounen därfen eeben net u Spuerpolitik wéi fréier emol gelinkt sinn. Mir mussen an Zukunftsträchteg Investitionen investéieren. Fir e puer Beispiller ze nennen: Infrastrukturinvestitionen zum Beispill. Et ass an de leschte Wochen a Méint émsou méi dovunner geschwät ginn. Et kann een zum Beispill soen, dass mer mussen an de grenzüwer-schreidenden europäische Fernverkéier vum

Zuch investéieren, wat immens wichteg ass, grad wa mer iwwert d'Zukunft schwätzen.

Mir mussen d'ekologesch Transitioun wiederbréngen, den Ausbau vun erneierbaren Energien an och eng méi nohalteg Landwirtschaft, grad och en vue vun der Stäerkung vun der Biodiversitéit, eng vun deene gréissste Krisen, déi awer gären am Schiet vun der Klimakris steet.

Mat deene Suen hei, mat deene Sue vun deem Recoveryplan däarf op kee Fall an al Modeller investéiert ginn, déi keng Zukunft hunn an déi net mat onsen Ziler vu méi Klimaschutz an also och méi Liewensqualitéit an den nächste Jore vereinbar sinn.

Dat heesch awer natierlech och, dass mer fir d'Zukunft verschidde europäesch Subventionsmodeller müssen a Fro stellen, déi eeben am Moment net nohalteg ausgerichtet sinn. A mir musse kucken, dass eeben déi nei Métteilen, déi mer hei ginn, net gläichzäiteg fundamental mat aneren Zilsetzungen, déi mer hunn, a Kontradiktioon sinn. An och do wéll ech kuerz déi gemeinsam Agrarpolitik nennen, ee vun den déckste Päck, déi d'Europäesch Unioun bezilt, wou virun allem awer zum groussen Deel mat der Strenz einfach verdeelt gëtt, amplaz cibléiert no de Krittären, déi ons wichteg sinn.

Da muss mer natierlech och kucken, dass d'Europäesch Unioun méi staark egee Finanzierungsmodeller kritt. An do sinn eng ganz Rei interessant Pisten, déi an der Diskussion sinn, zum Beispill eng Digitalsteier, eng CO<sub>2</sub>-Bepräfung un den europäischen Aussegrenzen op Importer aus Dréttstaaten, eng Plastiksteier, d'Ausweitung vum Emissiouonshandel zum Beispill op de Schéffsverkéier oder de Fluchverkéier.

Alles dat si Proposen, déi duerchaus Senn maachen an déi ons wiederbréngen an dem Klimaschutz op europäeschem Niveau an och esou déi budgetär Komponent vun der Europäischer Unioun géife stäerken an den europäische Budget och méi resilient maachen. Eeben duerch nei Finanzierungsquelle wier d'Europäesch Unioun an Zukunft manner ofhängig vun de staatleche Kontributiounen.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet hei iwwert d'Europäesch Staatsgarantien huet d'Énnerstétzung vun den Gréngs, an ech wéll dem Rapportor och villmools Merci soe fir sái mëndlechen a schréftleche Rapport. Et geet eeben drëm, fir europawäit hei Moyenen a Form vu Garantien zesummenzeéen. Lëtzebuerg mécht dat mat 150 Milliouen Euro. Dat ass an onsen Aen en éischte richteg Schratt.

Mir all profitéieren dovun, dass mir als oppent Land an dem Bannemaart vun der Europäischer Unioun sinn a vun der ganzer Europäischer Unioun. An et ass eis Flécht, dass mer och hei Solidaritéit weise mat deene Länner, dehnen och manner gutt geet an der Europäischer Unioun an dass mer si énnerstétzen op déi hei Aart a Weis, awer och iwwer anerer, an ech hunn dat scho gesot. Et hätt eeben immens negativ Konsequenzen, wa mer hei erém eng Kéier géifer den Euro zesummebriechen losser oder eng gréisser Kris hätten. An dat probéiere mer mat deem heiten ze vermeiden.

Doriwwer eraus ass et natierlech an onsen Aen och wichteg, dass mer méi wält ginn an d'Europäesch Méttele stäerken. Ech hunn den europäischen Relancepak vun der Kommissiou mat senge 750 Milliarde fir d'Verstäerkung an der Eurozon ugeschwät. Aner Punkte sinn d'Verstäerkung vun dem europäische Budget, mee et kéint een och anerer nennen. Dat heiten ass eng Chance, fir de Memberstaaten ze hëllefe bei enger nohalteger an digitaler Transitioun an europawäit de Green Deal émzusetzen an a Richtung vu méi Klimaneutralitéit d'Länner ze énnerstétzen.

An deem Senn soen ech lech Merci fir d'Nolauschten.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Benoy. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, ech wéll och vun eiser Sait aus dem Kolleeg André Bauer Merci soe fir sái Rapport an och d'Manéier, wéi en eis Sitzunge vun der Finanzkommissiou émmer ganz demokratesch an objektiv leet.

Ech mengen, dat Gesetz, wat mer haut hei stëmmen, dat ass e Gesetz, wat am Fong op europäeschem Niveau, wéi gesot gëtt, eng gewéisse Solidaritéit soll ervirruffen téshent de Memberstaaten, wou déi Länner, déi méi schlecht dru sinn, iwwert des Weeér solle gehollef kréie respektiv iwwert dése Weeér Emprunten zur Verfügung gestallt kréie mat méi engem niddregen Taux, wéi dat wier, wa si missten direkt en Emprunt huelen. An dësem

Fall kenne se zréckgräifen op en Emprunt, dee vun der Europäischer Unioun géif opgeholl ginn a wou dann dervun ausgaange gëtt, dat déi Emprunten, déi d'Europäesch Unioun da kéint ophuelen, op engem relativ niddregen Taux bis zum Null-Taux kéinten opgeholl ginn.

Et ass de Programm SURE, dee schonn hei ernimmt ginn ass, ech braucht net méi op d'Detailer anzegoen, dee virun allem d'Kuerzaarbecht soll garantéieren an deene Staaten, fir datt déi ka finanzieréert ginn, eng Moossnam, vun där mir als Lëtzebuerg sécherlech net wäerte profitéieren. Et ass de Garantiefong vun der BEI, deen zur Verfügung stet, duerch deen d'Memberstaate Garantié kreien a wou de Lëtzebuerg Staat, zesumme mat deenen anere Staaten, 25 Milliarde garantéiert an den ESM stellt de Memberstaate Ligne-de-crédites zur Verfügung bis zu enger Héicht vun 240 Milliarde.

De Lëtzebuerg Staat, also Lëtzebuerg, ass heirun direkt bedeelegt mat 110 Millioune Garantien, déi an enger zweeter Phas kënnten op 150 Milliouen eropgoen. Et ass kloer, dat déi Garantien net direkt bezuelt ginn, mee dat dat Garantié sinn, déi an deem Fall, wou ee vun deene Memberstaaten déi Sue kritt huet an net à même wier, fir zréckzebezuelen, géifen antrieden, an zwar ass all Land da bis zum Maximum vun där Zomm, fir déi et garantéiert huet, zoustänneg, fir déi zréckzebezuelen.

Déi grouss Fro, déi sech an dësem Debat stellt: Ass et eng Vergemeinschaftung vun de Scholden? Jo oder nee? D'Auteure soen: „Nee, et ass keng Vergemeinschaftung.“ Mir ass ADR soen: „Dach, et ass eng Vergemeinschaftung vun de Scholden!“ Den Traité vu Maastricht am Kader vun der Währungsunioun huet nämlech explizitt verbueden, dat Scholde vergemeinschaftung ginn. An eiser Meenung no ass hei eng Vergemeinschaftung vun de Scholden, well Memberstaate Scholden ophuelen, a wa se déi net zréckbezuelen, da müssen déi aner Memberstaaten duerfir haften an déi Scholde bis zu deem Plaffong, zu deem se sech engagéiert hunn, zréckbezuelen.

Mir sinn also der Iwwerzeugung, dat dat heiten, iwwert deen dote Wee, eng Vergemeinschaftung vun de Scholden op europäeschem Niveau ass a contraire zum Traité vu Maastricht.

Et muss een och wéissen, wat een hei fir e Wee aschlit. Solidaritéit ass émmer e gutt Wuert. Mee hei muss ee wéissen: Déi Länner, déi hei eng staark Verschélldung hunn - mir schwätzen vun deene Länner wéi Italien, Spuenien, Griicheland -, déi soe fir sámmelechen a schréftleche Rapport. Et geet eeben drëm, fir europawäit hei Moyenen a Form vu Garantien zesummenzeéen. Lëtzebuerg mécht dat mat 150 Milliouen Euro. Dat ass an onsen Aen en éischte richteg Schratt.

Mir all profitéieren dovun, dass mir als oppent Land an dem Bannemaart vun der Europäischer Unioun sinn a vun der ganzer Europäischer Unioun. An et ass eis Flécht, dass mer och hei Solidaritéit weise mat deene Länner, dehnen och manner gutt geet an der Europäischer Unioun an dass mer si énnerstétzen op déi hei Aart a Weis, awer och iwwer anerer, an ech hunn dat scho gesot. Et hätt eeben immens negativ Konsequenzen, wa mer hei erém eng Kéier géifer den Euro zesummebriechen losser oder eng gréisser Kris hätten. An dat probéiere mer mat deem heiten ze vermeiden.

Doriwwer eraus ass et natierlech an onsen Aen och wichteg, dass mer méi wält ginn an d'Europäesch Méttele stäerken. Ech hunn den europäischen Relancepak vun der Kommissiou mat senge 750 Milliarde fir d'Verstäerkung an der Eurozon ugeschwät. Aner Punkte sinn d'Verstäerkung vun dem europäische Budget, mee et kéint een och anerer nennen. Dat heiten ass eng Chance, fir de Memberstaaten ze hëllefe bei enger nohalteger an digitaler Transitioun an europawäit de Green Deal émzusetzen an a Richtung vu méi Klimaneutralitéit d'Länner ze énnerstétzen.

An do muss een och wéissen, dat dat heiten als eng Konsequenz huet, an ee vu menge Virrieder huet et ugeschwät, dat herno dat Ganzt muss bezuelt ginn an datt mer herno am Fong och wäerten europäesch Steieren, weider europäesch Steiere kreien, wou mir als ADR och dergéint sinn. Mir sinn der Meenung, dat némme d'Staaten, déi eenzel Staaten, därfen e Recht hunn, Steieren opzehiewe vun hire Bierger an hire Betriben, an dann eeben iwwer Accorden, déi getraff ginn, déi eenzel Staatsbudgeten den europäische Budget finanzieréieren. Aver iwwert d'Europäesch Unioun därfen net Steieren opgeheue ginn! Well Europa ass kee Staat, Europa huet keng direkt Bierger, Europa kann also an eisen Aen och keng Steieren ophiewen.

Doriwwer eraus muss ee wéissen, dat dat e ganz groussen Demokratiedefizit gëtt. Wann hei am Land eng Regierung oder e Parlament decidéiert, eng Steier anzeféieren, eng Steier ze erhéijen, dann huet de Bierger e Recht an eng Méiglechkeet, bei den nächste Walen dat ze énnerstétzen oder ze sanktionéieren. Wann op europäeschem Niveau eng Steier agefouert gëtt, gëtt et déi Méiglechkeet net. Déi Méiglechkeet gëtt et net! E Bierger kann net eng Europäesch Unioun, eng Europäesch Kommissiou oder Gott weess wat fir ee Gremium op europäeschem Niveau sanktionéieren. An och

am Europaparlament kann e Lëtzebuerg Bierger net sanktionéiere mat deene puer Leit, déi mir do hunn an deene puer Stémmen, déi mir doranner ofginn. Et entsteet also do e groussen demokrateschen Defizit.

Och steet zu dësem Zäitpunkt net fest, ob déi Moossnamen iwwerhaapt a Kraaft trieden integral, well jo op europäeschem Niveau och nach keng Accorden zu deene Moossnamen hei bestinn. Dat heesch am Fong: Mer stëmme preventiv e Gesetz, fir datt eebe Lëtzebuerg kann op europäeschem Niveau, wéi vlächt och aner Staaten dat preventiv stëmmen, soen, datt mer d'Virussetzung geschaافت hunn, fir deen Accord do ze ginn, woubäi mer awer wéissen, datt verschidde aner Länner momentan nach ganz retzint sinn, fir an déi do Richtung ze goen.

Och ass net gewosst, énner wat fir enge Konditiounen déi Länner déi Emprunte kreien. Kréie se déi op 10 Joer? 20 Joer? 30 Joer? Mir hunn déi Fro an der Kommissiou gestallt. Do hu mer keng kloer Äntwert drop kritt. Do ass gesot ginn, et géif warscheinlech gekuckt ginn, fir relatiiv laang Zäitraum fir déi Emprunte zu maachen. Dat heesch, mir leeën hei eng Hypothéik op, déi am Fong dann an 10, 20 oder 30 Joer wäert zum Spille kommen.

Et muss ee wéissen, datt eiser Iwwerzeugung no déi betraffe Länner, mir hu se elo schonn e puermol heibanne genannt, net wäerten, weeder an 10 nach an 20 Joer, à même sinn, fir hir Scholden zréckzebezuelen. Souguer Lëtzebuerg, e Land wéi Lëtzebuerg, wat sech jo bretzt, finanziell staark ze sinn, ass net à même, fir seng Scholden zréckzebezuelen.

Fir Scholden zréckzebezuelen, muss e Staat en Iwwerschoss a sengem Budget maachen, soss kann e keng Scholden zréckzebezuelen. A Lëtzebuerg huet am Fong vun 2003 bis haut all Joers en Defizit a sengem Staatsbudget gehat mat Ausnam vun 2007. 2007 hate mer fir d'éischt en Iwwerschoss, an elo, 2018-2019, si mer relativ an den Equilibre komm a mir konnten och 2019, mengen ech, eng Kéier 400 Millioune Kapital zréckzebezuelen. Dat ass am Fong op 17, 18 Joer eng Kéier, wou mer à même waren, fir eebe kënneen e puer Honnert Milliouen zréckzebezuelen. An all déi aner Joren hu mer némme misse Scholde maachen, fir eeben déi Defiziter ze decken.

An da wéll ech lech zum Ofschloss nach soen, Här President: Kuckt ons finanzieréell Situatioun! Déi ass eiser Meenung als ADR no bei Wäitem net esou roseg, wéi se vun der Regierung duergestallt gëtt! Wa mer nämlech d'Kris kucke vun 2008, do hate mer 10 % Defizit, Schold vis-à-vis vum PIB, dat ass deemoos bis 2012, also iwwer 5, 6 Joer, vun 10 % op 20 % eropgaangen.

An der Kris vun haut, do geet et am Fong vun 2020 op 2021 vun 20 % op 30 %, also vill méi rapid erop wéi an der d'Kris vun 2008. An d'Kris vun 2008 huet och gewisen, datt déi Joren duerno, datt net op ee Joer oder op zwee Joer d'Kris am Gréff war, mee d'Repercussiounen op de Budget, déi hunn eng Rei vu Jore gedauert. An och hei wäert déi Kris iwwer 2021 eraus Repercussiounen op de Budget hunn.

An haut, mengen ech, géif keen hei d'Hand an d'Feier leeën a soen: „Vun 2022 un hu mer de Budget erém am Equilibre!“ Mir hunn en doudsécher net am Equilibre, soudatt mer och no 2021 wäerte weider Schold maachen. An ech si praktesch iwwerzeugt, datt mer an déser Legislaturperiod duerfir iwwert déi 30 % wäerte kommen. A vu datt mer och an Zukunft dann net à même sinn, Scholden zréckzebezuelen, bleiwe mer prozentual op deem Taux stoen. An déi nächst Kris kënnt bestëmmt, an da gi mer vun 30 % op 40 % oder 45 % erop.

Also, mat där Politik, déi mer esou maachen, geet Lëtzebuerg lues, Schrott fir Schrott, och an déi Richtung vun deene Länner, deene mer mat dësem Gesetz wëllen hëlle



dergéint schwätz, fir déi Mëttelen ze benotzen. Ob déi Mëttèle wierklich d'Panacée duerstellen, dat wäert sech erausstellen. Mir mengen net onbedéngt, datt dat déi grouss Léisung wäert sinn. Also, déi zwee Instrumenter kënne mer matdroen.

Et ass awer evident, an et ass jo esou, mir wëssem dat, datt dat Gesetz, dat mer haut stëmmen, sech jo op déi Garantie beschränkt, mee natierlech agebett ass an engem ganze Plan de relance, agebett ass an engem sougenannte Plan de relance vun der Europäischer Unioun, deen och iwwert den Europäische Stabilisatounsmechanismus soll lafen.

Do si mer net méi esou averstanen, wéi et leeft. An do fänkt et un, e bësse quokeleg ze ginn. Ech mengen, den Här Gibéryen, mäi Virriedner, huet elo virdrun e bëssen esou d'Stëmm, on va dire, vun den Austeritéitslännern gespilt, vun den nérdeche Länner, mir kenne se, Holland, Dänemark an esou weider an esou virun, deelweis jo och Däitschland, déi der Meenung sinn, datt een u sech mat deenen anere Länner, déi Strukturdefiziter hunn, déi méi aarm sinn, net solidaresch soll èmgoen. Dat ass déi egoïstesch Positioun aus dem Norde vun Europa, déi an eisen Aen och nach a kengem Fall justifiziéiert ass, well ech hoffen, datt déi Regeierend an den nérdeche Länner vun Europa sech bewosst sinn, datt, wann déi südlech Länner an Europa komplett faillite sinn, da wäerte si mat an d'Faillite erofrutschen.

Dofir si mir ganz kloer der Meenung als Lénk, datt ee Solidaritéitsmechanisme brauch, datt een Transferte brauch vu räich no manner räich, datt een awer och eng Ekonomie opbaue muss. Dat ass déi eng Saach.

Duerno stellt sech awer d'Fro, ob dee Mechanismus tatsächlich esou solidaresch ass, wéi en da kléngt. Well souwält ech elo nach an der Press gesinn hunn, dat evoluéiert jo permanent, ass de Plang vun der Madamm vun der Leyen jo u sech e Kompromess téscht den austérité Länner an de manner austérité Länner. Bon, meeschentens hu se awer och eng relativ neoliberal Regierung, soi-disant. Passons, egal. A Frankräich jo och, dat ass jo keng ganz sozial Regierung, déi do zu Paräis sëtz. Mee soit, dat ass e Kompromess.

An da kënn dat, wat och an der Kommissioune gesot gouf, datt déi Hëllefen u Konditionalitéite wäerte gebonne sinn. An, mir kennen dat natierlech, datt déi Konditionalitéite jo och, deemno wéi, wann ech richteg verstanen hunn, den Här Gramegna hat dat jo och gesot, oder Vertreider vum Finanzministère hunn dat jo och gesot, datt d'Troika u sech dat och misst surveilleren, deemno wéi, wann ech mech net ieren.

D'Troika, pour rappel, datt sinn u sech d'Fonctionnaires, d'Technokrate vum Fonds monétaire international, vun der Europäischer Zentralbank, vun der Europäischer Kommissioune. Leit, déi strictement keng demokratesch Legitiméierung hunn, mee eendeiteg méi ze soen hu wéi all anert Organ an der Europäischer Unioun, wat eng demokratesch Legitiméierung huet!

A si waren um Wierk a Griicheland. Si hu Griicheland deementsprielend futti gemaach. Mir krié gesot an der Finanzkommissioune vum Finanzministère: Si hu Griicheland gerett! Ech weess dat net. Mee ech sinn der Meenung, datt déi Leit, déi mengen, datt d'Troika Griicheland gerett huet, sollen op Athen goen oder op Thessaloniki goen, oder an iergendenger griichescher Stad dorémmer lufe mat engen Pancarte, wou grouss dropsteet „I love the Troika“, an dat och nach op Griichesch, a versichen, zéng Minuten iergendwéi ze iwwerliewen. Do gëtt et e Marathon, do gëtt et e Marathon! Ech kann lech assuréieren, datt dat esou eppes gëtt.

An et muss ee sech iwwerhaapt och d'Fro stellen, ob a Länner wéi, ech weess net, Portugal, Spuenien an esou weider, dat Wuert „Troika“ an iwwerhaapt déi ganz Politik - dat ass wéi den Houseker - wäert gräifen. Well si wëssem ganz genau, datt et e Préis gëtt, deen ee muss bezuelen: Strukturreformen, wéi si dat nennen. An déi Strukturreformen, déi treffe wien? Natierlech d'Service-publieken, am Prinzip, a si treffen d'Aarbechter. Si treffen ni d'Kapital. Si treffen ni déi, déi wierklich schold sinn un der Kris!

Et gouf gesot, an ech mengen, et si vill Leit frau, datt déi heite Covidkris, déi ekonomesch Kris, an där mer sinn, an déi Rezessioune, déi wäert kommen, strictement náischt mat de Banken ze dinn huet.

Mee wann een awer e bësse kuckt, wéi an deene Méint virun dem Covid sech d'Saach iwwerhaapt entwéckelt huet, wann een e bësse sech bewosst ass, datt mer souguer Taux-négative

tiffen haten, well esou eng Kris amgaange war, sech unzebanen. Et wousst een natierlech net esou richteg, wéini se géif declenchéiert ginn a wou se géif declenchéiert ginn. A glécklecheweis ass den hellege Covid komm - op eng gewëssen Aart a Weis - an e konnt natierlech d'Banken an hir politesch Vertreider an deem Senn e bësse retten: Also gesitt Der, et ass net e Schold dës Kéier!

Mee neen! Mir sinn der Meenung, wann émmer gesot gëtt, mir missten d'Léieren aus der Vergaangenheit zéien an aus déser Kris zéien, misst dat och um europäischen Niveau lafen. Mir mengen awer net, datt elo mat deem soi-disant Plan de relance, deen ...

Den Här Gibéryen mengt tatsächlich, dat wär eng Mutualiséierung vun den Detten. Mee ech hoffen, datt d'ADR ganz genau weess, datt dat guer net esou an déi Richtung geet, well et u Konditionalitéite jo geknäppt wäert sinn, u Sozialofbau wäert geknäppt sinn. Dat heesch, dat ass guer náisch, wat magnanime ass. Dat ass net esou, wéi wa mir hei am Norde wäerten eist Geld einfach esou am Süden dohinnerpuchen. Au contraire: Si wäerte bludden! Vlächt mir och eng Kéier, dat weess ee jo net, well et ass net némme eng Kluft téshent Norden a Süden. Soit.

Mir mengen net, datt mer elo an eng Richtung ginn um europäischen Niveau, wou een d'Léition aus der Vergaangenheit gezunn hätt, mee et geet genau an déi selwecht Richtung wéi virdrun. Leider ass et esou, den Einstein huet et jo scho gesot, datt een e Problem net léise ka mat de Leit, déi um Ursprung vum Problem waren.

Dat heesch, et brauch een e politesch Wandel. D'Leit musse wëssen, datt, soulang plus ou moins déi selwecht politesch Parteien an déi plus ou moins politesch Strémungen un der Muecht sinn an deene verschiddenen europäische Länner oder um Niveau vun der Europäischer Unioun, sech náisch Fundamentales wäert änneren, an datt mer herno erém Business-as-usual hunn an datt mer warscheinlich a Richtung vu fermer Austeritéit ginn, well mer a Richtung vun enger Rezessioune ginn.

A mir wësse ganz genau, datt, wa mer net a Richtung gi vun enger Émverdeelung vum Räichtum, een awer wéinstens kéint versichen, d'Traitéen ze änneren, datt d'Létzebuerger Regierung sech och op europäischen Niveau kéint engagéieren, datt zum Beispill och d'Europäesch Zentralbank endlech kéint d'Dette vun de Länner opkafen, datt d'Europäesch Zentralbank och kéint direkt un d'Staate léinen zu engem Taux, dee ganz akzeptabel ass, wéi all Land op der Welt dat och ka maachen, wéi d'Amerikaner dat kënnne maachen an anerer och. Firwat kann een dat hei an Europa net maachen?

An dat ass ee vun de fundamentale Problemer. A firwat kéint och net d'Létzebuerger Regierung sech endlech engagéieren, fir déi geckeg Stabilitéitskritären endlech ofzeschen? Si funktionéieren net während der Kris, mee se hunn och net virun der Kris funktionéiert. Dat si fundamental antisozial an antidemokratisch Krittären, déi do festgehale ginn, déi d'Staaten dorunner hénnener, déi néideg Investitiounen ze maachen, déi néideg Investitiounen an de soziale Servicer ze maachen, déi néideg Investitiounen an den éffentleche Servicer ze maachen. Si hunn net funktionéiert!

Létzebuerger, d'Létzebuerger Regierung, ech wier vrou, wann d'Létzebuerger Regierung sech op europäischen Niveau géif engagéiere fir eng fundamental Reform, wa se sech fir en Ofschafe vun deene Stabilitéitskritären géif engagéieren, a wa se sech och fir eng fundamental Reform vun der Europäischer Zentralbank géif engagéieren, an dann awer eng aner Politik bedreiwen.

Wann et net geet op europäischen Niveau, da kann ee Grupp vu Staaten dat vlächt och maachen, mee datt een awer och duerno iergendeng Kéier d'Suen do siche geet, wou se sinn an datt een do richteg Steieren ophieft, op Fongen zum Beispill.

(*Interruption*)

Ech menge wierklich, jo, et muss een d'Kapital taxéieren. Ech weess, d'ADR geet lériwer d'Sue siche bei den Aarbechter an net bei d'Kapital.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- O!

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Mir wëssen, wat fir e falscht Spill Dir spilt! Mir sinn eis deem ganz bewosst. Dir hutt dat jo elo erém grad bewisen. Mee mir sinn der Meenung, datt déi Kéier d'europäesch Regierunge müssen d'Suen do siche goen, wou se wierklich sinn, net bei de Leit, mee justement bei de grousse Fongen a bei de grousse Sociétéiten! Mir wäerten déi Sue brauchen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci vill-mools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Här President, leif Kolleginnen a Kollegen, d'Coronakris huet der europäischer Wirtschaft e béisen Dämpfer verpasst, well bal all Handelsaktivitéiten an de leschten dräi Méint sinn zum Stellstand komm oder hu missen op e ganz niddregen Niveau eroefgefuer ginn. Och elo, wou et schéngt, datt mer déi éischte Well e bëssen énner Kontroll hale kënnen, gëllen trotzdem nach eng Rëtsch Beschränkunge fir d'Gestaltung vun eisem normalen Alldagsliewen an domadder och vun den Handelsaktivitéiten.

Dés Beschränkungen hunn natierlech émmer nach en Afloss op d'Konjunktur, well all Mesure, déi d'Ausbreitung vum Virus verhennert, och eng Brems ass, fir verschidde Wirtschaftsaktivitéiten auszeféieren.

Ech denken do zum Beispill un d'Eventbranche, déi queesch iwwert d'Welt zum Erleie komm ass. Dést Joer ginn et keng grouss Evenementer.

Et gëtt keng Fussballeuropameeschterschaft, keen Tomorrowland, fir déi, déi op déi Musek stinn, oder keen Oktoberfest fir déi, déi gären däitsche Béier drécken. An och zu Lézbuerg wäerte grouss Evenementer wéi d'Fouer, de Bluesfestival oder d'Festivitéiten zum Nationalfeierdag net stattfannen. Wat mech natierlech och perséinlech e bëssen traureg mécht, well et ass awer émmer flott, bei deene Fester ze zelebréieren.

► **M. André Bauler (DP)**.- Och „Al Dikrech“.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- An, Här Bauler, jo, och „Al Dikrech“ fält dést Joer, souwält ech dat matkritt hunn, leider flaach, ausser de Buergermeeschter géif eis eppes aneres soen.

(*Interruption*)

D'Netstattfanne vun dësen Evenementer bréngt natierlech fir d'Organisateuren an och d'Participanten integral eng Perte mat sech. Am Fall, wou dës Aarbechter an Independante kee gläichwäertegt Ersatzakommes kréien, si se natierlech an hirer Existenz bedrot.

D'sanitär Restriktiounen, déi hu misse getraff ginn, hunn also e ganz direkten Effekt op d'Erschafe vu Valeuren an eiser Wirtschaft. Wat eis Mesuré méi restriktiv sinn, wat méi Leit dorunner gehénnert ginn, hir Aarbecht ze realiséieren an domadder och Valeur an eise Wirtschaftssystem ze pompelen. Dat gesäßt een dann un den Zuelen, wann notamment de PIB abréchent.

D'EU-Kommissioune rechent dést Joer mat engem Abroch vu 7,5 % par rapport zu 2019. Dat ass an absoluten Zuele ronn eng Billioun Euro, déi an deene leschten dräi Méint net geschaft gouf. Eng Billioun Euro, déi net un Aarbecht konnt realiséiert ginn an déi an Zukunft och net méi realiséierbar ass. Dái Suen, déi Valeur ass verluer. Dat ass e Lach an et gëtt keng aner Méiglechkeet, wéi elo ivwer Erspuerner a Kreditter derfir ze suergen, datt dat Lach vun engem Billioun Euro net déi Falsch an eiser Gesellschaft verschléngt.

Aus dësem Grond hunn d'EU-Kommissioune an de Rot decidéiert, insgesamt 540 Milliarden Euro ze mobiliséieren, andeems d'EU-Länner op de Finanzmäert fir gutt Konditiounen schnell an einfach Sue léine kënnen an esou hoffentlech d'Konsequenzen vun der Covid-19-Kris op hir Ekonomien ofschwäche kënnen.

Ech betounen, datt et sech heibäi ém Prêt handelt, déi d'Memberlännner onbeuecht vun hirer Staatsschold kënnen ophuelen an déi awer iergendwann an Zukunft müssen zréckbezuelt ginn.

A jo, den Här Gibéryen huet Recht, wann e kritisíert, datt d'Staatsschold reegelméisseg net ofgebaut gëtt. Wat een awer éierlecherweis muss soen, ass, dass d'Létzebuerger zum Beispill, trotzdem datt et all Joer erém op de Mäert Sue léint, keen „default“ gemaach huet. All Prêt, dee geholl gouf, ass mat Zéns an Zénseszéns zréckbezuelt ginn. An et ass ze eraarden, datt och déi Destinatairé vun dése Prêtens dës zesumme mat den Zénsen an Zénseszéns zréckbezuelen.

Insgesamt ginn dräi Finanzéierungssailen opgestallt, fir d'Aarbecht, d'Entrepriseen an d'Lutte directe géint de Covid ze finanzéieren. D'Finanzéierung leeft eemol iwwert den europäische Stabilitéitsmechanismus, eemol iwwert d'EIB, d'Europäesch Investitiounsbank, an eemol iwwert e Sécherheetsnetz, wat dem Chômage partiel ganz no kënnnt, mam Akronym SURE.

Dés Fonge si gedeckt mat staatleche Garantien, well ouni Garantien, dat weess jiddwereen, deen e Prêt huet, gëtt et kee Geld op de Marchéen. Dés Garantié betreffen dierfir och Létzebuerger, wou mer mat jeewels 77 Milliounen an eemol 33 Milliounen des Fonge garantéieren,

fir datt aner EU-Länner zu gudde Konditiounen Suen op de Finanzmäert léine kënnen.

Et kann een driwwer diskutéieren, ob déi mobiliséiert Zomm duergeet, déi geléint gëtt, well se stellt, wéi ech virdru gesot hunn, némme d'Hallschent vun däi Billioun duer, déi vun däi Covid-19-Pandemie zerstéiert gouf.

Op jidde Fall huet d'EU hei eppes misse maachen, well et handelt sech, leif Kolleginnen a Kollegen, ém dee gréisste wirtschaftliche Schock zénter dem Zweete Weltkrich. An d'EU huet eppes geliwwert, mat deem allegueren d'EU-Länner kënnen zu gudde Konditiounen Geld léinen.

Elo kënnne mer driwwer diskutéieren, ob et déi perfekt Léisung ass. An egal wat fir eng politesch Richtung een huet, ass all Kompromess ni déi perfekt Léisung. Mee e Kompromess ass dat, wat a Verhandlungen nun emol erauskennt. Et ass dat, mat wat jiddwereen och e bëssen e Bemoll huet. Duerfir wonnert lech net, wann ech net 100 % mat deem Projet hei averstane sinn, mee et ass dat, wat mer zesummen an der EU konnten opstellen, fir de Leit, den Entreprises an den einzelne Länner ze hëllerfen.

Am Fong énnertstétzte mir dése Projet also. Mee an der Form hu mer e bëssen déi námmecht Problemer gesi wéi de Staatsrot. Dee klenge Puffer vu 40 Milliounen, deen agesat gouf, fir séier kënnne weider Suen ze mobiliséieren, dat ass an eisen Aen net, wéi eng transparent Politik, wou ee fir esou Sue bei d'Chamber kënnnt, géif fonctionéieren.

Wa mer vun Transparency schwätzen, wëll ech awer emol d'Fro an de Raum stellen, wéi dës Kreditter dann elo gemanaged ginn. Wie kontrolléiert, datt d'Suen um Enn och bei deene landen, déi se wierklich brauchen?

D'EU selwer kann net de Mikromanagement vun all einzelnen Kredit maachen. D'EU ass keng Bank, déi eienzel Kreditter verdeelt. Dat heesch, d'EU ass och net responsabel, datt déi eienzel Suen, deen eienzelnen Euro, bei de Leit oder bei den Entreprises ukommen. Hei ass all eienzelt Land an der EU forcéiert, opgeruff, déi néideg administrativ Demarchen ze schafen, fir esou ze garantéieren, datt d'Suen do ukommen, wou se gebraucht ginn.

An esou, wéi eis Piratekollegen am Europaparlament et scho soten: D'Responsabilitéit läit ganz kloer bei de Regierungen a Parlamente fir ze kucken, datt d'Suen, déi hei kënnne geléint ginn, do zum Asaz kommen, wou se gebraucht ginn!

Duerfir fanne mir Piraten et wichtig, datt kontrolléiert gëtt, fir datt dës Gelder net bei Multi-millionären an auslänneschen Investisseur landen, mee wierklich an der Realekonomie, do, wou et soss zum Kollaps féiert.

Well et si Kreditter, leif Kolleginnen a Kollegen, an dat däerfe mer net vergiessen, déi duerch Steiergelder garantéiert ginn, déi duerch Steiergelder um Enn vum Dag finanzéiert ginn. An do däerf et eben net zu Abuse kommen. An do ass eng extreem Vorsiicht beim Deboursement a bei de Kontrollen dovunner néideg.

An ech hoffen, an ech sinn u sech confiant, datt eise Finanzminister op europäeschem Plang alles wäert druseten, datt dës Garantien agefuerdert ginn, datt d'Suen do sollen ukommen, wou se gebraucht ginn. Well wann dat net de Fall ass, dann hu mer hei eng schéi 540 Milliarden schwéier Usine à gaz produzéiert, déi zur Selbstberäicherung vun deene bäidréit, déi u sech scho genuch hunn. A wann dat sollt sinn, da féiert dat zu méi Politikverdrossenheit, leif Kolleginnen a Kollegen, déi definitiv net weider muss promouvéiert ginn.

Zum Schluss, Här President, wëll ech awer nach dem Rapporteur vun dësem Projet Merci soen, well en huet dëse Projet ganz gutt duergestallt. Et ass keen einfache Projet, mat ganzen dräi Sailen. An deementsprielend kann ech awer och den Accord vun eiser Sensibilitéit fir dése Projet ginn.



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

men ee Mount, nodeem Europa dës Decisioune geholl huet.

Dofir e grousse Merci, net némmeen, well mer kënne weisen, dass mer séier kënne schaffen, mee well mer jo gären hätten, dass déi Garantié séier en place kënne sinn an et ganz schued gewiescht wär, wa Lëtzebuerg do hinnen am Peloton gewiescht wär oder wa mer effektiv net virum. Enn vun dësem Mount dat hätte kënne stëmmen, well dann hätte mir d'ganz Prozedur opgehalen. All Land huet sech engagiert, fir et esou séier wéi méiglech ze maachen. Lëtzebuerg ass do am viischt Peloton. An ech mengen, dat steet eis all gutt zu Gesicht.

Bevir ech op de Projet de loi aginn, well den Debatt awer och e Modell 1 war an e bësse méi Zäit war, géif ech gären e bëssem aushuelen iwwert déi verschidde Remarken, déi gemaach gi sinn, wou mer dann dru sinn an Europa a wat um Niveau vun der Europäischer Unioun an de leschte Wochen a Méint gemaach ginn ass, fir op dës gemeinsam Covidkris ze reagéieren.

Ech muss lech soen, dass, wann ech elo op déi dräi lescht Méint zréckkucken, a wann ech elo hätt missen e Statement ofginn am Mäerz, wéi Europa dosteet par rapport zu dëser Covidkris, wär ech extreem enttäuscht gewiescht, extreem pessimistesch iwwert d'Chancé vun Europa par rapport zu haut.

Mir hunn am Laf vum Abrëll, Mee op europäesch Niveau et fäerdegruecht, haapsächlich am Eurogroup an am ECOFIN, fir e Pak auszeschaffen, deen et an Europa nach ni ginn huet. Ech mengen, all déi, déi un Europa gleewen, an dat ass d'grouss Majoritéit hei am Parlament, an dat ass d'grouss Majoritéit an eisem Land, kënne sech némmeen dorriwwer freeën.

Et kann een natierlech émmer fannen, dass d'Fläsch némmeen zwee Drëttel voll ass oder d'Glas zwee Drëttel voll ass an een Drëttel eidel. Mee mir sinn hei iwwert der Hallschent. Mir sinn hei wierklech iwwert der Hallschent voll, wéll ech lech énnersträichen. An ech géif dat gären e bësse beschreiven.

Mir hunn dräi Mesurë geholl, déi Urgencemessurë sinn, wouwun der zwou hei den Objet si vum Projet de loi, dat heesch, dat, wat d'BEI mécht, an dat, wat de Projet SURE mécht. Herno kommen ech drop ze schwätzen. Deen drëttent Element ass de Méchanisme européen de stabilité. Déi dräi zesumme si 540 Milliarden Euro, déi Europa - téschent Guillemeten - „zur Verfügung stellt“.

Dat huet et nach ni ginn. Ech muss lech soen, mir hunn eis d'Käpp gutt ageschloen. Mir hunn e puer Nuechten drop verbreecht an hu missen awer eng Unanimitéit hunn, fir dat ze maachen, well et nei Instrumenter sinn, déi et virdrun net ginn huet. Kommt, mir énnerschätzen dat doten net, dass mer dat fäerdegruecht hunn!

A firwat hu mer dat fäerdegruecht? Well déi Kris natierlech Tracen hannerléisst an all Land. An dat war d'Hauptargument, firwat och Lëtzebuerg plädéiert huet, méi wáit ze goe wéi dat, wat mer gewinnt sinn, méi wáit ze goe wéi dat, wat d'Traitéen hierginn, well mir sinn all betraff.

Et ass vill gesot ginn hei, dass Länner wéi Italien a Spuenien an e puer anerer méi betraff sinn. Se sinn en fait duebel betraff. Si si betraff vun enger Gesondheetskris a se sinn nach eng Kéier betraff, well se keng gutt finanziell Lag hunn. Mee och déi, déi eng gutt finanziell Lag hu wéi mir, si voll betraff. An eis finanziell Lag wáert sech staark degradéieren, vu dass mer dést Joer wáerten en Défizit hu vu bal fénnef Milliarden Euro amplaz en lwwerschoss. Also mir sinn och betraff. An et war eng Situations, wann Europa net hätt kënne nei Instrumenter schafen an engem Moment, wou d'Kris vu bausse kënnt, vun engem Virus - et ass wéi eng Attack op Europa, se ass zwar net némmeen op Europa, se ass op dár ganzer Welt -, wa mer et do net fäerdegruecht hätten, eis zesummenzerappen a Saachen zesummen ze maachen, ech soen lech, dat wár d'Enn vun Europa gewiescht!

A mir hunn eis als Lëtzebuerg wierklech dofir geschloen, esou vill mer konnten, an allem, net némme bei de Finanzministeren, och bei den Ausseministeren, beim Premierminister, fir dass Europa soll en Deel vun der Léisung sinn an dass Europa net bausse steet an nokuckt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- An dat ass dat, wat hei gelengen ass. Ech hunn elo déi dräi Mesures d'urgence ugeschwat. Ech schwätzen elo gläich och eng Minutt iwwert de Recovery Fund, Fonds de relance. Mee kommt, mir vergiessen och d'Zentralbank net! D'Zentralbank huet virun zwee Méint gesot, se géif bis 750 Milliarden Euro un Obligatione vun de Memberstaate kafen, an huet virun e bëssem wéi eng Woch nach gesot, se géif der 600 Milliarde méi kafen.

An esou eng Flexibilitéit hate mer jo och nach ni. An dofir sinn d'Zénsen esou niddreg. Mir hunn och dovunner als Lëtzebuerg benefisséiert.

Heiansdo kritt een d'Gefill, net némmeen heibannen, mee och dobaussen, dass all déi Saachen némme gutt si fir déi aner an net gutt wiere fir Lëtzebuerg. Wa mir konnten zu licht negativen Zénsen 2,5 Milliarden den 18. Abréiléinen, ass dat wéinst dár Politik vun der Europäischer Zentralbank. Kommt, mir soen, mir erkennen dat awer och un! Dat kënnt jo eis och gezutt!

Vill vun deene Mesuren, ech kommen nach herno drop zréck, benefisséieren och eiser Ekonomie, eisen Entreprises, eise Salariéen.

► **Une voix.**- Ganz genee!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- E Wuert zum Fonds de relance, Recovery Fund. Déi Debatt ass nach amgaang. 750 Milliarden Donen an och Prêten, wou Lëtzebuerg bereet ass, méi ze maachen, méi ze maachen, en fait, méi wéi sái mathemateschen Deel do bázisteieren. Mee och do gétt et Limitten. Mir kënneen och nach e Multipel vun deem erabzuele par rapport zu deem, wat mer erauszéien. Mee och do muss awer eng gewesé Fairness bestoen. Well fir dass déi Saach kredibel ass, a well mer jo all betraff si vun dësem Virus, et brauch een némmeen d'Ziffere vun eiser Ekonomie ze kucken, minus 6 % warscheinlech dést Joer, jo, da muss och Lëtzebuerg en Deel Beneficiaire sinn.

Zu dësem Projet de loi, well et ugeschwart ginn ass vu Verschidde mat engem ganz e bëssem kriteschen Toun, dass mer hei net transparent wären: Mir hätten hei kënneen ee Projet de loi maachen, wou mer némmeen d'Garantie vum SURE drageschriwwen hätten - déi ass 77 Milliounen -, well dat iwwer 40 Milliounen ass, an déi vun der BEI, déi 33 Milliounen ass, déi hätt mer kënne maachen, ouni iwwer Gesetz ze fueren. Dat hätte mer kënne maachen.

Ech wollt dat net. Ech hu fonnt, dass dat do e Package ass, an dofir hu mer déi zwou Saachen zesummegeschloen an dofir insistéieren ech gären drop fir ze soen: Mir hu genau de Géigendeel gemaach! Mir hunn lech, d'Parlament, informéiert vun all deem, wat amgaangen ass ze geschéien, an net gesot: „Déi eng Limitt ass 33 Milliounen, dat ass énner 40 Milliounen, da kënne mer dat ouni Gesetz maachen!“

Mir hunn och déi Marge de manœuvre agebaut, fir némmeen net an d'Situatioun ze kommen, dass mer hannert dem Komma, oder e puer Milliounen, jee nodeem, wéi dat ausgerechent gétt, op eemol eppes gestémmt hätten, also Dir hätt eppes gestémmt an der Chamber, wou herno eng Millioun gefeelt hätt. Dofir déi Marge de manœuvre. Et ass also net 77 an 33 gefrot, mee 36 % méi op deenen zwou Plazen. Dat sinn dann 105 Milliounen fir de SURE a 45 Milliounen fir d'BEI.

Wat sinn d'budgetär Konsequenze fir Lëtzebuerg hei? Dans l'immédiat náisch, dans l'immédiat náisch! Dat si Garantien, déi mer ginn. Wann alles - téschent Guillemeten - „riicht ausgeet“, wáert dat de Lëtzebuerg Steierzueler net ganz vill kaschten oder bal náisch kaschten.

Mee kommt, mir maachen eis awer och keen A fir en U vir! Ech huelen zum Beispill d'BEI. Do geet et jo dréim, d'Cautionnementer vun den Entreprises ze garantéieren. Wa mer némme géife Cautionnementer ginn un Entreprises, wou de Risk, dass se Faillite maachen, immens kleng ass, jo dann héllefe mer net vill den Entreprises an da verléiert natierlech déi Loi de garantie hiert Zil.

Mir hunn eis vill agesat, fir dass d'PMEe sollen den Haaptbeneficiaire si vun de Garantien. An dat ass eis och gelongen, zesumme mat anere Staaten. An ech wéll och, wat d'BEI ubelaangt an d'Cautionnementer vun den Entreprises, énnersträichen, dass natierlech d'Lëtzebuerg Entreprises eligibel sinn, fir dovunner ze beneficiéieren. Dat kënnt also och direkt Lëtzebuerg zeuggt.

Wat d'SURE ubelaangt, dat ass dee Scheema vum Chômage partiel. Eischents hu mir dee Scheema, deen huet net all Land. Verschidde Länner hunn dat guer net, deen Scheema. Mir hunn en a mir kënneen dat selwer finanzéieren. Mir hu warscheinlech keen Interêt, finanziell gesinn, op déi Garantie zréckzegräifen. Mee mir kéinten et maachen! Mee de Moment stellt déi Fro sech, mengen ech, net.

Mee mir si frou, dass duerch déi Garantie, déi Lëtzebuerg zesumme mat anere Länner gétt, déi Länner, déi entweeder de Scheema net hunn oder dee schwéier finanzéiere kënne, et kënne méi liicht finanzéieren.

Wat ass dann - an ech kommen da schonn op d'Konklusioun - en fait den Interêt vu Lëtzebuerg, wa mer dat elo e bëssem breet oder e bëssem enk wéll kucken?

Dat heite sinn zwee Instrumenter vun deenen dräi vun den direkten Héllefen, déi elo direkt en œuvre gesat ginn. Dat heiten ass also e Geste de solidaritéit.

Zum Zweete garantéiert et de Level-Playing-field, well mir lieuen de Moment an enger Period, déi ganz extra ass, wou d'Kommissioune vun d'Konkurrenzregeln opgelackert huet par rapport zu dem, wat mer normalerweis hunn, par rapport zu de Ramebedéngungen, déi d'Europäesch Unioun normalerweis festsetzt. Verschidde Saachen, déi hei elo geschéien, wären normalerweis iwwerhaapt net méiglech, well se eng Distorsionen vun Concurrence maachen.

Zum Drëtte benefisséieren déi Saachen hei - an ech hunn et scho virdrun e bëssem ugeschwart - den Entreprises, haapsächlich d'BEI, mee de SURE benefisséiert den Entreprises an de Salariéen. An de Chômage partiel - ech énnersträichen dat allkéiers, wann ech némme kann - ass net némme gutt fir d'Salariéen, en ass och gutt fir d'Entreprises! An et ass, mengen ech, eent vun deene Instrumenter, déi am beschten énnersträichen: Eng Wirtschaft, déi gutt fonctionéiert, ass eng, wou et dem Salarié gutt geet a wou et den Entreprise gutt geet. Dat eent ouni dat anert geet net!

► **M. André Bauler (DP).**- Ganz pertinent!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Dat Véiert ... Also, déi Instrumenter féieren also derzou, dass mer et wàerte fäerdegréngen, dass d'Reprise e bëssem besser geschitt an e bëssem méi séier geschitt an deene meeschten EU-Länner, a grad an deenen, déi méi schwach opgestallt sinn. Do kann ee soen: „Dat ka Lëtzebuerg e bëssem egal sinn.“ Ben, do sinn ech awer absolut net domat d'accord an d'Regierung ass net domat d'accord. Au contraire. Eis geet et gutt, wann et deenen aneren och gutt geet!

Wiem verkafte mir dann eise Stol? Wiem verkafte mer eis Satellittservicer? Wiem verkafte mer eis Service-financieren? Wiem vermaarte mer eis Investitiounsfongen? Majo, der ganzer Welt, an haapsächlich an Europa mat der libre Prestation de services, mat der libre Circulation des capitaux, der libre Circulation des biens. An dat däerfe mer ni vergiessen!

De Marché unique ass en fait fir eis e richtegen Tresor. Ouni dee kéint eis Wirtschaft sech iwwerhaapt net entwéckelen. A wa mir natierlech déi Länner duerch déi Instrumenter, déi gutt duerchduercht sinn, énnerstétzten, héllefe mer deene Länner, mee indirekt héllefe mer eis selwer.

Zum Schluss wéilt ech awer och, fir en iwwerméissegen Enthusiasmus ze bremsen, soen: All Mesure, déi Lëtzebuerg eppes kascht, déi soll natierlech an d'Parlament kommen. Déi soll diskutéiert ginn. An do wàerten nach Saachen op eis duerkommen. De Recovery Fund, de Fonds de relance énner anerem, de Budget pluriannuel vun der EU op siwe Joer. Dat muss alles duerch d'Parlament goen. Dat heesch, Dir wáert dat alles gesinn. A mir mussen dat och kritesch hannerfroen.

Wann ech dat haut mat Enthusiasmus verteidegen, wat hei gemaach gétt, dann heesch dat net, grad als Finanzminister, dass mir alles duerchwenken. Mir wàerten derfir suergen, dass den Deel, dee Lëtzebuerg dréit, dass dee fair ass, dass dee richteg ass, dass dee proportionell ass. Dass e liicht méi wéi proportionell ass, kann och an der Rei sinn, mee et muss sech a Grenzen halen. Well effektiv, wéi richteg énnerstrach ginn ass: Dat heite si Sue vum Steierzueler.

A wann ee gesäit, wéi séier eisen Defizit fir 2020 klémmt, da muss een natierlech vigilant a virsichteg bleiwen.

Ech soen lech Merci fir déi gutt Debatt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. D'Diskussion ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7595. Den Text steet am Document parlementaire 7595<sup>5</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7595 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmme fánkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech en Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wéllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

**Appel nominal (votes par procuration)**

Dann ass de Vott ofgeschloss. An de Projet de loi 7595 ass mat 55 Jo-Stëmme bei 4 Abstentionen ugeholl.

► **Une voix.**- 4 Nee-Stëmmen!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- 4 Nee-Stëmmen, pardon! Jo! De Projet de loi 7595 ass mat 55 Jo-Stëmme a 4 Nee-Stëmme ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7595 est adopté par 56 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 4. Question urgente n° 2412 de M. Mars Di Bartolomeo et de M. Dan Biancalana au sujet de l'avenir incertain du site à Dudelange du groupe verrier américain Guardian

Mir kommen dann elo zur Question urgente Nummer 2412 vum Här Mars Di Bartolomeo an dem Här Dan Biancalana iwwert d'Zukunft vum Guardian-Grupp zu Diddeleng. Den Här Biancalana huet fénnef Minuten, fir seng Fro virzedroen, an der Regierung stinn zéng Minuten zou, fir ze äntwerpen. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Dan Biancalana (LSAP).**- Merci, Här President. Här President, leíf Kolleginnen a Kolleguen, merci, dass dés Fro vun dem Mars Di Bartolomeo a mir d'Urgence unerkannt krut.

De Muere konnte een, jo, schonn iwwerschend an der geschriwwener Press liesen, dass Guardian Europe sái Standert zu Diddeleng kloer a Fro stelt, well d'Liewensdauer vun de Glasiewen zu Enn kénnt an e considerabelen Invest misst getägt ginn, fir d'Weiderproduktioun kënnen ze garanteieren.

Guardian produzéiert jo Glas, Flaachglas, an ass e ganz bekannten Zouliwwerer vun der Automobilbranche international. Wann d'Produktioun zu Diddeleng definitiv agestallt soll ginn ... Sáit 1989 ass Guardian an der nationaler Industriezon Wolser.



zu Lëtzeburg, wat awer, mengen ech, nach e ganz, ganz wichtige Pilier ass an der Diversification économique.

Dofir hei meng zwou Froen un de Wirtschaftsminister: Wéi war d'Informatiounspolitik vu Guardian vis-à-vis vum Wirtschaftsministère, vis-à-vis vum Minister? War hiert Virhabe wierklich eng Politique du fait accompli? A wéi eng Moyenen, wéi eng Marge wéllt d'Regierung sech ginn, fir de Site zu Diddeleng ofzesécheren, an esou déi 200 Aarbechtsplazen, déi hei awer kloer a Gefor sinn, probéieren ze erhalten an ofzesécheren?

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Biancalana. D'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Dem Dan Biancalana an dem Mars Di Bartolomeo merci fir déi Question urgente, déi se haut stellen en rapport mat Guardian, wat mer och erlaabt effektiv, op deen Dossier do anzegoen.

Et ass effektiv gesot ginn an et ass gewosst, dass de Flaachglasproduzent Guardian sät den 80er Joren hei bei eis zu Land present ass. Guardian ass eng vu ville groussen amerikaneschen Entreprises, déi sech effektiv an de 70er an an den 80er Joren hei zu Land installéiert henn. Et ass och ee vun deenen Industriebetrieber, déi mer effektiv am Wirtschaftsministère elo sät e puer Joer oder sät enger ganz längerer Zäit scho besonnesch an intensiv suivéieren an och accompagnéieren.

Virgéschter Owend souzen d'Dirigeantë vum Group Guardian, notamment den General Manager fir Europa, bei mir am Büro am Ministère, fir iwwert d'Zukunft vum Betrib zu Lëtzeburg ze schwätzen. Si hunn eis an där Reunioun iwwir her Decisioun informéiert, fir den Uewen um Site zu Diddeleng effektiv erozfueren. Dat heesch, datt Guardian mat der Produktiou vu Glas zu Diddeleng effektiv wäert ophalen.

Dat ass och déi direkt Konsequenz, dass am ganze Grupp Guardian weltwäit d'Investissementer an Héicht vu ronn 130 Milliounen Dollar an d'Moderniséierung an an de Renforcement vun esou Installatiounen zréckgestallt goufen, net némmen zu Lëtzeburg, och op villen anere Sitten.

Mam Cooldown vum Uewe ginn awer net all d'Aktivitéiten zu Diddeleng gestoppt. Et ass effektiv nach e Laminoir do, dee bestoebleeft an deen och nach wäert weider lafen. Trotzdeem: Effektiv wäerten hei eng ganz Rei Aarbechtsplazen ofgebaut ginn. An dat ass natierlech kee flotte Moment an der Geschicht vun der Lëtzebuerger Industrie.

D'Gewerkschafte si géschter Moien doriwwer vun der Direktioun vu Guardian informéiert ginn. Guardian huet eis verséchert, dass den Ofbau vun dese Plazen natierlech an Ofsprooch mat der Delegatioun wäert geschéien an natierlech och e Sozialplang wäert ausgeschafft ginn, zesumme mat der Delegatioun vum Personal.

Mir probéieren op eiser Säit, zesumme mam Aarbechtsminister, zesumme mat der ADEM, datt déi Leit, déi hir Schaff verléieren, an engem anere Betrib énnerdaach kommen oder dass soss aner sozial Mesuré kenne spille, wéi natierlech d'Preretraite.

Am Wirtschaftsministère wësse mer, an den Dan Biancalana huet et och nach eng Kéier gesot, dass den Uewen zu Diddeleng en fin de vie war, dass en e gewëssenen Alter huet an onbedéngt hätt missen erneiert ginn. Dofir hat mäi Virgänger och am Mee 2018 eng Rees an d'USA gemaach, fir mat de Propriétäre vu Guardian och doriwwer ze diskutéieren an ze verhandelen.

Ech selwer hat den 23. Abrëll, matzen am Lockdown, e Gespréich mat de Responsable vu Guardian doriwwer. Deemoools war déi Decisioun nach net gefall. Guardian mengt, dass sech am Kontext vun der Coronakris bis 2023 d'Demande fir industriell Glasproduktiou net erhuelle wäert. Dat ass eng Konsequenz vun engem schwächelnden Automobillsecteur, awer och an der Konstruktiou wäert et euro-pawäit op deene Marchéen, wou Guardian Lëtzeburg täteg ass, manner schnell dréien. Et kann een also soen, dass dat heiten eng éischt industriell Victime vun der Coronakris ass.

D'Beispill Guardian weist awer och, wéi wichtig et ass, datt an der Industrie permanent investéiert gëtt, fir émmer um leschte Stand vun

der Technologie ze sinn a fir op déi Manéier esou ressourcéschouwend wéi méiglech ze produzéieren, awer och fir esou par rapport zu der Konkurrenz kompetitiv ze bleiwen.

An ech wéll et nach eng Kéier soen: Dat ass de Grond, firwat mer dat Aideninstrument op den Instanzewee geschéckt hunn, fir d'Héllefe substantiell an d'Lucht ze setzen, fir d'Betribier dorzu ze incitéieren, fir an d'Digitalisatioun ze investéieren, fir an émweltfréindlech Technologien ze investéieren, fir sech fit ze maache fir d'Zukunft an och fir a Richtung Kreeslafwirtschaft ze goen, a fir se justement ze incitéieren, fir Investissementer, déi geplant waren, och wierklich ze maachen, fir déi duerchzéien an net fir se ze suspendéieren.

Gardian ass awer och e Beispill, wat weist, dass engem Standuert wéi Lëtzeburg haut näischt méi geschenkt gëtt, dass mer natierlech an engem internationale Marché sinn, dass mer et hei och et mat engem internationale Grupp ze dinn hunn, deen eng Partie Produktiounsstätten an Europa huet an deen hei natierlech Decisiounen hält, déi och op Rentabilitéit baséiert sinn.

Mir können op där anerer Säit awer, an dat ass vläicht eng positiv Nott an dëser Diskussioun, houfreg sinn, dass vill vun deenen Industriebetrieber, déi an de 60er a 70er Joren an och duerno nach op Lëtzebuerg koumen, an der Lescht hir Aktivitéiten ausgebaut hunn, wéi zum Beispill DuPont zu Contern, déi an eng nee Produktiounslinn vu Tyvek investéiert henn.

Aner Betriben hir Sitte massiv moderniséiert. Ech denken elo zum Beispill u Goodyear zu Diddeleng, déi déi modernste Pneufabrik an Europa gebaut hunn, oder Husky, däi hire Projekt „Factory of the Future“ a Saachen Digitalisierung richtungsweisend ass.

A mir wäerten eis mat aller Energie och derfir asetzen, dass och Guardian an Zukunft weider an de Lëtzebuerger Site investéiert, dass se an en héich modernen, energieeffizienten Uewen investéiert, wann de Moment komm ass. Dofir wäerte mer weider a Gesprächer bleinen a mir wäerte wierklich kucken, dass Guardian op dee Wee geet.

Béid Beispiller, déi ech virdru genannt hunn - Goodyear, awer och Husky wéi och DuPont -, weisen awer trotzdem och a mengen Aen, dass d'Industrie zu Lëtzeburg e Secteur ass, dee weiderhi vill Potenzial huet, grad wann d'Betriben op d'Technologië vun der Industrie 4.0 setzen.

An am Resümee kann een, mengen ech, soen, och wann haut natierlech déi Decisioun vu Guardian absolutt ze bedaueren ass, datt haut den Industriestandard Lëtzeburg net a Fro gestallt ass. Am Géigendeel. Dat weist a mengen Aen déi nohalteg Entwécklung an d'Digitalisierung vum Secteur aus deene leschte Joren.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Fayot.

### 5. 7585 - Projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7585 iwwert d'Aférierung vu verschidene Moosnamen am Kader vum fräie Verkéier vun de Leit a vun de Migranten. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporteur vun désem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten.

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile**

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Villmools merci, Här President. Jo, Dir Dammen an Hären, d'Covid-19-Kris huet jo villes op d'Kopp geheit. Virun allem déi méi jond Leit, déi eigentlech keng Grenze bannent Europa méi kannt hunn, stoungen op eemol virun enger Barriär oder goufe vun der Police ugehalen, wa se bis bei eis Nopere goe wollten. Ech mengen, dat war eppes, wat sech der vill net konnte virstellen, och eigentlech déi méi Eeler énner eins net.

Doriwwer eraus hat d'EU-Kommissioun de Memberstaaten un d'Häerz geluecht, d'EU-Baussegrenze fir d'Leit aus Dréttstaaten zouzemaachen. Alles dat hat eng Rëtsch Konsequenzen. Och fir den Immigratiounssystem hu sech op eemol e puer Froe gestellt, wa Leit net méi ausreese konnten oder net konnen zréckgefouert ginn.

Den Ausseministère selwer konnt och net méi op all d'Demanden, wéi zum Beispill d'Titre-de-séjour, reagéieren. An duerfir goufen am

Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz eng Rëtsch Moosname geholl, fir d'Delaie vu verschidene Prozeduren ze verlängeren an déi Leit, déi an esou enger Situatioun sinn, ze schützen.

De Projet, dee mer elo virun eis leien hunn, verlängert eeben dës Moosnam iwwert d'Enn vum État de crise eraus a gëtt hinnen domänder eng gesetzlech Basis, sou wéi mer dat dëser Deeg méi dacks musse maachen. Heibäi gëtt temporaire vu verschidenden Dispositiounen aus dem Immigratiounsgesetz vun 2008 dero-géiert.

Fir Leit aus Dréttstaaten, déi zanter dem 1. Januar 2020 op Lëtzeburg komm sinn, gëtt den Delai fir d'Ausstelle vun hirem Titre de séjour op sechs Méint verlängert. D'Validitéit vun den Titres de séjour selwer, déi ofgelaft sinn, gëtt bis den 31. August 2020 verlängert. An den Openthalt vu Leit aus Dréttstaaten, deenen hire Visa ofgelaft ass oder deenen hiren Openthalt déi berüümten 90 Deeg iwwerschratt huet, gëtt bis den 31. Juli 2020 als regulär unerkannet.

D'Mënscherechtskommissioun hat sech an hirem Avis gefrot, ob déi verschidden Delai laang genuch wieren. Hei huet an der Kommissioun den Ausseministère preziséiert, datt dës Delaien opgrond vun enger Analysen engersäits vun der Situatioun an anersäits vun de Capacitéité vum Ministère festgeluecht goufen. Falls et sech awer als onméiglech erausstelle sollt ze reessen, well sech d'Situatioun zum Beispill eréim verschlechtert hätt, kéint een awer reagéieren an zum Beispill e Visa Typ D ausstellen.

Wichteg ass a mengen Aen, dass mer hei eng mënschlech Approche behalen a verhënneren, dass Leit géifen an e rechtliche Vakuum falen.

Mir ginn der Mënscherechtskommissioun och Recht, dass déi concernéiert Persoune kloer iwwert dës Delaien an iwwert d'Demarchen insgesamt informéiert musse ginn.

Zweetens schaft dëst Gesetz och de Kader, fir d'Recommandatioun vun der EU-Kommissioun émzesetzen, d'EU-Baussegrenze bei net essentiell Deplacementer fir Leit aus Dréttstaaten zouzemaachen. Et ginn allerdéngs Ausnamen, wou dës Restriktiounen dann net spilten.

De 16. Mäerz huet d'EU-Kommissioun eng Recommandatioun erausginn, wou se proposéiert, dass d'Staats- a Regierungscheffen eng koordinéiert Decisioun sollen huelen, fir déi net essentiell Deplacementer aus Dréttlännner an d'EU temporaire anzeschränken. Zu Lëtzeburg goufen dës Moosnamen am Artikel 14 vum Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz festgehalen.

De Projet de loi vun haut gëtt dëser Moosnam déi gesetzlech Basis, fir se och nom Enn vum État de crise oprochteerhalen. Fir dass et awer genuch Flexibilitéit gëtt, fir op kuerzfristig Annerunge vun der Situatioun respektiv fir op d'Recommandatioun vun der Kommissioun reagéieren ze können, ginn d'Dauer, de Geltingsberäich an d'Modalitéité via Règlement grand-ducal festgeluecht. An effektiv huet d'EU-Kommissioun net méi spéit wéi den 11. Juni eng Kommunikatioun mat neie Recommandatioun publizéiert, also dee selwechten Dag, wéi ech der aussepolitescher Kommissioun och mäi Rapport zougestallt hat. An ech mengen, dat weist nach eng Kéier, wéi kompliziéiert déi ganz Covidkris et der Politik mécht.

Well dat, wat géschter vläicht nach richteg war, ass deemno wéi haut net méi esou. An ech mengen, do kenne mer allegueren heibannen an och an der Regierung e Liddchen dovunner sangen.

An d'EU-Kommissioun encouragéiert d'Memberstaaten elo, d'Baussegrenze bis de 15. Juni eréim komplett opzemaachen an d'Restriktiounen op de Baussegrenze bis den 30. Juni ze verlängeren. Vum 1. Juli u sollen dann déi Restriktiounen fir verschidene Dréttlännner graduell opgehewe ginn. Ech ginn elo net weider op d'Detailer vun d'r Recommandatioun an, mee wollt awer drop hiweise, dass d'EU-Kommissioun Flexibilitéit als ee vun de Prinzipie vun deem Prozess gesäßt. Dat heesch also, dass e konstante Monitoring gemaach gëtt an, wann d'Situatioun sech eréim verschlechtere géif, Restriktiounen eréim kennen an d'Liewe geruff ginn.

Duerch dëst Gesetz an d'Approche, fir d'Detailer via Règlement grand-ducal festzeéen, gi mer eis eeben d'Méiglechkeet, fir flexibel op eventuell nei Recommandatiounen vun der EU-Kommissioun ze reagéieren. Fir dass dat awer net bis an d'Onendlechkeet erareecht, gëllen d'Dispositiounen vun désem Gesetz just bis den 31. Dezember vun désem Joer.

E puer Wuert nach zu eisen Aarbechten an der Kommissioun. Dat goung alles relativ séier an ech soen de Kolleegen aus der Kommissioun och Merci derfir. De Projet gouf den 19. Mee vun eisem Ausseminister depôsiert. Mir hu

souwuel den Avis vum Staatsrot wéi och dee vun der Mënscherechtskommissioun gepréift. Dem Staatsrot senge Remarken hu mer Rechnung gedroen an de Rapport gouf den 12. Juni vun der Kommissioun ugehol.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Paul Galles (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéll fir d'éischt dem Rapport, dem Yves Cruchten, villmools Merci soe fir säi schriftelechen a mëndlechen Rapport an och als President vun der Kommissioun fir déi gutt Zesummenarbeit wärend däz Zäit. Well et ass wouer, mir hu relativ séier misse schaffen, hunn och ganz vill Froe gehat. An dat ass alles ganz, ganz gutt verlauf.

Als CSV énnertéitze mer dëse Projet de loi, well en ass engersäits do, fir all deene Menschen ze hellefen, déi aus iergendenger Situatioun an ouni Eegeverschëlden an eng illegal Situatioun hätte können erarutschen, an anersäits ass en awer och do, fir dem Ministère elo déi néideg Zäit ze ginn, fir können déi Dossieren opzesschaffen, déi wéinst der Covidkris leie bliwwen sinn.

Et geet also ém Rechter vun de Leit. A wann et ém Rechter vun de Leit geet, besonnesch däz, déi a besonnesche Situatioun sinn, an ém e Modus Vivendi wärend dëser Krisenzäit, dann ass et kloer, dass mir als CSV do dohannerstinn an dee Projet de loi och énnertéitzen, an dofir och keng Kontroversen an dësem Dossier hei wëllen opmaachen, dat ass ganz kloer.

Ech erlabe mer awer trotzdem, fénne Remarke mat op de Wee ze ginn, déi mer awer wichtig erschéngen. Déi éischt ass déi heiten. Et geet jo ém Ressortissants de pays tiers. Dat bedeutet an et setzt viraus, dass d'europeäsch Aussegrenzen trotzdem wärend der Kris oder wéinst der Kris weiderhin zou sinn, wat jo fir eng ganz Rei Leit awer trotzdem e Problem u sech ass. Ech géif gäre froen, ob et bekannt ass, ob während dem État de crise ..., oder wéi vill Déclarations d'arrivée an och Demandes de protection internationale awer trotzdem während dem État de crise hei zu Lëtzeburg gemaach goufen, an och nach eng Kéier drun erénnern, dass de Moje jo d'Pressekonferenz war vum Flüchtlingsrot, déi och nach eng Kéier eng Rei Saachen opgeworf hunn an awer och eng Kéier vill Lief ausgeschwat hu fir déi Politik, déi elo während dëser Zäit bedriwwen gouf.

Et ka jo gutt sinn, an dat kann ee sech jo virstellen, dass grad wéinst der Coronakris eng Rei Leit aus Pays tiers hiert Land verlooss hunn, well do eeben de Covid net behandelt oder net gutt behandelt gëtt, an dass et Menschen gëtt, déi sech gesot henn: „Zu Lëtzeburg wär ech do a méi enger gesécherter Situatioun.“ Dat ass meng éischt Bemerkung.

Déi zweet ass déi heiten: Wann et viraussetzt, dass eeben d'Aussegrenzen zou sinn, da betréfft et awer am Flüchtlingsberäich oder stellt sech am Flüchtlingsberäich déi Fro vun den Dubliner. An do ass meng Fro déi: Leeft den Prozess weider vun deenen, déi elo iwwert d'éi Feststellung vun Dublin, déi dovu betraff sinn? Leeft dat weider? Ginn déi Menschen elo an deenen enzelne Länner vun Europa eréim verdeelt?

Déi drëtt Bemerkung ass déi heiten: Et geet drëms, dass d'ASTI an deene leschten Deeg nach eng Kéier op d'Situatioun vun de Sans-papiers higewisen huet. Ech weess an ech si mer bewosst, dass mer hei iwwert déi schwätzen, déi aus oder ouni Eegeverschëlden an d'Inégalitéit gerutscht sinn. Hei ginn et Menschen, déi aus iergendwelche ganz komplexe Situatioun gewielt henn, an enger Situatioun ze sinn, déi mir als eng illegal Situatioun feststellen, also déi keng Openthaltsgeneemegung zu Lëtzeburg henn. An d'ASTI huet extra drop higewisen, dass dat oft ganz, ganz komplex Geschichte si mat ganz kompliziéierten a komplexe Motivatiounen, déi net do sinn, fir se ze verurteilen, mee déi do si fir ze probéieren, se ze verstoen, vläicht well se d'Aarbecht verluer henn oder aus iergendengem Grond de Flüchtlingsstatus verluer henn.



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

tount, dass et wichtig ass, och Lésungen ze fanne fir déi Ménschen, déi zu Létzebuerg kee Statut hu bezéiungswis am Moment net hei regulariséiert sinn, déi awer erém wëllen heemgoen, ob et Lésunge gëtt a wéi déi Lésungen ausgesi fir déi Leit, déi erém wëllen heemgoen.

An dat Lescht ass, ech wéll nach eng Kéier betounen, wéi wichtig dass et eis erschéngt, dass eng Publication claire gemaach gëtt, dass déi Beträffen also kloer an däitlech iwwer hire Rechter an d'Verlängerung vun hire Rechter opgekläert ginn.

An deem Senn ginn ech den Accord vun eiser Fraktiouen an ech soen lech villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Graas. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Merci, Här President. De leschte Sonndeg war zu Schengen eng kleng Feier, wou dann de 35. Anniversaire vum Traité, Oftkommes vu Schenge gefeiert ginn ass. Et léisst ee sech natierlech dann dozou hileeden, fir sech e puer Gedanken ze machen iwwert d'Schengen-Oftkommes. A besonnesch ass dat Oftkommes jo an deene leschte Méint ganz op d'Proeft gestallt ginn.

Et huet ee gemierkt, wéi wichtig datt Grenze sinn. Et huet een awer och gemierkt, wéi séier datt Staate bereet sinn, datt dat, wat se feierlech 1985 op der Marie-Astrid énnerschriwwen hunn, op eemol awer net méi esou eescht soll geholl ginn. Ech hunn dat elo vläicht e bëssen iwwerspëtzt ausgedréckt, mee et ass awer eppes dobäi.

Dat soll eis awer och ze denke ginn, wéi wichtig datt et ass, datt mer esou Oftkommessen hunn an datt déi och musse respektéiert ginn. Mir hunn haut e Gesetz, wat elo punktuell muss ugepasst ginn, wou et eeben, wéi gesot, ém d'Verlängerung vun Delaie geet. Dat ass eng Selbstverständlichkeit, fanne mer, well besonnesch an der Prozedur vun Demandes d'asile, datt do awer muss elo méi eng Flexibilitéit spille. Mir wëssen, datt dat an deene leschte Wochen a Méint zu ganz grousse Problemer gefouert huet. An dowéinst ass, vun deem Standpunkt hier gekuckt, dat hei ouni Zweifel énnerstëtzenswäert.

Deen zweeten Aspekt vun deem Gesetz, dee behandelt jo do, datt u sech Leit aus Pays tiers net méi d'Méiglechkeet hunn, theoreetesch an den europäesche Raum anzereese bis spéitstens den 31. Dezember, sauf, wéi gesot, datt elo nach eng Verschlëmmerung vun der Situationskéim, datt do aneschters nach misst reagéiert ginn. Wat wichtig ass, ass, datt mer flexibel sinn.

Ech mengen, de Rapportier, den Yves Cruchten, huet dat hei gutt énnerbreit. Ech soen em och Merci fir sái mëndlechen a sái schréfleche Rapport. Mee wéi gesot, Flexibilitéit ass e weesentlechen Aspekt engersäits vis-à-vis vun deene Leit, déi natierlech nach wie vor Ursachen hunn, fir hiert Land ze verloosser, éischter aus ekonomesche Grënne, anersäits awer och, et däerf een net vergiessen, datt jo och hei elo eng Rei Leit net können zum Beispill op Létzebuerg kommen oder an aner Staate vun der Europäescher Unioun, fir ekonomeschen Aktivitéiten nozegoen. Och dat musse mer eis bewosst sinn.

Grad e Land wéi Létzebuerg, e klengt Land, mee wat eng oppen Ekonomie huet, wat ee- ben awer ganz vill Commerce mam Ausland mécht, ass drop ugewisen, datt och reegelméisseg den Exchange mat Spezialisten aus dem Ausland ass, déi natierlech elo, bedéngt duerch esou Situationsen, net d'Recht kréie vläicht, fir op Létzebuerg ze kommen. Dowéinst, wéi gesot, ass d'Flexibilitéit awer ganz wichtig. Wann ee mierkt, obwuel een och ganz vërsüchtig muss sinn, wann ee mierkt, datt d'Situationsen sech géif awer lues a lues méi entspannen, da muss och déi Bereetschaft do sinn, vläicht och emol u gewësse fix Datum réckelen ze goen.

Et ass awer allerdéngs esou, datt, an ech wéll dat och nach énnersträichen, wat de Paul Galles hei gesot huet, en huet elo eng Rei pertinent Froe gestallt, datt virun allem d'Informationen hei muss spille. An ech denken och do un déi Leit, déi natierlech net déi Moyenen hu wéi mir, déi net esou iwwerinforméiert, muss ee scho bal soen, si wéi mir, well se och déi Moyenen net hunn, déi technesch Moyenen.

An et ass jo och esou, datt zum Beispill deen een oder anere Rendez-vous iwwer E-Mail muss ugefrot ginn. Dat ass fir eis eng Selbstverständlichkeit, eng Normalitéit, mee fir vill aner Leit ass dat net de Fall. Dowéinst ass et och wichtig, datt déi Leit éischtens, wéi gesot, gutt informéiert ginn iwwer hire Moyenen, datt se och elo verlängert Delaie kréien, awer aner-säits och vläicht eng gewësseen Héllefsstellung kréien, wa se sech net esou an deem technesch Dschungel géifen erëmfannen.

Dat gesot, bréngen ech selbstverständlich den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Graas. An da wier et un der honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Djuna Bernard (déri gréng).**- Merci, Här President. Jo, et handelt sech heibai ém eng Prorogatioun vu verschidde Mesuren, déi aus dem Krisereglement verlängert ginn. Dat gouf vu menge Virriedner jo schonn extensiv erklärt.

De Reporter huet déi eenzel Aspekte vum Gesetz ervirgehuewen. Him e grouse Merci fir sái schréfleche wéi mëndleche Rapport. Ech schléisse mech och hei de Virriedner un, déi ervirhiewen, wéi wichtig et ass, datt eng Informatiounscampagne gemaach gëtt fir déi concernéiert Leit. D'Méenscherechtskommis- sion huet dat jo och ganz däitlech an hirem Avis gesot. Si musse wëssen, wat hire Rechter an hire Fléchte sinn.

A kuerz virum Weltflüchtlingsdag den 20. Juni wollt ech awer och ervirsträichen, dass et weiderhin nach émmer kann ..., dass d'Recht, fir Asyl unzefroen, also Protection internationale, nach émmer Bestand huet. Dat ass e fundamentaalt Grondrecht, wat och heiduerjer u sech net verhënnert gëtt. An do ass natierlech och dann déi Fro vum Dublin-Prozess innerhalb vun der EU eng ganz pertinent, déi de Kolleg Paul Galles gestallt huet.

Weiderhin ass et wichtig, datt mer eis Gedanke machen, wéi eng Lésunge kenne fonnt gi fir déi Leit, déi zréck an hiert Heemechtsland wëlle reesen, déi dat aus Transitproblemer net kenne oder well hir Heemechtslännner se net zréckhuelen. An do musse mer Lésunge fir déi betraffe Leit fannen.

An deem Senn ginn ech heimadder den Accord vun der grénger Fraktiouen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Reporter Yves Cruchten huet d'Wuert gefrot.

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.**- Jo, Här President, ech wollt just eng Kéier séier, well ech weess, dass den Här Ausseminister de Mëtten net kann hei sinn, fir op eng Partie vun deene Froen ze äntwerfen, déi gestallt goufen, mee ech erlabe mer dann als President vun der Kommissioun, déi eng oder aner Äntwert ze ginn.

Den Här Galles huet jo gefrot, wéi et wär mat den Demandes de protection internationale. En huet och gefrot, wéi et ass mat den „Transfert Dublin“. Ech wéll just rappeléieren, dass déi Informationen, mir maache jo eemol d'Joer an der Kommissioun eng Kéier den Tour, wou mer de Point maachen, d'Situatioun iwwert dat lescht ganzt Joer. Do huele mer eis dann Zäit, fir dat am Detail ze analyséieren.

Et ass awer esou, dass een déi Informationen all Mount, Mount fir Mount opgeschlüsselt um Internetsite vum Ministère erëmfent. An do hunn ech dat dann elo séier nogekuckt an da kann ech em äntwerfen, dass an de Méint Abrëll a Mee 10 respektiv 15 Demandes de protection internationale eragerecht goufen an dass keng Transferten eraus a keng Transferen era gemaach goufen am Kader vum Dublin-III-Reglement.

An zu der Fro, déi och elo d'Madamm Bernard nach opgeworf huet, mat der Informationen, déi muss geleescht ginn, do hate mer och dorriwer rieds an der Kommissioun. Ech hat och probéiert, dat a mengem Bericht ze soen. Mee et ass esou, dass de Ministère sech därs Saach bewoosst ass an dass de Ministère och ugekënnegt huet, dass se géifen Efforte machen, wat d'Kommunikatioun vun deenen neie Bestëmmungen ugeet.

Voilà! Dat wollt ech just als Prezisioun ginn. Ech wollt déi Froen net einfach esou am Raum stoe loosser.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools fir déi Prezisiounen. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänke mat dem Merci un den Här Cruchten, deen esou kompetent ass, datt en och d'Regierung haut de Mëtten net ersetzt.

(Brouhaha)

Well mir denke princiell ... Princiell denke mer, datt et schued ass, datt den zoustänge Ressortminister an enger Fro, déi awer anscheinend fir d'Regierungskoalioun esou wichtig ass wéi d'Immigratiounsfré, hei de Mëtten net vertrueden ass.

Mir hunn och e puer Bemerkungen, wat dése Projet ugeet. A meng éischt ass, datt ech verwonner sinn iwwert d'Positionen, déi d'CSV hei vertrueden huet. Ech hunn dat Gefill, datt d'CSV amgaangen ass, Gambia lénks ze ivverhuelen an der Immigratiounspolitik. An dat ass schonn eng Konscht. Dat ass schonn eng Konscht, muss ech lech soen. Mee dat, wat hei zum Deel vun der CSV proposéiert ginn ass, ass net am internationale Recht virgesinn. Dat ass innovativ, fir et emol ganz vërsüchtig auszedrécken.

Et ass och eng Kontradiktoun per se, datt mer hei eng Situationsen hunn, wou Gambia sech émmer opgereept huet, wann d'Baussegrenze vu Létzebuerg duerch d'Nopeschstaate kontrolléiert gi sinn - wat mir jo absolut kenne novollzéien, mir hate jo do e Konsensus, datt mer all déi Situationsen net gär haten -, awer net protestéiert gëtt, wann d'Baussegrenze vun der EU kontrolléiert ginn. Well dat Argument, wat émmer gesot ginn ass, eng zoue Grenz kann de Virus net ophalen, da gëllt dat jo och fir d'Baussegrenzen.

Also mir hätten do gär eng logesch Kohärenz. A mir stelle just fest, datt et anscheinend Gambia net stéiert, datt d'Baussegrenze vun der EU zou sinn. Wou ass dann do d'Logik? Mee mir sinn domat d'accord, natierlech müssen déi Grenze kontrolléiert ginn.

Déi puer Bemerkungen, déi ech wéll maachen, dat sinn einfach déi heiten. Mir kenne mat allem d'accord sinn, wat an désem Gesetz steet. Mir brauche Rechtssécherheit fir déi Leit, wou den Här Cruchten a sengem exzellenten Exposé jo och duergeluecht huet, wat d'Ursaachen dofir sinn. Mir brauche Rechtssécherheit an et ass jo och gutt am Interessi vun deene Leit, datt mer déi Dispositiounen hei verlängeren, fir datt do alles méiglech ass, fir datt se hi Situationsen kenne regulariséieren.

Mee et feelen eis Saachen. Mir denken, mir hu Problemer genuch am Beräich vun der Immigratioun. A wann een elo higeet an et mécht een e Gesetz an deem Beräich, da kann een dat jo net ausblenden. An dofir soe mer: Mir hunn hei eng verpasste Chance. Mir hätte gär véier Saachen och an désem Gesetz gehat, wou mer mengen, mir missten endlech legislativ aktiv ginn oder op jidde Fall Saache regulariséieren.

D'Retentioen zum Beispill. Mir hassen an déser Kris Leit, déi einfach aus der Retentioen fräigelooss gi sinn. Natierlech ass d'Retentioen kee Prisong. Mee mir leien an den Delaie wäit énnert deem, wat d'EU-Recht erlaabt. An d'Regierung hätt kenne ouni Problem énner Beruffung op Verfassungsartikel 32 (4) Dispositiounen huelen, fir d'Retentioen ze verlängeren am État de crise. Dat ass net gemaach ginn.

Mir froen eis: Wou sinn déi Leit haut? Wou si se? A wéi enger Situationsen si se? Gi se elo erém zréck an d'Retentioen? Wéi wéll d'Regierung se fannen? Gi se elo ausgewisen? Wou si mer dru mat deene Leit? Keng Äntwerten, mir wëssen et net.

Et ass schued, datt den Här Asselborn net hei ass. Hien hätt eis et bestëmmt gesot.

Zweete Punkt. Mir hunn eng Diskussioun hei am Land, den Här Galles huet a sengen Ausfierungen und drop ugespillet, iwwert déi, datt net an enger regulärer Situationsen sinn. Ech ginn net op déi Poleemik an, wa gesot gëtt, kee Mensch wier illegal. Natierlech ass kee Mensch illegal. Awer hir Presenz um Territoire ass illegal. An do hätte mir gär, datt mer net higinn an einfach an eng Logik vu Regulariséierung vun der Illegalitéit ginn, mee mir hätte gär, datt mer d'Leit incitieren, déi zu Létzebuerg sinn, dat conformement zu eise Gesetzer ze machen. Da komme se och net an eng Situationsen vu Prekaritéit. Da si se jo an enger sozialer Ofsécherung. Dat ass dat, wat mir gär hätten.

Mir hätte gär, datt déi Leit, déi hei um Territoire sinn, sech un eis Gesetzer halen an an enger regulärer legaler Situationsen sinn. Mir wëllen net elo higien an eng Logik, fir einfach ze soen: „Ma da regulariséiere mer.“ Well da kommen déi nächst, déi sech an déi Situationsen beginn, déi nächst Prekaritéit. Dat ass einfach e falschen Usaz. Mir hu Gesetzer. Eis Gesetzer gëlle fir jidereen.

Mir hätte gär eng Kontroll a mir wëllen einfach eng Rechtsstaatlichkeit an deem Senn och verstane wëssen, datt jiddereen, deen hei um Létzebuerg Territoire ass, sech un déi Gesetzer geborne fillt, well dat ass esou, wéi e Rechtsstaat funktionéiert.

Drëtte Punkt. Mir hunn e grouse Problem hei am Land mat Drogemafiaen, op der Gare, op anere Plazen am Land, mir wëssen dat alleguer. E groussen Deel vun deene Leit sinn aus Schwaarzafrica, si kommen an d'Europäescher Unioun mat Pabeiere vu Länner, an deene si eeben den Territoire vun der Europäescher Unioun als Éischt beréiert hunn, Spuenien, Italien an anerer. Déi Pabeiere sinn dacks

schlecht ausgefellt, deelweis ausgefellt, se feelen oder et si keng Datumen drop, et si Lacunnen. Mir hätte gär, datt och den Ausseminister, deen zoustänneg ass fir dése Beräich vun der Immigratioun, vun Asyl, der Police an dem Policiemister, an désem Fall dem Här Bausch, helleft, fir déi Situationsen ze verhënnern, wou Leit mat falsche Pabeiere kennehei um Territoire sinn, fir hei illegal Geschäft ze maachen zulaaschte vun der Gesondheet vun eiser Populatioun.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Do geschitt näisch! Dat ass net akzeptabel. Wa mer hei schwätzte vun Immigratiounsgesetzer, da musse mer kucken, datt e Messbrauch vun eiser Largesse an deem Beräich zu kriminellem Zwecker zulaaschte vun der Gesondheet, dacks och vu jonke Leit, absolut verhënnert gëtt.

Véierte Punkt. Vill Leit am Land reege sech op, besonnesch hei an der Stad, datt mer eng Mendicitéit hu mat organiséierten Heeschebanden. Dat ass eng Form vu Mënschenhandel. Et ass eng Form vu Messuechtung vun der Dignitéit vum Mensch. Et ass esou villes. A mir wëssen, déi kommen iwwert d'Grenz moies, a mir kucken dat no. Mee dat europäescht Recht iwwert d'Bewegungsfräheit an der Europäescher Unioun ass net geduecht fir erläben, Menschen auszebuden, doduerch datt mer organiséiert Heeschenaktivitéiten an engem Nopeschland toleréieren.

Mir soen, dat ass e Messbrauch vun der Bewegungsfräheit. Dat kennefir fir eis net a Fro! Mir wéllen dat net! A wa mer wëlle géint déi organiséiert Mendicitéit hei virgoen op eng effikass Manéier, ma da kenne mer den Usazpunkt huelen fir ze soen: „Ma dat ass e Messbrauch vun der Bewegungsfräheit, déi kenne mer net zu deem Zweck iwwer eis Grenze kommen, fir Leit auszebuden, déi deeglaang dosézten, zum Deel fréier mat Kanner, mat Déieren an esou weider an esou virun, déi keng Perspektiven am Liewe kenneent entwéckelen, náisch aneres wéi dozesézten, fir ausgebeut ze gi vu Leit, déi vun deene Aktivitéite profitéieren!“ Et geet dach net duer, datt mer eis hei dorriwer opreegen, datt mer Matleed weisen. Mir müssen et énnerbannen! An dat heiten, d'Bewegungsfräheit, d'Legislation am Beräich vun der Immigratioun gëtt eis en Hiewel. Mir sollen och dee benotzen.

(Interruption par la présidence)

Et sinn also Saachen, déi eis feelen. Ech halen op mat enger leschter Bemerkung, Här President.

De Règlement grand-ducal, deen eis hei presentéiert ginn ass, dee gesät och eng Dispositioun vir, wéi eng Leit nach kenneen op Létzebuerg kommen. Dat ass de Punkt k). An an deem Punkt k) steet selbstverständlich: Leit, déi wëllen heihinnerkommen, fir d'Protection internationale ze kréien „ou pour d'autres raisons humanitaires“, kenne kommen. Dat ass am Usaz richteg. Mir wëllen awer och drop opmerksam machen, datt mer och hei eng international an eng europäescht Rechtsreegelung hunn, an déi seet: „Wien aus engem sécheren Dréttstaat kenne: kann hei keng Demande op Asyl maache mat Aussicht op Erfolleg.“ An och dat ass Recht an och dat wëlle mir respektéiert wëssen.

Alles dat feelt eis an désem Gesetz. Dofir wäerte mir eis enthalten.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déri Lénk).**- Merci, Här President. Ech hat e klengen Intermezzo virdru mat der ADR, Här President. D'Funktioun vu rietsche Parteien, déi ass ganz kloer, déi kenne mer. D'Funktioun vu rietsche Partie besteet dorriwer, Schwaacher géint Schwaacher auszespiller, fir déi ganz Räich kenneen ze protegéieren.

Dat ass ganz kloer. Mir soen émmer: „



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

► **Une voix.**- Très bien!

(*Interruption*)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... och, Här Wagner, dat weess all Mensch!

► **M. David Wagner (déri Lénk).**- Jo, mee dat ass ... Wësst Der, ech ka mech moies an de Spigel kucken.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech och.

► **M. David Wagner (déri Lénk).**- Jo, mir hunn net déi selwecht Wäerter. An d'ailleurs, dat wonnert mech och net, datt den Här Galles, deen huet d'LSAP, kann ee soen, vläicht lénks iwwerholl, den Här Galles, wann hie sech fir déi Leit engagéiert, dat ass justement, well hie weess, wat Chréschtentum ass. Dat ass och e Glawen an de Mensch. Dat ass keng folkloristesches Veranstaltung, wéi déi Riets dat émmer esou mengen. Dat ass och dat, wat Der net esou richteg verstitt.

Ech sinn och frou justement, datt den Här Galles déi Fro ugeschwat huet, well mir wäertree dee Projet de loi selbstverständliche matdroen. Mee virun e puer Deeg hunn de Marc Baum an ech selwer eng Question parlementaire gestalt un den Här Asselborn an un d'Madamm Cahen, déi natierlech net hei sinn, fir justement d'Fro opzewe vun de Leit, déi an engger irregularer Situations hei zu Lëtzebuerg sinn an déi am totalen Denuement sinn.

Et ass geschwat ginn, also do sinn Artikale komm och iwwert d'ASTI, déi sech ém déi Leit zesumme mat der Cœvre Grande-Duchesse Charlotte musse bekümmeren, well leider de Familljeministère net vill mécht. An Dir hutt Leit, déi natierlech am Normalfall schwarz schaffen, vläicht am Horeca, als Botzfraen an esou weider, an déi elo guer, guer náischt méi hunn. Dat ass eng katastrophal Situation fir Honnerten, wann net Dausende vu Leit, haaptsächlich aus Brasilien, Kamerun, Cap-Vert an esou weider.

Déi Leit si scho laang hei. Déi Leit wäerten och hei bleiben, zemoools wann ee bedenk: D'Brasilianer, also déi ginn ... Wann ee weess, wien un der Muecht elo ass: E riextreeme Psychopath, wou ee wierklech dovunner kann ausgoen, datt déi a Brasilien - ech weess, vu wat ech schwätzen, et betrëfft mech an der Famill jo och e bëssen -, déi ginn dëst Joer net méi zréck, vläicht d'nächst Joer och net méi zréck. Dat ass wierklech eng katastrophal Situation. Et ass natierlech net némme Brasilien, mee et si vill Länner, do hutt Der wierklech immens vill Leit, déi sinn elo am totalen Denuement.

Dat bedeutet och ... Zemoools fir Fraen, ech brauch lech kee Bild ze molen, wat dat fir Frae ka bedeuten, wa se emol net méi schwaarschaffe können, zum Beispill als Botzfra oder am Horeca, wat se alles vläicht musse maachen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Ech brauch lech kee Bild ze molen! Dat ass náisch Schéines. Ech mengen, mir mussen elo awer, an dat ass d'Fro, déi mer gestallt hunn: Engersäits, wat géif d'Regierung elo maachen, fir deene Leit direkt ze héllef, wuel wéssend datt déi Leit och Angscht hunn, well se net gepézt welle ginn? An anersäits menge mer, datt een eppes misst maachen, wat och scho gemaach ginn ass, souguer vum Här Frieden, dat ass, datt een eng Regularisierung mécht iergendeng Kéier.

Well maacht lech keng Illusioune, déi Leit bleiben hei! Déi Leit wäerten heibleiben. Si schaffen och hei. Ech hu léiwer, si schaffe regulär wéi irregulär. Et ass besser fir jiddereen: fir es Gesellschaft, fir de Staat souguer an och fir déi Leit a fir d'Gesondheet. An dann, wa mer wierklech net wëllen, datt gewësse Leit, déi an däri Irregularitéit sinn op Joren an op Joren, sech mussen duerchschloen, wa mer wierklech net wëllen, datt se Saache maachen, déi net onbedéngt konform mat der Legalitéit sinn, da muss ee vläicht dee Schrëtt elo eng Kéier huelen. Wann den Här Frieden dat deemoools konnt, da misst déi heite Regierung dat och können.

Ech weess, datt déi zoustänne Ministeren elo net do sinn. Mir hunn déi Fro gestallt. Ech wär awer frou, mir wäre wierklech frou a vill Leit wierte frou, wann d'Regierung dee couragéierte Schrëtt géif maachen. Humanismus, dat ass awer och eppes Konkrettes, grad an engger Krisenzäit musse mer dee Schrëtt maachen. Dann hu mer wierklech Existenze gerett, litteralement.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, leif Kolleginnen a Kolleegen, ech hat elo e bëssen d'Gefill, am falsche Film ze sinn, well mer iwwer e Gesetzesprojet à l'appui schwätzen an eng fundamental Diskussioune enner anerem iwwer Rassismus an iwwert d'Recht vu Leit, do ze lieuen, wou se welle lieuen, féieren.

Ech erënne meh dorunner, datt mer och hei am héijen Haus scho vu Politiker, och vun der Regierung den Term zum Beispill „nigerianesch Mafia“ an eng Kommissioune hëiere kruten, iwwregens en Term, géint dee mir eis als Piraten vehement gewiert hu mat engem Bréif och un de Chamberspresident, datt een net esou rassistesches Termen, déi eppes reng op eng Nationalitéit oder reng op eng Hautfaarf limitéieren, soll benotzen. Well hautdesdaags geet et net méi duer, kee Rassist ze sinn. Hautdesdaags muss een Antirassist sinn!

(*Interruptions*)

Dat als Éischt emol gesot. Här President, ech hunn d'Wuert, wannechgelift.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Genua! Den Här Clement huet d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President.

(*Interruption par M. Fernand Kartheiser*)

Am Kader vun der Coronakris ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Wannechgelift, Här Kartheiser, den Här Clement huet d'Wuert, hunn ech just gesot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dierf ech wannechgelift eng Fro stellen?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dat kënnt Der dann duerno maachen.

Sout, Här Clement, elo ass déi néide Rou erêm do. Dir kënnt elo weiderfueren.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Am Kader vun der Coronakris war et fir d'Europäesch Unioun immens wichtig, eng kohären Politik vun hire Baussegrenzen ze verfollegen. Dorop huet d'Kommissioune och méifach higewisen. Dës Kohärenz war innerhalb vun Europa net émmer wierklech do. Verschidde konservativ Politiker hu gemengt, et kéint een de Virus u Landesgrenze stoppe respektiv se missste bei hire Wieler den Haarde markéieren an d'Grenzen zouraachen, fir no banne Stäerkte ze weisen. Dat ass iergendwéi eppes, wat heiansdo esou e Gest ass fir ze weisen: „Ech sinn dee Staarken, dofir maachen ech d'Grenzen zou!“ A wie bestrofe se domadder? Ma genau déi, wou se argumentéieren, se wéilte se schützen.

Also ech ginn dem David Wagner do schonn e bësse Recht, datt et e bëssen Hypokrisie ass ze mengen, andeem ee grad déi Schwächte géint aner Schwaacher ausspillt, datt een duoderjer op eemol en Haarde wär. Dat ass nämlech bei Wäitem net esou. An ech mengen, datt dat éischter en Aarmutszeugnis fir déi Politiker ass, déi gemengt hunn, e Virus, deen iwwert d'Loft iwwerdroe géif ginn, géif op engen Grenz, déi op Pabeier definiert ass, Halt maachen. E Virus ass net esou intelligent, datt en iergendene Traité vun anno Tubak liese kann a weess, wou eng Grenz ass. E Virus ass esou domm, datt en tatsächlich déi Grenzen einfach ignoréiert.

A wie mengt, mat Grenzenzoumaache géif e Virus sech stoppe loossen, deen huet, mengen ech, an der Bio net opgepasst.

Här President, mam Règlement grand-ducal vum 18. Mäerz 2020, dee verschidde Mesuren am Kader vun der Lutte géint de Covid-19 virgesinn huet, ech mengen, mir kennen en all, goufen och hei Dispositiounen betreffend Immigratioun aus Net-EU-Staaten agefouert.

De Projet de loi, iwwert dee mer grad schwätzen, gesäit vir, verschidderen vun dése Mesuren, notamment déi, déi am Artikel 13 a 14 vun deem Règlement grand-ducal virges waren, ze verlängeren.

Mir erlabe mat dësem Projet zum Beispill eng Persoun, déi den 1. Januar zu Lëtzebuerg ukomm ass, hiren Delai fir d'Demande vum Titre de séjour ém e puer Méint ze verlängeren. Déi Titres de séjour, déi ofgela sinn, ginn iwwergangsweis verlängert. Bref, all déi Mesuren, déi vun all deene Virriedner schonn explizitt duerge stellt gi sinn.

Ech mengen, datt een, wann een iwwert déi Mesuré schwätzt, wierklech sollt sech drun erënneren, datt zoue Grenzen Lëtzebuerg schiedege können.

Mir hunn et gesinn a mir sollten eis dat och an Zukunft an d'Bewossti ruffen. Wat awer de Projet sous avis hei ueget, wollt ech nach drop wiisehen, datt d'Commission consultative des droits de l'homme an hirem Avis richtig bemerkert huet, datt een d'concernéiert Persounen muss transparent an adequat iwwert d'Modifikatioun am Gesetz informéieren, a well grad bei däri Population, déi mer hei viséieren, net onbedéngt Kenntnis vun eisen Amtssprooche

ginn ass, muss dat eventuell och a Sprooche stattfannen an op Moyene stattfannen, déi net jiddwerengem geleefeg sinn.

Dat gesot, stëmme mir dése Projet de loi mat, fir eng Sécurité juridique ze schafen a well et eebe wichteg ass, datt Lëtzebuerg och weiderhin eng Terre d'accueil ass an net eng Terre, wou ee Leit, well se eng aner Hautfaarf hunn oder eng aner Nationalitéit hunn, direkt als Mafiosi vernent.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Clement. Här Kartheiser, elo däerft Der dem Här Clement eng Fro stellen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ma da soen ech lech Merci, Här President, an och dem Här Clement, well en d'Fro entgéinthalte. Ech wollt kuerz op de Bréff vun der nigerianesch Drogemafia agoen, dee, wéi gesot, net vun eis ass, dee mer an de Kommissioune och vun zoustänne Ministeren héieren hunn, einfach de facto eng Tatsaach, ebeen am Ableck. Dat do ass jo am Laf vun der Geschicht och vun anere gemaach ginn. Am Ableck hu mer e Problem eebe mat engger nigerianesch Drogemafia.

Ech wollt den Här Clement froen, wou do dat rassistesches Element ass. Wësst Der, Nationalitéit ass eng rechtliche Kategorie. De Staat Nigeria verdeelt d'Nationalitéit u Leit, dat huet also náischt mat hirer biologescher Konditioun ze dinn. Den Alter, d'Geschlecht an esou weider si biologesch Krittären.

D'Nationalitéit ass eng rechtliche Kategorie, déi vun engem Staat, an dësem Fall dem Staat Nigeria, u Bierger verdeelt gétt no Krittären, déi an hirem Rechtssystem festgeluecht ginn. Dofir wollt ech eebe froen, wann de Staat Nigeria Nationalitéiten no gewësse Krittären verdeelt, wou do dat rassistesches Element derbäi ass, wa mir dat feststellen, wéi de Staat Nigeria einfach eng Rechtskategorie handhaabt.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Ech soen dem Här Kartheiser u sech villmoools Merci fir déi Fro, well et weist wierklech, wéi eng Iwwerzeugungen do derhannert spilleen.

Éischtens emol ass net erwisen, datt jiddweren, dee mat deem Term „nigerianesch Mafia“ zitiert oder soll, jo, duergestallt ginn, wierklech d'Nationalitéit vum Staat Nigeria huet. Ech mengen, datt mer Krimineller, a virun allem Drogekrimineller, aus engem ganzer Hellewull vu Länner hunn, vun énnerschiddelechster Nationalitéit. Deementspriechend ze mengen, datt ee seet „nigerianesch Mafia“ an domadder hätt een dann och némmen Nigerianer getraff, dat ass awer e bësse kuerz gesinn.

Nee, et gétt hei mat Symboler gespillet. Et gétt domadder gespillet, datt déi meesch Leit, ech géif soen, déi grouss Majoritéit vun de Leit, déi d'nigerianesch Nationalitéit hunn, eng aner Hautfaarf hu wéi den Duerchschéttéitzebuerger. A genau mat deene Prejugée gétt gespillet, wann ee seet „nigerianesch Drogemafia“. Well soss géif et duergoen, ze soen „Drogemafia“ an net „nigerianesch Drogemafia“. Do gétt scho mat Prejugée gespillet. Dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass: Wie wierklech mengt, wie wierklech mengt, datt d'Nationalitéit direkt emol exclu wär vu Rassismus, dee vergësst, datt bei deene meeschte Staaten d'Nationalitéit duerch d'Gebuert an deem Staat oder vun Elteren an deem Staat kënnt an datt dat net e fräie Choix vun deem jeeweilege Bierger ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Schwätzit eis och nach e bësse von der italienesch Mafia!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Clement.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Gutt, Här Clement.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot als Vertriebler vum Här Asselborn. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Merci, Här President. Ech géif fir déischt gären de Jean Asselborn excuséieren, deen haut effektiv net konnt hei si fir dése Projet.

Ech géif gären dem Rapporteur Yves Cruchten Merci soen. Wéi hie gutt erklärt huet, ass dése Projet de loi en fait just do, fir verschidde Mesuren am Beräich vun der Immigratioun an de Baussegrenzen, déi während dem État de crise

geholl houfen, fir e puer Méint ze verlängeren. Dës Mesurë betreffe souwuel d'Legalitéit vum Openhalt vun eise Matbierger aus Drëtstaate wéi déi temporaire Verlängerung vun dem sougenannten „entry ban“ op eiser Baussegrenz, deen EU- Schengen-wäit am Ufank vun der Kris en place gesat ginn ass.

Et handelt sech hei also wierklech ém eng Entzu-eent-Émsetzung vun den europäischen Decisiounen, déi ganz enk zesummenhänke mat der Covid-19-Kris, an net ém eng grondleeënd Debatt ronderem eis Immigratiounspolitik.

Trotzdem géif ech der Chamber gäre Merci soe fir dee gudden Debat. Ech huelen och all déi Ureegungen, déi gemaach goufe vun deene verschidde Riedner, natierlech mat a wäert dat dann och mam Ausseminister diskutéieren.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoools, Här Fayot. D'Diskussiou ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7585. Den Text steet am Document parlementaire 7585<sup>4</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7585 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir déischt de Vote elektronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Mir kommen elo zum Vote par procuration.

**Appel nominal (votes par procuration)**

Domadder ass de Vott ofgeschloss. De Projet de loi 7585 ass mat 56 Jo-Stëmmme bei 4 Abstentiounen ugeholle.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;



där hir Envergurë sech elo lues a lues èmmer méi weisen an haut och immens hefteg an nach èmmer ongewëss sinn.

Et huet misse séier an determinant gehandelt ginn. Dofir huet de Wirtschaftsministère iywer e Règlement grand-ducal am Kontext vum État de crise schonns e Régime d'aides en place gesat, fir d'Entreprisen ze incitierien, esou ee Projet d'investissement oder Projet de recherche et de développement unzegoen.

Fir datt dése Régime d'aides ka weidergefouert ginn, stëmme mir haut iwvert désen Text of. De Règlement grand-ducal wäert deement-sprechend och ausser Kraakt trieden, wann désen Text en vigueur trëtt.

Am Ënnerscheid zu der Panoplie vun aneren Hëllefén, déi d'Entreprisen an deene leschte Méint finanziell entlaascht hunn, andeems se d'Liquiditéiten an der Tresorerie vun den Entreprisen assuréiert hunn, ass den Objet vun déser Hëllef eng aner.

Déi Projeten, déi hei ènnerstëtzzt ginn, kënnen ènnerschiddelech Formen unhuelen. E Projet de recherche industriel oder de développement expérimental kann zum Beispill en Impfstoff sinn, mee och Ventilateur, Instrumenter zur Diagnos oder Schutzkleedung. Hei hëlt de Staat 80 % vun den admissible Käschten en charge, à moins et handelt sech èm e Projet de recherche fondamental, an deem Fall hëlt de Staat d'Käschten integral en charge. Zu de Käschten, déi ugerechent ginn, zielen notamt d'Personalkäschten, déi néideg technesch an informatesch Equipmenter, déi mussen ugeschaافت ginn, oder beispillsweis och nach d'Käschte vun de Gebailechkeete während der Zäit vun der Recherche. Wann d'Entreprise Equipmenter notzt, déi se scho virdrun hat, gëtt den Amortissement während d'r Zäit vum Projet ugerechent.

En aneren Typ vu Projet, dee schonn ernimmt ginn ass, sinn d'Projets d'investissement fir d'Produktiouen vu pertinente Produituun am Kader vun der Lutte géint de Covid-19. Dat kann zum Beispill d'Produktiouen vu Masken oder vu medezinneschem Material sinn, déi an eise Kliniken zum Asaz komme kënnen.

Och hei gëllt, datt de Staat déi admissible Käschten zu 80 % en charge hëlt mat enger Majoratioun vu 15 %, wann de Projet d'investissement innerhalb vun zwee Méint no der Demande ofgeschloss ass. De Projet d'investissement muss a sechs Méint spéitstens kënnen ofgeschloss ginn.

Déi zwee Typpe vu Projeten, bei deene gëtt et eng Majoratioun vu 15 %, wann de Projet am Senn vun enger grenziwwerschreidender Kooperatioun vun engem aneren EU-Memberstaat matgedroe gëtt.

Dëse Regimm, dee schaft also an engem Krisekontext och d'Viraussetzung, fir manner ofhängig ze si vun Drëttstaate bei der Entwécklung respectivem der Produktiouen vu strateegesche Gidder. Bis zum 10. Juni, krute mer gesot an der Kommissioun, si ronn zwielef Projete beim Ministère schonn ènnerbreet ginn.

Déi concernéiert Entreprisen, déi sech lancéiert hinn, ginn awer och net am Stach gelooss am Fall, wou si eng Perte maachen. De Staat iwwerhëlt och do seng Verantwortung a bezilt eng Couverture, déi natierlich ofhängig ass vun der Durée vun der Produktiouen. Dés Couverture geet bis 30 % vun der Perte a bis ee Montant vu 500.000 Euro.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 28. Abrëll dräi Opposition-formellen zum Ausdrock bruecht, déi awer allegueren duerch Amendementer an der zoustänneger Wirtschaftskommissons hu kënnen opgehewe ginn. Et waren éischer Prezisiounen an der Formulatioun, zum Beispill hat d'Notioun vun der "Clôture vum Projet" hei am initialen Text zu enger Insécurité juridique gefouert, well net op alle relevante Plazen am Text déi nämmelech Terminologie genutzt gi war. Och bei der Rechnungsmethod vun enger eventueller Perte, déi vum Staat zu 30 % ze couvréiere wier, ass iwwer en Amendement elo definitiv Kloerheet geschafe ginn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis grondsjätzlech den Objet vun désem Text begréisst. Si fuardert allerdéngs, datt d'Couverture vun der Perte misst op 50 % eropgeschrafft ginn. Dés Fuerderung ass sécherlech en ligne mam Rôle, deen eng Handelskummer ze verdeedegen huet. Ech ginn awer hei ze bedenken, datt d'Couverture de perte jo zousätzlech zur eigentlecher Hëllef derbäikënnit an datt de Gesetzestext domadder och generéis ass.

D'Handelskummer gëtt dorriwwer eraus ze bedenken, datt déi Hëllef och misst kënnen Entreprisen zougänglech sinn, déi keng Autorisation d'établissement hinn. Och hei hate mer an der Kommissioun driwwer geschwat. An et muss een och constatéieren, datt virun allem gréisser Entreprisen déi entsprechend Produktiouncapacitéiten en charge geholl hinn,

déi souwisou eng Autorisation d'établissement hinn.

Déi Entreprisen, déi keng Autorisation d'établissement hinn, kënne beim Depot vum Projet, deen an dése Kader fält, eng Autorisation d'établissement ufroen a ginn domadder eligibel, wann natierlech och de Projet eligibel ass. Aneschers besteet och nach èmmer de Programm iwwert de Wirtschaftsministère vu StartupsVsCovid19, wou déi Entreprisen och drapassen.

Eng aner Fro an der Kommissioun, déi diskuerte ginn ass an déi och opgeworf ginn ass vun där zoustänneger Kummer, waren d'Avancé bei de Projeten an och de Remboursement vun de Fraisen, deen iwwert de Wirtschaftsministère souwisou bei deene Projeten alleguerete gemaach gëtt bis dee Montant, vun deem awer 20 % bis 30 % bis zu der Clôture vum Projet zréckbehalte ginn, soudatt och de Remboursement des frais garantéiert ass.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktiou zu désem Projet de loi.

Merci.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Haagen. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► M. Laurent Mosar (CSV).- Merci, Här Président. Ech fänken u mat engem grousse Merci an eise Rapporteur fir sain exzellente schriftechen an och elo mëndleche Rapport. En huet eigentlech déi weesentlech Punkte vun désem Projet am Detail resuméiert.

Ech wäert och direkt all Spannung virwechhuelen: Mir wäerten désem Projet eis Zoustémung ginn. Firwat?

Fir d'alleréisch, an dat ass och schonn aus den Explikatiounen vum Här Rapporteur erausgaangen: Hei geet jo d'Wirtschaft sech investéieren a Projeten um Niveau vun der Recherche an der Innovatioun am Kampf géint dee Virus do. An dat ass eigentlech och extreem positiv vu groußen, mëttleren, awer och klengen Entreprisen.

En zweete Punkt, firwat dee Projet wichtig ass: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nach èmmer e ganz staarkt Gewiicht op Recherche an Innovatioun gesat am Kader vun der Uni, awer och am Kader vu ganz villem aneren Organisatiounen. An ech fannen, et ass wichtig, datt domadder och all déi Entreprisen, déi an der Recherche an an der Innovatioun och op désem Niveau Bekämpfung vu Virussen aktiv sinn, och hei déi Ènnerstëtzunge kréien, déi an deem Projet de loi virgesi sinn.

Dat heescht fir eis: D'Stoussrichtung vun deem Projet ass richtig. Déi Montanten, déi virgesi sinn, sinn och fir eis adaptéiert, soudatt mer do kënnen dermat liewen.

Mir hunn awer zwee gréisser Bemolle mat deem Projet. An do muss ech awer nach eng Kéier drop agoen. Den Här Haagen huet se zwar schonn zitiert. Ech fänken elo mat deem un, dee vläicht manner wichtig ass, awer och net onwichteg. Dat ass dee vun den Avancen, déi hei einfach net bezuelt ginn. Déi Projete ginn herno eréischt ausbezuelt, wa se fäerdeeg sinn.

Et muss een hei wëssen, et huet een net némmen - contrairement zu deem, wat den Här Rapporteur gesot huet - mat ganz groussen Entreprisen ze diinn. Hei sinn och ganz vill klenner, déi net onbedéngt déi Projete kenne virfinanzéieren, déi also frout wieren, wa se do Avancé kréichen. Aus Grénn, déi fir mech net onbedéngt ersichtlech sinn, déi den Här Minister eis an der Kommissioun ginn huet, schéngt dat hei net méiglech ze sinn. Dat bedauere mer, dat bedauere mer!

Wann dat da wierklech an den europäischen Texter esou festgeluecht ass, da géif ech op jidde Fall en Appell och un d'Regierung maachen, datt mer déi Texter géifen ännernen, well ech fannen, déi si wierklech net am Interêt vun der Wirtschaft an och net am Interêt vun der Recherche an der Innovatioun.

Do, wou mir awer fundamental e Problem hinn, Här President, an dat huet elo awer eng gewësse Systematik, dat ass, datt bei alle Projeten, déi mer elo am Kontext vum Covid geholl hinn, déi Héllef virgesinn, quasiment èmmer systematesch Entreprisen ausgeschloss ginn, déi keng Handelsgeneemegung hinn. Dat hu mer scho bei enger Rei vun anere Projeten thematiséiert. E Samschdeg kommen der och erém zwee, wou mer déi selwecht Problemer hinn.

An ech muss lech einfach soen: Ech fänken un, dat doten net méi kënnen novezolléen! Mir hinn all Kéiers erém déi Fro do gestallt, well mir net déi Eenzeg sinn. Déi Kritik do gëtt permanent vun alle Chambre-professionnelen èmmer erém soulevéiert, notamment erém an désem Projet vun der Chambre de Commerce, vun aneren. An trotzdem fier d'Regierung invite le Gouvernement

einfach némmen esou virun, wéi wann dat hir egal wier.

Bis elo hu mer dann èmmer déi Explikatioun kritt, jo, dat wären zum Deel Aiden, déi géife vum Ministère des Classes moyennes attribuéiert ginn, an do wär eng Konditioun, datt een eebe miss eng Handelsgeneemegung hinn. Ech loossen déi Argumentatioun elo mol esou am Raum stoen.

Hei si mer awer elo an engem total anere Film. Hei si mer net méi an der Kompetenz vum Mëttelstandministère, hei si mer an der Kompetenz vum Wirtschaftsministère. An do ass et fir eis awer net novollzéibar, datt erém eng Kéier hei déi Entreprisé virun der Dier stoe gelooss ginn.

An hei mengen ech - an ech kucken nach eng Kéier de Wirtschaftsminister -, mi wëssen, datt et ganz besonnesch am Kader vun der Recherche effektiv ganz vill kleng Startuppe gëtt, an déi brauchen, Här Minister, keng Handelsgeneemegung. Déi sinn nach net um Niveau vun der Produktiouen oder vun der Kommerzialisatioun. Déi sinn um Niveau vun der Entwicklung vun engem Produit an déi brauche keng. D'Chambre de Commerce huet dat à d'itératives reprises scho geschriwwen. An Dir setzt lech einfach dorriwwer ewech a kommt mat Explikatiounen, déi fir eis op jidde Fall net justifiéiert sinn! An Dir maacht quasiment do engem ganze Secteur et onmëglech, vun désem Hëllefén ze profitéieren. Dat ass fir eis wierklech net am Senn vun der Saach.

Duerfir erlaben ech mer, hei am Numm vu menger Fraktiouen eng Motioun ze deposéieren, wou mer nach eng Kéier froen - elo net fir dëst Gesetz, well dat ass jo schonn ze spéit, mee fir an Zukunft all d'Gesetzer, déi kommen -, datt Der wierklech dee Punkt do vun deenen Handelsgeneemegungen nach eng Kéier op de Leesch huet an net vu vireran einfach do e ganz groussen Deel vun der Wirtschaft ausschléisst, andeem Der dat als eng Conditió sine qua non an déi Projet-de-loien erasetzt.

Ech géif lech wierklech bidden, Här Minister, lech dat doten nach eng Kéier unzukucken, well ech menge wierklech net, datt dat do am Senn vun der Saach ass, esou wéi dat am Moment praktizéiert gëtt. Ech deposéieren also heimadder déi Motioun.

#### Motion 1

La Chambre des Députés,

- revu la question parlementaire n° 2037 ayant trait à la production nationale de masques de protection ;

- revu le règlement grand-ducal du 8 avril 2020 adopté sur base de l'article 32, paragraphe 4 de la Constitution et ayant pour objectif d'apporter un soutien financier aux grandes entreprises et aux PME pour des projets de recherche industrielle et de développement expérimental, ou d'investissement pour la production et le développement de produits contribuant à combattre la crise sanitaire liée au Covid-19 ;

- considérant les limites du dispositif légal et réglementaire au niveau des entreprises bénéficiaires, et notamment l'exigence d'une autorisation d'établissement qui peuvent avoir pour effet d'exclure des porteurs de projets et mettre obstacle à l'ambition affichée du Gouvernement ;

- rappelant à cet égard l'avis de la Chambre de Commerce au sujet du projet de loi sous rubrique explicitant que le fait qu'exclure les projets portés par de telles entreprises conduirait à exclure potentiellement des solutions viables pour lutter contre le Covid-19, chose que l'on ne peut se permettre de faire au vu de la situation mondiale et en considération des déclarations de l'OMS ;

- considérant entre autres la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres acteurs de la santé du 24 avril 2020 s'engageant, tout en lançant en même temps un appel à l'action, pour une collaboration mondiale pour accélérer la mise au point, la production et l'accès équitable à de nouveaux produits de diagnostic, traitements et vaccins contre le Covid-19 ;

- appellant de nos voeux qu'un accès équitable à des outils innovants contre le Covid-19 soit assuré à tous et partout ;

- que les activités des entreprises et soutenues par le Gouvernement soient exécutées dans l'optique d'un accès universel et juste des produits contribuant à combattre la pandémie liée au Covid-19 ;

- saluant sous cet aspect que le projet de loi sous rubrique oblige une entreprise bénéficiaire à s'engager à octroyer des licences non exclusives à des conditions de pleine concurrence et de manière non discriminatoire à des tiers intéressés de l'Espace économique européen,

invite le Gouvernement

- à envisager, dans un avenir proche, une extension du cercle des entreprises bénéficiaires au vu de projets leur soumis, respectivement des appels à soutien soumis aux services étatiques de la part

d'entreprises ne disposant pas d'une autorisation d'établissement ;

- à évaluer le dispositif légal sous l'aspect d'une collaboration commune et un accès universel aux produits développés au moyen des aides allouées sous les régimes légal et réglementaire susmentionnés.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci.

► M. Laurent Mosar (CSV).- Ech kommen zum Schluss. Mir sinn also mat deem Projet do averstanen. Mir wäerten en och stëmmen.

Erlaabt mer awer ganz kuerz, generell nach zwou, dräi Remarken ze maachen iwwert d'Situatioun vu ganz ville Kleng- a Mëttelbetriben. Mir hu gëschter aus dem Mond vum Dan Kersch héieren, datt de Chômage nach substanziell an d'Lucht wäert goen. Dat heescht, mir sinn eréischt am Ufank vun déser Kris a mir sinn nach laang net aus där Kris eraus!

D'Regierung huet, an dat gi mir ganz gär zou, eng ganz Rei vu gudden Initiative geholl. De Chômage partiel ass eng, a mir begriissen och, datt dee bis zum Enn vum Joer verlängert gëtt. Mir sinn och frout iwwert déi Mesure vun de Moratoiren, esou wéi mer och all déi Mesure begriisse vun direkten Aiden un Entreprisen.

Wat wat awer manifestement net gutt geklappt huet - an dat muss een einfache elo eng Kéier hei feststellen, an ech sinn och net méi d'accord mat all deenen Excuses, déi kommen -, dat sinn déi Staatsgarantieprêts. Bis elo hinn déi net fonctionéiert. An dat muss een einfache och esou unerkennen! Et sinn net némme mir, déi dee Constat maachen, mee generell mécht d'Wirtschaft dee Constat.

Mir hu bei der Moratoiren, Här Wirtschaftsminister, 18.000 Demanden! Dat weist, wéi gutt datt déi Mesure ukomm ass. D'selwecht bei den Aide-directen. Do sinn och Dausende vun Demandé gemaach ginn. Op däri anerer Säit hu mer hei ganz genau 186 Demanden! Do gesäit een, datt dat einfache eng Mesure ass, déi net de Besoene vun den Entreprisen hei entsprécht.

Wat mir dofir nach eng Kéier welle soen: Ech mengen, et ass wichtig, datt mer d'Zukunft och elo prépareréieren, fir wann déi Moratoiren eriwwer sinn, Här Wirtschaftsminister. A mir géifen lech elo schonn hei wierklech un d'Härelle leen ze iwwerleéen, ob een net déi Moratoirë kíent iwwert d'Enn vum Joer verlängeren, well et wierklech eng Mesure ass, déi effikass ass.

Dat Zweet, an dat muss ech awer wierklech och nach eng Kéier hei soen: Mir verstinn net, nodeem ganz vill Gemenge grouss Efforte gemaach hinn, fir hire Locatairen de Loyer ze schenke während d'r Kris, datt de Staat nach èmmer déi dote Mesure net geholl huet. Mir wëssen, wéi schwéier ganz vill Locatairen et hinn, fir hire Loyer ze bezuelen. Gemengen, déi net d'Moyenen hinn, och wéi d'Stad Lëtzebuerg, hinn trotzdem hire Locatairen déi Loyere geschenkt. De Staat mécht dat net! Dat ass fir eis einfache onverständliche!

An dann e leschte Wonsch, deen ech awer wierklech hei nach eng Kéier géif artikuléieren, och eng Kritik, déi een oft hériert, Här Wirtschaftsminister: Dat ass, wat d'Héllefén ausbezuelen ubetréfft. Dat ass vläicht och elo éischter eng Demande, déi Der kennt un den Här Delles virureechen. Mir kréien nach èmmer gesot, datt ganz vill Efforte gemaach ginn - och e Respekt fir all déi Beamten -, mee datt nach èmmer ganz vill Demanden do zwésschen de Raster falen, well déi Krittären do awer heiansdo vill ze vill streng applizéiert ginn. Ech géif lech wierklech och nach eng Kéier mat op de Wee ginn, dat nach eng Kéier ze kucken, well notamment bei d'r enger Aide, an déi Zuelen hu mer jo d'eslech Woch an der zoustänneger Kommissioun kritt, si quasiment d'Hallschecht vun den Demanden net ugeholle ginn.

Hei geet et èm eppes Weesentleches: Et geet éischters èm eis Betriben, et geet awer och èm extreem vill Aarbeitsplazien. Duerfir wäre mir lech wierklech dankbar, wann Der lech och elo scho géift iwwerleéen, wat fir eng Mesuré mer och an deenen næchste Méint fir besonnesch déi Kleng- an déi Mëttelentreprise huelen. Well ech mengen, déi sinn d'Reckgrat vun eiser Lëtzebuerger Wirtschaft!

Merci.</



► **M. André Bauler (DP)**.- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, während der Kris hu mer et gepackt, datt eis dat néidegt Material am Kampf géint de Virus zu kengem Moment ausgaangen ass. Ech denken hei virun allem un Händschén, Masken, Desinfektionsmittel a Beootungsgeräter. Well mer mat enger weltwäiter Pandemie konfrontéiert waren, war et phaseweis immens schwierig, un dëst wäertvolt, awer iwwerliewenswichtigt Material ze kommen. All Land huet zur gläicher Zäit eigentlech déi selwecht Saache gebraucht.

Trotz der ugespaanter Situationsoun konnt een awer erliewen, dass d'Solidaritéit énnert den Natioune groussgeschriwwé gouf. Länner, déi d'Chance haten, fir méi Material ze hunn a manner Patienten op hierer Intensivstation, hunn hiert Material kuerzerhand anere Länner, déi déi Chance net haten, zur Verfügung gestallt. Dat huet och de Rapporteur Claude Haagen a sengem Rapport betount. An ech wéilt him vun dëser Platz aus en häerzleche Merci soe fir all seng Prezisiounen.

Dat meesch Material, dat während der Kris gebraucht gouf, gëtt a Länner produzéiert, wou een e ganz laangen Transportwee a Kaf muss huelen an, ech denken, wou net émmer d'Produktionsbedingungen déi bescht sinn, souwuel wann een d'Nöhaltegeet au sens écologique kuckt, wéi awer och sozial. Mir wéissen dat. Duerfir ass et wichtig, datt een och Material fénnt, dat just e kuerze Wee huet, bis et an eise Kliniken oder op anere Plazzen ukénnnt.

Et war flott ze gesinn, datt eis Industrie esou flexibel ass a Verschiddeker kuerzerhand fir Produktioune konnten émstellen, fir dat Material hierzestellen, dat grad akut während der Kris gebraucht gouf. Mir wéissen all elo, datt zum Beispill e grousse Produzent vun Tyvek-Schutzkostümer zu Contern schafft, deen eebe Schutzkleeder produzéiert huet oder produzéiert, déi dréngend an eise Klinike gebraucht goufen.

Aner Betriber hu kuerzerhand eng Produktionslinn émgéstellt an Desinfektionsmittel hiergestallt. Och eis Brenner, eis Distilleren hunn do matgehollef. An net méi spéit wéi, ech mengen, et war en Dënschdeg hu mer an der zoustannerger Landwirtschaftskommissioun gesot kritt, datt an deem Beräich nach sollen Efforte gemaach ginn, fir och d'Distillerie méi matanzbezéien an d'Produktioune zum Beispill vun Desinfektionsmittel. Ech si ganz gespaant, mee et ass awer emol eng flott Iddi.

Aner Betriber hunn Deeler fir Ventilatore gebaut an nach anerer hunn ugefaangen, Masken ze produzéieren, ob dat dee klenge Schniederatelier war oder e gréisseren Textillbetrieb.

Et war flott ze gesinn, datt Deeler vun eiser eegener Industrie sou opgestallt sinn, fir kuerzfristeg derzou báziedroen, Material hierzestellen, wat während enger weltwäiter Pandemie dréngend gebraucht gëtt.

Duerfir begréisst d'DP ausdrécklech dése Gesetzesprojet, dee sécherstellt, datt all déi Betriber, déi hire Bäitrag derzou gelescht hunn, fir duerch dës Kris ze kommen, och finanziell énnerstëtzzt ginn.

An dëser Kris koum et eis och zugutt, datt Lëtzebuerg während deene leschte Jorzhéngte vill Energie a Finanzmittel an Innovatioun a Fuerschung gestach huet. Ouni Recherche kee Vaczin. An ouni Fuerscher wäerte mer ni kenne verstoen, wéi esou e Virus fonctionéiert, wéi e mutiéiert a wéi mer en eventuell Meeschter kenne ginn.

Duerfir ass et och wichtig, datt all Projet de recherche, deen derzou báidréit, de Kampf géint de Virus ze gewannen, och finanziell énnerstëtzzt gëtt. Ob et ass, fir Medikamenter hierzestellen, e Vaccin ze fannen oder och Tester ze optimiséieren, soulang mer keen Impfstoff hunn, musse mer léieren, esou gutt wéi méiglech mam Virus ze liewen. Mir brauche clever an innovativ Lésungen, fir e sécheren Deconfinement ze garantéieren an eng zweet Infektionswell ze verhënneren.

Méi wéi jee waarde mir gespaant a voller Hoffnung op nei Erkenntnisser aus der Recherche. Et ass duerfir absolutt noutwendeg, dass sämtliche Fuerschungs- an Entwécklungsprojeten énnerstëtzzt ginn, déi eis am Kampf géint de Virus hellefen.

Léif alleguer, zemoools am Kader vum Deconfinement ass et wichtig, esou schnell wéi méiglech innovativ Produkter a Servicer unzubidden, déi eis virun enger neier Hause vun Infektionszuele schützen. Mir mussen eis elo lues a lues nees zréck an den normalen Alldag bewegen, ouni eis Gesondheet op d'Spill ze setzen. Kuerzfristeg sollen dës Hélfsmoosnamen also

en temporaert Zesummelieuwe mam Virus erméiglechen a laangfristeg zum Enn vun der Pandemie báidroen. Duerfir stëmme mir och haut dat heite Gesetz, dat eis et erlaabt, datt dës Hellefen och nom Enn vum État de crise kenne gräifen.

Dëst gesot, wéll ech nach eng Kéier alle Kollegen aus der Kommissioun Merci soe fir hir Attentioun. Ech ginn och den Accord vun der Demokratescher Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Da wier et elo um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déri Lénk)**.- Merci, Här President. Deen Text, dee mer hei elo virlein hunn, geet jo zréck op eng Initiativ vun der Europäischer Kommissioun. An ech wéll virewechsécken, datt mir als Lénk natierlech derfir sinn, datt d'Produktioun vu Medikamenter, datt d'Produktioun vun Tester, fir Covid ze detektéieren, an datt och d'Produktioun vu medezinneschem Schutzmaterial erém an Europa relokaliséiert gëtt. Awer iwwert déi Aart a Weis, wéi dat hei geschitt, hu mer net némme Bauchwéi, mee, muss ech soen, hate mer scho carrement Mokrämp.

An dat huet zum Deel mat däi Visioun ze dinn, wéi och de Spriecher vun der DP se hei probéiert huet duerzestellen. Den Här Bauler huet gesot: „Ben, mir sinn eigentlech ganz gutt duerch d'Kris komm, well mir haten ni wierklech eng Penurie u Material.“ Do denken ech: Mee hunn ech an enger anerer Welt gelieft!?

Mir haten dach keng Masken! Duerfir hat d'Regierung immens vill Problemer, iwwerhaapt dorriwwer ze kommunizéieren, firwat een da Maske soll droe respektiv net soll Masken droen.

(**Brouhaha**)

Dat heesch, et ass eng objektiv Penurie ginn!

An déi zweet Ausso, déi den Här Bauler gemaach huet, ass, wéi schéin et war, déi Solidaritéit téshent den Natiounen. Och do hunn ech mech awer gefrot: So, hunn ech an enger anerer Welt gelieft!?

D'Natiounen hunn hir Grenzen zougemaach! Si hunn hir Produktioun requisitionéiert fir hir eegen Interessien. A genau dowéinst hunn d'Europäesch Kommissioun am Mäerz, wéi eigentlech alleguer d'europäesch Natiounen an de Lockdown gaange sinn, an déi eenzel national Regierungen erauntaut festgestallt, datt d'Gesondheetsmaterial, wat mer bräichten, a China produzéiert gëtt, datt d'Medikamenter, déi mer bräichten, a China, deelweis an Indie produzéiert ginn. A si hunn eraustaут festgestallt, datt vun all deene Saachen, déi mer elo esou dréngend bräichten, náischt méi oder bal náischt méi an Europa hiergestallt ginn ass.

Dat ass de Grond, firwat mer deen heiten Text elo diskutéieren. An et geet zréck op genau déi selwecht radikal Fräihandelspolitik, déi et erméiglecht huet an deene leschte Jorzhéngten, datt iwwerhaapt delokaliséiert ginn ass, datt mer náischt méi an Europa selwer produzéieren! An elo, wou d'Kar am Dreck stécht, elo muss dann de Steierzueler asprangen.

Woumat mer et hei ze dinn hunn, dat ass eng Sozialisatioun vun den Investissementer an eng Privatisatioun vun de Profitter! Eng Entreprise, déi bereet ass, zum Beispill eng nei Produktionsanlag fir Masken ze bauen, kritt téshent 80 % an 100 % vun däi neier Anlag vum Staat bezuelt, deelweis inklusiv d'Personalkáschten. D'Proffitter, déi se mécht, wa se dem Staat oder de Leit dann herno Maske verkeeft, ka se awer zu 100 % behalen. A wann de Projet net rentabel wier, bezilt de Staat duerno nach souguer en Deel vun de Perten zréck! Also effektiv: Kee Wonner, datt d'Chambre de Commerce Schaum virum Mond vun Enthusiasmus hat.

De Problem ass awer, datt mer och vun der Europäischer Kommissioun eng komplett fragmentéiert Approche hunn. Et ass an der Rei, d'Europäesch Kommissioun huet missen an Urgence handelen. Mee si huet alt erém eng Kéier nees probéiert, dee klengstméigleche gemeinsamen Nenner ze fannen. Iwwerall an Europa ginn elo eenzel Fuerschungsprojeten oder Produktioune ouni Koordinatioun subventionéiert. Et ass also erém vun der Europäischer Unioun eng komplett fragmentéiert Approche!

An da stellt sech natierlech d'Fro vun de Perspektiven: „Dat heiten ass eng Mesure d'urgence“, kann ee soen. Et kann een awer och soen, datt et eng kuerzfristeg Verzweiflungstat ass. Well et wäert de Problem vun der Delokaliséierung net laangfristeg leisen. A mir stelle fest, datt sech zwar jiddweree schockéiert driwwer weist, mee datt awer keen iergendeng laangfristeg Lésung géint d'Delokaliséierungen op den Dësch leet.

Well wa mer vu Relokaliséierung schwätzen, da geet dat just, wa géifen d'Länner, an och Lëtzebuerg, essensiell Gidder definéieren an déi virun der auslännesch Produktioun schützen. Oder d'Produktioun nationaliséieren. An et misst een de Contraire maache vun deem geckege Fräihandel, deen am Moment bedriwwen gëtt.

Aus all deene Gréenn, déi ech elo opgezielt hunn, wäerte mir dee Projet hei net matvotéieren, well mer Problemer mat der Approche

An domadder ginn ech dann och natierlech den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Madamm Ahmedova. Da wier et elo um honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déri Lénk)**.- Merci, Här President. Deen Text, dee mer hei elo virlein hunn, geet jo zréck op eng Initiativ vun der Europäischer Kommissioun. An ech wéll virewechsécken, datt mir als Lénk natierlech derfir sinn, datt d'Produktioun vu Medikamenter, datt d'Produktioun vun Tester, fir Covid ze detektéieren, an datt och d'Produktioun vu medezinneschem Schutzmaterial erém an Europa relokaliséiert gëtt. Awer iwwert déi Aart a Weis, wéi dat hei geschitt, hu mer net némme Bauchwéi, mee, muss ech soen, hate mer scho carrement Mokrämp.

An dat huet zum Deel mat däi Visioun ze dinn, wéi och de Spriecher vun der DP se hei probéiert huet duerzestellen. Den Här Bauler huet gesot: „Ben, mir sinn eigentlech ganz gutt duerch d'Kris komm, well mir haten ni wierklech eng Penurie u Material.“ Do denken ech: Mee hunn ech an enger anerer Welt gelieft!?

Mir haten dach keng Masken! Duerfir hat d'Regierung immens vill Problemer, iwwerhaapt dorriwwer ze kommunizéieren, firwat een da Maske soll droe respektiv net soll Masken droen.

(**Brouhaha**)

Dat heesch, et ass eng objektiv Penurie ginn!

An déi zweet Ausso, déi den Här Bauler gemaach huet, ass, wéi schéin et war, déi Solidaritéit téshent den Natiounen. Och do hunn ech mech awer gefrot: So, hunn ech an enger anerer Welt gelieft!?

D'Natiounen hunn hir Grenzen zougemaach! Si hunn hir Produktioun requisitionéiert fir hir eegen Interessien. A genau dowéinst hunn d'Europäesch Kommissioun am Mäerz, wéi eigentlech alleguer d'europäesch Natiounen an de Lockdown gaange sinn, an déi eenzel national Regierungen erauntaut festgestallt, datt d'Gesondheetsmaterial, wat mer bräichten, a China produzéiert gëtt, datt d'Medikamenter, déi mer bräichten, a China, deelweis an Indie produzéiert ginn. A si hunn eraustaут festgestallt, datt vun all deene Saachen, déi mer elo esou dréngend bräichten, náischt méi oder bal náischt méi an Europa hiergestallt ginn ass.

Dat ass de Grond, firwat mer deen heiten Text elo diskutéieren. An et geet zréck op genau déi selwecht radikal Fräihandelspolitik, déi et erméiglecht huet an deene leschte Jorzhéngten, datt iwwerhaapt delokaliséiert ginn ass, datt mer náischt méi an Europa selwer produzéieren! An elo, wou d'Kar am Dreck stécht, elo muss dann de Steierzueler asprangen.

Woumat mer et hei ze dinn hunn, dat ass eng Sozialisatioun vun den Investissementer an eng Privatisatioun vun de Profitter! Eng Entreprise, déi bereet ass, zum Beispill eng nei Produktionsanlag fir Masken ze bauen, kritt téshent 80 % an 100 % vun däi neier Anlag vum Staat bezuelt, deelweis inklusiv d'Personalkáschten. D'Proffitter, déi se mécht, wa se dem Staat oder de Leit dann herno Maske verkeeft, ka se awer zu 100 % behalen. A wann de Projet net rentabel wier, bezilt de Staat duerno nach souguer en Deel vun de Perten zréck! Also effektiv: Kee Wonner, datt d'Chambre de Commerce Schaum virum Mond vun Enthusiasmus hat.

De Problem ass awer, datt mer och vun der Europäischer Kommissioun eng komplett fragmentéiert Approche hunn. Et ass an der Rei, d'Europäesch Kommissioun huet missen an Urgence handelen. Mee si huet alt erém eng Kéier nees probéiert, dee klengstméigleche gemeinsamen Nenner ze fannen. Iwwerall an Europa ginn elo eenzel Fuerschungsprojeten oder Produktioune ouni Koordinatioun subventionéiert. Et ass also erém vun der Europäischer Unioun eng komplett fragmentéiert Approche!

An da stellt sech natierlech d'Fro vun de Perspektiven: „Dat heiten ass eng Mesure d'urgence“, kann ee soen. Et kann een awer och soen, datt et eng kuerzfristeg Verzweiflungstat ass. Well et wäert de Problem vun der Delokaliséierung net laangfristeg leisen. A mir stelle fest, datt sech zwar jiddweree schockéiert driwwer weist, mee datt awer keen iergendeng laangfristeg Lésung géint d'Delokaliséierungen op den Dësch leet.

Well wa mer vu Relokaliséierung schwätzen, da geet dat just, wa géifen d'Länner, an och Lëtzebuerg, essensiell Gidder definéieren an déi virun der auslännesch Produktioun schützen. Oder d'Produktioun nationaliséieren. An et misst een de Contraire maache vun deem geckege Fräihandel, deen am Moment bedriwwen gëtt.

Aus all deene Gréenn, déi ech elo opgezielt hunn, wäerte mir dee Projet hei net matvotéieren, well mer Problemer mat der Approche

hunn a mat der Émsetzung. Well mer awer déi kuerzfristeg Necessitéit, déi effektiv objektiv besteet, erkennen, wäerte mer eis enthalten.

Merci.

► **M. David Wagner (déri Lénk)**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwen Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, d'Coronakris huet gewisen, wéi wichtig et ass, an Zukunft verstärkt op d'Fuerschung ze setzen. Wien an der Welt vu muer wéllt e Big Player sinn, dee muss op Innovatioun setzen a Gesetzer maachen, déi dëst och favoriséieren.

► **Une voix**.- Jo.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- D'Uni Lëtzebuerg ass e gutt Beispill, unhand vun deem ee gesäßt, datt Fuerschung a Politik duerhaus gutt kennen zesumme funktionéieren. D'Uni war an ass während der Coronakris en zouverlässigen an onverzichtbare Partner gewiescht; wann d'Chamber dann och nach déi jeeweileg Studien émmer matzäite gesinn hätt, vläicht souguer nach e besseren. Némme mat innovativer Recherche an den néidege finanzielle Méttel, déi mer den Universitéiten, Instituter an Entreprises zur Verfügung stellen, kenne mer an Zukunft eng Kris wéi déi vum Covid-19 evitéieren.

Mir Piraten begríssen dése Projet de loi, dee virgesäßt, Entreprises, déi an d'Lutte géint de Covid-19 investéieren, finanziell ze énnerstëtzten. Dës Hélfel ka bis zu 100 % erreichen. Mir sollten allerdéngs och bedenken, datt elo ewell verschiden Entreprise Problemer hunn, fir liquid ze bleiven. Dofir wier et wichtig gewiescht, de selektionéierten Entreprises d'Akkonten direkt auszabezuelen, fir datt se och wierklech d'Méiglechkeet hunn, direkt „duerzefuerschen“.

Och sollte mer bedenken, datt verschidde Fuerschungsprojete laang Zäit brauchen an datt den zäitleche Kader, deen elo gesat gouf, even tuell nach eng Kéier misst ausgedeent ginn.

Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, fir d'Perennitéit vum Règlement grand-ducal, deen à la base vun désem Projet steet, ze assuréieren, musse mer gemeinsam hannert désem Projet stoen. Mir können eis et net erleben, datt Firmen, déi an d'Lutte géint des Coronavirüs investéieren, a finanziell Schwierigkeiten kommen. Mir müssen d'Fuerschung op désem Gebitt aktiv encouragéieren. Duerfir begríssen mir, datt d'Hélfel esou héich ugesat sinn, datt d'Regierung bereet ass, sech de Kampf géint de Virus eppes kaschten ze loessen.

Quite datt dése Projet de loi op enger Kommunikatioun vun der Europäischer Kommissioun fousst, ass et och vun eisem Land aus e positiv Signal, wat mer no baussen ausstralen. Dat ass e Statement und fir d'Zukunft: Mir Lëtzebuerg, mir Europa sinn endlech bereet, d'Fuerschung à sa juste valeur unzeerkennen an dran ze investéieren.

A jo, och wann net all Fuerschungsprojet vun engem Succès wäert gekréint sinn - et ass nun emol Fuerschung, an do kann een och emol erausfannen, datt d'Pist, déi ee verfollegt huet, net fonctionéiert -, kenne mer eis sécher sinn, datt d'Recherche ni fir náischt ass. Well och erausfannen, datt eng Pist net fonctionéiert, heesch, datt deen Nächsten net nach eng Kéier déi Feeler muss begoen. Et



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

## Prise de position du Gouvernement

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.**- Merci, Här President. Virop e grousse Merci un de Claude Haagen, de Rapporteur, fir sää ganz gudden a komplette Rapport an och merci un all d'Députéiert fir dése gudden Debat.

Et ass gesot ginn: Déi Mesuren hei hellefen, datt mer Produktions- a Recherche-capacitéiten zu Lëtzebuerg kënnen opbauen a mobiliséieren, fir an esou Krise wéi déi, déi mer elo amgaang sinn ze duerchliewen, manner ofhängig vum Ausland ze ginn.

Ech mengen, ech brauch net op de Projet zréckzkommen, de Rapporteur huet dat komplett gemaach, mee ech géif gären eng Partie Informatiounen ginn, konkret Informatiounen, an och op déi verschidde Remarken a Froen agoen, déi vun den Députéierte gemaach goufen.

Bis elo ass nach keng Aide ausbezaelt ginn énner dësem neie Régime d'aides, mee et sinn awer eng ganz Rei vun Entreprises, vu Lëtzebuerg Betriber, déi sech manifestéiert hunn, fir vun dëse Mesuré kënnen ze profitéieren. Konkret si bis elo fénnef Demanden erakomm fir eng Fuerschungshélfel a siwen Demandé fir eng Investitutionshéllef.

Em wat geet et bei dëse Projeten? Bei de Fuerschungsdossieren handelt et sech engersäits ém Projete fir Diagnostiktester, Dekontaminatiounsprozeduren oder och nach fir Stécker fir Beootungsmaschinnen ze entwéckelen. Bei den Investitutionsprojeten, also bei deene Projeten, wou Betriber hir Produktioune émgestallt hunn, geet et énner anerer ém d'Produktioune vu Chirurgie- an FFP2-Masken, Visiéren oder och nach Diagnostikskitten.

De globale Montant vun deenen RDI-Héllfe läit elo bei 800.000 Euro a bei ém déi 4,6 Milliounen Euro fir d'Investitutionsprojeten. Et ass awer esou, dass nieft dësen zwielef Demanden, déi schonn erakomm sinn, nach eng ganz Rei aner Projeten an der Pipeline sinn, déi bei Luxinnovation amgaang si beschafft ze ginn. Mir kréien do gesot, dass nach ongeféier eng 15 Dossieren do sinn, mat deene mer nach kënnne rechnen an deenen nächste Wochen a Méint.

Déi Zuele weise wierklech d'Kompetenzen, de Savoir-faire, dee mer hei zu Lëtzebuerg allgemeing hunn an der Lutte géint de Covid-19. Dat stëmmt een zouversichtlech, well dat weist, dass eis Entreprise flénk sinn, dass se sech kënnne schnell a flexibel astellen op esou eng Situations wéi dës an och eeben hir Produktioune kënnen émstellen.

D'Betriber, déi vun dësen Hélfesmesuré profitéieren, viséiere meeschters net némme den Lëtzebuerg Marché, mee och de Marché vun der Groussregioun, voire souguer de ganzen europäesche Bannemaart.

De Risk, dass mer länger Zäit musse mat dësem Virus liewen, dee besteet. Deen ass reell. Dat wësse mer allegueren. A souguer wann dëse Virus fort ass, ass et de Risk, dass en neie Virus kënt. Also ass et ganz gutt, dass eis Betriber dofir Produkten entwéckele fir Lëtzebuerg a fir aner EU-Länner, fir dass mer kënnen dorop zréckgräfen an eis eeben, wéi gesot, hei manner ofhängig maache vum Ausland, wat jo eng generell Erkenntnis ass, déi mer an dëser Kris gemaach hunn. Och dorop sinn eng Rei Riedner agaangen.

Ech géif gären elo op verschidde Remarken a Froen agoen, déi Verschiddener vun lech gemaach hunn. Ech si fir d'éischt emol frou, dass dëse Projet awer trotzdem eng ganz breet Zoustëmmung hei an der Chamber fénnt. An de Laurent Mosar huet hei zwee Bemollen ugemellt zu dësem Projet, op déi ech wollt agoen, an och op eng Partie anerer vu sengen Remarken.

En huet fir d'éischt bemängelt, dass keng Avancé géifen ausbezaelt ginn. De Claude Haagen ass scho kuerz dorobber agaangen: Et ass net ganz richteg. D'Gesetz gesäit effektiv vir, dass, wann ee Betriber net genuch Liquiditéiten huet, fir e Projet bis zum Schluss duerchzeféieren, da kann en Akkonten kréien am Kader vun esou engem Régime d'aides. An e kann au fur et à mesure déi Suen zur Verfügung gestallt kréien, fir sää Projet och effektiv duerchzeféieren, mat engem Sold vun 20 % bis 30 %, deen en dann érischt zum Schluss kritt, wann de Projet effektiv bis färdeg ass.

Fir de Rescht, mengen ech, ass et esou, dass Betriber, déi gären dat heite sollicitéieren, fir Recherche ze maachen oder Investissementer an hire Produktionsapparat ze maachen, och nach aner Aidé kënnne beusprochen. Dir wësst, dass mer ganzer 40 Mesuré gemaach hunn an deem éischte Stabilisierungspak an 23 Mesuren am Neistart-Programm, déi allegueren entweeder Liquiditéiten, Direkthélfel, Délai-de-paiementen, mee awer och remboursabel Avancen oder Moratoiré virgesinn.

Deen zweete Kritikpunkt, deen Der gemaach hutt, Här Mosar, dee betréfft d'Exigence, fir eng Autorisation d'établissement ze hunn. Do ass et esou, dass de Betrib bei der Demande am Fong theoreetesch nach keng Autorisation d'établissement braucht, wann e seng Demande mécht. E muss se effektiv hunn, wann en da seng Produktion bis lancéiert, wat jo och effektiv ... An hei si mer meeschters am Beräich vun industrieller Produktion, jo, och munchnol vu klengeren a mëttlere Betriben. Mee dat sinn alles Betriben, déi normalerweis mat enger Autorisation d'établissement énnerwee sinn, wa se dann effektiv déi Schutzkleedung oder déi aner Mëttelen am Kampf géint de Covid-19 hierstellen.

Bei de Startuppen ass et esou, dass mer eng Rei aner Saache gemaach hunn. De Concours StartupsVsCovid19 ass genannt ginn. Mir hunn och d'Aidé bei de Startuppen eropgesat um Niveau vun den Héllfen, wou mer op op d'mannst 70 % vum Kofinanzement eropgaange si bei Projete mat maximum 800.000 Euro. Och dat ass eng relativ substanziel Hélfel fir Startuppen, soudass ech mengen, dass een net ka soen, dass fir d'Startuppen hei effektiv guer násicht gemaach gouf oder dass dee Punkt do mat den Autorisations d'établissement och effektiv esou problematesch ass, op d'mannst am Kontext vun dësem Projet d'aides.

Dann ass gesot ginn ...

### (Interruption par M. Laurent Mosar)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Fayot, erlaabt Der, datt den Här Mosar lech eng Fro stellt?

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.**- Loosst mech wannechgelift färdegmaachen. Da macht Der dat duerno, wann Der wëllt.

Dir hutt och gesot, dass Der d'Moratoiren zwar begréissist, mee Dir hutt nach eng Kéier gesot, wat Der schonn e puermol hei gesot hutt, dass déi Staatsgarantien do net fonctionéieren. Ech mengen, et ass et esou, dass mer hei an dëser Kris an engem Marathon sinn, net an engem Sprint. Dat ass eng Kris, déi sech vläicht nach iwwer eng länger Zäit erauszitt. Ech sinn der Meenung, dass een net elo scho ka soen, dass déi Garantie d'Etat do guer net fonctionéiert.

Ech menge wierklech, dass et nach ze vill fréi ass dofir, well et eng ganz Rei Betriber gëtt, déi effektiv elo dee Moratoire kruten, déi amgaang sinn, sech ze froen, ob se nach méi spéit ... An et wäert sech warscheinlech am Hierscht, voire érischt um Enn vum Joer erausstellen, ob se e weidere Besoin de financement hunn. An da sinn ech iwwerzeugt, dass se sech wäerten iwwerleeën, ob se dann dee Moment op déi Garantie d'Etat do wëllen zréckgräfen.

Ech menge wierklech, dass et fir de Moment esou ass, dass eng ganz Rei Betriber nach auskomme mat hiren existente Kreditméiglechkeeten. Mir wëssen och vun de Banken, dass et ganz vill Betriber gëtt, déi hir existent Ligne-de-crédits nach net ganz epuiséiert hunn. Dat heescht, do besteet nach bei ganz villen eng Marge de manoeuvre, soudass ech wierklech mengen, dass een déi Staatsgarantien do net kann à ce stade als e Flopp bezeechnen, dass et nach dofir ze fréi ass.

Dir hutt dann och kritiséiert, dass mer ze laang brauchen, fir déi Aidendossieren do ze behandelen. Dat ass effektiv eppes, wat an der

Haaptsaach an der Direktioun vun de Classes moyennes bei eis am Haus gemaach gëtt. Dir wësst awer, dass mer deen Échange haten an der Wirtschaftskommission, zesumme mam Lex Delles, wou Der erkläert kruet, dass wierklech do alles gemaach gëtt, fir dat esou schnell wéi méiglech ze behandelen, dass déi Aiden och elo schnell ausbezaelt ginn, dass déi Dossiere beschafft ginn, dass an deem éischten Instrument vun den Aides directes effektiv eng ganz Rei Refusen derbäi waren, well dat schlecht verstane gouf oder well effektiv sech do vill Leit gemellt hunn, déi dee Moment net eligibel waren. Dofir, Dir wësst och, dass do nogebessert ginn ass par la suite an dass déi ganz Independanten an aner PMEen do nach duerno eppes nokruten an effektiv och elo adequat gehollef kréien.

Aus deene Grénn mengen ech zu Ärer Motioun, dass déi Motioun do a mengen Aen net wierklech fundéiert ass, dass se e bësse laantscht den Objektiv vun dësem Régime d'aides läit. An aus deem Grond géif ech och d'Chamber invitéeieren, fir déi Motioun hei net ze stëmmen.

Voilà! Pour le reste, mengen ech, sinn och vun anere Riedner eng ganz Rei interessant Saache gesot ginn. Den Här Baum huet nach eng Kéier kritiséiert, dass mer hei am Fong eppes géife maachen, wou mer aus de Lektiounen vun dëser Kris net richteg geléiert hätten. E seet: „Dir hutt net richteg verstane, dass mer müssen essentiell Gidder fir d'éischt emol identifizéieren an dann érem zréck an d'Europäesch Unioun bréngen.“ Ech mengen awer, Här Baum, dass dat eng Lektioun ass, déi geléiert ginn ass. Ech gesinn dat am Conseil des ministres vun der

Kompetitivitéit. Do ass duerhaus verstane ginn, ...

► **M. André Bauler (DP).**- Ganz genee!

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.**- ... dass et eng Partie strateegesch Industrië gëtt, déi mer mussen zréckbréngen an Europa. Et gëtt eng Politik gemaach elo vun der Europäischer Kommission an do komme Propose fir eng ganz Partie Secteuren, Ecosystemer, déi solle strateegesch wierklech érem zréckbréucht ginn an Europa mat deenen néidegen Investitiounen, déi müsse gemaach ginn an deene Beräicher, soudass ech wierklech mengen, dass déi Prise de conscience do ass.

An dat ass natierlech eng Politik, déi mir och als Lëtzebuerg encouragéieren, déi mir matginn. Dat ass net némme de Green Deal, dat ass net némme d'Digitalisatioun, mee dat sinn och wierklech strateegesch Industrien, wou mer verstane hunn, dass mer se hei brauchen am Beräich vun der Santé, awer net némme. An ech menge schonn, dass do eng Prise de conscience do ass an deene Beräicher.

Voilà! Dat gesot, géif ech lech Merci soe fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi a Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Fayot. An da géif ech dem Här Mosar d'Wuert ginn.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, fir d'éischt merci dem Här Minister fir déi trotzdem ganz vill nach zusätzlech Informatiounen. Ech wollt awer nach eng Kéier op déi dräi Punkten zréckkommen, well ech mech da vläicht net kloer genuch ausgedréckt hunn, fir dat nach Kéier ze preziséieren.

Éischtens: Dat, wat eis stéiert bei deene Akkonten, ass, datt eng Entreprise muss fir d'éischt noweisen, datt se keng Liquiditéiten huet. Ech mengen, et gi vill Projeten an der Wirtschaft normalerweis iwwer Méint oder kënnne sech iwwer eng Kéier op déi dräi Punkten zréckkommen, well ech mech da vläicht net kloer genuch ausgedréckt hunn, fir dat nach Kéier ze preziséieren.

Dat wat mir hei kritiséieren, ass, datt een eigentlech net automatesch ka vun Akkonten profitéieren. Esou wéi mir den Text liesen - mee Dir kënnt mech awer gär verbesseren -, muss een eigentlech noweisen, datt ee keng Liquiditéiten huet. Dat ass dat Éischt.

Dann dat Zweet, dat ass wierklech awer eng fundamental Fro, Här Wirtschaftsminister. Wann Der och eis Motioun liest, déi ass generell gehalen. Déi spilt fir dëse Projet ... oder si ka souwissou elo net méi spiller, well mer jo elo de Projet stëmmen. Mee déi ass generell. An do geet et wierklech ém e fundamentale Problem bei all deene Aiden! An ech hinn et virdrun énnerstrach, datt émmer systematesch eng Konditioun gefrot ginn, datt déi Entreprise mussen eng Handelsgeneemegung hunn. Elo kréie mir permanent hei gesot - d'Madamm Hansen huet mer elo just nach vun engem Beispill gezielt: „Et ginn eng ganz Rei vun Entreprises, notamment hei an der Recherche, déi brauche keng Handelsgeneemegung.“ Vum Gesetz hier brauchen déi keng! Dat ass nun emol einfach e Constat.

Ech kann lech och nach eng Kéier hei virliesen, wat d'Chambre de Commerce seet. An dat si jo wierklech awer Leit, déi permanent och mat därdoter Thematik ze dinn hunn. Ech zitéieren hei d'Chambre de Commerce: « En effet, le champ d'application du projet, tel que modifié par les amendements, reste trop restrictif en raison du maintien de l'autorisation d'établissement comme prérequis à l'accès à cette aide. Or, une autorisation de commerce n'est pas requise pour certaines activités [...] »

Et ass awer nun, mat allem Respekt, Här Wirtschaftsminister, et ass awer e Fait, dat doten! An duerfir froe mir hei eigentlech an eiser Motioun eppes, dat ass, datt dat doten nach eng Kéier evaluéiert gëtt an datt gekuckt gëtt, ob wierklech all Entreprises hei drénnernfalen. Eisen Informatiounen no ass dat net de Fall.

Wann Dir eis elo iwwerzeugt, datt dat esou ass, da musst Der vläicht och eng Kéier de Chambres professionnelles dat soen, well déi gesinn dat genausou wéi mir. Duerfir, nach eng Kéier: Et geet net just némme hei ém dëse Projet, mee et geet generell ém déi dote Konditioun. Mir wëlle proaktiv a produktiv hei matschaffen. Dat do ass manifestement e Problem. Duerfir, och wann Der se elo net haut wëllt unhuellen, da kommt, mir renvoyéiere se zumindes an déi zoustänneg Kommission a mir diskutéieren eng Kéier doriwwer! Well et geet awer net duer, einfach némme ze soen: „Dat ass net esou“, an do sinn awer Entreprises domadder konfrontéiert.

Dann eng drëtt Observationen nach eng Kéier iwwert déi Staatsgarantie-Emprunten. Ech gesinn dat am Conseil des ministres vun der

mengen, Här Wirtschaftsminister, an ech sinn net deen Eenzegen, wann Der mat de Leit, den Entreprises an och de Banquière schwätzt, ass et einfach esou, datt d'Konditiounen vun der Stee hei ze deier sinn. Déi sinn einfach ze deier! Kommt, mir maachen eis násicht vir! Dat ass d'ailleurs dat, wat ech deemoos, wéi de Projet hei an der Chamber zur Diskussioun war, och dem Finanzminister gesot hunn. Et ass méi bëllieg, eng Entreprise, déi geet einfach bei hir Hausbank. Do sinn d'Konditiounen vum Prêt méi interessant, wéi wa se iwwert deen heite Wee geet.

An duerfir mengen ech, wa mer wierklech wëllen d'Attraktivitéit vun deem Instrument do vergréissen, musse mer nach eng Kéier iwwert d'Konditiounen schwätzen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Fayot.

► **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.**- Jo, merci, Här President. Bon, ech mengen, déi Geschicht mat der Autorisation d'établissement, do hinn ech probeiert, lech drop ze äntworten. Ech wëll lech och soen, mat allem Respekt fir d'Chambre de Commerce, mir sinn hei an der Chambre des Députés, dat heesch, mir huelen hei eis, oder Dir huelt Ár Decisiounen. Ech weess, dass Der déi Avisen do liest an dass dat och gutt ass, dass een dat seriö hëlt.

Mir huelen dat och seriö. Ech sinn der Meenung, dass déi Betriber vun dësen Aiden hei, déi hei wierklech viséiert sinn, dass dat der sinn, déi an deene allermeechste Fäll, kommt, mir soen, dass dat an 99 % vun de Fäll därsinn, déi eng Autorisation d'établissement brauchen, well se eppes produzéieren, well se eppes verkafen, well se Saache maachen, wou se eeben eng Handelsermächtigung hunn.

Et ka sinn, dass der e puer derbäi sinn, wou dat net de Fall ass. Mee ech menge wierklech, dass dat hei an deene meeschte Fäll esou ass. Ech kann dat gären nach eng Kéier, mir kënnten dat gären nach eng Kéier analyséieren am Ministère. Guer kee Problem! Mee, wéi gesot, dat ass meng Meenung, mat allem Respekt, wéi gesot, fir verschidde Avise vun deene engen oder deene aneren.

Dat anert, gutt, ech mengen, bei de Staatsgarantien, Dir wësst, dass do muss eng Kommission gefrot ginn. Déi ass ganz niddreg. Dat ass eng Exigenz vun der Europäischer Kommission énner dem europäesche Regimm, Framework fir d'Staatshélfel. Ech mengen, wann een esou e Kredit brauch, dann ass dat net ..., da sinn dat adequat Konditiounen, och wat den Taux ugeet vun deene Kreditter.

Ech weess awer, dass et nawell eng Partie Betriber gëtt, déi Kreditter huelen ouñi Staatsgarantie. Dat ass jo och gutt esou. Mee ech mengen, nach eng Kéier, dass ee wierklech muss ofwaarden, bis ee kann en definitive Jugement maachen iwwert dat Instrument vun deene Staatsgarantien, dass et nach e bësse fréi ass, fir dat elo wierklech als en Echec ofzeschreiwen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann hat den Här Bauler nach d'Wuert gefrot.

► **M. André Bauler (DP).**- Jo, merci, Här Président. Ech kann lech entlossen, Här Minister. Ech wollt einfach némme drop reagéieren.

Ech wollt effektiv zu de Staatsgarantie ganz kuérz eppes soen. Mir hate schonn eng Kéier eng Analys an der Commission des Finances et du Budget dozou gemaach. An, wéi den Här Fayot richteg preziséiert huet, däerf elo net vergiessen, datt mer an der Phas si vun de Moratoiren. Et si jo, wéi de Finanzminister gesot hat, Dausende vu Moratoiré bis ewell accordéiert ginn. Wa meng Souvenirs gutt sinn, mengen ech, si mer an der Perspektiv vu 7.000, 8.000 Moratoiré.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- 18.000.

► **M. André Bauler (DP).**-



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

Här Mosar. Insofern huet den Här Fayot jo och betount, datt een an Etappen do eigentlech muss denken.

Nach eng aner Remark. Ech hat eng Remark gemaach zur Solidaritéit téschent den Natiounen. Ech wéll do absolutt net falsch verstanne ginn. Ech hu just dorunner geduecht, well mir als Létzebuerg Land e ganz gutt Beispill u Solidaritéit ginn hunn, wéi mir am Klinickswiesen eebe Patienten aus dem Grand Est hei zu Létzebuerg opgeholl hunn, well mir eebe Plaz haten op eisen Intensivstationen a well mir eebe Material haten, fir déi Patiente bei eis ze accueillieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. André Bauler (DP).**- An dat war am Fong dat, wat ech gemengt hunn, net méi an net manner. Ech si keen, deen hei dreemt a vu Solidaritéite schwätz - déi et net gétt, däers sinn ech mer duerhaus bewosst.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Här Bauler fir déi dote Remarken. D'Diskusiou ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7559. Den Text stéet am Document parlementaire 7559<sup>8</sup>.

## **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7559 et dispense du second vote constitutionnel**

Fir d'éischte de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wéllt ofginn, soll d'Hand an d'Lucht hiewen.

### **Appel nominal (votes par procuration)**

De Vott ass domat ofgeschloss an dése Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentionen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

### **Motion 1**

Da kíime mer zur Diskussiou respéktiv zum Vott vun der Motioun. Ass nach een, deen eppes zur Motioun wéllt soen?

### **(Négation)**

Da kénne mer och iwwert d'Motioun ofstëmmen.

### **Vote sur la motion 1**

De Vott fánkt un. Fir d'éischte déi perséinlech Stëmmen. Ech maachen dann den Appel nominal fir de Vote par procuration.

### **Appel nominal (votes par procuration)**

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par

M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ; MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

## **7. 7598 - Projet de loi portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil**

Da kénne mer zum Projet de loi 7598 iwwert de Wunnengsloyer kommen. Ech ginn d'Wuert de Rapporteur vun désem Projet de loi an dat ass déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

### **Rapport de la Commission du Logement**

► **Mme Semiray Ahmedova (déri gréng), rapportrice.**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, ech stellen lech haut, e mëndleche Rapport vir zum Gesetzesprojet 7598 iwwer en temporaert Verbuet vu Loyerse-rhéierung. Konkreet geet et bei désem Projet drëm, all Erhéitung vun engem Loyer bis Enn vun désem Joer ze verbidden, an dat am Kader vum Bail-à-usage-d'habitations-Gesetz Artikel 3 Paragraf 5 vum 21. September 2006.

Fir vill Matbiergerinnen a Matbierger huet dës sanitär Kris vum Covid-19 och en direkten Impact op de Revenu. Vill Betriber hu missen zougemaach ginn a vill Salariéen hu sech an engem Chômage partiel erémpont. Och elo am Deconfinement dréit d'Aktivitéit vu ville Betriber nach méi lues. An doduerjer kénnt et bei ville Leit zu engem empfindleche Kafkraaf-tverloscht. Wann an esou enger Situations nach zosätzlech eng Erhéitung vum Loyer kënnt, wier dat fatal fir den Haushalt.

Dofir huet d'Regierung dës Mesure am Kader vum État de crise a konform mam Artikel 32 Paragraf 4 vun der Verfassung den 20. Mee 2020 decidéiert. Um Enn vum État de crise soll dése Gesetzesprojet 7598 dës Mesure elo bis Enn vum Joer verlängeren. Doduerjer dass mir all Erhéitung vun engem Loyer am Kader vum 2006er Gesetz verbidden, ginn d'Locatairen um private Wunnengsmarché geschützt.

Et bleift natierlech dem Proprietär fräigestallt, säi Loyer temporär ze senke bezéiungsweis mat sengem Locataire eng Staffelung auszehanden, wann dése Retard beim Bezuele vu sengem Loyer hätt. De Locataire bleibt also weiderhi gebounnen u säi Loyer, esou wéi et a sengem Kontrakt festgeschriwwen ass.

Ech wéll elo kuerz op d'Aarbechte vun der Logementskommissiou agoen. Dëse Gesetzesprojet gouf den 22. Mee 2020 depóniert. Am Avis vum Staatsrot vum 12. Juni weist de Staatsrot dorop hin, datt d'Referenz vum Datum vum Enn vum État de crise als Ufanksdatum vun déser Mesure géif zu enger Diskontinuitéit vun déser féieren. Fir désem Problem aus dem Wee ze goen, huet sech d'Logementskommissiou der Proposition vum Staatsrot ugeschloss an de Gesetzesprojet ugepasst, andeems dës Referenz einfach gestrach gouf.

D'Avise vun der Chambre de Commerce a Chambre des Salariés sinn alle béis favorabel. Si gesinn an désem Gesetzesprojet eng Mesure, déi déi wirtschaftlech Situations vun engem Locataire schützt. D'Chambre de Commerce mierkt un, datt een eng vergläichbar Mesure och hätt misse fir d'Baux commerciaux dekretéieren. D'Chambre des Salariés suggeréiert, datt de Legislateur eng Senkung oder souguer a gewéssene Fall eng komplett Aussetzung vum Loyer promouvéiere sollt.

Well et sech heibäi ém e Gesetzesprojet handelt, deen d'Regierung am Kader vum Kampf géint d'Auswirkunge vun der Pandemie vum Covid-19 op de Wee bruecht huet, huet eis Logementskommissiou énner engem gewéssenen Zäitrock geschafft. Dofir profitéieren ech op déser Plaz dovun, fir de Membere vun der Logementskommissiou och Merci ze soen.

De Projet de rapport ass dann och de 15. Juni eestëmmeg an der Logementskommissiou ugeholl ginn. Ech wéll awer och all deene Merci soen, déi un désem Gesetzesprojet natierlech matgewierkt hinn.

Heimadder ginn ech dann och am Numm vun der grénger Fraktioun den Accord zu désem Gesetzesprojet an ech soen lech Merci fir d'Nolaschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Madamm Ahmedova. Als eischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies agedroen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

### **Discussion générale**

► **M. Marc Lies (CSV).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech soen och der Rapportrice Merci, fir dat Gesetz eng Kéier erkläert ze hunn. An ech mengen, mir lieuen an engem ganz spezielle Joer, mat däi ganzer Kris, déi d'ganzt Land an natierlech dann awer och allegueren déi Leit, déi loune ginn, betréfft, wou natierlech Problemer si bei deem engen, bei deem aneren, deen eventuell seng Plaz verluer huet, dee manner Revenu hat, doduerch dann och an d'Laberente komm ass, wann et drëm gaangen ass, fir de Loyer ze bezuelen. Duerfir mengen ech, datt dat hei e wichtegt Gesetz ass, fir datt bis Enn des Joers keng Haus vum Loyer da soll gemaach ginn.

Ben, ech mengen, och de Proprietär huet d'Méiglechkeet, Arrangementer ze treffe mat de Locatairen, wou sécherlech téschent Proprietär a Locataire nach eng Méiglechkeet besteet, fir dorop kënnten ze reagéieren. Duerfir wäert och d'CSV dëst Gesetz matdroen.

Ech wéilt awer och dervu profitéieren, vu datt mer an deene leschte Wochen a Méint opgrond vun der Kris och festgestallt hinn, datt notamt och de Bau méi deier ginn ass: Do si verschidde Constructeur, Promoteuren, déi am Kader vun enger VEFA, Vente en l'état futur d'achèvement, dann och hire Clienté scho matgedeelt hinn, datt sécherlech de Bau vun deem ganzen Haus, Appartement, wat och émmer, datt dat méi deier wäert ginn.

An désem Beräich hu mer à ce stade awer nach weider keng Héllef gesinn. Ech wollt hei nach eng Kéier rappeléieren, datt d'CSV Enn lescht Joer eng Rei vu Proposition-de-loien do gemaach huet an awer och eng Rei vu Motiounen eragerecht huet, wou et notamt ém de bëlleken Akt gaangen ass, awer och drëm gaangen ass, fir de Fräibetrag op der TVA vu 50.000 op 100.000 Euro an d'Lucht ze setzen. An ech mengen, dëst wären och wichteg Outilen, notamt well d'Präisser an deene leschten zéng Joer am Schnëtt ém 70 % an d'Lucht gaange sinn, datt och den „Häuslebauer“ muer oder iwwermuer vläicht déi eng oder déi aner Héllef vum Staat kéint kréien.

Duerfir, fir d'Locatairen: 100 % d'accord! Mee et sollt an awer och no deene Leit kucken, déi sech haut oder muer oder iwwermuer wëllen eng Wunneng leeschten.

An désem Senn nach eng Kéier merci fir d'Wuert an ech ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Lies. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Här President. Jo, wat soll ee soen, wann eng Rapportrice esou komplett war, wéi dat hei de Fall war? „Net méi vill“, kénnt Der elo soen. Dann hutt Der Recht. Ech géif dat och esou dobäi beloosen. Ech géif dann heimat awer der Rapportrice e grouße Merci aussprieche souwuel fir dee schrifteche wéi och dee mëndleche Rapport.

An ech géif dann heimat och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Hahn. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci, Här President. Selbstverständliche énnerstëtzung d'LSAP-Fraktioun dése Gesetzesprojet, well an der Kris sinn déi Fragillst nach méi fragill wéi déi aner. A fragill Stéit feint ee méi oft a Mietwunnenge wéi an Egenheem. Dofir ass déi Décisionen hei gutt, fir déi Moossnamen, déi am Rame vun der Krisreglementéierung geholl gi sinn, bis zum Enn vum Joer ze verlängeren, dat heesch, d'Loyer net à la lettre, wéi dat am normale Gesetz virgesinn ass, all zwee Joer kénnen ze erhéijen oder ze adaptéieren, mee eng Schounfrist ze gewéssen.

Aus den Avise vun der Beruffschambere geet ervir, dass dat hei e guerde Schrëtt ass, mee dass déi méi grouss Schrëtt nach follege mus-

sen. Dat ass och eis Iwwerzeegung, zesumme mat dem Wunnengsbauministère a sämtleche Kolleegen hei an der Chamber. Hei ass eng Noutmoossnam, wou hennendrun déi Pläng musse kommen, dass mer erschwéngleche Mietwunnengen absolutt Prioritéit müsse gi bei deene grousse Wunnprojeten, déi mir maachen, an och bei méi klänge Wunnprojeten. Rezent Beispiller weisen an déi richteg Richtung. Och wann ech der Meenung sinn, dass bei ganz, ganz grousse Projeten dee Prozentsaz vun deene 25 % ganz bescheiden ass a mer duerhaus do kënnen nach eng Schépp uleeën.

Interessant ass och déi Bemerkung vun der Chambre de Commerce, dass am Sog vun dése Moossnamen, déi de Loyer bei de Privathaushersteller afriéieren, eppes Änches keint virgesi bei de Geschäftslöyeren. Och do steet Eenzelnen d'Waasser bis zum Hals.

Ech deelen d'Suerg vu mengem Virriedner, dem Marc Lies, dass et net ka sinn, dass elo am Sog vun der Kris bei zukünftegen Eegenheembeséutzer deenen d'Messer vun de Bauunternehme kann op d'Broscht gesat ginn, dass se entweeder relativ héich Zommé musse bezuelen oder, wéi dat zu engem gewéssenen Zäitpunkt ausgesinn huet, net méi weidergebaut géif ginn. Dat nennt een op gutt Létzebuergesch en Erpressungsversuch! Bon, dat huet sech e bëssem decantéiert. Mee et misst een awer déi Méibelaaschtung seriö kënnen énnert d'Lupp huele fir ze kucken, wat d'Realitéit ass a wou dovu profitéiert gétt, fir Präisser zu Onrecht ze adaptéieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Dat gesot, ass och am Avis vun der Chambre des Salariés drop higeweise ginn, dass dee Projet hei net de Problem léist vun deene besonnesch Vulnerabelen, déi weider an Eegenheem nach eng erschwéngleche Mietwunneng hinn. Dat ass och net, mengen ech, de Senn vun désem Projet. Dat musse mer iwwer aner Weeér maachen. An ech mengen, do ass d'Regierung op engem gudde Wee, grad ewéi se op engem gudde Wee war, dass se garantéiert huet d'Arbeitsminister, dass trotz Chômage partiell kee ka manger wéi de Mountmindestloun verdéingen. Well wann een énnert de Mindestloun géif falen, da muss ee mer erklären, wéi een iwwerhaapt nach sái Loyer ka bezuelen.

Dat gesot, féint dése Projet d'Énnerstëtzung vun eiser Fraktioun, an all déi Moossnamen, déi nach wäerte kommen, fir den erschwéngleche Wunnengsbau eréim erschwénglech ze maachen, gradesou. Well déi Coronakris, déi wäert iergendeng Kéier eriwer sinn. D'Wunnengskris, déi wäert iwwert d'Coronakris ewechgaon.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci vill-mools, Här Di Bartolomeo. An da geet d'Wuert bei den honorabelen Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President, ech wéll och am Numm vun der ADR der Madamm Semiray Ahmedova Merci soe fir dee ganz prezise Rapport.



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

dee Gel wäert warscheinlech, esou wéi d'Chambre des Salariés dat och seet - ech mengen, datt mer an déi Richtung musse goen -, iwwert den 31. Dezember 2020 missen erausgoen. D'Chambre des Salariés geet relativ wäit, si seet: „op e puer Joren“ - firwat net? Well da géif ee vlächt déi iwwerdrivwe Loyeran, déi gefrot ginn um Marché, e bësse méi wettmaachen. Wann ee vu Solidaritéit schwätz, d'Solidaritéit fankt jo émmer uewen un. Et ass jo dat, datt déi, déi douewe sëtzen an déi, déi am meeschten hunn, déi musse méi ofginn.

Bon, d'Fro stellt sech, an ech hoffe wierklech, datt d'Proprietäre wäerte matschaffen! Well et muss een awer och kontrolléieren, ob se dat wäerte respektéieren. Wéi gëtt dat kontrolléiert? Well ech weess och net, ob jiddwære weess, Dir wësst jo, et ass e Kräfteverhältnes téschent dem Proprietär an dem Locataire. An d'Kräfteverhältnes ass émmer en faveur vum Proprietär. Ech hoffen ...

## (Brouaha)

Jo! Et si vill Proprietären, déi hei sëtzen. Ech weess net, wéi dat ass, Proprietär ze sinn. Mee ech weess op jidde Fall, wéi et ass, Locataire ze sinn. Mee, jo, okay!

## (Interruption)

Nee, nee, nee, nee! Et ass ee besser drun am Prinzip, wann ee Proprietär ass wéi e Locataire. Also et soll ee mir elo awer keng Geschichten erzielen! A wann et esou schwéier ass, Proprietär ze ginn, dann därf een och Locataire ginn. Da kann een alles ofginn. Wann dat wierklech esou schwéier ass, mon Dieu, da kann een dat jo émdréien.

Ech hat awer och den Avis vun der Chambre de Commerce gelies. Ech muss dat méi oft maachen, well ech hu mech awer gutt ameséiert. Si si gutt! Si schreiwen, ...

## (Hilarité)

... si soen: „Passt op, ...

## ► Une voix.- Wat huet e gesot?!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- ... ulala, net datt d'Locatairen elo mengen, datt dat op éiweg wäert daueran! Also mir énnertzteten dat, mee nom 31. Dezember 2020, da bezuele se erém! An dann erhéije mer erém, da kenne mer erém erhéijen.“ Si hunn e bëssen Angscht.

Anerersäits soe se och, an dat sot d'Madamm Ahmedova jo och, anerersäits soe se och: „Jo, et misst een eppes énnertzel, wat de Bail commercial ugeet“ - et ass zwar eng aner Gesetzgebung, et ass en plus, mengen ech, en anere Ministère, well d'Betriber och ze vill héich Loyer musse bezuelen, d'Commercen an esou weider. Wat och stëmmt.

An do ass et relativ interessant, well et mierkt een, datt d'Chambre de Commerce u sech zwee kontradiktoresch Interesse vertrëtt. Si musse sech eens ginn. Well engersäits vertriebe se d'Interesse vun de Betriber, déi ze héich Loyer musse bezuelen. Anerersäits vertriebe se och d'Interesse vu Sociétéiten, déi an den Immobilie sinn an déi dofir zoustänng sinn, datt d'Loyer en esou héich sinn! An do mierkt een, datt se bei der Chambre de Commerce esou e bësse „boguen“, esou: „Wat geschitt elo? Wiem musse mer elo Rechnung droen?“ Also an eisem Jargon nenne mer dat „kapitalintern Kontradiktioonen“, an et ass immens witzeg, deem nozucken, well se do net richteg eens ginn.

Op jidde Fall, mengen ech, si mir eis all eens, an den Här Di Bartolomeo huet dat jo och virdru gesot: „Dat wäert nach laang daueran.“ Mir sinn eis däers bewosst. An ech mengen, dat heiten ass e klenge Schrëtt an déi richteg Richtung. Et muss een och hoffen, datt et gräift. An ech hoffen awer och, datt mer éischter der Chambre des Salariés nolaschtere wéi der Chambre de Commerce, wann et drëms geet, et weiderzeféieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Merci, Här President. Merci der Madamm Semiray Ahmedova firdeen exzellente Rapport. Mir Piraten wäerten d'Zoustëmmung zu désem Gesetzestext ginn.

Et ass nun emol esou, dass iwwert de Covid déi Leit, déi Loyer ze bezuelen hunn, och an eng schwierig Situations komm sinn. An all Measure, déi d'Regierung hëlt, fir déi Leit, déi loune ginn, ze énnertzteten an och fir dass de Loyer net exorbitant an d'Luucht geet, kenne mir némmen énnertzteten. A mir géife begréissen, wann d'Regierung méi esou Moossnamen an déi Richtung géif huelen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Logementsminister Henri Kox.

## Prise de position du Gouvernement

► **M. Henri Kox**, Ministre du Logement.- Här President, merci fir d'Wuert. Merci awer och virun allem emol fir d'éischt der Rapportrice fir den exzellente Rapport, dee si gemaach huet. Dofir wollt ech net allze vill inhältlech nach eng Kéier drop agoen. Ech wollt awer profitéieren, fir zu deenen engen oder anere Remarken, déi hei gesot gi sinn, kuerz awer eppes ze soen. Vlächt wichtig nach viruszeschicken: Effektiv gräife mer hei an d'Bail-à-loyers-Gesetz an. A mir gräifen an e Marché an, deen um private Secteur ass. Dat heesch, den Artikel, deen hei sech bezitt (veuillez lire: den Artikel, ém deen et hei geet), dee bezitt sech op déi privat Loyeran, déi um Marché libre u sech gestalt ginn. E bezitt sech net op déi éffentlech Wunnengen, déi mir zu abordabele Präisser eise Leit zur Verfügung stellen.

Dat erlaabt mer vlächt, indirekt och eng Antwort op dat ze ginn, wat virdrun hei gesot ginn ass, déi an déi Piste sollte mer nach verfollegen. Ech mengen, ech hu meng Iwwerschrëft iwwert déi Wunnengspolitik, déi ech wéilt méi an nei kadréieren, énnert de Motto gestalt „cibléert Wunnengsbaupolitik“, nämlech cibléert do, wou de Manktum am gréissten ass. An dat wësste mer allegueren, dat ass am Locatioun-sberäich. Dat heesch, mir müssen all zesummen, net némmen de Staat, net némmen d'Gemengen, net némmen d'éffentlech Promoteuren, an deem Beräich intervenéieren, fir och déi Gréissmöglech mat an d'Boot ze huelen an natierlech och déi Privat net ze vergiessen, Moyenen zur Verfügung ze stellen, dass déi dat och kenne maachen.

Dat Zweet, wat ech wéilt soen, dat sinn dräi Begréffer, déi mir awer och ganz wichtig sinn. Dat ass éischtens „éffentlech“, zweetens „abor-dabel“ an drëttens „nohalteg“.

Ech menge mat „éffentlech“ déi Wunnengen, déi haut um Marché sinn am éffentleche Beräich. Déi, déi do wunnen, brauche sech keng Suergen ze maachen, dass de Loyer géif explodéieren, well déi bezuelen e Loyer, deen ass pro rata hirem Taux d'effort, deen net ze vill héich ass. Mir wäerten an zwou Wochen an der Familljekommissiouen zusummen och mat der Logementskommissiouen eng nei Etüd presentéieren, déi vum LISER ausgeschafft gëtt, wou et grad ém den Taux d'effort geet, deen déi Eenzel mussen um Privatmarché opréngen. Dofir ass dat éffentleche Wunnengsbau. An dofir wär ech frô, wa mer d'Gemenge mam Pacte Logement an d'Boot kriten, fir dass dat och kann émgesat ginn.

„Abordabel“, an dat ass och schonn des Efteren hei gesot ginn: abordabel net némmen fir déi, déi am énneschte Beräich sinn, mee déi Abordabilität geet méi wáit an d'Méttselschicht eran. A mir müssen do och eppes presentéieren, fir déi Offer och an d'Luucht ze setzen.

An dat Drëtt ass awer e Begréff, deen och wichtig ass, dat ass d'Nohaltegkeet. Dir wësst, an der Vergaangenheit hu mer éffentleche Wunnengsbau gemaach, dee mer um private Marché verluer hunn. Dofir steet d'Nohaltegkeet net onbedéngt fir en nohaltege Wunnengsbau - dee mer souwisou müsse maachen no de Klimaerausfuerderungen -, mee Nohaltegkeet an der Längt vun der Offer, fir dass d'Wunnengen och längerfristeg an der Abordabilität bleiwen. An am beschten natierlech an der éffentlecher Hand, wa se schonn eng Kéier an der éffentlecher Hand waren.

Dofir, mir wäerten an der Kommissiou ... An de Moien hate mer d'Méiglechkeet, och nach eng Kéier iwwert de Bail à loyer ze schwätzten: Wéi ass et mat dem Capital investi? Mir haten de Moien eng ganz interessant Etüd, an ech wäert och do mat dem Bail à loyer mat engen gewëssener Transparenz an Novolléizbarkeit, wat de Capital investi ugeet, an d'Chamberskommissiou kommen, fir dann och d'DP ... d'Gesetz, pardon, net ...

Ech weess net, firwat ech elo op d'DP komm sinn!

► **M. André Bauer** (DP).- Ech froe mech dat och! Mee ech hat lech emol guer net gekuckt!

► **M. Henri Kox** Ministre du Logement.- Dat war elo ..., dat ass elo méi ...

## (Brouaha)

... fir d'Gesetz dann nach virum Summer wëllen ze depotéieren.

Ech soen lech Merci fir d'Énnerstëtzung.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Här Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projekt de loi 7598. Den Text steet am Document parlementaire 7598<sup>4</sup>.

## Vote sur l'ensemble du projet de loi 7598 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fankt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno

maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen, wannechgelift.

## Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholle.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauer, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Grais, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

## (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 8. 7586 - Projet de loi portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Mir kommen elo zum Projet de loi 7586, eng zäitweileg Upassung vu verschidde Prozedurvirschrëften. An ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun désem Projet de loi, déi honorable Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

## Rapport de la Commission de la Justice

► **Mme Carole Hartmann** (DP), rapportrice.- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 7586 geet et, wéi de President elo grad gesot huet, ém temporaire Adaptatiounen vun eiser Procédure pénale fir d'Post-état-de-crise-Zäit. Mir verlängeran hei eng Rei vu Mesuren, déi während dem État de crise op Basis vu groussherzogleche Reglementen geholl goufen.

Initial hat dëse Projet a sengem éischtens Artikel virgesinn, wéini a vu wiem d'Masken an de Sitzungssäll vun all eise Juridictiounen misse gedroe ginn. Vu dass mer an den Haaptgesetzer vun der Sortie de crise awer keng generaliséiert Maskeflucht méi virgesinn, quitte dass d'Maske recommandéiert bleiwen, hu mer dësen Artikel am Endeffekt aus dem Projet erausgeholl. Wann an engem Sitzungssall Leit sech ze no géife kommen, kann awer de President vun der Chamber - iwwer säi Pouvoir de police - froen, dass déi generell sanitär Reegele vun de Leit sollen agehale ginn.

Duerch d'Ewechfale vun désem generellen Artikel iwwert d'Maske betréfft dëse Projet de loi elo effektiv just déi strofrechte Prozeduren. De Parquet vu Lëtzebuerg huet, par rapport zum Champ d'application vun désem Text, a sengem Avis opgeworf, dass d'Prozeduren, déi vum 1992er Gesetz iwwert d'Protection de la jeunesse virgesi ginn, net explizitt an eisem Projet de loi opgefouert goufen. Allerdéngs hält den Artikel 19 vum Gesetz vun 1992 explizitt fest, dass all d'Dispositiounen, déi d'Poursuite pénale viséieren, sech op d'Procédure vum Jugendschutz uwenden. De Projet huet dowéinst net missen amendéiert ginn. Mir hunn de Renvoi vum Artikel 19 awer am Commentaire des articles preziséiert.

Mat désem Projet de loi bleibt et weiderhi méiglech, eng ganz Rei u juristeschen Demarchen, déi normalerweis a physischer Presenz gemaach ginn, iwwer Telekommunikationen ze erläben. Do wou en Zesummekommen net dréngend néideg ass, soll dormat d'Sécherheet vu jiddwerengem beschtméiglech garantéiert an de Risiko vun engen zweeter Covidwell minimiséiert ginn.

Konkret gesäit de Projet vir, dass Ordonnanzen vu Perquisitiounen oder Saisiën vun Dokumenter, Donnéeën oder och vun Fongen an Objeten och kenne schriftech zougestallt ginn, dat via Lettre recommandée, Fax oder och souguer per E-Mail. Sollt eng Persoun refuséieren, déi ordonnéiert Informatiounen oder Objeten erauszeginn, riskéiert si eng Amende. An der Kommissiou ass preziséiert ginn, dass dës no Ampleur vun dem respektive Fall festgelegt gëtt. Dës Strof soll awer net direkt spilen, wann eng Kommunikatioun ouni Antwort bleift. Wann een net reagéiert, gëtt probéiert, anescht un déi Persoun ze kommen. An eréisch wann en effektive Refus do ass, fir der Ordonnanz nozekommen, si mer an enger Infrastruktioun.

Da gëtt dëse Projet d'Méiglechkeet, fir Auditioone vun Zeie per Telefon oder Video ze maachen. Vu dass d'Procès-verballen an deem Fall net materiell kenneen énnerschriwwen ginn, ginn d'Auditioone opgeholle fir de Fall, wou et zu Contestatiounen par rapport zu deem, wat ausgeset gout, kënnt.

Eng Persoun, déi festgeholle gëtt oder am Prisong ass an déi muss gehéiert ginn, huet d'Recht, vun engem Affekot assistéiert ze sinn a sech am Virfeld vun engem Interrogatoire mat hirem Affekot ze énnertzen. An deem Kontext gesäit de Projet vir, dass dës zwou Assistenzen och kenneen per Video oder per Telefon assuréiert ginn. Wichteg ze soen, an och vum Staatsrot evirgestrach, ass, dass dës Assistenzen per Video oder Telefon just eng Fakultéit, also keng Obligation, ass. Dat heesch, den Affekot kann och weiderhi physisch derbäi sinn.

De Projet de loi viséiert dann eng ganz Rei u Prozeduren, wou et am Normalfall zu Depoten um Geriicht kënnt respektiv wou d'Affekote mëndlech, dat heesch a physischer Presenz, um Geriicht plädéieren. Et ass virgesinn, dass d'Demandé fir eng Nullitéit, eng Restitutioun oder eng Mise en liberté ze froen nach iwwert d'Zäit vum État de crise eraus op Dossier, also ouni physisch Presenz vun de Parteien, den Affekoten an dem Parquet kenne verhandelt ginn.

An dësem Kontext huet de Parquet vun Dikrech a sengem Avis regrettéiert, dass et domat an esou sensibile Matière wéi der Mise en liberté net zu engem kontradiktoreschen Debat kënnt an dass den Ugekloten esou net d'Méiglechkeet kritt, fir sech virun de Richter ze exprimeieren.

Am selwechte Senn ass eis Kommissiou virgeschter nach mat engem Avis vun den Avocats pénalistes befaast ginn, deen d'Wichtegkeet vun de mëndleche Verhandlungen am Strofrecht énnertzt. Mir hunn zréckbehalen, dass mer dësen Avis an eng nächster Kommissiouenssättung analyséieren an dann decidéieren, ob le cas échéant Upassunge misse gemaach ginn.

Och bei den Appeller géint Decisiounen vum Untersuchungsrichter, vun der Chambre du conseil oder géint Decisiounen, déi generell net de Fong vun eng Affär betreffen, ass virgesinn, weiderhin d'mëndlech Prozedur, déi während der Kris temporaire opgehuewe gout, duerch eng schriftech Prozedur mat kuerzen Delaien ze ersetzen.

Wann ee géint e strofrechte Urteil an Appell wëllt goen, gesäit eis Leg



méglech, genau ze soen, wéini dass déi Pandemie hei eriwwer ass a wéi laang et also Senn mécht, fir dést Gesetz oprechtzeihalen. Mir waren eis an der Kommissioneens, dass et en fonction vun der Mise en pratique vun dësem Text och während den nächste Méint nach zu Adaptatiounen kéint kommen.

Dést gesot, verweisen ech fir d'Detailer op mäi schrëftleche Rapport, ginn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hartmann. An als eische Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Ech soen direkt der Madamm Rapportrice, dem Carole Hartmann, Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Här President, ech géif e puer generell Remarke soen, déi souwuel fir dëse Projet ziele wéi fir deen anere Projet, da brauch ech just eng Kéier hei op d'Riednerpult ze kommen a mir spueren Zäit.

D'Richter an d'Gerücht sinn do, fir de Rechtsstaat ze garantéieren. Dës Feststellung ass émsou méi wichteg an engem État de crise, wou d'Regierung exorbitant Pouvoire kritt. An datt se hir Roll erfëllt hunn, besonnesch am État de crise, weist e Jugement vum 25. Mee 2020, wou d'Gerichter de Mechanismus vun de Sanktiounen, dee festgeluecht gi war an engem vun den eische Reglementer am Ufank vun dem État de crise, sanktionéiert hunn an am Fong dat confirméiert hunn, wat d'CSV vun Utank u par rapport zu deem Mechanismus vun de Sanktiounen monéiert hat.

Et ass wichteg gewiescht, an engem État de crise och déi Leit, déi op de Gerüchter schaffen, ze protegéieren, fir datt d'Gerüchter kenne viru funktionéieren, fir datt weider Urteiler kenne geschwat ginn, fir datt weider den État de droit garantéiert ginn ass. Duerfir war et richtig a wichteg, eng Rei Mesuren iwver Règlements grand-ducaux ze huelen, déi Exceptiounen - am Fong generell Exceptiounen - zu den normale Prozedureegele souwuel am penale Beräich wéi och am ziville Beräich virgesinn hunn.

Haut elo, mat dësem Projet de loi 7586 wéi och mam 7587, probéiere mer, erém vun deenen Exceptiounen par rapport zu den normale Prozedureegele lues a lues ewechzekommen, quite datt se sech nach appliziere während enger gewëssener Zäit, soit bis Enn des Joers, soit fir een, zwee Méint no dem État de crise. Well et ass wichteg, datt eis Gerüchter erém kenne sou schnell wéi méiglech normal funktionéieren, wéi dat am Code de procédure civile an am Code de procédure pénale virgesinn ass.

Duerfir wéll ech och eng Kéier hei op deen Avis vun de Penalisten agoen, deen zwar e bësse spéit komm ass - och dat muss ee soen -, mee wou se am Fong op eng Rei Problemer hiweißen, besonnesch en matière pénale, wou awer de grosse Prinzip ass vum Contradictoire oral, vum Face-à-face téshent de Rüchter respектив de Prevenuen, den Accuséen an hiren Affekoten. An näisch verhennet eis, wann d'Resultater vun dëser Epidemie weider gutt bleiwen, datt mer déi Gesetzer kénéen upassen. An ech mengen, datt d'Madamm Justizminister esou enger zukünftiger Modifikatioun och gutt gesénn ass.

Et geet drëm, mat dëse Gesetzer den Equilibr ze fannen téshent dem Respekt vun den Droits fondamentaux an dem Respekt och vun der Gesondheet vu jiddwer Eenzelnen, wéi gesot, fir datt d'Gerüchter weider kenne funktionéieren.

Dës Experienz, déi mer hei elo gemaach hunn opgrond vun deenen aussergewéinleche Reegelen, wou vill och iwver Visioconference oder, wéi d'Madamm Hartmann gesot huet, mat Signature électronique geschafft gouf - Moyennen, déi mir am Fong elo net dagdeeglech an der Justiz applizéieren an enger normaler Zäit -, erlaabt eis och, an Zukunft dee Projet ejustice, vun deem scho geschwat gétt, souluong ech schon um Barreau sinn - an ech soen elo net, wéi laang ech um Barreau sinn -, weiderzedreinen. Ech mengen, dat ass och wichteg, déi Experienzen, déi an dee Projet kenne matafélisse gelooss ginn, an dee Projet ejustice, dee mer jo och virun e puer Wochen nach eng Kéier an der Commission de la Justice virgesatt kritt hunn.

Zum Schluss wéilt ech awer dann och begréissen, datt d'Regierung schonn an engem vun

hire Reglementer eng CSV-Proposition matafélisse gelooss huet. Dat ass notamment d'Suspensioun vum Delai, fir en Aveu vun der Faillite ze maachen. Dat war eng CSV-lddi. Déi ass elo matagefloss an eent vun de Reglementer an déi gétt natierlech elo hei mat iwwerholl. An dorwieu freeë mer eis natierlech und besonnesch, well, ech mengen, et ass och wichteg, datt mer de Betriber oder deene Leit, déi Betriber geréieren, d'Méiglechkeet ginn, awer kenneen ze kucken, aus déser mësslecher Situations erauszekommen, och wa mer wëssen, datt deen een oder deen anere Betrib awer leider op der Streck bleift.

Dést gesot, ginn ech den Accord zu deenen zwee Projets de loi.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gloden. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Jo, mëttlerweil si mer jo schonn ukomm op engem Punkt, wou ee sech och emol ka Gedanke maachen iwvert déi positiv Auswirkunge vun der Kris. An ech wéilt do da vläicht just de Volet Digitalisationeraushuelen am Beräich vum Droit, wou den Här Gloden och elo grad dervu geschwat huet. D'Digitalisation eebe just am Beräich vum Droit zielt och kloer zu enger vun dëse positiven Entwicklungen.

Och wann d'Ännernungen an dësem Gesetz Enn des Joers auslafen, sou misst een awer vläicht op Basis vun der Erfahrung, déi een elo mat dëse Prozedureegele sammelt, evaluéieren, wéi eng Léieren dass een do soll erauszéien, an och kucken, ob een dës positiv Erfahrungen dann net och op Dauer eventuell kéint iwverhuelen.

D'LSAP énnertstëtzt op alle Fall all Beméiunge vun der Justiz hin zu enger weiderer Digitalisierung vun de Prozeduren, dëst natierlech ganz kloer am Aklang mam Droit de la défense.

Duerfir och den Accord vun der LSAP fir dëst Gesetz. Mir waren elo net vill méi explizitt, well d'Madamm Hartmann dat an hirem Rapport och tiptopp gemaach huet. An dofir och e grousse Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hemmen. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Charles Margue.

► **M. Charles Margue (déi gréng).** - Merci, Här President. E grousse Merci un d'Reportrice vun dësem a vun deem nächste Gesetz. Dat ass d'Carole Hartmann an ech soen him ausdrécklech Merci, dass et kuerzfristeg bereet war, fir déi Rapporten unzehuelen an därschneller Zäit, déi mer hei hunn.

Ech wéll och nach ausdrécklech eng Kéier als President vun der Kommission widderhuelen, wat scho gesot ginn ass: Dass mer den Avis vun de Penalisten an d'Kommission eranhuelen, hu mer géschter ofgemaach. Ech wéilt et énnersträichen, well deen Avis koum kuerzfristeg. Mir konnten net drop reagéieren, och net, fir dëst Gesetz elo ze verabschiden.

Ech fannen et och interessant, dass dëst Gesetz an dat nächst bis Enn des Joers ginn. Mir hunn domadder d'Geleenheit ze kucken, wéi dann och a méi normalen Zäiten eis Gerüchter kíinte funktionéiere mat Prozeduren, déi mer bis ewell net esou fir méiglech gehalen haten, déi kíinte iwver Visio, iwver Telefon sinn, haaptzäglich iwver Ecrit sinn an net esou vill am Presentiel.

Et huet, wéi ech mer soe gelooss hunn an der Kommission, besser funktionéiert wéi befaart, sou dass mer sollen och elo vun deene Méint profitéieren, déi kommen, wann dëst an dat nächst Gesetz a Krafft sinn, fir de Bilan ze maachen, mat alle Partie-prenanten, déi um Gerücht sinn. An ech hu ganz gutt héieren, dass - wat d'Penaliste jo bemängeln - den Débat contradictoire am Face-à-face, wéi de Léon Gloden et och elo gesot huet, muss kenne stattfannen. Et geet mir hei och drëm, dass mer jiddwerengem dat Gerechtsgkeetsgefill, uerdentlech vun der Justiz kenne behandelt ze ginn, kenne weidervermittelen, deenen eenzelne Leit, an dass net just „se“, dat heesch d'Affekoten an all déi, déi stellvertriedend si fir de Justiciabel, iwver hir Käpp ewech géifen handelen.

Wéi gesot, ech soen der Reportrice Merci. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktion fir dëse Projet.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Margue. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Merci der Reportrice, dem Carole Hartmann, fir dee gudde Rapport. D'Piraten wäerten hir Zoustëmmung ginn.

Ech wéll awer do nach zwou, dräi Remarken derzou maachen. Déi eng Remark hat ech och

esou an der Kommission ubruecht: datt et eis Piraten wichteg ass, wann e Mandant mat sengem Affekot géif iwwert déi nei Medie kommunizeieren, dass dann aner Mesuren, sief et eng Vorratsdatespeicherung oder e Staatstrojaner, dee Moment inaktiv sinn an dass dat och wierklich sech zu Hä Herz geholl gétt an dass déi Leit net iwverwaacht ginn, wa se mat hiren Affekoten oder anere Leit géifen dee Moment schwätzen a Vertrauleches matdeelen.

Den zweete Punkt ass mat den E-Mails. Sécherlich ass dat eng gutt Mesure. Mir ginn awer och do ze bedenken, dass et esou ass, dass déi vun deem enge Server op deen anere ginn an et émmer méiglech ass, dass hautdegsaags eng E-Mail dee Server net errechte. An deementspriechend, wéi mer och an der Kommission ze bedenke ginn hunn, ass et do, fir mat de Sanktiounen ganz duuss ze sinn a virsichteg ze sinn, well esou eng E-Mail eeben émmer mol kann net ukommen.

An op däri anerer Säit ass ze bedenken: Wann een eng E-Mail schéckt, stéet zwar heiansdo en Absender do, mee et ass net émmer deen, deen do soll stoen. Deementspriechend géife mir et begréissen, wann eng Signature électronique ganz schnell géif kommen, fir dass een och sécher ass, wien d'Identitéit hannert däri E-Mail ass, déi een op der Justiz geschéckt huet oder geäntwert huet.

Mir wäerten den Accord zu dësem Projet ginn. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministre Sam Tanson.

#### Prise de position du Gouvernement

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Jo, fir d'éischt emol merci, Carole Hartmann, fir deen ausférleche Rapport. Ech brauch net méi op d'Detailer vun dësem Projet anzegoen.

Et ass schonn ugeklungen: Et ass elo och d'Zäit, wou mer kenne vläicht scho positiv Konsequenzen aus deene leschten Erfarunge vun de Wochen a Méint, déi mer haten, zéien. Ech hat virun engen Woch eng Reunioun mat den Autorités judiciaires, mam Barreau, wou mer eeben en Échange haten iwwert de Verlauf vun der Covidkris elo op de Gerüchter. An d'Konklusioun war, dass eigentlech alles, wéi de Charles Margue scho virdru gesot huet, besser gaangen ass, wéi ee sech dat erwart huet, an eeben och, dass déi Digitalisierung, dat heesch, kenne per E-Mail eppes eraschicken, wat virdrun huet musse mat engem Déplacement verbonne sinn, u sech ganz gutt funktionéiert huet.

Et hu sech natierlech bei verschidene Kompositionen, awer bei Wäitem net bei en all, Retarden akkumuléiert, virun allem do, wou vläicht méi physisch Presenz souwisou schonn ass, wou méi Parteien hikommen, wou méi Leit och hikommen, déi net zu Lëtzebuerg wunnen; wat scho méi schwierig wor. Do sinn elo vläicht Retarden, déi festgestallt gi sinn.

An duerfir hu jo och d'Gerüchter décidéiert, si géifen d'Vacances judiciaires ém zwou Wochen no hanne verréckelen, soudass an däri Zäit bis den Ufank August nach kenne gereegelt Audienze stattfannen, wat dann och mat sech bréngt, dass probéiert gétt, nach méi vun deem Retard opzeschaffen.

Dee Projet, dee mer elo haut unhuellen - an ech soen lech Merci fir déi breit Énnerstëtzung -, dee probéiert, wéi sou villes, wat mer am Moment maachen, ze ponderéieren téshent de Mesures sanitaires Rechnung ze droen a gläichzäiteg awer net op déi fundamental Rechter ze empétierieren.

Et ass elo scho vill vun dem Droit de la défense geschwat ginn. Dat, wat d'Penalisten an hirem Avis monéieren, ech kann dat absolut novolléieren. Ech bedaueren effektiv och, dass mer et eréisch de Mëttwoch kruten.

Vläicht zur Explikatioun: Souguer ier mer de Projet de loi am Regierungsrot deposéiert haten, hunn ech net némnen d'Autorités judiciaires consultéiert, mee natierlech och de Barreau. An ech krut vum Barreau eng Prise de position, wou dat doten net en Deel dovunner wor, well soss wier dat natierlech an dee Projet hei agefloss.

Ech hunn awer haut och mam Philippe Penning vun der ALAP telefonéiert an hunn och mat him ausgemaach, dass mer eis géife kuerzfristeg zessummesetzen, fir hir Erfarunge matfléissen ze loessen. An ech hunn em och gesot, dass menger Meenung no - dat kenne mer dann zusummen an der Kommission diskutéieren - mer entweeder déi Dispositioun kennen ofschafen, wann d'Covidtexter och zu Enn sinn, well ...

Also, et geet jo hei elo ém déi reng schrëftlech Prozedure vun der Chambre du conseil. Dat

sinn Demandes de mise en liberté, dat sinn Nullitéiten, déi gefrot sinn, oder bei Restitutione vun engem Auto zum Beispill, deen een ofgeholl krut. Dat si méi provisoresh Moossnamen, mee trotzdem, et geet awer ém vill. Et geet drëm, ob ee kann aus dem Prisong erauskommen, zum Beispill. Soudass et do heiansdo ganz wichteg ka sinn, dass ee gehéiert gétt.

Ech kann dat novolléieren. Duerfir d'Propos, dass mer géifen en Amendement an deenen nächste Wochen eraginn, wou mer entweeder déi Dispositioun ganz eraushuelen oder, wéi an deem nächsten Text, dee mer haut wäerten décidéieren, wou mer soen, dass, wann eng Demande do ass, fir gehéiert ze ginn, dass da muss gehéiert ginn. Ech fannen dat absolut legitim. Ech bedaueren eeben just, dass mer déi Erfarungen, déi se gemaach hunn, net eische kruten, soss hätte mer dat natierlech hei matafleissé.

Just nach kuerz zum Här Goergen senger Remark. Ech verweisen do op den Artikel 4 vum Text, deen expressis verbis virgesait, dass guer keen Enregistrement énner iergendener Form vun däri Kommunikatioun téshent der Persoun a hirem Affekot ka gemaach ginn. Dat ass de generelle Prinzip. Dee gëllt natierlech och am Kader vun der Videokonferenz, genau wéi e gëllt, wann een den Affekot en face gesait.

Soudass mer hei déi selwecht Rechter garantéiere wéi am Normalfall, just eeben, dass et facilitéiert, dass en Affekot, deen da vläicht vu méi wäit ewech soll geruff ginn, an der Nuecht oder zu ongënschtege Momenter, a wa souwuel den Affekot an d'Partei och der Meenung sinn, dass ee sech och kíeht iwver Video-konferenz consultéieren, dass dat dann och die Moment méiglech ass.

An dat ass eigentlech och, fir vläicht d'Saache heiansdo méi séier weiderzebréngen, guer net esou schlecht an och en Element, wou mer dann an e puer Méint mussen de Bilan zéien, wat mer weider mat iwverhuelen a méi definitiv Texter a wat mer da fale loessen, wann d'Gesetz net méi néideg ass.

Merci villmools.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Tanson. An da Parole après ministre fir den Här Gilles Roth.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll och de Cortège an déi Eintracht net duerjerne-bréngen. Ech wéll just soe virun der Chamber hei, dass mer awer musse kucken, dass déi Gesetzer, déi mer hei zesummen ausschaffen an der Kommission - dat ass wierklich an der Justizkommission, mengen ech, exzellent delgongan, d'Zoustëmmung, déi mer hei ginn an dem Parlament zu deene Gesetzer -, dass déi awer och op dem Terrain als solch applizéiert ginn.

An ech wéll soen, dass déi Covidkris hei, mat allem Respekt, och mat däri néideger Distanciation, déi ee muss hunn, net zum Virwand geholl däarf ginn, déi Kris, fir elementar Grondrechter a Strofprozesser ausser Krafft ze setzen.

An ech muss lech ganz éierlech soen, ech menge, Dir kennt dée Fall och, Madamm Minister: Ech gouf de Moie vun engem Vertreider vum Barreau abordéiert; 50 Joer Experienc, bekannt. Deen huet mer vun engem Fall vu géschter erzielt, wou en da sollt den Interrogatoire matmaache mat engem Client op der Police op der Gare. Et sollt en Interrogatoire ... An Dir wéssst, dass zénter 2017 all Mensch, ob en als Temoin oder als Prevenuer gehéiert gétt bei der Police, do schonn d'Recht huet, fir sech vun engem Affekot entouréieren ze loessen.

E wollt och dohinnengoen. An do ass him gesot ginn, e misst eng Mask unhnunn. Dat ass awer aus perséinleche gesondheetleche Grénn net méiglech gewiescht. An ech liesen lech elo vir, wat d'Suite dovunner ass, en E-Mail, déi géschter vun deem betreffende Beamte vun der Police un deen Affekot gerücht gouf: « Bonjour Maître », sou an esou, « en respectant vos réflexions », schreift de Polizist, an ech liesen lech dat hei vir aus engem E-Mail, géschter, Mercredi, 17. Juni 15.00 Auer, « je suis tenu à vous informer que je vais donc terminer le procès-verbal sans l'audition de votre partie. »

Ech widderhuelen nach eng Kéier: « sans l'audition de votre partie ». « Ceci, car il n'est pas possible de changer les bureaux comme on les trouve », also sou steet do, « ici au bureau de la gare. De plus, la situation due au Covid-19 ne changera pas dans les prochains temps. »

Dir Dammen an Dir Hären, do muss ech le



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- An Dir hutt virdrun hei gesot, och vun den Avocat-pénalisten, et misst een de Principe du contradictoire respektieren, et misst een de Principe vun den Droits de la défense respektieren. Jo! Mee da kuckt och, dass et op dem Terrain de Fall ass!

Well et ka jo net sinn, dass d'Chamber hei mat grousssem Brimborium a grousssem Tamtam am Joer 2017 am Mäerz e Gesetz stëmmt, wat „Ämsetzung vun de sougenannten ABC-Direktiven“ heesch, dat heesch, dass d'Leit elementar Rechter hunn, wat hir Onscholdvermutung ass, dass d'Leit elementar Rechter hunn, wa se an engem Strofprozess involvéiert sinn ...

An do seet och ganz kloer den Artikel 3-6, aus eisem Code de procédure pénale: « A droit de se faire assister d'un avocat : ... », Punkt 3, « 3. la personne qui est interrogée au cours de l'enquête préliminaire ; ». Mee, Dir Dammen an Dir Hären, wann dat am Code de procédure pénale stët, dann ass et awer total inakzeptabel an engem Lëtzburger Rechtsstaat, dass hei e Polizist engem Affekot mat 50 Joer Erfahrung schreift: „Mee wann Der d'Mask net kënnt undoen, dann ass dat mir egal, mee da maachen ech mäi Procès-verbal ouni d'Audioution vun Ärem Temoin.“

Also Madamm Minister, dat do dat ass eppes, wat net geet! A mir hätte gären, dass zesumme mat den Avocat-pénalisten, zesumme mat der Chamberskommisoun och déi Gesetzer, déi mer hei stëmmen an dem Justizberäich, op hir Praxiswendung gepréift ginn. An dat ass eng elementar Fuerderung, déi mer och wëllen hei nach eng Kéier bekräftegen.

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Här Roth. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

► **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice.- Also, ech mengen, dat do ware jo elo zwou verschidde Saachen.

Dat eent ass d'Consultatioun vun de Professionellen. Déi maache mer. Ech consultéieren de Barreau. Ech sinn der Meenung, wann ech de Barreau consultéieren, dann organiséiert de Barreau sech, fir dann déi Affekoten ze froen, en Avis ze ginn, déi déi Matière praktizéieren. Ech ginn do dervun aus, dass dat geschitt.

Ech wëll hei awer betounen: Mir hu ganz vill net némme vun lech verlaagt an deene leschte Wochen a Méint, och vun den Autorités juridicares, och vum Barreau, fir ganz séier en Input ze kréie bei den Texter. Hei hat ech nogekuckt: Hei hate se awer fénnef Deeg, ier mer de Projekt de loi an der Regierung deposéiert hunn.

Ech wëll elo hei kengem e Reproche maachen, well ech sinn immens frou iwvert déi gutt Zesummenarbeit, déi mer souwuel an der Kommissioun hu wéi och mam Barreau. Well deen Input, dee mer vun hinne kruten, ass wichteg an ... Voilà.

Mee ech hunn, genau wéi Dir, deen Avis vun der ALAP entdeckt - wéini war et? - e Miéttwoch de Moien. Mir wäerten deem natierlich Rechnung droen. Mee mir konnten awer elo net de Projekt net stëmmen dowéinst. Well hei sinn einfach Mesuren, déi musse prolongéiert ginn, déi mer dowéinst materanhuelen.

De Fall, deen Dir elo nennt ... Ech kennen elo d'Eenzelheeten net. Dofir, Dir hutt elo hei en Extrait virgeluecht, ech wäert mech schwéier hidden, mech dorop ze prononcierien, vun deem kuerzen Extrait. Mee natierlich: De Principe ass, dass d'Reegele mussen applizéiert ginn, ob dat elo vun der Police ass oder vu soss iergendengem.

An ech mengen, mir sinn an engem Rechtsstaat. A wann een an engem Fall ass, wou déi Reegelen net ugewant ginn, dann hu mer genuch Moyenen, fir do dergéint virzegoen. Do ka weeder e Covid en Argumentaire dergéint sinn, nach soss iergendeppe.

Dofir, ech hu vollst Vertrauen an dee Confrère vun lech, deen dann esou laang um Barreau ass, dass deen och ganz genau weess, wat en domadder muss maachen. Ech wäert dem zoustännege Minister dat dote weiderginn als Information. Ech sinn net fir d'Police zoustänneg.

Dat huet awer elo net direkt eppes mat der Applikatioun vun deem heiten Text ze dinn, well do nämlech strictement násicht esou an deem Text drasteet, weeder par rapport zu de Mesuren, déi mussen agehale ginn um Gericht. Net bei der Police natierlich, dat hu mer jo erausgeholl, well mer der Meenung sinn, et féiert just zu Kontradiktounen, wann een op verschidde Plazzen énnerschiddech Mesuré gesetzlech festhält.

An der Salle d'audience ass et esou: Do ass et de Rüchter, deen huet de Pouvoir de police driwwer, wéi ee sech an der Sall d'audience ze

verhalen huet. Dat hu mer jo an der Kommisoun nach géschter diskutéiert. Ech fannen dat och richteg. Et ass net all Sall, deen d'selwecht ass. Et ass net an all Sall, wou een déi selwecht Mesuré kann uwennen.

Et hänkt och dervun of, wéi eng aner Leit an deem Sall sinn, ob do Personnes vulnérables sinn. Ech sinn der Meenung, do muss ee sech souwisou aneschters ... Et muss een einfach deen néidege Respekt, jiddweree vun eis, weisen, wa Personnes vulnérables do sinn, fir dann eeben d'Mask unzedoen, och wann déi Sécherheitsdistanz kënnen agehale ginn.

Mee voilà: De Prinzip ass natierlich deen, dass d'Gesetzer müssen applizéiert ginn.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7586. Den Text stëet am Document parlementaire 7586<sup>8</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7586 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlich Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

### **Appel nominal (votes par procuration)**

Domadder ass dése Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

## **9. 7587 - Projet de loi portant :**

### **1° prorogation de mesures concernant**

a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;

c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

d) d'autres modalités procédurales ;

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 7587 iwwert d'Weiderfierung vun den öffentleche Gerichtsverhandlungen. An nach eng Kéier ass d'Tribün fir déi honorabel Madamm Carole Hartmann als Rapportrice vun désem Projet.

### **Rapport de la Commission de la Justice**

► **Mme Carole Hartmann** (DP), rapportrice.- Léif Kolleginnen a Kollegen, wéi beim viregte Projet geet et och beim Projet de loi 7587 ém d'Verlängerung vun enger Rei zäitlich begrenzte Mesuren, déi am Kader vun dem État de crise iwwer groussherzoglech Reglementer in place gesat goufen. Mir schafen eng gesetzlech Basis fir temporaire Derogatiounen, déi gréissendeels Prozeduren op eise Gericht betreffen.

Déi éischt Article vun désem Projet de loi betreffen Affäre virun eisen diverse Juridictionen, déi an enger sougenannter Procédure écrite verhandelt ginn, dat heesch, méi einfach gesot, wou d'Argumenter haapsächlich schrifftlech ausgetosch ginn. Am Kader vun dése Procédures écrites ass am Normalfall virgesinn, dass et zum Schluss vun der Prozedur zu enger mëndlecher Sitzung kënnt, wou d'Argumenter dem Richter nach eemol kënnten duergeluecht ginn.

Fir Displacementer, déi net onbedéngt nouwendeg sinn, op e Minimum ze reduzéieren an domat de Risiko vun enger weiderer Verbreedung vum Covid-19 ze reduzéieren, gesäit dëse Projet de loi vir, dass dës Affären ouni Sitzung mat physischer Presenz kënnten ofgeschlossen ginn. Juristes soe mer, dass si „en délibéré“ geholl ginn, ouni dass d'Parteien nach eemol op d'Gericht kommen.

Wichteg heibäi ass, dass d'Mandataire vun de Parteie müssen domadder averstane sinn, dass et net méi zu enger Sitzung kënnt. Wann en Affekot treet, fir mëndlech ze plädéieren, muss en dat och maache kënnen.

Dës temporaire Derogatioun gëllt souwuel fir Affäre virun eise Verwaltunggericht, virum Verfassungsgericht, dem Kassatiounsgericht an och den zivilrechtliche Juridictionen, déi en matière civile oder commerciale siegérien a wou och eeben déi schrifftlech Prozedur applizéiert gëtt.

Wat déi schrifftlech Procédure civile a commerciale ugeet, preziséiert de Projet de loi, dass d'Affekoten, déi wëlle plädéieren, spéitstens 48 Stonne virun der Sitzung musse Bescheid ginn, ob se wëllen op d'Gericht kommen oder net. Dat musse si dem Gericht schrifftlech matdeelen, woubäi och den elektronische Wee op ass.

Dës prozedural Derogatiounen sinn, wéi gesot, zäitlich begrenzt a gëlle vum État de crise bis Enn des Joers.

Am Projet de loi gëtt do dernieft an zwee Article virgesinn, dass Requêteen oder Demanden, déi während dem État de crise ageleet goufen, déi awer bis elo nach net tranchéiert sinn, nom État de crise no den temporair Reegelen, déi en place gesat goufen, verhandelt ginn. Et geet dobäi drëm, fir dës Affären net nees bei null ufanken ze müssen.

Déi zwee concernéiert Article viséieren enger-säits Requêteen, déi beim Familljegericht eragaange sinn, an anerer-säits eng spezifisch Demande, déi et de Parteie während dem État de crise erméiglecht huet, fir eng Derogatioun zu der allgemenger Suspension des délais ze froen. A bëide Fäll hu mer op der Basis vun den Avisen, déi mer erakruten, an den Diskussionen an der Kommissioun am Commentaire des articles eng explizitt Referenz op d'Règlements grand-ducaux gemaach, déi während dem État de crise applikabel waren.

Wat d'Suspension des délais ugeet, ass et wichteg ze énnersträichen, dass déi generell Suspension vun de prozeduralen Delaien net verlängert gëtt. Dat heesch zum Beispill fir en Delai vu 40 Deeg, fir Appel ze maachen, dass, wann en Urteil fénnef Deeg virum Ufank vum État de crise zougestallt ginn ass, de Rescht vun dése 40 Deeg, dat heesch an désem Fall 35 Deeg, nom État de crise weiderlafen.

Mir confirméieren allerdéngs, sou wéi et am Règlement grand-ducal iwwert d'Suspension des délais virgesinn ass, d'Prorogatioun, déi bei legalen a konventionelle Delaien virgesi gouf, fir eng éischtinstanzlech Prozedur anzeleeden.

Wa mer dës Prorogatiounen net géifen ivverhuelen, hätte se keng legal Basis méi. Duerfir brauche mer e Régime transitoire, wou mer weiderhi virgesinn, dass d'Delaien, déi während dem État de crise ausgelaf sinn, ém zwee Méint nom État de crise verlängert ginn an dass d'Delaien, déi am Mount nom Akraaftriebe vun désem Gesetz auslafen, ém ee Mount no hirer ursprünglecher Date d'échéance verlängert ginn.

Ech énnersträichen op déser Platz, dass d'Prorogatioun vun désen Delaien och fir d'Recours gracieux gëllt. Dës Recourse waren initial net am Règlement grand-ducal virgesinn, sinn awer no Diskussionen an eiser Kommissioun och derbäigesat ginn.

De Staatsrot hat a sengem Avis nach d'Fro opgeworf, ob d'Péremption d'instance och couvriert ass. Dës Prozedur ass och schonn am

Règlement grand-ducal viséiert a gëtt deemno och am Gesetz viséiert.

Och ass d'Fro gestallt ginn, ob eng strofrechtech Prescription, déi am Mount nom État de crise (veuillez lire: déi an de Mount nom État de crise fält,) énnert dës Prorogatioun fält. An och hei ass d'Antwort: Jo. Dësen Artikel gëllt och en matière pénale.

Niewent déser genereller Prorogatioun vun den Delaien, fir ze cloen oder fir e Recours gracieux anzeleeden, hu mer an désem Projet de loi awer och eng Rei spezifesch Delaien explizitt suspendéiert:

Sou sinn d'Deguerpissementen, déi am Kader vun engem Bail d'habitation oder engem Bail commercial ordonniert goufen, während engem Mount suspendéiert.

Eng Déclaration de naissance, déi normalerweis innerhalb vu fénnef Deeg no der Geburt muss gemaach ginn, kann nach während engem Mount nom État de crise gemaach ginn.

D'Delaien, wat d'Ventes immobilières forcées uginn, ginn nach zwee Méint suspendéiert.

A während sechs Méint ka weiderhin en Aveu de faillite gemaach ginn, wéi de Léon Gloden et och scho gesot huet.

Här President, an désem Projet de loi hu mir an engems och virgesinn, dass d'Assemblée-générale vum Barreau a vun der Chambre des Notaires ausnamweis dést Joer am September kënnten ofgehale ginn. De Projet de loi preziséiert och, wéi d'Iwwergangszäit vun de Mandatairen an deenen zwee Gremien ausgesait, wéini a wéi laang déi jézig Mandatairen also nach den Interim maachen.

EE leschte Punkt betréfft d'Gesetz iwwert d'Lëtzburger Nationalitéit. Hei gëtt proposéiert, fir d'Date limite fir eng Déclaration de recouvrement de la nationalité ze maachen, ém ee Joer, op den 31. Dezember 2021, ze reportéieren.

Wat d'Entrée en vigueur vun désem Gesetz ugeet hat de Staatsrot eng Opposition formelle opgeworf. Soudass mir kloer festgehalten hupp, dass dést den éischten Dag nom État de crise a Krafft trëtt.

Dést gesot, verweisen ech fir déi weider Detailer op de Rapport écrit. Ech ginn d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

### **Plusieurs voix.- Très bien!**

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci vill-mools, Madamm Hartmann. Den éischten agedroene Riedner, den honorabelen Här Léon Gloden, hat schonn den Accord vun der CSV-Fraktioune ginn, soudass ech d'Wuert kann direkt weiderginn un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

### **Discussion générale**

► **Mme Cécile Hemmen** (LSAP).- Jo, merci, Här President. Merci och der Rapportrice. Dat war wierklich e ganz detaillierte Rapport, dee se gemaach huet, wierklich all d'Punkte schéin eenzel opgezielt an och gutt verständlech. Merci duerfir. Deem ass násicht bázefügen.

An d'LSAP gëtt selbstverständlich hir



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Här Goergen. An da kritt d'Wuert déi honorabel ... O, net déi honorabel ...

► **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice.- Ech sinn net honorabel? Här President?!

(*Hilarité*)

► **M. Fernand Etgen**, Président.- D'Madamm Justizministesch Sam Tanson huet d'Wuert.

(*Hilarité*)

Et ass un der Regierung wannechgelift.

## Prise de position du Gouvernement

► **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice.- Merci, honorabelen Här President. Ech hu virdru gesot, Här Goergen, ech hunn lech den Artikel aus dem Gesetz virgelen, dass déi Enregistrement téschen Affekot a Partei, déi am Kader vun enger Policeauditoun zum Beispill géife stattfannen, net géifen enregistréiert ginn. Ech hunn dat Wuert „Staatstrojaner“ net an de Mond geholl. Dat ass de generelle Prinzip.

(*Interruption*)

Genau.

(*Hilarité*)

Voilà. Hei ass e bësse méi e Fourre-tout nach wéi dat en matière pénale. Et geet awer och hei ganz vill dréim, dass Vereinfachungen eigentlech stattfannen, dass keng Deplacementer musse sinn, dass Prozeduren, déi souwisou schréftlech Prozedure sinn, dann net nach mat engem zousätzlechen Deplacement vun den Affekot verbonnen sinn. Natierlech just, wann d'Affekoten och net esou eng Demande maachen, also d'Parteien net eng Demande an deem Senn maachen, fir sech ze deplacéieren.

Vlächst fir just effektiv nach eng Kéier en Accent ze setzen, zousätzlech zu deem, wat d'Madamm Hartmann natierlech ganz am Detail a pertinent developpéiert huet: Wat elo vlächst virun allem fir de Particulier wichteg ass, ausserhalb vun deene Saachen, déi da méi d'Praticienc vum Droit concernéieren, ass eebeen, dass d'Déguerpissements forcés, déi elo geschwatt gi sinn oder déi elo nach geschwatt ginn, eebeen nach eng Prorogatioun ..., eng Suspensioun hunn ém ee respektiv zwee Méint. Dat ass bei den Déguerpissement-forcéen, déi nach fir e weidere Mount ausgesat ginn. An dem Reglement vum 25. Mäerz ware se suspendéiert. An dat gétt prorogéiert. Déi Suspensiounen, déi geschwatt gi ware fir aner, déi virgesinn ...

(*Brouaha*)

Pardon! Ech sinn e bëssen dekonzentréiert hei. Ech hunn e fréiere President, dee mer an d'Ouer schwätzt.

(*Hilarité*)

Also, mir haten am Reglement vum 25. Mäerz eng Rëtsch Suspensiounen, déi virgesinn waren. Déi ginn hei ém ee respektiv zwee Méint prorogéiert. Dat ass bei den Decisiounen, wou een dann net direkt muss e Recours maachen. A beim Déguerpissement forcé, wou et dréims geet, dass Leit mussen erausgesat ginn aus hirer Wunneng zum Beispill, do ass et: Wann elo eng Decisioun kennt oder wann et schonn eng Decisioun gétt, déi ginn nach eng Kéier ém ee Mount verlängert.

An dat Zweet ass eppes, wou ech relativ paff war iwwert d'Envergure. Dat ass eebeen déi Prolongatioun vun de Recouvrement vun der Nationalitéit. Wann een d'Zuele kuckt: 2009 waren et nach 22 Dossieren, déi sou ugefrot gi sinn. 2019 ware mer bei 5.000 Dossiere vun deene Recouvrementen.

An et sinn eebe ganz vill Leit, déi sech nach virgeholl haten, dést Joer heihinnerzekommen, fir déi lescht Formalitéiten ze maachen, fir bis zum Enn vum Joer eebe kennen d'Nationalitéit zréckzéieren, déi hir Virfaren haten. Ech krut Honnerten E-Maile vu Leit aus den USA an aus Südamerika, déi geplant haten allegueren, virun allem fir Nationalfeierdag heihinnerzekommen, fir d'Lëtzbeuger Nationalitéit ze créieren.

Dofir, vu dass dat natierlech am Moment eng Saach vun der Onméiglechkeet ass an et wichteg war, fir deene Leit awer elo net dat Recht ze beschneiden, sinn ech ganz frou, den Accord ze créieren, fir dass mer dat nach kennen ém ee Joer verlängeren.

Voilà! Merci villmools fir Är Zoustëmmung.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskusioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projekt de loi 7587. Den Text stéet am Document parlementaire 7587<sup>7</sup>.

## Vote sur l'ensemble du projet de loi 7587 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

### Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dése Projet eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 10. 7577 - Projet de loi concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Als nächst kënnt de Projet de loi 7577 iwwert d'Bestietnis an engem anere Gemengegebai wéi dem Gemengenhaus. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Pim Knaff, den Här Dan Biancalana, den Här Roy Reding an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Reporter vun désem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de la Justice

► **M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Hären, wat wann dee schéinstn Dag vum Liewen an d'Coronazäit fält, deen Dag, wou d'Koppel sech Jo seet fir d'Liewen op hirem Hochzäitdag? D'Gemengen, déi d'Hochzäiten duerchéieren, musse garantéieren, dass d'Hochzäiten am Respekt vun de Gestes barrières duerchgeführt ginn, fir d'Verbreedung vum Virus ze verhënneren.

Genau dofir musse vill Gemengen op en anere Sall zréckgräife wéi deen, dee se am Gemengenhaus hunn. A genau doréms geet et bei désem Gesetz, wat ech lech elo hei wéll presentéieren.

Eng Partie Koppele verleeën fir Hochzäit elo natierlech oder soe se of. Mee d'Majoritéit vun de geplangten Hochzäite gétt wuel awer gemaach. Sou krut ech et op alle Fall vun dem Stater État civil confirméiert.

Dat weist och d'Necessitéit vun deem heite Gesetz, mat deem mir de Gemengen d'Méiglechkeet ginn, d'Hochzäiten och an anere Gemengegebaier wéi dem Gemengenhaus ze organiséieren, eebe fir d'Hochzäiten am Respekt vun de sanitäre Bestëmmungen ze organiséieren - fir Hochzäit, ee vun de ganz wichtige Momenter am Liewe vu ville Leit.

Am État de crise gouf mat der Ännérung vum 17. Abrëll vum Reglement vum 18. Mäerz d'Maximalzuel bei Hochzäiten iwwregens op 20 Persoune festgeluecht. De 4. Mee huet de Regierungsröt dann och eng Derogatioun vum Artikel 75 decidéiert, déi et de Gemengen erlaabt, en anere vun hire Säll fir d'Hochzäite festzeleeën.

Mam Gesetzesprojet 7577 huele mer de Relais vun deem Réglement grand-ducal fir d'Zäit nom État de crise, wou de Coronavirus jo nach net iwwerwonnen ass an de Staat an d'Gemengen

hiren Aufgaben, wéi hei bei den Hochzäiten, a glächzäiteg dem Schutz vun de Bierger virun der Pandemie müssen nokommen.

Mir derogéiere weiderhin temporaire vum Artikel 75 vum Code civil, fir dem Officier vum État civil d'Méiglechkeet ze ginn, fir d'Hochzäit an engem anere Gemengegebai ewéi dem Gemengenhaus ofzehalen. Wéll da méi grouss Säll kenne genotzt ginn, kenne méi Frénn a Famill un deem wichtegen Dag vun der Koppel deelhueLEN, an dat am Respekt vun de sanitäre Bestëmmungen.

D'Gebai muss engem Gemengeservice affektéiert sinn. D'Hochzäit kann deemno zum Beispill och an engem Centre culturel, an enger Sportshal oder an enger Museksschoul ofgehale ginn. De Schäfferot kann esou ee Gebai festleéen, dat den Inneministère approuvéiert. A bis elo goufen et iwwregens 24 Gemengen, déi esou eng Demande eraginn hunn.

D'Gültigkeit vun désem Gesetz ass op ee Mount festgeluecht. An eng Prezisioun, wat de Pacs ugeet: Do muss keng Ännérung gemaach ginn, well d'Pacsgesetz vum 2004 keng Plaz festleet fir d'Deklaratioun vum Pacs.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Justizministesch an d'Inneministesch hunn de Gesetzesprojet 7577 de 7. Mee deposéiert. De Staatsrot huet den 19. Mee sain éischten Avis ginn an de 16. Juni sain Avis complémentaire. Déi concernéiert Chamberskommissiouen hu sech den 10. Juni eng éischte Kéier mat dem Text befasst. An d'Justizkommissiouen huet den 12. Juni d'parlementaresch Amendement ugeholl an de 17. Juni de schréftleche Rapport.

Ech kommen dann zu den Avisen a verweise fir den Detail op mäi schréftleche Rapport. De Staatsrot huet a sengem Avis gemengt, dass d'Designatioun vum Edifice alternatif iwwert de Procureur d'État misst lafen. D'est, well am Artikel 57 vum Code civil schonn eng Derogatioun besteet. Deemno kann den Officier de l'état civil sech mam Accord vum Procureur d'État déplacéieren, fir de Mariage op enger Artikelfestleit fir d'Approbatioun iwwert den Inneministère soll lafen.

Well et sech hei beim Gesetzesprojet awer net ém Ausnamesituatiounen handelt, wéi bei deen am Artikel 75 beschriwwene Fäll - et geet hei ém Persounen, déi sech aus graven Ursachen net kennen an d'Gemengenhaus déplacéieren, dat kann zum Beispill sinn, well een um Stierbett läit oder am Prisong ass -, ass d'Kommissiouen awer der Meenung, dass déi heite Prozedur fir d'Approbatioun iwwert den Inneministère soll lafen.

De Stater Parquet huet a sengem Avis och geschriwwen, datt en dem Staatsrot seng Argumentatioun op désem Punkt net deelt. D'Kompetenz fir d'Designatioun vum Sall fir d'Hochzäite géif gutt beim Schäfferot leien, deem seng Decisioun jo da vum Inneministère muss approuvéiert ginn. D'Gemengenautoritéite kennen hir Lokalitéiten, hunn Erfaring a wéissen, wou een d'Zeremonie beschréftlech ofhale kann.

De Syvicol freeet sech awer, firwat d'Approbatioun vum Ministère de l'Intérieur drasteet, well déss an der aktueller Versioun vum Gesetzesprojet 7514 iwwert d'Tutelle administrative soll fir den Artikel 22 ofgeschaft ginn.

A sengem Avis complémentaire huet de Staatsrot da geroden, d'Entrée en vigueur vun désem Gesetz net un eent vun de sougenannte Covid-gesetzer - an désem Fall de Gesetzesprojet 7606 - ze koppelen, wéi mir et ee Moment wollte maachen, mee et einfach op ee Mount ze limitéieren. An d'Kommissiouen huet zesummen decidéiert, dár Remark nozkommen.

Och d'Dikrecher Geriicht approuvéiert den Text a stellt d'Fro no der allgemenger Iwwerschaffung vun dem Artikel 75 en vue vun enger Upassung vun de Bräich un d'gesellschaftliche Entwicklung, an désem Fall vun der Hochzäit.

An deem Kontext verweisen ech op de Regierungsaccord, an deem steet, dass d'Gemengen an der Organisatioun vun zivilen Zeremonien, wéi den Hochzäiten oder Begriefnisser, sollen énnerstétzzt ginn an d'Legislatioun an deem Senn soll moderniséiert ginn. Wann och just temporaire, kann een dat heite schonn als en éischte klänge Schrétt an dës Direktioun gesinn, well d'Hochzäiten elo an anere Säll kennen organiséiert gi wéi bis ewell. E weidert Beispill, wou déi aktuell Kris eng Entwicklung acceleréiert huet.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. Mam Gesetzesprojet 7577 kënnten d'Gemengen den nächste Mount fir d'Hochzäiten och op aner Gemengesall zréckgräfen ewéi just am Gemengenhaus. Esou kënnten Hochzäiten am Respekt vun den aktuellen Gestes barrières gefeiert ginn, fir d'Verbreedung vum Covid-19 ze verhënneren an awer d'Hochzäiten énner flotte Konditiounen duerchéieren, wat fir d'Koppel, déi sech bestit, hir Famill an hir Frénn wichteg ass.

An deem Senn wünschen ech all de concernéierte Koppelen, déi sech an désen Zäite bestueden, vun déser Plaz all Gudden an e schéint Fest mat hirer Famill an hire Frénn. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktiouen.

(*Brouaha*)

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Benoy. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem François Benoy, dem Reporter, villmools Merci fir sâi schréftlechen a mëndleche Rapport. E war wéi émmer gutt, bis op déi lescht Minutt.

(*Hilarité*)

Jo! Dat bréngt eis och do e bëssen a Schwierkeeten. An, Här President, ech géif lech wierklech bieder, dass Der mer erlaabt, fir eng Minutt vläicht drunzehänken. Ech explizéieren lech och ganz éierlech firwat.

Mir sinn als CSV selbstverständliche dermat d'accord, dass während der ganzen Covidkrise d'Méiglechkeet besteht fir d'Gemengen, fir net némmer am Büro vum Buergermeeschter oder an enger Salle de mariage ze bestueden, mee zum Beispill an engem Centre culturel oder soss an enger Gemengeninfrastruktur. Do soe mer ganz kloer: „Jo!“

Ech soen och ganz kloer, dass mir léiwer gesinn hätten, dass déi ursprünglech Versioun, sou wéi se vun der Regierung an och vun der Chamberskommissiou festgehale ginn ass, nämlech, dass déi Moosnam hei, fir op enger anderer Plaz wéi an der Gemeng ze bestueden, gezielt hätt iwwert déi ganz Zäit vun der Covidkrise an dass mer net onbedéngt den Text vum Conseil d'État iwwerholl hätten, fir déi Zäitdauer hei op ee Mount ze beschränken.

Well wann Der elo dat Gesetz huet, ech ginn dervun aus, dass dat, loosse mer soen, e Méindeg, en Dënschdeg an dem Mémorial ass, dann zielt Der e Mount derbäi, da fale mer an, soen ech emol, déi grouss Vakanz. A wa mer dann net dat Gesetz, oder zumindest d'Disposition, déi Zäitdauer vum Gesetz festsetzt, verlängeren, dann zielt ab Enn Juli déi Bestëmmung hei net méi, ouni dass mer awer sécher sinn, dass allegueren déi Mesur vun der Distanciation physique - dat heescht, den Ofstand, deen ee muss halen -, dann allegueren ofgeschaft sinn. Dat wéssé mer haut net. Et ass awer eng Probabilitéit, dass dat kéint sinn.

Duerfir, wa mer un désem Gesetz festhalen a mir stëmmen et mat, da muss ee sech bewosst sinn, dass ee gegeebenfalls zäitlech eng Kéier do muss virun der grousser Vakanz oder virun de Vacances parlementaires nobesseren.

Dat wat mer net deelen, an dat soen ech awer gradesou däitlech, well et war e relativ grouss Rumouers bei eis am Eck elo, dat ass nämlech, dass een déi temporaire Moosnam hei, déi sénouvoll ass an déi jo eng spezifesch Ursache huet, nämlech d'Covidkrise, dass een déi elo verbénnt mat dem Verweis op de Regierungssprogramm, nämlech engem Regierungsprogramm, wou steet, an de François Benoy huet et elo gesot, dass ee géif déi ganz Zeremonie moderniséieren.

Éischtens si mer der Meenung, dass dat net Partie intégrante ass vun engem Rapport v



gött -, dass et eischtens en Acte public ass, dass et en Acte solennel ass an, wéi d'Fransousen et schreiwen: „qui répond aux valeurs républicaines“. An déi Iddi - ech kommen herno dorborber zréck -, déi fénnt sech och an dem belsche Code civil erém.

De Prinzip ass: Et gëtt ee bestuet op der Gemeng, also an der Märei. Dat ass a Frankräich, an der Belsch an zu Lëtzebuerg. Geet dat net, ass en Empêchement do, zum Beispill, wann eng Persoun sech net kéint dohinner deplacéieren, wann eng Persoun krank ass, da kann op Requisition, dat heesch, op Demande vun dem Procureur oder mam Accord vun dem Procureur, bestuet ginn an der Residence oder am Domicile vun engem vun deenen zwee Leit aus där Gemeng. Dat ass an deenen dräi Länner déi selwecht Regel.

Da kënnt nach eng Regel derzou. Dat ass déi, wann eng extreem Urgence ass, losse mer soen, am penibelste Fall e Stierfall, an déi Leit, déi wëllen awer nach kuerz virum Doud vun engem vun de Partner sech bestueden. Abee, da kann de Buergermeeschter, ouni dass e virdrun den Accord huet - dat ass also seng ege Responsabilitéit -, sech transportéieren, losse mer soen op d'Stierbett. Ech ginn dervun aus, dass dat meeschters an deene Gemengen ass, wou eng Klinik ass, e Spidol oder eng Maison de soins, a manner engem Fall. Hie muss awer dann herno de Procureur dovunner informéieren.

Dann ass dee véierte Fall, an et ass deen, dee mer jo dann uschwätzen: Wéi ass et dann, kann ech op anere Plazzen, en dehors vun deenen dräi Fäll hei, bestueden? An da si mer an deem Fall, dee mir hei elo als temporaire ugesinn.

D'Fransousen, déi gesinn zénter 2016 dat vir, dass de Buergermeeschter, well deen den État civil mécht - et ass eng gewësse Logik dran -, dass dee kann dem Procureur eng aner Lokalitéit - et ass e „Bâtiment“ communal, och do läit ... Et ass e „Bâtiment“, net e „Local“ communal. Wann et e Bâtiment communal ass, da sinn zum Beispill aner Plazzen ausgeschloss. A kritt en do keen Avis contraire vu senger Autorité supérieure, da gëtt dee Local communal oder dee Bâtiment communal zréckbehalen.

Dat heesch, och a Frankräich ass et net méiglech, fir sech an engem Park, op enger Wiss - et ass e Bâtiment communal - ze bestueden. Firwat? Si argumentéieren dat mat der Publicitéit, mat der Solennitéit a mat de Valeurs républicaines.

Firwat Valeurs républicaines? Majo, dass kee stigmatiséiert gëtt. Dass deen een an engem Schlass bestuet ka ginn, seng privat Demeure eventuell, deen aneren an enger feudaler Demeure, wéi se och émmer op dem Site vun der Gemeng ass, an deen aneren, dee kann dat net maachen. Also dat huet eng gewësse Logik!

Bei de Belsch ass et och esou. An der Belsch, do kann némnen de Gemengerot decidéieren, fir och an engem anere Bâtiment communal ze bestueden. Dat heesch, et ass net esou, dass een hei iergendeng Plaz sech erauswënscht a seet: „Ma Buergermeeschter“, oder wien och émmer den État civil mécht, „kommt Dir elo dohinner!“, ... a spilt, op gutt Lëtzebuergesch gesot, de „Pausenclown“, mat aller Cérémonie zwéschent Entrée an Haaptplat op där Plaz, déi Koppel sech da wünscht.

An ech wollt dat, ...

#### (Interruptions)

Entschëllekt, dass ech dat e bësse méi laang ausgefouert hunn, mee ech wollt nach eng Kéier, bei aller Sympathie, déi ee vlächt fir de Caractère solennel a fir déi Feier vun där betraffener Koppel kann hunn, awer mat Nodrock drop hiweise, dass et sech hei beim Bestietnis ém en Acte de l'état civil handelt an dass een deen Acte de l'état civil net liichtfankeg kum Liue deplacéieren, wéi dat engem vlächt am Interessi vun der Koppel, oder där zukünfteger Koppel, passt.

An et ass dat och déi Argumentatioun, Dir Dammen an Dir Hären - an ech entschëllege mech nach eng Kéier, dass et e bësse méi laang ass -, firwat dass sech d'CSV, an ech kann dat elo soen, mat där Iddi, déi am Regierungsprogramm oder am Koalitionsprogramm vun dëser Regierung virgesinn ass, firwat dass mir eis schwéierdinn domat, fir dat se maachen. Wéi gesot, net einfach, fir Nee ze soen, mee op Basis vun awer enger dach pragmatischecher a rechtliche fundéierter Approche, notamment déi vun eisen zwéin Nopeschlänner, vu wou eise Code civil och ass.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz vun der CSV-Fraktiou.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Roth. Dann huet den Här François Benoy d'Wuert gefrot.

► **M. François Benoy** (déri gréng).- Merci, Här President. Et wär fir Fait personnel. Ech soen dem Här Roth ...

► **Plusieurs voix**.- O!

► **M. François Benoy** (déri gréng).- ... villmools Merci fir seng luewend Wieder fir mäi Rapport, fir bal dee ganze Rapport. An ech wëll just drop hiweise, dass ech am Kontext vun engem Avis, nämlech deem vun dem Dikrecher Gericht, ganz neutral, ouni eng perséinlech Appréciatioun dervun ze maachen, dat virgelies hurn, wat am Regierungsaccord steet. Ech mengen, dass dat just eng ganz neutral Duerstellung vun der Saach ass.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Ech ginn d'Wuert weider un den nächsten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Pim Knaff.

► **M. Pim Knaff** (DP).- Voilà, Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, merci un de Reporter Lex Benoy fir sain exzellente schriftechen a mëndleche Rapport.

► **Une voix**.- François Benoy.

► **M. Pim Knaff** (DP).- Pardon. François Benoy!

Dés sanitär Kris hat en Impakt op ganz vill Beräicher, esou och op d'Actes de l'état civil, wéi notamment d'Hochzäiten. Mee bei alle Grenzen, déi eis dës Kris opgewisen huet, gesi mir als DP déi awer och als eng Chance, nei Méiglechkeeten ze fannen, fir eist weidert Liewen aneschzt ze gestalten.

Eng Hochzäit ass eppes ganz Spezielles. Et muss een net bestuet si fir ze wëssen, wéi vill Preparatioun, Zäit an Aarbecht an esou en Dag investiéert gëtt. Déi énner lech, déi bestuet sinn, erënnerne sech ganz sécherlech gutt un de vollen Agenda vu Rendez-vousen, déi hu musse fixéiert ginn, an dëst oft Méint a souguer Joren am Viraus.

(Brouhaha)

Mee bei allem Stress, deen dësen Dag mat sech bréngt, bleift en awer och e ganz spezielle Moment an engem sengem Liewen, op deen och speíder émmer erém gären zréckkuckt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi Koppelen, déi dësen Dag dëst Joer an hirem Kalenner markéiert haten, leeft alles e bëssen aneschzt. Déi normal Prozedure sinn net méi a Krafft an de Covidvirus hat bei villen, déi a grousser Erwaardung op hiren Dag gewaart hunn, dëser Virfreed en Deckel opgesat.

Dofir si mir als DP frou, dass dëst Gesetz et de Gemenge weider wäert erlaben, dës offiziell Feieren och ausserhalb vun de Gemengenhäiser ze zelebréieren. Mir begréissen, dass vum normalen Zivilgesetz ofgesi gëtt, fir dass och an deene Gemengen, wou et méi schwéier gewiescht wär, sech un déi sanitär Moossnamen ze halen, Hochzäite kënnen ofgehale ginn an esou d'Koppelen och weiderhin d'Geleeéheit kreien, hiren Dag trotz der Kris ze feieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech kuerz op den Avis vum Dikrecher Bezierksgericht zréckgräifen, wou se dëse Projekt, änlech wéi mir, als eng Opportunitéit gesinn, den Artikel 75 vun eisem Zivilrecht och fir d'Zukunft unzepassen. Mir als DP géif et begréissen, wa géif consideréiert ginn, dëst Gesetz och no der Coronakris weider oprechzeerhalen.

Als Demokratesch Partei wëlle mir eis Gemen gen an der Organisatioun vun zivilen Zeremonien énnertétzten a si mat modernen, flexibele Gesetzer an hire Funktiounen stärken.

Loosst eis positiv an oppen no vir kucken an déi Méiglechkeeten, déi sech elo opdinn, erhalen, fir och an der Zukunft fortschréttlech an am Senn vun enger opgeschlossener Politik ze agéieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn domadder den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Knaff. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Dan Biancalana.

► **M. Dan Biancalana** (LSAP).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, dëst Gesetz geséit jo vir, dass am Kader vum Covid-19 kann ausserhalb vum Gemengenhaus d'Bestietnis duerch den Officier de l'état civil, wat de Buergermeeschter ass, vollzu ginn an engem Gemengegebai, dat de Schäfferot jo definéiert, festleet a wat jo och da vum Innemistère gütteheesch gëtt.

Dëst ass u sech, mengen ech, ganz, ganz positiv, well et de Gemengenautoritéiten eng Flexibilitéit gëtt, eng Auswärméiglechkeet gëtt, wou engersäits déi sanitär Exigenzen agehale ginn, respektéiert ginn, well et am Fong

d'Gemenge sinn, déi hir euge Gebailechkeeten am beschte kennen.

An dëst ass, mengen ech, och net onwichteg, well fir eng Koppel, déi sech bestit, zesummen och mat Famill a Frénn, déi se derbähunn, ass et sécherlech e schéine Moment an hirem Liewen, an dee soll a gudde Konditiounen ofgehale ginn. An duerfir suergen da jo och d'Gemengen.

An deem Senn ginn ech och hei den Accord vun der LSAP-Fraktiou, mee net ouni awer dem Rapporteur, dem François Benoy, Merci ze soe fir sái ganz gudde mëndlechen a schrifteche Rapport.

Wann een awer méi wäit wëllt kucken a wann een awer och däi Auswärméiglechkeet, der Maison communale plus eent, wéi et de Moment jo de Kader ass, wann een deem méi wëllt Rechnung droen, well een Demanden huet aus der Gesellschaft, well een awer och eng Ouverture huet, Kloer, vu verschidde Gemengen, och am allgemenge Secteur, wann een deem méi en definitive Charakter wëllt ginn, da soll een en toute sérénité dorriwwer diskutéiere mat deenen zwou Ministeschen zusummen an deenen zwou Kommissionen, wéi eng Modalitéiten een deem ka ginn, wéi een et a Form ka bréngen, fir däi Ouverture, mengen ech, och en definitive Charakter ze ginn.

Dat ass haut sécherlech net de Fall an dësem Kontext, wou mer sinn, mee et soll een awer op alle Fall déi doten Diskussiouen weiderféieren.

Villmools merci!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen** (ADR).- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt mech ganz kuerz faassen: Ech ginn am Numm vun der ADR d'Zoustëmmung zu dësem Projekt.

Dat gëtt dann de Leit fir e gudden, schéinen Dag, dee se da feieren, d'Méiglechkeet, auszwäichen op en anert Gebai, wann d'Situatioun et net aneschzt erlaabt.

An et ass och gutt, datt et begrenzt ass fir e Mount. Ech fannen, en Acte de mariage ass en zivilrechtlichen Akt. Dee soll scho würdeg gefeiert ginn. A mat deenen heiten Ausname-méiglechkeeten erlabe mer de private Leit déi eng an déi aner Méiglechkeet, auswärts dat ze maachen. An ech ginn domadder eis Zoustëmmung.

(Interruption)

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Merci, Här President, a merci dem Rapporteur. Also, et ass virdrun ugeklungen, dës Säit huet déi eng Meenung ... Also, als Piraten si mir e bësse gespalt do dertéisch, wat d'Zukunft no dësem Mount soll ugoen.

Mir sinn och der Meenung, d'Hochzäite solle kënnen an anere Raim stätfanne wéi némnen an der Gemeng selwer. Eischteens, heiansdo ass et net ganz flott an deene Raim; heiansdo hu se och net genuch Platz. An ech erënnerne mech selwer u meng Hochzäit, wéi schwéier et war ze decidéieren, wie vun deenen 20 Leit elo iwwerhaapt däerf derbäi sinn. Wär deemools eng aner Méiglechkeet do gewiescht, dann hätt ech dat scho begréisst!

Wat mir als Piraten awer och nach wollte fir d'Zukunft mat op de Wee ginn, well mer hoffe jo, dass och eng Kéier d'Diskussiouen wäert stattfannen, wéi d'Hochzäite moderniséiert kënnen ginn: Mir wäerten eis awer och ganz kloer dergéint ausschwätzten, dass herno de Buergermeeschter oder een aneren aus dem Gemengen- oder Schäfferot muss an den deierster Restaurant lafen, well mer dat géifen och onsozial fannen, dass et herno iwwert die Portmonni ze decidéieren ass, wéi schéin dass deen Akt gëtt.

Deementspriechend gi mir den Accord zu dësem Gesetz. Mir denken och net, dass et op engem Mount wäert bleiwen. Mir hätten eis och gefreet, wann et alignéiert gewiescht wär un d'Coronagesetzer, déi mer wäerte stëmmen, soudass mer hei net erém hätte misen eng Kéier nostëmmen.

Merci.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Goergen. An da kritt d'Wuert nach den honorabelen Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum** (déri Lénk).- Merci, Här President. Mir stëmmen deem heite Projet natierlech och zou. An déi Diskussiouen, déi derhant läit, déi den Här Roth elo opgeworf huet, huet sécherlech hir Berechting. Woubäi mir als Lénk natierlech och éischt e Penchant derfir hunn, datt et och aner éffentlech kommunal Gebailechkeete kënnen sinn, opgrond vun engen Decisiounen vum Gemengerot, déi eventuell kintéit benutzt gi fir esou Zeremonien.

Well wësst Der, mäi Kolleg, den David Wagner, ass virun engem Joer an der Stad Lëtzebuerg bestuet ginn. An ech muss lech soen: Ech war enttäuscht driwwer, als Escher, ze gesinn, wéi moche dat Gebai vun der Stad Lëtzebuerg ass!

(Hilarité générale)

► **M. Sven Clement** (Piraten).- O, Här Baum! (Brouhaha)

► **M. Marc Baum** (déri Lénk).- Wann een dann awer gesäit, wéi zum Beispill hei de Cercel, ...

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

... et gëtt jo ganz vill aner Méiglechkeeten a wonnerbar Gebaier um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, ...

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Wannech-gelift, den Här Baum huet d'Wuert a soss keen!

► **M. Marc Baum** (déri Lénk).- ... a wou ech mengen, datt dat kënt sénnvoll sinn, fir och aner Gebailechkeeten, communal Gebailechkeeten ze benotzen, fir däi Zeremonie, déi, wéi sou richteg gesot ginn ass, eng vun deene schéinst am Liewe soll sinn, déi néideg Würd ze ginn.

Merci.

► **M. David Wagner** (déri Lénk).- Très bien! (Hilarité)

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Baum.

(Brouhaha)

An elo huet d'Regierung d'Wuert. D'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prises de position du Gouvernement

► **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice.- Jo, Här President, wéi ech virdrun heihinnekomm sinn, sinn ech iwwert de Knuedler gaangen an do stoung e grosse Grupp vu Leit - déi éischte Kéier an deene leschte Wocher, wou dat mer erém opgefall ass -, e grosse Grupp vu Leit fir eng Hochzäit. Et huet mech gefreet ze gesinn, dass erém ... Si stoung schéin auserneen, mat hire Masken un - baussem! -, fir ze waarden, dass eeben d'Zeremonie soll stattfannen an deem Sall, deen dem Här Baum dann net gefält.

(Brouhaha)

Et ginn awer zwee Säll an der Stater Gemeng: Deen een ass ganz modern, deen aneren ass méi traditionell; ech weess net, wéi een Are Kolleg ausgeséicht hat fir seng Hochzäit. Mee effektiv, och an der Stater Gemeng gi relativ wéineg Leit an de Sall. An dat ass jo eng fundamental Diskussiouen! Duerfir, et geet schonn och dorém.

</



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

Nawell ass et esou, dass ganz vill Leit de Choix maachen, entweeder well se et net anescht kënen oder et net anescht wëllen, fir sech net méi an der Kierch ze bestueden, mee fir sech just zivill ze bestueden. An ech sinn der Meenung, dass een deene Leit och muss kënnen d'Freed ginn, fir dat net just mat zéng oder 20 Leit ze maachen, mee fir dat kënnne mat hirem ganze Frëndeskrees ze maachen. An dat ass eppes, do si mer scho gefuerdert, fir déi Méiglechkeet virzegesinn.

A wann ech dee franséischen Text kucken, dee seet och náischt anescht. Dee seet eigentlech genau dat; deen ass souguer nach méi large wéi dat, wat mir elo hei maachen. Dat ass d'ailleurs och en Text, wou et ém d'Modernisatioun vun der Justice geet. An och do geet et drëm, dass ee kann an „tout bâtiment communal“ de Mariage celebréieren, sauf Oppositioun dee Moment da vum Procureur.

Dat heesch, dat ass souguer nach méi oppe wéi dat, wat mir soen. Well mir soen hei: „eng Maison communale, wou e Service public dran ass“, wat jo nach méi restreignant ass. Bei de Fransousen ass et all Gebai, wat eng Maison ..., wat der Gemeng gehéiert.

Dat heesch, wa mer elo eng Kéier géifen eng definitiv Decisioun hei huelen, wiere mer och guer net en contradiction mat deem, wat d'Fransousen, un deene mer eis jo oft orientéieren, an hirem Code civil virgesinn, déi och der Meenung sinn, dass eng modern Gesellschaft verlaagt, dass ee kann e wichtegen zivilen Akt, wéi e Mariage, esou maachen, wéi een dat fir richteg hält. Dat heesch, mat esou ville Leit, wéi et méiglech ass, a wat a ville Gemengen, net némmen an der Stad Lëtzebuerg, mee och soss duerch d'Land, net méiglech ass. Voilà!

Dat heesch, dat hei ass fir mech och eng vun deene Moossnamen, wou een da kann herno kucken - an d'Madamm Inneministesch wäert herno dorobber agoen -, wéi eng Konsequenzen dat huet, wat ee kann an engem Text, wann een eng Kéier en definitiven Text hëlt, verbesseren a wat ee kann esou loosen, wéi een et elo virgesinn huet.

Zu der Diskussioun ivver ee Mount oder sech ubannen un d'Covidtexter, bon, mir hunn do déi héich Kierschaft an hirer Sagesse suivéiert, déi eis sot, mir sollen et op e Mount bannen. Wann d'Mesures sanitaires aus de Covidtexter verlängert ginn - wann ech lech richteg verstanen hunn, waren dat jo År Bedenken -, da musse mer jo souwisou eng Prolongatioun vun deenen Texter stëmmen an dann ass dat jo och net elo esou émständlech, fir och déi heite Prolongatioun am selwechte Moment ze stëmmen. Wann dat net de Fall ass, stellt d'Fro sech jo dann och dee Moment aneschters fir deen heiten Text.

Duerfir, ech gesinn dat elo net esou kompliziert. Ech hunn do gemengt, dass mer soltten der Sagesse vun dem Conseil d'Etat suivéieren. Voilà! Merci. An da ginn ech erém no hannen.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Madamm Tanson. An d'Madamm Inneministesch Taina Bofferding ivwerhëlt de Relais fir d'Regierung.

► **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur.- Gutt. Merci och nach dem Rapporteur an och der Madamm Justizminister, dass mer hei awer relativ séier eng einfach, pragmatische Lösung konnte fannen. Et ass eng Offer, déi mer de Gemengen eeben ubidden. An déi gétt och ganz gären uegholl. Dofir wollt ech lech elo ganz kuerz de Retour d'expérience ginn. A virdrun hat de Rapporteur et och scho verroden: Bis elo si 24 Gemengen, déi eng Derogatioun bei eis uegefot hunn. Dat funktionéiert och ganz onkompliziéiert ivver E-Mail. A si kréien och vun eis elo, vum Interieur, innerhalb vu 24 Stonnen d'Approbation zréck. Dat funktionéiert jo ganz gutt. An deene sechs Wochen, wou och elo d'Reglement schonn en vigueur ass, hu mer also scho positiv Erfarunge gemaach.

D'Gebaier, déi erausgesicht gi sinn, dat sinn der eng ganz Rëtsch. Fir hei der e puer ze nennen: Do si Centres culturels, Sportshalen, awer et sinn och desaffektéiert Kierchen, Schoulen, Maisons relais, Theateren an och Salles polyvalentes derbäi.

Et ass virdru scho vun e puer Riedner gesot ginn, dass mer jo wélies hunn als Regierung, eeben och d'Reglementatioun vun den zivilen Zeremonien ze moderniséieren. An ech begréissem och, dass awer eng Majoritéit heibannen dat och esou gesäit. An ech mengen, mir sollen eis och d'r Diskussioun do net verschléissen. Et geet jo net drëms, herno d'Gemengen an eng Onméglicheet ze drécken, mee et geet drëms, dass mer eeben eng gewéssé Flexibilitéit erakréien, dass mer de Kader kënnen moderniséieren. Ech mengen, dat ass am Interessi vun eis allegueren, vun de Gemengen, awer ganz sécherlech och fir d'Biergerinnen a fir d'Bierger, fir hei deen Dag, dee fir vill Leit jo dee scheinsten am Liewe soll sinn, dann och esou flott wéi méiglech ze gestalten.

An hei sollen natierlech allegueren déi Avisen, déi elo erakomm sinn, eis direkt kënnen weiderhellefen, genausou wéi och déi Experienzen, déi mer eeben elo schonn an deene sechs Woche gesammelt hunn an déi och elo nach mam Projet de loi wäerte gesammelt ginn. Ech mengen, do solle mer eis herno och dohinner-sätzen, zesumme mam Gemengesecteur wéll ech dat och diskutéieren, fir dass mer dann herno méi modern Zeremonie kënnen offréieren. Wéi gesot, dat solle mer allegueren ze-summen a Rou diskutéieren. An ech hoffen, dass mer eis net direkt do schonn enger Diskussioun verschléissen.

Merci!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos, Madamm Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung ivwert de Projet de loi 7577. Den Text steet am Document parlementaire 7577.

## **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7577 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

### **Appel nominal (votes par procuration)**

Domadder ass dëse Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly KAES, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

## **11. 7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19**

Deen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7608 ivwert de Congé pour soutien familial. An ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

### **(Interruption)**

O pardon! Hei, Här Hahn, kënnnt Der ee Moment erläben, datt mer nach déi Motiouen

virhuelen, déi vum Här Mosar deposéiert ginn ass iwvert d'Circulaire 3378, soulang wéi d'Inneministesch nach hei ass?

► **M. Max Hahn** (DP).- Selbstverständlech, Här President.

## **12. Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378**

*(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 665 de ce compte rendu)*

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Mir kéimen dann zur Diskussioun respektiv zum Vott vun d'r Motiouen. Wéllt nach een eppes zu d'r Motiouen soen?

### **(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

### **(Interruption)**

D'Madamm Ministesch, wannechgelift.

### **Prise de position du Gouvernement**

► **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur.- Okay. Gutt, zur Motiouen. Also ech sinn u sech ganz bei den Auteuren, dass op Basis vun deenen Ausféierungen, déi dat Urteil hei mat sech bréngt, d'Prozedur net méi einfach gétt an d'Delaien doduerch nach erschweïert sinn. An ech mengen, mir sinn eis allegueren eens, dass mer domadder net ganz zefridde sinn an dass mer dat net gutt fannen. Dofir wélle mer jo och gären déi Modifikatiounen maachen.

Mee werft mer, an dat wéll ech awer ganz éierlech elo soen, awer elo net vir, dass ech lech elo doriwver a Kenntnis setzen an drop opmierksam maachen, dass e Gerichtsurteil kann op d'Decisioun vun de Gemengen Afloss hunn, notamt wann eeben do d'Decisioun vun deem falschen Organ geholl gétt! Am Gemengesecteur, fir eeben d'Vente an och d'Kafe vun den Terrainen, ass de Gemengerot zoustänneg. A genau op dat dote weise mer jo hin! Mir maachen an d'r Circulaire elo keng falsch Interpretatioun oder maachen elo net eng politesch Decisioun, déi mer do materanhuelen. Mir maachen náischt aneschters wéi eeben d'Gemengen drop hinweisen, dass de Risiko besteet, wann en anert Organ d'Decisioun hëlt, en anert Organ wéi de Gemengesecteur, dass herno den Akt, d'Vente eeben net vum Interieur approuvéiert gétt oder dass d'Gericht herno déi Decisioun kann annuléieren. Mir maachen náischt aneschters, wéi eeben hei d'Gemengen dorop hinweisen.

An do wéll ech awer och soen, dass de Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg dem Logementsminister de 6. Februar e Bréif geschriwwen huet, an ech zitéieren - elo sichen ech en - an ech mengen, mir sinn eigentlech guer net esou verschidden hei, well dee Bréif vum Stater Schäfferot seet: « La décision de préemption doit être prise par délibération du conseil communal laquelle doit être en outre approuvée par la Ministre de l'Intérieur. » Dir macht déi selwechte Interpretatioun. An et ass náischt aneschters, wat mir och an der Circulaire dee Moment dostaen hunn.

Ausserdeem, e fiert och weider am Bréif, geet och drop an, dass hei d'PANC muss spiller. Et ass genau dat, wat mer och an der Circulaire dee Moment erklären, u wat et sech hei ze hale gétt. Dir macht also horgenau déi selwechte Interpretatioun. An nach eng Kéier: Et ass náischt aneschters, wat mer hei dem Gemengesecteur matdeelen.

Dass mer gäre wéllen d'Virkafrecht reformiéieren, ech mengen, do si mer, wéi gesot, eis eens. Do gétt et jo deen Aarbeitsgrupp ènnert dem Lead vum Logementsminister, wou jo och d'Stad Lëtzebuerg dra vertrueden ass. Och do war eng éischt Lektür vum Urteil gemaach ginn. Och do waren d'Leit sech eens, och År Juriste vun der Stad Lëtzebuerg.

Nach eng Kéier: Ech mengen, mir sinn eis hei an der Interpretatioun eens. A mir sinn eis och eens, dass mer dat do wéllen ännernen. Dofir hoffen ech och hei op eng gutt Kollaboratioun, wou Der eeben, wéi gesot, mat dra vertrueden sidd. An ech mengen och, dass grad d'Stad Lëtzebuerg, déi jo oft seet, dass se e Problem domadder huet, jo och dee Moment dee richtegen Usprächpartner ass fir ze kucken, dass mer dat Virkafrecht eeben esou kënnen aussleeën, dass d'Gemengen net herno an der Onméglicheet sinn, fir dat kënnen ze zéien.

Dofir wäert ech och elo net déi Circulaire zréckzéien. Wéi gesot, et ass náischt aneschters wéi eeben hei d'Interpretatioun vum Urteil, wat mer maachen, wou jo och d'Stad Lëtzebuerg an hirem Bréif dat genausou gesäit.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos der Madamm Inneministesch. Dann huet den Auteur vun der Motiouen, den Här Mosar, d'Wuert gefrot.

► **M. Laurent Mosar** (CSV), auteur.- Här President, ech weess net, ob d'Ministesch net wéll verstoen oder ob se et net versteet! Ech wéll et elo nach eng Kéier widderhuelen: Hei geet et ém en Arrêt vun der Cour administrative an enger Affär vun enger Persoun xy géint de Fonds du logement. Net géint eng Gemeng oder géint d'Gemengen! Géint de Fonds du logement! Do huet deen Arrêt eng Rei vu Prinzepien opgesat, déi spille par rapport zum Fonds du logement, net par rapport zu de Gemengen. Den Interieur ass dohinneargaangen an huet en eng Circulaire deen Arrêt eent zu eent, Madamm Minister, eent zu eent op d'Gemengen applizéiert, obschonn dat néierens an deem Arrêt steet. Néierens!

Wat féiert derzou, Madamm Minister, datt d'Gemengen, déi grouss wéi d'Stad Lëtzebuerg, am Moment den Droit de préemption ivverhaapt net méi kënnen exercéieren. An dat, wat Dir hei soet: Natierlech ass et de Conseil communal, an dat steet am Gemengegesetz, deen dat approuvéiert. Mee dat ass jo net de Problem, Madamm Minister. Ech géif lech wierklech emol eng Kéier bidden, Ár eege Circulaire ze liessen!

Wat ass hei de Problem? De Problem ass, datt emol net méi de Schäfferot kann ivverhaapt eng éischt Decisioun huele fir ze soen: „Mir wéllen do en Objet preemptéieren.“ Dat ass net méi méiglech! An dat steet néierens an deem Arrêt! An ech wéll elo nach eng Kéier déi Froen, déi ech hei viru sechs Woche schonn eng Kéier gestallt hunn, wou de Chamberspresident lech invitier huet, drop ze äntworten, stellen:

Déi Interpretatioun vun d'r Circulaire, op Base vu wat hutt Dir déi gemaach? Läit do iergend-wéi en Avis juridique vun iergendwéi engem Bureau oder vun iergendwelleche Juriste vir?

Ech zitéieren lech en eminentlech Jurist aus der Stad Lëtzebuerg, deen Årer Partei ugehéiert, dee seet, déi Interpretatioun do wär Schwachsénn! An et ass net deen eenzegen, et sinn immens vull Juristen, déi dat do soen. An ech hätt gär, datt Dir elo ee fir alle Mol soet, op Base vu wat Der lech do fondéiert, fir esou eng Circulaire ze huelen. A wann Dir lech dorobber viru baséiert, da soen ech lech: Da kënnen mir wärend annerhallwem Joer, soulang bis dann hoffentlech dat neit Gesetz kënnnt, keen Droit de préemption méi exercéieren! Dat ass eng eenzeg Katastrof!

### **(Interruption)**

D'Regierung gétt net midd, andauernd d'Gemengen opzefuerden, si sollen eppes maachen am soziale Wunnengsbau! Mir ginn, zu Recht, vun de Kollege vun der Oppositoun, déi der grénger Partei ugehéieren, permanent drop higewisen, mir sollten eis Droits de préemption exercéieren. Dir maacht eis dat onmégliche, Madamm Minister, onmégliche duerch eng Circulaire, déi op eppes baséiert, wat kee versteet!

An duerfir géif ech, wannechgelift, nach eng Kéier froen, et ass awer wierklech náischt Onméglicheches: Loosst dach eng Kéier deen Arrêt iergendwéi - an et si jo genuch Affekotonetüden am Land - nach eng Kéier wierklech analyséieren, an déi sollen lech wierklech soen, wat déi Konklusiounen sinn, déi aus deem Arrêt do ze zéie sinn!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Här Mosar. Et ass keng weider Wuertmeldung méi do. Da kënnen mer zum Vott vun déser Motiouen kommen.

### **Vote sur la motion**

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

### **Appel nominal (votes par procuration)**

#### **(Brouhaha)**

► **M. Pim Knaff** (DP).- Ech muss mäi Vott rectifiéieren. Ech hunn déi falsch Tast gedréckt.

► **Plusieurs voix**.- Här President!

#### **(Brouhaha général et concertation interne)**

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Dés Motiouen ass mat 27 Jo-Stëmmen bei 33



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Muttsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

## 13. 7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)

Da kenne mer zum Projet de loi 7608 iwwert de Soutien familial kommen. D'Wuert huet dann de Rapporteur vun désem Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

### (Brouaha général)

#### Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

► **M. Max Hahn** (DP), rapporteur.- Merci, Här President. Opgroß vun der Covid-19-Pandemie hu vill Dagesstrukturen, déi sech ém eeler Persounen a Persoune mat enger Behënnerung këmmeren, hir Diere missen temporär zourmaachen. D'Familljen, wou normalerweis jiddwære schafft, hu sech du selwer ém hir Familljemembere këmmere missen. An dat huet si, jo, viru grouss Erausfuerderunge gestallt.

Fir Salariéen an Independanten an déser Situations ze énnertézzen, huet du ganz séier de Familljeministère de Congé pour soutien familial als Noutfallmesure agefouert gehat, eng Mesure, vun där émmerhin 52-mol bis elo profitéiert gouf.

Mir stëmmen haut dëst Gesetz, fir dass dése Congé och nom État de crise nach ugefrot ka ginn, well d'Fermeturé vun der virdru genannten Dagesstrukturen am Kader vu Covid-19 leider och an Zukunft nach kenne méiglech sinn.

### (Brouaha)

Gläichzäiteg leet dëst Gesetz och fest, dass och Gemengen- a Staatsbeamte vun désem Congé kenne Gebrauch maachen, fir sech ém eng eeler Persoun oder eng Persoun mat Handicap ze këmmeren. Dës Ännérungs goufen opgrond vum Avis vum Staatsrot virgeholl.

De Congé pour soutien familial kann ugefrot ginn, wann eng autoriséiert Struktur temporär an am Kader vun der Covid-19-Pandemie hir Aktivitéiten deelweis oder komplett astelle muss. Mat désem Congé muss ee sech also net méi reguläre Congé froen, fir sech ém eng eeler Persoun oder eng Persoun mat enger Behënnerung, déi bei engem doheem wunnt, këmmeren ze kenne.

Ausserdeem kann de Congé souwuel vu Residenté wéi och vu Frontalieren ugefrot ginn. Eng autoriséiert Struktur muss sech deemno net zwéngend zu Lëtzeburg befannen, mee kann och am EU-Ausland leien.

D'Demande fir e Congé pour soutien familial muss un de Familljeministère geschéckt ginn an ass natierlech u gewesse Konditiounen gebonnen. Der Demande musse verschidden Dokumenter bägefügt ginn, dorënner, éischten, e Certificat de résidence vum Demandeur a vun der encadréierter Persoun, déi jo bei engem wunne muss; zweetens, eng Bescheinigung, dass déi encadréiert Persoun an enger autoriséierter Struktur ageschriwwen ass, oder en Aarbechtskontrakt vun engem behënnerte Salarié, deen an engem Atelier protégé oder engem Service d'emploi schafft; drëttens, eng Bescheinigung vun der autoriséierter Struktur selwer, déi bestätigt, dass wéinst enger partiel oder kompletter Schléissung vun der Struktur opgrond vun der Covid-19-Pandemie keng Plaz méi fir déi encadréiert Persoun zur Verfügung steet, a véiertens, eng Beschreibung vun der Struktur, wa se sech ausserhalb vu Lëtzeburg befënnt.

Am deposierte Projet stoung ursprénglich als weider Konditioun nach dran, dass keng Persoun aus deem selwechte Menage am Chômage partiel dierft sinn an och keng aner Méigle-

lechkeet vun enger Garde besteet. De Staatsrot huet hei awer eng Opposition formelle formuléiert, well d'Begréffer „ménage“ an „aucun autre moyen de garde“ juristesch net kloer genuch sinn. D'Kommissioun huet désen Awand akzeptéiert an dës Konditiounen aus dem Text gestrach.

Wann d'Demande akzeptéiert gëtt, da stellt de Familljeministère e Certificat an duebeler Ausféierung aus, deen un den Employeur an un d'Krankekeess geschéckt muss ginn. D'Gesetz leet dann och fest, dass de Congé dann ophält, wann déi autoriséiert Struktur de Minister informéiert, dass se hir Aktivitéit erëm deelweis oder komplett ophuele kann an doduerch och erëm eng Plaz fir déi eeler oder behënnert Persoun fräi gëtt.

De Congé pour soutien familial kann natierlech net gläichzäiteg vun zwou Persoune geholl ginn, fir sech ém eng eeler oder eng Persoun mat Behënnerung ze këmmeren, mee et kann awer fraktionéiert ginn, dat heescht opgedeelt an noenee geholl ginn.

D'Zäit am Congé pour soutien familial ass gläichgesat mat enger Incapacité de travail, déi am Fall vun enger Krankheet oder engem Accident ugefrot ka ginn. Dowéinst profitéieren d'Salariéen hei och vun deene selwechte Rechter, wat d'Sécurité sociale an den Aarbechtschutz betréfft.

Fir dass et zu kenger finanzieller Benodeelelung kennt, wäert dése Congé remuneréiert ginn. D'Sécurité sociale iwwerhëlt zu 100 % d'Bähëlfelen, op déi d'Salariéen en Utrecht henn. D'Mutualitéit vun den Employeure rembourséiert dem Patron dann och de komplette Salaire mat de Charges patronales, déi hien u seng Salariéen am Congé pour soutien familial ausbezelt huet, a si iwwerhëlt och d'Indemnités péquénaires fir d'Independenten.

Do dernieft genéiss de Salarié natierlech och Kënnegungsschutz, soulang den Employeur virschreftsméisségu vun senger Absence informéiert gouf.

De Congé pour soutien familial ergänzt de Congé pour raisons familiales. Dëse riücht sech jo u Familljen, déi sech ém Kanner énnér 13 Joer oder ém Kanner mat enger Behënnerung bis 18 Joer këmmere missen, well se zum Beispiel krank sinn oder hir Schoul während der Pandemie huet missen zourmaachen.

Do dergéint ginn hei ausschlisslech erwuesse Persoune viséiert, déi e groussen Deel vun hirer Autonomie verluer henn an dowéinst an hirem Alldag op d'Hélfel vun engem Drëtten ugewise sinn. A soulang de Virus net mat Sécherheet verschwonnen ass, musse mir och nom Noutzoustand de Familljen énnert d'Aerm gräifen, fir dass si sech ém hir Léifst këmmere kënnen.

Et bleift nach ze betounen, léif Kolleegen, dass an enger zweeter Phas och d'Méiglechkeet vum Congé pour soutien familial iwwert d'Covid-19-Kris eraus erméiglecht soll ginn. Dëst war an désem Text leider net méiglech. Mee de Wunsch vun der Regierung an, jo, och vun eiser Chamberskommissioun ass do ganz kloer a geet an déi Richtung, dass dat, wéi gesot, och no der Covid-19-Pandemie sollt gëllen, soubal wéi déi Strukturen ebee missen zourmaachen duerch iergendeng aner Ursachen wéi dann d'Covid-19-Kris.

Dëst gesot, ginn ech heimat den Accord vu menger Fraktiou, der Fraktiou vun der Demokratescher Partei. Ech soen lech villmools Merci fir År Opmiersksamkeet.

Ech géif awer och op dëser Plaz ganz gäre profitéieren, (veuillez lire: profitéieren, fir Merci ze soen,) well et awer en Text ass, dee ganz séier traitéiert ginn ass. Ech soe just: E Méindeg koum den Avis vum Staatsrot, dënschdes war de Rapport fäerdege, soudass och d'Chamberskommissioun déise konnt ofseenen, jo, an hauft, wéi Der Wësst, stëmme mer dése Gesetzestext an der Plenièr. Dofir all deenen, déi dozou bâigedroen henn, dass dat esou séier konnt goen, virop natierlech de Memberen aus der Kommissioun, der Familljeministesch an hirem ganzen Staff, dem Sekretär vun der Familljekommissioun an, jo, och menger Mataarbechterin an der Fraktiou vun der Demokratescher Partei, hinnen allegueren e ganz, ganz grouss Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Hahn. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Merci, Här President. Mir haten am Ufank och gehofft, dass dat Gesetz net némme géif komme wéinst dem Covid, mee de Staatsrot hat Schwierigkeiten domat esou, wéi et vum Ministère formuléiert gi war, an huet dofir och drop higewisen, dass

een et elo just däerf op d'Covidmesuré beschränken. Dat Gesetz ass, soubal et publizéiert ass, nach fénnef Méint dorriwwer eraus gélteg an duerno ass dat Gesetz fort.

Et wier awer net schlecht, wann och d'Madamm Familljeministesch eis eng Kéier kéint soen, wivill Leit bis elo dorop zréckgegraff henn. Well net méi spéit wéi gëschter an der Generalversammlung vun der Krankekeess, an haut de Moien hate mer énnert der Presidency vum President vun der Sozialkommissioun de Minister do, fir eis och do op verschidde Saachen hinzuweis betreffend all déi Investissementer, net Investissementer, mee dat, wou d'Krankekeess d'Sue virgestreckt huet, an dass duerno och misst e Kassensturz gemaach ginn, wat déi eenzel Mesuré kascht henn. Mee et wier awer elo net schlecht, wann d'Madamm Familljeministesch eis kéint soen, wivill Leit bis elo dovu profitéiert henn a wat och bis elo de Käschtepunkt vun déser Mesuré ass.

Et ass wichteg an et ass och gutt, dass mer elo esou eng Mesuré ewéi dat hei henn. Mir hu gesinn am Covid déi éischt Wochen, wéi dat nach net do war, wat fir eng Problemer sech do gestallt henn. Dofir ass et gutt, dass mer elo esou e Gesetz henn. Mee et wier awer och duerno noutwendeg, e Gesetz ze henn definitiv, net némme wéinst Covid-19, mee et kënnen och nach aner Cas-de-force-majeuren do entstoen, fir dass een och do kann deene Leit hëlfelen, déi no enger Persoun kucken, déi vulnerabel ass, oder no enger Persoun kucken, déi an enger Struktur ass, dass och déi da kann doheem versuergt ginn.

Domadder ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktiou. Villmools merci!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Spautz. Nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

► **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP).- Merci, Här President. Léif Kolleegen, dése Projet de loi, dee reit sech jo an eng Abberzuel vu Projeten an, déi allegueren op de Reglementer foussen, déi während der Kris geholl gi sinn a wou et wichteg an och richteg war, dass séier gehandelt ginn ass.

De Congé pour soutien familial ass ville Familljemberen zeguttomm, déi hir Léifst hu missen doheem versuergen, well eebe hir Betreibungsstrukturen duerch de Virus zou waren. An dat énnertézze mir als LSAP voll a ganz.

Ausserdeem ass et luevenswäert, dass d'Ministesch eis an der Kommissioun och gesot huet, dass se sech am Hierscht oder dorriwwer eraus désem Congé pour soutien familial nach weider unhhélt, fir dat dann auszeschaffen. An ech géif dann heimadder, ier ech den Accord vun der Sozialistescher Partei ginn, dem Rapporteur en décke Merci soe fir sái séieren a gudde schriftechen an och mëndleche Rapport, a wéi gesot, dat ass den Accord vun eiser Fraktiou.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Chantal Gary.

► **Mme Chantal Gary** (déi gréng).- Merci dem Här Hahn fir sái detaillierte Rapport. Déi lescht Wochen a Méint henn nach eng Kéier gewisen, wéi wichteg déi Strukture sinn a wat fir en Ausmooss et huet, wann op eemol vun haut op muer dës Strukturen net méi fonctionéiere kënnen. Duerfir begréisse mer de Congé pour soutien familial, well deen de Familljen et erméiglecht huet, en immens wichtige Rôle ze iwwerhuelen a fir hir Léifst do ze sinn. A genau duerfir si mer och frou, dass d'Ministesch an Aussicht gestallt huet, fir eng méi nohalteg Lösung op laang Siicht ze préiven, fir dass och an Netcovidzäiten esou eng familiär Hélfel ka garantéiert sinn.

An heimat ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktiou.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Madamm Gary. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools merci, Här President. Ech wéilt och ufänken, fir dem Här Hahn Merci ze soen, deen eis e ganz komplette Rapport gemaach huet. Ech menge, mir kënnen eis hei freeën, dass mer e Konseßs an der Politik hu fir ze soen: „Dat do ass wichteg, dat do maache mer zesummen. A mir sollen och kucken, fir et ze perenniséieren.“ Et ass einfach eng gutt a wichteg Saach fir déi Leit, déi do beträff sinn, och wann et der net ganz vill sinn. Mee ech mengen, et steet eis als Staat gutt zu Gesicht, fir derfir ze suergen, dass déi do Léisung ka viru bestoe bleiben.

Et ass e Congé, en heesch „pour soutien familial“, an et ass da vläicht lücht ze verwiesse mat „pour raisons familiales“. Et sinn awer zwou grondverschidde Saachen.

Fir de Congé pour raisons familiales freeë mer eis driwwer, datt e groussen Uklang fonnt huet an dár Krisenzäit, déi mer elo erliewen an hoffentlech geschwenn hannerd eis henn. A wat de Congé pour raisons familiales ueget, do si mir als ADR, a mir soen et émmer erëm, der Meenung, datt mer op deem Wee nach vill méi wäit solle goen: ausbauen, Elteregeld aféieren, Familljen emanzipéiere géintiwwer dem Staat an hinne Méiglechkeete ginn, hire Liewensmodell selwer ze bestëmmen.

Déi zwee Usätz, souwuel de Congé pour soutien familial, iwwert dee mer elo ofstëmmen, wéi och pour raisons familiales, henn eng grouss Bedeutung. A mir als ADR, als eng aktiv an engagiert Pro-Familje-Partei, mir droen déi zwee selbstverständliche mat.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honarabelen Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Merci, Här President. Mir wäerten dése Projet natierlech och matstëmmen. Ech wéilt awer vläicht nach zwou, dräi Remarke maachen.

Dat Éischt ass, mir mengen, datt déi ursprénglich Philosophie, nämlech fir et net némme un d'Kris vum Covid ze bannen, mee och aner Cas-de-figuren ze imaginéieren, richtege ass a mir hoffen, datt relativ zäitno de Familljeministère an d'Familljeministesch Projet deposéiere wäerten, deen deene Consideratiounen Rechnung dréit, déi de Staatsrot, ech mengen, och net ganz zu Onrecht, opgeworf huet. Well et kann ee sech jo vll Situations virstellen, wou esou Etablissementer müssen zourmaachen - vun, ech soen elo emol, relativ banal, engem relativ grousse Feier, wat et onméiglech mécht, datt dat Etablissement nach ka funktionéieren -, och an esou Situations muss ee kennen dorobber zréckgräffen.

Eng zweet Remark ass méi genereller Natur. Mir henn elo eng ganz Rëtsch Covidgesetzer, déi mer an deene leschten Deeg, haut, iwwermuer an e Méindeg nach votéieren, also Gesetzer, déi direkt Lien mam Covid henn, a mir stelle fest, datt d'Approche émmer eng verschidde ass, wat d'Durée vun deene Gesetzer ugeet. Heiansdo ass d'Durée e Mount, wouriwwer mer virdrun diskutéiert haten, heiansdo ass et da fénnef Méint, heiansdo ass et e Stéchdatum, soit den 31. Dezember, soit de 15. Juli. An d'Fro stellt sech émmer bei all deene verschidde Datumen, déi da jeeweils do agesat ginn: Jo, mee wat ass dann, wann de Virus nach émmer virulent an der Gesellschaft ass? An et hätt ee sech awer vläicht kënnen erwaarden, datt d'Regierung méi eng gemeinsam Orientierung, méi eng gemeinsam Linn, wat d'Auslafe vun deene spezifische Gesetzer, déi direkt un de Covid liiert sinn, un den Dag geluecht hätt.

Dëst gesot, gi mer awer natierlech och eisen Accord zu désem Text.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Baum. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir sái ausfierlechen a schnelle Rapport. E war genausou schnell wéi mer och d'Gesetz konnten duerch d'Kommissioun bréngen. Dat bréngt net all President fäerdege. Och do e grouss Kompliment.

An als Piraten hu mer eis natierlech gefreet, wéi d'Ministesch ugedeit huet, dass dat Gesetz och soll duerno weidergefouert ginn. A mir wäerten och haut eisen Accord ginn, souwéi hoffentlech schnell, dass et weidergefouert gett.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Här Goergen. An elo érischt huet d'Regierung d



am Moment hu missen eroffueren, ass dat dooten essenziell, well et kann een d'Leit dann net eleng doheem loessen.

Fir op dem Här Spautz seng Froen ze äntwerteren: Et sinn 52 Congés pour soutien familial geholl ginn, 14 dovunner fir eeler Leit, déi net eleng doheem kenne sinn, déi normalerweis an engen Dagesstruktur sinn, a fénnef Frontalierer hunn dovunner Gebrauch gemaach.

Ech hunn elo grad mam Minister vun der Sécurité sociale Récksprooch geholl. Mir haten e Budget virgesi vu véier Milliounen. Et wäert awer manner wéi eng Milliouen kaschten. Et ass d'CNS, déi dat virstreckt, mee de Staatsbudget wäert dat awer da rembourséieren.

Et ass och ganz kloer gewiescht an der Kommissioun, dass de Wëllen do ass vun der Chamber an och vun der Regierung, dass mer dat heite perenniséieren. An ech hat do d'Zousou gemaach, dass mer am Kader vun der Work-Life-Balance-Direktiv, déi mer souwisou müssen transposéieren, dass mer an deem Kader da géife kucken, dat heiten och ze perenniséieren.

Fir awer ze soen, firwat dat heiten op fénnef Méint elo limitiert ass respektiv firwat mer fénnef Méint erausgesicht hunn: Dat ass, fir déi néideg Flexibilitéit ze halen iwwert de Summer, am Fall wou do kuerzfristeg missten nees Foyer zuomaachen, fir dass mer dann eng Méiglechkeet hätten, dee Congé pour soutien familial ze ginn, och wann d'Chamber zum Beispill dann dee Moment net géif siegéieren. Dofir si mer op fénnef Méint gaangen. A wéi gesot, mir kucken dann, wéi mer et kéinte maachen, fir dat dann an der Zukunft ze perenniséieren.

Mee ech mengen awer, dass d'Zil dat muss sinn, dass d'Strukture funktionéieren, dass d'Leit entlaascht ginn, well dat ass ganz, ganz schwierig. An ech géif och gären ee Moment un déi Leit denken, déi eng behénnert Persoun fleege respektiv e Familljember, deen eeben net méi kann eleng sinn. Dat ass ganz kompliziert, wann Der vu moies bis op esou eng Persoun oppasst respektiv mat dár verbringt. An dofir, fir dass mat deene Persoune geschafft gétt, fir dass se manner séier vlächt kognitiv Fäegkeete verléiere respektiv fir dass se am Beräich vum Handicap nees méi kenne selwer maachen, ass et wichtig, dass déi Strukture funktionéieren, déi Dagesstrukture funktionéieren, fir d'Leit ze beschäftegen a fir dass se daagsiwwer dann och versuergt sinn.

Dofir, ech soen lech villmools Merci. Ech schleisse mech awer och de Mercien un all d'Mataarbechter souwuel aus dem Familljeministère wéi och hei vun der Chamber un. Villmools merci och un de Reporter, well Dir hutt wierklech eng formidabel a séier Aarbecht gelesen. Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Madamm Cahen. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7608. Den Text stet am Document parlementaire 7608<sup>2</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7608 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

#### **Appel nominal (votes par procuration)**

Dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie

Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

#### **14. 7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail**

Mir kommen elo zum Projet de loi 7582, engen Ofännerung vum Sécurité-sociales-Code.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Här President!

#### **15. Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378 (suite)**

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Jo, Madamm Hansen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Här President, ech wollt just nach eng Kéier e kloert Resultat vum leschte Vott widderholl kréie vun lech.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- De Vott vun der Motioun?

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Vun der Motioun.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- 31 Jo-Stëmmen.

#### **(Brouhaha)**

► **Une voix**.- Neel!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Nee-Stëmmen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Här President!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- ... 29 Jo-Stëmmen. Bei 31 Nee-Stëmmen ass déi ofgeleent ginn.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci.

#### **(Brouhaha et interruptions)**

► **Une voix**.- Dobäi bleift et awer elo!

#### **(Brouhaha)**

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Dir sidd absolutt an Ärem Rôle fir nozefroen, well do e bëssen e klengen Hickhack dra war.

► **M. André Bauler** (DP).- Et ass och wichtig, datt mir et hunn.

#### **16. 7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail (suite)**

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Okay. Da kenne mer zum Projet de loi 7582 kommen. An ech géif direkt dem Reporter vun désem Projet de loi d'Wuert ginn. Dat ass den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

#### **Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale**

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Ech probéieren, et kuerz a knackeg ze maachen.

Deen heite Projet reit sech an déi laang Rei vun de Projeten an, déi d'Sortie de l'état de crise solle begleeden an de Relais huelle vun engen Rei vu Moosnamen, déi am Rumm vum État de crise iwwer Reglement geholl ginn.

Zwou Haaptmoosnamen, eng, déi net méi zréckbeahle ginn ass. Bei deenen zwou Haaptmoosnamen, do handelt et sech dréim, fir d'Lounfortzalung, déi am normale Fall wärend 77 Deeg vun dem Patron iwwerholl gétt am Krankheetsfall, dat zénter dem Gesetz iwwert den Eenheitsstatut, wat elo am elefanten oder am zwielefte Joer ass, fir also dee Régime général wärend der Kris an deem Senn ze ännernen, dass d'CNS vum éischten Dag un, vum éischten Krankheetsdag un d'Káschten iwwerholl huet.

Dat huet derzou gefouert, dass d'Mutualitéit an engen éischter Phas entlaascht ginn ass. Dat

huet derzou gefouert, dass an enger éischter Phas och méi Sécherheet fir d'Aarbeitsplätze konnt assuréiert ginn. An dat huet an enger éischter Phas derzou gefouert, dass och de Staat eng seriö Aspuernis gemaach huet.

Normalerweis wär déi dote Reegeling vun der Lounfortzalung, déi d'CNS iwwerholl hätt ab dem éischten Dag, ausgelaf mam État de crise. Aus enger Rei vun Ursache sozialer, awer och technescher Natur hält dat heite Gesetz fest, dass déi Reegeling, déi Ausnamereegeling, bestoe bleift bis d'Enn vum Mount Juni. Da komme mer erém an deen normale Regimm vun der Lounfortzalung, dat heescht, déi éischt 77 Deeg à charge vum Betrib, ofgeséchert duerch d'Mutualitéit, gestützt vun enger Rei vu Kontributiounen vum Staat.

Dat war eng appreçabel Depense, déi d'Krankeess, pardon, d'Gesondheetskeess hat. Fréier hu mer émmer gesot: „Wann ee „Krankeess“ seet, dee muss fénnef Euro an d'Spuerbéchs maachen.“ Also, ech sinn elo fénnef Euro schéllleg. De Minister wäert eis genee soen, wéi de provisoiresche Káschtepunkt vun dár Moosnam ass, well mer de Clearing nach net gemaach hunn, dat heescht, nach net dorriwer diskutéiert hunn, wie wat dann am Endeffekt iwwerhuele wäert, fir déi Aspuernisser op dár enger Sait an d'Méiausgaben op dár anerer Sait iergendwéi besser ze balancéieren.

Déi zweet Moosnam, déi am Gesetzestext festgehalen ass, ass och eng Verlängerung vun dár Reegeling, dass op deene Retarde bei der Bäitragszuelung duerch Betrib, déi, op gutt Létzburg gesot, „a Schwülteité“ komm si wéinst dár Kris, dass déi net direkt mat Scholdzéissen, Strofzéisse beluecht ginn. Dat huet gegollt elo wärend der Dauer vum État de crise a gétt iwwert dése Projet verlängert bis zum 31. Dezember, wat och eng Erlüichterung ass fir déi Betrib, déi am häertste vun der Coronakris getraff gi sinn. Och do wäert de Minister eis kenne soen, wat de genee Káschtepunkt dovun ass.

Déi Reegeling, déi mer geholl hate wärend der Kris, dass de Maximum vun 78 Wochen innerhalb vun zwee Joer net därf iwwerschrott gi bei der Krankmeldung, déi leeft op contre aus. Déi ass also net am Gesetz berücksichtegt ginn. Do leeft de Compteur, deen ausgesat gouf wärend der Kris, erém normal weider nom Enn vun dem État de crise. D'Argumentatioun, déi do gebraucht gétt, déi net vu jiddwerengem gedeelt gétt - dat ass de bon droit -, dat ass, dass den normale Regimm an der Aarbechtswelt erém ugelaft ass, méi oder manner, dass de Contrôle médical och erém normal ka fonctionéieren. Dat heescht also, do leeft de Compteur nom État de crise erém un.

Voilà. Dat war den Inhalt vun désem Projet. Et ware keng weesentlech Awänn. Et waren éischte Suggestiounen, wou een nach misst méi wäit goen. Mee dat iwwerschreit d'Portée vun désem Gesetz. Énner anerem, sech ém déi vulnerabel Persounen an de Betrib këmmeren, ech mengen, dat ass eng Opfuerderung, déi queesch duerch d'Diskussoonen iwwert d'Kollateralschied vum Covid geet. An dat wäert déi Kris no der Kris sinn, déi gradesou vill Efforten a gradesou vill Solidaritéit verdéngt ewéi den Engagement wärend der Kris.

Här President, dat war et. Ech soen lech Merci fir Är Opmiersksamkeet. An ech ginn ...

An ech ginn!

#### **(Hilarité)**

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen.

#### **Discussion générale**

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Merci, Här President. Merci dem Reporter fir säi méi oder wéineger knackegen, awer detaillierte Rapport, schriftech a mëndlech. Dat war esou detailliéiert, datt et kee Senn huet, nach eng Kéier op déi eenzel Punkten anzegoen. Fakt ass, datt et sech an all déi Mesuren areit, fir engersáits de Leit ze héllegen, anerersáits, an deem hei Fall, de Patrone finanziell entgeintzkommen.

An deem Senn ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Aly Kaes. An da kritt d'Wuert den honorabelen Här Frank Colabianchi.

► **M. Frank Colabianchi** (DP).- Merci, Här President, merci och dem Här Reporter Mars Di Bartolomeo. En huet gesot, e géif probéieren, kuerz a knackeg ze bleiwen. De Kolleg Aly Kaes huet gesot, mam Knackegen, do hätt et vlächt e bësse gehappert, iwwert dat Kuerz schwätzze mer net. Mir wéissen émmer, wann de Mars op d'Tribün geet, dauert et e bëssen, well en dat émmer ganz, ganz explizitt mécht. Op alle Fall war dat hei e Rapport, deen exzellent a ganz ausféierlech war. Dofir e ganz, ganz décke Merci.

Dëse Projet de loi 7582, deen ass ganz, ganz sécher am Senn an am Interét vun de Salariéen engersáits, an op dár anerer Sait helleft en och dem Employeur, soudass mir vun der DP-Sait aus kee Problem hunn, fir hei eisen Accord derzou ze ginn.

Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Une autre voix**.- Et war kuerz!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Colabianchi. An da wier et um honorabelen Här Charles Margue.

► **M. Charles Margue** (d'éi gréng).- Merci, Här President. Ech ginn am Numm vun der grénger Fraktioun och de Go fir dése Projet. Ech huelen un, dass déi sozialistesch Fraktioun dat och mécht.

#### **(Hilarité)**

De Rapporter hat dat vergiess ze soen, hunn ech gemierkt.

#### **(Brouhaha)**

Mir haten de Moie schonn eng gutt Sitzung mam Minister Schneider. Effektiv, d'Fro vum Kassensturz, déi kënnt déi nächst Zäit. De Projet hei helleft, wéi de Frank Colabianchi gesot huet, immens de Betriben an hire Salariéen dofir. D'Moosnamen, déi an Zukunft wäerte geholl ginn, ginn och geholl, wéi ech soen, an deem ganzen Esprit, wéi mer haut all d'Gesetz gestëmmt hunn.

Ech ginn domadder och den Accord an ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Margue. Ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen** (ADR).- Merci, Här President. Ech géif och dem Reporter, dem Mars Di Bartolomeo, en häerzleche Merci soe fir deen ausféierleche schriftech an och mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass net vill hennendrunzefügen. Et geet hei ém Coronamesuren, déi hu musse geholl ginn am Interess vum Betrib an och vum Salarié.

An ech géif d'Zoustëmmung bréngt vun der ADR zu désem Projet. Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Engelen. Da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum** (d'éi Lénk).- Jo, merci, Här President. Also dat, wouriwer mer hei schwätzen, dat ass jo awer kee klenge Muckefuck. Am Projet de loi steet eng dräistelleg Milliouen-zuel, ém déi et hei geet.



## Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

## Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,  
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

## Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

## Saisie de texte :

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

## Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

## Concept et coordination générale :

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

## Imprimeries :

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg  
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

bréngt dat en Ausfall virun allem an der Aarbechtswelt a villes op d'Kopp, engersäts an der Famill, anerersäts am Betrib. Et ass eebeen eng speziell Situations. Jee no Gravitéit kann och d'Karriär mat op d'Kopp geworf ginn, an et kann een ufänken, èm sain Akommes ze baangen, wann et da méi laang de Fall ass.

An och fir de Patron ass et net schéin, wann e Salarie länger Zäit feelt, wou een net genau weess, wéi laang, a wou een net weess: Ersetzen ech en elo fir ee Mount? Ersetzen ech e fir e puer Méint? Ersetzen ech e fir èmmer?

Nieft dësem organisatoreschen Opwand, deen entweeder duerch Ëmorganisation oder duerch d'Astelle vun temporairen Aarbechtskräfte kuerzfristeg kann ersat ginn, entstinn awer natierlech och Fraisen, ganz nom Prinzip vun der Lohnfortzahlung, déi mer guer net a Fro wölle stellen.

## (Brouaha)

Ech wéll domadder awer soen, datt et virun allem a klenge Betriben an a Betrib, wou et wéinst der Spezialisierung vun der Aarbecht schwéier ass, d'Employé kuerzfristeg ze ersetzen, schwéier ass, fir en Ausfall vun engem Employé duerch Krankheit ze kompenséieren.

Global betreucht ass also ze soen, datt bei engem Krankeschäin all déi Bedelegt iergend-wéi verléieren. Elo am État de crise hat d'Regierung decidéiert, datt d'Krankekeess - a jo, ech deelen do d'Aschätzung vum Här Baum, datt een nach èmmer e Krankeschäi kritt -, d'Krankekeess also d'Entschiedegunge fir de Salaire am Fall vun engem Krankheitsausfall ivverhëlt. - Do ass schonn nees „Krankheit“! Also den Numm Gesondheet, wann d'Krankekeess oder d'Gesondheetskeess bis ufánkt, déi Gesond ze bezuelen, da kënne mer se richteg Gesondheetskeess nennen. - Dëst gouf gemaach, fir d'Entreprises, déi jo duerch d'Pandemie kloer Ausfäll ze bekloen haten, finanziell ze entlaaschten. Um Schluss ware bénid Säite Gewënner: D'Entreprises, well se net hu mussen d'Ausfäll finanzierien, an d'Salarieen, well se weiderhi mat hirem Salaire rechne konnten.

Mir mengen, datt aus den Avise vun de Kummere kloer erauskénn, datt d'Gesetz am Kader vun der Entschiedegung am krankheetsbedéngten Ausfall misst reforméiert ginn. Well kommt, mir sinn éierlech, dat Gesetz, dat de Rechtemodell opstellt, ab wéini d'CNS d'Indemnisatioun ivverhëlt, gëtt warscheinlech nämme vun de Services ressources humaines a groussen Entreprise richteg verstanen an appliziert. Kleng a mëttel Entreprise, wou ee bis zwee Krankheitsfäll oft direkt en Zéngtel bis e Véierel vun der Beleegschaft ausmaachen, di sech schwéier fir ze berechnen, ab wéi engem Dag d'CNS dann elo de Salaire bezilt a wéini net méi.

Fir eis Piraten wär et dofir séennvoll, datt ab dem drëtten Dag, wou e Mataarbechter am Krankeschäin ass, d'Indemnisatioun direkt iwverholl géif ginn. Domadder géif en engersäts kleng Entreprise finanziell direkt méi entlaaschten, op dår anerer Säit awer och de Salarieen násicht ewechhuelen an dem Staat de Rôle als Regulateur zuukomme loessen.

Fir eis ass et kloer, datt d'Lohnfortzahlung an Zukunft muss ugepaakt ginn, fir kleng Entreprise wéi och d'Salarieé besser ze énnertésten a fir Nodeeler aus der Welt ze raumen. Trotzdem, souwuel d'Patronatskummere wéi och d'Chambre des Salariés hunn dëse Projet positiv opgeholl. A mir Piraten deelen d'Meenung, datt dëst Gesetz fir de Moment bénid Säite gütt arrangéiert.

Aus deem Grond kënne mir och eisen Accord fir dëse Projet ginn. Ech soen lech Merci.

datt et evident ass, an d'Patronen hunn dat direkt gesot an och de President vun der Mutualitéit huet dat gesot, datt selbstverständlech déi Suen, déi hei virgestreckt goufe vun der CNS fir d'Patronen, déi 35 Milliounen, dat heescht déi 20 %, déi se direkt hätte misse báileen, wären zréck bei d'CNS kommen ivwert de Staatsbudget. An anerersäts och de Staatsbudget, déi 121 Milliounen, déi se agespuert hunn, fir eeben en Equilibre zwéischent deenen Ausgaben an der Mutualitéit an dem Taux fir d'Cotisation vun 1,85 %, deen Der allegueren kennt, ze maachen, datt also déi 156 Milliounen erém wären, niewent de Cotisations patronales, déi drop bezuelt ginn, zréck an d'CNS kommen. Do ass en Accord, deen do ass, soudatt ech mer hei keng Suerge maachen, datt dat dote wäert geschéien, nodeems mer virun allem och déi eenzel Dekonte gemaach hunn.

Fir vlächt e puer Saachen unzeschwätzen, déi och hei wärend dëse Stellungname koumen: Ech mengen, et ass esou, datt virun allem, Här Clement, déi kleng Betriben awer vun deem ganze System vum Statut unique - dat Ganz baséiert jo um Statut unique, wou ech d'Chance hat, ee vun de Rapporteren ze sinn -, grad dat huet sech awer gewisen, hei immens Virdeeler hunn, datt hei effektiv och d'Salarieé kenne viru bezuelt ginn an datt virun allem d'Salarieen och hei net déi Leeddroend sinn. Hei ass wierklech eng Win-win-Situatioun ivwert de Statut unique entstanen. Et muss ee selbstverständlech all d'Detailer kucken a selbstverständlech och kucken, wou et Verbesserungen nach dríwwer gëtt. Och dat ass eng Saach, déi èmmer erém wichteg ass.

Da gouf de Beräich vun der Vulnerabilitéit ugeschwat. Richteg. An dofir hu mer, grad fir dat och ivwert d'Covidkris eraus ze klären, en Aarbechtsgrupp agesat zwéischent dem Ministère du Travail an dem Ministère de la Sécurité sociale mat alle Servicer hannendrun, der Médecine du travail an och dem Contrôle médical, fir ze kucken, fir do eng eenheetlech Linn ze fannen, eenheetlech Dispositiounen ze fannen a selbstverständlech och dat ze kucken, fir wann dat doten an deenen næchste Joren an der Aarbechtswelt wäert zréckkommen.

Deen zweete Volet vun dësem Projet sinn d'Intérêts moratoires. Mir hu gesot als Regierung, datt wärend der Zäit vun der Covidkris d'Entreprises net mussen hir Sécurité-sociales-Cotisationen bezuelen, datt se déi kenne aussetzen a spéider bezuelen. Ech muss soen, ech ginn lech d'Zuelen: An deem éische Mount, am Mount Mäerz, hu 66 % se awer bezuelt, an am Mount Abrëll hu 75 % vun den Entreprises se bezuelt! Well effektiv, eppes mussen bezuelen an erausschiven ass eigentlech keng Léisung. Irgendwann mussen se bezuelt ginn. Et ass dat och eng Responsabilitéit.

An et gesait een, datt mer awer déi Intérêts moratoires fir déi Betriben, déi dat net kenne maachen, ausgeset hu bis Enn des Joers, fir effektiv och mat den Dekonten nozekommen. Et gouf e Chiffer hei gefrot. Dat wieren, wa maximal Indemnitéiten oder Cotisationen net bezuelt gi wieren, 200.000 Euro de Mount gewiescht. Mee bei deenen Tauxen, déi ech virdru gesot hunn, wären déi Intérêts moratoires, déi hei ewechfalen, déi Zénsen also, déi hütte misse bezuelt ginn, och männen bedroen.

An deem Senn soen ech lech Merci fir déi grouss Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. Ech mengen, hei ass eng konkreet Mesure, wéi mer an der Covidkris engersäts souwuel de Salarieé wéi anerersäts och de Patrone geholle hunn, derduerchzkommen. An ech mengen, dat war dee richteg Wee, wéi och op villen anere Projeten, déi mer an deenen eenzelne Sozialvolee gemaach hunn.

Merci.

## ► Une voix.- Très bien!

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmoos dem Sozialminister Romain Schneider. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung ivwert de Projet de loi 7582. Den Text stéet am Document parlementaire 7582<sup>3</sup>.

## Vote sur l'ensemble du projet de loi 7582 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

## Appel nominal (votes par procuration)

Dëse Projet de loi ass da mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Abstentiounen, ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arend épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par M. Michel Wolter),

Marc Spatz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.  
Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

## (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 17. 7583 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail

Mir kommen zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, dem Projet de loi 7583, enger Ofännerung vum Aarbechtsrecht. An ech ginn direkt dem Rapporteur vun dësem Projet de loi, dem honorabilen Här Georges Engel, d'Wuert.

## Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Den zéngte Gesetzesprojet hunn ech d'Geleeënheit an de Pleséier, lech haut de Mëtten hei ze presentéieren. Et geet èm de Projet de loi 7583. Nodeems d'Schoulen zugemaach goufe wéinst deene bekannten Ursachen, gouf d'Reglement vun 1999 ivwert de Congé pour raisons familiales ofgeännert, fir dass och déi Elteren dee kéinten huelen, wou d'Kanner aus zwéngende Grënn hu müssen doheembleiwen.

Duerno gouf deconfinéiert an d'Schoule goufen nees de 25. Mee opgemaach mat A-a B-Gruppe vun 8.00 bis 13.00 Auer, an och mat männen Plazen an de Betreibungsstrukturen, dëst bedéngt duerch d'Distanctiation sociale, déi huet mussen agehale ginn. D'Kannerbetreibung war awer nach èmmer noutwendeg, an dowéinst gouf dunn d'groussherzoglecht Reglement vum 20. Mee geholl, fir e komplett oder deelweis Zoumaache vun den Empfangsstrukturen ze kompensiéieren an esou de beträffen Eltere weiderhin de Congé pour raisons familiales unzébidden, an dat an dräi prezise Fäll:

éischtens wann d'Kand ufällig op de Covid-19 ass, zweetens wann d'Kand ab dem 1. September 2015 gebuer ass, an drëttens fir e Schoulkand énnér 13 Joer, deem seng Schoul zou ass oder d'Empfangsstrukture gespaart bleiwen aus Grënn, déi dann och direkt mat der sanitärer Kris verbonne sinn.

De Projet de loi, deen annert och Artikelen am Code du travail of, fir dass an deenen dräi Fäll, déi ech elo grad genannt hunn, och nom État de crise a bis d'Enn vum Schouljoer de 15. Juli 2020 op de Congé pour raisons familiales kann zréckgegraff ginn.

De Projet de loi, dee gouf schonn den 13. Mee 2020 deposéiert. Et goufen Amendementer, nodeems de Staatsrot eng Rei vu juristeschen Inkohärenze bemerkert huet.

Hei sinn och nach e puer zousätzlech Punkten ze bemerkern: De Gesetzesstext, dee gjëllt och fir Frontalieran an och fir déi méi informell Kannerbetreibung. Notamment bei den Dagesmammen oder bei den Grousselteren, wann déi och vulnerabel sinn an d'Empfangsstrukturen d'Betreitung vun de Schoulkanner net kenne garantéieren, da kënne déi Elteren hei och de Congé pour raisons familiales kréien, an dat op Basis vun engem Certificat, deem de Ministère de l'Éducation dann ausstellt.

An eng Remark nach: D'Alterslimit vun 13 Joer gjëllt hei net fir Kanner mat enger physescher oder mat enger mentaler Behënnerung.

Ech hunn et virdru gesot, de Projet gouf den 13. Mee deposéiert. Den Avis vum Staatsrot



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

koum den 19. Mee. A mir hu gutt geschafft an d'Kommissioun huet dése Rapport dann och ganz séier fir gutt befonnt.

An ech géif heimadder dann och den Accord vun der LSAP ginn. Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Engel. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen.

## Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Merci dem Här President, merci dem Här Rapporter vun désem Projet de loi. Den Här Engel ass ganz an den Detail gaange mat deem, wat de Projet de loi ubelaangt. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass déi Verlängerung vun deene véier Wochen, déi elo nach bleiwe bis zum Enn vun der Schoul, gemaach gétt. Et war wichteg, dass d'Famillje konnten, wärenddeem d'Schoulen zou waren, op dat zréckgräifen, dee Congé pour raisons familiales an där Form, wéi mer et elo gemaach hunn.

An ech mengen, an den Här Schneider wäert dat jo herno och nach eng Kéier soen, dass do awer eng Konfusioun entstanen ass. Et ass net d'Krankeekess, déi dat wäert bezuelen, et ass d'Krankeekess, déi en Avancement gemaach huet. Mee den Här Schneider wäert do herno sécherlech och mat där néideger Erklärung derzou kommen. Et war eng gutt Saach. Et ass gutt, dass mer et verlängeren. A loosse mer hoffen, dass mer et de 15. September net méi brauchen.

Villmools merci. An ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Spautz. An da wär et um honorabelen Här Pim Knaff.

► **M. Pim Knaff (DP)**.- Jo, Här President, merci fir d'Wuert. E grosse Merci un de Rapporter, de Georges Engel, fir deen exzellente Rapport. Deem ass och weider náischt méi bázefügen. An ech ginn natierlech den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Knaff. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Charles Margue.

► **M. Charles Margue (déi gréng)**.- Merci, Här President, ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioune soen dem Rapporter natierlech Merci, dass d'Situatioun elo bis de 15. Juli an der Rei ass.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Margue. Da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen (ADR)**.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wéll dann och dem Här Georges Engel en häerzleche Merci soe fir sái schrëftlechen a ménkleche Rapport. Et ass eng Moosnam - déi war noutwendeg gewiescht am Kader vun der Coronakris -, déi mer och begréissen. Si ass vun der CNS iwwerholl ginn, am Fong geholl aus praktesche Grénn, fir datt et konnt séier iwwert d'Bün goen. Mee elo, wann den Dekont gemaach gétt, hoffe mer jo och, datt dann ...

(**Brouaha**)

... déi Suen erém zréckkomme bei d'CNS, soss hu mer do e Lach an dann hu mer d'Gefor do ginn, datt mer entweeder d' Cotisatiounen mussen eropsetzen oder d'Leeschungen eroft. Ech wollt dat just mat vermierken, datt dat eis Suerg ass an datt mer dat och solle maachen. Ech mengen, souwáit ech den Här Minister kennen, wäert en drop agoen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Engelen. Da wär et um honorabelen Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk)**.- Jo, merci, Här President. Als déi Lénk wäerte mir dése Projet natierlech och matennerstétzen. An et kann ee just hoffen, datt dat, wat den Här Spautz virdru gesot huet, net zoutréfft an datt mer dat Gesetz de 15. September net méi brauchen; well mir hunn et de 15. September net méi.

An do stellt sech, wéi a villen anere Beräicher, d'Fro, wéi mer als Chamber domadder émgiinn, wann et dann eventuell zu enger zweeter Well géif kommen. Ech mengen, dat wäert een Element si vun deenen Diskussiounen, déi de Méindeg nach wäerte stattfannen, wou mir eis als Chamber och mussen déi Instrumenter ginn, fir eventuell och kenne séier ze reagéieren.

Dést gesot, et war eng wichteg Mesure, déi agefouert ginn ass, si gétt elo nach verlängert. Och dat ass gutt. Mir stémmen deem hei zou.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Baum. A leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten)**.- Merci, Här President. Merci och dem Rapporter fir den exhaustiven, awer záitlech knackege Rapport. Deem ass náischt méi bázesetzen. Et ass e wichtige Projet, dat heiten, eng wichteg Mesure, déi wierklech den Elteren zeguttkénnit an hélleft.

Deementspriechend ginn ech och den Accord vun de Piraten.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet

d'Wuert, nach eng Kéier den Här Sozialminister Romain Schneider.

## Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale**.- Merci, Här President. Erlaabit mer awer vláicht, e puer Minutte méi laang op de Projet anzegoen.

► **Plusieurs voix**.- O!

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale**.- Net ze laang, mee awer vláicht ...

(**Brouaha**)

Ech weess, datt ech mech elo onbeléift hei maachen ... Mee wéi Der scho gesot hutt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat hei e ganz wichtige Projet, an et ass ee vun deenen éischten, e gouf eigentlech agefouert direkt.

Ech ka mech nach gutt erénnernen, wéi mer sonndes moies mat de Sozialpartner zessummesouzen, an déi aus der CNS natierlech, fir dann ze kucken, wéi mer reagéieren an deem Moment, wann d'Schoulen zouginn, wann d'Strukturen zouginn. Wéi fanne mer ee Moyen, datt d'Eltere kénnen no hire Kanner kucken, datt se effektiv se kenne betreien? An do hu mer gesot: „Mee mir hunn ee Moyen, de Congé pour raisons familiales, dee jo besteet. Da kommt, mir huelen e Congé pour raisons familiales élargie.“ Dofir hu mer en elargiéiert am Ufank, eng éischte Mesure, an e gouf émmer erémm nogebessert, well mer jo och verschidde Phasen an deem ganzen Zyklus vum Covid-19 haten.

Hei ass elo e gemeinsame Projet gewiescht zwéischen dem Aarbechtsminister, dem Minister vun der Education an dem Sozialminister, deen e bessen de Schatzmeister hei gespilt huet. Dat ass richtig! Dat ass vu ville Säite scho gesot ginn. Mee et ass virun allem dréim gaangen, fir pragmatestsch, fir séier virzegoen. An op där anerer Säit, fir och virun allem ze kucken, datt mer d'Méiglechkeete ginn, fir d'Kanner ze betreien, op där anerer Säit awer och net d'Patronen ze vill domadder ze belaaschten. Ech kommen herno mat e puer Chifferen, déi awer schonn, mengen ech, impressionnant sinn.

Et gouf och viraus geschwat hei dervun, datt et wichteg ass, datt mer herno selbstverständliche kucken, wat dann elo effektiv zur Charge vun der CNS ass a wat zur Charge vum Staat ass. Alles dat hu mer géschtert an der Quadripartie och mat de Sozialpartner, mat de Prestatairen, awer och virun allem a Presenz vun der Gesondheetsministesch an awer och vum Finanzminister diskutéiert. A mir hunn eis gesot: „Wa mer all d'Zuelen hunn, wann all d'Dekonte gemaach sinn“, an dat wäert Enn des Summers, Ufank Hierscht sinn, wann effektiv d'Patronen ofgerechent hu mat der CNS, „da wäerte mer e Kassensturz maachen a kucken, wat déi Mesure effektiv kascht huet.“

Eng Mesure, déi een elo kann tabléieren fir déi éischte Period vum 16. Mäerz bis de 25. Mäerz (veuillez lire: 25. Mee) op ongefíer 222 Milliounen. Vum 25. Mee elo bis de 15. Juli hu mer ganz héich gerechent, mir hu mol all d'Kanner matagerechent, déi eventuell dovunner kenne profitéieren, do wären dat 75 Milliounen - ech mengen awer, datt dee Chiffer relativ grouss gefasst ass -, soudatt mer am Ganzen op eng Zomm vu ronn 300 Millioune kommen, déi dése Congé pour raisons familiales eis géif kaschten. An éischte Schätzungen, déi mer haten, hate mer souguer vu 400 Millioune geschwät. Dir gesitt, a mir gesinn dat och, wa mer d'Dekonten erakréien, datt et effektiv manner Leit waren.

Fir awer vláicht e puer Zuelen ze soen, déi och schonn op eng Question parlementaire geántwert gi waren, mengen ech, do hu mer elo relativ konkreet Zuele fir de Mount Mäerz, well do déi meeschte Dekonte gemaach sinn. Do gesi mer, datt ongefíer eng 39.500 Salariéen dovunner profitéiert hunn. Dat waren 21.000 Fraen an et waren 18.000 Männer, déi dovunner profitéiert hunn. A fir de Mount Abréll sinn d'Zuelen nach net ganz färdeg, mee mir kommen awer och der Saach scho relativ no fir den Dekont. Do si mer nach bei 29.000 Leit, Salariéen, déi dovunner profitéiert hunn. Fir de Mount Mee sinn d'Tendenzen, datt et ongefíer d'Hallschent nach wäert sinn.

Dir gesitt also, et geet effektiv zréck, well jo och doniewent natierlech d'Schoulen an d'Strukturen zum Deel erém opgaange sinn. An ech sinn iwwerzeegt, datt fir déi nächst Period, déi elo kénnt, bis de 15. Juli, och eng Rei aner Moosnamen nach spilen. Ech mengen, d'Aarbecht huet erém ugefaangen. Doniewent sinn eng ganz Rei vu Schoulen, déi erém funktioneer, vláicht en neien Zyklus, deen hannendrukénn. Och d'Strukturen, déi fonctionéieren erém.

Mee ech mengen, am Endeffekt war et eng ganz flott Mesure, déi hei geholl gouf, wou ech och ganz gäre bereet war, ee vun de Partner ze sinn, niewent dem Aarbechtsminister, iwwert de Code du travail, niewent awer och dem Educationssminister, well et virun allem d'Schoulen an d'Strukturen betréfft.

Ech géif vun déser Plaz aus lech allegueren eng Kéier Merci soen, virun allem der Kommissioun, awer och dem Parlament, fir déi grouss Zoustëmmung. Ech géif awer och menge ervicer vun der CNS an dem Centre commun Merci soe fir den Traitement vun deenen Dausende vun Dosseren, déi do erakomm sinn. Och dat war net evident. Mir hunn eis missen am Teletravail op-



CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op  
**Chamber TV**  
och an der Rediffusioun  
all Sëtzungsdag  
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.



# SÉANCE 44

JEUDI 18 JUIN 2020

stellen, och iwver nei informatesch Méiglechkeeten, fir dat propper ze traitéieren. An an deem Senn ass dat heiten eng flott Saach.

Ech hoffe just, an den Här Baum huet et ugeschwat, datt mer effektiv de 15. Juli domadder kënnen ophalen, datt mer ab der Rentrée an eng nei Sphär erakommen. Wann net, da musse mer eis zesummesetzen, fir dann ze kucken, wéi mer Lésunge fannen.

Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmoos dem Sozialminister Romain Schneider. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7583. Den Text stéet am Document parlementaire 7583<sup>5</sup>.

## **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7583 et dispense du second vote constitutionnel**

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

### **Appel nominal (votes par procuration)**

Domat ass diëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Marc Lies), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Aly KAES, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc

Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt viraussiichtlech e Samschdeg de Moien um zéng Auer nees ze-summen. D'Membere vun der Conférence des Présidents solle wannechgelift nach e bëssen heibleiwen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(La séance publique est levée à 19.51 heures.)**

## Sommaire des séances publiques n°s 42, 43 et 44

### 42<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique	p. 646
Communications	p. 646
Ordre du jour	p. 646
Dépôt d'une motion par Mme Martine Hansen	p. 646
Question urgente n° 2390 de M. Sven Clement relative au test de dépistage de la Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg	p. 646-647
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Roy Reding	p. 647
Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement	p. 647-648
Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19	p. 648
Question élargie n° 37 de M. Roy Reding au sujet des droits du consommateur dans le cadre des ventes en état futur d'achèvement (suite)	p. 648
Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite)	p. 648
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation dans les établissements pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap	p. 648-651
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du dialogue social et des conséquences de la crise sanitaire au niveau économique et social	p. 651-655
Motion de Mme Martine Hansen relative à la mise à disposition de toutes les données, modélisations et simulations de la pandémie Covid-19 (suite)	p. 655
Ordre du jour (suite)	p. 655

### 43<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique	p. 655
7588 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions :	
1° des articles L. 151-1, alinéa 1er, et L. 151-4, du Code du travail ;	
2° de l'article 16 de la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ;	
3° des articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;	
4° des articles 22, 25, 26 et 28bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse	p. 655-658

7604 - Projet de loi portant dérogation :	
1° aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;	
2° à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire	p. 658-660

7579 - Projet de loi portant dérogation à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental	p. 660-662
---	------------

7603 - Projet de loi portant	
1. dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;	
2. modification du Code du travail	p. 662-664

44 <sup>e</sup> séance	
Ouverture de la séance publique	p. 665
Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar	p. 665-666

7595 - Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19	p. 666-669
--	------------

Question urgente n° 2412 de M. Mars Di Bartolomeo et de M. Dan Biancalana au sujet de l'avenir incertain du site à Dudelange du groupe verrier américain Guardian	p. 669-670
---	------------

7585 - Projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration	p. 670-672
---	------------

7559 - Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides en faveur des projets liés à la lutte contre la pandémie du Covid-19	p. 672-676
--	------------

7598 - Projet de loi portant dérogation à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil	p. 676-677
---	------------

7586 - Projet de loi portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale	p. 677-679
--	------------

7587 - Projet de loi portant :	
1° prorogation de mesures concernant	
a) la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite ;	

b) certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales ;	
c) la suspension des délais en matière juridictionnelle, et	
d) d'autres modalités procédurales ;	

2° dérogation temporaire aux articles 74 à 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;	
---	--

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et	
---	--

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise	p. 679-680
--	------------

7577 - Projet de loi concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19	p. 680-682
--	------------

7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19	p. 682
--	--------

Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378	p. 682-683
---	------------

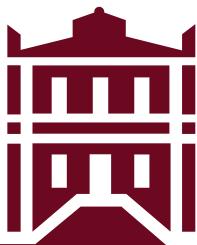
7608 - Projet de loi portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 (suite)	p. 683-684
--	------------

7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail	p. 684
--	--------

Motion de M. Laurent Mosar relative au retrait de la circulaire n° 3378 (suite)	p. 684
---	--------

7582 - Projet de loi portant prorogation des dérogations aux dispositions des articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 3 et 428, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale et L. 121-6, paragraphe 3 du Code du travail (suite)	p. 684-685
--	------------

7583 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions des articles L. 234-51 et L. 234-53 du Code du travail	p. 685-687
---	------------



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 19 • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet	
1912	Marc Goergen	Recrutement auprès du CGDIS	
2177	Laurent Mosar	Soumissions publiques	
2179	Fernand Kartheiser	Hélicoptères de l'Armée luxembourgeoise	
2187	Fernand Kartheiser	Cours d'accueil pour élèves primo-arrivants dans l'enseignement fondamental	
2190	Diane Adehm	Recettes fiscales	
2191	Stéphanie Empain, Charles Margue	Devoir de diligence des entreprises	
2192	Stéphanie Empain	Suspension du remboursement de dettes par les pays en développement	
2193	Fernand Kartheiser, Roy Reding	Service central d'assistance sociale	
2194	Sven Clement	Formulaire en ligne « Formstack »	
2195	Martine Hansen, Laurent Mosar	Fonds de soutien pour le tourisme	
2196	François Benoy	Compensation écologique	
2197	Sven Clement	Stockage géologique de déchets nucléaires	
2199	Fernand Kartheiser	Recrutement du personnel pour les centres de dépistage du coronavirus	
2201	Françoise Hetto-Gaasch, Gilles Roth	Efficacité des bandanas utilisés comme protection contre la Covid-19	
2202	Laurent Mosar	Memorandum of Understanding	
2204	Gusty Graas, André Bauler	Infections détectées dans des abattoirs	
2205	Laurent Mosar	Assurances dans le cas de fermeture d'une entreprise	
2206	Fernand Kartheiser	Stockage géologique de déchets nucléaires	
2207	Carole Hartmann, Gusty Graas	Capacités des hôpitaux	
2208	André Bauler	Pollution sonore causée par le trafic	
2209	Josée Lorsché	Inégalités scolaires dans le contexte de l'enseignement à distance	
2211	Gusty Graas, Carole Hartmann	Pollution de la « Millebaach »	
2213	Gilles Roth	Refus d'annulation d'un congé posé par un salarié	
2214	Marc Spautz	Possibilité de report d'éventuels déficits liés à la crise sanitaire	
2216	Martine Hansen, Diane Adehm	Mesures de déconfinement des cultes	
2218	Marc Baum	Augmentation du temps de travail maximal autorisé	
2219	Martine Hansen	Tarif de rachat photovoltaïque	
2221	Serge Wilmes	Avenir de LuxairGroup	
2223	Fernand Kartheiser	Réforme du Code de déontologie du Gouvernement	
2224	Martine Hansen, Laurent Mosar	Aides pour le secteur événementiel	
2225	Martine Hansen, Marc Spautz	Recommandations pour les maisons de soins	
2226	Jeff Engelen	Entreprises de livraison	
2229	Marc Baum, David Wagner	Personnes en rétention et validité des titres de séjour	
2230	Dan Biancalana	Jugement sur accord	
2232	Jean-Marie Halsdorf	Campagne de dépistage de la Covid-19	
2242	Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser	Reprise des services religieux au Luxembourg	
2249	Diane Adehm	Tentatives de phishing	
2253	Mars Di Bartolomeo	Élaboration d'un concept pour une infrastructure centrale devant répondre à des épidémies telles que le Covid-19	
2257	Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf	Forfait pour matériel d'incontinence	
3034 urgente	Marc Goergen	Prolongation du congé de la Toussaint	
3041 urgente	Sven Clement	Visites dans les foyers pour enfants	
3042 urgente	Jeff Engelen	Déclaration d'incapacité de travail dans le cadre de la pandémie de la Covid-19	
3052 urgente	Michel Wolter	Évolution du coronavirus dans les eaux rejetées par les ménages	
3060 urgente	Paul Galles	Accusations contre Frontex	
3061 urgente	Roy Reding	Aides financières pour les entreprises impactées par la pandémie de la Covid-19	
3087 urgente	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Menace terroriste actuelle	
3094 urgente	Laurent Mosar, Marc Spautz	Chômage partiel	
3095 urgente	Jeff Engelen, Fred Keup	Stations de dépistage de la Covid-19 mobiles	
3099 urgente	Jeff Engelen	Télétravail	
3107 urgente	Jeff Engelen	Déclaration d'incapacité de travail dans le cadre de la pandémie de la Covid-19	
3110 urgente	Marc Spautz, Léon Gloden	Dispositions concernant la réserve sanitaire	
3111 urgente	Fernand Kartheiser	Fuite d'informations auprès du Service de renseignement de l'Etat	
3130 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Vaccin contre la Covid-19	
3137 urgente	Jeff Engelen	Test de dépistage de la Covid-19 dans le cas d'un voyage	
3147 urgente	Martine Hansen	Installation de purificateurs d'air dans les écoles	
3157 urgente	Martine Hansen	Centre de dépistage pour la Covid-19 dans le nord-ouest du pays	
3160 urgente	Fred Keup	Mise en quarantaine de 24 classes dans la commune de Steinsel	

**Question 1912 (21.02.2020) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant le recrutement auprès du CGDIS :**

2018 goufen d'Rettungsdéngschter zu Lëtzebuerg nei organiséiert an an deem Kontext gouf d'Gesetz vum 27. Mäerz 2018 de Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) geschaffen. D'Land zitt an engem Artikel vum 10. Januar 2020 e klenge Resümee aus dem leschten annerhallwe Joer vum CGDIS:

„Hier stößt das CGDIS an dieselben Probleme wie vergleichbare luxemburgische Institutionen, das heißt Polizei und Armee. Haben die beiden Letztgenannten ein reines Rekrutierungsproblem, so hat das CGDIS zusätzlich ein Ausbildungsproblem vor allem der Führungs-kräfte und hat sein Selbstverständnis noch nicht definiert.“

Weider kommentéiert den Auteur iwwert d'Émsetzung vu follgendem Punkt aus dem Koalitounsaccord:

« Ce dialogue structuré, impliquant les représentants des différents départements ministériels concernés, thématisera les dispositifs et moyens nécessaires, utiles et adaptés pour rendre le bénévolat efficient et attractif.

[...] Une attention particulière sera portée aux pompiers bénévoles qui, ensemble avec les pompiers professionnels, sont les piliers de nos services de secours. » (Säit 54)

„Es fehlt genau an dem geforderten strukturierten Dialog. Der könnte auch dazu führen, dass Politik und Verwaltung geeignete Sensoren an der Systembasis schaffen, um so ein Frühwarnsystem zu haben, das Fehlentwicklungen anzeigt, bevor massive Unzufriedenheit sich in den Reihen der gemeinen Löschknechte breit macht.“;

esou d'Land.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill nei Fräiwölleger a wéi vill Haaptamtlecher goufe sät der Grënnung vum CGDIS rekrutéiert?

2. Wéi vill Fräiwölleger a wéi vill Haaptamtlecher hu sät der Grënnung vum CGDIS als fräiwölleg Secouristen a Pompjeeën opgehaalen?

3. An der Fro N° 1505 huet den honorabelen Deputéierte Sven Clement Froen zum Contrôle medical beim CGDIS gestallt. Hei äntwert d'Ministesch:

„Déi kierperlech Ustregung, schaffen énner Stress souwéi staark Hézt, där d'Pompjeeën am Asaz ausgesat kenne sinn, si Konditiounen, déi spezifesch Ënnersichunge verlaangen. [...] Déi nei Bestëmmunge vum Medico erlauben et haut vill besser, dass jidderee besser deene gesondheetlechen Ufuerderungen entsprécht, déi jee no Emploi bzw. Aktivitéit gefuerdert sinn.“

Wéi vill Fräiwölleger si säit der Grënnung vum CGDIS beim Medico duerchgefallo an aus wéi enge Grënn?

4. Ginn et aus der Siicht vun der Ministesch punktuell oder generell personell Enkpäss duerch e Manktem u Fräiwölleger?

**Réponse (06.05.2020) de Mme Taina Boffering, Ministre de l'Intérieur :**

ad 1. + 2. Den honorabelen Deputéierte freet Zuelen iwwert de Rekrutement an d'Demissiou vu fräiwöllegen an haaptamtleche Fraen a Männer Pompjeeë beim CGDIS. De follgenden Tableau weist d'Entwicklung vun der Unzel vu fräiwöllegen a beruffleche Fraen a Männer Pompjeeën am CGDIS sät senger Grënnung den 1. Juli 2018:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Bei der medezinischer Ënnersichung gëtt keen Ënnerscheed tëschent fräiwöllegen an haaptamtleche Fraen a Männer Pompjeeë gemaach. Aus deem Grond bezéie sech d'Angaben op d'Gesamtuel vun Ënnersichungen.

Well de Gesondheetszoustand sech entwéckele kann, ass et méiglech, dass e Pompjee sechs Méint no enger Ënnersichung, während där en „inapte“ geschriwwen gouf, nees als „apte“ gëllt.

Ausserdeem besteht d'Méiglechkeet, datt zum Zäitpunkt vun der Ënnersichung net alleguer d'Informatiouen zum Gesondheetszoustand vun der Persoun virleien oder zousätzlech Ënnersichunge vun engem Spezialist mussen



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

ugefrot ginn. De Pompjee kritt an deem Fall eng „inaptitude temporaire“ a kann, esoubal d’Resultater alleguer virleien, nei bewäert ginn.

Heiraus ergëtt sech, dass et net méiglech ass, d’Gesamtzuel vun de Leit, déi beim Medico duerchgefall sinn, iwwer e laangen Zäitraum unzeginn, well et sech émmer just ém eng aktuell Momentopnam handelt.

De CGDIS erstellt reegelméisseg eng Statistik iwwert den Total vun de Resultater vun der Ennersichung. Fir d’Joren 2018 an 2019 gesäßt déi follgendarmoosse aus:

(tableau à consulter auprès de l’Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Säit dem 1. Januar 2020 ginn d’„personnes inaptes temporaires“ wéchentlech korrigéiert, well vill Persoune schlussendlech „apte“ geschriwwen ginn. De Prozentsaz vun Inaptitude läit domat an der Moyenne bei 4,8 %.

De CGDIS wäert an Zukunft d’Informatiouen zum Gesondheetszoustand vun de Pompjeeën an enger elektronischer Datebank sammelen. Vun deem Moment u wäerten d’Ursaache fir eng Inaptitude besser kennen ausgewäert ginn. Bis ewell kann ech op meng Antwort op d’parlementaresch Fro N° 1505 verweisen an däi ech erkläret hunn, dass de Body Mass Index (BMI) international als Referenz benotzt gëtt an dass déi Leit, déi iwwergewiichteg sinn oder en héije Risiko hu fir Härz-Kreislaf-Erkrankungen, a ville Fäll „inapte“ geschriwwen ginn.

Ech wëll awer och nach eemol drun erënneren, dass de CGDIS seng Pompjeeë bewoist kennt gem héije Gesondheetsrisiko wëllt aussetzen an eng ganz Rei Mesuren en place gesat huet, fir dem Taux vun Inaptitude bei den operationelle Pompjeeën entgeintzwerken (Sportscoachens, Sportsaktivitéiten, Ernährungsberodung asw.). Wéi wichtig dat ass, weist elo och déi aktuell Pandemie, wou d’Fraen a Männer Pompjeeën, déi zu der Kategorie vun de vulnerable Leit gehéieren, am Moment keen Déngschkt kennen maachen. Als vulnerable Géigend mat gesondheetleche Problemer, wéi zum Beispill Adipositas, Härz-Kreislaf-Krankheeten a verschidde Forme vun Diabetes.

ad 4. De CGDIS huet mäi vollst Vertrauen, dass en alleguer d’Erausforderungen, déi sech stellen, professionell meeschtert. Mir ass keng Situations bekannt, wou de CGDIS wéinst engem Manktem u Fräiwellegen net drop reagiere konnt.

**Question 2177 (11.05.2020) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les soumissions publiques :**

Mengen Informatiouen no ginn et am Moment Schwierigkeiten fir eng Rei Betriben, déi bei éffentlechen Ausschreiwingen welle matmaachen. Well vill Betriben am Kader vun der Covid-19-Kris vun enger Rei vun temporäre Mesuren am Beräich vun der TVA an der Sécurité sociale profitéieren, kenne si net déi néideg Certificaten ausgestallt kréien, fir bei enger Soumission matzmaachen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d’Regierung stellen:

1. Kann d’Regierung dës Informatiounen confirmeren?

2. Wa jo, deelt d’Regierung d’Meenung, datt hei seier misste Léisunge fonnt ginn, fir datt déi concernéiert Entreprisen net nach méi Abousen hinn?

3. Ass d’Regierung bereet, d’Méiglechkeet vun enger Derogatioun virzegesinn, fir datt d’Entreprisen, déi vun den temporäre Mesuren am Kader vun der Covid-19-Kris profitéieren, dierfen un éffentlechen Ausschreiwingen deelhuewen?

**Réponse commune (16.06.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, de M. Franz Fayot, Ministre de l’Economie, de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :**

Et ass der Regierung bewoist, dass am Kader vun der Covid-19-Kris verschidde Betriben Schwierigkeiten bei éffentlechen Ausschreiwingen hinn. De Regierungsrot huet dofir an diverse Sätzungen iwwert dës Problematik diskutiert a verschidde Mesurë festgehalen.

Wat d’Gestioun vun de soziale Bäitrag, den trimestrielle Steieravancen an der TVA (délais de paiement) ugeet, huet d’Regierung temporrär Mesurë festgeluecht, fir Betriben mat verstärkter Flexibilitéit ze énnertstzen.

Des Weider huet d’Regierung de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) an d’Steierverwaltung gebieden, de Betriben, déi virum 18. Mäerz 2020 (Etat de crise) „en règle“ mat hire Steieren a Sozialcharge waren, d’Certificaten, esou wéi den Artikel 91 vum Règlement grand-ducal vum 8. Abrëll 2018 iwwert d’Ausférung vum Gesetz iwwer éffentlech Ausschreiwingen et virgesait, auszestellen.

Heiduerch misst et de Betriben méiglech sinn, déi néideg Certificaten ze kréien an un enger éffentlecher Ausschreiwing deelzehuelen.

Et ass selbstverständliche, dass dës aktuell Krisesituatioun kee Virwand bitt fir net konform Situationsen ze regulariséieren.

**Question 2179 (11.05.2020) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les hélicoptères de l’Armée luxembourgeoise :**

An engem Interview am „Forum“ mam Titel „Die Armee - ein interessantes Unternehmen“ vum 11. September 2017, huet déi deemoleg Staatssekretärin fir Verdeedegung, Francine Cloesener, énner anerem dës Aussoe gemaach:

„Zwei der geplanten Hubschrauber sollen in Luxemburg stationiert sein, der dritte in Belgien. Dieser Hubschrauber soll auch für maritime Einsätze ausgestattet sein, um entlang der belgischen Küste eingesetzt zu werden.“

An deem Kontext wollt ech dem Här Verdeedungsmister dës Froe stellen:

1. Entsprécht déi Aussoe vun der deemoleger Staatssekretärin nach de Pläng vun däi aktueler Regierung?

2. Wéi vill Helikoptere wéll déi aktuell Regierung nach kafen a wéi sollen déi agesat ginn?

**Réponse (05.06.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Défense :**

D’Regierung ass am Kader vum Effort de défense beméit, sénnvoll an nützlech Kontributioun fir d’EU an d’NATO ze maachen.

Wat déi an der Fro ugeschwaten NH90-Helikoptere betréfft, esou sinn zurzäit bei de Partner vum NH90-Programm Diskussiounen iwwert d’Upgradë vun den Helikopteren amgaang. Dëst ass náischt Aussergewéinleches bei esou grosse Programmer, déi sech iwwer Joerzéngte strecken. Déi genau Létzebuerger Kontributioun zum Programm ass ofhängeg vun de Konklusiounen vun déser Etüd. Méiglech Asazprofiller ginn a Koordinatioun mat de Partener ausgeschafft.

**Question 2187 (12.05.2020) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les cours d’accueil pour élèves primo-arrivants dans l’enseignement fondamental :**

Am Enseignement fondamental huet all Kand, dat nei an d’Land kënnt (Primo-arrivé), d’Recht op zwee Joer maximum „cours d’accueil“. Wärend d’Kand aus senger Reegelklass erausgeet, kritt et Extra-Courses, fir eng oder zwou (jee no Situations) Schoulproochen D/F intensiv opzeschaffen, mam Zil, datt et a senger Reegelklass ka matkommen. Elo héiert een, datt déi Courses nom 25. Mee kíent ewechfalen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Schoulminister dës Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt d’Cours d’accueil am Enseignement fondamental fir de Rescht vum Schouljoer 2019/2020 ewechfalen?

2. Wa jo, wéi gëtt dat begrënnt?

3. Wéi sollen déi betraffe Kanner an hirer Klass eens ginn, ouni déi néideg Sproochekennnesser, déi si dann net méi bâlbruecht kréien? Bleift et Zil, déi Kanner esou schnell ewéi méiglech an hirer Reegelklass ze intégréieren?

4. Wat ass fir déi Primo-arrivé Kanner virgesinn, déi téschten dem 25. Mee an dem 15. Juli op Létzebuerg kommen?

5. Ass geplant, datt d’Zäit am Cours d’accueil, déi d’Kanner nach fir dëst Schouljoer zegutt hätten, op dat anert Schouljoer verluecht gëtt?

6. Well de SECAM (Service de la scolarisation des enfants étrangers) just nach op Nofro vum Enseignant bei der Orientatioun vu Primo-arrivé Kanner am C4 helleft, hunn d’Elteren, am Fall wou si mat der Entscheidung vum Enseignant net averstane wären, d’Méiglechkeet, de

Service SECAM ze kontaktéieren? Gi si doriver informéiert? A wéi enger Form?

**Réponse (16.06.2020) de M. Claude Meisch, Ministre de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse :**

ad 1. + 2. Nodeems d’Schoulhaiser wärend zwee Méint zou waren, gouf de Schoulbetrib de 25. Mee 2020 nees eropgefuer, dat bekannermoosse mat engem Enseignement en alternance a mat der Halbéléierung vun de Klassen. Dës sanitär onémgänglech Moosnam ass personalintensiv, wouf dann och all Enseignanter hu misse mat ageplangt ginn, och déi vum Cours d’accueil. Wärend dem Confinement hattent déi Enseignantë vum Accueil och mat hire Schülerinnen a Schüler en Enseignement à distance gemaach. Zanter dem Enn vun der Ouschtervakanz haten all Enseignanten d’Méiglechkeet, deconnectéiert respektiv besonnesch fragill Kanner am Respekt vun den Hygiènesdispositiounen am Schoulhaus eent zu eent ze gesinn an ze betreien. Elo sinn d’Léiergruppe kleng an den Titulaire vun der Klass huet d’Méiglechkeet, méi op d’Bedierfrisser vun de Kanner mat Migrationshannergond anzegoen, dat énner anerem mat individuasiéiertem Unterrecht a Peer-Learning. Wann de Schoulbetrib richteg um Rullen ass, an net ze vill Ausfäll beim Léierpersonal sinn, kennen d’Enseignantë vum Accueil sech nees exklusiv hirem Public cible widmen.

ad 3. Dat éischt Zil ass a wäert et och an däser aussergewéinlecher Zäit bleiwen, fir deene Kanner, déi et brauchen, ze hellefen, esou séier wéi méiglech sproochlech aktiv an autonom ze ginn an hir Bedierfrisser, Iddien an dat, wat si u Wéssen a Kompetenze matbréngen, ausdrécken ze können. An deem Senn bleibt d’Zil vum Cours d’accueil dat selwecht, nämlech déi betraffe Kanner esou séier wéi méiglech fit ze maachen, fir um Reegelunterrecht deelzehuelen.

ad 4. Déi interkulturell Mediateure vum Service de la scolarisation des enfants étrangers (SECAM) sinn zanter Ufank vum Confinement nach verstärkt am Asaz. Si énnertstzen d’Léierpersonal an d’edukatiiv Personal op villfälteg Aart a Weis (Gespréicher iwwer Videochat, schréftlech Iwwersetzung, reegelméisseg Kontakt mat den Elteren, fir Froen zum Enseignement à distance ze beantworten).

Déi interkulturell Mediateure stinn dem Léierpersonal an dem edukative Personal, de Kanner an hire Familien och weiderhin zur Sait, fir den éischten Accueil vun engem Kand, dat als Primo-arrivé an de Létzebuerger Schoulsystem kënnt, ze assuréieren. Esouwält et méiglech ass, gëtt bei de Mediationen op Telefon, E-Mail a Videochat zréckgegraff. A Situationsen, wou den interkulturelle Mediator sech deplacéiert, wéi all Eent-zu-eent-Situatioun, ginn d’Distanz- an d’Hygiènesmesurë strikt emgesat.

Déi jeeweileg Direktiounen an d’Enseignantë vum Cours d’accueil garantéiere weiderhin den Empfang vun de Kanner, déi téschten dem 25. Mee an dem 15. Juli 2020 an der Létzebuerger Grondschoul ukommen. Wat d’Beschoulung vun dëse Kanner ugeet, esou si si vun Ufank un an hirer Classe d’attaché, woubäi den Titulaire vun der Klass aktiv mat dem Enseignant vum Cours d’accueil zesummeschafft.

Fir vulnerabel Kanner, déi virun dem Confinement de Cours d’accueil besicht hinn, gëtt den Enseignement à distance weidergefouert:

- wéi bis elo féiert den Enseignant vum Cours d’accueil den Encadrement vun de Kanner virun, an zwar an Zesummenaarbecht mam Titulaire vun der Klass;

- am Plan individualisé de formation ginn d’Haaptléierziler an den aktuelle Schoulparcours vum Schüler oder der Schulerin festgehalten; dëst Dokument ass béiden Enseignanten zougänglech.

ad 5. Laut dem Règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d’accueil et des classes d’accueil pour enfants nouvellement installés au pays gëtt d’Unzul u Stonne vum Cours d’accueil no de Besoin vum Kand festgeluecht. D’Zäit am Cours d’accueil gëtt also a Funktioun vum viregte Schoulparcours vum Kand grad ewéi sengem schouleschen a sproochleche Bilan vum Titulaire vun der Klass an dem Enseignant vum Cours d’accueil festgeluecht; dëst mat engem Maximum vun zwee Joer pro Sprooch. Bei déser maximaler Dauer handelt et sech ém Kalennerjoren an net ém Schouljoren. Deemno ass et, jee no Besoin vum Kand, duerchaus méiglech, och iwwert d’Schouljoer 2019/2020 eraus nach Cours d’accueil ze kréien.

Grad elo, an den erschwéierte Bedingunge vum Confinement, hält de SECAM iwwregens d’Beschoulung vun de Kanner a Jonken téschten eelef an 18 Joer, déi rezent an de Létzebuerger Schoulsystem komm sinn an

opgrond vun deenen aktuellen Émstänn net kënnen enger Schoul zougewis ginn, mat Classes d'accueil opecht.

ad 6. D’Decisioun fir d’Orientation steet um Enn vun engem Prozess, et ass eng gemeinsam Entscheidung vum Titulaire vun der Klass an den Elteren. D’Tester vum SECAM stellen am Orientatiounsprozess just eng fakultativ züsätzlech Informatioun fir den Enseignant an dem Kand seng Elteren duer. Fir d’Enseignanten an d’Elteren an däi aktueller Situationsweiherhi kennen ze beroden, bleift de SECAM eng Ulfaplatz fir béid Acteuren. D’Mataarbechter vum SECAM sinn telephonesch, per E-Mail a Videochat disponibel.

De SECAM huet och dëst Joer d’Formatioun „Orientation vers l’enseignement secondaire : différentes voies pour différents profils“ ugebueden. Véier Sessiounen goufe vun Enn Februar bis Ufank Mäerz 2020 ofgehalen. Am Mittelpunkt vun dëser Formatioun stoungen déi verschidde Schoulofferen, déi op verschidde Profiller vun de Schüler a Schülerinnen ausgerichtet sinn, dorënner och déi staatliche Schoule mat internationalem Charakter.

Informatiounen iwwert d’Orientation (é. a. d’Méiglechkeete vum Recours am Fall wou d’Eltere mat enger Decisioun net averstane sinn), sinn a folgende Broschüren ze fannen: „Bienvenue à l’école luxembourgeoise“, „Que faire après le 4<sup>e</sup> cycle de l’enseignement fondamental?“, „Orientation vers l’enseignement secondaire - différentes voies pour différents profils“. Déi éischt Brochür vum SECAM richt sech besonnesch un Eltere vu Kanner, déi als Primo-arrivants an de Létzebuerger Schoulsystem kommen. Dës ass a fénne Sproochen, esouwuel als Pabeiversioun ewéi och iwwert den Internetsite vum Educationssministère, disponibel.

Doniewent gëtt et weider Hellefstellungen, déi de SECAM ubitt:

- d’Eltere kënne weiderhin op déi interkulturell Mediateure zréckgräifen;

- um Aschreiwingformulaire fir an de Lycée ass eng Referenz op d’Cellule d’accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants (CASNA), wou d’Eltere vun engem Kand, dat rezent an de Létzebuerger Schoulsystem komm ass, sech bei Froen zur Orientatioun vun hirem Kand melle kënnten;

- op Radio Latina gouf et eng Emissioun zum Theema Orientatioun, wou de SECAM als Ulfaplatz genannt ginn ass; fir de Fall, datt d’Eltere weider Froen zu der Orientatioun hinn. Dat ass némmer ee Beispill vun Zesummenaarbecht mat Vertriebungen a Medien vun a fir Leit aus anere Länner.

**Question 2190 (12.05.2020) de Mme Diane Adehm (CSV) concernant les recettes fiscales :**

Bis dato war d’Positioun vun der Regierung zum Deelee vu Steierrecetté mat den Nopeschregiounen émmer relativ ofleenend. An enger Pressekonferenz vun der Regierungspartei déi gréng lescht Woch ass awer däi hire Copresident Christian Kmiotek sou zitéiert ginn: „Es wäre denkbar, einen Teil unserer Steuererträge mit unseren Nachbarregionen zu teilen, wenn wir so unsere Infrastruktur entlasten können.“

Ech wëll an deem Kontext follgend Froen un den Här Staatsminister, den Här Finanzminister an d’Madamm Ministesch fir d’Groussregioun stellen:

- Stëmmt d’Positioun vun der Partei déi gréng mat der Regierung hirer ivvereneen?

- Wa jo, ass et zu engem Revirement an der Politik vun der Regierung komm? Falls jo, aus wéi enge Grénn?

- Wéi soll déi zukünfte Relatioun mat den Nopeschlänner an dësem Kontext ausgesinn?

**Réponse commune (28.05.2020) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d’État, de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances, et de Mme Corinne Cahen, Ministre à la Grande Région :**

D’Positioun vun der Regierung ass am Koaliounsaccord festgeluecht, dee fir all relevant Thematik op de Volet vun der Groussregioun ageet.

Déi konkreet Kooperatioun mat eisen Nopeschregiounen ass Bestanddeel vun engem permanenten Echange mat



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

**Question 2191** (12.05.2020) de **Mme Stéphanie Empain et M. Charles Margue** (désigné) concernant le **devoir de diligence des entreprises** :

Début février 2020, le Bureau des droits de l'homme de l'ONU a publié une liste regroupant les entreprises qui ont des activités dans les colonies israéliennes en Cisjordanie. Notons que l'occupation de ces colonies par l'Etat d'Israël est considérée contraire au droit international. Parmi les 112 entreprises figurant sur cette liste, il y a une entreprise domiciliée au Luxembourg. En date du 26 février, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a adressé une lettre à l'entreprise concernée.

Par ailleurs, en décembre 2019, le Gouvernement a approuvé son 2<sup>e</sup> plan d'action pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Dans ce plan figure entre autres l'objectif de préparer la mise en œuvre du règlement européen sur les minerais de conflit, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Selon la réponse de Monsieur le Ministre à la question parlementaire n° 2188 du 26 juillet 2016, au Luxembourg, une trentaine d'entreprises seraient affectées par le règlement en question.

Quant à l'introduction d'une base légale au Luxembourg sur le devoir de diligence des entreprises, Monsieur le Ministre avait annoncé dans sa réponse à la question parlementaire n° 1852 du 12 février 2020 qu'une étude supplémentaire « plus approfondie et complémentaire à la première » sera effectuée afin d'évaluer « l'impact potentiel qu'une législation au niveau national pourrait éventuellement avoir pour les entreprises concernées (en termes de coûts et de compétitivité) et sur le niveau du respect pour les droits de l'homme en général ».

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle a été la réponse à la lettre envoyée par Monsieur le Ministre à l'entreprise luxembourgeoise figurant sur la liste susmentionnée de l'ONU ?

2) Monsieur le Ministre possède-t-il des informations sur d'autres entreprises luxembourgeoises actives dans des régions de crise ? Dans l'affirmative, quelles sont ces régions et quelle est l'approche des ambassades du Luxembourg concernant le respect des droits humains par ces entreprises ?

3) Dans le contexte de la mise en œuvre du règlement européen sur les minerais de conflit, Monsieur le Ministre va-t-il publier et actualiser régulièrement la liste des entreprises luxembourgeoises affectées par ledit règlement ?

4) Concernant la possibilité de légitérer sur le devoir de diligence des entreprises au niveau national, quel est le délai prévu pour la finalisation de l'étude susmentionnée ?

**Réponse commune** (11.06.2020) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre de l'Économie** :

ad 1) À ce stade, la société en question, eDreams Odigeo SA, n'a pas répondu à la lettre du Ministre des Affaires étrangères et européennes datée du 26 février 2020. Par communiqué daté du 31 mars 2020, l'entreprise a annoncé son intention de déplacer son siège social du Luxembourg en Espagne.

ad 2) Au vu du caractère très extensif de la notion « régions de crise », il n'est pas possible de répondre en détail à cette question. Toutefois, nous pouvons indiquer que nous n'avons pas d'informations sur d'autres entreprises luxembourgeoises qui seraient dans un cas similaire à celui de la société eDreams Odigeo.

ad 3) Le règlement européen (UE) 2017/821 sur les minerais provenant de zones de conflit ne prévoit pas la publication par les autorités nationales d'une liste des entreprises affectées, mais il impose aux importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantalum et du tungstène, leurs minerais et de l'or (3TG) un nombre d'obligations dont celle de publier sur leur site Internet un rapport sur les politiques et pratiques en matière de devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement. Compte tenu de cette garantie de transparence, la nécessité pour les autorités compétentes de constituer et de publier une telle liste n'est pas établie.

ad 4) Une étude plus approfondie et complémentaire ayant pour objet d'analyser la possibilité, voire l'opportunité de légitérer, au plan national, sur un devoir de diligence en matière d'entreprises et de droits de l'homme pour les entreprises domiciliées au Luxembourg est

confiée par le Ministère des Affaires étrangères et européennes à l'Université du Luxembourg.

Un échange de vues sur la portée de l'étude avec l'université et les représentants du secteur privé et de la société civile a été entamé. La finalisation de l'étude est prévue pour automne 2020. Dans ce même contexte, le Luxembourg s'est exprimé en faveur d'une initiative européenne pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales et pour garantir le respect des droits humains tout au long de leur chaîne de valeur. Le Commissaire européen à la Justice Didier Reynders a entre-temps annoncé l'intention de la Commission d'introduire une initiative législative en la matière.

**Question 2192** (12.05.2020) de **Mme Stéphanie Empain** (désigné) concernant la **suspension du remboursement de dettes par les pays en développement** :

Dans le contexte de la crise actuelle liée au Covid-19, de nombreux pays en développement rencontrent des difficultés financières sévères et se retrouvent face à une situation d'endettement insoutenable, ce qui réduit leur capacité à répondre efficacement à la crise sanitaire et économique. Afin de remédier à ce problème, les pays du G20, en tant que créanciers majeurs envers ces pays, se sont mis d'accord le 15 avril d'annuler les obligations de remboursement pour 76 pays jusqu'à la fin de l'année. Par ailleurs, ils ont aussi appelé les créanciers privés à suivre leur exemple.

Cependant, selon des reports dans la presse internationale, bien que le pays ait adhéré à l'engagement du G20, la Chine n'a pas annulé ces obligations et continue à demander des remboursements aux pays débiteurs à des taux d'intérêt allant jusqu'à 6 % pour les prêts accordés dans le cadre de son initiative intitulée « Nouvelle route de la soie » (BRI : Belt and Road Initiative), sachant que les taux d'intérêt appliqués aux prêts qu'octroie par exemple la Banque mondiale aux pays en développement se trouvent aux alentours de 1 %.

La Chine fait aujourd'hui partie des plus grands créanciers au niveau mondial. Dans le cadre de la BRI, la Chine accorde des crédits à des pays en développement afin de financer le développement des infrastructures dans ces pays. Selon des estimations, la Chine aurait prêté au total plus de 120 milliards de dollars à 67 pays dans le cadre de la BRI.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'en ces temps de crise, les créanciers internationaux publics et privés devraient adapter voire annuler les obligations de remboursement de dette pour les pays en développement qui se trouvent dans des situations financières difficiles et insoutenables, afin que ces derniers puissent prendre les mesures nécessaires pour faire face à la crise actuelle ?

2) Monsieur le Ministre possède-t-il plus d'informations sur le cas précis de la Chine développée ci-dessus ? Condamne-t-il le fait que la Chine ne respecte pas l'engagement pris par les pays du G20 en continuant de demander des remboursements pour les prêts accordés dans le cadre de la BRI et ceci à des taux d'intérêt exorbitants ?

3) Comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de thématiquer cette problématique et notamment le cas de la Chine au niveau international ?

**Réponse commune** (11.06.2020) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire** :

ad 1) Alors que l'impact à long terme de la pandémie du Covid-19 sur les économies des pays en développement n'est pas encore connu à l'heure actuelle, il est fort probable

que ses effets seront dévastateurs. Une reprise des discussions concernant le besoin d'allègement du service de la dette à l'égard de ces pays, compte tenu des nouvelles circonstances, s'est ainsi imposée au plan international. De ce fait, le 15 avril 2020, les ministres des Finances du Groupe des vingt (G20) se sont mis d'accord sur une suspension partielle de la dette des 77 États à bas revenus, signifiant que le remboursement prévu en 2020 est reporté à 2022 et échelonné sur trois ans. Le Fonds monétaire international (FMI) a rapidement emboîté le pas au G20 en annonçant, à son tour, des aides financières immédiates non remboursables à 27 pays afin d'alléger le poids de leur dette. Il y a lieu de préciser que la part de la dette détenue par des créanciers privés et par des pays non membres du Club de Paris, a fortement augmenté au fil des années. Des solutions globales s'avèrent, par conséquent, de plus en plus difficiles. Le Luxembourg, qui ne détient pas de dettes d'autres pays, soutient toute initiative d'allègement du service de la dette des pays les moins avancés prise dans un contexte multilatéral et visant à libérer une importante partie des ressources financières de ces pays afin qu'ils puissent prendre des mesures d'urgence pour faire face à la crise. La question de savoir si, en sus de la suspension, cet allègement doit se faire sous forme d'annulations devrait être tranchée dans les enceintes multilatérales tout en tenant compte des besoins spécifiques de chacun des pays concernés et en évitant des répercussions négatives sur leurs futures notations.

ad 2) Au lendemain de la décision du G20, le Ministre chinois des Finances a annoncé que la Chine soutient la suspension des obligations de remboursement pour les pays les moins avancés et qu'elle contribuera à la mise en œuvre du consensus qui s'est dégagé à cet égard au G20. Le 8 juin 2020, la Chine a réitéré son engagement concernant la suspension du remboursement des dettes pour 77 pays en développement conformément à l'initiative du G20. Concernant plus précisément les investissements réalisés dans le contexte de la « Nouvelle route de la Soie » (Belt and Road Initiative, BRI), la Chine et les pays participants au deuxième forum BRI sur la coopération internationale, qui s'est tenu le 27 avril 2019 à Beijing, ont adopté un communiqué conjoint au titre duquel ils s'engagent à respecter les critères de la durabilité en vue du financement et de la réalisation des projets d'investissement dans le cadre de la BRI.

L'estimation à plus de 120 milliards de dollars du volume des prêts accordés par la Chine à 67 pays participants à la BRI, auquel se réfère l'honorable Députée, est difficile à vérifier. En effet, les créanciers chinois comprennent des acteurs multilatéraux tels que l'AIIB (« Asian Infrastructure Investment Bank ») publiant les montants des crédits alloués, mais également des acteurs tels que la China Development Bank, la China Export Import Bank ou encore des grandes banques publiques qui ne sont pas obligées de divulguer des informations détaillées à cet égard. Ceci étant dit, la somme globale précitée est à mettre en relation avec les besoins en infrastructures des pays en développement. Ainsi, la Banque asiatique de développement a estimé à 26.000 milliards de dollars (sur la période entre 2016 et 2030), le volume d'investissements en infrastructures dont la seule Asie a besoin afin de préserver un taux de croissance économique permettant d'éradiquer la pauvreté et de relever les défis liés au changement climatique.

Enfin, s'agissant des taux effectifs des crédits commerciaux accordés par des établissements publics ou des banques chinoises dans le cadre de la BRI, ces chiffres ne sont pas dévoilés puisqu'ils font l'objet de négociations bilatérales. Certains de ces investissements sont réalisés dans des pays ou des régions où d'autres bailleurs de fonds internationaux ne s'engagent pas à octroyer des prêts à des taux d'intérêt ne reflétant pas entièrement les risques économiques liés à ces projets. De même, le rééchelonnement des dettes ou les autres modalités de remboursement qui résultent de négociations bilatérales que la Chine mène, au cas par cas, avec les pays débiteurs, ne sont pas soumis aux mêmes programmes et conditions que ceux négociés, par exemple, par la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international. Ces facteurs, dans leur ensemble, contribuent à une différence des taux d'intérêt appliqués respectivement par certains bailleurs de fonds multilatéraux et par des institutions financières en Chine.

ad 3) Comme les réponses aux questions précédentes le montrent, cette problématique est déjà thématisée et traitée au niveau international. Il s'agit désormais de faire en sorte que l'ensemble des acteurs concernés se concertent afin de soutenir par des mesures adéquates les pays dont le budget est très largement au service de la dette et qui risquent une fragilisation importante. Les représentants du Luxembourg

au sein des banques multilatérales de développement, et notamment à l'AIIB, veilleront également à ce qu'une attention particulière soit accordée à la mise en œuvre des engagements pris au niveau du G20. Le Luxembourg soutiendra également les initiatives visant à mettre le sujet de l'allègement du service de la dette des pays en développement à l'ordre du jour du prochain sommet de l'ASEM, plateforme qui réunira les chefs d'État et de Gouvernement de 53 pays européens et asiatiques.

**Question 2193** (12.05.2020) de **MM. Fernand Kartheiser et Roy Reding** (ADR) concernant le **Service central d'assistance sociale** :

Am SCAS ginn Entretien och gefilmt.

An deem Kontext wéilte mir der Madamm Justizminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi eng Gespréicher ginn am SCAS gefilmt oder soss opgehol? Wéi eng legal Basis existéiert dofir?

2. Wéi eng Reegle fir den Datenschutz ginn hei applizéiert? Wien huet Zougréff op dës Opnamen?

3. Wat geschitt mat deenen Enregistrementer? Sti si och deene Persounen zur Verfügung, déi gefilmt goufen? Kénnen dës Persounen d'Zerstéierung vun deenen Opname verlaangen?

**Réponse** (10.06.2020) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** :

Den SCAS bitt eng breet Panoplie vu Servicer un an dat majoritär op Uerder vum Geriicht an énnert der Kontroll vum Parquet général. Gespréicher, déi am Kader vum Jugendschutz gefouert ginn, wéi zum Beispill „enquêtes sociales“ oder „assistances éducatives“ ginn dofir weeder gefilmt nach opgehol. Dat selwecht gëlt och fir den Service de probation a fir de Service des tutelles. D'Agentë vum SCAS huele sech während oder no den Entretien schrifftlech Notizen. An deem Senn ass keng spezifesch legal Basis verlaagt.

De Service d'aide aux victimes, un deen d'Affer sech direkt adresséieren kann, stellt d'Ausnam. Nodeems 2016 eng nei Direktioun en place gesat gouf an en Audit duerchgefouert gouf, sinn an deem Service verschidde Gespréicher gefilmt ginn, dést exklusiv fir Formatiouns- an Weiderbildungszwecker. Am Kader vun hirer Formatioun EMDR (Eye Movement Desensitization and Reprocessing), wat eng psychotherapeutesch Method fir Traumatherapie ass, hinn zwee Psychotherapeuten aus dem SAV d'Gespréicher mat véier Clients gefilmt. Am Ganze sinn zéng Stonne Material zesumme-komm.

D'Clienten si selbstverständlich am Viraus iwwer hir Rechter informéiert ginn an opgeklärt ginn, wat Senn an Zweck vun deenen Opname war. Am Virfeld hunn déi betraffe Persounen dann och hire schrifftlechen Accord zu dësen Opname ginn, souwéi och hiren Accord, datt dat Filmmaterial fir Formatiounszwecker gebraucht gëtt.

D'Material ass vum jeeweilege Psychotherapeut, mam Formateur zesummen, analyséiert ginn an doropshin zerstéiert ginn. Eng Demande säitens dem betraffene Client, fir d'Material zu Verfügung gestallt ze kréien gouf et zu deem Ament net.

**Question 2194** (12.05.2020) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant le **formulaire en ligne « Formstack »** :

Den Educationministère huet recent d'Ausschriwunge gemaach, fir e „Pool national études surveillées“ an e „Pool national accueil d'enfants“ opzestellen. De Ministère gëtt dobäi vum CGIE énnertstëtzzt, deen een Online-Aschreibungsformulaire opgestallt huet, an deem perséinlich Donnéeën ergraff ginn, dorënner och d'Matricule an d'perséinlich Ènnerschrëft. Dësen Online-Formulaire kënn vun der US-amerikanescher Firma Formstack a leeft also iwwer amerikanesch Serveren, also ausserhalb vun de Reegle vum europäischen Datenschutz (RGPD).

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun, fir Bildung a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Consideréieren d'Ministeren, datt de Formstack-Formulaire deenen Datenschutzstandarden

Le Saviez-VOUS ?

RENOUVEAU

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

Q411



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

entspricht, déi mir zu Lëtzebuerg oder an der EU uwennen?

2. Firwat benutzt d'Regierung fir dése Formulaire

1) keen Open Source?

2) kee lëtzeburgeschen, voire europäeschen, Server?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt eng Formstack-Ennerschréft den néidege Krittare vum eIDAS entspricht, wéssend datt mat der Ennerschréft eng Consultatioun vum Casier judiciaire erlaabt soll ginn?

**Réponse** (16.06.2020) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1. Fir Lëtzebuerg a fir d'EU ass den Datenschutz duerch d'Dateschutz-Grondverordnung 2016/679 (GDPR) reglementiert. Am Artikel 45 Paragraf 1 ass eng Iwwermëttlung vu personenbezunnen Donnéeën un eng international Organisatioun erlaabt, wann d'Europäesch Kommissioun beschloss huet, datt déi betreffend international Organisatioun en ugemoosene Schutzniveau huet.

Ee vun der Europäescher Kommissioun 2016 unerkannte Schutzniveau ass d'EU-US-Datenschutzschéld (EU-US Privacy Shield). Dei amerikanesch Gesellschaft Formstack ass konform zum EU-US-Datenschutzschéld an ass och zertifiéiert, wat ee mat Hélfel vum follgende Link iwwerpréwe kann: <https://www.privacyshield.gov/participant?id=a2zt0000000TVUAAO&status=Active>.

Well d'Societéit Formstack kee Sétz an der EU huet, huet dès Gesellschaft een EU-Vertriebler, wat konform ass zum Artikel 27 vum GDPR, an dat iwwert den DPR Group (<https://www.dprgroup.com>). Aus deem Grond entspricht d'Kollekt, d'Ofspäicherun an d'Opruffe vun den Donnéeën iwwer e Formstack-Formulaire den Datenschutzstandarden, déi mir zu Lëtzebuerg oder an der EU uwennen.

Doriwwer eraus ass den Accès op Donnéeën, déi duerch e Formulaire gesammelt goufen, mat engen duebelner Authentifikatioun ofgeséchert, dat heesch, datt all Persoun vum Ministère fir Education, Kanner a Jugend (MENJE), déi op déi Donnéeë wéll zougräifen, sech mat engen Authentifizierungsmethod (Luxtrust, IAM-Token) muss authentifizieren.

ad 2.

1) De MENJE probéiert èmmer do, wou et eng Méiglechkeet gëtt, op Open-Source-Produiten zréckzegräffen. An dësem konkreet Fall gëtt et awer keng Open-Source-Produiten, déi den Ufuerderungen u komplex Formulaire gerecht ginn. Aus deem Grond huet sech de MENJE, no engen déiwer Analys vun all de Produiten um Marché, fir de Produit vu Formstack entscheet, och grad aus deem Grond, well Formstack konform zu eisen Dateschutzfuerderungen ass.

2) Bei einfache Formulairen ass déi Fro sécherlech berechtegt an et kéint een effektiv déi Formulairen intern erstellen an déi ofgefroten Donnéeën op lëtzeburgeschen oder europäesche Serveren ofspäicherer. Et ass awer esou, datt et sech oft èm „intelligent“ Formulaire mat logesche Funktiounen, mat automatischen Notifikatiounen a mat intégréierten Aarbechtssofleef handelt, déi een net einfach èmmer erëm nei erstelle kann. Fir den Aarbechtsopwand an domadder och indirekt Käschten ze reduzéieren, gouf op e professionell Outil zréckgegraff.

ad 3. Et ass esou, datt de MENJE weess, datt eng Formstack-Ennerschréft net den néidege Krittare vum eIDAS entspricht an dofir am Prinzip net op Formstack-Formulairen an deem Kontext soll benutzt ginn.

Allerdéngs kann eng Persoun iwwer eng Formstack-Ennerschréft seng aktiv Awëllelung ginn, konform zum Artikel 7 vum GDPR.

sont plus en possession des agences de voyages ou des tour-opérateurs, car elles ont été soit transférées aux différents prestataires (compagnies aériennes, hôteliers, croisiéristes) soit utilisées pour couvrir les frais de fonctionnement, l'Union luxembourgeoise des agences de voyages (ULAV) plaide pour la mise en place d'un fonds de soutien, afin que chaque agence puisse rembourser ses clients. Les acteurs du tourisme luxembourgeois auraient besoin d'un soutien à hauteur de 20 millions d'euros pour pouvoir remédier à la crise du Covid-19.

Toujours dans le contexte de la crise du Covid-19, l'ULAV souligne aussi qu'il serait important que les agences de voyages et tour-opérateurs, qui en auraient besoin, puissent continuer à bénéficier du chômage partiel au-delà de la période de crise, car celle-ci sera bien plus longue pour le secteur.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres, le Gouvernement envisage-t-il de venir en aide au secteur des agences de voyages ?

- Dans l'affirmative, de quelle manière concrète ?

- La proposition d'une mise en place d'un fonds de soutien au tourisme constitue-t-elle une option ?

- Le Gouvernement envisage-t-il de prolonger la mesure du chômage partiel pour le secteur en question ?

**Réponse commune** (16.06.2020) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances, de **M. Lex Delles**, Ministre du Tourisme, et de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie :

Le Gouvernement a mis en place plusieurs mesures de soutien en faveur des petites et moyennes entreprises touchées par les conséquences financières associées à la pandémie du Covid-19, dont peuvent profiter les agences de voyages.

Une indemnité d'urgence à destination des très petites entreprises a ainsi été créée. Grâce à cette mesure, les entreprises de moins de dix salariés peuvent bénéficier d'une aide financière immédiate et non remboursable de 5.000 euros. Il a également été décidé d'introduire une indemnité unique, qui s'élève à un montant forfaitaire de 12.500 euros, pour les entreprises qui occupent entre dix et 20 personnes. A cela s'ajoute une indemnité complémentaire non remboursable de 5.000 euros accordée aux entreprises de moins de dix salariés. Par ailleurs une aide remboursable de maximum 500.000 euros pour soutenir les entreprises qui subissent des difficultés financières temporaires liées au Covid-19 a été mise en place. Qui plus est, le Gouvernement, à travers la Société nationale de crédit et d'investissement, vient de mettre en place une formule de prêt indirect de développement destinée à remédier aux problèmes de liquidité des agences de voyages.

Il est à noter en outre que le Gouvernement a suspendu provisoirement les effets de la résiliation des contrats de voyages à forfait pendant l'état de crise. Cette décision a été prise afin d'éviter une accumulation massive de demandes en remboursement qui serait susceptible d'engendrer un risque financier conséquent pour la survie du secteur concerné.

Un projet de loi a été déposé afin de créer un fonds de relance et de solidarité pour entreprises pour une période de six mois commençant au 1<sup>er</sup> juillet, pour offrir notamment aux entreprises du secteur du tourisme une aide directe mensuelle de 1.250 euros par salarié en poste et de 250 euros par salarié au chômage partiel. Ce fonds, dont pourront profiter les agences de voyages, sera complémentaire au chômage partiel structurel simplifié dans une double optique de soutenir la reprise des activités et d'encourager le maintien dans l'emploi. En vue de remettre le tourisme de loisirs sur le chemin de la reprise un fonds du tourisme pour le soutien et la relance du secteur touristique associatif à hauteur de trois millions d'euros sera également mis en place.

Conscient que bon nombre d'entreprises vont continuer à souffrir des effets négatifs de la crise sanitaire au-delà de la fin de l'état de crise, il a été retenu de continuer à les accompagner par l'instrument du chômage partiel jusqu'à la fin de l'année en cours.

Les entreprises des secteurs de l'Horeca, du tourisme ainsi que du secteur événementiel, considérés comme des secteurs vulnérables dans lesquels la situation des entreprises est particulièrement difficile, pourront bénéficier d'un accès accéléré au chômage partiel de source structurelle, sans limitation du nombre de salariés qui y auront droit.

toires, et ainsi de diminuer les pertes de biodiversité pouvant survenir entre la réalisation d'un projet d'aménagement et la mise en œuvre effective des actions de compensation.

En outre, elle rend possible une mutualisation entre les compensations de plusieurs projets d'aménagement, afin de réaliser des économies d'échelle et de favoriser la cohérence écologique. Cette démarche permet également de mieux aligner les différentes mesures compensatoires avec les priorités nationales en matière de protection de la nature.

En dehors de ces aspects purement écologiques, le nouveau système compensatoire comporte de toute évidence des éléments de stimulation de l'économie verte, dans la mesure où des secteurs avec a priori des effets collatéraux négatifs sur l'environnement, opèrent à travers la taxe de remboursement des transferts financiers vers des activités économiques de production de biens et de services qui contribuent à l'amélioration et à la gestion durable de l'environnement naturel.

ad 1) Depuis 2015, l'Administration de la nature et des forêts (ANF) est activement engagée dans l'acquisition de terrains pour le compte du pool compensatoire national par le biais du Comité d'acquisition du Ministère des Finances. Sur un total d'environ 445,12 hectares acquis par l'Etat pour le compte du pool compensatoire national, 386,14 ha sont actuellement mobilisés pour la réalisation de mesures compensatoires. En fonction de l'état d'avancement des différents projets, ces mesures sont soit déjà réalisées, soit en cours de réalisation, soit à un stade d'avant-projet prévus pour être réalisées au cours des 24 mois à venir. En total, les bilans écologiques cumulés de ces 386,14 ha révèlent un potentiel de création et valorisation de 40.918.000 éco-points. Concernant les biotopes et habitats créés ou restaurés dans le cadre des projets du pool compensatoire, les mesures suivantes ont déjà été mises en œuvre ou sont en planification :

- restauration et création de prairies extensives du type prairie maigre de fauche (code 6510), de pelouses sèches ou de pâturages extensifs ;
- structurations paysagères ;
- renaturation de cours d'eau ;
- extensification de labours ;
- restauration et construction de murs à maçonnerie sèche ;
- restauration landes à callune ;
- création de mares ;
- boisement compensatoire.

ad 2) À l'heure actuelle, aucune zone destinée à la création d'un pool compensatoire régional n'a été ni approuvée, ni soumise à approbation en vertu de l'article 64 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

ad 3) En conséquence à la réponse précédente, les informations relatives aux dépenses réalisées jusqu'à l'heure actuelle pour assurer les mesures en lien avec la création et la gestion du pool compensatoire national peuvent être ventilées de manière suivante :

Achat terrains	14.415.461,00 €
Planification	452.609,31 €
Réalisation	735.045,33 €
Total	15.603.115,64 €

En vertu de l'article 66, l'ANF gère uniquement le registre permettant l'enregistrement et la comptabilisation en éco-points de mesures compensatoires. En conséquence, l'ANF ne dispose pas d'informations quant aux dépenses - en termes de valeur monétaire - relatives aux mesures compensatoires réalisées en dehors des pools compensatoires et donc au compte propre des maîtres d'ouvrage, effectuées en vertu de l'article 63, paragraphe 3.

ad 4) En complément à la réponse sub. 1., l'ANF a entamé la mise en œuvre de mesures compensatoires dans dix zones du pool compensatoire national, correspondant à 353,47 hectares et révélant un potentiel de création et de valorisation de 36.560.298 éco-points, après 25 ans de gestion.

Les délais et critères dépendent du temps de maturation inhérents aux différents biotopes et habitats restaurés ainsi que l'évolution de ces derniers en fonction des conditions locales et l'occurrence d'imprévu ou conditions météorologiques changeantes. L'ANF envisage de procéder à l'enregistrement définitif des mesures du pool compensatoire au cas par cas et sur base de dossiers soumis au ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, tel que prévu à l'article 64, paragraphe 3 de la loi du 18 juillet 2018. Ce dossier devra contenir une expertise des biotopes et habitats à enregistrer certifiant leur conformité aux définitions

**Question 2195** (12.05.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le fonds de soutien pour le tourisme :

Le Gouvernement et la Commission européenne ont plaidé pour que les intérêts du voyageur soient protégés et que par conséquent, celui-ci soit intégralement remboursé des sommes qu'il a avancées. Dans la mesure où les sommes engagées par le voyageur ne



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

reprises au règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives.

ad 5) À part la brochure et le site Internet mentionnés par l'honorable Député, les projets du pool compensatoire bénéficiant d'une approbation ministérielle en vertu de l'article 64, paragraphe 2 sont publiés sur le géoportail, sous le domaine de l'environnement et la rubrique « mesures compensatoires » (<http://g-o.lu/3/0VQq>). Chaque projet y est décrit par une fiche signalétique reprenant les principales informations relatives à sa localisation, la situation initiale et les objectifs et mesures de compensation.

## Question 2197 (13.05.2020) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant le stockage géologique de déchets nucléaires :

Déi belsch Pläng, fir no un der Lëtzebuerg Grenz atomar Offäll ze stockéieren, suerge bei der Lëtzebuerg Émweltministesch fir grousst „Onversteesdemech“.

De 15. Mee 2018 huet d'Chamber de Projet de loi N° 7177 eestëmmeg votéiert. Bei désem Projet de loi goung et ém en Accord téscht dem Grand-Duché an der Belsch betreffend d'Gestioun an den definitive Stockage vum radioaktive lëtzebuergeschen Offall um Territoire vun der Belsch. Wärend der deemoleger Chamberdebatt hat en Députéierte Follgendes ze bedenke ginn:

„(...) Et kann ee sech och froen, wéi d'Diskussioun an der Belsch virugeet ém de Stockage vun de radioaktiven Offäll. Wéi d'Madam [Rapportrice] richtege gesot hat, hu si och némme e provisoiresche Site. An der Belsch gëtt et nach keen definitive Site fir radioaktiv Offall. An et muss een also och d'Fro stellen: Wéi geet déi Diskussioun an der Belsch virun? An ass et wierklech eng op laang Dauer kredibel Léisung, déi eis hei proposéiert gëtt?“

Den Artikel 2 vum bilateralen Oftommes mat der Belsch hält iwwerdeems fest:

« Les déchets radioactifs luxembourgeois conditionnés seront entreposés en Belgique jusqu'à leur stockage définitif dans les respects de la réglementation belge en vigueur. »

Am Artikel 7 steet:

« Le Grand-Duché de Luxembourg s'engage à couvrir tous les coûts occasionnés sur le territoire belge en exécution de l'article 2. » A weider: « Le Grand-Duché de Luxembourg s'engage à s'acquitter de toutes les redevances présentes et futures pour la gestion à long terme sur le territoire belge des déchets radioactifs luxembourgeois qui font objet de cet accord, conformément au cadre réglementaire en vigueur en Belgique. »

An de belse Medien, tous médias francophones confondus, schwätzzt déi belse Émweltministesch vun engem « incident diplomatique sérieux » an ass irritéiert vun den Aussoe vun hirer lëtzebuergescher Homologue.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeheten an Europa a fir Émwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Dir Dammen an Häre Ministeren, waren d'Plaze fir de Stockage vum radioaktive Material Sujet vun Diskussiounen während de Verhandlungen ém de besote bilateralen Accord? Wa jo, wat ass d'Resultat vun dësen Diskussioune gewiescht? Wann net, firwat net?

2. Wëssend, datt scho während den Diskussiounen an der Chamber Bedenken opkomm sinn, betreffend de futur Site fir de Stockage vum radioaktive Material - goufen et duerno nach eng Kéier Concertatioun mat de belschen Autoritéiten? Wa jo, wéini, wou a wat ass derbäi erauskomm? Wann nee, firwat net?

3. Madamm Ministesch, hat Dir well Gespréicher mat de belschen Autoritéit betreffend déi laangjäreg, vun der Zivilgesellschaft gefuerert, Fermeture vun de Centrales nucléaires an der Belsch? Wa jo, wat war de Fin mot vun dëse Gespréicher?

4. Wéi vill Material vu Lëtzebuerg ass momentan an der Belsch entreposéiert? Wéi vill huet Lëtzebuerg déi lescht Jore fir de Stockage vun désem Material bezuelt?

5. Konform zum Artikel 2 a 7 vum bilateralen Accord - wäert Lëtzebuerg sech, am Fall wou déi Sitten no un der lëtzebuergescher Grenz realiséiert géife ginn, mat un de Käschte fir de Bau bedeelegen?

6. Madamm an Här Minister, firwat ass am Kader vum bilateralen Oftommes net en Arrangement fonnt ginn zesumme mat de belsech Autoritéiten, fir déi futur Sitten net an der Grenzregioun ze installéieren?

7. Madamm Ministesch, hutt Dir mat Ärer belscher Homologue Kontakt opgehol, ier Dir mat der Revelatioun vum Stockage no der lëtzebuergescher Grenz un d'Press erugetruede sidd? Wann net, firwat net?

8. Madamm Ministesch, hutt Dir lech mat der Regierung concertéiert, ier Dir mat der Revelatioun vum eventuelle Stockage vu radioaktivem Material no der lëtzebuergescher Grenz un d'Press erugetruede sidd? Wann net, firwat net?

**Réponse commune** (16.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**, de **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie**, et de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**:

ad 1. D'Direktiv 2011/70/Euratom schreift vir, datt all Memberstaat een nationale Programm émsetze muss, deen all d'Etappe vun dem Entstoe vum Offall bis zur Entsorgung ofdeckt. De Wee hin zur Entsorgung ass an all Memberstaat e ganz laange Prozess, wouvun an der Belsch elo déi éischte Etapp an der Diskussioun ass.

Zu deem Moment, wou d'Verhandlungen zum Accord gefouert gi sinn, war de Prinzip vun der Endlagerung an der Belsch nach net offiziell festgehalten. Deemno wier eng Diskussioun iwwert d'Plaz oder d'Plaze fir de Stockage während de Verhandlunge just spekulativer Natur gewiescht.

ad 2. Den Accord reegelt wichteg Prinzipien iwwert d'Verbrénge vu Lëtzebuerg radioaktiven Offäll an d'Belsch. No der Ratifikatioun vun dem Accord a béide Länner lafe fir de Moment Echangen, fir déi administrativ an technesch Détailier bei der Emsetzung vum Accord ze klären. An deem Kader gouf et e puer Reuniounen an Echangé vu Lëtzebuerg Säit mat der belsech Agence fir d'Gestioun vu radioaktivem Offall (ONDRAF) an dem Wirtschaftsministère aus der Belsch. D'Fro vum Site war zu kengem Moment um Ordre du jour.

ad 3. D'Regierung geet dovunner aus, datt sech d'belsech Regierung un dat belsech Gesetz vum 31. Januar 2003 iwwert den Atomtaaslig hält an dee leschte Reakter den 1. Dezember 2025 vum Netz geet an d'Émweltministesch an den Energieminister engagéiere sech op alle Niveaue géint d'Atomenergie. D'nukleaart Haftungsgesetz, wat vun der Justiz- an der Émweltministesch zusammen abruicht a vun der Chamber gestëmmt gouf, gëtt der Lëtzebuerg Regierung d'Méiglechkeet, mat Nodrock op d'Anhale vun dëser Echeance ze insistéieren.

ad 4. Bis elo ass e Volume vun 0,510 m<sup>3</sup> an d'Belsch transferéiert ginn. Dëst huet 182.981, 67 € kascht.

ad 5. D'Lëtzebuerg Regierung wäert sech mat alle juristeschen a politesche Mëttelen derfir asetzen, datt keen Endlager un eis Grenz kennt. Esou huet d'Émweltministesch den 11. Juni 2020 e kriteschen Avis un déi belsech Émweltministesch an un d'ONDRAF geschéckt.

ad 6. Zu deem Moment, wou d'Verhandlungen zum Accord gefouert gi sinn, war de Prinzip vun der Endlagerung an der Belsch nach net offiziell festgehalten.

ad 7. Et handelt sech net ém eng Revelatioun. Meng Servicer si vun der ONDRAF iwwer E-Mail, zesumme mat deenen aneren EU-Staaten, iwwert de Lancement vun der Prozedur an der Belsch informéiert ginn. An der selwechter E-Mail ass eis och matgedeelt ginn, datt keng grenziwerschreidend Effekter am Kader vun der SUP (Strategische Umweltprüfung) analyséiert ginn.

Dëst ass och eis Haaptkritik zu désem Moment vun der Prozedur. Eiser Analys no kenne grenziwerschreidend Impakter net ausgeschloss ginn a hätte missen analyséiert ginn. Och hätt Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerg Biérger missen „en bonne et due forme“ consultéiert ginn an net némme informéiert. Esou gesäßt et souvuel de Protokoll vu Kiew zur Espoo-Konventionen wéi och d'SUP-Direktiv (Directive 2001/42/CE) vir.

ad 8. De Regierungsrot war am Viraus iwwert dës Demarche informéiert an huet se énnertstzt.

**Question 2199** (13.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant le recrutement du personnel pour les centres de dépistage du coronavirus :

ENN Abréll gouf ugekennegt, datt d'ganz Lëtzebuerg Populatioun an d'Frontalieren op de

Coronavirus solle getest ginn. 20.000 Tester den Dag kéinte gemaach ginn, huet et geheescht. D'Logistik ass awer nach net prett an déi staatlech Servicer ginn nach net fir déi flächendeckend Tester opgestallt.

Am Kontext vun dësem Projet, dee bis haut nach net fäerdeg organiséiert ass, stéisst een op Facebook alt op international Annonen, wou Personal fir befriste Vollzäitaarbeitsplazen an de Covid-19-Testzentren zu Lëtzebuerg gesicht gëtt. Dës Annonsen gi publizéiert vun enger däitscher Interimsentreprise. Op hirem däitsche Facebook-Site fënnt ee sechs Annonen, wou Personal fir énnerschiddech Aktivitéiten an der Sécherheet (Uerdnungspersonal), der Gesondheets- a Krankefleeg, der Dateveraarbechtung, der Laborteknik a medezinschesch Personal geziilt fir Lëtzebuerg gesicht gëtt.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir d'Recherche gär follgend Froe stellen:

1. Wéi ass déi Personalvermëttlungsgagence ausgesicht ginn? An ass dës exklusiv beoptraagt ginn, fir dat néidegt Personal fir Lëtzebuerg ze fannen?

2. Gëtt et zu Lëtzebuerg keng vergläichbar Agence, déi dësen Optrag hätt können ausféieren?

3. Ass dat geschitt, wéi all Méiglechkeiten, zu Lëtzebuerg Personal ze fannen, zum Beispill iwwert d'ADEM, ausgeschäfft waren?

4. Wat ass de Statut vun deene Leit? Schaffe si no Lëtzebuerg Recht mat enger Lëtzebuerg Pai a si si an engem CDD oder als Interimaire ugestallt?

5. Stëmmt et, datt dës Jobofferen ausschliisslech am Ausland publizéiert gi sinn oder huet de Ministère Efforte gemaach, fir an éischter Linn Personal zu Lëtzebuerg ze fannen?

6. War déi däitsch Entreprise op d'mannst ugehalen, och zu Lëtzebuerg ze sichen?

7. Huet eng Lëtzebuerg Entitéit, déi Personal iwwert eng international Interimsagence sicht, weider d'Obligation, d'ADEM iwwert hire Besoin u Personal ze informéieren?

**Réponse** (15.06.2020) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**:

Déi geplangten Testserie gëtt, am Optrag vum Luxembourg Institute of Health (LIH), zum groussen Deel vun de Laboratoires Réunis Luxembourg (LRL) ausgefouert. D'Firma Ecolog ass ee Sous-traitant vun den LRL, déi am Kontext vum Projet mat den Aspekter vun der Logistik an dem Astelle vum néidegt Personal fir d'Asammele vun de Prouwe beoptraagt gouf. De Choix ass op d'Firma Ecolog gefall, well dat eng Entreprise ass, déi jorelaang Erfahrung an dëse Beräicher huet.

Et kann ee generell dozou soen, datt Ecolog mat

lëtzebuergeschen Agencen zesummeschafft, fir an dëser Krisenzäit, primairement, Personal aus Lëtzebuerg oder der Groussregioun ze rekrutéieren. Well een zurzäit wéinst der Covid-19-Kris awer leider net exklusiv op lokal oder regional Mataarbechter aus dem Gesondheetssecteur zréckgräife kann, war der Firma Ecolog hiren Optrag énner anerem och, derfir ze suergen,

dass een och op Personalressourcen ausserhalb vu Lëtzebuerg oder der Groussregioun keint zréckgräifen, fir de Fall wou een déi Leit hei net géif fannen.

An dësem Projet stinn zudeem och Leit aus der nationaler Réserve sanitaire énner Vertrag.

95 % vun de Mataarbechter sinn no lëtzebuergeschen Recht an duerch verschidden zu Lëtzebuerg registréiert Agencen agestallt. Déi reschtlech ugestallte Persoune sinn nom däitsche Recht an däitsche Gehaltsniveau rekrutéiert. Et komme souwuel CDDe wéi och interimaire Aarbeitsvertrag beim administrativen a logistesche Personal zur Uwendung.

Um offizielle Site vu Buff heescht et zu hirem Produit:

Obwohl unsere multifunktionalen Kopfbedeckungen die gesamte Vorderseite des Gesichts (Nase, Mund, Kinn und Hals) bedecken, ist wissenschaftlich nicht erwiesen, dass sie die Ansteckung oder die Übertragung eines Virus, einer Krankheit oder eines Leidens auf andere Personen verhindern.“

D'Regierung huet jo oft gewarnt, dass d'Droe vu Schutzmasken de Leit eng falsch Sécherheet kéint vermittelten. An enger Antwort op eng parlamentaresch Fro liest een niewebäi Follgenes zum Droe vu Masken:

« Il est également important d'informer la population sur les limites de protection qui concernent le porteur du masque même, et la nécessité de respecter en toute occasion les autres consignes d'hygiène et de distanciation interpersonnelle. »

Virun dësem Hannergond wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheetstellen:

- Wéi kann d'Regierung d'Leit dozou ermudgen, e Buff ze droen, wa souguer de Produzent selwer schreift, dass et net wëssenschaftlech erweisent ass, dass dës Gesichtsbedeckung hëlfst, d'Iwwerdroe vum Coronavirus ze verhënneren? Oder op wéi eng wëssenschaftlech Studien huet sech d'Regierung bei hiren Aussoe basiert?

- Stinn d'Aussoe vun der Regierung am direkte Widdersproch zu anere Regierungsaussoen iwwer eng falsch vermittelten Sécherheet?

- Hätt d'Regierung, änlech wéi se dat de Gemenge virgehalen huet, d'Leit net besser missen iwwert d'Limit vum Droe vun de Bufen informéieren?

- Wéi bewäert d'Madamm Minister deemno d'Verdeelee vu Buffen un d'Schüler? Sinn d'Schüler iwwert d'Limit vun dovunner informéiert ginn? Deelt d'Madamm Minister follgend Aussoe betreffend d'Buffe vum Bildungsminister: „Was die Sicherheit betrifft, ist es nichts anderes als ein Mundschutz“?

**Réponse commune** (15.06.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, et de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**:

Et ginn effektiv némme limitiéiert Studien iwwert d'Effikassitéit vu sougenannten „alternative“ Masken oder Mond-Nuese-Schutz. Et muss een och drop hiweise, dass et sech heibäi net ém standardiséiert Produkter handelt, mee dass jee no Qualitéit vum Stoff d'Wierksamkeet variéiere kann, an dofir keng allgemeng gültig Schlussfolgerunge kenne gezu ginn, wéi dat bei engem genormte Produkt méiglech ass.

Aus der aktueller medezinnescher a wëssenschaftlecher Literatur geet awer ganz kloer Follgenes ervir:

1. D'Droe vun engem Mond-Nuese-Schutz (y compris déi selwer gemaachte Masken) gëtt eng kloer Protektioun géint d'Infektion mat Viren, déi iwwer Drépsen iwwerdroe ginn<sup>1</sup>;

2. déi standardiséiert Masken hinn eng liicht besser Filterfunktioun wéi d'stofte Masken<sup>2</sup>;

3. d'stofte Masken ginn eng manner gutt Protektioun géint d'Infektion wéi déi standardiséiert Masken<sup>3 4 5</sup>.

Bei der ganzer Diskussioun muss een awer och bedenken, dass aner Facteure matspillen, wann ee gären hätt, dass d'Leit och d'Maske richteg a regelméisseg undinn. Esou emfanne vll Leit d'chirurgesch Masken als desagreabel a kloe ganz schnell iwwer verschidde Beschwerden (Kappwei, Ottemproblemer, Schwindelgefiller etc.). Dëst schéngt mannier de Fall ze si bei stofte Masken. Et weess een och, dass et bei der Kanner vu sechs bis zwielef Joer oft schwierig ass, dass si eng Mask richteg undinn an opbehalten iwwert d'Zäit. Dofir kann hei e „Buff“ eng méi praktesch an effizient Alternativ sinn.

<sup>1</sup> Chu, DK et al. Physical distancing, face masks, and eye protection to prevent person-to-person transmission of SARS-CoV-2 and Covid-19: a systematic review and meta-analysis. Lancet 2020, June 1. Online publication.

<sup>2</sup> Konda, A. et al. Aerosol filtration efficiency of common fabrics used in respiratory cloth masks. ACS NANO, 2020, April 21. Online publication.

<sup>3</sup> Godoy, LRG. et al. Facial protection for healthcare workers during pandemics: a scoping review. BMJ Global Health 2020, April 23. Online publication.

<sup>4</sup> MacIntyre, CR. et al. A cluster randomised trial of cloth masks compared with medical masks in healthcare workers. BMJ Open 2015, March 15. Online publication.

<sup



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

Dëst war och d'Iwwerleeung vum Educationssministère. De „Buff“ ass just eng Optioun, déi den Educationssministère all Schüler an all Enseignant zur Verfügung gestallt huet, fir d'Schoulcommunautéit beschtméiglech ze schützen. Et ass dem Enseignant oder dem Schüler deemno iwwerlooss, ob se de „Buff“ droen oder en alternativen Mondschatz. Bei all den ausgedeelte „Buffen“ un d'Schüler an un d'Enseignanté louchen Informatiounszielen derbäi, déi iwwert d'Utilisatioun vum „Buff“ opgéklaert hinn. D'Elteren an d'Enseignanté gounf och iwwer eng Newsletter informéiert.

D'Ausso vum Fabrikant vum „Buff“, dass säi Produkt kee wissenschaftlech bewisene Schutz géint Infektiounen ass, muss een och am Senn verstoen, dass de Fabrikant hei keng legal Responsabilität wéllt iwwerhuele fir e Produkt, dat hie jo absichtlech net als „Medizinprodukt“ op de Maart bréngt. Géif hie säi Produkt als „Medizinprodukt“ kommerzialiséieren, misst hie ganz aner legal Oplage respektéieren, wat aus finanzieller Siicht fir de Produzent sécher net interessant wär.

## Question 2202 (13.05.2020) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le Memorandum of Understanding :

En date du 27 mars 2020, le Mouvement écologique a saisi la CAD, conformément à l'article 10 de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte, afin que celle-ci rende un avis entre autres quant à la communication du Memorandum of Understanding (« MoU ») précité, le Ministère de l'Économie ayant estimé que le document était de nature confidentielle.

La question de la communication du MoU dans le cadre du projet de data center à Bissen, mais également dans d'autres dossiers notamment celui des activités spatiales promues par le Gouvernement a fait l'objet de nombreuses discussions en commission et de plusieurs questions parlementaires<sup>6</sup> et notamment d'une question parlementaire n° 0681 du 8 mai 2019 dans laquelle le soussigné et Monsieur Gilles Roth souhaitaient savoir, si le Gouvernement entendait soumettre à approbation de la Chambre des Députés les MoU et autres accords que l'Etat serait amené à signer avec des pays ou des entreprises. Dans sa réponse du 27 mai 2019, le Gouvernement a estimé que « la conclusion de telles déclarations n'étaient soumises au respect d'aucune procédure particulière et relève de la politique du pouvoir exécutif ».

Dans son avis du 4 mai 2020 (avis R-3/2020), la CAD a estimé que l'accord en question rentrait dans le champ d'application de la loi de 2018, et était partant communicable. La commission a aussi estimé, après analyse du MoU que celui-ci ne refermait aucun élément de nature confidentielle qui empêcherait sa communication. La CAD a également donné à considérer que, quand bien même un document daterait d'avant l'entrée en vigueur de la loi de 2018 précitée et ne doit en principe pas faire l'objet d'une communication spontanée par les administrations, il en est autrement en cas de demande de communication.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs le Premier Ministre, Ministre d'Etat et Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Le Gouvernement est-il au courant de l'avis de la CAD précité ?

- Le Gouvernement va-t-il se conformer audit avis et communiquer le MoU voire rendre public celui-ci ?

- Le Gouvernement entend-il communiquer ledit MoU également à la Chambre des Députés conformément à la question parlementaire précitée ?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas au vu de l'avis de la CAD que la Chambre des Députés doit être saisie lorsque de tels accords sont signés, et ce afin que la Chambre des Députés puisse exercer les prérogatives qui sont les siennes et notamment son pouvoir de contrôle de l'exécutif ?

**Réponse commune** (09.06.2020) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'Etat, et de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie :

Le Gouvernement est conscient de l'avis de la Commission d'accès aux documents (CAD)

rendu à propos de la question de la communication du MoU dans le cadre du projet de data center à Bissen.

La CAD a adopté son avis en date du 4 mai 2020 et l'a transmis le 6 mai 2020 au Ministère de l'Économie. Il y a lieu de relever que la CAD est un organe collégial composé de cinq membres dont les avis ont une portée consultative.

Le Gouvernement a décidé de ne pas suivre l'avis de la CAD du 4 mai 2020 et de rejeter la demande de communiquer le document sollicité. En vertu des dispositions de la loi du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte, le refus est susceptible de faire l'objet d'un recours. Le Gouvernement reste d'avis que le MoU fait partie des documents non communicables.

## Question 2204 (14.05.2020) de **MM. Gusty Graas et André Bauler** (DP) concernant les infections détectées dans des abattoirs :

Ces derniers jours de nombreux foyers d'infection ont été détectés dans des abattoirs en Allemagne et aux États-Unis. Parmi eux figurent quatre abattoirs dans le nord et l'ouest de l'Allemagne.

La plupart des travailleurs contaminés sont des étrangers, logés par des entreprises d'intérimaires dans des logements insalubres et contraints à la promiscuité. Les conditions de travail des salariés dans les abattoirs américains ne sont guère meilleures. Dans un des abattoirs allemands plus de 200 salariés ont été testés positif au Covid-19. Dans une autre structure située dans le sud du pays près de Karlsruhe, 200 contaminations avaient été enregistrées fin avril. Le secteur entier compte maintenant tester tout son personnel. Certains « Länder » ont déjà ordonné la mise en quarantaine des salariés. Il est à noter que le nombre de contrôles dans les abattoirs allemands a été fortement réduit durant les dix dernières années.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Est-ce que des cas d'infection ont déjà été détectés dans les abattoirs luxembourgeois ? Vu la situation actuelle en Allemagne, les personnes travaillant dans un abattoir au Luxembourg sont-elles à considérer comme « cluster » qu'il est nécessaire de faire tester prioritairement ? Dans l'affirmative, des tests systématiques de ces travailleurs sont-ils envisagés ?

2) Quelles mesures spécifiques ont été mises en place dans les abattoirs luxembourgeois pour protéger les travailleurs et les produits animaux contre le Covid-19 ?

3) Vu les critiques récentes concernant les conditions d'hygiène insuffisantes dans les abattoirs allemands et américains, Monsieur le Ministre peut-il affirmer que ces conditions sont scrupuleusement respectées au Luxembourg ? Quelle est l'évolution du nombre de contrôles dans les abattoirs depuis 2010 ?

4) Est-ce que des contrôles spécifiques sont actuellement effectués dans le contexte du Covid-19 ? Dans la négative, Monsieur le Ministre juge-t-il opportun d'intensifier le contrôle des importations de viande provenant de l'Allemagne ou des États-Unis ?

5) Quelles sont les répercussions de la fermeture temporaire de certains abattoirs allemands et américains sur le secteur de la viande au niveau mondial ? Quelles sont les conséquences pour le marché luxembourgeois de la viande ?

**Réponse commune** (12.06.2020) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé, et de **M. Romain Schneider**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1) Cinq cas positifs au SARS-CoV-2 ont été détectés parmi le personnel administratif dans un abattoir au Luxembourg. Les abattoirs dans lesquels ont lieu également le désossement et la première découpe des carcasses ont l'habitude, tout comme les autres établissements du secteur alimentaire, de respecter des règles strictes en matière d'hygiène afin d'assurer la sécurité alimentaire tout au long de l'année. Néanmoins, durant cette crise, des règles supplémentaires d'hygiène ont été instaurées au niveau des abattoirs en vue de la protection sanitaire des travailleurs d'autant plus que la distanciation n'est pas toujours facile à respecter vu le travail sur des chaînes d'abattage respectivement de découpe. Toutes ces mesures expliquent le nombre très restreint de cas.

Vu ces constats, il reviendra à la discréption des autorités sanitaires de prévoir des tests au niveau du cluster des travailleurs d'abattoirs.

ad 2) À côté des règles élémentaires d'hygiène qui sont respectées en temps normal, certaines mesures supplémentaires au niveau de l'hygiène du personnel et du matériel ont été mises en place par les responsables des abattoirs. Ainsi, le port du masque a été rendu obligatoire dès le début de la crise sanitaire pour tous les travailleurs et il y a eu de nombreux rappels concernant l'hygiène des mains par un lavage et une désinfection fréquents. En outre, le nettoyage et la désinfection du matériel ont été intensifiés.

ad 3) Toutes ces mesures ont été mises en place par les responsables des abattoirs en étroite collaboration avec l'Administration des services vétérinaires. Un premier contrôle est opéré par les responsables qualité des abattoirs qui, tout au long de l'année, réalisent les contrôles suivant le principe « HACCP » (« Hazard Analysis and Critical Control Points ») qui se résume à des contrôles visuels ainsi qu'à des analyses de laboratoire. En surplus de cet autocontrôle figure le contrôle officiel qui est effectué en continu puisque les vétérinaires-inspecteurs de l'ASV sont obligatoirement présents durant toute la durée des activités d'abattage et réalisent des contrôles permanents au niveau des autres activités telles que découpe de la viande, fabrication de préparations de viande et de produits à base de viande.

ad 4) Des contrôles spécifiques dans le contexte du Covid-19 concernant une contamination de la viande par le virus ne sont pas effectués. Cette recherche de contamination par des analyses de laboratoire serait très aléatoire voire impossible d'autant plus qu'il faut retenir que la contamination de la viande et des produits ne constitue pas de risque pour l'infection de l'homme par le virus qui se transmet essentiellement par voie respiratoire tandis que la voie digestive est improbable.

ad 5) Probablement, la fermeture d'un nombre limité d'abattoirs n'aura pas beaucoup de répercussions au niveau mondial du secteur de la viande. Au niveau du marché luxembourgeois de la viande, les répercussions sont également minimales. Néanmoins, la fermeture d'abattoirs en Allemagne pourrait avoir des répercussions sur le secteur porcin national puisque le Luxembourg exporte toutes les semaines plusieurs centaines de porcs d'abattage vers l'Allemagne.

## Question 2205 (14.05.2020) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les assurances dans le cas de fermeture d'une entreprise :

Ob eng Assurancepolice de Risiko vun eng Fermeture vun zum Beispill engem Restaurant ofdeckt, dorlwver streide sech momentan déi verschidden Interessevertrieber an Däitschland.

A Bayern gouf e Kompromëss, deen d'Versicherungsgesellschaften eng Ronn 300 Milliounen Euro géif kaschten.

Opgrond vun deenen Diskussiounen wéilt ech follgend Froen un den Här Finanzminister an un d'Häre Ministere fir Wirtschaft a fir de Mételstand stellen:

- Hunn d'Ministere Kenntnis iwwer änlech Virgäng zu Lëtzebuerg?

- Ass de Risiko vun eng Pandemie vun de betriblechen a professionellen Assurancepolicen, déi gemengerhand bei eis ofgeschloss ginn, ofgedeckt?

• Wa jo, hunn d'Ministere Informatiounen dorlwver, wéi vill Entschiedegungen an deem Beräich schonn ausbezelt gi sinn (eventuell pro Secteur)?

• Wann net, hu sech d'Assurancepoliceschäften, änlech wéi bei de rezenten Iwwerschwemmungen, mat de Versécherte solidaresch gewisen an awer een Deel vum Schuedersat? Oder strieft d'Politik zu Lëtzebuerg en änleche Kompromëss, wéi deen deen a Bayern fonnt gouf, un?

- Wa Betribler oder Selbststänner hire Schuedersat kruten, si si an deem Fall verflucht d'Indemnitéiten, déi si vu staatlecher Säit kritt hunn, zréckzebezuelen?

• Wa jo, ass dat och an deenen eenzèle Krise-reglementer esou virgesinn?

• Kennen d'Ministere eis déi eenzel Passagen zitéieren?

**Réponse commune** (16.06.2020) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances, de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie, et de **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes :

D'Risiko vu Pandemié si ganz schwéier ze modelliséieren, wat mat sech bréngt, dass Pandemien an deene meeschten Assurancepolicen ausgeschloss sinn an némmen a ganz see-

lene Fäll duerch spezialiséiert Versécherungsgesellschaften couvréiert ginn.

No den Informatiounen, déi de Finanzministère vum Secteur kritt huet, couvréieren déi betriebliche a professionell Standard-Assurancepolicen, déi zu Lëtzebuerg ugebuede ginn, de Risiko vun engen Betriebsennerbriechung („assurance perdes d'exploitation“) némmen als „risque connexe“ am Kader vun, zum Beispill, engen Feiversécherung oder engen Versécherung géint Waasserschued.

Spezialiséiert international Versécherungsgesellschaften bidde moosgeschneidert Kontrakter „pertes d'exploitation tous risques“ un, déi och d'Risiko vun engen Pandemie kennen ofdecken. D'Regierung huet keng Donnéeën zu der Unzel vun esou Kontrakter, déi vu Lëtzebuerger Betribler bei auslännische Versécherungsgesellschaften énnerschrifwe gi wären. Och ass der Regierung net bekannt, ob am Kader vun esou Kontrakter Entscheidegungen zu Lëtzebuerg ausbezelt gounfen.

Wat eng méiglech nodréglech Ofdeckung vu Risiko vun der Pandemie duerch Versécherungsgesellschaften ubelaangt, verweist d'Regierung op ee Pabeier<sup>7</sup> vun der Europäischer Versécherungsöpficht (EIOPA):

„It is important to recognise that in the case of a widespread pandemic, the pooling of risks necessary for insurance may be difficult to achieve, setting boundaries on what the sector can offer. As a general principle, imposing retroactive coverage of claims not envisaged within contracts could create material solvency risks and ultimately threaten policyholder protection and market stability, aggravating the financial and economic impacts of the current health crisis.“

De Finanzministère an d'Association des compagnies d'assurance et réassurance (ACA) wäerten am Kader vun engem Aarbechtsgrupp d'Méiglechkeet vun eventuelle Protektionsmechanismen am Kontext vu gréissere sanitäre Risiko studéieren.

## Question 2206 (14.05.2020) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le stockage géologique de déchets nucléaires :

D'Madamm Émweltminister huet den 12. Mee op engen Pressekonferenz, an duerno och an der Chamber, déi belsch Regierung kritiséiert, well an der Belsch eng Etud iwwer méiglech Plaze fir d'Endlagerung vu laangfristig aktiven an héich toxeschen nuklearen Offäll gemaach gëtt. D'Madamm Dieschbourg kritiséiert, am Besonneschen, datt e puer vun deene Sitten, déi theoreetesch kéinten a Fro kommen, an der Géigend vun der Lëtzebuerger Grenz sinn an datt op d'mannst eng vun deene potenziell betraffene geologesche Formatione bis an de Groussherzogtum erareecht.

Déi Fro ass u sech net nei. Scho bei där eestémmege Ratifizéierung vum bilateralem Ofkommen mat der Belsch de 15. Mee 2018 an der Chamber, ass d'Fro no engem Endlager an der Belsch gestallt ginn [Projet de loi (7177) portant approbation de l'accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gaichel le 4 juillet 2016].

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Déi belsch Ministesch fir Émwelt, d'Madamm Marie Christine Marghem, huet d'Aussoe vun der Madamm Dieschbourg als „graven, diplomateschen Incident“ duergestallt. Dést énner anerem dowéinst, well d'Madamm Dieschbourg verschidde Behauptungen an der Éffentlechkeet gemaach huet, ouni am Virus mat de kompetente, federalen Autoritéiten an der Belsch Kontakt ze hunn. Wéi stellt sech déi lëtzebuerger Regierung zu deenen Aussoe vun engem belsche Regierungsmember?

2. Lëtzebuerg deckt, no Aussoe vun der Regierung, eppes méi wei 10 % vu sengem aktuelle Stromverbrauch mat Strom aus Nuklearkraftwierker of. Wéi vill kénnt dovun aus belschen Atomkraftwierker?

3. Well jo Lëtzebuerg selwer Atomstrom importéiert a verbraucht, also indirekt och Atomoffall produzéiert, huet et dann net och eng, op d'mannst moralesch, Matverantwortung fir den nuklearen Offall a seng laangfristeg Stockéierung?

4. Lëtzebuerg ass un d'Direktiv 2011/70/Euratom gebonnen, déi bestëmmt, datt kee Staat

<sup>7</sup> EIOPA-Bos-20-261 - April 1 2020 - Call to action for insurers and intermediaries to mitigate the impact of Coronavirus/Covid-19 on consumers

<sup>6</sup> QP n° 1228 et 1328 de M. Laurent Mosar QP 0681



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

sech däerf der Verantwortung fir seng eegen nuklear Offäll entzéien. Wann d'Belsch de bilateralen Accord iwwert d'Stockéiere vun deene lëtzebuergeschen nuklearen Offäll sollt kennegeen, wéi eng Alternativen hätt eist Land dann?

5. Well Lëtzebuerg selwer souwuel direkt wéi och indirekt nuklearen Offall produzéiert, an den direkt produzéierten an d'Belsch exportéiert, an de bilateralen Accord vum 4. Juli 2016 keng geografesch Dispositioun virgesäßt, ausser datt den Offall muss definitiv op belschem Territoire gelagert ginn a belschem Recht énnerlait, wéi justifiéiert sech eng Argumentatioun, wéi déi vun der Madamm Dieschbourg, déi u sech en eventuelle Risiko vun der Endlagerung vun eise Grenze wéllt ewechhalen an en domat eleng op eis belsch Nopere wéllt ofwälzen?

**Réponse commune** (16.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé, et de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Energie :

ad 1. De Regierungsrot war am Viraus iwwert dës Demarche informéiert an insistéiert op eng besser Abannung vu Lëtzebuerg an den Entscheidungsprozess. D'Regierung gesäit net awéiwäit d'Diffusion vun den Informatioune, déi vun der belscher Agence fir d'Gestioun vu radioaktivem Offall (ONDRAF) koumen, en diplomateschen Incident kéint duerstellen. Et ass d'Aufgab vun der Émweltministesch dëst public ze maachen.

ad 2. Den Undeel vun Atomstrom am sougenante „mix national“, deen all Joer vum Institut luxembourgeois de régulation (ILR) ausge-rechent gëtt, opgrond vun der Zesummestellung vun all de Fournisseuren hire Stromproduiten, déi si u Lëtzebuergen Endclienté liwweren, louch 2018 bei 10,4 %, a gëtt vum net résidentielle Secteur genotzt. Well an dësem Secteur den europäesche Bannemarké spilt, kann d'Regierung engem Betrib net virschreiwen, wéi ee Strom genotzt dierf ginn. All d'Menagé kréien awer 100 % gréngje Strom.

Fournisseur kafen hire Strom zu engem groussen Deel op internationale Stromboursen an net bilateral direkt bei de Produzenten. Op den internationale Bourse ginn d'Offeren an d'Demanden anonym placéiert, dat heesch de Keefer kennt just d'Quantitéit an de Präis vum Strom, awer keng Informatioun, wou de Strom hierkennet. Deemno ass et net méiglech ze soen, wéi een Deel vum Strom aus Atomkraftwicker aus der Belsch kënnt.

ad 3. Et ass drun ze erënneren, datt d'Haushalter zu Lëtzebuerg schonn zu 100 % erneierbare Strom kréien. Fir Betriber gëlt, datt den europäeschen Energiemarké oppen ass an datt et hinne fräisteet, hire Produkt ze wielen. D'Regierung huet dorop keen Afloss a kann dowéinst weeder legal nach moralesch responsabel gemaach gi fir d'Gestioun vum nuklearen Offall, dee bei der Stromproduktion am Ausland entsteet. Dat ass nom Prinzip „pollueur-payeur“ d'Responsabilitéit vum Produzent.

ad 4. De Lëtzebuerger radioaktiven Offall besteeht haapsächlech aus ganz klenge Quantitéiten aus verschiddenste Béräicher (Blitzableiter, Feiermelder, Reschtprodukter aus Medezinn a Recherche) a gëtt zum groussen Deel vun de Fournisseuren zréckgeholl. Effektiv schreift d'Directiv 2011/70/Euratom vir, datt all Memberstaat responsabel ass fir d'Gestioun vum radioaktiven Offall an dem ofgebrannten nukleare Brennstoff, deen op sengem Territoire generiert gëtt. Weiderhi muss all Memberstaat en nationale Programm émsetzen, deen all d'Etappe vun dem Entstoe vum Offall bis zur Entsüergung ofdeckt. D'Directiv erlaabt awer och d'Entsüergung vum radioaktiven Offall an engem anere Memberstaat, wann dëst an engem bilateralen Accord greegelt ass.

Opgrond vun dësen Obligationen huet d'Lëtzebuerger Regierung Verhandlunge fir e bilateralen Accord mat der Belsch opgeholl. Dësen Accord ass 2016 énnerschriwwen an am Mee 2018 zu Lëtzebuerg ratifizéiert ginn. An der Belsch ass den Accord am Mäerz 2019 ratifizéiert ginn. Zénterhier schafft d'Divisioun vun der Radioprotektioun aus der Direktioun vun der Santé mat der belscher ONDRAF un den Detailler, déi bei der Émsetzung vun dem Accord definéiert musse ginn. Dëse leeft iwwer eng Dauer vun 30 Joer a gesäit keng eesäiteg Opténnegung vir, mee den Artikel 9 enthält eng „clause de règlement des différends“.

Eng Alternativ zum Accord mat der Belsch ass zurzáit net ugeduecht.

ad 5. Den Émweltministère ass vun der ONDRAF iwwer E-Mail, zesumme mat deenen aneren EU-Staaten, iwwert de Lancement vun der Prozedur an der Belsch informéiert ginn. An der selwechter E-Mail ass och matgedeelt ginn, datt keng grenziwerschredend Effekter

am Kader vun der SUP (Strategische Umweltprüfung) analyséiert ginn.

Dëst ass och d'Häaptkritik zu dësem Moment vun der Prozedur. Eiser Analys no kenne grenziwerschredend Impakter net ausgeschloss ginn an hätt missen analyséiert ginn. Och hätt Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger Bierger missen „en bonne et due forme“ consultéiert ginn an net némmen informéiert. Esou gesäit und souwuel de Protokoll vu Kiew zur Espoo-Konvention wéi och d'SUP-Direktiv (Directive 2001/42/CE) vir.

**Question 2207** (14.05.2020) de **Mme Carole Hartmann et M. Gusty Graas** (DP) concernant les capacités des hôpitaux :

Depuis quelques semaines, le nombre de nouvelles infections confirmées au Covid-19 est en baisse. L'amélioration de la situation sanitaire a déclenché une discussion sur la stratégie du déconfinement du secteur hospitalier. En effet, la prise en charge des patients non atteints du coronavirus fut temporairement restreinte afin de libérer des capacités supplémentaires pour le traitement des patients Covid-19.

Selon les affirmations d'un représentant du corps médical quelque 20.000 patients auraient dû reporter leur examen ou traitement médical pendant ce laps de temps.

Dans ce contexte, nous aimeraisons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle nous indiquer la taille des surfaces réservées au traitement des patients atteints du Covid-19 dans les différents centres hospitaliers du pays et la mettre en relation avec la taille globale de chaque structure ?

- Vu que les patients atteints du Covid-19 nécessitent souvent une prise en charge intensive, Madame la Ministre dispose-t-elle des précisions sur le nombre et le pourcentage du personnel médical qui s'occupe exclusivement des patients Covid-19 ?

- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur le nombre de patients traités dans les hôpitaux durant les deux premiers mois de l'année 2020 ? En comparaison, combien de patients non atteints du Covid-19 ont été traités dans les hôpitaux depuis le début du confinement ?

**Réponse** (16.06.2020) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé :

La surface des superficies réservées au traitement des patients Covid-19 dans les différents centres hospitaliers n'a pas été déterminée. Chaque hôpital a dédié une unité de soins ou une partie à la prise en charge des patients Covid-19 dans les unités de soins normaux et dans le Service national des maladies infectieuses au CHL. Une unité ou partie d'unité de soins intensifs a également été réservée et occupée par des patients Covid-19 positifs dans chacun des quatre hôpitaux aigus. Dans chaque hôpital, les unités Covid-19 et non-Covid-19 ont été géographiquement séparées et le personnel dédié pour éviter la transmission du virus à des patients hospitalisés pour d'autres raisons. Chaque service d'urgence a créé une deuxième filière avec accès, salle d'examen et scanner séparés pour les patients suspects d'infection par Covid-19 à leur arrivée aux urgences où un tri des patients sur base des symptômes a été organisé. Pour les services de soins intensifs, il y a eu entre dix et 15 patients par établissement aigu au pic de l'épidémie, mi-avril. Cela représente environ 45 % des capacités totales de soins de réanimation habituelles (lits équipés de respirateurs) qui ont été occupées par des patients Covid-19. Pour les soins normaux, ce sont de 15 à 18 % des lits de soins normaux qui ont été occupés par des patients Covid-19 au pic de l'épidémie.

Le Ministère de la Santé ne dispose pas de chiffres précis sur le nombre et le pourcentage du personnel médical qui s'occupe exclusivement des patients Covid-19. Les unités ont été renforcées en personnel selon les besoins. Chaque hôpital a réorganisé ses services pour que la prise en charge soit assurée par un nombre de personnel suffisant et le personnel a été cohorte comme dit plus haut.

Selon les données fournies par la CNS, les quatre hôpitaux aigus du pays ont traité en janvier et février, respectivement 8.232 et 7.869 patients. En mars, avril et mai on note respectivement 6.390, 4.490 et 5.652 patients traités. Les données de facturation ne sont cependant pas encore toutes récupérées et donc ces chiffres ne sont qu'approximatifs. Globalement, cela correspond à une chute de 30 % environ en moyenne du nombre de patients pris en charge pendant le confinement.

La pandémie de Covid-19 a contraint notre système de santé à se réorganiser rapidement et à s'adapter à une évolution incertaine. Grâce à la contribution et l'implication de tous les acteurs, les hôpitaux luxembourgeois et leur personnel ont réussi à prioriser les soins et assurer une prise en charge de qualité aux patients infectés par le SARS-CoV-2 tout en prodiguant les soins nécessaires urgents (chirurgicaux ou médicaux) à la population dont l'état le nécessitait. Environ un tiers des lits de soins normaux ont été occupés par des patients non atteints de Covid-19 au pic de l'épidémie, avec une augmentation très progressive début mai. L'activité des hôpitaux durant la période épidémique a été nettement ralentie. Ainsi, par exemple au CHL, sur l'ensemble des trois sites, l'activité stationnaire a chuté de 30 % avec une diminution de 60 % de l'activité en hôpital de jour et de 43 % en ambulatoire (en mars-avril 2020 comparé à janvier 2020). Cependant les disparités entre les services étaient fortes, les activités non urgentes ayant été reportées.

Des sites hospitaliers ont aussi été sanctuarisés et aucun cas Covid-19 n'y a été pris en charge. Il s'agit des établissements de Eich, la Zithaklinik, Niederkorn (HPMA), Sainte-Marie (CSM) et Wiltz.

Certains services de rééducation gériatrique ont eu une activité proche voire supérieure à celle d'avant la crise. Par exemple, le service de rééducation gériatrique du site de Wiltz des hôpitaux du Nord a présenté un taux d'occupation de 95 % durant l'épidémie, lié sans doute en partie à la réduction des nouvelles installations dans les maisons de soins pour éviter d'y importer le virus.

La reprise d'activité est actuellement en cours, mais elle n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant crise.

L'analyse des données de l'épidémie est en cours. Elles aident à suivre et à anticiper une deuxième vague épidémique. Des données consolidées seront accessibles sur le site de la santé le moment venu.

**Question 2208** (14.05.2020) de **M. André Bauler** (DP) concernant la pollution sonore causée par le trafic :

L'impact nuisible de la pollution sonore causée par le trafic routier sur la santé et le bien-être de la population est bien connu. Cette problématique ne se limite cependant pas seulement aux axes routiers à forte circulation ; dans certaines régions rurales, notamment dans le nord du pays, de nombreux résidents sont exposés à d'importantes nuisances sonores provenant de certains automobiles et motocycles, dont souvent soit le pot d'échappement, soit l'engin est modifié afin d'augmenter la production de bruit.

Une campagne de mesure réalisée par l'Observatoire du bruit français « Bruitparif » en juillet 2018 sur la RD91 dans la Vallée de Chevreuse, région comparable à celle de l'Oesling ou du Mullerthal, empruntée par les motocyclistes en raison des nombreux virages présents, a bien révélé des intensités sonores atteignant les 92 dB(A).

À noter que l'OMS a procédé en 2018 à une réévaluation importante de la gêne liée au bruit routier, notamment en raison des bruits à caractère événementiel (passage d'avion, de train ou autre véhicule bruyant). En ce qui concerne l'exposition moyenne au bruit routier, l'OMS considère comme objectif à atteindre des valeurs limites de 53 dB(A) le jour et 45 dB(A) la nuit contre 70 dB(A) et 60 dB(A) applicables au Luxembourg suite à une décision du Ministère de l'Environnement du 17 juillet 2008.

Dans ce contexte de nombreuses initiatives, comme par exemple la « Initiative Motorradlärm » du « Land » de Bade-Wurtemberg, ou l'initiative « Silent Rider » réunissant une vingtaine de communes du Parc national de l'Eifel, critiquent la réglementation européenne concernant la réception européenne par type de véhicules neufs d'être insuffisante pour combattre efficacement les nuisances sonores. La réglementation européenne concernant la réception par type de systèmes d'échappement sport, quant à elle, est jugée mal adaptée à l'évolution du marché.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable compétente apporter des améliorations aux plans

d'action relatifs à la lutte contre le bruit suite à la mise à jour des lignes directrices de l'OMS concernant le bruit dans les régions européennes, en particulier pour ce qui est des valeurs limites ?

- Considérant les critiques de la réglementation européenne s'opposant à une lutte efficace contre les émissions sonores excessives de véhicules à moteur à combustion, dans quelle mesure Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics entend-il améliorer cet état des choses ?

- Combien de contrôles concernant le respect des dispositions en matière de nuisances sonores ont été effectués par la Police grand-ducale en 2019 ? Combien d'infractions ont été constatées ? Est-il prévu d'augmenter le nombre de contrôles afin de mieux lutter contre les nuisances sonores excessives causées par certains motocycles et automobiles ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure entend-il mettre à disposition des forces de l'ordre les moyens technologiques nécessaires afin de mener à bien la lutte contre les véhicules manipulés produisant des nuisances sonores excessives ?

**Réponse commune** (16.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure :

Concernant la question de l'honorable Député au sujet des valeurs limites des plans d'action contre le bruit, il s'agit de préciser que les plans d'actions actuels prévoient des valeurs limites à deux niveaux :

1) Le dépassement des valeurs limites Lden de 70 dB(A) et Lnight de 60 dB(A), qui sont mises en avant par l'honorable député, représente une priorité pour les plans d'action visant à gérer et à réduire les problèmes de bruit.

2) Cependant à plus long terme, les plans d'action visent également à gérer et à réduire les problèmes de bruit définis par un dépassement des valeurs limites Lden de 65 dB(A) et Lnight de 55 dB(A).

Ces valeurs limites s'orientent par rapport aux publications de l'OMS et aux valeurs limites des pays voisins, notamment celles utilisées dans le même contexte en Allemagne. L'Administration de l'environnement suit l'évolution de la question des valeurs limites et il est d'ailleurs prévu de remettre régulièrement en question les valeurs limites dans le cadre des plans d'action contre le bruit afin d'en juger la pertinence, notamment par rapport aux nouvelles publications de l'OMS.

Cependant, il s'agit de noter que les valeurs limites précitées, tout comme les publications de l'OMS, ne concernent pas spécifiquement les émissions sonores des motocycles, mais plutôt l'exposition au bruit routier à long terme dans son ensemble.

Ceci dit, on peut admettre que le bruit excessif de certains engins routiers, notamment ceux dont les pots d'échappement ou autres dispositifs ont été manipulés, semble être perçu comme une gêne particulière.

En ce qui concerne la réglementation européenne en matière d'homologation, il y a lieu de relever qu'un Etat membre ne peut pas refuser la mise en circulation d'un véhicule qui répond aux prescriptions des règlements et directives européens en vigueur.

Tel qu'expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 1005 du 1<sup>er</sup> août 2019 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo, le niveau sonore admissible des véhicules automoteurs (catégorie M et N) est défini par les règlements d'homologation européens et internationaux. Au niveau européen le règlement 540/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 concernant le niveau sonore des véhicules à moteur et des systèmes de silencieux de remplacement, modifiant la directive 2007/46/CE et abrogeant la directive 70/157/CEE, prévoit pourtant une réduction des émissions sonores admissibles en trois phases pour certaines catégories de véhicules. La première phase est applicable depuis juillet 2016 et la dernière phase sera d'application à partir de juillet 2026. Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, les Etats membres refusent, pour des raisons liées au niveau sonore admissible, d'accorder la réception UE par type si le véhicule ne respecte pas les limites définies par le règlement 540/2014 précité. Pour une voiture à personnes (M1) les seuils maximaux repris dans le tableau ci-dessous sont/seront en conséquence applicables :



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En ce qui concerne les motocycles (catégorie L3), les limites réglementaires applicables au niveau des émissions sonores, conformément à la procédure d'essai d'homologation Euro 4, ont été fixées jusqu'à la fin de l'année 2015 selon la section D de l'annexe V du règlement 168/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles, en fonction de leurs cylindrées. Les valeurs reprises dans le tableau ci-dessous ont ainsi été applicables :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les niveaux sonores ont été adaptés vers le bas et les seuils maximaux repris à l'annexe 6 du règlement UNECE R41 sont applicables. De surcroît, les limites ne sont plus définies en fonction de la cylindrée, mais en fonction du rapport « indice puissance/masse (PMR) » et ne doivent pas dépasser les valeurs reprises dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De ce qui précède, le règlement 540/2014 précité prévoit dès lors une réduction successive du niveau sonore pour les véhicules à personnes. En ce qui concerne les motocycles, une première réduction des émissions sonores a eu lieu depuis l'année 2016 et des réductions supplémentaires vont probablement être introduites avec la révision du cadre légal européen concernant les exigences en matière de performances environnementales. Cette réglementation est actuellement sous revue et un premier avant-projet est estimé pour le troisième trimestre 2020.

Toutefois, il y a lieu de préciser que l'ensemble des seuils susmentionnés sont des limites fixées dans le cadre de la procédure d'homologation, une procédure bien définie. Ainsi, étant donné que sur le réseau routier les conditions limites de la réception par type ne sont plus nécessairement données, le dépassement des seuils sonores lors d'un contrôle est en soi difficile à verbaliser, comme les véhicules ont été réceptionnés conformément à la réglementation européenne en vigueur. Néanmoins, il est important de signaler que les vitesses et accélérations à atteindre lors des essais d'homologation, sans pour autant dépasser le niveau sonore maximal, correspondent aux vitesses et accélérations usuelles en agglomération et des constats de non-conformité par rapport à la procédure d'homologation peuvent évidemment être verbalisés lors des contrôles routiers effectués par la Police grand-ducale.

Pourtant, comme les prédits contrôles englobent toujours toute une panoplie d'aspects sécuritaires et techniques en la matière, il est par conséquent impossible de fournir un nombre de contrôles se bornant uniquement aux nuisances sonores.

En 2019, la police a décerné un total de 159 avertissements taxés à cause de bruits gênants, respectivement dépassant le niveau sonore réglementaire ou encore à cause d'échappements non réglementaires, sans distinction entre un motocycle ou un autre véhicule.

La campagne de sécurité routière « MOTO » de la Police grand-ducale débutera cette année le 20 juin. La Police grand-ducale est consciente de la problématique en question et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle le contrôle des équipements et surtout des échappements sera un des objectifs primaires de cette campagne.

Des discussions au niveau ministériel sont également en cours afin de déterminer si la Police grand-ducale peut aller au-delà d'un décret d'un simple avertissement taxé. En effet, dans des cas spécifiques, les policiers seraient éventuellement en droit d'immobiliser certains véhicules.

Le groupe de travail « Aspects techniques et inspection automobile » de la Commission de circulation de l'Etat avait été chargé en 2012 d'élaborer un règlement définissant les modalités d'utilisation, d'homologation et de contrôle de sonomètres mobiles. Il a été constaté entre autres que les règlements européens concernant le niveau sonore des véhicules sont très complexes et que le mesurage du bruit né-

cèssite des conditions très particulières sur le terrain. Pour ces raisons, il a été retenu que les constatations de la Police grand-ducale doivent se limiter dans ce domaine à un contrôle visuel afin de constater si un échappement est réglementaire ou non. À l'heure actuelle, la législation luxembourgeoise rend donc inopérante l'acquisition de matériel spécifique dans ce domaine pour la police.

## Question 2209 (14.05.2020) de Mme Josée Lorsché (déi gréng) concernant les inégalités scolaires dans le contexte de l'enseignement à distance :

Lors de la préparation de la rentrée scolaire au Luxembourg, l'impact négatif que l'enseignement à distance risque d'avoir sur les inégalités au niveau des compétences scolaires a occupé une place centrale dans les débats tant parlementaire que public.

Quant à la France, le Conseil scientifique de l'éducation nationale (CSEN) vient de publier à ce sujet sa liste de recommandations pédagogiques pour accompagner le confinement et sa sortie. Il y déplore entre autres une pénurie d'études chiffrées sur les conséquences du confinement et de l'*« école à la maison »*. Pour pallier à ce manque, le CSEN recommande la réalisation de deux enquêtes, l'une auprès des familles et l'autre auprès des enseignants. Il souligne en outre l'importance de la collecte combinée de données quantitatives et qualitatives afin de pouvoir tenir compte des situations d'enseignement innovatrices et complexes éprouvées à travers le confinement et la sortie.

La question des inégalités scolaires et sociales est l'un des fils rouges parcourant l'analyse du CSEN. Dans cet ordre d'idées, le Conseil liste une *« discipline émergente »* parmi ses recommandations, à savoir l'éducation à la lecture critique des médias, domaine de compétence dont le lien aux inégalités socio-économiques des familles aurait ressorti clairement des expériences d'enseignement à distance. Cette compétence revêt d'une importance particulière en cette période où la compréhension de l'actualité et l'adoption de gestes responsables par les jeunes sont cruciales.

À propos du Luxembourg, l'Agence nationale pour l'information des jeunes (ANIJ) vient de publier son rapport sur les Assises de l'information jeunesse qui ont eu lieu les 24 et 25 octobre 2019. Un des trois constats principaux de ce rapport est précisément le manque de compétences et de ressources des jeunes pour s'informer de manière objective via les médias.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que la problématique du creusement potentiel d'inégalités scolaires figurera parmi les priorités de toutes les études et évaluations relatives aux effets du confinement et plus particulièrement à l'enseignement à distance ?

2) Monsieur le Ministre entend-il approfondir l'analyse des effets de l'enseignement à distance afin d'en identifier ses forces et faiblesses ? Quelle sera la méthodologie par laquelle cette analyse sera réalisée le cas échéant ?

3) Des enquêtes auprès de familles et d'enseignants telles que revendiquées par le CSEN en France figurent-elles parmi les approches envisagées au Luxembourg ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre prévoit-il d'appliquer une méthodologie mixte, à savoir quantitative et qualitative, au vu de la complexité des questionnements ?

4) Monsieur le Ministre peut-il confirmer le manque de compétences et de ressources du côté des jeunes pour s'informer de manière objective via les médias, tel que relevé par l'ANIJ ? Quelles sont le cas échéant les démarches que Monsieur le Ministre veut mettre en œuvre afin de remédier à cette problématique ?

Réponse (16.06.2020) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1) Dès le début du confinement, le personnel enseignant et socio-éducatif a entrepris, en coopération avec les directions de région, les efforts nécessaires pour assurer un encadrement efficace de tous les élèves fréquentant les écoles fondamentales publiques. Grâce à l'éroite collaboration entre tous les membres de la communauté scolaire, une croissance des inégalités scolaires a su être évitée par, entre autres, les mesures suivantes :

- La mise en place d'un enseignement à distance par les enseignants proposant à leurs

élèves des activités tenant compte du rythme d'apprentissage de ces derniers ainsi que l'évaluation régulière des mesures d'encadrement en vue de les adapter davantage aux besoins de chaque élève. Dans le cadre de ces activités, les enseignants ont pu recourir aux ressources (vidéos pédagogiques, applications, exemples d'activités, etc.) élaborées par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) en collaboration avec ses partenaires et mises à disposition sur le site [www.schoudoheem.lu](http://www.schoudoheem.lu). Les étudiants du bachelor professionnel en sciences de l'éducation ont conçu, en se référant au plan d'études luxembourgeois, et mis à disposition de la communauté scolaire des vidéos pédagogiques visant à soutenir le développement des compétences des élèves des cycles 1 à 4. La mise à disposition d'un accès aux applications reprises dans « Office 365 » à tous les élèves et agents intervenant dans une école fondamentale luxembourgeoise publique a favorisé la communication entre les différents partenaires de la communauté scolaire.

- L'accueil ponctuel en cas de besoin de certains élèves par le personnel des directions et les titulaires de classe dans les locaux de la direction de région ou dans les écoles pour leur fournir des explications supplémentaires quant aux activités à réaliser dans le cadre de l'enseignement à distance.

- La prise en charge individualisée à partir du 20 avril 2020, après concertation avec les parents et dans le respect des recommandations sanitaires, de certains élèves par le personnel enseignant et socio-éducatif dans les locaux des directions de région ou dans les écoles pour les soutenir dans la réalisation des tâches confiées dans le cadre de l'enseignement à distance.

- La détermination des contenus essentiels à développer prioritairement pour assurer la continuité des apprentissages des élèves.

- La mise à disposition, le cas échéant, du matériel informatique par les autorités communales aux élèves pour faciliter à ces derniers la participation à l'enseignement à distance et pour les encourager à exploiter les applications recommandées par mon Ministère.

Dans le cadre de l'enseignement en alternance organisé depuis le 25 mai 2020 dans les écoles fondamentales luxembourgeoises, les élèves sont pris en charge en petits groupes d'un maximum de dix élèves aux premier et deuxième cycles et de douze élèves aux troisième et quatrième cycles, ce qui favorise un accompagnement axé davantage sur les besoins individuels de chaque élève. Parallèlement, mon Ministère a mis à disposition des directions de région du personnel encadrant supplémentaire qui intervient dans les différentes écoles pour soutenir les équipes pédagogiques dans la mise en œuvre des mesures de différenciation. L'enseignement en alternance constitue par conséquent une stratégie efficace pour remédier à des lacunes éventuelles provenant de la période du confinement et pour éviter, en complément aux actions susmentionnées, une croissance des inégalités scolaires.

Même si tous les acteurs de l'éducation nationale, y compris les parents, ont fourni un effort collectif considérable pour assurer la meilleure continuité possible des apprentissages, la question des inégalités devra néanmoins être approfondie par les chercheurs. La question d'une éventuelle aggravation des inégalités scolaires dues au confinement et à l'enseignement à distance devra ainsi être pris en considération dans le cadre d'études et d'évaluations visant à analyser les effets et conséquences de la situation vécue par les élèves et leur familles ces derniers mois.

ad 2) + 3) Mes services et les directions de région ont mené en continu, en collaboration avec les membres de la communauté scolaire, une analyse sur l'efficacité des mesures mises en place dans le cadre de l'enseignement à distance et ils ont régulièrement transmis aux enseignants, par exemple dans le cadre des échanges réguliers avec les présidents des comités d'école et les coordinateurs de cycle, des recommandations et des exemples de bonne pratique. En cas de difficultés, les enseignants et les parents ont eu la possibilité de contacter la direction de région compétente qui s'est efforcée à proposer une adaptation de l'enseignement à distance, le cas échéant, en collaboration avec les autorités communales, pour assurer une prise en charge efficace de tous les élèves. Grâce au suivi étroit assuré par mes services et les directions de région ainsi que la réactivité des autres membres de la communauté scolaire, les obstacles gênant les activités offertes lors de l'enseignement à distance ont rapidement pu être détectés et il a été procédé aussitôt à l'élaboration de stratégies susceptibles de remédier aux difficultés constatées.

Une analyse régulière des expériences vécues par les différents membres de la communauté scolaire dans le cadre de l'enseignement à distance tout au long du confinement, a donc eu lieu. Différentes études scientifiques actuellement réalisées par l'Université du Luxembourg (<http://www.men.public.lu/fr/actualites/articles/communications-conference-presse/2020/06/10-etudes-covid19/index.html>) se penchent sur les conséquences de la crise liée au Covid-19 dans le secteur de l'éducation et cherchent à savoir notamment comment les enfants et les jeunes ont vécu les mesures de distanciation sociale ou quelle influence l'apprentissage à domicile a eu sur leur bien-être et sur leurs études. L'étude COVID-KIDS a été développée pour recueillir les témoignages d'élèves âgés de six à 16 ans et analyser comment ils vivent la période de pandémie, au Luxembourg et ailleurs dans le monde. L'équipe de recherche réalise des entretiens de groupe et mène une enquête en ligne à grande échelle auprès des élèves. Les résultats pourront servir à améliorer la prise en charge scolaire, sociale et psychologique des enfants et des jeunes en cas de crises similaires.

D'autres études visent à analyser l'impact de la fermeture des écoles et de l'apprentissage à distance, essentiellement en ligne, sur les inégalités en matière d'éducation en comparant la situation du Luxembourg, de la Finlande et de l'Estonie (« Why flipping the classroom is not enough: Curriculum making after the pandemic »).

Lors de la prochaine édition des Épreuves standardisées (EpStan), qui se déroulera en novembre 2020, certaines variables supplémentaires en relation avec le Covid-19 seront recueillies pour mieux comprendre l'impact de la pandémie sur les performances et les disparités et pour expliquer certaines anomalies éventuelles dans les résultats.

Début avril 2020, le Fonds national de la recherche (FNR) a lancé un programme de financement ambitieux pour soutenir des projets de recherche dans le cadre de la pandémie.

ad 4) Des études comme PISA et ICILS confirment les constats de l'ANIJ, puisqu'elles relèvent des lacunes dans le domaine de la littératie numérique, tant chez les élèves au Luxembourg que dans de très nombreux autres pays.

Le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental prévoit dans le domaine de l'éducation des médias que les élèves soient menés entre autres à « sélectionner et utiliser judicieusement les offres des médias » et à « détecter et évaluer les conditions de production et de diffusion des médias ». Dans le domaine « Démarches mentales », les élèves découvrent les stratégies favorisant la recherche, le traitement et l'utilisation de l'information. Les élèves découvrent dans le cadre de ces activités le monde des médias et ils sont sensibilisés à recourir à différentes sources d'information et, le cas échéant, à des supports variés pour s'informer sur les sujets d'actualité ou pour déterminer les informations essentielles dans le cadre d'une recherche.

En complément au plan d'études, le SCRIPT a publié le Guide de référence pour l'éducation aux et par les médias qui offre aux enseignants et aussi aux éducateurs un cadre pratique, destiné à les aider à sensibiliser et former les jeunes à l'usage des médias, dans une approche transversale. Le site Internet [www.edumedia.lu](http://www.edumedia.lu) complète ce guide en proposant des supports pédagogiques moyennant le passeport médiatique qui documente les compétences médiatiques des élèves. Parallèlement, l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) propose des formations continues dans le domaine de l'éducation aux médias au personnel enseignant et socio-éducatif.

Afin de soutenir les élèves dans le développement des compétences numériques requises, mon Ministère a lancé en février 2020 l'initiative « Einfach digital - Zukunftskompetenz für staark Kanner ».

La mise en œuvre de la stratégie pour l'éducation aux médias prévoit entre autres l'introduction du coding à l'école fondamentale dès la prochaine rentrée ainsi que l'introduction de la fonction d'instituteur spécialisé en compétences numériques (I-CN). Ceux-ci ont pour mission de soutenir, de conseiller et d'assister le personnel enseignant et éducatif ainsi que les autres acteurs faisant partie de la communauté scolaire dans toutes leurs démarches pédagogiques, notamment en ce qui concerne le cadre de l'éducation aux et par les médias et l'implémentation du coding et de la pensée computationnelle auprès des élèves. Les I-CN mettront davantage en œuvre des activités souvent à caractère transversal visant à développer auprès des élèves les stratégies qui leur permettent de s'informer de manière objective via les médias. L'enseignement du coding fait partie d'un concept global d'éducation aux médias et par les médias, lequel engage l'ensemble des enseignants et des disciplines scolaires.



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

À l'enseignement secondaire, il est prévu d'introduire une nouvelle discipline appelée « sciences informatiques » (« computer sciences ») dans les classes inférieures dès la rentrée en 2021.

**Question 2211** (14.05.2020) de **M. Gusty Graas** et **Mme Carole Hartmann (DP)** concernant la pollution de la « Millebaach » :

Il nous revient qu'une fois de plus un cours d'eau au Luxembourg aurait été pollué par des eaux contaminées issus d'un chantier, en l'occurrence la « Millebaach » à la hauteur du Potaschbierg.

Or, il paraît également qu'il ne s'agit pas de la première fois qu'un incident pareil s'est produit à cet endroit, comme le suggèrent les arbres morts le long dudit cours d'eau.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de la situation décrite ci-dessus ?

2) Une enquête a-t-elle été lancée pour tenir responsable le pollueur selon le principe du pollueur-payeur ?

3) Madame la Ministre entend-elle faire une analyse quant aux raisons sous-jacentes du déclin de la flore à cet endroit ?

4) Combien de cas de pollution d'un cours d'eau ont été détectés par l'Administration de la gestion d'eau au cours des cinq dernières années ?

5) Dans combien de cas le pollueur coupable a pu être identifié et tenu responsable pour la pollution causée ?

**Réponse** (16.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** :

ad 1) L'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a effectivement été alertée d'une pollution du cours d'eau « Millebaach » en date du 13 mai 2020. Elle n'a par contre pas été alertée des autres pollutions auxquelles les honorables Députés font référence et ne peut donc pas se prononcer sur celles-ci.

ad 2) Suite aux recherches entamées par les agents de l'AGE, l'auteur de la pollution a pu être retracé. Il s'agissait d'une société de construction qui pompait les eaux de fouille d'un chantier dans une canalisation se rejetant dans le cours d'eau « Millebaach ». Suite à l'intervention de l'AGE, le pompage des eaux de fouille vers le cours d'eau a été arrêté. Bien qu'il s'agisse d'une pollution physique causée par des boues et des sédiments, et non d'une pollution chimique, il est important de noter que même les matières en suspension peuvent avoir des effets néfastes sur la faune et la flore sauvage en bouchant des interstices ou en couvrant tout le lit du cours d'eau ainsi que sa biologie d'une couche opaque. Les matières en suspension peuvent constituer une entrave à la respiration, à la photosynthèse et détruire des frayères potentielles.

ad 3) Comme mentionné plus haut, il n'y a pas d'autres pollutions qui aient été signalées à cet endroit. Il est important de noter que la pollution détectée le 13 mai ne peut pas engendrer la mort d'arbres.

ad 4) Au total, 441 pollutions de cours d'eau ont été signalées à l'AGE lors de la période 2015-2019.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 5) Malheureusement, le responsable n'a pu être identifié que dans 190 cas.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En moyenne, les origines de ces pollutions se répartissent comme suit :

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 2213** (14.05.2020) de **M. Gilles Roth (CSV)** concernant le refus d'annulation d'un congé posé par un salarié :

Suite à la crise sanitaire, un certain nombre de mesures ont été prises notamment au niveau du domaine du travail. Ainsi, il est possible pour un employeur pendant l'état de crise de refuser un congé, voire d'annuler un congé déjà accordé. Sauf erreur, les différents règlements qui ont été pris par la suite restent muets sur le droit du salarié de reporter un congé déjà posé.

Il s'ensuit que les dispositions du Code du travail sont pleinement applicables.

D'après l'article 233-10 du Code du travail, le congé est fixé en principe selon le désir du salarié. Logiquement si le congé est en principe fixé selon le désir du salarié, celui-ci devrait être en mesure de pouvoir annuler un congé déjà posé. Or, d'après mes informations, certains employeurs forcent leurs salariés à prendre les congés tels que fixés, alors même que les salariés souhaiteraient les prendre à une date ultérieure en raison de la crise sanitaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant que de nombreux employeurs forcent leurs salariés à prendre les congés déjà accordés, alors même que ceux-ci souhaiteraient les reporter en raison de la crise sanitaire ?

2) Existe-t-il une disposition dans le cadre des règlements pris suite à la déclaration de l'état de crise qui oblige les salariés à prendre les congés d'ores et déjà accordés, voire existe-t-il une disposition autorisant un employeur à forcer les salariés à prendre les congés tels que accordés alors même qu'ils souhaiteraient reporter lesdits congés ?

3) Dans la négative, comment expliquer que les employeurs puissent refuser les demandes d'annulation de congés accordés de leurs salariés ?

4) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait dès lors intervenir en l'espèce et apporter les clarifications qui s'imposent ?

**Réponse** (15.06.2020) de **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire** :

ad 1) Il faut souligner que la teneur exacte de la première phrase de l'article du Code du travail citée par l'honorable Député est la suivante : « Le congé est fixé en principe selon le désir du salarié, à moins que les besoins du service et les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise ne s'y opposent. »

Par conséquent, le salarié n'a pas une liberté absolue en matière de fixation de son congé légal. Le congé doit toujours être fixé d'un commun accord, c'est-à-dire le salarié a la liberté de choisir la ou les dates de son congé mais ce choix doit être approuvé par l'employeur. Si les besoins du service ou les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise s'opposent au choix du salarié, il faut que l'employeur propose d'autres dates disponibles.

Le texte applicable ne prévoit cependant aucune possibilité pour le salarié d'annuler de manière unilatérale le congé préalablement fixé et accordé.

ad 2) Non, une telle disposition spécifique n'a pas été prise. Les dispositions actuelles du Code du travail s'appliquent.

ad 3) cf. réponse sous ad 1).

ad 4) Vu ce qui précède, il ne semble pas que des clarifications supplémentaires soient nécessaires.

possibilité était envisagée par le Gouvernement afin de venir en aide aux entreprises et indépendants. Dans leur réponse commune du 12 mai 2020, Messieurs les Ministres ont conclu qu'un report rétrospectif ne constitue pas une piste permettant de préserver la liquidité et la rentabilité à court des entreprises et indépendants dans le cadre du Covid-19, alors qu'il serait difficile voire impossible de déterminer les pertes établies pour 2020 et pouvant faire l'objet d'un report.

À noter par ailleurs dans ce contexte que si des difficultés devaient apparaître dans la détermination des pertes pour 2020, il serait aussi difficile pour le Gouvernement de faire des prévisions exactes quant aux impôts que les contribuables vont effectivement devoir payer voire les montants des avances que les contribuables doivent verser ne correspondant à aucune réalité. Le fait d'énoncer parmi les mesures prises pour venir en aide aux entreprises la possibilité de demander la mise à zéro des avances pour les deux premiers trimestres 2020 ne constitue partant pas une mesure adéquate puisque les avances ont été calculées à partir des données des années précédentes, donc sur des données qui ne sont plus d'actualité compte tenu des conséquences de la pandémie Covid-19 sur le tissu économique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Finances et de l'Économie :

- Messieurs les Ministres estiment-ils que les problèmes de liquidité et de rentabilité des entreprises et des indépendants sont des problèmes à court terme ? Ou bien pensent-ils qu'ils vont perdurer et risquent de se repérer notamment au moment où par exemple les subventions en capital sous forme d'avance doivent être remboursées ou lorsque les contribuables, qui ont demandé à bénéficier de la mise à zéro des avances concernant l'impôt sur le revenu et de l'impôt commercial, seront appelés à régler l'en-tièreté de ces impôts ?

- Dans l'affirmative, quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre à ce moment-là ? Va-t-il recourir aux mêmes mesures que celles qui existent actuellement ? Ou bien va-t-il mettre en place des moyens plus innovants et destinés à venir en aide aux entreprises et aux indépendants à long terme ? Dans cette hypothèse, le système du report tel qu'il existe dans certains pays ne constitue-t-il pas une telle mesure ? Toujours dans l'affirmative, ne pourraient-on pas innover en prévoyant des mesures de report sur les exercices futurs créant ainsi un système particulier destiné à pouvoir être mis en œuvre par exemple lors de crises ou autres cas de force majeure ?

- Quelles sont les difficultés d'ordre comptable et fiscal qui empêchent la mise en place d'un système de report « loss carry back » dans le cadre actuel ? En temps normal, n'y a-t-il aucune difficulté à déterminer les pertes à prendre en considération dans le cadre d'un report respectivement quelles sont les différences entre le système de report en temps normal et en temps de crise ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer que les pays qui connaissent un système de report de déficit n'ont pas suspendu ce système en raison de la pandémie actuelle ? Dans l'affirmative, ne pensent-ils pas qu'il faudrait s'inspirer de ces modèles et adapter notre système fiscal au plus vite ?

- Dans la mesure où les avances ont en principe été calculées à partir des données des années précédentes, donc sur des données qui ne sont plus d'actualité compte tenu des conséquences de la pandémie Covid-19 sur le tissu économique du pays, à partir de quelles données les avances pour l'année en cours, et qui seront dues pour toutes les entreprises au 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 2020, sont-elles calculées ?

- Si les entreprises ou les indépendants ne se sont pas en mesure de régler lesdites avances, les sanctions et procédures normales s'appliqueront-elles ?

**Réponse commune** (16.06.2020) de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**, et de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

Suite à la réponse commune à la question parlementaire n° 2054, dans laquelle a été mise en exergue la raison pour laquelle un report rétrospectif de pertes ne permet pas de préserver la liquidité et la rentabilité des entreprises et des indépendants à court terme dans le contexte de la pandémie Covid-19, l'honorable Député pose des questions supplémentaires concernant d'autres mesures destinées à venir en aide aux entreprises et aux indépendants.

Dans ce contexte, il est renvoyé à la présentation du paquet « Neistart Lëtzebuerg » le 22 mai 2020, qui répond à une grande partie des questions soulevées par l'honorable Député. Ce paquet de mesures de soutien a pour objectif de poser les jalons pour un nouveau départ de l'économie luxembourgeoise suite à la crise sanitaire Covid-19. Les trois priorités de ce pa-

quet sont d'encourager l'emploi, de soutenir les entreprises dans les secteurs les plus touchés et de promouvoir une relance économique durable. Les 23 nouvelles mesures proposées contribueront donc au maintien de l'emploi, à la relance dans les secteurs les plus touchés par la crise à l'aide de la création d'un nouveau fonds de relance et de solidarité pour entreprises ainsi qu'au redémarrage du commerce de détail par des aides spécifiques, tout en soutenant le tourisme national et en accélérant la transition vers une économie plus durable.

Dès lors, le Gouvernement est persuadé que les mesures du paquet « Neistart Lëtzebuerg », ainsi que celles prévues dans le Programme de stabilisation de l'économie, sont nettement plus efficaces qu'un report rétrospectif de pertes qui n'aurait pas pu être mis en place à court terme.

Concernant les subventions sous forme d'avance remboursable mises en place dans le contexte de la crise du Covid-19, il y a lieu de préciser que le remboursement de l'aide commencera au plus tôt douze mois après le premier paiement de l'avance remboursable, sauf demande contraire de l'entreprise.

Le remboursement de l'aide se fait sur base d'un plan de remboursement proposé par l'entreprise requérante et approuvé par l'Etat vers la fin du premier semestre 2021. L'Etat se réserve le droit de renégocier, le cas échéant, les modalités de remboursement avec l'entreprise requérante en fonction de la capacité de remboursement et du résultat réalisé par cette dernière au cours de l'exercice fiscal durant lequel l'aide a été octroyée et des exercices fiscaux qui suivent.

Le plan de remboursement tiendra évidemment compte des paramètres financiers de l'entreprise.

**Question 2216** (14.05.2020) de **Mmes Martine Hansen et Diane Adehm (CSV)** concernant les mesures de déconfinement des cultes :

An senger Déclaration au sujet de la stratégie de déconfinement progressif de 7. Mee an der Chamber huet den Här Staatsminister Xavier Bettel erkläert, et wiere verschidde Froen un all d'Culten erausgaangen, fir ze gesinn, wéi si d'Praktik vun der Relioun an Zäite vum Deconfinement géife gesinn. Op Basis vun den Äntworten dorop kéint ee feststellen, ob dès Kulte rém kéint an noer Zukunft Leit empfanken.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Staatsminister an un d'Maddamm Inneministesch stellen:

- Sinn dës Froe vun alle Kulte beantwort ginn? Wa jo, wéi eng Schlëss kann een doraus zeien?

- Gëtt et beispillsweis eng Strategie fir den Deconfinement an de Kierchen? Wa jo, wéini sollen dès erën opgoen?

- Wéi kann d'Praktik vun de Kulten an Zäite vum Deconfinement ausgesinn?

**Réponse commune** (11.06.2020) de **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, et de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur** :

Op Ufro vun Kultusminister hunn all déi konventioniéiert Reliounsgemeinschaften dem Kultusdepartement et „projet de stratégie de déconfinement“ zoukomme gelooss.

All dès Projete sinn du vun der Santesdirektiouen aviséiert ginn.

Den 22. Mee 2020 hat de Kultusminister eng Entrevue mat de konventioniéierte Reliounsgemeinschaften, fir zesummen iwwert den Deconfinement ze diskutéieren.

De 29. Mee 2020 ass dunn de Règlement grand-ducal du 26 mai 2020 portant modification du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 a Krafft getrueden, deen eng Reprise vun de kultuellen Aktivitéit mat Presenz vun der Effentlechkeet erën erméiglecht huet.

**Question 2218** (14.05.2020) de **M. Marc Baum (déi Lénk)** concernant l'augmentation du temps de travail maximal autorisé :

Le règlement grand-ducal du 11 mai 2020 portant modification du règlement grand-ducal du

## Le Saviez-VOUS ?

### DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

**Question 2214** (14.05.2020) de **M. Marc Spautz (CSV)** concernant la possibilité de report d'éventuels déficits liés à la crise sanitaire :

Dans ma question parlementaire n° 2054, j'avais attiré l'attention des ministres sous référence sur la possibilité de reporter le déficit ou une partie de celui-ci et demandé si une telle



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

27 mars 2020 portant introduction d'une dérogation à l'article L. 211-12 du Code du travail a étendu l'augmentation du temps de travail maximal autorisé par cet article à douze heures par jour et 60 heures par semaine en faveur des activités énumérées en annexe de ce règlement.

La liste de ces activités, où ce temps de travail maximal exceptionnel est autorisé, est très longue et comprend, outre les activités définies comme essentielles pour le maintien des intérêts vitaux de la population et du pays, également toutes les activités commerciales et artisanales actuellement autorisées à s'exercer.

Cette exception à la réglementation européenne de certains aspects du temps de travail est ainsi justifiée dans les considérants du règlement grand-ducal :

« Considérant que les différentes mesures réglementaires introduites se limitent à ce qui est indispensable et strictement nécessaire et qu'elles sont adéquates et proportionnées au but poursuivi et conformes à la Constitution et aux traités internationaux ;

Considérant qu'il existe des exceptions au champ d'application de la directive 2003/88 du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail et que la Cour de Justice de l'Union européenne a précisé qu'elle n'autoriserait ces exceptions que dans le cas d'événements exceptionnels à l'occasion desquels le bon déroulement des mesures destinées à assurer la protection de la population dans des situations de risque collectif grave exige que le personnel ayant à faire face à un événement de ce type accorde une priorité absolue à l'objectif poursuivi par ces mesures afin que celui-ci puisse être atteint ».

Cette vue extensive sur ce qui relève de la protection de la population dans une situation de risque grave me semble cependant être en opposition aux dérogations autorisées par la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

Le droit européen retient une conception restrictive des dérogations à la prédictive directive et préconise de justifier celles-ci en fonction de la nature des tâches effectuées par le travailleur, et non pas d'après le secteur d'activité de l'employeur.

En effet la communication interprétative de la Commission européenne relative à cette directive retient ce qui suit :

« 2. Dérogation : exception dans des situations exceptionnelles

(...) Il en irait ainsi "lors de catastrophes naturelles ou technologiques, d'attentats, d'accidents majeurs ou d'autres événements de même nature, dont la gravité et l'ampleur nécessitent l'adoption de mesures indispensables à la protection de la vie, de la santé ainsi que de la sécurité de la collectivité et dont la bonne exécution serait compromise si toutes les règles énoncées par les directives 89/391 et 93/104 [la directive sur le temps de travail] devaient être observées" (57).

L'exception interprétée par la Cour découle de l'article 2, paragraphe 2, de la directive 89/391/CEE. Celui-ci dispose que "[...] la présente directive n'est pas applicable lorsque des particularités inhérentes à certaines activités spécifiques dans la fonction publique, [...] s'y opposent de manière contraignante" (soulignement ajouté par la Commission).

La Commission considère que l'élément déterminant en la matière devrait être la nature des activités des travailleurs lors de la prestation d'"activités de la fonction publique" destinées à assurer l'ordre et la sécurité publics (58) plutôt que la simple existence d'un employeur du secteur public ou d'une intervention des pouvoirs publics dans le financement ou l'organisation du service concerné.

Bien que la Cour n'ait pas encore statué sur ce point, il semblerait injustifié en cas de surveillance des événements exceptionnels précisés d'exempter de façon temporaire les travailleurs du secteur public uniquement et de continuer à exiger le strict respect des dispositions de la directive pour les travailleurs du secteur privé, par exemple les travailleurs dans des hôpitaux privés.<sup>8</sup>

<sup>8</sup> (56) Ordonnance dans l'affaire C-52/04, op. cit., point 53 ; arrêt dans l'affaire C-132/04, op. cit., point 26. (57) Ordonnance dans l'affaire C-52/04, op. cit., point 54 ; arrêt dans l'affaire C-132/04, op. cit., point 27. (58) Arrêt dans l'affaire C-303/98, op. cit., point 36.

Au vu de cette situation légale, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer en quoi il estime que cette longue liste d'exclusions du droit du travail se limiterait « à ce qui est indispensable et strictement nécessaire » et en quoi les dispositions retenues seraient « adéquates et proportionnées au but poursuivi et conformes à la Constitution et aux traités internationaux » ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer en particulier les activités parmi celles énumérées à l'annexe du règlement qui relèveraient selon lui de la « protection de la population dans des situations de risque collectif grave » ou de « mesures indispensables à la protection de la vie, de la santé ainsi que de la sécurité de la collectivité » et justifieraient donc la dérogation au droit du travail opéré en leur faveur ?

3) Monsieur le Ministre peut-il notamment me renseigner sur la raison de l'inclusion de tout le secteur privé dans cette liste dérogatoire alors que la directive en cause mentionne expressément le seul secteur public pouvant bénéficier d'une telle dérogation et qu'il n'y a pas encore de jurisprudence de la CJUE se prononçant sur l'inclusion du secteur privé dans cette dérogation (même si le texte interprétatif cité en haut semble ne pas exclure une telle inclusion concernant par exemple les hôpitaux privés, mais certainement pas les commerces de détail) ?

4) Monsieur le Ministre ne craint-il pas notamment une action en manquement de la Commission européenne contre ce texte qui va clairement contre les conditions restrictives attachées à la possibilité de dérogation des dispositions européennes concernant le temps de travail ?

5) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il est au contraire temps d'abolir cette réglementation contraire au droit du travail ?

**Réponse (15.06.2020) de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :**

ad 1) Il faut tout d'abord retenir que cette liste de secteurs éligibles a entre-temps été largement raccourcie par le règlement grand-ducal du 15 mai 2020 portant modification du règlement grand-ducal modifié le 27 mars 2020 portant introduction d'une dérogation à l'article L. 211-12 du Code du travail.

En effet cette modification a exclu les entreprises artisanales et commerciales du champ d'application de la possibilité d'obtenir une autorisation ministérielle de dérogation à l'article L. 122-11 précité.

Par ailleurs, les autorisations accordées sur base de ce règlement grand-ducal pris dans le cadre de la pandémie du Covid-19 l'ont été par rapport à la nature du travail à exécuter par les salariés concernés au sein des entreprises éligibles afin de respecter les critères de l'indispensable et du strictement nécessaire.

ad 2) La très grande majorité des dérogations ont été accordées à des hôpitaux, des maisons de soins, des maisons de retraite et des institutions du secteur d'aides et de soins, et ce toujours avec l'accord des délégations du personnel concerné.

ad 3) Le secteur privé a été inclus alors que beaucoup d'activités, qui normalement incombe à l'Etat, sont exécutées par des associations qui agissent dans le cadre d'un conventionnement.

En ce qui concerne les secteurs du commerce et de l'artisanat aucune dérogation n'a été accordée.

ad 4) Non.

ad 5) Le règlement grand-ducal incriminé par l'honorable Député viendra de toute façon à expiration avec la fin de l'état de crise, soit au 24 juin 2020 et ne sera pas reconduit, et toutes les autorisations accordées jusqu'à cesseront automatiquement leur effet à cette date.

**Question 2219 (14.05.2020) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le tarif de rachat photovoltaïque :**

Anlage fir Solarstrom, op privat oder gemeinschaftleche bzw. ēnnert der Form vun Energiekooperativen, déi virun dem 31. Dezember 2020 a Betrib geholl ginn, profitieren nach vun engem méi favorabelen Aspeisetariff, wéi wann dës Anlag 2021 a Stromproduktiou geet (z. B. fir Privatpersounen 0,160 €/kWh an 2020 versus 0,155 €/kWh an 2021<sup>9</sup>.)

D'Coronakris huet awer en Impakt op d'Färdedestellung vun de Projeten, déi an der zwee-

ter Hallschent vun dësem Joer ausgefouert ginn, an déi lo riskéieren net méi rechtzäiteg virun dem Stéchdatum a Betrib geholl ze ginn. Engersäts huet d'Kris en Impakt op d'Produktioun vu Material, dat am Ausland produzéiert gëtt (z. B. Solarzellen déi zu engem Groussdeel aus Wuhan, China kommen), wat zu Engpasser an deenen nächste Méint kéint féieren, an anerersäts op d'Aarbecht op de Chantieren, déi wärend dem Lockdown ēnnerbrach waren. Dofir riskéiere puer Anlagen net rechtzäiteg (d. h. virun Enn des Joers) fäerdege ze sinn. Dëst ka fir déi betraff Leit problemesch sinn, vu dass déi hir Berechnungen op d'Wirtschaftlichkeit vun den Anlagen op den Tariff vun 2020 baséiert hunn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Plangt de Minister, Aspeisetariffer fir Solarstrom fir d'Joer 2020 wéinst der aktueller Covid-19-Kris iwwert d'Joer 2020 ewech ze verlängeren?

2. Wa jo, wéi laang?

3. Wann nee, ginn déi concernéiert Leit anescht ēnnerstëtzet?

**Réponse (10.06.2020) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie :**

Op d'Fro vun der honorabeler Deputéiert kann ech lech matdeelen, datt esou eng Verlängerung schonnes um Instanzewee ass. Well de gezwongene Stéllstand op de Chantieren ee Mount gedauert huet, et awer schwéier ass och méiglech accumuléiert Retarden anzeschätzen souwéi méiglech Problemer a Retarden an de Produktions- a Liwwerketten, gouf eng Verlängerung vun dräi Méint festgeluecht, d'Maximaldauer vum „état de crise“. D'Tariffer vun 2020 si gültig bis den 31. Mäerz 2021 inclus.

Dës Problematik war am Ministère fréi opgeworf ginn, an eng entspriedend Ännernung vum groussherzogleche Reglement iwwer erneierbar Energie gouf dann och schonn am Regierungsrot vum 20. Mee 2020 diskutéiert an ugeholl.

Dëst ass och als eng Mesure unzegesinn am Kader vun der wirtschaftlecher Relance.

Ech erlabe mer dowéinst och nach eng aner Mesure ze ernimmen, déi am selwechte groussherzogleche Reglement geholl ginn ass. Am Beräich Photovoltaik ass et jo esou, datt déi méi grouss Kategorie vun 30-100, 100-200 an 200-500 kW mat engem garantierteren an attraktiven Aspeisetariff bis elo gemeinschaftlechen Anlagen („sociétés coopératives et civiles“) virbehale waren.

Fir jidderengem ze erlaben an déser Grésstenuerdnung täteg ze ginn a „gréng“ Investitionen ze tätegen, gouf an der leschter Ausschreibung fir grouss Photovoltaikanlage schonn extra eng Kategorie 200-500 kW bâigesat.

Fir lo no der Coronakris weider Investissementer ze erméglechen an ze stimuléieren, ginn déi zwou aner Kategorien, 30-100 an 100-200 kW, mat déser Reglementsänderung opgemaach fir jiddereen. Domadder kenne beispillsweis och lo kleng a Mëttelbetrib a landwirtschaftlech Betrib, déi e méi groussen Daach hunn, eng Photovoltaikanlag installéieren a vun engem reglementéierten Tariff profitéieren. Domadder entsteet och fir d'Lëtzebuerger Handwiersbranche en zousätzleche Marché a fir d'Betrib eng interessant Opportunitéit, fir an eng nohalteg Stromproduktiou ze investéieren.

**Question 2221 (15.05.2020) de M. Serge Wilmes (CSV) concernant l'avenir de LuxairGroup :**

Dans un communiqué du 30 avril 2020, l'OGBL, tout en saluant les déclarations publiques de l'actuel directeur général de LuxairGroup, a revendiqué une garantie d'emploi pour tous les salariés du groupe. À quelques jours de son début de mandat, le nouveau directeur général se veut moins rassurant. Sur rtl.lu, on peut lire : « Ob d'Luxair ouni Entloossungen duerch d'Kris kënnt, ob Staatshëlfelen néideg wäerte sinn, dofir wier et ze fréi, sech haut festzeleeën. »

Alors que l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg détient directement 40 % et de manière indirecte 60 % des actions du groupe et est directement représenté par plusieurs fonctionnaires au sein du conseil d'administration du groupe, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'en ces temps de crise, il faille rassurer les salariés du groupe ?

- Est-ce que le Gouvernement, via ses représentants, entend s'opposer à des licenciements de salariés du groupe ?

- J'aimerais également profiter de la présente pour demander à Monsieur le Ministre de répondre de manière détaillée à chacune des interrogations soulevées dans ma question parlementaire n° 2163 du 6 mai 2020. A cette occasion, Monsieur le Ministre pourra m'informer si l'actuel directeur général a, avant d'annoncer son départ à la retraite, été informé que son mandat ne sera pas renouvelé.

**Réponse (16.06.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :**

Tout le secteur de l'aviation est plongé dans la plus profonde crise qu'elle n'a jamais connue au niveau mondial. Cette crise est évidemment économique, mais elle a aussi des conséquences sociales directes. Ainsi le Gouvernement a pris au cours des derniers mois un certain nombre de mesures afin de soutenir au mieux les salariés dans tous les secteurs et celui de l'aviation ne fait pas exception.

Le Gouvernement a toujours été et restera attentif à l'évolution des conséquences de l'arrêt des opérations aériennes pour Luxair et ses employés. À ce stade, il est toujours trop tôt pour mesurer l'ensemble des répercussions que cette crise aura sur le groupe dans son ensemble et sur les salariés en particulier. Le nouveau directeur général devra présenter son projet pour l'avenir du groupe et l'avenir des salariés y tiendra certainement une position centrale.

J'estime que la question parlementaire n° 2163 a été traitée de manière exhaustive lors de l'heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la situation actuelle du secteur de l'aviation civile du 13 mai 2020 à la Chambre des Députés.

Quant à la question concernant l'ancien directeur général, il ne m'appartient pas de commenter sa décision de prendre sa retraite, ni les raisons entourant cette annonce.

**Question 2223 (15.05.2020) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la réforme du Code de déontologie du Gouvernement :**

De „Paperjam“ vum 14. Mee mellt, datt den Deontologiekodex vun der Regierung sollt iwwerschafft ginn. Als Grond ginn déi aktuell professionell Aktivitéité vun engem fréiere Minister genannt. Dat war awer net den eenzege Kontext, an deem den Deontologiekodex vun der Regierung a rezenter Vergaangenheit diskutéiert gouf.

Dowéinst wéilt ech dem Här Staatsminister dës Fro stellen:

1. Wéi eng Ännernunge plangt d'Regierung un hirem Deontologiekodex?

2. Soll zum Beispill reglementéiert ginn,

a) datt e Regierungsmember keng direkt oder indirekt Reklamm fir e Betrib därf maachen, besonnesch dann net, wann hien oder no Familljembere finanziell Interessen an deem Betrib hunn oder haten?

b) Gëtt an deem neien Text och reglementéiert, wéi a wéini e Regierungsmember op officiellem Pabeier ka schreiwen a wéini de Gebrauch vun enger offizieller Entête en Abus duerstellert?

c) Well d'Regierung preziséieren, datt kee Minister därf an eegener Saach eng Decisioun huelen?

d) Gëtt an deem neien Text och preziséiert, wéi e Minister korrecht mat enger Affär émgeet, wou e Mandataire vu senger Partei oder e Fréind beträff ass?

**Réponse (08.06.2020) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État :**

Et ass de Moment verfreit, fir op dës Fro ze äntwerten, well d'Regierung nach amgaangen ass op Recommandatioun vum Greco (Groupe d'action contre la corruption) vum Europarat am Kader vum 5. Cycle ze waarden, eebe justement fir an Zukunft Textänderungen unzehuelen. D'Regierung huet dem Greco eng éischt Prise de position mat enger Rei Proposéen zoukomme gelooss, wéi een de Recommandatiounen gedenkent entgeintekommen an et gëtt erwart, dass bis den Hierscht hei eng Réckmeldung vum Greco virläit, op Basis vun där d'Regierung dann hire Code wäert upassen.

**Question 2224 (15.05.2020) de Mme Martine Hansen et M. Laurent Mosar (CSV) concernant les aides pour le secteur événementiel :**

Dem ganzen Sektor événementiel geet et an der aktueller Kris ganz schlecht, well aus



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

evidente Grënn all Opträg ewechfalen an och kaum elo scho vill geplant gëtt fir déi nächst Méint. Eisen Informatiounen no sti verschidde Betriber kuerz virun der Faillite. Bis elo konnt dee ganze Secteur net vu staatlechen Hëllefe profitéieren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Häre Ministere fir Ekonomie a fir de Mëttelstand stellen:

1. Kann d'Regierung d'Informatioune bestätigen, datt et éischt Faillitten am Secteur événementiel ginn?

2. Gedenkt d'Regierung, an Zukunft och dës Betriber ze énnerstëtzen? Wa jo, ginn et scho konkreet Pisten?

3. Huet d'Regierung eng Analys gemaach fir erauszfannen, wéi eng Secteuren nach momentan net vu Bäihëllefe kënne profitéieren? Wa jo, wéi eng Secteure sinn dat? Wat gedenkt d'Regierung ze énnerhuelen, fir och deene Secteuren ze hëllefén?

**Réponse commune** (15.06.2020) de **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, et de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie :**

Bedéngt duerch d'Covid-19-Kris si vill Evenementer, Foiren a Konferenze kuerz- bis mëttelfristeg ofgesot ginn. Deels si souguer Manifatiounen bis an d'joer 2021 era betraff. De Secteur événementiel ass also besonnesch schwéier vun der Covid-19-Kris getraff a vill Betriber sti viru grousse finanziell Ersafuerderungen. Wéi ee konkreeten Impakt dës Kris awer wäert op de Secteur événementiel hunn, kann een zum aktuellen Zäitpunkt nach net sécher soen. Dëse Secteur ass net némmin als Eischt vun de Repercussionen vun der Coronapandemie betraff gewiescht, et ass mat Sécherheet e Beräich, deen am nohaltegste wäert énner den Auswierkunge leiden.

Well d'Regierung de Secteur wëllt énnerstëtzen, huet si e Fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises an d'Liewe geruff, iwwert deen énner anerem den Tourismussecteur an de Secteur événementiel gezielt énnerstëtz ginn. Déi betraffe Betriber kënnen, énner verschidde Konditiounen, iwwer eng Dauer vu sechs Méint eng finanziel Ennerstëtzung kréien. Fir all Salarié, dee sech am Chômage partiel befénnt, kréien d'Betriber all Mount eng Ennerstëtzung vun 250 € a fir all Salarié, deem effektiv am Betrib schafft, ass eng monatlech Ennerstëtzung vun 1.250 € geplant. Iwwert dëse Wee wäert d'Regierung de Betriber vum Secteur nohalteg énnert d'Aerm gräifen an de Reemploi cibléiert énnerstëtzen.

Zanter ufanks der Kris mécht d'Regierung e permanente „screening“ vun der wirtschaftlichen Situations, fir e Bild ze hu vun de Secteuren, déi krisebedéngt an eng finanziell Schiflag gerode sinn. Esou stoung scho knapps eng Woch nom Akraaftriede vum groussherzogliche Reglement vum 18. Mäerz eng éischt Hëllef bereet, fir deene Betriber ze hëllefén, déi duerch d'Akraaftriede vum benannte Reglement fir Dieren hu missen zoumaachen. Op Basis vun dësem „screening“ sinn duerno nach eng sëllege weider Hëllefen ausgeschafft an an d'Liewe geruff ginn.

Esou wäert an de kommende Méint och de Réglime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin a Krafft trieden; e Régime dee spezifesch op eng nohalteg Ennerstëtzung vum Eenzelhandel ausgeluecht ass. Donieft wäert énner anerem och eng Hëllef an d'Wéeer geleet ginn, déi den ASBLen an deene ville Fräiwëllen aus dem Tourismussecteur wäert finanziel Ennerstëtzung ubidden.

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Le Gouvernement, peut-il confirmer avoir émis une telle recommandation aux maisons de soins ?

- Si cela s'avère être le cas, le Gouvernement pourrait-il nous communiquer la raison pour laquelle cette recommandation a été formulée ? Il convient ici de rappeler que le personnel de ces maisons de soins n'y réside pas, et exécute ainsi des déplacements au quotidien entre leur foyer et leur lieu de travail, représentant également un potentiel danger de contamination.

- Toujours dans l'affirmative, quelles sont les possibilités pour les résidents isolés de revoir leurs familles pendant ces deux semaines de quarantaine ?

- Prenant en compte la stratégie annoncée par le Luxembourg de tester à grande échelle, l'exécution d'un test diagnostique au lieu de l'isolation pendant 14 jours en cas de déplacement vers l'extérieur de l'établissement constituerait-il une option ?

- Si le Gouvernement a réellement émis une telle recommandation, serait-il prêt à revoir ses considérations afin de garantir la santé mentale des résidents des maisons de soins ?

**Réponse commune** (15.06.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :**

Le Gouvernement avait effectivement émis une recommandation de mise en quarantaine de tout résident de maison de soins revenant d'une sortie passagère au début de l'épidémie Covid-19 vers la mi-mars. Cette recommandation avait été formulée suite à l'introduction dans plusieurs maisons de soins de l'infection Covid-19 par des résidents retournant d'un séjour à l'hôpital au mois de mars.

La nécessité de suivre une quarantaine de 14 jours a été abolie en date du 20 mai 2020 par un document élaboré conjointement par le Ministère de la Famille et la COPAS et avisé par la Direction de la santé. Le document « Alignement des sorties des structures d'hébergements pour personnes âgées aux recommandations pour la population générale (20/05/20) » est disponible sur le site du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

**Question 2226** (15.05.2020) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant les **entreprises de livraison** :

Zénter datt am Kader vun der Coronakris am Mäerz verschidde Restriktiounen gëllen an d'Betriber aus dem Horeca-Beräich fir Diere fir hir Clienten hu missen zoumaachen, hunn hei zu Lëtzeburg d'Liwwerdëngschter, fir Liewensmëttel ze transportéieren, Héichkonjunktur.

Dofir wéilt ech der Regierung follgend Froestellen.

1. Ass der Regierung bekannt, datt hei zu Lëtzeburg bei der „livraison à domicile“ eng Firma aktiv ass, déi e gutt Stéck méi bëllig ass wéi aner Ubidder? Dat, well der Firma hir Livreuren als „prestataires de services“ mat engem Freelance-Kontrakt agestallt ginn?

2. Déi betraffe „prestataires de services“ müssen, laut Gesetz, allegueren eng Autorisation fir hir Aktivitéit hunn? Ass dat de Fall?

3. All Livreur misst bei all Liwwerung eng Rechnung, mat der respektiver TVA drop, ausstellen? Ass dat de Fall?

4. Am Secteur vun der Restauratioun a vun de Liwwerservicer ass eng gréisser Onrou wéinst der Praxis vun der betraffener Firma. Hei gëtt vun deloyer Konkurrenz geschwät. Ass d'Regierung och därf Meenung?

5. Ass déi Firma an d'Leit, déi fir si schaffen, scho kontrolléiert ginn, ob déi arbeitsrechtliche Bestëmmungen allegueren aghale ginn?

6. Wéi steet d'Regierung zu dëser Astellungspraxis wéssend, datt sech de Minister François Bausch an der Vergaangenheit scho géint en auslännesch Taxidéngscht ausgeschwät huet, well déisen eng änlech Praxis ausübt an dësen hei am Land dowéinst net Fouss faasse konnt?

**Réponse commune** (16.06.2020) de **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes :**

ad 1. bis 5. Falls den honorablen Deputéierte sech a senger parlamentarescher Fro op d'Firma bezitt, déi iwwer eng digital Plattform hir Servicer als Entreprise de livraison à domicile ubitt, esou ass déi Firma der Regierung duerchus bekannt.

Et sief an dësem Kontext drop higewisen, dass d'ITM eng Rei Kontrollen duerchgefouert huet an an der Téschenzäit sinn och Dossieren un de Parquet weidergeschéckt ginn.

Vu dass de Parquet den Ament nach amgaangen ass déi Rapporten ze analyséieren, wéilt d'Regierung d'Resultater vun déser Analys ofwaarden.

ad 6. D'Regierung ass ganz kloer géint d'Praxis vun der Schäieselbststännegkeet. All Firma, déi sech zu Lëtzeburg établéiere wëllt, muss déi néideg Autorisation fir hir Aktivitéit ufroen an och kréien, a sech u geltend Arbechtsrecht halen.

D'Zil muss och weiderhi sinn, d'Rechter vun de Salariéen ze schützen an d'Concurrence déloyale téscht den Entreprisen ze verhënneren.

guichets liés à l'immigration, ou du moins leur service réduit.

Le règlement grand-ducal du 18 mars prescrivait d'ailleurs, à l'article 13, la prolongation automatique des différents visas et titre de séjour jusqu'à la fin de l'état de crise.

Considérant que cet état de crise devra prendre fin au mois de juin et que la validité des visas et titres de séjour risquera de ne plus être valable d'un jour à l'autre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

7) Monsieur le Ministre a-t-il prévu de prolonger la validité des titres de séjour et visas au-delà de l'état de crise ?

8) Comment Monsieur le Ministre prévoit-il d'éviter de pénaliser les personnes qui se trouvent dans l'impossibilité de retourner dans leur pays faute de moyens de transports mais qui risquent de ne pas pouvoir renouveler leur titre de séjour à temps ou qui risquent de ne pas obtenir un titre de séjour à temps ?

9) Comment Monsieur le Ministre compte-t-il organiser la réouverture des guichets et la reprise des services liés à la demande et à la prolongation des titres de séjour ?

**Réponse** (05.06.2020) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :**

ad 1) Depuis le 18 mars 2020, neuf retenus ont été élargis du Centre de rétention parce que leur retour n'était matériellement pas possible en raison des mesures de confinement prises par les pays de transit ou d'accueil respectifs. En date du 16 mars 2020, 19 retenus avaient été élargis en raison notamment de la réorganisation du Centre dans le cadre de son plan de continuation des activités et parce qu'un éloignement dans les délais s'avérait hautement hypothétique voire improbable.

ad 2) En date du 29 mai 2020, le Centre de rétention dénombrat 25 retenus (hommes seuls uniquement).

ad 3) Le Centre de rétention n'accueille plus que des hommes seuls depuis le début de l'état de crise. Il est à relever dans ce contexte que la dernière pensionnaire hébergée par le Centre a été transférée aux Pays-Bas le 27 février 2020, tandis que la dernière famille accompagnée d'enfants à y avoir séjourné l'a quitté le 3 mars 2020.

ad 4) Les personnes élargies du Centre se sont systématiquement vu proposer d'être hébergées à la Structure d'hébergement d'urgence Kirchberg (SHUK). Il convient de noter dans ce contexte que le staff psychosocial du Centre s'efforce de façon générale d'orienter les retenus qui en sont élargis vers des structures d'hébergement adéquates pour autant que ces personnes signalent qu'elles n'ont pas la possibilité de se loger par leurs propres moyens.

ad 5) Non, une personne ne peut être placée et maintenue en rétention que sur base soit de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire soit sur base de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, et pour autant que les conditions y fixées soient remplies. Il convient de rappeler que la rétention administrative est une privation de liberté dans une structure fermée et qu'aucune base légale ne permet de placer en rétention une personne qui n'en remplit pas les conditions, même si cette personne y marquait son accord. Une admission volontaire n'est donc pas possible. Aucun retenus ne s'est en conséquence vu proposer de rester volontairement au Centre alors qu'il en était officiellement élargi.

ad 6) En ce qui concerne les retenus du Centre de rétention, il n'est pas prévu de régulariser des personnes ayant obtenu une décision de retour et une interdiction d'entrée sur le territoire.

ad 7) Oui, un projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration a été déposé à la Chambre des Députés en date du 19 mai 2020. Le projet de loi 7585 a comme objet la prolongation dans le temps de certaines mesures prévues aux articles 13 et 14 du règlement grand-ducal modifié du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. Il est accompagné d'un règlement grand-ducal relatif à la durée de l'interdiction et la portée des exceptions prévues à l'article 2 du projet de loi.

**Question 2225** (15.05.2020) de **Mme Martine Hansen et M. Marc Spautz (CSV)** concernant les **recommandations pour les maisons de soins** :

Le moral des résidents des maisons de soins est très impacté par la crise sanitaire et cet aspect psychologique joue un rôle important dans le bien-être des personnes concernées. Afin de garantir la santé psychique des habitants des maisons de soins, la réouverture aux visites de leurs proches a été annoncée le 28 avril 2020 par le Gouvernement.

Cependant, il nous revient que le Ministère de la Santé aurait émis des recommandations aux maisons de soins concernant l'application des mesures sanitaires en cas de sortie passagère d'un des occupants. Selon les informations qui nous ont été transmises, une personne habitant une maison de retraite et assumant une visite médicale auprès d'un médecin ou un séjour à l'hôpital, devra alors être placée systématiquement sous quarantaine pendant 14 jours sans preuve tangible de contamination. Cette mesure empêchera de nouveau les résidents de recevoir des visites de leurs proches pendant cette durée d'isolement mentionnée.

Les mesures de confinement et de distanciation physique et sociale décrétées par l'État en mars ont aussi inclus la fermeture de certains



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

ad 8) Le projet de loi mentionné ci-dessus devrait permettre aux concernés se situant actuellement au Grand-Duché soit de quitter le territoire, soit de régulariser leur séjour en temps utile. Au-delà de ces délais, le ministre analysera la situation individuelle de chaque personne.

ad 9) Depuis la semaine du 16 mars 2020, la Direction de l'immigration a fonctionné sur base d'un plan de continuité des activités qui prévoit le maintien des fonctions essentielles avec un effectif réduit sur place. Les guichets de la Direction de l'immigration étaient ouverts sur rendez-vous pour des urgences motivées.

Dans le contexte du déconfinement, les guichets en charge de l'établissement des titres de séjour sont à nouveau ouverts au public pendant l'heure habituel depuis le 13 mai 2020, mais ils fonctionnent exclusivement sur rendez-vous pour assurer une gestion adéquate du flux du public. Pour la prise de rendez-vous, une lettre explicative a été envoyée aux concernés. De même, le traitement des demandes de titre de séjour a repris et la présence physique des agents au sein des services en charge du traitement de ces demandes a été augmentée dans les limites des consignes sanitaires actuelles.

## Question 2230 (15.05.2020) de M. Dan Biancalana (LSAP) concernant le jugement sur accord :

Par la loi du 24 février 2015 le Luxembourg s'est doté d'un nouvel instrument procédural en matière pénale : le « jugement sur accord ».

La procédure consiste en une négociation entre le parquet et un prévenu, afin de trouver une position commune quant à la peine à appliquer. Cette réforme a été entamée afin de désengorger les tribunaux, par « une procédure simple, visible, accessible et transparente qui (...) aboutit à un jugement rendu par un tribunal, après un procès équitable, conformément aux droits de l'homme en sauvegardant la transparence de la justice et les droits des victimes ».<sup>10</sup>

Selon les rapports d'activité publiés par le Ministère de la Justice pour les années 2015 à 2019 la procédure du « jugement sur accord » ne connaît qu'un succès mineur ; uniquement le parquet du tribunal d'arrondissement de Diekirch publie des chiffres relatifs à cette innovation législative et évacue entre deux à cinq affaires par année suivant ladite procédure.

Dans un article du « Luxemburger Wort » paru en date du 10 août 2017, l'Association luxembourgeoise des avocats pénalistes (« ALAP ») critique que « le parquet rejette systématiquement toutes les propositions dans le domaine des infractions routières et 99 % de celles dans le domaine des délits liés à la drogue » et que des jugements sur accord ne seraient négociés « qu'en cas d'évasion fiscale ». Le parquet a rejeté fermement ces critiques de l'ALAP en rétorquant que « jusqu'à présent, aucune proposition spécifique n'a été faite par un avocat au ministère public ».

De ce qui précède, je voudrais demander les renseignements suivants pour les années 2017, 2018 et 2019 à Madame la Ministre de la Justice :

- Combien de propositions de jugement sur accord ont été proposées par les avocats ?
- Combien de ces propositions ont été rejetées par le parquet pendant ladite période ?
- Pour quelles causes ces propositions ont-elles été rejetées ?
- Pour quel type d'infraction des jugements sur accord ont-ils été néanmoins acceptés ?
- Pour quel type d'infraction des jugements sur accord ont-ils été rejetés ?
- Madame la Ministre de la Justice est-elle d'avis que la procédure du jugement sur accord soit un succès ou pense-t-elle qu'elle nécessite une réforme afin de devenir le succès espéré ?

## Réponse (12.06.2020) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

La procédure du jugement sur accord a été introduite par une loi du 24 février 2015 et n'est prévue qu'en matière de délits et en ma-

tière de crimes décriminalisés. La procédure du jugement sur accord peut être entamée à tout stade de la procédure tant qu'il n'a pas été statué par une chambre correctionnelle du tribunal d'arrondissement sur l'action publique.

La procédure du jugement sur accord a son fondement légal aux articles 563 et suivants du Code de procédure pénale. L'article 564 du Code de procédure pénale dispose que la proposition de jugement sur accord, pouvant émaner soit du procureur d'Etat, soit de la personne poursuivie, assistée d'un avocat, énonce les faits qui feront l'objet de l'accord et la peine proposée à titre de sanction. La proposition est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. L'article 564 du Code de procédure pénale précise que l'accord conclu par un acte qui énumère d'abord tous les faits visés à l'accord, puis ceux d'entre eux que la personne poursuivie reconnaît avoir commis. Cet acte doit spécifier :

- la qualification pénale des faits reconnus par la personne poursuivie,
- les circonstances atténuantes à retenir le cas échéant,
- les peines principales et accessoires à prononcer, les peines proposées devant être de nature correctionnelle et ne pouvant dépasser en aucun cas une durée d'emprisonnement de cinq ans,
- la décision à prendre sur les restitutions et les frais de la procédure pénale,
- la décision à prendre sur les demandes indemnitàires d'ores et déjà présentées, comportant la condamnation au paiement, dans un délai déterminé, des montants reconnus par la personne poursuivie.

Le système mis en place implique donc qu'à l'initiative soit du procureur, soit de la personne poursuivie, ensemble avec son avocat, une véritable proposition de jugement soit rédigée comprenant notamment une énumération des rapports et procès-verbaux de police et autres pièces auxquelles il est fait référence, le libellé précis des faits avec l'indication des circonstances de lieu et de temps, la qualification pénale exacte de tous les faits faisant l'objet du projet d'accord, les concours d'infractions, les circonstances atténuantes éventuelles, les restitutions, frais de justice ainsi que les intérêts civils éventuels.

Ce n'est que sur base de l'accord ainsi conclu, que la personne poursuivie est citée par le procureur d'Etat devant une chambre correctionnelle pour qu'il soit statué sur l'accord.

Selon l'article 575 du Code de procédure pénale, la chambre correctionnelle statue sur la culpabilité de la personne poursuivie par rapport aux faits que la personne poursuivie a reconnu avoir commis dans l'acte d'accord. Elle contrôle la légalité des peines proposées en tenant compte des circonstances atténuantes qui ont le cas échéant retenues dans l'acte d'accord. La chambre correctionnelle contrôle également l'accord relatif aux restitutions et aux frais de la poursuite pénale. Enfin, elle s'assure, sur base des déclarations recueillies à l'audience et des pièces versées, si l'accord relatif aux demandes indemnitàires d'ores et déjà présentées est, en tout ou en partie, accepté par les personnes les ayant présentées.

Pour les années 2017 à 2019, le nombre de jugements sur accord renseignés dans la chaîne pénale dite « JU-CHA » se chiffre comme suit :

	2017	2018	2019
Luxembourg	17	17	15
Diekirch	4	2	4
Total	21	19	19

Pour l'année 2020, une dizaine de procédures de jugement sur accord ont pu être finalisées, respectivement sont en voie d'établissement, toutes à l'initiative du parquet.

Pour la période de 2017 à 2019 et sauf erreur, deux propositions de jugement sur accord répondant tant soit peu à la définition légale du Code de procédure pénale ont été soumises au procureur d'Etat par un avocat. Dans les deux cas, le parquet a opposé un refus. Dans le premier cas, la raison en était que la peine proposée était illégale. La contre-proposition du parquet étant restée sans réponse, la procédure de jugement sur accord devint caduque aux termes de l'article 564, dernier alinéa du Code de procédure pénale. Dans le deuxième cas, la proposition était incomplète pour ne pas contenir le libellé des infractions reconnues.

Il est arrivé que dans certaines affaires, un avocat ait adressé un simple courrier au parquet afin de solliciter de façon globale une pro-

cédure de jugement sur accord, sans autre précision et sans que le courrier en question ne réponde aux exigences de la loi. Dans certains de ces cas, le magistrat du parquet en charge de l'affaire a comblé la lacune en procédant lui-même à la rédaction intégrale de la proposition de jugement sur accord.

Dans certaines affaires, le courrier en question est parvenu au parquet après la clôture de l'instruction, voire après la fixation de l'affaire à l'audience, voire même le jour avant la date de l'audience au fond, ce qui a limité l'intérêt du parquet à entamer une procédure de jugement sur accord au risque de retarder inutilement l'évacuation de l'affaire en audience publique dans un délai rapproché.

D'ailleurs, aucune proposition répondant aux exigences légales n'a été rejetée.

À noter encore que les jugements sur accord (tous à l'initiative du parquet) ont été conclus dans les matières les plus diverses : banquerooute simple, banquerooute frauduleuse, défaut d'autorisation d'établissement, non-respect des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment, infraction à la législation sur les domiciliations, infractions à la loi sur la surveillance du secteur financier, abus de biens sociaux, infraction à la réglementation en matière de navigation aérienne, faux et usage de faux, vol simple, vol domestique, vol à l'étalage, violation du secret bancaire, vol à l'aide d'effraction, vol à l'aide de violence, en matière fiscale, infraction à la loi du 13 janvier 2019 instituant un registre des bénéficiaires effectifs, coups et blessures volontaires.

À noter enfin que certaines matières ne se prêtent pas à la procédure de jugement sur accord. Tel est notamment le cas pour les affaires de circulation, contentieux de masse où la politique de poursuite des parquets est bien arrêtée et où les affaires, souvent sans la moindre complexité, sont évacuées dans des délais très rapprochés de sorte qu'une négociation par le biais de la procédure de jugement sur accord ne ferait que retarder inutilement l'évacuation de l'affaire au fond. L'évacuation prioritaire de ces affaires s'explique aussi par le fait que des saisies de véhicules et des interdictions de conduire provisoires ont été prononcées. Les matières de viol, attentat à la pudeur, pédopornographie, outrages publics aux bonnes mœurs ne se prêtent guère pour la procédure de jugement sur accord, notamment eu égard aux intérêts des victimes de telles affaires.

Les avantages de cette procédure, notamment ceux de fixer un prévenu dans des délais rapprochés sur l'issue de l'action pénale dirigée à son encontre, de voir prononcer une peine qui est acceptée par celui-ci, d'économiser des moyens et temps et ainsi de désengorger les cabinets d'instruction et de raccourcir les débats à l'audience publique, doivent être mis en balance avec une justice fonctionnelle, performante, efficace et moderne. Dans la mesure où l'accord de coalition de 2018 prévoit que « le jugement sur accord sera évalué afin de renforcer son attractivité et d'évacuer un nombre d'affaires plus important et dans un délai raccourci », une analyse quantitative, mais également caractérisée des affaires ayant conduit à des jugements sur accord est constamment faite, notamment sur base des expériences des autorités judiciaires.

## Question 2232 (15.05.2020) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant la campagne de dépistage de la Covid-19 :

Le Gouvernement projette le lancement d'un dépistage du Covid-19 à grande échelle. Il s'agirait d'un projet de recherche, qualifié de « très ambitieux » par la Ministre de la Santé. Sur le plan opérationnel, il serait conduit par le « Luxembourg Institute of Health » (LIH) ainsi que des partenaires et/ou sous-traitants. Le lancement de la campagne de dépistage, initialement prévu pour le 19 mai 2020, semble actuellement retardé alors que la logistique pour assurer ces tests à échelle large par le biais de 17 stations à travers le pays n'est pas encore en place.

Voilà, pour l'essentiel, les informations jusqu'alors diffusées par les autorités publiques responsables. L'ordonnateur semble être le Haut-Commissariat à la Protection nationale. La direction semble être confiée au « Luxembourg Institute of Health ». Les dépenses (il est question de 39,5 millions d'euros) seraient couvertes par des fonds provenant du budget de la recherche. Les opérations sur le terrain seraient sous-traitées par des entreprises ou laboratoires privés sans que la question du respect de procédures de marchés publics n'ait été soulevée.

Or, selon des informations relayées par la presse (« Land » du 15 mai 2020, « Fragen Sie das

LIH »), le volet opérationnel du dépistage de masse serait encore plus incongru. Il est ainsi dit qu'une société dénommée « Ecolog » prendrait une part significative dans ce contexte, sans qu'aucune précision ne soit donnée sur ce fait. Je lis : « Dennoch äußert LIH-CEO Nehrbass sich über die Zusammenarbeit mit Ecolog nur zurückhaltend. Erst auf mehrmaliges Nachfragen hin teilt er knapp mit, die Firma baue die Teststationen auf. Das LIH habe mit den Laboratoires Réunis in Junglinster „einen Vertrag abgeschlossen, um die logistische Lösung für das Large scale testing bereitzustellen“. Die Laboratoires Réunis hätten Ecolog beauftragt, die Stationen zu errichten. Ecolog International selber will dazu nichts sagen. »

Le déroulement des tests de dépistage soulève également de nombreuses questions. En effet, notre pays ne dispose pas des ressources humaines nécessaires pour effectuer ces prélèvements.

On apprend dans le même article de presse que : « Zwischen 14 und 32 Mitarbeiter würden pro Station benötigt, sagt Ulf Nehrbass, je nach der Kapazität der einzelnen Stationen, die zwischen 760 und 2.300 pro Tag zu testenden Personen variieren werde. Die Mitarbeiter aber stellt nicht das LIH ein. Seit rund zwei Wochen wird das Personal per Internet von Agenturen rekrutiert, darunter die deutsche Contime Service GmbH, die Schweizer Artifex Personal AG und die rumänische IBD Romania.

Artifex sucht ab 19. Mai und für drei Monate für insgesamt 17 Covid-19-Testzentren in Luxemburg Gesundheits- und Pflegepersonal, medizinische Fachangestellte, Medizinstudenten, Pflegefachassistenten und Laborpersonal. Contime rekrutiert Datenverarbeitungspersonal für die Erfassung von Daten in den Covid-19-Testzentren in Luxemburg». IBD Romania sucht „100 nurses for Luxembourg project swap collection for Covid-19 testing“, aber auch „150 persons - no specific qualification required“.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- 1) Qui est l'ordonnateur de cette campagne de dépistage ?
- 2) Qui est le destinataire des résultats de cette campagne ?
- 3) S'agit-il d'une opération de recherche scientifique ou d'une mesure sanitaire ?
- 4) Quel est le rôle de l'entreprise « Ecolog » ? Qui l'a engagée ?

### 5) Concernant le personnel de santé :

- a) Est-il vrai que des sous-traitants étrangers mènent une campagne de recrutement pour du personnel destiné à effectuer les prélèvements dans les 17 centres de tests luxembourgeois ?
- b) Qui sera l'employeur effectif de ce personnel médical ? Sur quelle base contractuelle sera effectué leur recrutement ?
- c) Dans l'affirmative, comment le Gouvernement entend-il garantir un déroulement selon les règles de l'art, par un personnel qualifié, dans l'intérêt de l'intégrité physique des patients ?
- d) Comment assurer que ce personnel étranger recruté à la hâte dispose d'une autorisation d'exercer sur le territoire luxembourgeois, normalement exigée en matière de professions de santé ? Dans quelles conditions et délais y sera-t-il pourvu ?

**Réponse commune** (16.06.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Jean-Marie Halsdorf au sujet de la campagne de dépistage du Covid-19, nous tenons à signaler d'emblée que la plupart des informations sollicitées figurent dans les réponses aux questions parlementaires n°s 2113, 2127, 2140 et 2199.

Dans sa séance du 24 avril 2020, le Conseil de Gouvernement a approuvé une stratégie de monitoring proactif et a chargé le Luxembourg Institute of Health (LIH) de l'implémentation d'un testing PCR à grande échelle à travers l'attribution d'un marché négocié à la société Laboratoires Réunis Luxembourg. La société Ecolog est un sous-traitant de la société Laboratoires Réunis Luxembourg, responsable de l'infrastructure et des ressources humaines nécessaires au bon déroulement de la préanalytique du projet.

Le personnel de santé est recruté conformément aux procédures prévues par la législation et la réglementation luxembourgeoises en matière de professions de santé et satisfait aux exigences prescrites par celles-ci.

<sup>10</sup> Rapport de la Commission juridique du 7 janvier 2015, doc. parl. n° 6518/07



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

**Question 2242** (19.05.2020) de **MM. Gast Gibéryen** et **Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **reprise des services religieux au Luxembourg** :

An der Pontifikalmiss um Sonndeg vun der Schlussoktav, de 17. Mee 2020, huet den Här Kardinol Jean-Claude Hollerich bedauert, datt keen Dialog méi téscht der Regierung an der kathoulescher Kierch bestéing. De Lëtzebuerger Bistum huet am Kader vun der Coronakris e Schutzkonzept fir d'Kierchen am Land ausgeschafft, fir nees éffentlech Masse kénnen ofzehalen an huet eng deementspreichend Demande bei der Regierung gemaach. D'Regierung, virop den zoustännege Kultusminister, Xavier Bettel, hättent dorobber awer net reagéiert.

Den Här Kardinol Hollerich hätt vun der Regierung némmen eng méi allgemeng, schréftlech Antwort kritt: Ongefiebert Zitat: « Il n'en demeure pas moins que dans l'état actuel de la réglementation, les activités de nature culturelle, sociale, festive et sportive pratiquées en salle et récréative, dans les établissements recevant du public, sont toujours suspendues. »

Datt déi reléis Aktivitéit offensichtlech keen Theema ass an net extra erimmitt gëtt, misst een, dem Här Kardinol no, staark bedaueret. Zitat Jean-Claude Hollerich:

„Ech hu mat Bëschofen aus dem Ausland dorriwwer geschwat, déi waren entsat (...), well et d'Mënscherecht vun der Reliounsfraîheit gëtt.“

Dowéinst wéilte mir der Regierung follgend Froe stellen:

1. Wéll d'Regierung d'Ausübe vun der Reliounsfraîheit als fundamentaalt Mënscherecht respektéieren a Versammlungen zu Kultzwecker a reliéise Raimlechkeeten nees zouloessen?

Wa jo, wéini an énner wat fir enge Konditiounen?

2. Hält d'Regierung et an Zäite vum Deconfinement nach fi néideg an dem Grondsaz vun der Proportionalitéit entspreichend wann, op däer enger Sait, Butteker an aner Commercen däerfen opmaachen, awer, op däer anerer Sait, keng Massen oder Gottesdéngschter gehalen däerfe ginn?

3. Firwat huet den Här Kultusminister dem Här Kardinol net an engem adequaten Delai op seng Demande geäntwert?

**Réponse** (11.06.2020) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Cultes :

D'Regierung huet a senger Confinements- an Deconfinementsstrategie all fundamental Mënscherechter, inklusiv d'Reliounsfraîheit, émmer versicht esou wéineg wéi méiglech an némmen esou laang ewéi néideg anzeschränken.

Betreffend d'Reliounsfraîheit, sief och drun erénnert, datt, wat d'kathoulesch Kierch betréfft, d'Gottesdéngschter an der Kathedral weiderhin ofgehale konnte ginn, an och d'Oktav esou konnt stattfannen.

Des Weideren huet déi recent Aktualitéit leider och erém bewisen, datt reliéis Handlunge mat engem Public eng Zort Veranstaltung kenne si wou de Virus sech gutt ka propagéieren. Et wor deementspreichend besonnesch wichteg, fir den Deconfinement vun de Kulten adequat virzebereed.

Op Ufro vum Kultusminister hunn all déi verschidde konventionéiert Reliounsgemeinschaften dem Kultusdepartement e „projet de stratégie de déconfinement“ fir hir Reliounsgemeinschaft zoukomme gelooss.

All dès Projete sinn du vun der Santésdirektioune aviséiert ginn.

Duerno hat de Kultusminister den 22. Mee 2020 eng Reunioun mat de konventionéierte Reliounsgemeinschaften, fir zesummen iwwert d'Preparatioun vum Deconfinement ze diskutéieren.

Den 29. Mee 2020 ass schlussendlech d'Ofännerung vum Règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 a Krafft getrueden, deen eng Reprise vun de kultuellen Aktivitéit mat Presenz vun der Éffentlechkeet erém erméiglecht huet.

Dés Reprise ass no reegelméisségen Echangen téschent dem Kultusdepartement an de Reliounsgemeinschaften entstanen. De Kultusminister, deen zoustänng ass fir all konventionéiert Reliounsgemeinschaften, huet de verschidene Reliounsgemeinschaften missen déi néideg Zäit loissen, fir hir Deconfinementsstrategie kennen ze préparer, ier um Enn eng kollektiv Reunioun den 22. Mee 2020 konnt stattfannen.

**Question 2249** (20.05.2020) de **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant les **tentatives de phishing** :

Dans un communiqué diffusé aujourd'hui par voie de presse, on peut lire :

« Depuis le début de cette semaine, de nombreuses tentatives de phishing (hameçonnage) ont été recensées au Luxembourg. Des SMS et e-mails invitant l'utilisateur à mettre à jour ses données ont été envoyés, imitant les communications de LuxTrust, 3D Secure et de plusieurs banques du Grand-Duché. »

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si les acteurs susmentionnés avaient connaissance de l'imminence d'une telle action ? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer pour quelles raisons les clients n'avaient pas été informés plus tôt ?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance du nombre de clients concernés par ces actions d'hameçonnage ? Les malfrats ont-ils réussi à dérober des avoirs de clients ? Qu'en est-il du régime de responsabilité dans un tel cas de figure ? Les clients se font-ils rembourser ? Dans l'affirmative, par qui ?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'éventuelles plaintes auprès de la CSSF en réaction à de telles actions ou tentatives de phishing ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si des données sensibles de clients ont pu être dérobées au cours des actions de phishing décrites sous rubrique ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si les acteurs précités ont récemment fait dénoncer à la CNPD un quelconque incident ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si les acteurs mêmes ont récemment fait l'objet de tentatives d'intrusion ? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que des données sensibles aient été dérobées ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si LuxTrust SA a au cours des derniers mois procédé à un renforcement de ses systèmes pour améliorer la protection des données à sa disposition ?

**Réponse commune** (19.06.2020) de **M. Pierre Gramagna**, Ministre des Finances, et de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie :

L'honorabile Députée soulève une série de questions relatives à des tentatives d'hameçonnage ou de « phishing » récemment recensées au Luxembourg. Selon les informations dont dispose le Gouvernement, les attaques de piratage informatiques ont amené les principaux acteurs concernés à appeler sans tarder leurs clients à être particulièrement vigilants aux tentatives de fraude et d'escroquerie en ligne, notamment par courriels électroniques ou SMS frauduleux, et à rappeler les consignes générales en matière de sécurité informatique.

Il n'appartient pas au Gouvernement de commenter le détail des tentatives de fraude et d'escroquerie en ligne décelées par les entités surveillées par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

Or, il ressort des informations communiquées au Gouvernement qu'un opérateur privé, à savoir LuxTrust, auquel il est fait expressément référence dans la question parlementaire, fut contacté par 470 personnes ayant récemment reçu un mail de phishing, dont 23 personnes ont effectivement communiqué des informations ou données de sécurité personnalisées aux fraudeurs. Les établissements de crédit concernés notent au total 98 clients qui ont fourni des informations ou données sur le site Internet frauduleux utilisé. Il est à supposer que certains clients aient simplement pu considérer les SMS ou mails frauduleux émanant des cyberarnaqueurs comme étant d'origine douceuse, sans pour autant signaler l'incident à leur banque ou à LuxTrust. Les agissements illégitimes ont donné lieu à des achats frauduleux par cartes de crédit dans une vingtaine de cas pour un montant total s'élevant à environ 22.150 euros. L'attaque d'hameçonnage a en outre donné lieu à quatre connexions e-banking suivies d'opérations de virement frauduleuses qui ont pu être annulées.

Il est à noter que les tentatives et actions de phishing arrivent typiquement inopinément et à l'insu des entités visées par l'attaque.

La loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement établit le régime de responsabilité en cas de pertes occasionnées par une opération de paiement non autorisée

consécutive à l'utilisation d'un instrument de paiement perdu ou volé ou au détournement d'un instrument de paiement et prévoit les conditions et modalités de remboursements dans ces cas.

L'article 85 (1) de ladite loi prévoit notamment que le client qui détient un compte auprès d'une banque n'obtient de la banque la correction d'une opération de paiement non autorisée que si le client en informe sans retard injustifié la banque au moment où il constate une telle opération donnant lieu à une réclamation, et ce au plus tard dans un délai de treize mois suivant la date de débit.

L'article 88 (2) de la même loi prévoit toutefois que le client supporte toutes les pertes occasionnées par des opérations de paiement non autorisées si ces pertes résultent d'un agissement frauduleux de sa part ou du fait que le client n'a pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence grave, à une ou plusieurs des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 83, lequel prévoit notamment que le client habilité à utiliser un instrument de paiement doit utiliser l'instrument de paiement conformément aux conditions régissant l'émission et l'utilisation de cet instrument de paiement et que l'utilisateur de services de paiement doit prendre toute mesure raisonnable pour préserver la sécurité de ses données de sécurité personnalisées.

L'article 87 (1) de la loi prévoit que la banque rembourse à son client le montant de l'opération de paiement non autorisée immédiatement après avoir pris connaissance de l'opération ou après en avoir été informée, et en tout état de cause au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant, sauf si la banque a de bonnes raisons de soupçonner une fraude et si elle communique ces raisons par écrit à la CSSF. L'article 88 (1) de la loi prévoit que le client peut ne pas être dédommagé à concurrence de 50 euros.

En ce qui concerne la nature des données de clients dérobées, la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement définit les données de paiement sensibles comme toutes les données, y compris les données de sécurité personnalisées, susceptibles d'être utilisées pour commettre une fraude. Les clients qui ont répondu au mail de phishing ont dès lors fourni des données sensibles au sens de ladite loi. Les banques concernées sont en train d'analyser s'il y a lieu ou non de procéder à une dénonciation auprès de la CNPD.

Les entités concernées ont indiqué ne pas avoir fait l'objet de tentative d'intrusion dans le contexte de l'attaque de phishing.

La CSSF n'a pas été saisie d'une plainte par les clients concernés dans le cadre des tentatives et actions de phishing auxquelles l'honorabile Députée fait référence.

Les prestataires de la place se concertent régulièrement sur des sujets liés à la cybersécurité et échangent des bonnes pratiques en la matière. Il est de la compréhension du Gouvernement que LuxTrust est également dans un processus d'amélioration continu de la sécurisation de ses systèmes informatiques par rapport à des attaques phishing de ce type.

**Question 2253** (20.05.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant l'**élaboration d'un concept pour une infrastructure centrale devant répondre à des épidémies telles que le Covid-19** :

Les présidents des quatre groupes hospitaliers luxembourgeois viennent de prendre la décision de proposer au Gouvernement la constitution d'une ASBL (association sans but lucratif) ayant pour objet l'élaboration d'un concept pour une infrastructure centrale devant répondre à des épidémies telles que le Covid-19.

L'ASBL aurait comme but l'exploitation commune de cette nouvelle infrastructure et la gestion du stock national du matériel de protection prévu pour le cas d'une épidémie.

Dans cette déclaration d'intention, une collaboration avec l'Université du Luxembourg et des synergies avec le projet d'hôpital militaire sont envisagées.

Selon les présidents des groupes d'hôpitaux cette association pourrait être mise en place sans délai.

Il serait envisagé de créer cette infrastructure sur un site à part pour les cas graves avec 100 lits intensifs.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre si cette proposition qui s'adresse à plusieurs membres du Gouvernement étant en charge de l'Etat, de la Santé, de la Défense, de la Sécurité sociale et des Finances a été discutée

avec le Gouvernement et si le cas échéant elle trouve son appui.

- S'agit-il d'une initiative concertée entre les organes de décision des différents hôpitaux ou d'une initiative spontanée des présidents d'hôpitaux ?

- Quelle est le cas échéant la position de la Fédération des hôpitaux face à cette proposition ?

**Réponse** (19.06.2020) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé :

Dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire du Covid-19, la Cellule de crise du Ministère de la Santé avait mis en place une cellule « logistique » qui avait comme mission de gérer « le stock national », c'est-à-dire mettre à disposition les équipements de protection individuelle, certains médicaments et dispositifs médicaux nécessaires dans le cadre de la lutte contre l'épidémie du Covid-19 non seulement au profit des établissements du secteur hospitalier mais également au profit d'un certain nombre d'autres acteurs non hospitaliers (COPAS, AMMD, etc.) ainsi qu'à la population. Cette cellule « logistique » qui a été mise en place dans l'urgence en période de crise était composée de personnes provenant de différents administrations et organismes publics mises à disposition de manière temporaire (agents de l'armée, du CGDIS, de différents administrations ou ministères, de centres de recherche, de diverses sociétés, d'experts médicaux, etc.), mais elle n'était pas destinée à exercer cette mission de manière permanente.

Devant le constat qu'une solution durable devait être recherchée, je me suis adressée aux hôpitaux, au niveau de leurs directions et présidents, et à leur association faîtière pour leur demander s'ils pouvaient me proposer ensemble une solution pour reprendre de manière pérenne la gestion du crédit stock national alors que j'ai estimé que les professionnels du secteur hospitalier étaient mieux outillés pour reprendre ces activités.

C'est dans ce contexte que les présidents des quatre centres hospitaliers m'ont soumis de leur propre initiative une proposition de créer une association sans but lucratif (ASBL) qui aurait non seulement pour objet de gérer le stock national, mais qui se proposerait également d'élaborer et de mettre en œuvre un concept d'infrastructure pour cas épidémiologiques graves de type Covid pour le Luxembourg.

L'association souhaiterait également instaurer une coopération avec l'Université du Luxembourg et collaborer dans le cadre du projet d'hôpital militaire.

J'ai marqué mon soutien à leur proposition de créer ensemble une ASBL qui aurait pour objet de gérer le stock national. Cette gestion commune profiterait non seulement à leurs propres établissements, mais également aux établissements hospitaliers spécialisés ainsi qu'à d'autres acteurs qui souhaiteraient collaborer avec cette ASBL.

Par ailleurs, je ne peux que saluer toutes réflexions à plus long terme visant à examiner si une infrastructure commune gérée par les quatre centres hospitaliers et destinée à prendre en charge des patients lors d'une éventuelle nouvelle pandémie ferait sens notamment en tenant compte de nos effectifs médicaux limités.

J'ai également été informée par mes représentants au sein des organismes gestionnaires des centres hospitaliers que leurs membres ont été informés des démarches de leur président respectif.

Je ne puis néanmoins m'exprimer au nom de la Fédération des hôpitaux en ce qui concerne la position relative de celle-ci à ce sujet.

**Question 2257** (22.05.2020) de **MM. Marc Spautz** et **Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **forfait pour matériel d'incontinence** :

Leit, déi mat Inkontinenz geplot sinn, sinn op speziell Wëndelen ugewisen. Am Kader vun der Fleegerversicherung gëtt et fir Persounen mat enger konstaterter Fleegbedierfegkeet e „forfait pour matériel d'incontinence“ vun 116,62 Euro, wa se doheem gefleegt ginn. Wa si an enger Struktur liewen, ginn d'Wëndelen iwwer Geldleeschungen, déi d'Fleegerversicherung un d'Etablissementer bezilt, mat iwwerholl.



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

Eisen Informatiouen no kënne Leit mat Inkontinenz, déi awer net fleegebedierfeg sinn, net vum „forfait pour matériel d'incontinence“ profitéieren a mussen d'Fraise fir d'Wëndele selwer iwwerhuelen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Kann den Här Minister déi Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, wat sinn d'Grénn dofir?

3. Deelt de Minister d'Meenung, datt et sënnvoll wier, dës Fraise fir déi betraffe Leit ze iwwerhuelen?

**Réponse** (29.05.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

Et ass effektiv esou, datt d'Fleegeversécherung e „forfait pour matériel d'incontinence“ virgesait. Fir vun dësem Forfait kënnen ze profitéieren, muss déi fleegebedierfeg Persoun op de Seuil vun 3,5 Stonne Fleeg am Beraich vun den „actes essentiels de la vie“ kommen. Den Artikel 349 1. Alinea vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit Follgendes vir:

« Le bénéfice des prestations prévues par le présent livre est alloué si la personne dépendante requiert des aides et soins dans les domaines des actes essentiels de la vie définis à l'article 348, pour une durée d'au moins trois heures et demie par semaine [...] ».

D'Krankeversécherung iwwerhält awer och énner bestëmmte Konditiounen Fraise fir d'Wëndelen, an zwar bei de Kanner iwwer zwee Joer an énner 18, déi énner enger Inkontinenz leiden. Fir Leit iwwer 18 Joer ginn d'Wëndele rembourséiert vun der Krankeversécherung fir all Persounen, déi vu Spina bifida betraff sinn an inkontinent sinn.

**Question urgente 3034** (23.10.2020) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **prolongation du congé de la Toussaint** :

Fir d'Zuel vun den Neiinfektiounen mam Coronavirus auszubremsen, huet de belsche Bildungsministère d'Allerhellgevakanz ém bal eng Woch bis op den 11. November verlängert. Vu, datt d'Zuel vun de Covid-19-Neiinfektiounen hei am Land an de leschten Deeg explodéiert ass, kéint een dës Mesure eventuell och hei aplizéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Fro stellen:

- Wäert de Bildungsminister d'Allerhellgevakanz an de Schoule verlängeren?

**Réponse** (28.10.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

De Bildungsministère gesäit net vir, d'Allerhellgevakanz ze verlängeren.

Et sief an deem Kontext preziséiert, datt e Suspendéiere vum Schoulbetrieb andeems d'Allerhellgevakanz géif verlängert ginn, némme Senn géif maachen, wann déi aner Aktivitéiten an eiser Gesellschaft och géife reduzéiert ginn oder wann et zu enger allgemenger Ausgangspréférence kommen.

Némme de Schoulbetrieb ze reduzéieren, kéint sech souguer als kontraproduktiv erweisen, well sech dann déi Jonk iwwer eng länger Zäit ausserhalb vum geregelte Kader vun der Schoul géifen treffen, wat de Risiko vun Ustiechunge géif vergréisseren.

**Question urgente 3041** (26.10.2020) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant les **visites dans les foyers pour enfants** :

Mir ass zoudedroe ginn, datt op Direktiv vun der Ministesch fir Famill an Integration vun d'Besich vun Elteren a Kannerheemer ém 50 % reduzéiert gi sinn. Deemno krute verschidden Elteren hir Visitten dës Woch mat désem Argument annuléiert.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch dës Fro stellen:

- Kann d'Ministesch bestätigen, dass si decidéiert huet d'Besuchszäite vun den Elteren a Kannerheemer ze reduzéieren?

Falls jo, ém wat fir eng Direktiv handelt et sech an op Basis vu wéi enge Krittären a wéi enger legaler Basis gouf se getraff?

Falls nee, kann d'Ministesch bestätigen, datt d'Besuchszäite an de Kannerheemer net geändert hunn an och net ännere wäerten?

**Réponse** (27.10.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Den Educatiounsministère huet keng Direktiv erausginn, déi beseet, datt d'Besuchszäite vun den Elteren a Kannerheemer ze reduzéiere wieren.

An deem Zesummenhang sollt een erwänen, datt et keng generell Besuchszäite an de Kannerheemer ginn. De Kontakt mat der Hierkonfts famill ass émmer individuell no de Be soinen an dem Wuol vun all eenzelem Kand organiséiert an an der Reegel och zesumme mam Jugendgericht festgeluecht. Jee no Wuol befannen an Entwécklungsstand vum Kand kann dése Kontakt deemno ugepasst an nei organiséiert ginn.

Bédéngt duerch d'Coronapandemie ass et awer méiglech, datt déi privat oder staatlech Träger vu Kannerheemer den Hierkonfts famillie Propositioone maachen, fir de Kontakt mat de Kanner dem sanitäre Kontext unzepassen, sou zum Beispill, dass d'Visitte verstärkt dobausen, zu adaptéierten Horairen oder iwwert den digitale Wee stattfannen. Wichteg ass awer, dass de Kontakt oprechterhale bleift.

**Question urgente 3042** (26.10.2020) de **M. Jeff Engelen** (*ADR*) concernant la **déclaration d'incapacité de travail dans le cadre de la pandémie de la Covid-19** :

Laut aktueller Gesetzgebung muss e Salarié sengem Patron bannent dräi Deeg e schréftlechen Attest virleeë bei enger Krankmeldung. An dëser Coronapandemie geet d'Zuel vun de Leit awer rapid an d'Lucht, déi sech müssen un d'Quarantän halen. Dës dramatesch Hause vun de Leit, déi sech müssen un d'Quarantän halen, kréien deelweis kein Attest am Delai fir eng Krankschreibung vun der Direktioun vun der Santé, dat well dës, verständlecher Weis, iwwerbelascht ass. Ausser et consultéiert ee sain Hausdokter, deen dann iwwer Teleconsultatioun en Attest ausstellt.

Am Prinzip kritt wuel all Salarié esou en Attest, mee et kënnt zu Verzögerungen, wat iwwert dës dräi Deeg erausgeet, déi am Gesetz virgesi sinn.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Här Ministere vun der sozialer Sécherheet a vun der Aarbecht:

1. Fir deem entgéintziewieren, well et kéint jo hei zu eenzele Verzögerunge kommen, wat d'Areeche vun engem Attest ubelaangt, misst een hei net a ganz kuerzer Zäit e rechtliche Kader schaffen? Wa jo, wéi kéint deen ausgesinn? Am Fall vum Nee, op wat fir eng gesetzlech Reegelung gétt dann hei zréckgegraff?

2. Am Fall vu Quarantän, ass do Teletravail erlaabt?

3. Ass et den Dokteren erlaabt, en Attest auszestellen am Fall vun enger Quarantän?

**Réponse commune** (27.10.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

Déi grouss Unzuel un Neiinfektiounen huet dozou gefouert, datt d'Ausstelle vun den Attester vun der Direktioun vun der Santé méi laang kann daueran ewei üblech. D'Gesondheetskeess ass doriwwer um Courant an hét émmer den Datum deen op der Ordonnance stet, och wa se méi spéit erageschéckt gétt. D'Gesondheetskees huet dofir extra eng Mailadresse kreéiert, wou d'Leit hir Dokumenter sollen hischécken, an zwar op follgend Adresse: saisie-CIT.cns@secu.lu.

Heiriwwer gouf et eng Kommunikatioun op der Internetsäit vun der Gesondheetskeess énner follgendem Lien:

<https://cns.public.lu/fr/actualites/2020/2020/temps-attente.html>.

Doriwwer eraus huet Direktioun vun der Santé och op hirem Site weider Informatioune publiziéiert, an zwar énner follgendem Lien:

<https://sante.public.lu/fr/actualites/2020/10/covid-tracing-adaptation-procedures/index.html>.

D'Direktioun vun der Santé huet zum Beispill och mat de Vertrieeder vun den Employeur geschwat, fir datt se solle méi coulant sinn, falls d'Attester e bëssi méi spéit erakommen, wat jo administrativ bedéngt an net op d'Persoun selwer zréckzeféieren ass.

Allerdéngs müssen déi betraffe Persoune sech direkt bei hirem Employeur mellen, fir ze informéieren, datt se net kënnen/därfen op d'Aarbechtsplaz goen, esou ewei dat soss och am

Krankheitsfall muss gemaach ginn. D'Leit kënne sech och un hiren Dokter wenden, virun allem wa se Symptomer virweisen, deen hinne och en PCR-Covid-19-Test ausstelle ka fir d'Kontroll nom 6. Dag vun der Infektioun. Prinzipiell sollen déi betraffe Leit sech awer bei der Direktioun vun der Santé mellen.

Et sief och nach dorop opmiersam gemaach, dass laut den Artikelen L. 312-1 et suivants vum Code du travail den Employeur eng Obligation huet, fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vu senge Salariéen op der Aarbechtsplaz ze assuréieren an dowéinst dann och déi néide Moosnamen a sengem Betrib huele muss, fir seng Salariéen ze schützen.

Deemno géif den Employeur, deen ee vu senge Salariéen ustellt schaffen ze kommen, obvuél dëse Salarié eventuell mam Covid-19 infizéiert ass, senger Obligation a Saache Gesondheet a Sécherheet op der Aarbecht net nokommen. De Salarié huet dann och eng Obligation, fir d'Instrukiounen vu sengem Employeur ze befollegen an d'Gesondheet an d'Sécherheet vun anere Salariéen am Betrib net a Gefor ze bréngen.

Wat den Teletravail ubelaangt, gouf den 9. Oktober 2020 an engem Communiqué vum Aarbechtsminister a vum Minister vun der sozialer Sécherheet preziséiert, datt d'Salariéen, déi sech an der Quarantän befannen oder am Isolement, d'Méiglechkeet hunn op den Teletravail zréckzegräfen, wa se dat wëllen.

An deem Fall brauche se de Krankechäin net an Usproch ze huelen. Allerdéngs muss dat schréftlech téschent dem Salarié a sengem Patron zréckbehale ginn, an dëst énner égal wéi enger Form (E-Mail, Bréif etc.). Dës Optioun gëllt natierlech némme wann den Assuré fäeg ass, fir seng Aarbecht ze maachen, also keng Symptomer huet. Anrefalls kann hien op seng Ordonnance als Krankechäin zréckzegräfen. Et sief ze preziséieren, datt den Teletravail als normal Aarbechtszäit ugesinn ass an den Assuré am Kader vun der Onfallversécherung assuréiert ass.

D'Méiglechkeet op den Teletravail zréckzegräfen, stellt d'Mesuré vun der Quarantän oder vum Isolement vun der Direktioun vun der Santé net a Fro, dat heescht, datt déi sanitär Mesuré mussen applizéiert ginn.

**Question urgente 3052** (27.10.2020) de **M. Michel Wolter** (*CSV*) concernant l'**évolution du coronavirus dans les eaux rejetées par les ménages** :

Une équipe de chercheurs du Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) suit depuis plusieurs mois l'évolution de la présence du coronavirus dans les eaux usées de l'ensemble des stations d'épuration du pays. En effet, les eaux usées donnent une image précise de l'état de santé de la population à un moment précis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre peut-elle me communiquer les résultats journaliers depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2020 de la charge virale dans les eaux usées de l'ensemble des stations d'épuration du pays ?

**Réponse** (28.10.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Les analyses des eaux usées à la recherche du génome du virus SARS-CoV-2 se font de manière hebdomadaire par une collaboration entre l'Administration de la gestion de l'eau et le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST). Les rapports hebdomadaires sont disponibles sur le site des deux institutions via les liens suivants :

<https://www.list.lu/fr/covid-19/>

<https://eau.public.lu>.

**Question urgente 3060** (29.10.2020) de **M. Paul Galles** (*CSV*) concernant les **accusations contre Frontex** :

Déi nei Covid-19-Moosname bréngt grad fir Wirtschaftssektoren, déi scho vill énnert de Coronarestriktiounen ze leider haten, nei Verschlechterungen nom Confinement. An och d'Wirtschaft am Ausland leit, wat weider ekonomesch Konsequenzen fir eist Land huet. Alt nees ass den Horeca-Secteur beträff (Restriktioun vun de Leit pro Dësch, Ausgangsspär no 23:00 Auer). De Business- a Kongresstourismus a generell all Reesaktivitéité si weider Affer. An och den Evenementiel an de Kultursecteur wäerte bei der Reduzéierung vun de soziale Kontakter nees mat weideren Abousse konfrontéiert sinn. Generell haart beträff sinn och d'Maartleit an d'Forainen.

Duerfir wollt ech dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Banneminister, dem Här Minister fir Tourismus an der Madamm Kulturminister déi dréngend Froe stellen:

1. Als Éischt kritt d'Personal an all deenen Domänen d'Auswirkungen ze spieren. Mat wat fir Moosname soll verhennert ginn, datt Leit an dese Secturen hir Aarbecht verléieren? Wéi eng Moosname gi weidergefouert a fir wéi laang, wat sinn nei Léisungen, déi envisagéiert ginn?

2. Ee vun den Haaptbeträffen zu Lëtzebuerg ass den Aviatiossecteur. Wat kann de Staat

misste bleiwen, bis d'Tierkei se schlussendlech opgeholl hätt. Et wier des Weidere gesi ginn, wéi Frontex-Iwwerwaachungsfligeren déi selwecht Zäit iwwert d'Mier geflu wieren, mee näisch énnerholl hätten. Dem ARD no wier et esouguer zu Momenter komm, wou Fronteschéffer de Flüchtlingsbooter esouguer de Wee verspaart an hinne och net gehollef hätten.

Op Nofro hätt den Här Fabrice Leggeri, Chef vu Frontex, awer am Juli am EU-Parlament niéiert, datt d'Frontex-Iwwerwaachung jeemools eppes vu „pushbacks“ matkritt hätt.

Dem ARD no hätt Frontex awer an engem Schreiewes esou e „pushback“ opgezeechent. Bei mindestens sechs „pushbacks“ wier Frontex noweislech esou „no“ derbäi gewiescht, datt een dovin ausgœe kéint, datt d'Agence eppes vun den Dote matkritt hätt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Huet d'Regierung vun dése „pushbacks“, déi sech virun der Insel Lesbos ofgespillet hinn, Kenntnis geholl?

- Ass d'Regierung der Meenung, datt dës „pushbacks“ eng Verletzung vun de Menschenrechte duerstellen an d'Frontex an dësem Fall d'Flüchtlinge misst a Sécherheet bréngen?

- Wéi gedenkt d'Regierung ze reageéieren op europäesch Niveau?

- De Medien no ass d'europeesch Kommissioun amgaangen, eng Analys ze maache wéi wäit Frontex an dës „pushbacks“ involviert ass. Huet d'Regierung schonn Informatioune kritt iwwert dës Analys?

**Réponse** (29.10.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

D'Nouvelles zu enger eventueller Implikatioun vu Frontex a sougenannte „pushbacks“ am éstleche Mëttelmierraum si besuergeserrend a gëifen, am Fall wou se sech bestätigen, eng Verletzung vun de Menschenrechte duerstellen.

Den Directeur exécutif vu Frontex huet eng interne Enquête lancéiert an huet eis iwwert d'verleafeg Resultater informéiert. Bis elo si keng Beweiser fonnt ginn, déi dorop hiweise kéint, dass Agenten, déi vu Frontex agesat gi sinn, géint de Code de conduite vu Frontex verstoossen. Et muss een och dozou soen, dass d'Missioune vu Frontex de Memberstaaten énnerleien, an deenen se stattfannen.

Op Ufro vun der Presidentin vun der Europäischer Kommissioun huet d'Kommissarin Ylva Johansson eng extraordinaire Reunioun vum Verwaltungsrot vun der Agence fir den 10. November aberuff. Lëtzebuerg wäert op dëser Reunioun representéiert sinn, fir iwwert de Stand vun den Enquêtes informéiert ze ginn.

Et ass awer och un



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

maache fir hei ze hellefen, esouwuel wat déi grouss Airlines wéi och wat d'Privatloftfaart ugeet?

3. Wéi ass et méiglech, den Horeca-Secteur besser ze énnerstézzen? Verfollegt d'Regierung hei nei laangfristeg Léisungen? Gëtt de Primmesystem nach eng Kéier opgeluecht?

4. Wat fir Mesuré sinn am Evenementiel an am Kultureräich envisagéiert?

5. Bei de Forainen a Maartleit dréit (nom Ofsoe vum Chréschtmaart an der Stad) alles drëm, deene Leit Méiglechkeeten ze ginn, fir esou vill Emsaz wéi méiglech ze maachen. Gëtt un engem gesécherte Kader geschafft, wéi a wou dat ka méiglech sinn?

6. Hunn d'Ministère schonn Erkenntnesser iwwert d'Wiersamkeet vun de Moosnamen, déi bis elo ausprobéiert gi sinn, a sinn eventuell Ännernungen an Upassunge geplant?

7. A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen rappeliert den Här Tourismusminister de „Fonds de relance et de solidarité“. Kann dee Fong, dee speziell fir Horeca, Evenementiel an Tourismus ass, och op d'Forainen an d'Maartleit ausgedeent ginn?

8. Den zoustännege Minister confirméiert an därt Äntwert och, datt knapp zéng Prozent vun den Hotelsbongan, déi sái Ministère erausginn huet, bis elo gebraucht goufen. Ass sécherge stellt, datt déi Mëttelen, déi heifir geduecht waren, an de „Fonds de relance et de solidarité“ fléissen, wann d'Bongan net méi an Usprach geholl ginn?

**Réponse commune** (06.11.2020) de **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme, de M. Franz Fayot, Ministre de l'Economie, de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture :**

## ad 1. Aarbechtsplazen

D'Regierung ass sech hirer Verantwortung voll a ganz bewosst a wäert weiderhin deene Betriber énnert d'Aerm gräifen, déi net duerch en eegen Feelverhalen, mee duerch déi konjunkturell Situationoun vun der Pandemie vum Covid-19, an eng prekár Situationoun gerode sinn. D'Regierung huet dofir schonn eng selleche Mesuren ergrafft, énnert anerem:

- An enger éischter Phas ass e Stabilisatiounspak vun 10,4 Milliarden Euro beschloss ginn.

- An enger zweeter Phas koum de „Neistar Lëtzebuerg“ derbäi, mat engem Finanzpak vun 800 Milliouen Euro.

- Dat mat Ofstand wichtigst Instrument war an ass awer sonner Zweifel de Chômage partiel, wou mir grousse Wäert drop geluecht hunn, dass kee vun de betraffene Salariés énnert de Seuil vum soziale Mindestloun fält.

- Direkthëlfen an Héicht vu +/- 200 Milliouen Euro sinn un d'Fräiberuffler ausbezuelt ginn. Dëst ass iwwert de Wee vun enger éischter Direkthëlfel vun 2.500 Euro an duerno iwwer eng zweet Direkthëlfel vun 3.000 bis 4.000 Euro geschitt.

- Et sinn Direkthëlfen un déi kleng a mëttel-grouss Betriber ausbezuelt ginn: Eng éisch Direkthëlfel vu 5.000 Euro fir déi betraffe Betriber an duerno ee weidere Betrag vu 5.000 Euro, respektiv 12.500 Euro.

- Mir hunn och Mesuren agefouert, fir d'wirtschaftliche Relance vun de vulnerabelste Secteuren ze férderen. Dëst ass geschitt iwwert de Wee vun Direkthëlfel fir den Eenzelhandel a verschidden Aktivitéiten aus dem Handwierk an iwwert de „Fonds de relance et de solidarité“, dee sech virun allem un d'Secteur vum Horeca, dem Evenementiel an dem Tourismus gericht huet.

D'Regierung huet déi wirtschaftliche Entwicklung permanent am Bléck a wäert och weider Mesuren ergräifen, wa sech dëst als noutwendeg sollt erweisen:

- Esou wäert d'Méiglechkeet vun der Deelzäitaarbecht iwwert den 31. Dezember 2020 méiglech bleiwen, virop fir déi vulnerabel Secteuren, mee och fir déi aner Betriber, déi duerch d'Pandemie a Schwierigkeiten gerode sinn.

- Den aktuelle „Fonds de relance et de solidarité“ wäert verlängert ginn, dëst énnert de selwechte Konditiounen wéi an der aktueller Verzion.

- Mir wäerten och eng nei Direkthëlfel an d'Wéi leeden, déi et de Betriber aus de vulnerabile Secteure wäert erlaben, fir en Deel vun hire Käschte kenne kompensiéiert ze kréien.

- De Chômage partiel ass de beschten Outil, fir am Kader vun dëser Kris den Emploi bescherméiglech ze stabiliséieren an d'Regierung wäert an enker Ofsprooch mat de Sozialpartner déi néideg Upassungen un d'Mechanisme vum Chômage partiel maachen, fir dësen dem

aktuellste Stand vun der Krisesituatioun unzepassen.

- Am Kader vun den neie Moosnamen am Kader vun der Covid-19-Pandemie, déi zénter dem 30. Oktober 2020 a Krafft sinn, huet d'Regierung dofir och decidéiert, fir ausnamsweis den Delai ze verlängerer, fir de Chômage partiel fir de Mount November unzefroen. Esou kenne Betriber, déi fir de Mount November nach kee Chômage partiel ugefrot haten, dëst nach nodréiglech bis de 5. November maachen.

## ad 2. Aviatioun

Wat den Aviationussektor ugeet, esou ass am Moment eng Tripartite amgaangen, wou de Staat mat de Gesellschaften, wou en Aktionär ass, an de Personalvertreter zesumme probéiert, eng Rei vu Léisungen ze fannen.

## ad 3. + 4. Horeca / Evenementiel / Kultur

D'Secteure vum Horeca, dem Evenementiel a vun der Kultur gehéieren den Ament zu den am schwéierste betraffene Secteuren. Mee mir sinn eis awer sécher, dass d'Majoritéit vun de Betriber an dëse Beräicher gesond ass an dass hire Businessmodell no der Pandemie och nees gräife wäert. Dofir ass et wichteg dése Betriber zur Säit ze stoën, fir d'Kris esou gutt et geet ze iwwerstoën.

D'Verlängerung vum „Fonds de relance et de solidarité“ gradesou wéi déi nei Héllef fir eng Deelkompensatioun vun de Käschte sinn dofir an eisen Ae fundamental Elementer fir d'Betriber vum Horeca a vum Evenementiel, esou wéi de Premier Xavier Bettel dat och schonn an der Ried zur Lag vun der Natioun annoncéiert hat.

Obwuel de Kulturbetrieb ka weiderlafen, ass en dach duerch déi bestoend Moosname beantrechtegt, wat virun allem e groussen Impakt op d'Beschäftigungsméiglechkeete vun de professionellen onofhängegen Artisten an Intermittents du spectacle huet. De Kulturmistère iwwerpréift dofir d'Méiglechkeet, fir déi temporär zousätzlech Sozialhëlfel fir onofhängen professionell Artisten an Intermittents du spectacle, déi vum Mäerz bis den August 2020 en vigueur waren, erém ze reaktivéieren.

## ad 5. + 7. Forainen a Maartleit

D'Foraine kenne scho vum aktuelle „Fonds de relance et de solidarité“ profitéieren.

## ad 6. Wiersamkeet

Et versteet sech vum selwen, dass d'Regierung e permanente Screening vun de bestoenden Héllefé mécht a probéiert d'Mesuren esou gutt a gerecht wéi méiglech ze gestalten an, fallé néideg, nei Mesuren an d'Liewen ze raffen. Éischt Erkenntnesser weisen, dass, bedéngt duerch d'Unhale vun der Pandemie, déi erhoffte Relance an eenzele Beräicher leider ze schwaach ass respektiv guer net agetratt ass. Aus dësem Grond ginn dofir verschidde Mesuré verlängert, respektiv nei Regimmer (Héllef fir eng Deelkompensatioun vun de Käschten) geschaافت.

## ad 8. Bongan

An dësem Kontext sief op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro Nr. 2911 verwisen.

**Question urgente 3087** (03.11.2020) de **MM. Laurent Mosar et Serge Wilmes (CSV)** concernant la menace terroriste actuelle :

Depuis fin septembre, les incidents terroristes en Europe se multiplient.

Le 4 octobre 2020, une attaque est perpétrée à Dresden (Allemagne) faisant un mort et un blessé.

Le 16 octobre 2020, un fonctionnaire de l'éducation nationale et professeur d'histoire et géographie est violemment assassiné à Conflans-Sainte-Honorine (France).

Le 29 octobre 2020, un homme attaque plusieurs personnes à l'arme blanche faisant trois morts.

Hier, au moins quatre personnes (deux hommes et deux femmes) ont été tuées et plusieurs ont été blessées, lundi 2 novembre au soir, lors de fusillades dans six rues du centre historique de Vienne (Autriche).

Alors que le Plan gouvernemental de vigilance nationale face aux menaces d'actions terroristes « Plan Vigilnat » indique que « Le grand public est informé de l'évolution de la menace terroriste et du changement de niveau d'alerte par le Gouvernement à travers le site Internet www.infocrise.lu ainsi que par tout autre moyen approprié. », aucune information récente n'a été communiquée en la matière.

Au vu de ce qui précède, nous aimeraisons poser les questions suivantes à Madame et Messieurs les Ministres :

1) Est-ce que les autorités ont récemment procédé à une réévaluation de la menace terroriste ?

2) Quel est le niveau d'alerte actuel ?

3) À considérer que le niveau d'alerte se soit « aggravé », quelles sont les mesures additionnelles qui ont été décidées ? Quel en est l'impact sur la population locale, respectivement sur les services de l'ordre ?

**Réponse commune** (10.11.2020) de **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, et de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :**

ad 1) Suite aux récents incidents terroristes en Europe, le groupe de coordination en matière de lutte contre le terrorisme (GCT), qui regroupe le Ministère de la Sécurité intérieure, le Ministère de la Justice, le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Service de renseignement de l'Etat, la Police grand-ducale, le Parquet général, le Parquet de Luxembourg et le Haut-Commissariat à la protection nationale, s'est réuni dans un souci d'analyser la situation sécuritaire eu égard aux éléments disponibles et de procéder à une mise à jour de l'évaluation de la menace qui pèse sur le territoire national.

ad 2) Suite à son analyse, le GCT en est venu à la conclusion de proposer au Gouvernement de maintenir le niveau de la menace « 2 » qui signifie, conformément au Plan Vigilnat, que la menace est réelle mais abstraite. Les autorités continueront de suivre et d'analyser l'évolution de la situation de manière continue.

ad 3) Bien que le niveau d'alerte général ne nécessite pas d'être changé, la Police grand-ducale a adapté son dispositif de protection de points sensibles en prenant en compte les attentats terroristes récents en Europe.

**Question urgente 3094** (04.11.2020) de **MM. Laurent Mosar et Marc Spautz** concernant le chômage partiel :

Il y a quelques jours le Ministre des Finances a confirmé au « Lëtzebuerger Land » avoir reçu le feu vert de la Commission européenne pour prolonger entre autres la mesure du chômage partiel au-delà de 2020.

Face à la recrudescence du nombre d'infections au SARS-CoV-2 et d'hospitalisations, le Gouvernement a par ailleurs, dans le sillage de la présentation des nouvelles restrictions, décidé d'une prolongation du délai pour l'introduction des demandes de chômage partiel pour le mois de novembre jusqu'au 5 novembre 2020. Un communiqué en ce sens a été publié sur le site gouvernemental.

Il nous revient désormais que les premières entreprises ont reçu un avis négatif par rapport à leur demande d'octroi du chômage partiel pour le mois de novembre, alors que leurs activités ne sembleraient « pas ou plus impactées par les effets directs ou indirects de la pandémie d'une manière telle qu'un recours au chômage partiel se justifierait ».

D'autres entreprises se voient imposées la confection d'un plan de redressement motivé. Il est à cet égard étonnant de lire sur le site guichet.public.lu que le plan de redressement en question devrait « fixer une période d'application ne dépassant pas la date du 31 décembre 2020 ».

C'est ainsi que nous aimeraisons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations relatées ci-dessus ?

2) Quelles sont, selon Messieurs les Ministres, les activités qui ne semblent pas ou plus impactées par les effets directs ou indirects de la pandémie ?

3) Quand cette décision d'exclure certaines activités du champ d'application du chômage partiel a-t-elle été prise ? Cette décision a-t-elle été directement communiquée aux entreprises concernées ?

4) Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que l'établissement d'un plan de redressement à l'horizon de décembre 2020 soit irréaliste dans les circonstances actuelles ?

5) Messieurs les Ministres sont-ils d'accord qu'il soit opportun, dans les circonstances actuelles, de soustraire nombre d'entreprises au mécanisme du chômage partiel ?

**Réponse commune** (11.11.2020) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :**

ad 1) Si la grande majorité des demandes a été acceptée, un certain nombre de demandes de chômage partiel a effectivement été refusé. Les

chiffres sont régulièrement publiés après la tenue du Comité de conjoncture.

Par ailleurs, il convient de noter que les réponses différencieront les entreprises qu'évoquent les honorables Députés, en ce que certaines d'entre elles se voient refuser l'aide et d'autres voient l'aide sollicitée conditionnée à l'élaboration d'un plan de redressement, voire d'un plan de maintien dans l'emploi, s'expliquent par l'application de dispositions légales distinctes, partant de conditions et de modalités différentes. Ainsi, certaines demandes se fondent sur le chômage partiel conjoncturel, tandis que d'autres procèdent du chômage partiel structurel.

Pour toutes les demandes d'aide, les autorités et organismes compétents s'emploient à accompagner les entreprises concernées dans leurs démarches afin qu'elles puissent bénéficier des instruments de soutien financier prévus.

ad 2) Il s'agit surtout d'activités telles que celles effectuées par des fiduciaires, des consultants, des comptables, des agences immobilières ainsi que des activités en matière de téléphonie et de l'internet. De plus, certaines entreprises ont reçu une décision négative alors que de nombreuses entreprises exerçant les mêmes activités n'ont pas introduit de demandes ceci afin de ne pas créer des distorsions dans des secteurs hautement concurrentiels.

ad 3) Toutes ces décisions ont été prises par le Gouvernement en conseil sur base d'un avis du Comité de conjoncture et immédiatement communiquées aux entreprises concernées.

ad 4) Comme les entreprises ont à leur disposition un modèle simplifié d'un plan de redressement, cette approche ne semble pas irréaliste comme le montre d'ailleurs le fait qu'actuellement 34 de tels plans ont été reçus pour le mois de novembre.

En plus, il convient d'ajouter que l'établissement de tels plans n'est obligatoire que dans certains cas précis comme par exemple le dépassement des pourcentages de chômage partiel éligibles ou l'accès exceptionnel au chômage partiel pour certaines activités qui relèvent d'un secteur hautement concurrentiel pour les entreprises qui ont des activités particulières qui souffrent spécifiquement de la pandémie du Covid-19.

ad 5) Afin de ne pas faire de distorsion de concurrence cette approche est actuellement considérée comme nécessaire, tout en rappelant que si des décisions plus incisives étaient prises par le Gouvernement, le champ d'application du chômage partiel pourrait être rapidement adapté, sur avis des partenaires sociaux dans le cadre du Comité de conjoncture.

Dans ce contexte, il faut rappeler que suite aux dernières restrictions le délai d'introduction des demandes pour le mois de novembre a été prolongé jusqu'au 5 novembre 2020.

**Question urgente 3095** (04.11.2020) de **MM. Jeff Engelen et Fred Keup (ADR)** concernant les stations de dépistage de la Covid-19 mobiles :

Am Kader vun de Covidmoosname bei der Schoulrentrée 2020/2021 hat den Education minister énnert anerem mobil Teststationen ugekennegt, déi bei Bedarf an d'Schoule komme kéintent.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Sinn an Téchenzaït schonn därf mobil Teststationen am Asaz? Wann nee, ass en Delai virgesinn, bis wéini déi éischte Statiounen müssen asazfæg sinn? Wéi vill mobil Teststationen si geplant?

2. Wat fir eng Administratioun huet d'Responsabilität fir den Asaz vun dëse Statiounen?

3. Wéi sinn déi mobil Teststationen personell besat? Wat fir Qualifikatiounen hunn déi Leit, déi an dësen Teststationen schaffen?

4. Ass virgesinn, datt dës mobil Teststationen och an anere Beräicher wéi an der Schoul age sat ginn (z. B. am CIPA)? Wa jo, wat fir Beräicher sollen dorop zréckgräife können?



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

Teststationen, wa si bis kontaktéiert sinn, müssen op der Platz sinn?

**Réponse commune** (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration**, et de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**:

Wat d'Schoulen ugeet, gouf de Choix getraff, fir mat Testekippen ze schaffen. Et geet an der Haaptsaach drëm, fir d'Kanner an d'Enseignanten aus dem Zenario 1 (ee positive Fall an der Klass, Source d'infection vu baussen) direkt an der Schoul kënnen ze testen, wann déi sechs Deeg nom leschte Kontakt mat deem Positiven eriwwer sinn. D'Eltere mussen natierlech hiren Accord fir dësen Test ginn, hunn awer och d'Méglechkeet, d'Kand op eegen Initiativ an engem Labo testen ze loossem.

Mir hunn den Ament eng Dosen Ekippe vun zwee Leit virgesinn, all Kéiers ee Professionellen aus dem Santésberäich, deen déi néideg Kompetenzen huet, fir en Ofstréch ze maachen, an eng Persoun, déi fir den administrative Volet responsabel ass.

Dës Ekippe gi vum Educationssministère a vum LNS koordinéiert a ginn an d'Gebaier, fir déi Tester ze realiséieren. Dat geschitt bannent de Schoulstonden.

Aner Beräicher wéi zum Beispill d'CIPAA oder d'Maisons de soins ginn net iwwert de selwechten Dispositif wéi dee fir d'Schoulen ofgedeckt. Dës Strukture ginn iwwert de mobilen Interventiounsdispositif getest, deen am Kader vum LST zesumme mat der Gesondheetsdirektiouen en place gesat gouf.

Am Kader vun den Aarbechten am LST ass e Plang opgestallt ginn, wou ganz genau festgehalen ass, wéi eng Beräicher bis Enn Mäerz am Kader vun den Interventions mobiles getest solle ginn. Fir Strukture wéi CIPAA oder Maisons de soins gëtt et e genaue Planning, wéini d'Interventiounskippen op d'Plaz kommen, fir déi verschidde Strukturen ze testen. Dëse Planning kann natierlech jee nodeems adaptéiert ginn, fir prioritär eventuell Clusteren ze testen, wann der optauchen. An esou engem Fall gëtt den normale Planning énnerbrach, fir en urgence de Cluster ganz duerchzetesten.

Dës Tester ginn all vu Laboratoires Réunis duerchgefouert, déi den Zouschlag vun der effentlecher Ausschreiwung vum LST 2 kruten. D'Residenten aus de verschidde Beräicher an hiren Dokter gi vu Laboratoires Réunis informéiert. D'Resultater vun den Tester ginn och an de System vun der Inspection sanitaire gespeist.

**Question urgente 3099** (05.11.2020) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant le télétravail :

Vill Betriber hu miissen op d'Heemaarbecht zréckgräifen, wéi den Etat de crise vun der Regierung ausgeruff ginn ass. Wéi dësen nees opgehuewe gouf, ass d'Heemaarbecht a verschidde Betriber bääbehale ginn. Esou schaffen zanterhier eng ganz Rei Leit, esouwuel am effentlechen ewei och am private Secteur, vun doheem aus. Fir Betriber, déi hir Leit awer aus der Heemaarbecht zréckgeholle hinn, kéint de Sujet Heemaarbecht, bei de rezenten Entwicklungen an der Covidkris, elo awer nees aktuell ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Aarbechtsminister an der Madamm Justizminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi weist sech d'Rechtslag vun der Heemaarbecht fir de Patron an den Ugestallten an der aktueller Situations, an där zwar keen État de crise besteet, mee awer en neit Covidgesetz gestëmmt gouf? Entsprech d'Konditioun vum béisäitegen Accord ablécklech nach der legaler Grondlag? Ginn et Ausnamen? Wa jo, wat eng?

2. Gëtt d'Regierung zurzáit Recommandatiounen u verschidde Betriber, datt si hir Leit, wann a wou méiglech, nees an d'Heemaarbecht schéckie sollen? Wa jo, wat fir Betriber kruten/kriéien esou Recommandatiounen a wourop grënnt d'Wiel vun deene Betriber? Sinn dës Recommandatiounen fakultativ oder sinn d'Betriber dann obligeiert, hir Leit an d'Heemaarbecht ze schécken?

3. Annert esou eng Recommandatiounen eppes un der Rechtslag vun der Heemaarbecht fir de Patron oder den Ugestallten? Gëtt d'legal Konditioun vum béisäitegen Accord téscht Patron an Ugestallten an deem Fall a Fro gestallt?

**Réponse** (12.11.2020) de **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**:

ad 1. Mat den neien Ännernungen um Covidgesetz vum 17. Juli 2020 ännert sech näisch um aktuellen Aarbechtsrecht. D'Heemaarbecht kann och weiderhin némmen dann agefouert ginn, wa souwuel de Patron ewéi och de Salarié domat averstane sinn. Konkreet heesch dat also, dass weeder de Patron senge Salariéen imposéiere kann Heemaarbecht ze maachen, nach kann de Patron vum Salarié gezwunge ginn, Heemaarbecht accordéiert ze kréien.

Et sief an deem Kontext och drop higewisen, dass den neien Accord interprofessionnel betreffend d'Heemaarbecht, deen téscht de Sozialpartner ausgehandelt a rezent énnerschriwwen gouff, um Prinzip vum béisäitegen Accord vum Patron a vum Salarié festhält. D'Prozedur fir d'Allgemeingverbindlechkeiterklärung vum neien Accord interprofessionnel ass entre-temps och lancéiert ginn.

ad 2. + 3. D'Regierung mécht och weiderhin den Appell un d'Patronen, fir während déser sanitärer Kris verstärkt op d'Heemaarbecht zréckzegräffen an zwar iwwerall do, wou dat och méiglech ass. Soumat soll de physische Kontakt téscht de Salariéen op der Aarbeitsplatz verhennert oder reduziéiert ginn, fir den potenzieller Verbredung vum Coronavirus entgintézieren.

Eng Recommandatioun ass par Definitioun awer net bindend an ewéi schonns an der Antwort op d'Fro N° 1 beschriwwen, kann d'Heemaarbecht net eesäiteg vun engen Partei imposéiert ginn.

Et sollt een dobäi awer och bedenen, dass laut den Dispositiounen vum Aarbechtsgesetzbuch de Patron eng Obligation huet, fir d'Sécherheet an d'Gesundheit vu senge Salariéen an allen Aspekter vun der Aarbecht ze assuréieren a soumat och all méiglech an disponibel Mesuren huele kann a muss, fir déser Obligation nozkommen.

Wann de Patron deemno der Meenung ass, dass d'Heemaarbecht eng vu méigleche Mesuren ass, fir d'Verbredung vum Coronavirus innerhalb vu sengem Betrib ze verhenneren a soumat d'Gesundheit vu senge Salariéen ze schützen, da kann de Patron senge Mataarbechter d'Heemaarbecht ubidden.

Et sief och nach drop higewisen, dass nicht de generelle sanitäre Recommandatiounen, déi de Gesondheetsministère publiziéiert, d'Regierung awer keng spezifesch Recommandatiounen betreffend den Teletravail un Entreprises erausgëtt.

net emol iwwer hir Méglechkeete renseignéiere kënnen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Ass d'Madamm Minister a Kenntnes iwwert déi uewe genannte Virfäll? Wa jo, ass si sech der Drénglechkeet vun engen Leisung fir dëse Problem bewosst? Wéi wéllt si dësem Problem entgintézieren?

2. Wat ass generell virgesinn, a wat fir engem zäitlechen Delai Leit, déi ugehale ginn doheem ze bleiwen, hire Krankeschäin zoustellt kriéien? Gëtt et hei net d'Méglechkeet, dësen iwwer Mail ze verschécken? Wann nee, firwat net?

3. A wat fir engen Form huet déi uewe genannte Kommunikatioun téscht der Santédisziplioun an de Vertrieder vun den Employeure statfonnt? Wéi ass hei séchergestallt ginn, datt dës Recommandatioun och bei all Patron hei zu Lëtzebuerg ukomm ass? Gouf déi legal Grondlag fir de Patron an den Ugestallten hei a Fro gestallt? Besteet hei net d'Noutwendegkeet vun engen legaler Dispositioun, fir datt dëst kloer an eenheetlech fir all Patron an och all Ugestallten am Land gekläert ass?

4. Wat fir Méglechkeiten a Rechter hinn déi betraffe Leit, wann de Patron drop insistéiert, datt si sech Congé huelen, wa si de Krankeschäin no dräi Deeg net virleeë können? Huet de Patron hei d'Recht, dëst vu sengem Ugestallten ze verlaangen?

5. Ass esou e Krankeschäin och réckwierkend gültig, respektiv nodeems dee vum Patron virgeschriwwenen Delai net konnt aghale ginn? Ass de Patron an deem Fall gesetzlech verflucht, déi réckwierkend Gültigkeit unzeerkennen?

6. Wéi ass et méiglech, datt deeglaang keen op der Hotline vun der Santé ze erreechen ass? Wat wéllt d'Madamm Minister énnerhuelen, fir datt dës Hotline dréngend erëm funktiounsfaeg gëtt, fir d'Leit sech bei wichtige Froen oder bei Veronsecherungen am Kader vun der Covidkris renseignéieren ze können?

**Réponse** (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**:

Et ass richteg, dass d'Famill vun engen infizierter Persoun am Prinzip a Quarantän gesat gëtt, fir d'Verbredung vum Virus ze limitéieren. Dës Leit kriéien eng „ordonnance de quarantaine“ déi och als „certificat d'incapacité de travail“ geltend gemaach ka ginn.

Et ass leider esou, dass duerch dat rezent exponentiell Usteige vun den neie Covid-19-Infektionen d'Inspection sanitaire Retarde kriut bei der Identifikatioun vun de Kontaktpersounen an dem Verschëcke vun den „ordonnances de quarantaine“. Dëse Problem ass derbäi resorbéiert ze ginn duerch dräi wichteg Mesuren: i) d'Opstocke vum Personal am Contacttracing, ii) d'Informatioun vun der Preparatioun an dem Erausschécke vun den „ordonnances de quarantaine“ an iii) d'besser Identifikatioun vun den Kontakter mat der Héllef vun de beträffene Leit iwwer Onlineformulaires.

D'Santé huet och mat de Patronen iwwert dëse Problem kommunizéiert via d'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), an zwar iwwer Telefon an iwwer Mail, an och via Mail mat der Chambre des Métiers, déi eis konfirméiert huet, dass si de Message weider un d'Patrone ginn huet. D'Santé war och a Kontakt mat der Caisse nationale de santé (CNS) an dësem Dossier.

Och wa mir verstinn, dass dës Situations eventuell zu Diskussionen zwéischen Patron a Salarié gefouert huet, ass eis net bekannt, dass ee Salarié duerch dëse Retard seriö Problemer mat sengem Employeur kritt hätt.

D'Hotline vun der Santé funktionéiert all Dag 7 Deeg op 7, an zwar vu méindes bis freides vun 8.00 Auer bis 18.00 Auer a samschdes a sonndes vun 10.00 Auer bis 18.00 Auer. Si ass besat mat op mannst 15 bis 18 Persounen, déi den Telefon ophiewen, a koordinéiert vun op mannst zwee Responsabilen. Den eischt Objetiv vun der Hotline ass, d'Bierger esou gutt wéi méiglech ze énnerstétzte fir all déi Demarchen a Relatioun mat Covid-19, an awer och fir Auskunft ze ginn - respektiv de Lien ze maache mam Contacttracing oder der Cellule de coordination vum Ministère vun der Education (am Fall vun engem Kand).

An der Woch vum 2. November bis den 8. November 2020 sinn ongeféier 5.000 Appeller traitéiert ginn. All Appell dauert am Schnell 15 Minuten, well meeschten och nach eng Verifikatioun am System néideg ass, fir dass déi administrativ Tâché kënnen agefouert ginn (Ordonnance verschécken, Kontakter an de System aginn). Esou énnerstézt d'Hotline aktiv de Contacttracing. Déi meesch Appeller gi bannent den eischté Minute beantwort, et kënn awer vir, dass d'Waardezäit méi laang ass oder e puermol probéiere muss.

**Question urgente 3110** (09.11.2020) de **MM. Marc Spautz et Léon Gloden (CSV)** concernant les dispositions concernant la réserve sanitaire :

Am Grand-Duché ginn et fir d'Professions de santé Dispositiounen, déi festhalen, datt wann ee fénnef Joer de Beruff net ausgeübt huet, ee muss e Cours de recyclage maachen, fir zréck an de Beruff goen ze kënnen.

Des Weideren ass et esou, datt et fir Leit an der Pensioun Anticumulbestëmmunge gëtt, wa si nach eppes zousätzlech verdéngen. Änlech Bestëmmunge gëlle fir d'Preretraite an d'Retraite anticipée.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

- Gëllen dës Mesuren och fir d'Réserve sanitaire, oder sinn do aner Moosname geplant?

**Réponse** (10.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**:

D'Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwert den Exercice an d'Revalorisation vun de Gesondheetsberuffer gesät am Artikel 13 (2) vir, dass all Gesondheetsberuffler, dee méi wéi fénnef Joer net méi sái Beruff ausgeübt huet, e Stage de réintégration vum Minister imposéiert krié kann.

Am Kader vun der aktueller sanitärer Kris an deem domat verbonnne grousse Besoin u Gesondheetsberuffler an de verschidde Secteuren vum Gesondheetsystem, virun allem Infirmières/iers an Aides-soignant(e)s, huet de Gesondheetsministère sech follgend Richtlinne ginn:

D'Kandidature fir d'Réserve sanitaire ginn, en rapport mam genannten Artikel 13 (2), au cas par cas vum Ministère analyséiert, dëst engersäits op Basis vun der Unzel vun de Joren, wou de Gesondheetsberuffler net méi sái Beruff ausgeübt huet, an anerersäits par rapport zu sengen eventuelle Weiderbildunge wärend déser Zäit, déi a Relatioun mat sengem Beruff sinn.

Déi Gesondheetsberuffler, déi e Stage de réintégration musse maachen, kënnen och um Terrain aktiv sinn, wann den Encadrement vum Stagiaire esou assuréiert ass, datt d'Sécherheet vum Patient an d'Qualitéit vun de Soins zu all Moment garantéiert sinn.

Zu den Anticumulbestëmmungen ass eng Derogatioun am Gesetz vum 20. Juni 2020 virgesinn. Si gëllt bis den 31. Dezember 2020 a wäert deene Gesondheetsberuffler, déi an der Preretraite sinn, erméiglechen, e Revenu fir hir Aarbecht am Kader vun der Réserve sanitaire ze bezéien, ouni datt dëst en Afloss op hir Pensionsrechter huet.

**Question urgente 3111** (09.11.2020) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la fuite d'informations auprès du Service de renseignement de l'Etat :

No RTL-Informatiounen vum 6. November 2020 wär et engem Staatsbeamten, deen net Informatiker ass, gelongen, sech eng Léscht vun ongeféier 80 Mataarbechter vum SREL zesummenzestellen.

Weider heesch et, de Beamten hätt de SREL do riwwer informéiert an eng E-Mail u seng Direktesch geschéckt, déi awer ni geantwert hätt. Weider hätt hien den Här Staatsminister informéiert, deen och net geantwert hätt, a mam Chef de cabinet vum Här Staatsminister geschwät.

Dowéinst wéilt ech dem Här Staatsminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng Elementer aus dem Reportage vun RTL kann den Här Staatsminister confirméieren? Wéini ass hien, respektiv d'Madamm Direktor vum SREL, iwwert dës Affär informéiert ginn?

2. Ass et wierklich méiglech gewiescht, datt eng normal Recherche vun engem dofir net speziell qualifizierte Bierger duergaangen ass, fir eng ronn 80 Mataarbechter vum SREL ze identifizéieren? Wa jo, wéi erklärt sech den Här Staatsminister dëse schwéiere Sécherheitsproblem?

3. Wa jo, wéi eng Konsequenzen zitt den Här Staatsminister aus dëser Affär? Huet hien direkt reagéiert, wou hien informéiert gouf, an, wa jo, op wéi eng Maneier?

4. Wéi eng Moosnamen hëlt de SREL fir seng Leit besser ze schützen?

5. Ass sech den Här Staatsminister bewosst, datt dës Affär kann op en Neits dozou bädroen, datt auslännesch Geheimdénçscher net genuch Vertrauen an de SREL hinn, fir mat him zesummen ze schaffen?

6. Gëtt et an dësem Dossier penalrechtlich Aspekte an, wa jo, ass de Parquet saiséiert ginn?



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2019-2020

7. Gëtt sécherstellt, datt déi Lëscht vu ronn 80 SREL-Mataarbechter net kann zirkuléieren?

**Réponse (16.11.2020) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat :**

Enn Abrëll 2020 huet e Staatsbeamte via E-Mail eng spontan Kandidatur beim Service de renseignement de l'Etat (SRE) gemaach. Dëse Staatsbeamte krut deen nämmelechten Dag eng Antwort vum Service des ressources humaines vum SRE op seng Kandidatur mat der Information, datt all fräie Posten, wéi bei all aner Administration, och um Site [www.govjobs.lu](http://www.govjobs.lu) publiziert gëtt, an datt all Vacance déi poste am SRE exklusiv iwwert déi offiziell Prozedur, also via eng Kandidatur op [www.govjobs.lu](http://www.govjobs.lu), besat gëtt.

Uganks Mee 2020 huet dee selwechte Staatsbeamte sech beim SRE gemellt am Kader vun engem fräie Posten, deen awer net senger Karriär entsprach huet. De Kandidat krut och hei erkläert, datt seng Demande aus deem Grond net recevabel wier. Hien huet doropshin eng Lettre de motivation a säi Liewenslaf un den SRE gericht.

Uganks Juni 2020 kontaktéiert dee selwechte Staatsbeamten den SRE op en Neits a behaupt, hien hätt eng Lëscht zesummegestallt mat de Mataarbechter vum SRE. Hien huet uginn, den Accès op den internen informatesch Reseau vum Staat, deen him just weinnt senger Aktivitéit als Staatsbeamten zur Verfügung stet, ge-notzt ze henn, fir eng detailiéiert Recherche ze maache mam Zil, d'Mataarbechter vum SRE ze identifizéieren. Hien huet uginn, mat däi Aktioune beweisen ze können, datt hien déi néideig Qualitéiten hätt fir beim SRE ze schaffen.

Am Kontakt mat deem Staatsbeamten ass kloer ginn, datt et sech bei enger Rei Nimm, déi hie mat senger Recherche identifiziert huet, effektiv ém Mataarbechter vum SRE handelt. Bei aneren Nimm, déi hien als Beispill genannt huet, war dat net de Fall.

D'Direktioun vum SRE, déi zäitgläich och de Premierminister an den Délégué au SRE informéiert huet, huet doropshin déi Service informatique vum SRE beoptraagt, Schwaachstellen am staatlichen informatesch Reseau ze identifizéieren an ze behiewen, wat och direkt geschitt ass. Datt dést geschitt ass, gouf och vum Staatsbeamte confirméiert, wéi hien uganks Juli 2020 de Staatsministère kontaktéiert huet, fir nach eemol op seng Aktioune hinzuweisen a mat Nodrock ze bekraftegen, datt hien e Poste beim SRE wéit kriéien.

Doropshi gouf de Comité ministériel du renseignement a senger nächster Sëtzung vum 13. Juli 2020 vun dëser Demarche an d'Bild gesat. Well am Juli keng weider Sëtzung vun der parlamentarescher Kontrollkommission ugesat war, huet nach deen nämmelechten Dag d'Directrice vum SRE all d'Membere vun der parlamentarescher Kontrollkommission vum SRE ugeruff, fir si iwwert déi Demarche ze informéieren. Deemno sinn all d'Kontrollorganer, déi d'Gesetz iwwert den SRE virgesait, en temps utile iwwert déi Demarche informéiert ginn.

De 14. Juli 2020 krut besote Staatsbeamten en offizielle Bréif mat engem Refus wat seng spontan Kandidatur betréfft.

Enn Juli 2020 kontaktéiert dee selwechte Staatsbeamten op en Neits den SRE am Kader vun enger Publikatioun vun engem Posten um Site [www.govjobs.lu](http://www.govjobs.lu). Hie kritt uganks August 2020 d'Antwerte vum SRE op seng Froen an deem Kontext. Doropshi reecht hie seng Kandidatur an.

Mëtt September 2020 kontaktéiert de Kandidat den SRE fir ze froen, ob hie fir de Posten zréckbehale ginn ass.

Uganks November 2020 gëtt dee selwechte Staatsbeamten an engem Reportage vum RTL zitiert an deem seng Vue vun de Faite présentiert.

D'Identitéit vun de Mataarbechter vum SRE muss am Exercice vun hirer sensibeler Missiou am Déngsch fir déi national Sécherheet bescherméiglech geschützt ginn. D'Regierung schafft permanent dorun, deem Rechnung ze droen.

D'Lëscht, déi vu besotem Staatsbeamten erstallt gouf, gouf dem Staatsministère net kommunizéiert a se gouf och net publiziert. De Staatsministère huet de Parquet deemno och net saiséiert.

**Question urgente 3130 (11.11.2020) de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler (CSV) concernant le vaccin contre la Covid-19 :**

Am September an Oktober hat d'Europäesch Kommission scho Kontrakter iwwer Covidvacinen ofgeschloss mat diverse Firmen. D'Verdeelung soll sech no der Population vun de jeeweilege Länner riichten. Esou sollen zum

Beispill 420.000 Impfdosissen u Lëtzebuerg goen. Am September huet d'Madamm Gesondheetsministesch och schonns erkläert, datt si bei Bedarf zousätzlech Dose kéint bestellen.

Mëttlerweil hunn eng Rei Entreprisen annoncéiert, en Impfstoff géint de Covid-19 fäerdeeg ze hunn. D'Europäesch Kommission huet gëschter bekannt ginn, datt d'Verhandlunge mat dëse Firmen ofgeschloss wieren. Esou keinte Milliounen Dosissen Impfstoff securiséiert ginn um europäischen Niveau. D'Kommission soll haut de Wee duerfir fräimaachen, wat en neie Moment duerstellt.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéini wäerten déi annoncéiert 420.000 Dosissen zu Lëtzebuerg disponibel sinn?

2. Plangt d'Regierung fir sech, iwwert d'EU-Pist eraus, weider Dosissen ze sécheren an ze bestellen?

3. Kann d'Regierung eis matdeelen, no wéi engem Konzept den Impfstoff zu Lëtzebuerg verdeelt soll ginn?

4. Wéi eng Leit solle prioritär vum Impfstoff profitéieren? Wat sinn d'Krittäre wat déi Priorisierung ugeet? Wien definéiert, respectiv huet dës Krittären définéiert? Wat ass déi wéssenschaftliche Basis heivunner?

5. Soll de Vaccin d'Leit eppes kaschten? Wa jo, wéi vill?

6. Huet d'Eethikkomission sech scho mat der Impfstoffstrategie auserneegesat? Wa jo, kann d'Regierung eis doriwwer méi Informatiounen ginn?

7. Bei wéi engem Prozentsaz vun Impfung kann een zur Normalitéit zréckkommen?

**Réponse (12.11.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

ad 1. Et ass zu dësem Zäitpunkt ze fréi, fir sech definitiv zu engem Datum ze prononcier. Nodeems d'Kommission länger Zäit behaupt huet, déi eischt Dose géife virun Enn vun dësem Joer geliwwert ginn, méché si haut d'Ausso, dass déi eischt Liwwerungen eréischt am eischten Trimester 2021 zu Lëtzebuerg ukomme wäerten.

ad 2. D'Regierung plangt keng Eegeninitiativ iwwert déi Verhandlungen eraus, déi d'Kommission am Numm vun allen États membres mat den Hiersteller féiert.

ad 3. D'Verdeelungsmodalitéité vum Impfstoff gi momentan vun engem Aarbeitsgrupp vun der Cellule de crise ausgeschafft.

ad 4. Eng Propos fir d'Priorisierung wäert dem Regierungsrot virgeluecht ginn. Dës Priorisierung soll der Evolutioun vun der Epidemie zu Lëtzebuerg Rechnung droen a wäert sech un internationale Recommandatiounen zu dësem Theema, notamment vun der OMS, dem ECDC an der Kommission, inspiréieren. An all dése Recommandatiounen ginn déi Vulnerabel an d'Leit aus de Gesondheets- a Fleegeberuffer als prioritär ausgewisen.

ad 5. D'Fro vum Finanzement wäert dem Regierungsrot énnerbreit ginn.

ad 6. Et ass der Regierung net bekannt, ob d'Eethikkomission sech scho mat dësem Dossier befasst huet.

ad 7. Idealerweis, wünscht ee sech, dass een op ee Prozentsaz kénnt, wéi bei enger natierlecher "Häerdimmunitéit", dat heescht op d'mannst 60-70 % vun der Bevölkerung. An deem Fall, kann de Virus net méi an der Bevölkerung zirkuliere well d'Chancé ganz géring sinn, dass hiem nach eng fir d'Infektion susceptibel Persoun fénnt. Mee och schonns manner héich Prozentsätz wäerten e positiven Effekt henn, well si d'Zirkulatioun vum Virus an domat d'Neiinfektioune reduzéieren.

**Question urgente 3137 (12.11.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant le test de dépistage de la Covid-19 dans le cas d'un voyage :**

D'Zuel vun de Covid-19-Infektione klémmt an d'Diskussion ém Risikobidder gëtt nees akut. Bei Auslandsresees gëtt op ville Plazen nees e rezent negativ Testresultat vu maximal 48 Stonne virdru gefuerert. Dat ass zäitlech, wann een un d'Virbereedung vun enger Auslandsrees denkt, eng zousätzlech Belaaschtung fir dës Leit, besonesch, well et deelweis zu laange Waardezäite kénnt, wéi eis vu Maarnech zougedroe gouf.

Duerfir henn ech zwou ganz konkreet Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéini gëtt nees eng séier Prozedur fir obligatoresch Covid-19-Tester bei Auslandsreesen agefouert?

2. Wär dës net am Kader vun de méi grousse Capacitéité vun de Large-Scale-Testing-Infrastrukturéen méi sénnvoll wéi am normalen Testing an de Laboratoireen?

**Réponse (16.11.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

Dem honorablen Deputéierte seng dréngend parlamentaresch Fro ass identesch mat der dréngender Fro vum selwechten Deputéierten (Fro N° 2985) vum 13. Oktober 2020, op déi ech de 14. Oktober 2020 follgendermaasse geantwert hunn:

„DÉI Leit, déi bei Auslandsreesen en obligatoreschen negative Covid-19-Test brauchen, können iwwert d'Plattform MyGuichet.lu e Rendez-vous fir en Test kreien. Am Kader vum Large-Scale-Testing ass e Contingent vu Rendez-vous extra fir esou Fäll virgesinn. Bei Auslandsreesen d'Leit also net an e Laboratoire ze goe fir sech testen ze loessen. Dës Prozedur ass den 30. September reaktivéiert ginn, nodeems Lëtzebuerg vu verschidde Länner nees als Risikogebitt agestuft ginn ass.“

D'Fro N° 3137 ass deemno schonns beantwert ginn.

zou a gëtt duerch eng nei Statioun um Rouscht ersat, déi ab dem 20. November 2020 operatiell ass. An der zweeter Phas vum Large-Scale-Testing sinn och nach op anere Plazzen nei Teststationen opgaangen. Leider gëtt et am ganzen Nordweste vum Land nach émmer keng eenzeg Teststation.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- Ass ugeduecht, fir eng weider Teststationen anzerüichten?

- Wa jo, wou kínt dës Teststationen hikommen?

- Wann neen, firwat net?

**Réponse (18.11.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :**

Fir der grousser Demande nozegoen, gëtt d'Testcapacitéité vum LST vun am Moment 53.000 progressiv op 70.000 eropgesat. Fir déi zousätzlech Tester aufzéieren ze kénnen, ass énner anerem virgesinn, dass eng zousätzlech Teststationen opgoe wäert.

D'Iwwerleeuungen zum genaue Standuert sinn en cours. Dobäi wäerte Krittäre wéi Belaaschtung vu bestoenden Teststationen an demographesch Densitéit eng Roll spiller.

**Question urgente 3147 (16.11.2020) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant l'installation de purificateurs d'air dans les écoles :**

Den Här Minister fir Educatioun huet an de parlamentaresche Froen N° 2938 an N° 2812, „énnier erém vum Asaz vu mobile Filteren ofgeroden, well se kee relevanten Effet op d'Verhennere vun der Verbreedung vum Virus“ géifen henn.

Laut der fachtechnescher Zäitschrëft „Science“ vum 16. Oktober N° 6514 Vol. 370 wieren Aerosolen den Haaptiwwerdroungswee vum Covid-19. Aerosolen, déi de Virus enthalten, géifen en ivver 2 Meter weidertransportéieren, an de Virus géif sech esou an de Raim accumuléieren. An deem Senn géifen d'Wéssenschaftler kloer Richtlinne fuerderen, fir d'Ban Loft ze verbesseren duerch Beléftung an och duerch Filterung.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Op wéi enger wéssenschaftlecher Basis baseiert d'Ausso vun der Regierung, datt d'Filtere „kee relevanten Effet op d'Verhennere vun der Verbreedung vum Virus“ henn?

- Hält d'Regierung weider un hirer Ausso fest, datt d'Filtere „kee relevanten Effet op d'Verhennere vun der Verbreedung vum Virus“ henn, esou wéi se dat an deenen zwou parlamentaresche Froen annoncéiert huet?

• Wa jo, aus wéi engem Grond?

• Wann nee, ass de Minister mëttlerweil bereet, de Schoule Raumloftfilteren zur Verfügung ze stellen, do wou se noutwendeg sinn?

**Réponse commune (17.11.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

De Sujet vun de Purificateurs d'air gëtt ganz enk vun der Gesondheetsdirektioun mee och vun anere wéssenschaftlechen Entitéiten (LIH, uni.lu etc.) suiviert an et gëtt eng permanent Veille vun eventuellen neien Erkenntnissen gemaach.

Fir de Moment ginn et awer nach keng konkluant Erkenntnisser, déi d'Effektsituation oder d'Neteffektsituation vun de Purificateurs d'air beleeën an et sinn nach ze vill oppe Froen, fir sech fir en Asetze vu Purificateurs d'air auszeschwätzen.

Als wéssenschaftlech Basis kann een énner anerem déi rézent Publikatioun vum European Center for Disease Prevention and Control vum 10. November zitiéieren „Heating, ventilation and air-conditioning systems in the context of COVID-19: first update“, déi zur Konklusioun kénnt, datt et just ganz begrenzte Beweiser ginn, datt den Asaz vu mobile Filtersystemer oder aner „purificateurs d'air“ de Risk vun der Transmissioun vum SARS-CoV-2 erofsetzt.

D'Gesondheetsdirektioun recommandéiert an deem Senn, fir de Moment nach émmer d'Klassessall regelmeisséseg ze lëften, fir d'Verbreedung vun den Aerosols ze minimiséieren.

**Question urgente 3157 (18.11.2020) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le centre de dépistage pour la Covid-19 dans le nord-ouest du pays :**

Am Kader vum Large-Scale-Testing geet d'Teststationen zu Schieren den 19. November definitiv